UNIVERSITE DE STRASBOURG

FACULTE DE THEOLOGIE CATHOLIQUE

Année 2011

THESE

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG

Discipline : Théologie morale et Histoire contemporaine de l'Eglise

Présentée et soutenue publiquement

Par

Lazarre TCHOUABOU

Le 25 novembre 2011

Titre :

LA RECEPTION DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE AU CAMEROUN DE 1955 A 2000

Directeur de thèse :

René HEYER

JURY

Présidente : MME Françoise VINEL, Université de Strasbourg
Membres : M. Jacques-Olivier BOUDON, Université de Paris IV (Sorbonne)
M. Bernard BOURDIN, Université de Metz
M. René HEYER, Université de Strasbourg

REMERCIEMENTS

Pour aboutir, ce travail a exigé du temps matériel et des énergies humaines et matérielles tant personnelles que de certaines ramifications de nos relations. Du temps matériel, il en a fallu, compte tenu des différents changements de lieux d'accueil auxquels nous étions contraints, passant de La Seine et Marne aux Ardennes, et des Ardennes en Alsace, avec tous les mouvements internes connus dans les diocèses concernés. Des énergies matérielles, il en a fallu, le défi étant que durant tout notre parcours, nous avons été à notre propre charge, sans bourse ni aide, à l'exception du fait que l'une ou l'autre personne, ici et là, nous a tendu la main quelquefois en nous disant : « Achète-toi un stylo ou un cahier pour écrire ». Le faisant, ils ont mis en application cette sagesse africaine et bafangaise qui dit : « Qu'une seule main ne peut ficeler un paquet », ce travail ayant été un paquet à ficeler.

C'est ici l'occasion par excellence de redire aux uns et aux autres toutes nos marques d'affection et de gratitude. Nous aurions voulu procéder nomément, mais une telle démarche comporte le risque d'en oublier. Aussi, disons-nous ici à toutes et à tous, un vibrant merci.

Nous voudrions dédier ce travail, à titre posthume, à nos parents Tchokoualé Léon et Yongoué Antoinette arrachés à notre affection respectivement en décembre 1988 et en juin 1997. Ils ont suscité et éveillé en nous le goût de la sagesse, de la connaissance et du savoir. Nous le dédions par ailleurs à nos aînés et pères spirituels, les abbés Bernard Nkuissi et Nicéphore Fankan, deux mémoires vivantes de l'Eglise du Cameroun et de l'Eglise de Nkongsamba, rappelés à Dieu respectivement en 1995 et en 1998. Auprès d'eux, nous avons beacoup appris et retenu. *Requiescant in pace*.

A Monseigneur Dieudonné Watio, évêque du diocèse de Nkongsamba, qui nous a confié cette mission d'études pour le bien du peuple de Dieu qui est à Nkongsamaba, nous redisons toute notre gratitude en même temps que nous lui renouvelons notre sentiment filial.

Notre gratitude va par ailleurs à l'endroit de tous nos frères et sœurs, de nos neveux et nièces, de nos confrères, de nos amis de tout bord dont les soutiens matériels et affectifs nous ont stimulé et encouragé. Que tous voient aussi en ce travail le fruit de leurs efforts.

Nous ne saurions tarir d'éloge et de prière pour le défunt Monseigneur Louis Cornet, évêque de Meaux en Seine et Marne, lequel a accueilli nos premiers pas dans son diocèse au début de nos études et nous a envoyé à Dammartin en Goëlle dans le secteur pastoral de la Gouelle Therouane. Nous porterons toujours dans notre cœur et dans nos prières, ce pasteur par excellence rappelé à Dieu en 2006, implorant sur lui la miséricorde de Dieu qui n'oublie pas ceux qui ont combattu pour lui et avec lui, pour le bon combat.

A Mgr Thierry Jordan, archevêque de Reims qui nous a accueilli en insertion pastorale dans les paroisses du Val de Bar et de l'Ennemane et ensuite dans les paroisses de Sedan et de saint Eloi des Fonderies, nous disons toute notre reconnaissance.

Notre gratitude enfin va enfin à l'archevêque de Strasbourg qui a accueilli la dernière étape de notre cheminement et nous a confié une mission dans la communauté des paroisses d'Eschenzwiller, Zimmersheim et Habsheim, proches de Mulhouse, ceci pour un an, et ensuite à Colmar où l'expérience d'une année pastorale passée à la Collégiale saint Martin ne nous a pas apporté des moindres satisfactions. Ce passage, fût-il bref, mais intense en pastorale, nous a donné l'occasion d'avoir parcouru en fin de compte le diocèse du sud au nord en passant par le centre, étant donné que c'est dans le nord du diocèse et à Mothern, que nous terminons le parcours, nos bonnes relations sur plusieurs aspects ayant atteint leur plus haut niveau dans cette partie du diocèse.

Si notre travail peut être comparé à une maison à construire, on peut dire que le plus déterminant, c'est la finition. Une maison a beau être belle, s'il n'y a pas les travaux de finition, elle ne peut être habitable. Ainsi, le concours de tous a fait monter la maison, et il fallait la finition. Cette finition est la conjugaison de nos efforts soutenus par ceux du Père Jacques Mpia Bekina au niveau du support informatique. Il y a une partie de lui dans ce travail et nous saisissons l'occasion pour lui redire toutes nos amitiés. Cependant, le maître d'œuvre de cette finition est bien M. René Heyer qui reçoit ici le plus grand remerciement. Avec patience, avec fermeté, mais par souci du mieux faire ou du meilleur, il nous a fait « faire et refaire ». Nous lui en resterons toujours reconnaissant.

Enfin, à tous les membres du jury de cette thèse, à tous ceux et celles que nous n'avons pas nommés, nous disons un grand merci pour tout, en les rassurant qu'ils ont beaucoup apporté pour la réalisation de cette œuvre que, nous l'espérons, sera d'une grande utilité pour l'Eglise qui est au Cameroun.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE 9

PREMIERE PARTIE : LE CONCEPT DE RECEPTION, LA NOTION DE DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE ET LE CONTEXTE CAMEROUNAIS 25

CHAPITRE 1 : APPROCHE DU CONCEPT DE RECEPTION 26

A. Approche générale 26
B. Approche du concept dans le débat théologique 33
C. Historicité et développement du concept..... 37
D. Les facteurs déterminants du processus de réception..... 41

CHAPITRE 2 : LA NOTION DE DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE 43

A. Définition de la notion de doctrine sociale..... 43
B. Eclairage théologique de la notion 43
C. Champ d'action..... 47

CHAPITRE 3 : L'EGLISE ET LE CONTEXTE POLITIQUE AU CAMEROUN DE 1955 à 2000..... 49

A. Le contexte politique..... 49
B. Le contexte ecclésial..... 64
C. Le contexte socioéconomique, culturel et sanitaire de 1955 à 2000…….....82

DEUXIEME PARTIE : LE CORPUS DES TEXTES DU MAGISTERE SUR LA DOCTRINE SOCIALE DE DEUXIEME L'EGLISE DE 1955 à 2000….....98

CHAPITRE 1 : LE CORPUS DU MAGISTERE DE L'EGLISE UNIVERSELLE ET DE L'EGLISE D'AFRIQUE..... 99

A. Le corpus des papes..... 100

B. Le concile et le synode 104
C. Le corpus des Congrégations ou Commissions pontificales 104
D. Le corpus du magistère de l'Eglise d'Afrique..... 106

CHAPITRE 2 : LE CORPUS DU MAGISTERE DE L'EGLISE DU CAMEROUN 107

A. Le corpus de la Conférence épiscopale nationale de 1955 à 2000..... 108
B. Le corpus des Conférences épiscopales provinciales ou régionales..... 115
C. Le corpus des séminaires et des instituts de formation des ouvriers apostoliques.....118
D. Le corpus des diocèses du Cameroun.....122

CHAPITRE 3 : LE CONTENU THEMATIQUE DU DISCOURS SOCIAL DE L'EGLISE AU CAMEROUN DE 1955 à 2000.....195

A. Du magistère de l'Eglise universelle.....195
B. Du magistère de l'Eglise d'Afrique.....220
C. Du magistère de l'Eglise du Cameroun.....224

CHAPITRE 4 : CONTENU CHRONOLOGIQUE DES TEXTES DU MAGISTERE CAMEROUNAIS DE 1955 à 2000 239

A. Le contenu des lettres pastorales.....239
B. Les thèmes des séminaires.....261
C. Les rapports des visites *ad limina apostolorum* 264

TROISIEME PARTIE : ETUDE ANALYTIQUE 267

CHAPITRE 1 : L'INTERPENETRATION DES DISCOURS.....268

A. La période de 1955 à 1960 268
B. La période de 1960 à 1992 270
C. La période de 1992 à 2000 274

CHAPITRE 2 : LIEN ENTRE LES DISCOURS SOCIAUX.....275

A. Lien entre le discours social national et le discours social provincial ou régional.....275
B. Lien entre le discours social national et le discours social diocésain.....276
C. Lien entre le discours social du magistère de l'Eglise universelle et le discours social de l'Eglise particulière du Cameroun.....280

CHAPITRE 3 : LES REDACTEURS DES LETTRES PASTORALES.....288

CHAPITRE 4 : QUEL ACCUEIL DU DISCOURS SOCIAL DE L'EGLISE AU CAMEROUN ?.....292

A. Les réactions négatives.....292
B. Les réactions positives.....294
C. L'accueil du discours social de l'Eglise au Cameroun……296

CHAPITRE 5 : L'APPORT DES ORGANISMES CATHOLIQUES D'AIDE AU DEVELOPPEMENT : LE CAS DU CCFD.....304

A. Présentation historique générale du CCFD…….307
B. Méthode et fonctionnement du Comité……311
C. Analyse des projets……...317

CHAPITRE 6 : QUELLE THEOLOGIE POUR LA FECONDITE DU DISCOURS SOCIAL DE L'EGLISE.....339

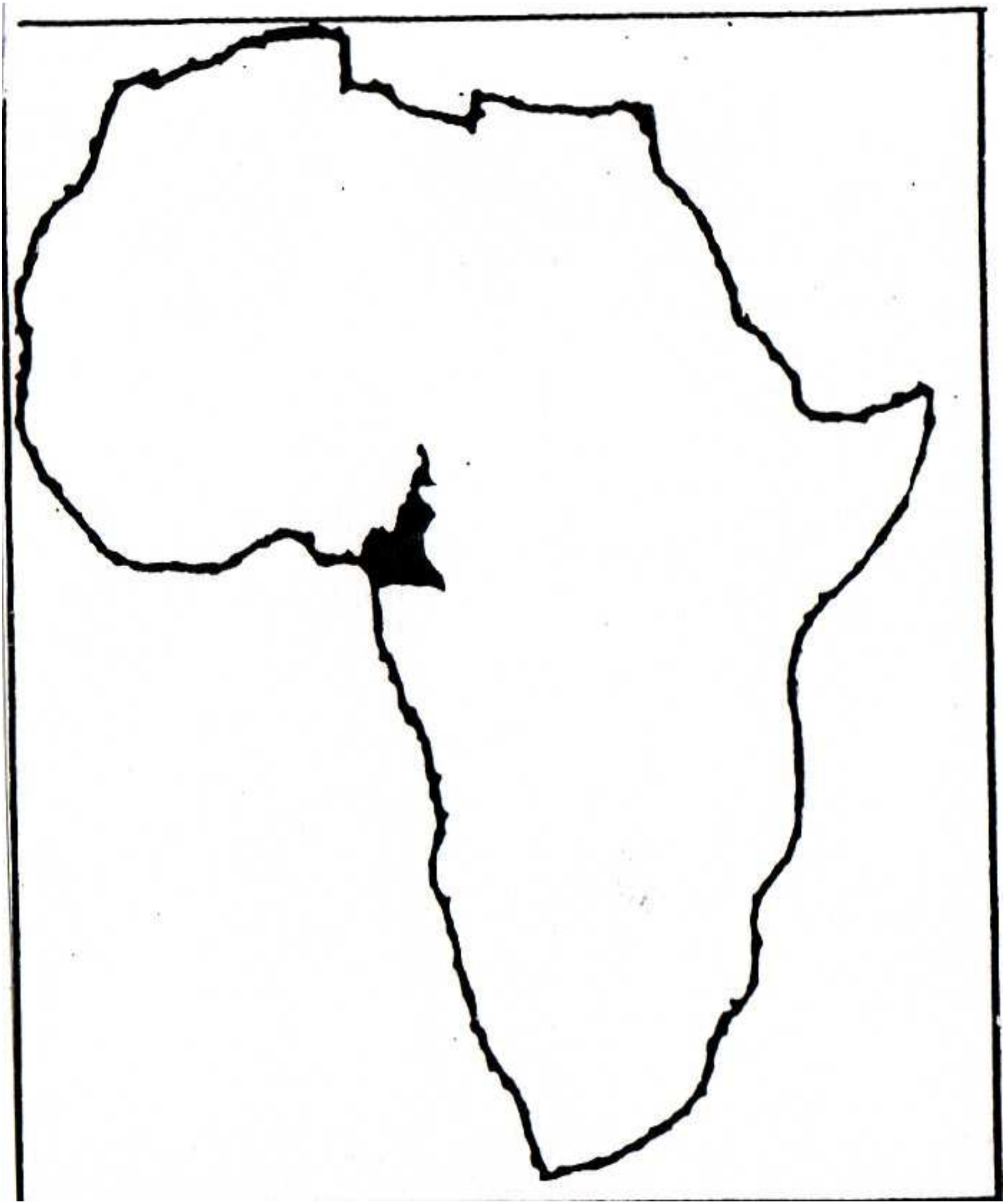
A. Lien entre théologie et discours social de l'Eglise……...339
B. Les grands courants de la théologie africaine……..341
C. L'orientation théologique pour la fécondité du discours social de l'Eglise au Cameroun.....352

CONCLUSION GENERALE.....357

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE 366
DOCUMENTS ANNEXES 404

SIGLES ET ABREVIATIONS 528

TABLE DES MATIERES 531



INTRODUCTION GENERALE

Le projet et son histoire

En 1970, alors que nous sommes élève en classe du cours moyen II, l'actualité de ce mois d'août au Cameroun et hors de ses frontières est dominée par ce qu'on a appelé « L'affaire Mgr Ndongmo ». En effet, Mgr Albert Ndongmo, évêque du diocèse de Nkongsamba au Cameroun a été arrêté, jugé et condamné à mort. Les raisons sont diverses et diversifiées. Pour le ministre de la justice camerounaise de l'heure que cite Mongo Beti, écrivain camerounais :

> « En mai 1969, nos services de sécurité ont découvert un complot visant à assassiner le chef de l'Etat. L'interrogatoire des conjurés a gravement mis en cause Mgr Ndongmo et a particulièrement mis en relief son action dans la direction du complot. En dépit de ces dénonciations, le Président de la République Fédérale avait donné des instructions pour que Mgr Ndongmo ne soit pas inquiété, en attendant de plus amples informations. »[1]

Le journal *La Croix* que cite Mongo Beti fait aussi ce commentaire :

> « Mgr Albert Ndongmo, évêque de Nkongsamba (Cameroun), a été arrêté jeudi matin par la police camerounaise, à Douala, à son retour de Rome, pour complicité avec la rébellion de l'U.P.C. (Union des Populations Camerounaises). L'arrestation de Mgr Ndongmo, consécutive à celle d'un chef rebelle de l'U.P.C., Ernest Ouandié, serait prélude à une nouvelle campagne de liquidation de la 'rebellion' dans l'Ouest du pays. L'évêque aurait été mis en cause à la suite de la découverte d'armes dans un local de la Société Mungo Plastique, propriété du diocèse de Nkongsamba, et de l'expulsion de deux Européens. »[2]

L'affaire de complicité avec la rébellion se doubla d'une autre encore, le soupçon que Mgr Ndongmo soit membre d'un mouvement de la Sainte Croix qui voulait assassiner le chef de l'Etat par un coup d'Etat spirituel et mystique où seuls les anges opéreraient.[3]

D'autres sources dont *l'Agence France Presse* que cite encore Mongo Beti soulignent :

> « Opération politique ? Mgr Ndongmo a une forte influence, et son journal, *L'Essor des Jeunes* a été saisi plusieurs fois. Il déclarait déjà à La Croix le 15 janvier 1963 : « L'Etat croit que nous devons prêcher un christianisme désincarné, parler du ciel, des anges, sans toucher les réalités vitales de chaque jour. Or l'Evangile du Christ n'est pas une théorie, mais une vie. Il s'insère dans toute la vie de l'homme engagé dans la famille, la politique, la profession et le syndicat ». Conflit tribal ? L'évêque est Bamiléké comme son peuple et il en est fier. Il n'a

[1] Cité par MONGO BETI dans *Main basse sur le Cameroun*, Ed. Peuples noirs, Rouen 1984, p.181.
[2] *La Croix*, 29 août 1970.
[3] MONGO BETI, *Main basse sur le Cameroun, op. cit.*, p. 185.

pas toujours été en accord avec le président Ahidjo. Imprudence ? Pierre Gallay traçait dans un reportage sur les catholiques camerounais (*La Croix*, 1er février 1968), un portrait pittoresque de Mgr Ndongmo, 'entreprenant, actif, décidé, direct, d'une franchise presque brutale, capable de lever son verre à la santé de Jésus-Christ. »[4]

Dans les réactions de la rue et du commun des mortels, on pouvait entendre :

« Est-ce que les missionnaires ou les hommes d'Eglise font de la politique, est-ce que les missionnaires qui enseignent la paix qui peuvent être de connivence avec les maquisards ? Ou encore, le gouvernement est jaloux parce que cet évêque sait haranguer la foule ; il dénonce souvent les abus du pouvoir politique, sa mauvaise gestion, et il veut que tous participent à la vie politique, au développement du pays et qu'ils jouissent aussi des fruits leur travail et des ressources nationales. Beaucoup de gens l'aiment pour son franc parler qui ne plait pas toujours au pouvoir politique. La société Moungo Plastican qu'il a fondée est considérée comme une fabrique ou une cache d'armes, alibi pour arrêter une si belle et florissante entreprise qui allait subvenir aux besoins de l'Eglise de Nkongsamba. Certains ajoutaient :'on ne peut pas tuer ainsi un évêque car Rome a dit de tuer Ndongmo, mais de ne pas tuer son évêque. »[5]

A l'issue d'un procès qui en découle en février 1971, l'évêque est condamné à mort, peine que le Président de la République commue en détention à perpétuité, avant de le gracier et de le contraindre à l'exil en 1975 au Canada :

« Après quatre ans d'internement dans un camp de concentration du Nord Cameroun, Mgr Albert Ndongmo est libéré sous la pression de la section canadienne d'Amnestie Internationale le 16 mai 1975. Exilé d'abord à Rome, il a finalement été accueilli au Québec où il vit dans des conditions de discrétion qui confinent à la clandestinité si non à la séquestration pure et simple. »[6]

Tout au long du déroulement de ce procès, et même jusqu'à son terme, des questions nous venaient à l'esprit, entre autres, celle de la vérité dans cette histoire. Les chefs d'accusation sont-ils fondés, est-ce que l'évêque a le droit de faire de la politique, de créer une société, ou encore comment un évêque peut-il collaborer avec les maquisards ? Et si les choses s'avéraient fausses, comment se fait-il qu'on en veuille ainsi à un homme de Dieu, à un évêque ? Est-ce parce que le Président de la République redoute sa popularité, ou bien, parce que musulman, ce dernier ne veut pas que l'Eglise Catholique émerge au Cameroun ?

Mais la question la plus grave qui nous habitait restait la suivante : Pourquoi ce peuple que Mgr Ndongmo défend tant, au point de pouvoir donner sa vie pour lui ne s'est-il pas mobilisé pour lui manifester sa solidarité, le soutenir, et pour attester qu'il se retrouve dans le

[4] *Ibid*., p.184.
[5] Ces propos, nous les avions entendus nous même, et devenu adulte, nous l'avons souvent réentendu, et distinctement, des abbé Bernard Nkuissi, et Nicéphore Fankan, deux prêtre mémoires du diocèse de Nkongsamba.
[6] Cette note est de Mongo Beti dans *Main basse sur le Cameroun, op. cit*., p.177.

combat que mène l'évêque pour lui et pour ses intérêts ? Est-ce parce qu'il ne se retrouve pas dans ce combat, est-ce parce qu'il est « comme un chien sans queue allant à la rencontre de son maître », c'est-à-dire qui n'a pas les moyens d'exprimer de façon visible ce qu'il ressent, ou pour d'autres raisons qui nous échappaient en ce moment là et qui étaient connues des seuls initiés ?

En 1992 l'évêque décède au Canada et à l'occasion de ses obsèques, la dépouille mortuaire est à réceptionner de Douala à Nkongsamba où l'inhumation est prévue. Dès l'arrivée de la dépouille mortuaire, que ce soit à Douala, à la cathédrale de Nkongsamba ou dans son village natal où des célébrations sont organisées, des hommages et des témoignages lui sont rendus dans lesquels on relevait :

> « A Douala, comme dans l'ensemble du pays, le retour de la dépouille mortelle de Mgr Ndongmo a donné lieu à de multiples manifestations de foi et de sympathie…En l'espace d'un instant, le corps fut entouré de femmes en larmes. Des chants, des cris, des pleurs, des prières s'élevèrent. Tous les yeux étaient tournés dans la même direction. Unanime, le peuple de Douala communiait à la même dévotion. »[7]

Dans un autre article intitulé « *Le courage de dire* », André Norbert Ntonfo relève :

> « Mgr Albert Ndongmo a été un intellectuel au sens le plus plein du terme. En effet, il restera dans la mémoire de bien de gens qui l'ont connu ou côtoyé, le symbole du 'courage de dire', une qualité dont il ne s'est jamais départi, même dans les situations les plus désespérées, que ce soit en sa cathédrale de Nkongsamba, dans ses rencontres avec la jeunesse scolaire et universitaire, durant son procès… Homme d'Eglise doublé d'un intellectuel soucieux de ne pas vivre en rupture avec son entourage sociopolitique, Mgr Albert Ndongmo a toujours voulu prêcher un Evangile incarné dans les réalités camerounaises de l'heure. »[8]

A Bafou, village natal de Mgr Ndongmo, où un dernier hommage lui est rendu, l'abbé André Ségue souligne dans son homélie :

> « Mgr Albert Ndongmo a été trahi par des hommes d'Eglise et de nombreux chrétiens qui, au moment où il en avait le plus grand besoin n'ont pas appliqué l'Evangile à son égard en prenant le parti de l'opprimé. »[9]

Dans ces propos de l'abbé Ségué, il apparaît clairement qu'il n'y a eu aucune mobilisation, ni des chrétiens, ni des populations, ni de ses confrères dans l'épiscopat, en soutien à l'évêque. Cependant, il ne fait aucune mention de la lettre de l'A.I.P.I (Association interdiocésain des prêtres indigènes) dont il est membre, lettre adressée aux évêques du Cameroun le 19 avril

---

[7] *«* Le dernier voyage de Mgr Ndongmo *», Jeune Afrique économie, Il s'appelait Albert NDONGMO*, 157, juillet 1992, pp. 89 ; 96.
[8] NTONFO André Norbert, « Le courage de dire », *Ibid*., p. 150.
[9] SEGUE André, « Homélie », *ibid*., p.109.

1971 et dans laquelle l'A.I.P.I. interpelle les évêques sur leur manque de solidarité à l'égard de leur confrère en ces termes :

> « Voilà plus de trois mois que nous scrutons vainement l'horizon, attendant de vous une parole, un acte, un signe. Mais vous êtes restés étonnamment et obstinément discrets, muets, absents, et cela n'a fait qu'épaissir notre angoisse. Pourquoi, Excellences, depuis le début de l'affaire Ndongmo, avez-vous autant de prise de positions, et des positions aussi contradictoires ? Lequel des quatre communiqués émane-t-il réellement de notre épiscopat et l'exprime-t-il profondément : Yaoundé I (3sept. 70).- Bamenda (11-11-70).- Yaoundé II (25-11-70).- et le mutisme (pendant et après les procès) ? Lequel des quatre porte-t-il la lumière et le salut de l'évangile ? Lequel des quatre devons-nous expliquer aux fidèles que vous nous avez confiés ?
>
> Est-il vrai, Excellences, que pendant la détention de Mgr Ndongmo à Yaoundé, vous ou certains parmi vous n'avez pas rendu ou tenté de rendre visite à votre confrère qui était en prison ? Où étiez-vous, Excellences, pendant tous les deux procès ? Est-il vrai qu'en tant qu'« ordo », vous n'avez pas « assisté » votre confrère lors de son jugement, malgré la promesse que vous aviez faite le 11-11-70 ? ».[10] (Lettre intégrale en annexe11).

Enfin, dans son homélie des obsèques de Mgr Albert Ndongmo, Mgr Thomas Nkuissi, évêque de Nkongsamba de l'heure affirmait :

> « Il n'est pas aisé d'être évêque de Nkongsamba : un peuple des plus travailleurs, et qui, depuis l'indépendance, ne reçoit pas sa part du fruit de son labeur. Comment un Pasteur, aimant ce peuple, pourrait-il lui parler de l'espérance divine sans dire un mot sur l'espoir humain ? Mais en le disant, Monseigneur a pu parfois utiliser certains termes, il a pu parfois poser certains actes, que des professionnels en la matière, exploitant à fond une naïve imprudence dans la sincérité, et pratiquant des opérations d'extrapolation, collectionnèrent pour se fabriquer les uns, un paravent, les autres, un moulin à vent. Résultat : rupture du ministère, l'expérience de la torture, la mort en exil…Nous sommes nombreux à avoir collaboré à la mort de Monseigneur Ndongmo, mais nous n'en avons pas conscience, nous refusons d'en prendre conscience. »[11]

En parcourant toute l'homélie de l'évêque, il apparaît que l'irresponsabilité ou le manque d'engagement du peuple chrétien à tous les niveaux, tient surtout à son silence absolu ayant entouré 'l'affaire Ndongmo' de son arrestation en passant par le jugement, la condamnation à mort, la prison, l'exil jusqu'à sa mort en exil. Cependant, comment mettre en rapport la mobilisation populaire qui se réclamait de l'évêque en 1992, comme la voix du peuple, l'éveilleur de conscience, le donneur du goût de savoir et du doute, avec la froideur et le silence

[10] A.I.P.I. (Association Interdiocésain des Prêtres Indigènes), *A Nosseigneurs les évêques du Cameroun en réunion à Yaoundé*, Bafoussam, ce 19-4-1971, pp.1 et 2.Voir le texte intégral de la lettre en annexe 11.
[11] Mgr NKUISSI Thomas, *Dernières paroles d'évêque diocésain*, Nkongsamba, février 1998, pp. 29 ; 34.

qui ont entouré son calvaire de 1970 à 1975 ? Est-ce une question de temps ou de contexte, les années 1990 à 1992 étant marquées par l'ouverture démocratique et le multipartisme où l'on pouvait désormais s'exprimer publiquement et sans peur, ce qui n'était pas le cas en 1970 où l'on se trouvait dans un contexte de la pensée et de parti unique, de dictature, de terreur et où toute altérité dans la pensée et l'agir était taxé de subversive et d'atteinte à la sécurité de l'Etat ? Le peuple ne se retrouvait-il pas dans son discours et ses actes, ou bien était-il limité par le contexte sociopolitique de l'heure qui l'empêchait d'exprimer la réception du message de l'évêque ? Autrement dit, le message de l'évêque était-il reçu par ses confrères dans l'épiscopat ou par ce peuple dont il avait charge d'âme, si non pourquoi, si oui comment ? Dès lors, il se posait à nous quelques questions sur la réception. Quand, comment, et sur quels critères peut-on vérifier qu'un message donné est reçu ? La réception n'est-elle pas une réalité socio-temporelle et partante, évolutive et continuelle ?

Lorsqu'en 2000 nous reprenons les études de spécialisation en théologie, ceci après plusieurs années d'expériences pastorales et dans la vie, nous avons l'occasion lors de notre cursus de suivre un séminaire sur « La réception dans le débat théologique ». Cet enseignement a réveillé en nous des interrogations latentes. En parcourant l'œuvre de Giuseppe Albérigo et de Jean-Pierre Jossua sur *La réception de Vatican II*,[12] et plus particulièrement en lisant le chef d'œuvre de Gilles Routhier, *La réception d'un concile*,[13] adoublé d'un séminaire suivi sur le thème de *La réception dans le débat théologique*, la passion pour nous investir dans les recherches sur la question de la réception devient urgente, étant donné le mécanisme qu'en dresse Gille Routhier et à partir duquel on peut vérifier la réception.

Par ailleurs, ce qui est très intéressant dans le livre, c'est l'approche pluridisciplinaire et pluriconfessionnelle du concept, et particulièrement celle qui est faite dans le cadre confessionnel catholique où le ton du débat est aussi divers que diversifié sur la compréhension du concept ou de la réalité de la réception. Dans le cadre théologique, l'usage du mot a amené les différents acteurs à distinguer un sens classique et un sens nouveau du terme, autant dans le cadre œcuménique qu'à l'intérieur de la même confession chrétienne, les ténors étant pour le premier cas, André Birmélé, et pour le second Aloys Grillmeier et Yves Congar. Gilles Routhier cite à témoin W. Hryniewicz, théologien catholique et bon connaisseur de l'Eglise Orthodoxe :

> « Malgré de multiples discussions durant le siècle dernier au sujet de la réception des conciles, les théologiens orthodoxes ne sont pas parvenus à une interprétation unanime de

[12] *La réception de Vatican II* est publié à Paris, Cerf, 1985, 465 p.
[13] ROUTHIER Gilles, *La réception d'un concile*, Paris, Cerf, 1993, 249 p.

> cette réalité ecclésiale complexe et jusqu'à maintenant. Il n'y a pas d'explication unanime sur la nature et le rôle de la réception dans la vie de l'Eglise »[14].

Le processus, ou le comment de la réception, est aussi la chose la plus difficile sur laquelle pouvait se dégager le consensus, même entre théologiens de la même confession, bien qu'il y ait accord substantiel entre tous sur ce que désigne le concept, à savoir, recevoir ou accueillir quelqu'un ou quelque chose, accepter, prendre pour faire sien ; une signification valable dans les deux sens latins de *recipere* au sens matériel, et de *accipere* au sens de l'accueil d'une pensée ou d'une idée.

Mais dans le débat à l'intérieur de l'Eglise catholique, la compréhension de la notion de réception a évolué, passant de la logique de l'adaptation et de l'application à la réception entendue aujourd'hui comme possibilité offerte aux fidèles de s'associer ou de se dissocier de l'enseignement des pasteurs, et comme la faculté reconnue à chaque fidèle d'exprimer son consentement ou son dissentiment ; d'où l'importance de l'écoute, de l'échange et du dialogue.

Dans le comment de la réception, deux écoles à une nuance près, émergent du milieu catholique : celle d'Aloys Grillmeier, et d'Yves Congar. Le premier distingue un sens analogique ou impropre, d'un sens strict et propre de la réception. Il y a réception au sens strict, dit-il, lorsque l'action de donner et de recevoir concerne deux lieux différents et séparés. Le processus est dès lors exogène. Et à la suite du théologien allemand Wieacker, il affirme que ce qui est une évolution interne ne peut faire partie du phénomène de réception. Pour Yves Congar, la distinction des partenaires est normale, mais il n'est pas nécessaire qu'il y ait une étrangeté des uns et des autres, une appartenance commune à un système ou à un ensemble étant requise pour parler de communion et donc de réception.

Un des aspects le plus intéressant dans le débat a porté sur le processus de réception. Depuis le concile Vatican II où la problématique jaillit fortement, il est question des exigences et des étapes à franchir pour parler de réception. Il ne s'agit plus, comme ce fut la tentation jusqu'à là, de vérifier l'application, l'adaptation ou la traduction dans la vie des Eglises, des décisions du concile ou du magistère pour parler de réception, mais de leur accueil, de leur appropriation, leur assimilation, ceci par l'écoute, l'échange et le dialogue. En clair, c'est le rapport entre la théologie et la pratique qui est en jeu, avec la possibilité de comprendre qu'il y a des théologies et des pratiques dans l'Eglise selon l'espace et le temps. Si l'Eglise locale peut être vue comme une réponse donnée par une portion d'humanité à la proclamation de l'Evangile en un lieu ; une assemblée de sujets actifs aux fonctions variées et diversifiées ; une

[14] W. HRYNIEWCZ, « Die Rezeption », p. 254 et 263, cité par Gilles Routhier dans *La réception d'un concile*, *op. cit.*, p. 50.

communauté constituée par un processus concret de tradition et de réception, la réception, comme moyen d'assimiler l'Evangile pourrait-t-elle échapper à cette réalité ? Le processus, qui est ainsi défini n'est-t-il pas contextuel et donc pas vrai dans tous les espaces et en tous les temps ? N'y a-t-il pas à prendre en compte les médiations culturelles et sociales ? Ou encore, la réception n'est-elle pas comme la parole de Dieu qui tombait dans les oreilles des apôtres et chacun d'eux la recevait dans sa propre langue ou dans sa propre communauté, tout comme l'Eglise qui est dans le monde de ce temps reçoit le monde, et y est reçu comme le Christ qui ne reçoit pas sa mission seulement de façon verticale mais aussi horizontale, c'est-à-dire à partir de l'histoire du peuple d'Israël auquel il appartient dans son humanité ? N'est-ce pas l'esprit de la Constitution *Gaudium et spes* que semble appuyer *Dignitatis humanae* :

> « La vérité doit être cherchée selon la manière propre à la personne humaine et à sa nature sociale, à savoir par une libre recherche, avec l'aide du magistère, c'est-à-dire de l'enseignement, de l'échange et du dialogue par lesquels les uns exposent aux autres la vérité qu'ils ont trouvée ou pensent avoir trouvée, afin de s'aider mutuellement dans la quête de la vérité. »[15]

Il y a donc à protéger la participation diversifiée et active de tous au cours de la réception et favoriser la mise en œuvre par les moyens appropriés. Si le mécanisme de la réception appelle l'écoute, l'échange et le dialogue, alors l'écoute suppose quelqu'un qui parle, et l'échange des acteurs donateurs et récepteurs qui selon les cieux, diffèrent, et le dialogue qui suppose un minimum dans l'intercompréhension. D'où la question, tous les partenaires sont-ils bien armés pour dialoguer et se comprendre quel que soient les cieux ? Ont-ils les niveaux ou la culture réciproque pour dialoguer vraiment ? N'y a-t-il pas des cultures qui sont du ressort de la pensée unique ? La question peut aussi se poser autrement et dans d'autres domaines, telle que la démocratie politique. Est ce qu'on peut importer, du jour au lendemain, une démocratie pour aller l'appliquer là où la monarchie ou une autre structure sociale traditionnelle a toujours eu plus ou moins droit de cité ? N'est-ce pas le contexte des pays africains auquel n'échappe pas le Cameroun ? La démocratie ne suppose-t-elle pas quelques préalables, entre autres la scolarisation, l'éducation et l'instruction tant intellectuelle que civique ?

Si le processus de réception se situe dans l'écoute, alors l'écoute suppose l'objet à transmettre, lequel n'est qu'un bien spirituel, la parole de Dieu. Et pour parler d'échange et de dialogue, il est important de prendre en compte les acteurs producteurs et récepteurs, et les facteurs que sont l'espace et le temps.

[15] Déclaration *Dignitatis humanae*, n°3.

Les acteurs ou les agents protagonistes sont des instances de décisions et des instances de réception, aussi avons-nous des acteurs ou protagonistes donateurs et des acteurs récepteurs. Les acteurs ou protagonistes donateurs : ce sont les protagonistes institutionnels : le magistère et ses structures officielles que sont les conférences épiscopales nationales, les différentes structures ou commissions ou services, les conférences épiscopales régionales ou provinciales, et les ordinaires des lieux dans leurs diocèses. Les acteurs récepteurs : C'est tout le champ ecclésial dans la diversité des personnes et des dons, dans la diversité de ses structures pastorales et ecclésiales et sous la présidence de l'évêque qui reçoit, pas à la manière d'un plébiscite ni d'un *referendum*, mais dans la dynamique ou dans la synergie.

Quant aux facteurs, il y a à prendre en compte à la fois l'espace, le temps, et l'objet à transmettre et à recevoir, à savoir un bien spirituel.

Les étapes de la réception quant à elles, appellent l'information et la formation chrétienne, sans perdre de vue les mécanismes de participation.

Enfin, on vérifie par une enquête, si le discours a pénétré les mentalités et modifié les comportements.

C'est fort d'une part de la situation qui fut celle de Mgr Ndongmo dans ses prises de positions sur les questions sociales et du développement, d'autre part, des ouvertures que nous ont données quelques séminaires et études sur le thème de *la réception* que nous est venue l'idée de travailler sur « La réception de la doctrine sociale de l'Eglise au Cameroun de 1955 à 2000 ». Ce fut des occasions de vérifier, si une telle théorie sur la réception ne reste pas trop intellectuelle, et aussi de nous interroger si on ne peut pas parler de réception en fonction de l'espace et du temps, des types ou des niveaux de réception, tout comme il a été, et est question, d'une théologie africaine ou sud américaine dont les opportunités ne sont plus à démontrer, la théologie étant une manière propre ou plurielle de recevoir l'unique évangile de Jésus Christ. La démarche ne permet-elle pas de mieux comprendre aussi l'affaire Ndongmo dans l'accueil de ses prises de position sur les questions sociales au Cameroun entre 1964 et 1970 et surtout de vérifier l'harmonie ou l'écart entre évangile et vie ?

Et pourquoi la période de 1955 à 2000 ? L'année 1955 est charnière dans l'histoire politique et ecclésiale du Cameroun : le parti politique de masse l'UPC est interdit suite aux émeutes dans le pays, la violence s'installe partout dans le pays, autant du côté de l'administration que de l'UPC qui rentre dans la lutte armée suite à son interdition. C'est l'année où sont érigés les premiers diocèses et où sont nommés les premiers évêques. Par ailleurs, c'est au cours de cette année que pour la première fois, les Ordinaires du Cameroun alors vicaires apostoliques, publient une première lettre pastorale commune sur la situation

sociopolitique au Cameroun, et c'est toujours en cette même année qu'est nommé et ordonné le premier évêque camerounais : Mgr Paul Etoga, nommé évêque auxiliaire de Yaoundé. Et pour des raisons de recul historique, nous nous sommes limité à l'année 2000. Aussi, avons-nous formulé l'intitulé de notre travail : « La réception de la doctrine sociale de l'Eglise au Cameroun 1955 à 2000 ».

La méthode

La problématique est celle de la réception. Dans quelle mesure et jusqu'où un message porté ou donné peut-il être reçu. Quelles sont les conditions d'une véritable réception. Est-ce dans cette démarche c'est la cause du destinateur qui est à prendre en compte ou celle du destinataire avec tout ce qu'il est, ce qu'il vit, si oui ou non comment ? Dans quelle mesure ce qui est donné peut-il-être d'un grand intérêt pour celui reçoit, et comment vérifier qu'il y porte un grand intérêt ? Dans le cas précis, dans quelle mesure la doctrine sociale de l'Eglise est-elle reçue au Cameroun ? A-t-elle une prétention universelle pour être reçue partout ou les conditions particilières sont-elles à prendre en compte pour que le message atteigne ses véritables destinataires ? N'est-ce pas le problème central de la Révélation et donc de toute initiative dans laquelle l'un donne et l'autre reçoit ?

Pour mieux cerner le sujet et éviter la guerre des mots, une étude sémantique s'est imposée. Nous avons élucidé le concept de réception et la notion de doctrine sociale de l'Eglise, en étudiant le concept de réception de façon évolutive dans le débat théologique tant dans le cadre œcuménique qu'à l'intérieur de la même confession religieuse. Pour enrichir le débat, nous avons élargi le concept dans d'autres disciplines telles que la littérature, le théâtre et le droit canonique. Quant à la notion de doctrine sociale de l'Eglise, nous l'avons étudiée dans son évolution en distinguant le contenu que lui donnent les théologiens, le magistère et les nuances qu'apporte parfois ce dernier. Ensuite, nous nous sommes interessé au corpus du magistère universel, africain et camerounais sur les questions sociales. La doctrine sociale de l'Eglise étant à recevoir au Cameroun, un accent particulier à été mis sur ce corpus autant sur les thèmes abordés que dans leur développement chronologique, non sans étudier le contexte soicopolitique et ecclésial de ce pays, le temps social et politique étant impératif pour comprendre des personnages historiques. Une étude analytique a été faite, prenant en compte les relations entre les discours, les acteurs du discours, et les différents indices sociaux, sanitaires, éducatifs, culturels, et politiques donnant le niveau de la réception du discours social de l'Eglise. Des questionnaires réponses à des catégories du peuple de Dieu ont servi de baromètre pour apprécier jusqu'où ce discours pénètre les mœurs et transforme les mentalités,

non sans faire cas de quelques difficultés dans la réception de ce discours. Nous avons dégagé la théologie qui en découle avant de conclure par des dispositions à faire jouer pour que la réception de la doctrine sociale de l'Eglise au Cameroun en particulier, et du message chrétien en général, puisse atteindre vraiment les destinateurs.

Les sources

Une fois le sujet cerné, nous sommes investi dans la constitution des sources et la recherche bibliographique. Au niveau de la bibliographie, le travail de Giuseppe Alberigo et Jean Pierre Jossua sur La *réception de Vatican II*, le livre de Gilles Routhier sur *La réception d'un concile*, les travaux remarquables d'Yves Congar sur *La réception comme réalité ecclésiologique*, d'Aloys Grillmeier dans *Konzil und Rezeption*, et de certains théologiens de leur école sur la question de la réception, ont constitué la base bibliographique sur la réception. Quant à la doctrine sociale de l'Eglise, les œuvres des théologiens tels Marie Dominique Chenu, Jean Yves Calvez, Engelbert Mveng et Jean Marc Ela et bien d'autres ont rehaussé le débat. Les bibliothèques de l'université de Strasbourg, la bibliothèque nationale de strasbourg, celle de l'Institut catholique de Paris ont été les lieux repères de ces auteurs. *Cahiers pour croire* qu'éditent les Pères Jésuites du CERAS (Cercle d'Etudes et de Recherche en Action sociales nous a largement apporté.

Quant à l'histoire politique et religieuse du Cameroun, nous avons puisé principalement dans *l'Histoire du Cameroun*, écrit du Père Angelbert Mveng, dans *Main basse sur le Cameroun* de Mongo Beti, dans *Histoire des forces religieuses au Cameroun de la première guerre mondiale à l'indépendance* de Ngongo Louis, dans *Les carnets secrets de la décolonisation* de Géorges Chaffard, dans *Histoire du Christianisme au Cameroun des origines à nos jours* de Messina Jean Paul et Slageren Van Jaap.

Pour ce qui est des sources à proprement dit, nous en avons fait un inventaire sur l'enseignement social du magistère universel durant la période. Etant donné qu'elle court de 1955 à 2000, les textes principaux sont pris chez les papes Pie XII, Jean XXIII, au concile du Vatican II, chez les papes Paul VI et Jean Paul II, au synode de 1974, sans oublier ceux produits par les Congrégations, les Commissions pontificales et les Conseils pontifcaux compétents sur la question. Le pape Léon XIII, bien que n'appartenant pas à la période, restait incontournable étant donné que c'est lui qui est le père de la doctrine sociale de l'Eglise dans sa formulation contemporaine avec l'encyclique *Rerum novarum* en 1891. Nous n'avons pas

oublié les radio-messages et les discours du magistère à l'occasion de certaines audiences générales, ou des discours devant certaines assemblées ou commissions concernées. Nous avons puisé dans les Constitutions, les Déclarations et les Décrets du concile du Vatican II et avons dégagé et analysé les grands thèmes qui ressortent dans tous ces textes.

Nous avons puisé dans l'enseignement du magistère de l'Eglise d'Afrique que ce soit lors de leur différente rencontre régionale ou continentale, ou à l'occasion des synodes, particulièrement du synode africain tenu à Rome en 1994.

Un inventaire des sources sur l'enseignement social de l'Eglise du Cameroun, a été fait et par thème, l'inventaire prenant en compte cet enseignement tant au niveau de l'Assemblée générale des évêques qu'aux autres structures de gouvernement et de fonctionnement. Les lettres pastorales, les déclarations, les communiqués, les rapports des visites *ad limina apostolorum*, les différentes prises de position, les sessions, les séminaires des évêques tant au niveau de la Conférence épiscopale nationale, du Comité permanent, des commissions épiscopales, des Conférences régionales ou provinciales que de certains diocèses ont été inventoriés. Les programmes de l'Institut universitaire catholique et des lieux de formation au sacerdoce ont été examinés pour repérer la place des questions sociales dans le cursus de formation. Au niveau de la vie politique et sociale au Cameroun, nous avons interrogé les lois, la classe politique et la société civile, sans perdre de vue l'influence que peuvent avoir quelques facteurs extérieurs tels que le C.C.F.D. (Comité catholique contre la faim et pour le développement) sur la réception de cet enseignement social.

Lors de ces investigations, les premières sources ont été *La Documentation Catholique*, *L'Osservatore Romano* (dans une moindre mesure). Le grand document dans lequel nous avons aussi largement puisé est celui de la Commission Pontificale Justice et Paix, nous citons *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, publié en 2005.

Quant au magistère africain, nos sources se sont limitées à La *Documentation Catholique* et à *L'Effort Camerounais*, organe d'expression de l'Eglise camerounaise fondé en 1955 à Yaoundé par Pierre Feltin, prêtre spiritain.

Pour ce qui est du magistère camerounais, nous avons puisé particulièrement dans les archives générales des Pères spiritains à Chevilly Larue[16] C'est là que nous avons dépouillé *L'Effort Camerounais* de 1955 à 2000, cet organe ayant connu une interruption de 1975 à 1987 où la publication a repris.[17] Aux archives des Pères du Sacré Cœur de Saint Quentin[18], nous

[16] Les Archives générales des Pères spiritains se trouvent à 12 rue du Père Mazurié, 94550 Chevilly-Larue.
[17] OSSAMA Nicolas signale cette interruption dans *l'Eglise de Yaoundé, aperçu historique*, Aumônerie des Collèges, Saint-Paul, Yaoundé, 1997, p. 170.

avons travaillé à partir des *Rapports sur le diocèse de Nkongsamba*, des statistiques et des *Nouvelles du Cameroun* de 1925 à 1958, de quelques correspondances plus ou moins sensibles, et à partir de quelques numéros de *L'Essor des jeunes*, organe d'expression du diocèse de Nkongsamba fondé en 1959 par Albert Ndongmo, de 1960 à 1982. Aux œuvres pontificales missionnaires[19], nous avons consulté certains des *Annuaires* de *l'Eglise Catholique en Afrique Occidentale et Centrale*, notamment les éditions de 1998 à 2003. Enfin nous avons puisé très largement dans *l'Annuaire des diocèses du Cameroun 1962*, édité par *L'information Catholique du Cameroun*. Nous disposons d'un exemplaire de cet *annuaire* qui a été un des précieux documents sur l'Eglise du Cameroun jusqu'en 1962, et qui mériterait d'être repris aujourd'hui sur le fond pour l'enrichissement de l'histoire de l'Eglise au Cameroun.

Aux archives de la Conférence épiscopale du Cameroun à Yaoundé où nous nous sommes rendu en 2004, nous n'avons pu avoir à notre disposition que le statut de la Conférence, deux rapports de visite *ad limina apostolorum*, et le texte sur *l'enseignement social des évêques du Cameroun de 1987 à 1997*, texte compilé par l'abbé Etienne Ngué à l'époque où il était le Secrétaire général de la dite Conférence. Enfin, en 2006, nous nous sommes procuré un document de base, trouvé en vente au Centre diocésain des œuvres de l'archidiocèse de Yaoundé, un document compilateur de la plupart des lettres pastorales, communiqués et séminaires de la Conférence épiscopale de 1955 à 2005, édité par la Conférence et intitulé *L'enseignement social des évêques du Cameroun de 1955 à 2005*. Nous y avons largement puisé.

Les archives de l'archidiocèse de Yaoundé au *Centre diocésain des Œuvres* ont reçu notre visite. Nous y avons largement puisé, avec l'autorisation de Mgr Christophe Zoa à l'époque chancelier du diocèse, pour ce qui concerne particulièrement l'Eglise de Yaoundé, mais c'est surtout l'œuvre du Père Nicolas Ossama, *L'Eglise de Yaoundé, aperçu historique* que nous avons exploité à fond. Pour ce qui est de Nkongsamba, l'œuvre du père Gilles Héberlé que le Père Le Bayon a finalisé en intitulant *Les prêtres du Sacré-Cœur et la naissance de l'Eglise au Cameroun* nous a été très précieux. C'est particulièrement sur Nkongsamba que nous avons eu le plus de source possible, parce qu'étant de ce diocèse. Nous en avons eu moins du diocèse de Bafoussam, bien que nous y ayons été pour une expérience missionnaire de cinq ans. A Douala, nous avons consulté les archives qui malheureusement n'étaient pas encore classées comme l'avait fait l'archidiocèse de Yaoundé. Pour ce qui relève d'autres diocèses,

[18] Les Archives des Prêtres du Sacré-Cœur de Saint Quentin se trouvent à 19 rue Saint Maur, 75011, Paris. Mais jusqu'en 2000-2001, ces Archives se trouvaient à 11, Passage Doisy, 75017, Paris.
[19] Les Œuvres Pontificales Missionnaires sont situées à 5 rue Monsieur, 75007, Paris.

nous nous sommes contenté de quelques documents dont nous disposions. Enfin, nous avons interrogé oralement quelques acteurs plus ou moins passifs et actifs de la vie de l'Eglise dans certains diocèses au Cameroun.

Les limites des sources

Malgré la recommandation de Mgr Roland Minnerath, mon premier directeur de thèse, au Président de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun, (voir annexe 17 p. 431) le Secrétaire général de la dite Conférence, le père Patrick Laffont, nous a signifié en 2004 qu'il n'était pas possible de consulter les archives. Cependant, il a demandé à sa secrétaire de regarder dans ses tiroirs pour voir s'il y aurait l'une ou l'autre lettre pastorale. Cette dernière, très polie, mais apparemment très occupée, nous a fait savoir que les archives n'étaient pas classées, et qu'il fallait que nous lui laissions notre adresse et « de quoi » faire les photocopies de l'une ou l'autre lettre pastorale qu'elle pourrait trouver ici ou là, et qu'elle nous enverrait par la suite. Nous avions souscrit totalement à cette démarche, laissant par ailleurs nos coordonnées requises pour envoi des photocopies que nous n'avons jamais reçues à ce jour.

Par ailleurs, compte tenu du temps et des moyens matériels, nous n'avons pas pu parcourir tous les diocèses comme nous l'aurions souhaité. Nous avions fait parvenir au départ une demande de consultation des sources, formulée par notre premier directeur de thèse et adressée à chaque évêque du Cameroun, demande accompagnée d'une lettre personnelle de notre part et dans laquelle nous sollicitions ceux des régions lointaines à autoriser leurs chanceliers ou leurs archivistes à nous faire parvenir au CDO (Centre diocésain des œuvres) à Yaoundé des photocopies de leurs lettres pastorales ou d'autres initiatives concrètes sur les questions sociales dans leur diocèse. Si certains ont eu la générosité de nous répondre, d'autres ont simplement gardé silence. Et ce silence pourrait aussi s'expliquer par le fait qu'il manque la culture du support écrit et des archives dans plusieurs diocèses du Cameroun. Ces difficultés de source nous ont amené à mettre l'accent sur des diocèses mères (ceux qui érigés en 1955, ont donné par la suite naissance aux autres diocèses du Cameroun) et non sur les diocèses chefs lieux des provinces ou régions ecclésiastiques qui le sont devenus pour des raiosns socio-politiques, bien que certains aient joué les deux rôles, et sur des diocèses aux visages sociopoloitiques ou économiques particuliers.

L'Annuaire de l'Eglise Catholique en Afrique Occidentale et Centrale, principalement l'édition de l'année 2000 aurait pu être d'un grand apport, mais déjà au niveau de celui qui est édité en 1998, nous constatons quelques erreurs qui seraient communes à toutes les éditions

depuis 1980. Les informations qui y sont contenues sont souvent erronées parce qu'accusant un retard considérable, parfois de plus de deux ans. Ceci est dû, nous a avoué Mgr Emmanuel Laffont, actuel évêque de la Cayenne française, à l'époque directeur des O.P.M. (Œuvre Pontifical Missionnaire), au fait que les informations qui arrivent de chaque diocèse d'Afrique qui traite directement avec les O.P.M., prennent beaucoup de temps et parviennent quand souvent beaucoup de changements ont encore eu lieu. Ceci est d'autant plus vrai que les changements ou les mutations pastorales sous certains des cieux ecclésiaux africains et camerounais relèvent souvent moins d'une politique pastorale bien construite et inscrite dans la durée avec ceux qui en ont les ressources requises, que d'une politique pastorale politicienne, népotique, amicale et ethnique. On pourrait s'y étendre largement dans le cas de certains diocèses du Cameroun.

Revenant sur les erreurs évoquées dans les *Annuaires*, nous mentionnons l'édition de 1998. Dans cette édition, et à la page 229, au n° 12, nous sommes mentionné comme curé de la paroisse saint Paul d'Ekangté en 1998, alors que depuis juillet 1995 nous avions été muté et avions pris la charge de la paroisse saint François Xavier de Kékem. C'est aussi le cas pour le chancelier en page 226. En 1998, l'office était rempli par l'abbé Thomas Lokomé et non plus par l'abbé Eric Tchouani.

Les grandes articulations

Notre travail s'articule en trois parties précédées d'une introduction générale et s'achève par une conclusion générale. La première partie porte sur le concept de réception, la notion de doctrine sociale de l'Eglise et le contexte camerounais. L'approche du concept de « réception » prend en compte les dimensions pluridisciplinaires, à savoir la réception en littérature, au théâtre et en droit canon. Ensuite nous définissons et analysons le processus de la réception dans ses dimensions pluriconfessionnelles et dans son histoire, tout en nous intéressant aux facteurs qui déterminent le processus. Et puisque qu'il est question de la doctrine sociale de l'Eglise à recevoir au Cameroun, nous en donnons une définition de la notion, tout en élucidant son champ d'action et son objet, la définition prenant en compte autant l'approche des théologiens que du magistère, même si enfin de compte nous privilégeons celle du magistère. Et puisque ce discours se tient au Cameroun et s'adresse à ceux qui y vivent, nous présentons brièvement ce pays aux réalités humaines, sociales, politiques, économiques et ecclésiales très particulières en Afrique.

Dans la seconde partie, l'intérêt est porté sur le corpus des textes du magistère sur la doctrine sociale. Le magistère de l'Eglise universelle et celui de l'Eglise d'Afrique produisent des textes et tiennent des discours sur les questions sociales. L'Eglise du Cameroun produit à son tour un discours social repris dans ses structures ecclésiales et peut-être dans le débat politique et dans la société civile. Aussi, un inventaire du discours produit à toutes les instances ecclésiales de 1955 à 2000 sur les questions sociales a-t-il été fait, tout en les regroupant de manière thématique, et en faisant un développement chronologique du contenu de ce discours, l'avantage d'une telle démarche consistant à voir comment évolue ce discours. Cette démarche permet par ailleurs de vérifier si ce discours est simplement ou pas, une reprise du discours du magistère universel ou africain, ou s'il s'élabore à partir des réalités camerounaises dont certaines peuvent à leur tour être communes à tous les hommes quel que soient les cieux. L'inventaire de ces discours, au niveau des services de la Conférence épiscopale nationale, des provinces ou régions ecclésiastiques, des diocèses, des institutions et mouvements d'Eglise, sans perdre de vue sa reprise ou pas dans le débat politique et la société civile, permet de vérifier la réception dans son processus, laquelle n'est effective que dans le changement de mentalité exigeant lui-même du temps.

La troisième partie est une étude analytique de ces discours. Nous vérifions l'interpénétration entre les discours du magistère universel et africain et le discours camerounais de 1955 à 2000.

La figure des rédacteurs est aussi une préoccupation parce qu'elle peut expliquer l'une ou autre attitude dans certains diocèses qui reprennent ou pas ce discours, et nous ne perdons pas de vue l'influence de certains facteurs extérieurs tels que le CCFD qui, d'une façon ou d'une autre, un est des relais de la dimension sociale de l'Eglise de France. Une enquête sur le terrain, avec des questions et des questionnaires réponses à quelques catégories de personnes a permis de vérifier plus précisément la réception de cette doctrine sociale.

Cette démarche nous a permis de confronter la théorie de la réception et son processus tel que le décrit Gilles Routhier, à la réalité même de la réception au niveau camerounais. La théorie met l'accent sur l'écoute, le dialogue, l'altérité, et surtout sur le fait que la réception est d'abord une résultante d'un besoin d'en bas ou à partir des réalités d'en bas. Elle nous amene à nous poser la question de savoir si la réception n'est pas évolutive, et si on peut en parler d'une société à une autre sans aucune médiation culturelle, chaque société évoluant avec son histoire et sa particularité ? Toutes les sociétés ont-elles la même histoire, toutes les sociétés ont-elles la même culture ? Si le dialogue et l'altérité sont apparemment un pari déjà gagné dans certaines cultures, ils sont loin de l'être dans d'autres. Et il y a des cultures qui n'ont pas encore atteint

un certain palier (il y a encore des anaphabètes) et des peuples qui vivent dans des structures socio-traditionnelles dont les principes sont qu'on ne discute pas avec le chef, on ne le contrarie pas, on ne le conteste pas, et lorsque le chef a parlé on n'a tout simplement que le droit ou le devoir d'applaudir. Ces gens vivent-ils ou pas la réception ou la vivent-ils à leur niveau ?

Par ailleurs la réception dans le contexte camerounais ne nous amène-t-elle pas à réaffirmer qu'on ne peut parler, penser la réception de la Bonne Nouvelle et l'Eglise de Jésus Christ sans tenir compte à la fois de l'influence du milieu et du temps, de son évolution, chacun recevant avec son récipient propre que sont sa culture, son milieu et son histoire. Etant donné des difficultés de réception propres à ce milieu, nous faisons des suggestions tant au niveau pastoral, ecclésial que théologique pour que le discours social puisse atteindre ses véritables destinataires, c'est-à-dire qu'il pénètre les moeurs et transforme les mentalités, le processus cependant exigeant du temps.

PREMIERE PARTIE :

LE CONCEPT DE RECEPTION, LA NOTION DE DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE ET LE CONTEXTE CAMEROUNAIS

Chapitre 1 :

Approche du concept de réception

A. Approche générale

A.1. Définition

Dire de quoi on parle, définir et préciser le sens du concept, constitue un préalable dans toute démarche communicative et donc de transmission et de réception. Qu'est ce qu'il en est lorsqu'on parle de réception ? Quelle définition, quelle réalité en perspective, quel sens ?

Le mot réception, d'après le Petit Larousse, dérive du verbe latin « *recipere* » au sens matériel de recevoir ou accueillir quelqu'un ou quelque chose. Il renvoie aussi à « *accipere* » c'est-à-dire prendre pour faire venir à soi, accepter, prendre ce qui est donné, offert ou envoyé. Dans l'une ou l'autre acception du mot, il ressort que ce qui est reçu vient d'ailleurs, est extérieur à moi ou m'habite partiellement, et que, ce que je reçois ajoute quelque chose à moi, à ce que je suis, à ce que je fais, à ce que je pense ou à ce que je crois et confesse. Dès lors, le phénomène de la réception englobe tous les domaines de la vie culturelle, artistique, spirituelle, sociale, économique, politique et religieuse. Son propre est donc dans le donner – recevoir et en bref, on peut se demander si le phénomène de la réception n'englobe pas tous les domaines de la vie ou si notre vie n'est pas une réception en permanence ?

Le champ sémantique semble très large à partir de cet essai, le concept pourrait s'employer autant dans des milieux séculiers qu'ecclésiaux, dans les ramifications tant internes qu'externes des confessions religieuses ou des Eglises, et la réception serait la manière dont on comprend et saisit ce qui est donné, proposé, y compris toutes les étapes jusqu'à l'intégration ou jusqu'à l'assimilation.

Si toute la vie est une réception comme il a été relevé plus haut, le phénomène de la réception englobe donc tous les domaines de la vie des hommes et est susceptible d'une appréhension pluridisciplinaire : on peut l'appréhender dans l'étude de l'histoire du droit, en littérature, en histoire de l'art, en sociologie, dans les études bibliques et dans toutes les sciences humaines.[20] Et pour mieux approcher le phénomène dans le cadre théologique, il est important de faire une approche du concept dans d'autres disciplines, ce qui serait d'un

[20] ROUTHIER Gilles fait un large inventaire de bibliographie pluridisciplinaire sur la question dans *La réception d'un concile*, Paris Cerf, 1993, p. 36.

avantage très considérable du point de vue méthodologique pour l'approche en théologie. Cette approche se limite à la littérature, au théâtre et à l'histoire du droit canon.

A.2. Définition en littérature

La question essentielle est de savoir si on peut comprendre une œuvre en faisant fi de l'économie de sa réception. Et qui dit réception, dit producteurs, interprètes, récepteurs ou lecteurs. Dans ce domaine, parler de réception, c'est tenir compte à la fois des lecteurs et de leur lecture. Rita Schober développant les idées de Hans Jauss affirme :

> « Par lecteurs, il entend trois groupes distincts : les lecteurs qui ne sont que lecteurs récepteurs, les critiques pour qui l'œuvre est objet d'examen, et les écrivains lecteurs qui écrivent à leur tour : on peut donc parler de lecteur normal, lecteur critique, lecteur auteur. Reste à savoir de quelle manière ils pratiquent leur lecture, quel est l'élément de continuité, et de quelles compétences ils disposent. »[21]

La réception en littérature se fait par le dialogue œuvre - lecteur- œuvre et œuvre – auteur - œuvre. La notion impliquant œuvre - lecteur est comparable aux lois ou aux règles qui régissent les rapports entre production et consommation, l'interaction existant entre producteurs et consommateurs. Plusieurs facteurs sont donc en jeu : le rapport entre l'œuvre littéraire et la réalité, ce que l'œuvre se propose explicitement de faire ou de produire dans la société, la stratégie mise en place à cette fin, et l'effet recherché. Dès lors, la saisie de la réception implique des pratiques diverses : études de ce que lit telle catégorie sociale, sondage d'opinion.

A.3. Définition au théâtre

Patrice Pavis définit la réception comme : « L'attitude et l'activité du spectateur confronté au spectacle ; la façon dont il utilise les matériaux fournis par la scène pour en faire une expérience esthétique. »[22]

Par ailleurs, il situe la réception à deux niveaux : au premier il situe la réception d'une œuvre par rapport à un public, à une époque, à un groupe donné, et la saisie de la réception consiste en l'étude historique de l'accueil de l'œuvre, en l'étude de l'interprétation propre à chaque groupe et période. Au second niveau, il la comprend comme une interprétation par le spectateur, comme une analyse des processus mentaux, intellectuels et émotifs de la compréhension du spectacle. Dans l'un comme dans l'autre cas, il s'agit d'une étude de

[21] SCHOBER Rita, « Production et réception au théâtre », *Revue des Sciences humaines*, 189, 1983, Lille III, p. 9.
[22] PAVIS Patrice, *Dictionnaire de théâtre*, Paris, Nathan, 1996, p. 290.

sensations et des traces de l'œuvre d'art chez le sujet percevant dans sa globalité. Au théâtre, il en est du spectateur comme du lecteur en littérature. Patrice Pavis affirme :

> « Au théâtre, aucun créateur ne s'aventure vraiment à écrire un texte ou à composer un spectacle sans tenir compte des conditions concrètes où le public accèdera à l'œuvre proposée. Quant à la manière de recevoir et de travailler le matériau de la représentation, elle ne saurait ignorer totalement le système textuel ou spectaculaire qui organise l'ensemble des systèmes signifiants et que les producteurs proposent au moins comme principe directeur. »[23]

Il y a eu bien évidemment des théories sur la question de la production et de la réception au théâtre. Pour les uns, l'œuvre théâtrale est produite par l'auteur et pour lui même. Il s'y fond et s'efface dans sa production. On en arrive à une esthétique proclamant l'autonomie du beau et de l'art, on en arrive à l'art pour l'art (et non l'art en vue de), où l'œuvre s'isole du récepteur sans se soucier de savoir si et comment elle sera reçue par le public. Dans la perspective de cette fermeture de l'œuvre d'art ou de l'art pour l'art, Pavis cite Walter Benjamin qui affirme : « Qu'aucun poème ne vaut pour le lecteur, aucun tableau pour le contemplateur, aucune symphonie pour l'auditoire. »[24] Ici, le spectateur ou le lecteur ainsi disqualifié n'est-il pas celui qui perçoit la production du sens de l'œuvre ?

Une autre théorie s'est dessinée autour des années 1970, se refusant d'adhérer à l'esthétique classique productiviste. Cette théorie se développe autour de Roman Ingarden, Hans Georg Gadamer, Hans Robert Jauss et Wolfgang Iser [25] en faveur d'une esthétique de la réception et non de la production.

Parce que l'œuvre littéraire est produite pour un lecteur qui le lit dans le temps et dans l'espace, ce qui suppose que ce n'est pas un objet fixe ayant le même sens pour chacun et à chaque moment, Patrice Pavis cite Robert Jauss qui affirme :

> « Un renouvellement de l'histoire littéraire oblige à se défaire des préjugés de l'objectivisme historique et à fonder l'esthétique traditionnelle de la production et de la représentation dans une esthétique de la réception et de l'effet produit. L'historicité de la littérature ne repose pas sur un ensemble de « faits littéraires » établis « après coup », mais sur l'expérience effective de l'œuvre littéraire par ses lecteurs. Ce rapport dialogique est en même temps le fait premier pour l'histoire de la littérature. Car l'historien de la littérature doit lui-même se faire tout

[23] *Ibid*., p. 52.
[24] BENJAMIN William, cité par Patrice PAVIS, « Production et réception au théâtre *op. cit.* p. 53.
[25] Chez Ingarden, on trouve son approche dans son article dans *Poétique*, n° 8, 1971, « Les fonctions du langage au théâtre » ; approche phénoménologique, chez Gadamer dans « *Vérité et méthode* », Paris Seuil, 1976, approche herméneutique, et chez Wolfgang Iser dans « Sur l'Ecole de Constance », Poétique, n° 9, sept 1979, « Théorie de la réception en Allemagne ».

d'abord lecteur, avant de pouvoir, en pleine conscience de sa situation présente dans la série historique des lecteurs, fonder son propre jugement. »[26]

Cependant, une solution médiatrice et bien différente qu'incarnent Adoro et Mukarovsky voudrait que l'œuvre d'art se caractérise à la fois par une autonomie signifiante et comme un fait social. Mukarovsky et Adoro cités par Patrice Pavis affirment respectivement que « Les deux fonctions sémiologiques, communicatives et autonomes, coexistant dans les arts à sujet, constituent ensemble l'une des antinomies dialectiques essentielles de l'évolution de ces arts. Leur dualité se fait valoir, au cours de l'évolution, par des oscillations constantes du rapport à la réalité », et que « En réalité, il serait idéaliste de ne localiser le rapport de l'art et de la société que dans les problèmes de structure de la société, comme socialement médiatisés. Le caractère ambigu de l'art, autonomie et fait social, se manifeste toujours dans des dépendances et des conflits étroits entre les deux sphères. »[27]

Il ressort en conclusion qu'en littérature ou au théâtre, la théorie de la réception est reconstitution des horizons d'attente du public auquel est destinée une œuvre artistique. En littérature, à en croire le débat, une œuvre ne peut être créée en dehors d'une référence explicite à un public de lecteurs. La question de l'exogénéité semble donc irrecevable en littérature. La reconstitution permet de connaître à quelles questions l'œuvre produite veut répondre principalement, l'œuvre littéraire pouvant dépasser cet horizon d'attente. Autant il y a une complicité avec les destinateurs qui appartiennent à un temps et à une culture donnée, autant il n'y a pas de production d'une œuvre littéraire sans un public de lecteurs. Le destinateur conditionne la production de l'œuvre et en retour, le lecteur trouve dans l'ouvrage produit des références qui le disposent à l'accueil. Il y a cette triade qu'intègre la méthode de la réception : la production d'un bien symbolique, l'œuvre produite, le public qui la reçoit, le destinataire et le public lecteur occupant la première place.

[26] JAUSS Hans Robert cité par PAVIS Patrice, « Production et réception au théâtre », *in Le texte et ses réceptions*, *op. cit.*, p. 57.
[27] MUKAROVSKY et ADORO cités par PAVIS Patrice, *in Dictionnaire de théâtre*, *op. cit.* p. 63-64.

A.4. Définition dans l'histoire du droit canon

Le droit canon connaît un développement très large de la notion de réception depuis le Décret de Gratien[28].

La doctrine de la réception du droit canon a sa première formulation claire dans ce Décret de Gratien, au *dictum* D.4 C3 au centre de la réflexion, *dictum* qui a suscité beaucoup de commentaires et que cite Geoffrey King :

> « Les lois sont instituées lorsqu'elles sont promulguées ; elles sont confirmées (en vigueur) lorsqu'elles sont approuvées par les *mores* de ceux qui en usent (les mettent en pratique)... »[29] . Par ailleurs, Geoffrey King reprenant de Isidore de Séville la description des aspects d'une bonne loi pour montrer que le contexte donne sens au texte relève : « La loi sera honnête, juste applicable, conforme à la nature, conforme aux coutume du pays, adaptable au lieu et à l'époque, nécessaire, utile, assez claire pour ne renfermer par obscurité rien d'inadapté, elle ne visera aucun avantage privé mais l'utilité commune des citoyens. »[30]

Aussi, pour qu'il y ait réception selon Gratien qui porte plus d'intérêt à la valeur intrinsèque de la loi qu'à la valeur extrinsèque venant de la position officielle des législateurs, il faut considérer la qualité et la finalité de la loi. Dans ce contexte, la non réception serait signe de l'inadéquation de la loi aux attentes ou aux aspirations.

Les avis des commentateurs de Gratien sont diversifiés. Pour les uns l'autorité extrinsèque prime. Huguccio, Johannes Teutonicus en sont les ténors, alors que Mattheus Romanus fait de la réception un élément essentiel pour l'établissement d'une loi qui exige trois conditions : l'institution, la promulgation, et l'appropriation par la pratique des usagers. D'après *La Glossa Palatina*, une glose décrétiste ancienne, la réception est requise pour la confirmation *de facto* d'une loi. De *jure*, une loi est confirmée dans son institution même. Une autre approche un peu conciliatrice voit la confirmation de *jure* dans les écrits, la confirmation de *facto* restant nécessaire pour transformer la lettre inerte en force de vie au sein de la communauté.

Pour Jean Gerson que cite Geoffrey, il est nécessaire d'adapter les lois à l'époque, au lieu et aux circonstances de leurs sujets, une loi non utile et inadaptée pouvant être non reçue,

---

[28] GRATIEN, moine camaldule, auteur de *Concordance des canons discordants* en 1140, a le mérite d'avoir fait l'inventaire de 10 000 textes des Pères de l'Eglise, des décrets conciliaires, décrétales, de les avoir classés par thèmes, et destinés à l'enseignement. Cet ouvrage en fait fut le premier code de droit ecclésiastique. Depuis les origines de l'Eglise, on procédait par moment au recensement des textes faisant autorité dans l'Eglise en matière de droit et de jurisprudence ecclésiastiques, on ne disposait pas de codes comme un ensemble coordonné et cohérent. C'est à Bologne où Gratien a été formé que fut réalisé cet ouvrage.

[29] KING Geoffrey, « Réception, consensus et droit ecclésiastique », *Concilium*, 243, 14 octobre 1992, p. 50.

[30] *Ibid*., p. 50.

l'utilité prenant en compte le temps et l'espace.[31] Jean Driedo et Grégoire de Valence, cités par Geoffrey King, attestent que la loi, pour être efficace, se recommande d'elle-même à la communauté, car une loi a beau se fonder sur de solides principes théologiques et canoniques, avoir de bonnes intentions, être clairement promulguée ; si elle ne peut se recommander d'elle-même, elle reste tout au plus une bonne idée, pas une loi, l'objectif d'une loi menant à l'action.[32] Jean Gerson encore cité par Geoffrey King affirme la nécessité d'adapter les lois à l'époque, au lieu et aux circonstances de leurs sujets, car une loi qui est utile pour un temps et pour un lieu peut être impossible ou nuisible pour un autre temps ou pour un autre lieu, ou pour d'autres gens.

Depuis Gratien, et jusqu'à la fin du XVIII^{e} siècle au moins, il ressort *grosso modo* dans le débat en histoire du droit que la réception est souvent apparue comme un élément nécessaire à une législation efficace ; de la fin du XVIII^{e} siècle jusqu'à la fin du XIX^{e} siècle, la réception a presque disparu des discussions canoniques. Les canonistes du XX^{e} siècle tels Cicognani la dénoncent comme une théorie des régalistes, des protestants et des gallicans, fondée sur une interprétation fausse et équivoque de Gratien. Une des raisons qui selon le constat de Cicognani, a fait tomber la réception en disgrâce, c'est le fait qu'on a fini par l'associer au gallicanisme et fébronianisme,[33] et elle s'est trouvée mêlée à la querelle Eglise Etat de l'Europe des XVIII^{e} et XIX^{e} siècle.

Pierre de Marca, écho fort des Gallicans que cite encore Geoffrey King, dans son *de Libertatibus Ecclesiae gallicanae* affirme que le prince a le droit d'édicter des lois, mais celles-ci ne deviennent obligatoires qu'après avoir été acceptées par le jugement du peuple. Aussi, aux

[31] *Ibid*., p. 52.
[32] *Ibid*., p. 53.
[33] Le gallicanisme, doctrine à la fois théologique et conception politique née en France au XVème siècle, mais déjà présente au XIII^{e} siècle dans le conflit du roi Philippe le Bel et le pape Boniface VIII visait une autonomie de l'Eglise de France par la limitation du pouvoir du Saint Siège, en plaçant l'Eglise nationale sous le contrôle de l'Etat en se réservant la nomination des évêques et en subordonnant la mise en application des textes pontificaux à son approbation. Cette doctrine théologique gallicane influença le concile de Constance en 1414 et de Bâle en 1431, et évolue à l'intérieur de l'épiscopat français jusqu'au XIXème siècle en opposition avec le mouvement ultramontain favorable à la primauté papale, mouvement qui triomphe au concile Vatican I en 1870 avec la proclamation de l'infaillibilité du pape.
Le fébronianisme, doctrine professée par un évêque allemand Von Hontheim dit Justinus Febronius dans un ouvrage paru en 1763, plaidait pour un pouvoir illimité des évêques dans leur diocèse (retour aux origines), l'évêque de Rome étant reconnu comme leur chef, mais sans pouvoir sur eux. Dans le même élan était né en Autriche le Joséphisme, politique religieuse pratiquée par l'impératrice Marie Thérèse (1740-1780) et son fils et successeur Joseph II (1765-1790). Elle vise à renforcer le pouvoir impérial sur l'Eglise en relâchant sans les rompre, les liens avec Rome. En ce sens des séries de mesures sont prises : limitation du nombre des couvents, restriction sur l'enseignement des Jésuites, placet gouvernemental avant publication des textes romains, interdiction des relations directes avec Rome, construction des églises et création des diocèses calquée sur les circonscriptions administratives, regroupement et contrôle des séminaires, et exaltation de la liberté individuelle du choix de la religion.

soixante dix sept articles du concordat de 1801, Napoléon ajouta-t-il unilatéralement, quatre articles organiques en 1802 :

- Pierre et ses successeurs n'ont reçu qu'un pouvoir spirituel et ne disposent d'aucun pouvoir temporel sur les souverains.
- Le pouvoir spirituel du pape est soumis à l'autorité des conciles généraux conformément aux décrets du concile de Constance.
- Les règles et coutumes dans le royaume de France et l'Eglise gallicane sont inviolables par le pouvoir spirituel du pape.

Ces articles organiques s'achèvent par la proposition générale que « le jugement du Pape n'est pas irréformable, à moins que n'intervienne le consentement de l'Eglise universelle ». [34]

Cette proposition qui visait subtilement la notion de réception de la foi, par contre coup, a favorisé la définition de l'infaillibilité du pape et la condamnation des quatre articles organiques à Vatican I en 1870.

Par ailleurs Febronius qui présentait le Pape comme proposant les lois et l'Eglise décidant si elle acceptait les propositions, défendait la légitimité du placet royal vis-à-vis des lois de l'Eglise. En 1782, Joseph II d'Autriche en tira profit et déclara que tous les décrets pontificaux, qu'ils soient disciplinaires ou doctrinaux, seraient soumis au placet impérial. La raison fut la prévalence d'attitudes volontaristes à l'égard de la loi : pour le volontarisme, l'autorité d'une loi procède de l'autorité du législateur.

Dans la perspective sus évoquée, accorder un poids quelconque à la réception, c'est opposer une autorité extrinsèque, le peuple, à une autorité intrinsèque qu'est le législateur ecclésiastique. Ici, la non réception paraît être une désobéissance (alors que la grande attention à l'autorité intrinsèque de la loi évite de voir dans la réception l'élément d'un conflit stérile entre gouvernants et gouvernés), et il apparaît qu'on peut reconnaître la faculté pour l'Eglise communauté de percevoir que telle ou telle loi est inutile, déraisonnable, inadaptée aux conditions d'un pays particulier, la non réception relevant de cette perception.

En histoire du droit canon, la notion de la réception suppose une exogénéité partielle ou totale. C'est le *bonum recipiendum* (bien produit) qui importe, et on observe ce qu'il est, ce qu'il devient, ce qu'il produit dans un autre groupe humain. Les facteurs qui le modifient, le niveau et le moment où il est totalement assimilé sont d'une importance notoire.

[34] Lire dans *Théo*, recherche de Dieu, patrimoine judéo-chrétien, vie et foi de l'Eglise, Droguet-Ardant/Fayard, Paris, 1989, 416 b ; 416 c.

B. Approche du concept dans le débat théologique

Outre le droit canon, le concept de réception s'est employé en théologie. C'est en général la manière dont l'Eglise comprend et saisit l'Evangile en se laissant saisir par lui. Depuis le concile Vatican II, concile à visée plus pastorale que doctrinale comme ce fut le cas à Vatican I, les débats en théologie désignent par réception « Tous les aspects du processus par lequel l'Eglise accepte et intègre à sa vie telle décision doctrinale, telle modification de la liturgie, telle proposition œcuménique. »[35] Il y a eu des décisions conciliaires, des énoncés doctrinaux et liturgiques depuis Vatican II, et destinés à l'Eglise universelle qui ne se réalise que par et dans les Eglises particulières. Est-ce à appliquer, à adapter, ou à recevoir ?

Deux événements marquent le développement de la réflexion sur la réception : la tenue du concile Vatican II avec tout le souci qui préside à sa convocation, l'*aggiornamento*, c'est-à-dire le renouveau, pendant et après le concile, et ensuite le dialogue œcuménique. Le pape Jean XXIII dans le discours d'ouverture du concile affirme :

> « Il est aujourd'hui vraiment nécessaire que tout l'enseignement chrétien soit accepté par tous, dans un nouvel effort…C'est pour cette raison que l'Eglise catholique estime qu'il est de son devoir de faire tout son possible pour que s'accomplisse le grand mystère de l'unité que Jésus-Christ, la veille de sa mort, implora de son Père céleste par d'ardentes prières… Oui, tout bien considéré, cette unité, que Jésus-Christ demanda pour son Eglise, rayonne d'une triple lumière : l'unité des catholiques entre eux, qui est un lumineux exemple, l'unité qui subsiste dans la prière, et les espoirs ardents des chrétiens séparés du Siège apostolique d'être réunis à nous, enfin l'unité de la haute considération et du respect que témoignent à l'Eglise catholique d'autres religions, pas encore chrétiennes ».[36]

Dans ce discours du pape, en tenant compte de ces considérations qui définissent comment et dans quel esprit propager l'enseignement chrétien aujourd'hui, et qui disent le souci pour l'unité des chrétiens, il apparaît la problématique de la réception à différentes instances de relation ecclésiale, et qui mettent en route le dialogue œcuménique.

Jean XXIII ne termine pas le concile, car il décède en 1963. Paul VI lui succède au trône de Pierre, continue le concile et lui emboîte le pas sur la question de la réception.

---

[35] *Dictionnaire critique de la théologie*, dir. Jean-Yves LACOSTE, P.U.F. 1998, p. 976

[36] Cité par MARIO VON GALLI, BERNHARD MOOSBRUGGER, *Le concile et ses conséquences*, Lausanne, Rencontre, 1967, p. 27- 28.

B.1. Le cadre œcuménique

Suite aux appels conjoints du pape Paul VI et du Dr Coggan de l'Eglise anglicane en 1977[37], des conférences épiscopales catholiques, des Eglises anglicanes et des luthériens ont été invités à travailler chacun à part pour ouvrir un dialogue sur certaines questions théologiques, ce qui a plongé les uns et les autres dans un processus de la réception concrétisé dans *Face à l'unité*.[38]

Dans ce contexte oecuménique, la réception est définie par A. Birmelé, théologien luthérien, comme un processus par lequel un corps ecclésial fait sienne en vérité une détermination qu'il ne s'est pas donnée lui-même, en reconnaissant une règle qui convient à sa vie.[39]. Un tel processus implique non seulement le dialogue, l'échange et la communion, mais aussi une rupture ou une distance relative à certaines questions disciplinaires, liturgiques ou doctrinales propres. Il ne s'agit pas dans le processus de réception, de tout réduire à l'obéissance comme ont pensé les scolastiques, à savoir, que la réception est l'acte par lequel un subordonné règle sa volonté et sa conduite par le précepte d'un supérieur ou par respect pour l'autorité de ce dernier, mais d'une démarche qui suppose le jugement et le consentement. La réception oblige à un processus qui suppose l'altérité et qui ouvre sur les questions doctrinales et disciplinaires. Autant dans le contexte nouveau de l'Eglise dans le monde la démarche veut réaliser l'unité voulue par le Christ, autant à l'intérieur de l'Eglise même, elle est nécessaire pour appréhender le niveau de la vitalité de l'Eglise et de son enseignement.

Le processus de réception en cours depuis la fin du concile Vatican II dans le contexte œcuménique continue de faire son chemin. Et même si cette réception n'est pas encore effective entre confessions chrétiennes dans les principes doctrinaux, disciplinaires et liturgiques, le débat progresse, et les groupes œcuméniques à l'œuvre tant au niveau de la prière, des groupes bibliques comme le groupe des Dombes et des séminaires œcuméniques au sein des universités constituent un espoir, le processus exigeant du temps.[40]

---

[37] Lire *LA D.C.*, 74 (1977), col 458.

[38]LEGRAND Hervé, MEYER Henri, *Commission internationale catholique –luthérienne, Face à l'unité, tous les textes officiels (1972-1985)* Paris, Cerf, 1986. Ce document suggère pour la première fois dans l'histoire des rapports entre catholiques et protestants qu'il est possible d'envisager de passer de la reconnaissance mutuelle des ministères à l'exercice commun de l'épiscopè aboutissant à l'établissement d'un ministère commun dans une unité diversifiée. Aussi, les conditions et les formes de cette unité sont-elles développées aux pages 239 et 240.

[39] BIRMELE André, « Les défis de la réception et de la compatibilité des acquis du travail œcuménique », *La communion ecclésiale, Cogitatio fidei*, Paris, Cerf, 1982, p. 361-375.

[40] Le débat œcuménique jusqu'ici porte sur les questions doctrinales relatives au rapport entre l'Ecriture, la Tradition et le Magistère sur la place de Pierre au sein du collège apostolique, sur les Ministères, les Sacrements, et sur la place de Marie dans l'œuvre du salut. Sur le plan disciplinaire, il porte sur le célibat consacré et comporte de multiples aspects sur le plan liturgique (date de Pâques) par exemple.

Au-delà du débat d'idées en œcuménisme, une autre démarche aussi importante reste à faire, qui dans le concret, vérifierait dans les pratiques ecclésiales cette réception mutuelle.

La réception, nous l'avons souligné plus haut, englobe toute la vie de l'Eglise et prend en compte les questions tant doctrinales que disciplinaires. Aussi, compte tenu de cette dynamique de la réception, et du fait que des Eglises locales ne sont pas des fédérations de l'Eglise universelle, les choses ne sont pas toujours acquises d'avance, même à l'intérieur de la même confession religieuse.

B.2. Le cadre confessionnel

Le congrès de Chicago tenu à Hyde Park du 12 au 14 octobre 1983 a été un cas d'école dans l'utilisation pluriconfessionnelle du concept de réception. La diversité des figures ecclésiales, des points de vue des théologiens d'horizons différents ou appartenant à la même Eglise particulière montrent qu'à l'intérieur même de l'Eglise catholique, le discours n'est pas synthétique, et qu'il n'y a pas d'explication unanime sur le rôle et la place de la réception comme semble si bien l'affirmer Hryniewicz, théologien catholique, et bon connaisseur de l'orthodoxie, que cite Gilles Routhier. Il affirme, s'agissant des Eglises orthodoxes :

> « Malgré de multiples discussions durant le siècle dernier au sujet de la réception des conciles, les théologiens orthodoxes ne sont pas parvenus à une interprétation unanime de cette réalité ecclésiale complexe ; certains points d'enseignement orthodoxes sur les conciles et leur réception restent toujours obscurs et exigent des études ».[41]

Ce qui est ainsi vrai des Eglises reformées l'est aussi de l'Eglise catholique quant au développement d'un langage commun à tenir ensemble, autant dans la compréhension des Ecritures que des textes doctrinaux, liturgiques et pastoraux.

Dans le débat théologique d'après Vatican II, des théologiens distinguent un sens analogique ou impropre, d'un sens strict ou propre du concept de réception.

Aloys Grillmeier que commente Gilles Routhier transpose le concept du domaine du droit au domaine ecclésial en soutenant :

> « On ne peut cependant parler de réception (accueil) au sens strict que lorsque l'on retrouve l'action de donner et de recevoir entre deux régions culturellement différentes et séparées. (…). A partir de cette constatation évidente, il nous est possible de déduire une caractéristique générale de la réception entendue au sens propre. A strictement parler, la

[41] HRYNIEWCZ William, « *Procès recepcji prawdy w kosciele* », Collectanea theologica 45 (1975), p. 30, cité par ROUTHIER Gilles, *op. cit.* p. 50-51.

> réception est un processus ‘ exogène ‘ et non ‘endogène’. Elle est ‘ épidémique ‘ et non ‘ endémique ‘.» [42]

Dès lors il n’y a réception au sens strict que lorsque l’action de donner et de recevoir concerne deux lieux différents et séparés. Selon lui, le processus est donc exogène. En l’affirmant ainsi, il rejoint, d’après Routhier, Franz Wieacker selon qui il n’y a réception que lorsque ce qu’on reçoit est culturellement étranger à soi, ce qui est une évolution interne ne pouvant pas faire partie du phénomène de réception. Dans cette perspective, il ne devrait avoir réception qu’entre les Eglises régionales comme aux premiers siècles, ou entre les Eglises séparées depuis le schisme du XI^{ème} ou depuis la Réforme au XVI^{ème} siècle.

Le père Yves Congar relève que dans cette position de Grillmeier et de Wieacker, il y a une distinction à faire entre les partenaires et le caractère étranger du bien produit par rapport à celui qui reçoit. Qu’il y ait, d’après lui, des partenaires distincts pour qu’il y ait réception est légitime. Cependant, il pense que le fait que l’Eglise locale est sujet d’action et d’initiative et accueille dans la foi la Parole de Dieu, atteste le processus de réception dans la distinction des partenaires. La distinction des partenaires n’oblige pas à l’étrangeté des uns par rapport aux autres car une appartenance commune à un système ou à un ensemble, et non une distinction absolue, est requise pour parler de communion et donc de réception, le bien à recevoir pouvant être produit par un autre. Aussi, le corps de l’Eglise a-t-il à recevoir les déterminations doctrinales ou disciplinaires d’un concile. [43]

Des théologiens que cite Gilles Routhier emboîtent le pas à Yves Congar. W. Beinert atteste que « Pour que la réception s’actualise, une part minimale de ressemblance doit exister entre celui qui donne et celui qui reçoit : une langue commune au moins doit les unir. » [44] Et G.William Rush ajoute :

> « Nous sommes réellement en présence d’un phénomène de réception lorsqu’il est demandé aux Eglises d’accepter et de faire leur quelque chose qu’elles n’ont pas été seules à produire (par exemple un texte exprimant une convergence œcuménique)…ce document vient, en un certain sens de l’extérieur d’elles toutes et il peut être revendiqué par une instance qui dépasse chacune d’elles ».[45]

Ce qui est exogène ou étranger peut se manifester doublement : le bien produit peut être relativement étranger à une Eglise locale en raison du développement unilatéral de sa tradition, ou parce que, avec le temps, un élément de sa tradition s’est occulté. Dès lors le caractère

[42] GRILLMEIER Aloys cité par ROUTHIER Gilles, *Ibid*., p. 53.
[43] CONGAR Yves, *Le concile Vatican II, son Eglise peuple de Dieu et corps du Christ*, Paris, Beauchesne, 1984, p. 100.
[44] Cite par ROUTHIER Gilles, *op. cit*. p. 56.
[45] *Ibid*., p. 56-57.

exogène, étranger et relatif, est suffisant pour qu'il y ait processus d'échange et donc de réception au sens propre, contrairement à ce qui fait que Grillmeier y voit un sens impropre. Il est donc requis pour la réception, une séparation relative et non absolue, ce qui est totalement étranger relevant d'un autre type de réception. La réception comporte alors plusieurs aspects, plusieurs étapes et plusieurs partenaires et peut se définir comme un fait de communion, comme un processus historique observable, et comme un procès d'assimilation et de communion au sein de l'Eglise et des Eglises locales.

On aboutit à la conclusion qu'il y a des types de réception et non une façon générale de recevoir : dans le cas d'un concile, d'un synode particulier par des Eglises n'ayant pas pris part au débat, dans le cadre du dialogue œcuménique, et à l'intérieur d'une même confession religieuse et selon l'espace et le temps. Quel que soit le lieu ou le type, il y a à considérer le rapport entre l'instance qui produit un bien et celle qui le reçoit. Dans la perspective d'Yves Congar, plusieurs types de réception sont au cœur de la vie ecclésiale et la réception appartient à la vie même de l'Eglise. Elle en est constitutive, autant dans la relation entre Dieu et son peuple, qu'entre les Eglises, les personnes dans l'Eglise, les Eglises locales, l'Eglise et la société, l'Eglise et la culture, l'Eglise universelle et l'Eglise locale, ou à l'intérieur d'une même Eglise. C'est ce dernier cas, à savoir une Eglise particulière qui reçoit les enseignements de son magistère, qui fait l'objet de notre travail.

Si la réception implique toujours un rapport entre les instances productrices et réceptrices, parler de rapport invite à considérer le processus et les facteurs les déterminant. Dès lors, quels sont les éléments ou les facteurs de ce rapport ou du processus pour qu'il y ait réception, question qui nous amène d'abord à des considérations d'historicité et de développement du concept.

C. Historicité et développement du concept de réception

Gilles Routhier fait l'historique et l'usage du concept en ces termes :

> « Le thème de la réception est pourtant traditionnel, et il est loin d'être étranger à la littérature théologique ou à la pratique ecclésiale… Le terme réception est aussi nouveau que le processus qu'il décrit est ancien… En fait, la réception a longtemps été une réalité occultée dans la réflexion théologique, ou encore circonscrite au seul domaine juridique, lorsqu'elle n'a pas simplement été refoulée, parce qu'associée au conciliarisme ou au gallicanisme… Dans la littérature théologique contemporaine, hormis quelques allusions vagues chez de

> rares précurseurs, le discours sur la réception, passée en fraude sous le couvert d'autre terminologie, est presque inexistant. Aujourd'hui, toutefois, il revient en force sur le devant de la scène…deux facteurs principaux ont contribué à réhabiliter le thème dans le débat théologique : l'événement conciliaire et les discussions œcuméniques ».[46]

Le processus de la réception depuis le concile Vatican II implique des exigences. Il ne s'agit plus de vérifier l'application, l'adaptation ou la traduction des décisions du magistère, mais de vérifier leur accueil, leur appropriation, leur assimilation, d'où l'écoute et le dialogue. La réflexion théologique du début des années 1980 où la thématique de la réception entre en force dans le discours des théologiens catholiques souligne que l'ecclésiologie depuis Vatican II, ne fournit plus une image de l'Eglise à appliquer quand il s'agit des rapports à établir entre l'enseignement du concile et la vie des Eglises locales. La pratique n'a plus un rôle second par rapport à la théologie et ne se déduit plus des énoncés principiels fournis par le concile. Il ne s'agit plus de traduire dans les faits ou à mettre en application un discours programme ou ce qui a été théoriquement énoncé comme cela semble ressortir dans le corpus postconciliaire, à feuilleter quelques index ou thèmes dans *La Documentation Catholique* de la décennie après le concile au sujet du rapport entre le corps ecclésial et le concile. Au synode de 1971 sur le thème « Eglise et justice » où l'on évoque le cinquième anniversaire de la clôture du concile, cette tendance à l'application est patente[47]. Elle semble persister jusqu'au moment de l'éclatement de l'affaire Mgr Lefebvre[48], l'idée d'application du concile restant accentuée autant chez Paul VI, Jean Paul 1er que chez Jean Paul II[49].

Pourtant, on peut se rendre compte aujourd'hui que le thème de la réception est subtilement présent dans la convocation du concile de Vatican II. La motivation pour Jean

---

[46] *Ibid*., pp. 16 ; 17 ; 21 ; 22.

[47] L'allocution de Mgr Bartoletti, Secrétaire du synode en dit long « La vie de l'Eglise cinq ans après le concile », *La D.C.* 1599 (1971) 1113-1123. Cependant le Cardinal Suenens s'exprime en terme de réception dans « cinq ans après le concile », *La D.C.* 1577 (1971) 35-36. L'épiscopat français dans « L'évolution du monde et de l'Eglise depuis Vatican II, Contribution de l'Episcopat français au rapport de Mgr Bartoletti » « Le Concile n'a pas fini de pénétrer en profondeur », *LA D.C.* 1599 (1971) 1123-1127.

[48] Le pape Paul VI conceptualise les choses en terme de « refus du concile lui-même et de son application » dans « La nomination de 20 nouveaux cardinaux », *La D.C.* 1700(1976) 556-559. L'évêque de Fribourg et l'archevêque de Paris emploient aussi l'expression : lire dans La *D.C.* 1704, (1976) 782. G.Cottier, « L'enjeu d'Ecône » et dans *La D.C.* 1705 (1976), 819-820 « Lettre du cardinal Marty aux catholiques de Paris ». L'archevêque de Paris s'approche tout de même du concept de réception sans en utiliser le terme dans son homélie au cours de la messe de rentrée à l'Institut catholique de Paris « Les bruyantes querelles autour du concile », *La D.C.* 1707 (1976), 940-941.

[49] Paul VI « *Angelus* du 11 décembre 1967 », *La D.C.* 1488 (1967), 810 ; « l'application du concile », *La D.C.* 1498 (1967), 1287-1294 ; « Allocution au sacré Collège », *La D.C.*1890 (1971), 665-667 ; « La nomination de 20 cardinaux », *La D.C.* 1700 (1976), 556-559 ; Jean Paul 1er « L'élection de Jean Paul 1er ; son message au monde », *La D.C.* 1749 (1978), 801-805 ; Jean Paul II « Premier message au monde », *La D.C.* 1751 (1978), 902-905 ; « *Sacrae disciplinae leges* » cité à partir de sa traduction française dans *Code de droit canonique*, Paris, Centurion, Cerf, Tardy, 1984, XIII ; et dans La Constitution apostolique *Fidei depositum* dans *Catéchisme de l'Eglise Catholique*, Paris, Marne/Plon, 1992, p. 6.

XXIII qui le convoque, c'est l'Eglise dans le monde de ce temps, une Eglise qui reçoit et se reçoit comme semble le dire G. Rusch Williams qui affirme que « De fait, c'est dans la convocation du concile en janvier 1959 par le pape Jean XXIII que nous trouvons la première motivation de l'intérêt contemporain pour la réception.»[50]

Tout dans ce concile parle réception : sa convocation en 1959, et l'esprit qui l'a motivé, à savoir l'Eglise dans le monde de ce temps comme le stipule la constitution *Gaudium et spes* du 7 décembre 1965, la préparation, les démarches (tous les continents sont représentés dans les pères conciliaires)[51] . Les conclusions du concile (quatre Constitutions ayant une valeur doctrinale plus précise, neuf Décrets de caractère plus pratique et trois Déclarations qui rappellent les principes doctrinaux face aux problèmes du monde actuel), ont ouvert la voie au dialogue entre l'Eglise et le monde, un dialogue aussi religieux qu'œcuménique, et ont par ailleurs posé subtilement la problématique de la réception.

Au Concile Vatican II, on ne pense plus le monde dans l'Eglise comme ce fut la tendance au Moyen âge où tout au long, dans cette perspective, il y a eu la querelle du Sacerdoce et de l'Empire, et où c'est le monde qui était et devait entrer dans l'Eglise qui rythmait sa vie. A Vatican II, c'est l'Eglise dans le monde de ce temps comme le stipule la Constitution *Gaudium et spes*, à savoir que l'Eglise qui est dans le monde de ce temps reçoit le monde et y est reçue comme le Christ qui ne reçoit pas uniquement sa mission de façon verticale, mais aussi horizontale, c'est-à-dire à partir de l'histoire du peuple d'Israël auquel il appartient dans son humanité. Si l'Eglise est dans le monde, n'est-ce pas ainsi dire que désormais elle ne peut avoir du succès, elle ne peut atteindre son but qu'en entrant en dialogue avec lui ?

Entrer en dialogue ne signifie-t-il pas par ailleurs que les grandes décisions du magistère ne seront plus seulement une démarche d'en haut, mais aussi une résultante de l'expression et de l'expérience historique et humaine des destinataires du message chrétien ? Yves Congar est allé plus loin lorsqu'il écrit en 1958 un article dans lequel il affirme que tout ce qui concerne

[50] WILLIAM G. R. , *Reception and oecumenical Opportunity*, Philadelpia Fortress Press, 1988, p. 14

[51] Sur le bloc note du journal des journalistes de *La Croix* (C. F., R.) D'AVELOIS, Roger GUICHARDAN, qui ont couvert les événements du concile de 1962 à 1965, on lit dans les parutions d'octobre 1962 (du 11 octobre au 20 octobre) les données suivantes : « C'est la première fois que les cinq continents sont représentés à un concile. 250 pères conciliaires sont venus de d'Afrique Noire, 256 d'Asie, 70 d'Océanie, 332 d'Amérique du Nord, 601 d'Amérique Latine, 849 d'Europe Occidentale, 95 des pays Arabes, et moins d'une centaine des pays communistes sur près de 2500 évêques conciliaires… Approximativement, voici quelle est la répartition entre les différentes races des évêques du monde entier : 60 évêques noirs, 120 évêques jaunes ou indiens, 2500 évêques blancs. Il y a 4 cardinaux d'origine asiatique, 1 cardinal d'origine africaine (Cardinal Laurion RUGAMBW de Tanzanie) ; la proportion d'évêques au concile est 38% pour l'Europe, 31,5 % pour l'Amérique, 20,5 % pour l'Asie et l'Océanie, et 10 % pour l'Afrique, ceci pour une proportion de catholiques respectif de 47 %, 43 % 7 % et 3 % ». Il est noté par ailleurs que le premier évêque asiatique des temps modernes a été consacré en 1923, celui de l'Afrique en 1939 (Mgr Kiwanuka en Tanzanie, Afrique de l'Est).

tout le monde doit être discuté et approuvé par tous[52]. Aussi, la réalité de la réception est très ancienne, même si sa problématique actuelle est récente. La problématique à l'intérieur de l'Eglise catholique date des années 1970 [53] mais la réalité est déjà présente en 1958 chez Congar à qui on reconnaît principalement la paternité du concept dans sa problématique contemporaine actuelle, et dans une moindre mesure à Aloys Grillmeier, Johannes Beumer, Heinrich Bacht pour ne citer que ceux là.

Durant les années après le concile Vatican II, la thématique de la réception n'est pas présente dans les discours des théologiens catholiques. Elle ne sera abondante que vers les années 1980 en vue de mettre en relief le rapport entre l'enseignement du Concile Vatican II et la vie des Eglises locales. Les différents colloques et congrès organisés à l'occasion des moments anniversaires du Concile Vatican II mettent l'accent avant 1980 sur les commentaires des thèmes du concile ou encore sur les grandes figures parmi les Pères du Concile. Le devenir de ce Concile dans la vie et l'histoire des différentes Eglises ne semble pas constituer un objet de recherche ou une préoccupation comme telle. C'est dans le cadre des recherches au niveau œcuménique, que les théologiens catholiques ont écrit sur la réception des Conciles dans l'Eglise ancienne, et particulièrement sur la réception de Chalcédoine[54], que surgit la problématique de la réception et du processus de réception de Vatican II. Dès lors, ce n'est plus seulement Vatican II qui est concerné par la problématique et le processus, mais l'Evangile, l'Eglise, l'enseignement du magistère ou le magistère dans son enseignement.

L'étude du concept de réception, son processus, et surtout sa problématique atteint son apogée avec des publications des théologiens de divers horizons entre 1984 et 1985. Elle a

---

[52] CONGAR Yves, « *Quod omnes tangit ab omnibus tractar et approbari debet* », in *Revue d'histoire du droit français et étranger* 36, (1958), p. 210-259

[53] Dans sa déclaration « *A propos du livre de Hans Kung,: Infaillible ? Une interpellation* » en 1970, la conférence épiscopale allemande utilise le terme « réception », reconnaissant en même temps la réalité. Il semblerait que ce soit le premier document officiel contemporain à utiliser le terme et à reconnaître la réalité. Le texte se trouve dans *La D.C.*, 68/1581, (1971), p. 245

[54] Le grand débat théologique du V^{ème} siècle concerne la coexistence dans le Christ, de la divinité et de l'humanité. Déjà au IV^{ème} siècle, Arius, prêtre d'Alexandrie niait la divinité du Christ, le Verbe n'étant qu'une créature exceptionnelle ayant reçu de Dieu une filiation adoptive. Cette doctrine a été condamnée, à Nicée et à Constantinople en 325-381, et le dogme de l'unité, de la trinité et le credo a été formulé. Au V^{ème} siècle, Nestorius, évêque de Constantinople formé à Antioche poussa loin l'accent mis sur la dualité de la personne du Christ (divin et humain) : deux natures distinctes en deux personnes, et ensuite, Marie pouvait être la mère de l'homme Jésus, mais pas la mère de Dieu. Au Concile d'Ephèse en 431 convoqué par l'empereur Théodose II, Marie est réaffirmée mère de Dieu (Théotokos), et que les deux natures du Christ sont unies sans confusion et en une seule personne. Avec l'appui de Cyrille d'Alexandrie et Jean d'Antioche, Nestorius est déposé en 433.
Dans le même élan est né au V^{ème} siècle le monophysisme. Eutychès, un moine de Constantinople soutint que les deux natures sont unies, mais que la nature humaine s'est fondue dans la nature divine (une seule nature).. Cette thèse reçut la caution de Dioscore, patriarche d'Alexandrie, et de Théodose II. Le pape Léon 1er obtint de l'empereur, (après plusieurs péripéties dont le brigandage d'Ephèse en 449), la convocation d'un Concile régulier qui se tint à Chalcédoine (4ème Concile œcuménique) en 451 et au cours duquel on réaffirma qu'il y a deux natures chez le Christ, et leur union n'a pas supprimé leur différence. La doctrine est condamnée et Dioscore est déposé.

revêtu des visages différents selon les cieux. Pour les uns, elle s'est posée, s'est vécue et se vit dans le cadre de « La théologie de la libération » comme c'est le cas en Amérique Latine, et pour les autres, elle s'est inscrite dans « l'inculturation », la théologie africaine ou la théologie de la reconstruction comme c'est le cas de l'Afrique[55].

A partir d'ici naît la nécessité de travailler le concept et le processus d'assimilation non seulement de Vatican II, mais de tout enseignement dans la vie de l'Eglise. Dans cette démarche et pour plus de succès, il faut distinguer la réception matérielle des énoncés ou décisions, d'une réception de type dynamique ou de type synergétique qui oblige à prendre en compte les passages obligés du processus ou les facteurs déterminants. Dans cette perspective, Yves Congar ne voit pas seulement dans la réception un acte juridique, une adhésion à une décision prise par un supérieur, mais aussi et surtout un acte ecclésial, c'est-à-dire quand la communauté accepte et reconnaît dans la donnée à recevoir la foi des apôtres et donne à celle-ci sa pleine autorité. Elle est un processus par lequel un individu, un peuple de Dieu fait d'une parole qui lui est dite, une vérité au sens plein de sa foi. Ceci suppose dialogue, jugement, consentement et communion, autant d'éléments qui constituent des facteurs déterminant du processus.

D. Les facteurs déterminants du processus de réception

Procès d'assimilation, procès de communion, la réception implique un lieu, c'est-à-dire, qu'on analyse le lieu dans lequel est transmis et est reçu un enseignement ; elle implique des acteurs, de l'opportunité de ce qui est à transmettre et à recevoir (l'objet), avec des conséquences pratiques que sont l'information et la formation chrétienne, le mécanisme de participation, et la vie pratique comme lieu d'assimilation par la conscience et la conscience chrétienne de l'enseignement de l'Eglise.

Le lieu : il est sociohistorique, et prend en compte le socioculturel. La réception advient en un lieu précis marqué par une histoire, avec des personnes aux dons divers, des gens aux conditions de vie sociales et matérielles différentes, des gens aux fonctions et charges variées.

[55] Les grandes publications sont des théologiens tels que G. Albérigo et J.P Jossua, (dir.) qui publient : *La réception de Vatican II*, Paris, cerf, coll, *Cogitatio fides*, 134, 1985. G. Gutiérrez (*La libération par la foi- Boire à son propre puits*, Paris Cerf, 1985 ; *Une théologie de la libération*, Paris Cerf, 1985). L. Boff, (*Jésus-Christ, Libérateur*, Paris Cerf, 1985). Y. Congar, *La communion ecclésiale* ; Bonino, Dianich, Klinger, Floristan, Tillard. J.M. Ela (*Ma foi d'africain*), A. Mveng (*L'Afrique dans l'Eglise, parole d'un croyant*), M. Hebga (*Christianisme sans fétiche*).

Les acteurs : il y a les acteurs ou les agents protagonistes de la réception : ce sont des acteurs donateurs et des acteurs récepteurs. Les acteurs donateurs sont des protagonistes institutionnels : le magistère universel et local dans ses structures officielles, les conférences épiscopales nationales et leurs différentes structures, commission ou services, les conférences régionales ou provinciales, les ordinaires des lieux dans leur diocèse. Les acteurs récepteurs : c'est tout le champ ecclésial qui reçoit, pas à la manière d'un plébiscite ou d'un *referendum*, mais dans la dynamique, dans la synergie. Les structures qui reçoivent sont les structures de fonctionnement et de vie de l'Eglise particulière et locale : les mouvements d'apostolats, les commissions socio caritatives, les groupes divers de vie spirituelle.

En résumé, c'est tout le corps de l'Eglise, dans la diversité des personnes et des structures, dans la diversité des dons et des charismes, sous la présidence de l'évêque, qui fait advenir la réception.

Dans le cadre de notre travail, ce qui est à recevoir c'est l'enseignement social ou la doctrine sociale de l'Eglise au Cameroun de 1955 à 2000.

Chapitre 2 :

La notion de doctrine sociale de l'Eglise

A. Définition de la notion de doctrine sociale

Qu'est-ce qu'une doctrine sociale ? Le dictionnaire Le Petit Robert définit le mot « doctrine » comme « Un ensemble de notions qu'on affirme être vraies, et par lesquelles on prétend fournir une interprétation des faits, orienter ou diriger l'action ». Mais à cette idée de doctrine s'associe par conséquent l'idée d'ensemble, de synthèse, et une doctrine sociale serait dès lors un ensemble d'explications rendant compte ou prétendant rendre compte de tous les aspects de la vie sociale de l'homme.

Une autre idée que Le Petit Robert ne met pas beaucoup en évidence se rattache au mot doctrine en tant que idée de permanence et d'universalité, « un ensemble de notions stables dans le temps et dans l'espace, valables pour toutes les époques et pour tous les hommes ». Est-ce le sens de la doctrine sociale de l'Eglise ? Nous écouterons les théologiens et le magistère de l'Eglise, mais la définition que nous en retiendrons en fin de compte relève du magistère, et elle est à distinguer des positions des théologiens, des commentateurs ou des écoles théologiques qui ont expliqué et développé de façon systématique la pensée sociale contenue dans les documents pontificaux.

B. Eclairage théologique de la notion

Si l'objet de la réception c'est la doctrine sociale de l'Eglise et dans le contexte camerounais, il est urgent de saisir le contenu théologique de la notion, son objet, son champ d'action ou de rayonnement, non sans éclairer l'ambiguité qu'il y aurait à parler de doctrine sociale ou de l'enseignement social de l'Eglise. En clair, faut-il parler de doctrine sociale ou de l'enseignement social de l'Eglise ? L'expression a fait débat entre théologiens et au niveau du magistère depuis son développement au 19ème siècle lors de la rencontre de l'Evangile avec la société industrielle moderne, ses nouvelles structures pour la production des biens de consommation, sa conception de la société, de l'Etat et de l'autorité, ses nouvelles formes de travail et propriété qui avaient besoin de l'éclairage de l'Evangile. Si elle propose des principes

d'action, dégage des critères de jugement et donne des directives d'action, il y en a qui ne croient pas et s'en prennent à la notion de « doctrine sociale » comme le fait remarquer Marie Dominique Chenu :

> « L'expression doctrine sociale est de plus contestée. Elle est particulièrement inacceptable dans les Eglises du Tiers monde, dans lesquelles les catégories ocidentales ne répondent pas aux situations économiques et culturelles locales. C'est là le premier échec du concept, il unanimise les situations socioculturelles qui sont la réfraction d'une situation historique et géographique déterminée. Il détemporise des notions qui sont le produit du temps ».[56]

Une telle réaction ne confond-t-elle pas doctrine sociale de l'Eglise et doctrine de l'Eglise sur les questions sociales ?

Pour Jean Madiran, il y en a qui l'ignorent, surtout par ceux qui devraient la connaître, le peuple chrétien, le clergé, le clergé catholique et souvent même l'épiscopat.[57]

Il y en a qui se font une idée en partie fausse et qui ne voit de la doctrine sociale qu'un ensemble de textes pontificaux traitant du travail et de la condition ouvrière, réduisant ainsi tout à la partie, et il y en a qui cherche à se faire une idée exacte de la doctrine sociale comme Jean Ousset dans *la Cité catholique*.

Ce débat ne prend-t-il pas toute son importance lorsque l'on confond doctrine sociale et application de la doctrine sociale ? La doctrine sociale ne fixe-t-elle pas les grands principes qui doivent guider la vie sociale et politique et n'entrant en aucun cas dans les modèles d'applications qui sont du ressort des pouvoirs temporels et qui déterminent en fonction de ce qu'on appelle prudence politique, d'où le rapport entre religion et politique ?

Un éclairage de la notion ressort dans cette affirmation de Jean Yves Calvez :

> « Doctrine dans l'expression doctrine sociale de l'Eglise catholique ne veut pas dire dogme, surtout pas dogme central comme l'est l'incarnation du Fils de Dieu en Jésus Christ ou la Trinité des personnes…Il s'agit de doctrine en ce sens que l'Eglise se sent un devoir de l'enseigner, de la donner comme vraie et très utile, indispensable même, pour l'existence chrétienne. Certains préfèrent dire 'enseignement social de l'Eglise' .Une fois qu'on a écarté l'équivalence entre doctrine et dogme, il n y a plus guère de différence entre doctrine sociale et enseignement social, il y a plutôt à peu près équivalence ».[58]

[56] CHENU Marie Dominique, *La doctrine sociale de l'Eglise comme idéologie*, Paris, Cerf, 1979, p. 88.
[57] MADIRAN Jean, *in Revue Itinéraires*, VII, autonne 1991.
[58] CALVEZ Jean-Yves, *Les silences de la doctrine sociale catholique*, Paris, Ed. Ouvrières, 1999, p. 7.

Même si Marie Dominique Chenu va dans le même sens au bout de son étude sur l'évolution de la question sociale, [59] il n'en demeure pas moins vrai que le débat a été houleux entre théologiens. Et l'influence des théologiens qui refusaient l'expression « doctrine sociale de l'Eglise » pensant que cette expression laisse à croire que l'Eglise possède des recettes sur la manière d'animer la vie sociale, politique, économique, recettes à appliquer toujours et partout, a été grande au point que le pape Paul VI leur a donné raison raison dans sa lettre au Cardinal Roy [60]. Il y souligne que face à des situations aussi variées, il est difficile de prononcer une parole unique comme de proposer des solutions qui aient valeur universelle, que telle n'est ni sa mission, ni son ambition et qu'il revient aux communautés d'analyser avec objectivité la situation propre de leur pays, de l'éclairer par la lumière des paroles inaltérables de l'évangile, le titre de « doctrine » reposant sur la définition de principes fondamentaux stables. En effet, de Pie XI à Jean XXIII, c'est le terme doctrine sociale qui est employé. Il a été abandonné sous Paul VI au profit de l'expression 'discours social'. Il faut attendre l'avènement du pape Jean Paul II pour que l'expression doctrine sociale revienne en force dans ses discours et ses encycliques. A l'issue du débat, nous restons gagné à la position que doctrine sociale ne doit pas être comprise comme un enseignement dogmatique où le magistère propose une doctrine comme vraie et comme affirmation de foi comme c'est le cas des dogmes. C'est un enseignement qui, sur le plan pastoral, guidé par des principes permanents que sont la dignité humaine et ses droits, la destination universelle des biens, la participation et la subsidiarité, la solidarité, tient compte du temps et de l'espace.

Aussi la doctrine sociale de l'Eglise est-elle cet aspect de l'enseignement qui, dans l'Eglise, traite de la vie des hommes dans les sociétés temporelles qu'ils forment (de la famille à l'Etat en passant par les divers corps intermédiaires) Il ne s'agit pas simplement, comme le souligne Madiran, de « L'application des principes constants ou permanents de la théologie morale à la vie en société[61], mais du rapport entre doctrine et vie, entre discours et réalité. Le théologien Jean Yves Calvez en donne une explication et en fait un développement en ces termes :

> « La doctrine sociale de l'Eglise a traditionnellement été de nature plutôt philosophique - Léon XIII ne l'avait-il pas nommée « philosophie chrétienne » ? Bien entendu, elle avait comme présupposé dernier le message chrétien, la foi en Dieu et Jésus Christ, mais elle se déployait volontiers en propositions de droit naturel présentées comme telles. On affirmait seulement, en plus, le pouvoir de l'Eglise d'énoncer ce droit naturel avec autorité...Dans

[59] Voir CHENU Marie Dominique, *Idem*, p. 6-10.
[60] Paul VI, *Octogesima Adveniens*, 19 mai 1971 ; Lire un article sur la question dans *Théo*, Ed. 1989, col. 853 (a).
[61] Voir MADIRAN Jean, « Une nouvelle dynastie ». *Itinéraires*, 304 (06-1986).

> *Quadragesimo anno*, l'encyclique de Pie XI en 1931, Pie XI affirmait dans son encyclique, « son droit et son devoir de se prononcer avec une souveraine autorité sur les problèmes sociaux et économiques… L'encyclique *Pacem in terris* de Jean XXIII avait représenté un sommet, vingt ans plus tôt, dans la pratique traditionnelle : les droits de l'homme y étaient d'abord établis sur l'ordre qui « doit régner entre les hommes » pour que la société soit ordonnée et féconde…Le pape ajoutait « Si nous considérons la dignité humaine à la lumière des vérités révélées par Dieu, nous ne pouvons que la situer bien plus haut encore.»[62]

Marie Dominique Chenu fait une histoire de la notion et des différents sens selon les périodes. Il distingue « la période de 1890 à 1960 au cours de laquelle l'Eglise a proposé dans ses documents officiels, de Léon XIII à Pie XII, sa conception du monde, de l'homme, de la société, de l'histoire. C'est un ensemble de propositions et de directives dont le contenu constitue une ' doctrine ' plus ou moins organique dans des catégories sociales et religieuses très déterminées [63], de la période conciliaire de Vatican II où l'expression est contestée, avant d'être réhabilitée sous le pape Jean Paul II.

Les évêques de Puebla quant à eux définissent la doctrine sociale comme un

> « Ensemble des orientations doctrinales et des critères d'actions qui prennent leur source dans l'Ecriture Sainte, dans l'enseignement des Pères et des grands théologiens de l'Eglise, ainsi que dans le magistère en particulier celui des derniers papes… L'objet premier de cet enseignement social est la dignité personnelle de l'homme image de Dieu et la sauvegarde de ses droits inaliénables…La finalité de cette doctrine sociale de l'Eglise qui propose sa vision propre de l'homme et de l'humanité est toujours la promotion et la libération intégrale de la personne humaine, dans ses dimensions terrestre et transcendante.»[64]

Jean Paul II en donne une définition plus large et en déduit le champ d'action en ces termes :

> « La doctrine sociale de l'Eglise n'est pas une troisième voie entre le capitalisme libéral et le collectivisme marxiste, ni une autre possibilité parmi les solutions moins radicalement marquées : elle constitue une catégorie en soi. Elle n'est pas non plus une idéologie, mais la formulation précise des résultats d'une réflexion attentive sur les réalités complexes de l'existence de l'homme dans la société et dans le contexte international à la lumière de la foi et de la tradition ecclésiale. Son but principal est d'interpréter ces réalités, en examinant leur conformité ou leurs divergences avec les orientations de l'enseignement de l'Evangile sur l'homme et sur sa vocation à la fois terrestre et transcendante ; elle a donc pour but d'orienter

[62] CALVEZ Jean Yves, *Les silences de la doctrine sociale de l'Eglise*, Les Editions de l'Atelier/Ed. Ouvrières, Paris, 1999, p.108-109.
[63] Cf. CHENU Marie Dominique, *La doctrine sociale de l'Eglise comme idéologie*, Paris, Cerf, 1979, p. 7.
[64] ANTONCICH Richardo, MUNARRIZ José Miguel, *La doctrine sociale de l'Eglise*, Paris Cerf, 1992, p. 20

le comportement chrétien. C'est pourquoi elle n'entre pas dans le domaine de l'idéologie, mais dans celui de la théologie, et particulièrement de la théologie morale.»[65]

C. Champ d'action

Quant à la délimitation du champ d'action, le pape Jean Paul II souligne dans *Centesimus annus* :

> « La doctrine sociale a par elle-même la valeur d'un instrument d'évangélisation : en tant que telle, à tout homme, elle annonce Dieu et le mystère du salut dans Jésus Christ, et pour la même raison, elle révèle l'homme à lui-même. Sous cet éclairage, et seulement sous cet éclairage, elle s'occupe du reste : les droits humains de chacun et en particulier du « prolétariat », la famille, l'éducation, les devoirs de l'Etat, l'organisation de la société nationale et internationale, la vie économique, la culture, la guerre et la paix, le respect de la vie depuis le moment de la conception jusqu'à la mort.»[66]

Le document le plus récent du magistère sur la doctrine sociale de l'Eglise, document intitulé *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise* reprend, avec quelques accents propres, la précédente citation de Jean Paul II en ces termes :

> « La doctrine sociale de l'Eglise n'entre pas dans le domaine de l'idéologie, mais dans celui de la théologie et particulièrement de la théologie morale. On ne peut la définir en fonction des paramètres socio-économiques. Ce n'est pas un système idéologique ou pragmatique visant à définir et à composer les rapports économiques, politiques et sociaux, mais une catégorie en soi : elle est la formulation précise des résultats d'une réflexion attentive sur les réalités complexes de l'existence de l'homme dans la société et dans le contexte international, à la lumière de la foi et de la tradition ecclésiale. Son but principal est d'interpréter ces réalités, en examinant leur conformité ou leurs divergences avec les orientations de l'enseignement de l'Evangile sur l'homme et sur sa vocation à la fois terrestre et transcendante, elle a pour but d'orienter le comportement chrétien.»[67]

Concernant son champ d'action, le *compendium de la doctrine sociale de l'Eglise* donne davantage de précisions sur l'enseignement du magistère :

> « La doctrine sociale fait partie intégrante du ministère d'évangélisation de l'Eglise. Tout ce qui concerne la communauté des hommes-situations et problèmes relatifs à la justice, à la libération, au développement, aux relations entre les peuples, à la paix-n'est pas étranger à

[65] JEAN PAUL II, Encyclique *Sollicitudo rei socialis*, 41 : *AAS* 80 (1988) 571. Cette formulation est reprise dans *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, Paris Bayard Cerf Fleurus-Mame, 2005, p. 39-40, publication du Conseil pontifical Justice et Paix.
[66] JEAN PAUL II, Encyclique *Centesimus annus*, 54 (1991).
[67] CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, Paris Bayard Cerf Fleurus-Mame, 2005, p. 39-40 (72)

> l'évangélisation, et celle-ci serait incomplète si elle ne tenait pas compte de l'appel réciproque que se lancent continuellement l'Evangile et la vie…Comment proclamer le commandement nouveau sans promouvoir dans la paix et la justice la véritable, l'authentique croissance de l'homme.»[68]

Il découle de ces définitions que les problèmes, qu'ils soient d'ordre politique, social, familial, culturel, économique ou moral, dès qu'ils ont une incidence sociale ou légale, entrent dans le domaine de la doctrine sociale de l'Eglise.

L'évolution historique de l'enseignement social, les principes qui le sous-tendent montrent bien que le discours de l'Eglise à ce sujet s'est enrichi au cours du temps, à considérer l'encyclique *Rerum novarum* publié en 1891 par le Pape Léon XIII et *Centesimus annus* de Jean Paul II publié en 1991. La première encyclique constitue la première formulation officielle de la pensée de l'Eglise sur les problèmes sociaux, et il y a une grande évolution avec *Centesimus annus* du pape Jean Paul II en 1991. L'objet initial de ce discours chez le pape Léon XIII fut la question sociale, c'est-à-dire l'ensemble des problèmes socioéconomiques apparus en des zones déterminées du monde européen et américain à la suite de la révolution industrielle. Aujourd'hui, les questions sociales ne sont plus limitées à des zones géographiques, elles ont une dimension mondiale bien qu'ayant des colorations particulières.

Néanmoins, nous allons nous attarder au cas particulier d'un pays africain, le Cameroun. Quel est ce pays dans lequel l'enseignement social de l'Eglise est à recevoir ? Nous ferons une brève présentation de ce pays sur les plans sociopolitique, économique, religieuse et culturelle.

[68] *Ibid.* P. 36 (66)

Chapitre 3 :

L'Eglise et le contexte politique au Cameroun de 1955 à 2000

L'Eglise et la politique au Cameroun ont une histoire commune dont nous présentons les grands traits, certains détails devant être révélés dans les temps forts de la vie ecclésiale et politique du Cameroun de 1955 à 2000.

A. Le contexte politique

Nous n'allons pas nous étendre sur l'histoire de ce pays de l'Afrique Centrale que bien des historiens et géographes ont appelé l'Afrique en miniature à cause de sa diversité sur les plans géographique, humain, culturel, climatique, bref, sur les plans physique et humain. Un travail de fond y a été consacré par le Père Engelbert Mveng[69], par les historiens R. Fomenky, M.B Gwanfogbe, et surtout sur le plan religieux par les Pères des Congrégations du Saint Esprit et du Sacré-Cœur de Saint Quentin qui ont évangélisé le pays dès les premières heures (1914) après le départ des Pères pallotins. Aussi nous en faisons un condensé.[70]

A la conférence de Berlin en 1884 en Allemagne (novembre 1884 à février 1885), au moment du partage de l'Afrique, le Cameroun devient colonie allemande. Il le reste jusqu'à la défaite allemande à la guerre de 1914-1918. A partir de ce moment, la Société des Nations place ses anciennes colonies, la Namibie (Afrique de Sud) la Tanzanie (Tangayika), le Rwanda et le Burundi, et entre autres, le Cameroun et le Togo, sous tutelle ou sous mandat français et anglais, situation que ne change pas l'après guerre mondiale et qui demeure telle jusqu'à la décolonisation en 1945, et lors du processus de l'indépendance de 1947 à 1960.

---

[69] MVENG Engelbert, jésuite camerounais et historien, mort assassiné en 1995 au Cameroun, a soutenu en 1963 à Lyon une thèse sur *L'histoire du Cameroun*, thèse publiée à Présence Africaine. Par ailleurs, nous avons puisé largement chez les auteurs R. Fomenky et M.B. Gwanfogbe, dans *l'Histoire du Cameroun*, Edicef/Ceper, Yaoundé, 1989, et sur le site http://fr.wikipedia.org./wiki sur l'histoire du Cameroun.

[70] Nous pouvons relevé parmi les oeuvres de CRIAUD Jean, *Ils ont planté l'Eglise au Cameroun, les pallotins 1890-1915*, publication du centenaire, 1989, 82 p., *Les premiers pas de l'Eglise au Cameroun*, Saint-Paul, Yaoundé, 1989, 179 p., *La geste des spiritains, Histoire de l'Eglise au Cameroun 1911-1990*, Publication du centenaire, Yaoundé 1990, 339 p., et l'œuvre du Père Le Bayon, *Les prêtres du Sacré-Cœur et la naissance de l'Eglise au Cameroun*, Procure des Missions, Paris, 1986, 157 p.

A.1. L'itinéraire politique d'après guerre de 1945 à 2000

La décolonisation est une des conséquences de la seconde guerre mondiale. Par ailleurs, le monde est divisé en deux blocs en 1945 : les pays de l'Est communistes et ceux de l'Ouest capitalistes. Mais cette décolonisation n'a pas été sans lutte d'influence entre le monde communiste et le monde capitaliste, chacun des mondes voulant gagner à sa doctrine l'un ou l'autre pays allant à l'indépendance. C'est ce qu'on a appelé la guerre froide.

Parmi les tendances politiques africaines des années 1945, deux se dégagent fortement : les partisans d'une indépendance totale et sans conditions d'une part, et d'autre part, ceux qui veulent une indépendance donnée de façon progressive. Les pays colonisateurs ne veulent pas perdre tous les acquis du passé, alors que certains pays allant vers l'indépendance veulent rompre avec ce que l'Histoire leur a imposé. Dès lors, le conflit est inévitable tant à l'intérieur des pays qui ont simultanément, comme c'est le cas du Cameroun, connu deux tutorats (Français et Anglais), qu'au niveau des différents pays. C'est au sein de ces conflits que les pays d'Afrique noire prennent leur indépendance entre 1958 et 1962 pour ce qui concerne la partie francophone, et plus tard, entre 1964 et 1977 pour ce qui est de la partie lusophone, le premier pays arrachant son indépendance en 1958 et sans condition étant la Guinée de Sékou Touré. Le Cameroun quant à lui, est indépendant le 1er janvier 1960, non sans une longue guerre de libération de 1947 à 1970 avec l'arrestation et l'exécution du dernier opposant armé Ernest Ouandié.

A.2. La marche vers l'indépendance de 1945 à 1960

En 1944, le processus de l'indépendance est déclenché à Douala, sous l'impulsion de deux Français, Gaston DONAT et Michel SOULIER respectivement instituteur et technicien des Travaux publics, membres de la C.G.T. (Confédération Générale des Travailleurs) française qui créent l'U.S.C.C. (Union des Syndicats Confédérés du Cameroun en 1945), centrale syndicale proche de la C.G.T. Le gouvernement provisoire du 7 août 1944 en France avait décrété la liberté syndicale étendue à tous les Territoires d'Outre Mer. Ce syndicat crée au Cameroun rencontre l'hostilité et la critique de la hiérarchie missionnaire tous européens à l'époque, les touts premiers prêtres camerounais ne datant que de 1935.

En 1945, un Camerounais nommé Ruben Um Nyobé [71] est nommé Secrétaire de l'U.S.C.C., et deux ans plus tard, il en devient le Secrétaire Général. Le 10 avril 1948, sur la base de ce syndicat, un parti politique de masse est créé à Douala et dénommé l'U.P.C. dont Ruben Um Nyobe devient le Secrétaire Général.[72] De tendance ou d'obédience communiste et pour une indépendance immédiate et sans condition, parce que dit-il, le Cameroun n'a jamais été une colonie mais un pays sous toutelle ou sous mandat [73]ce parti refuse de se rallier complètement au R.D.A. (Rassemblement Démocratique Africain) que dirige Houphouet Boigny, et qui ne veut pas à l'heure sortir de l'Union Française, Boigny étant partisan d'une indépendance progressive. .

François Mitterrand, ministre de la France d'Outre Mer avait le souci d'inaugurer une politique de collaboration avec l'Administration coloniale, politique à laquelle n'adhérait pas Ruben Um Nyobe. Ce refus a persisté jusqu'au 17 décembre 1952 où à l'O.N.U., le Cameroun et le Togo sont les premiers pays africains noirs à réclamer leur indépendance.

[71] Ruben Um Nyobé est natif du département de la Sanaga Maritime au Cameroun. Il fait ses études primaires chez les missionnaires Protestants. En 1931, il est reçu au concours de l'Ecole Normale de Foulassi des missions protestantes qui forment des moniteurs d'enseignement privé. En 1932, il est renvoyé de cette école, ses maîtres lui reprochant son indiscipline et son esprit raisonneur. En autodidacte, il réussit son examen de moniteur indigène et trouve un petit emploi dans l'Administration des finances à Douala, en même temps qu'il continue d'étudier. En 1939, il obtient la première partie du Baccalauréat et trouve un emploi de commis de greffe au Tribunal de Yaoundé. En 1944, il s'inscrit au cercle d'études ouverts aux désireux de s'initier au syndicalisme, cercle crées à Douala par Donat et Soulier, deux Français militants de la C.G.T., nouvellement débarqués au Cameroun et agissant à la faveur de la liberté syndicale étendue aux territoires d'Outre Mer en 1944. En compagnie de deux autres compatriotes, Charles Assalé, infirmier du service de santé et Jacques Ngom instituteur, tous adhèrent à la première section C.G.T. crée par Donat en 1945. Après un petit stage d'usage de perfectionnement auprès de la Centrale à Paris, et fort de son ardeur et de sa compétence, il est élu premier Secrétaire de la jeune Centrale indigène au profit duquel il abandonne son emploi de greffier. Le 10 avril 1948, sous les conseils de Donat, il crée l'U.P.C. (Union des Populations du Cameroun) et en devient le Secrétaire Général. Le parti aussitôt donne son adhésion au R.D.A. (Rassemblement Démocratique Africain) que préside Houphouet Boigny, et dont il devient la section camerounaise. Mais contrairement au R.D.A. qui n'inscrit pas encore dans son action politique l'indépendance, l'U.P.C. d'obédience communiste, argumentant que le Cameroun n'a jamais été une colonie, mais un territoire sous mandat, demande l'indépendance du Cameroun qui le célèbre le 1er janvier 1960. Le chemin vers l'indépendance a fait couler beaucoup de sang, et il elle a eu lieu sans Ruben Um Nyobé tué en 1958 dans la Sanaga Maritime alors qu'il était rentré dans la lutte armée pour revendiquer la reconnaissance de son parti interdit en 1955, suite à des émeutes ayant fait des centaines de victimes et attribuées à l'U.P.C., mais aussi pour son obédience communiste.

[72] CHAFFARD Georges, *Les carnets secrets de la décolonisation*, t. II, Paris Calmann-Levy, p. 351.

[73] Après la guerre de 1914-1918, les territoires ayant été sous domination allemande sont confiés aux pays alliés européens par la S.D.N. (Société Des Nations).Chacun des pays européens chargé d'un tel mandat devait présenter chaque année un rapport à la S.D.N. Il devait contribuer au développement des pays sous mandat et les conduire à l'indépendance, c'est-à-dire qu'il ne devait pas les traiter comme des colonies. Ils gouvernaient ces pays au nom de la S.D.N. qui envoyait souvent des équipes d'inspecteurs pour voir comment les choses se passaient et évoluaient. Il fallait s'assurer que la population des territoires ne faisait pas l'objet de mauvais traitements et n'étaient pas écrasés d'impôts ou exploités. Les Inspecteurs devaient aussi faire état de la façon dont les peuples étaient aidés à préparer leur accès à l'indépendance. (Cf. R. FOMENKY, M.B. GWANFOGBE, *Histoire du Cameroun*, EDICEF/CEPER, 1989, p. 75).

Par ailleurs, en 1953, un médecin français et missionnaire catholique nommé Louis Paul Aujoulat [74] se fait élire député des autochtones dans la circonscription de Yaoundé. Il en profite pour fonder au nom de sa foi un parti politique, le B.D.C. (Bloc Démocratique Camerounais). Dans ce parti il accueille des évolués camerounais de tout bord, entre autres André Marie Mbida, qui plus tard sera le tout premier Premier Ministre du Cameroun, et Ahmadou Ahidjo son vice Premier ministre qui, au bout d'un scénario politique qui fait démissionner André Marie Mbida[75] en 1958, sera Premier ministre et aura la primeur d'être le premier Président conduisant le Cameroun à l'indépendance le 1er janvier 1960.

Parmi les partis politiques que compte le Cameroun en 1955 (voir liste en annexe 1 p. 404), deux grands partis de masse aux tendances opposées émergent. L'un, l'U.P.C. (Union des Populations du Cameroun), taxé de communiste et donc athée (eux se réclament nationalistes), l'autre, le B.D.C. (Bloc Démocratique Camerounais), de tendance chrétienne démocrate. C'est dans ce contexte de lutte d'idéologie, lutte ayant entraîné des pertes humaines et matérielles très considérables et qui dure de 1955 à 1960 et au-delà, que le Cameroun accède le 1er janvier 1960 à l'indépendance, les conflits continuant et sévissant sous des formes variées de 1960 à 1970 avec l'arrestation et l'exécution du dernier opposant rebelle Ernest Ouandié. Entre 1970 et 1990, c'est le règne de la peur et de la terreur du parti unique U.N.C. (Union nationale camerounaise) mis en place depuis 1966 par Ahmadou Ahidjo, parti qui disparaît en 1985, pour

[74] Louis Paul AUJOULAT (1910-1973), pied noir de Saïda (Algérie) est médecin, laïc du diocèse de Lille en France, diocèse jumelé avec l'Eglise du Cameroun depuis 1927 avec le concours du Cardinal Emile Liénart. Catholique militant, il est venu en Afrique après ses études à la faculté de Lille, par esprit de missionnaire. Il est le repreneur en 1945 d'un mouvement d'action catholique spécialisé dans l'apostolat outre mer, *Ad lucem* fondé en 1931 par sept étudiants de la faculté catholique de médecine de Lille sous la direction de l'abbé Robert Prévost (voir Duriez Bruno, alii, *Les ONG confessionnelles, Religions et action internationale*, Paris, L'harmattan, 2007, p. 62. Il a créé au Cameroun une fondation missionnaire qui groupe cinq hôpitaux en 1945. Pionnier du catholicisme social, il se fait très vite une réputation et une popularité avec sa fonction de médecin. Fondateur des Associations ou Fondations médicales *Ad Lucem* au Cameroun, il est aussi engagé dans les mouvements d'Action Catholique à Yaoundé. La conjugaison de ces deux éléments lui a sans doute donné des assises chrétiennes et politiques. Aussi, il a réussi à se faire élire député dans la circonscription très catholique de Yaoundé, et Il crée le B.D.C., parti pour une indépendance à long terme et donc adversaire du communisme.

[75] André Marie Mbida est natif de la Province du Sud Cameroun. Ancien séminariste, collaborateur politique du docteur Paul Aujoulat, il devient peu après son adversaire politique et assumera les fonctions de Premier ministre de 1956 à 1958. Au sujet de son conflit avec Paul Aujoulat, Mongo Beti note que l'atmosphère au sein du B.D.C. était devenu irrespirable, qu'André Marie Mbida, ami d'Aujoulat, l'abandonne et se lance dans une entreprise personnelle qui lui porte bonheur puisqu'il bat Paul Aujoulat aux élections de 1956 et devient le premier président du gouvernement camerounais. Et il souligne ensuite que tout le monde souhaitait le départ d'André Marie Mbida. L'Administration française qu'ulcèrent la désinvolture et les brusqueries gratuites d'un protégé de la France, l'Assemblée que l'esprit autoritaire du Premier Ministre et ses éclats facilement injurieux terrorisent, Mbida, ce fier à bras…Finalement, un Haut commissaire, Jean Ramadier, un bulldozer délégué par Paris arrive finalement à Yaoundé pour balayer cet obstacle sur le chemin conduisant Ahmadou Ahidjo, un musulman du Nord Cameroun à son bureau de Premier Ministre. (Lire dans *Main basse sur le Cameroun*, pp.78-80). Georges Chaffard explique aussi le scénario dans un chapitre intitulé « Comment Jean Ramadier a provoqué une crise institutionnelle » en refusant d'entériner un nouveau gouvernement formé par André Marie Mbida. Face à ce refus, Mbida démissionne, espérant provoquer une crise politique, ce qui ne fut pas le cas. Au bout du compte, Ahidjo le fait arrêter en 1959, le garde en prison où il en sort aveugle en 1978, puis décède en 1982.

donner naissance à un autre parti unique, le R.D.P.C. (Rassemblement démocratique du peuple camerounais). Et depuis 1990 avec l'ouverture démocratique ou du pluralisme politique, le pays connaît encore des conflits qui sont d'une autre nature et qui animent encore la vie politique.

Cependant, il est nécessaire de revenir sur les temps forts de cette histoire politique du Cameroun, ce qui serait d'une grande utilité pour apprécier l'évolution du discours social des évêques du Cameroun.

A.3. Le quinquennat de 1955 à 1960

La vie politique du Cameroun jusqu'à ce jour reste marquée par ce quinquennat au cours duquel il y a eu des luttes d'influence des grands partis politiques animées par des ténors de la guerre froide. Même si l'U.P.C. et le B.D.C. émergent comme des grands partis de masse, le Cameroun compte beaucoup de partis politiques à caractère régionale ou ethnique. [76]
Le conflit est grandement ouvert entre les deux partis aux idéologies opposées, l'U.P.C. d'obédience communiste et athée, et le B.D.C. d'obédience démocrate et chrétienne, et il n y a pas de doute sur le camp qui pourrait être celui de l'Eglise.

Entre le 22 et le 30 mai 1955, des émeutes ont lieu à Douala, à Yaoundé, et dans d'autres villes déterminantes de la vie politique et économique camerounaise. Dans tout le pays, des événements aussi sanglants que déterminants vont infléchir pour de longues décennies l'évolution politique du Cameroun vers un processus typiquement révolutionnaire. Kengne Pokam souligne :

> « Une série de troubles sanglants eurent lieu à Douala, Nkongsamba, Meiganga, Loum, Pendja, Dschang, Ngambé etc ; L'U.P.C. avait choisi pour circonstance l'arrivée au Cameroun du ministre de la France d'outre-mer, Piere Henri Téitgen, pour l'inauguration du pont du Wouri. Au cours des affrontements, il y eut plusieurs morts et plusieurs blessés de part et d'autre…Les autorités saisirent l'occasion pour dissoudre l'U.P.C. et ses organes annexes, à savoir la Jeunesse Démocratique Camerounaise (J.D.C.), et l'Union Démocratique des femmes Camerounaises (U.D.F.C.). Cette dissolution fit l'objet de l'arrêté n° 4809 en date du 15 juillet 1955 du Haut Commissaire Roland Pré, pris en application du décret du 13 juillet 1955 par le gouvernement français. Ainsi mise hors la loi, l'U.P.C. s'est retiré dans le maquis pour continuer clandestinement la lutte. »[77]

[76] NGONGO Louis en dresse aussi une liste dans *Histoire des forces religieuses au Cameroun*, Paris, Karthala, 1982, p. 201.
[77] KENGNE POKAM, *Les Eglises chrétiennes face à la montée du nationalisme camerounais*, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 131.

La responsabilité des émeutes qui ont fait des milliers de morts est attribuée à l'U.P.C. qui le 13 juillet 1955, est interdit d'activité politique au Cameroun par Roland PRE, Haut Commissaire français au Cameroun. Des leaders politiques donc Um Nyobe, n'acceptent pas la mesure qu'ils qualifient de coloniale. Certains rentrent dans la clandestinité et la lutte armée, d'autres, tel que Félix Moumié, s'exilent.

Le 23 juin 1956, l'Assemblée nationale à Paris vote La loi cadre de Gaston DEFFERRE, ministre de la France d'Outre-Mer. Cette loi institue dans chaque colonie française en Afrique noire un exécutif indigène, obligatoirement présidé par les gouvernements français, avec un président africain responsable devant l'Assemblée locale à majorité africaine, mais où la population française est largement représentée. C'est dans ce cadre que seront organisées les élections législatives du 23 décembre 1956, et le parti U.P.C. qui n'a pas été dans le coup parce que interdit en juillet 1955, décide d'agir par la lutte armée. En rentrant dans la lutte armée, ce parti publie une déclaration mettant l'accent sur le fait que l'indépendance vers lequel va le Cameroun ne répond pas aux objectifs qu'il poursuit depuis sa naissance. « Que le Cameroun va jouir d'une indépendance nominale ; que loin d'être un instrument de plein épanouissement du peuple, elle est un carcan au moyen duquel les anciens maîtres continueront de tenir les Camerounais prisonniers dans leurs propre pays ; que ce peuple, va continuer à aller nu et à souffrir dans un pays qui regorge de ressources économiques considérables. »[78]

Mais en fait, sur quoi s'articule la doctrine de l'U.P.C. ? Elle met en cause la tutelle française d'une part, et d'autre part, elle revendique la souveraineté nationale. Les déclarations de son Secrétaire général Roben Um Nyobe et l'article premier des statuts de ce parti relèvent que l'U.P.C. a d'abord pour mission de grouper et d'unir les habitants du territoire en vue de permettre l'évolution plus rapide des populations et l'élévation de leur standard de vie. N'est-ce pas une façon de dire que la puissance tutrice n'a pas assuré normalement ses obligations découlant de l'article 76 des accords de tutelle ? Kengne Pokam cite Um Nyobe qui écrivait :

> « En premier lieu, l'U.P.C. demande l'application loyale des principes édictés par le régime international de tutelle. Les autorités administratives s'opposent avec acharnement, quelques puissent être certaines apparences, au changement radical des méthodes d'administration qu'impose le régime international de tutelle. La meilleure preuve de cette attitude est le désir farouche des autorités françaises et britanniques de maintenir coûte que coûte la division arbitraire du Cameroun, alors que nous considérons la réunification du pays comme condition indispensable à l'accession du Cameroun à l'indépendance…Enfin, notre mouvement demande avec une particulière insistance, la suppression de toute mesure d'annexion

[78] MONGO BETI, *Main basse sur le Cameroun*, *op. cit.*, p. 69.

envisagée dans les accords de tutelle et défendue par le docteur Aujoulat en 1946, alors qu'il représentait les colons du Cameroun »[79]

Quant à la revendication de la souveraineté nationale, Kengne pokam cite Um Nyobe qui déclarait au congrès national :

« Le programme de l'U.P.C. comprend deux chapitres : les revendications particulières intéressant toutes les catégories de la population d'une part et la grosse question de notre marche vers l'indépendance d'autre part. Pour l'efficacité de notre lutte, nous avons déclaré que notre mouvement était nettement anticolonialiste et que c'est à cette seule condition que nous nous pouvions accepter de collaborer avec d'autres organisations ou même avec l'administration, dès lors que cette dernière pouvait mener une politique réellement progressiste »[80]

En juillet 1957, conformément à La loi cadre de Gaston Defferre, à l'issue des élections législatives en 1956, une Assemblée législatives camerounaise est instituée, et le 15 mai 1957, André Marie Mbida[81] du B.D.C. est investi comme chef du premier gouvernement, responsabilité qu'il exerce jusqu'à sa démission forcée et son arrestation en février 1958. Ahmadou Ahidjo prend le pouvoir, et c'est sous lui que continue le combat contre la lutte armée en vue de l'indépendance. Dans cette lutte armée l'U.P.C. perd son leader Roben Um Nyobe tué [82] le 11 septembre 1958 en Sanaga Maritime, son département de naissance.

---

[79] Cité par Kengne Pokam, *Les Eglises chrétiennes face à la montée du nationalisme camerounais*, *op. cit*, p. 109.
[80] *In Les Eglises chrétiennes face à la montée du nationalisme camerounais*, *op cit*, p. 109-110.
[81] MBIDA André Marie est natif de la Province du Sud Cameroun. Ancien séminariste, collaborateur politique du Docteur Paul AUJOULAT, il devient peu après son adversaire politique. Mongo Beti note au sujet de leur relation aux pages 18 et 79 que l'atmosphère au sein du B.D.C. était devenue irrespirable au point qu'André Marie Mbida, ami d'Aujoulat, l'abandonne et se lance dans une entreprise politique personnelle qui lui porte bonheur puisqu'il a bat Aujoulat aux élections législatives dans la circonscription catholique de Yaoundé et devient le premier président du gouvernement camerounais. Plus tard, relève-t-il, tout le monde souhaitait le départ d'André Marie Mbida : l'Administration française qu'ulcèrent la désinvolture et les brusqueries gratuites d'un protégé de la France, l'Assemblée qui déplorait l'esprit autoritaire du Premier, et ses éclats injurieux qui terrorisent. Finalement, un Haut Commissaire, Jean Ramadier, un buldozer, venu de Paris, viendra balayer ce fier de lui sur le chemin conduisant Ahmadou Ahidjo, un musulman du Nord Cameroun que Mbida avait nommé comme vice président et ministre de l'intérieur. Georges Chaffard dans *Les carnets secrets de la décolonisation* explique dans un chapitre intitulé « Coup d'Etat de Jean Ramadier, comment ce dernier a amené Mbida à la démission. Ahidjo le fera arrêter, le gardera en prison jusqu'en 1978, et en 1982, il décède.
[82] Les sources sont divergeantes sur sa mort. D'après l'écrivain camerounais Alexandre BIYIDI (écrivain très engagé sous le pseudonyme de EZA BOTO ou MONGO BETI qui ne porte pas en odeur de sainteté le christianisme et la colonisation, ce qui lui a valu l'exil en France de 1958 à 1990 où il rentre au Cameroun et décède à Douala le 7 octobre 2001 à l'âge de 69 ans), Um Nyobe est tombé sous les balles des troupes coloniales françaises, le Cameroun ne disposant pas encore d'une armée et d'une police en tant que tel. (Voir *Main basse sur le Cameroun*, p. 67). Cependant *l'Effort Camerounais* n° 155 du 21 septembre 1958 parlant de la mort de Um Nyobe dans la page 1 de rédaction affirme « C'est une patrouille composée d'un sergent africain et de quatre hommes qui est arrivé au refuge du Secrétaire Général de l'U.P.C.. Six hommes s'y trouvaient, quatre hommes et deux femmes. Sur la sommation qui leur était faite de se rendre, ils ont essayé de prendre fuite. Quatre ont trouvé la mort : Um Nyobe, son second lieutenant, son boy, et une femme. Um Nyobe a reçu plus d'une dizaine de balles dont une à la base du cou, et l'autre à l'œil. Il était aisément reconnaissable par une balafre à la joue et une cicatrice à la tête vieille de six ans… Um Nyobe a été enterré le 15 septembre 1958 à 15 h à la mission protestante d'Eséka, (il était de confession chrétienne protestante), et son lieutenant, Pierre Yemback à la mission catholique (il était de confession chrétienne catholique).

Le 19 octobre 1958, l'hypothèse Um Nyobe étant levée, Xavier Torres,[83] nouveau Haut Commissaire français au Cameroun, annonce à la radio que la France est prête à accorder l'indépendance aux Camerounais, processus qui dès le 14 mars 1959, conduit à la levée par l'ON.U., de la tutelle de la France sur le Cameroun. Le 30 octobre, après le vote de l'Assemblée qui donne plein pouvoir à Ahmadou Ahidjo chargé de préparer la Charte fondamentale et de négocier avec la France pour l'indépendance, des négociations aboutissent avec la signature du traité de coopération entre les deux pays le 26 décembre 1959. Aussi, c'est Ahmadou Ahidjo qui conduit, comme premier Président, le Cameroun à l'indépendance le 1er janvier 1960, non seulement sous les coups de canon libérateur, mais aussi sous ceux de la contestation et de la rébellion de l'U.P.C. entré en lutte armée, et qui s'attaque aux populations et à tout ce qui est soupçonné, à tort ou à raison, de pactiser avec l'étranger. Ahidjo mettra tout en œuvre pour réprimer la rébellion de l'U.P.C., et l'attitude de l'Eglise ne semble pas aisée dans ce contexte de violences généralisées.

Par ailleurs, si c'est Ahidjo qui conduit le Cameroun à l'indépendance, c'est parce que en 1957, André Marie Mbida s'est brouillé avec Louis Paul Aujoulat, ajouté à cela sa désinvolture face à l'Administration française et le mépris qu'il affiche face à l'Assemblée, ce qui a amené Pierre Ramadier le Haut Commissaire à provoquer une crise politique en refusant d'entériner comme le prévoit la législation, un nouveau gouvernement formé par André Marie Mbida.[84] Les enjeux et les tendances de cette crise seront favorables à Ahmadou Ahidjo qui proclame l'indépendance sans proclamer la paix nationale.

A.4. Le contexte politique de 1960 à 2000

L'évolution politique du Cameroun à partir de 1960 peut être divisée en deux phases de longueur à peu près égale. La première qui va de 1960-1982, marquée par la personnalité de M. Ahmadou Ahidjo, l'évolution politique faisant voir le passage de l'Etat fédéral (1961-1972), à l'Etat unitaire (1972-1982). La deuxième quant à elle, est marquée par la personnalité de M.

Notons que Mongo Beti (fils du pays des Beti en langue Ewondo au Cameroun) a écrit en 1954 sous le pseudonyme d'Eza Boto, *Ville cruelle* qui traite de l'exploitation de la paysannerie. En 1956, sous le pseudonyme de Mongo Beti, il publie *Le pauvre Christ de Bomba*, roman satirique critiquant de façon féroce les folies et les brutalités des officiers coloniaux et de l'Eglise catholique. S'en suivent *Mission terminée* en 1957, *Le roi miraculé* en 1958, *Rememnber Ruben* en 1959, et *Main basse sur le Cameroun* en 1972.

[83] Xavier TORRES est Gouverneur de la France d'outre Mer et secrétaire général de l'A.O.F. le 20 février 1958 losqu'il est nommé Haut Commissaire de la République au Cameroun, en remplacement de Jean RAMADIER. Il est né à Paris le 11 septembre 1910, il devient Gouverneur de la France d'Outre-mer en 1953. (Lire dans *l'Effort Camerounais*, n° 126 du 2 mars 1958, p. 4.

[84] CHAFFARD Georges, *Les carnets secrets de la décolonisation*, Calmann-Levy, 1965, t.1, p. 315-326.

Paul Biya de 1982 à 2000, avec l'évolution politique qui fait passer en 1984, de l'Etat unitaire à la République du Cameroun jusque à nos jours, réparti en 10 régions, 58 départements, 306 arrondissements, 54 districts, 339 communes et 200 partis politiques.

A.4.1. La phase de 1960 à 1982

Ahmadou Ahidjo qui conduit le Cameroun à l'indépendance le 1er janvier 1960 est un musulman du Nord Cameroun. Son parcours scolaire et professionnel obéit à la réalité camerounaise, laquelle a voulu que jusqu'à la seconde guerre mondiale, il n'y ait pas d'enseignement secondaire, ni supérieur au Cameroun, excepté des séminaires catholiques pour la formation au sacerdoce, sans perdre de vue aussi que les premières écoles sont missionnaires. L'administration coloniale n'autorisait pas les voyages des Camerounais à l'étranger, surtout en Europe, et le niveau d'études après le certificat d'études, consistait à faire l'Ecole Supérieure qui formait des fonctionnaires subalternes. A la sortie, les meilleurs étaient nommés « Commis d'Administration », et d'autres affectés comme « moniteurs » dans l'enseignement.[85] Aussi, beaucoup de cadres fonctionnaires camerounais ne sont-ils que les anciens séminaristes des séminaires qui seuls à l'époque, formaient à l'enseignement supérieur.[86]

Quand Ahidjo sort de l'école supérieure, il est nommé commis aux P.T.T. (Poste téléphone et télégramme). Membre du parti B.D.C., il sera, après les élections législatives, nommé vice premier ministre parce qu'il est un des rares « lettrés » au sein du groupe des élus du Nord Cameroun dont il préside aux destinées de la délégation. Le désaccord entre Louis Paul Aujoulat et André Marie Mbida et la crise politique provoquée par le Haut Commissaire Jean Ramadier lui ont été favorables pour conduire le Cameroun à l'indépendance, une indépendance dans un contexte de crise à plusieurs ramifications qui n'apporte pas la paix. L'U.P.C. qui a contesté son exclusion de la course et qui conteste l'indépendance sous son fond sévit contre l'intérêt et contre la population un peu partout, principalement dans les régions natives des leaders assassinés ou exilés. Ahidjo s'emploie, avec l'appui de l'armée française, à une répression très sanglante pour stopper la rébellion, tout en essayant de construire le pays.

[85] MONGO BETI, *Main basse sur le Cameroun, op. cit.*, p. 71-72.
[86] Thomas FONDJO dans *Les Ecoles des Missions* présente un petit échantillon des personnalités africaines et camerounaises formées à la mission parmi lesquels des anciens des séminaires. (Voir p.120-122.) Au niveau camerounais, on en compte au sommet de l'Etat, de l'Administration, et de tous les corps.

Après l'assassinat le 15 octobre 1960 de Félix Moumié,[87] successeur de Roben Um Nyobe, Ahidjo fait appel à Jacques Foccart, artisan de la politique africaine du Général de Gaulle. Celui-ci mit à la disposition du gouvernement camerounais le Général Max Briand, ancien d'Indochine où il a commandé le 22ème bataillon et dont la méthode d'opération (bombardement et destruction des villages, regroupement des villageois dans des camps), portera succès dans la lutte armée, et contre l'U.P.C., mal organisé, mal équipé en armement, et plus tard victime de querelles de leadership en son sein.[88]

Au moment où le Cameroun français obtient son indépendance, le Cameroun britannique est encore sous la dépendance de la Grande Bretagne. Le 11 février 1961, la Grande Bretagne lui impose le choix, au cours d'un plébiscite[89] entre l'indépendance dans le cadre de la fédération nigériane ou l'indépendance dans le cadre d'une union avec la République indépendante du Cameroun. Les résultats du plébiscite partagèrent la poire en deux, la partie Nord du Cameroun se rattachant au Nigéria tandis que la partie Sud s'unissait au Cameroun français devenu indépendant. Après le plébiscite, des négociations furent engagées par des hommes politiques des deux rives du Moungo. A la conférence de Foumban du 16 au 21 juillet 1961, les protagonistes optèrent pour une fédération, bien que les deux leaders n'eussent pas les mêmes sens sur ce mot, celui du Cameroun Occidental pensant que Buéa jouerait véritablement le rôle de capital d'un Cameroun Occidental. Le 1er octobre 1961, ce fut la naissance de la République Fédérale du Cameroun.[90]

La stratégie d'Ahidjo devenu Président consiste à amener les leaders politiques du Cameroun Occidental à entrer dans ses vues. Il obtint une première victoire le 1er septembre 1966 lorsque tous les partis du Cameroun Occidental et certains du Cameroun Oriental acceptèrent de fusionner pour former l'unique parti, l'UN.C. (Union Nationale Camerounaise),

---

[87] Félix Moumié est mort empoisonné à Genève en Suisse par un agent français de la SDECE se faisant passer pour un journaliste, William Bechtel, de qui il eut la naïveté d'accepter une invitation dans un restaurant. Bechtel sera arrêté plus tard, mais en 1980, il est acquitté à la suite des pressions. Le rôle de Jacques Foccart dans les assassinats des leaders de l'U.P.C. apparaît chez Pierre Péan, *L'homme de l'ombre*, p.286-287, François Xavier Verschave, *La Francafrique-Le plus long scandale de la République*, p.104. Mongo Beti, *Le Cameroun du temps d'Ahidjo*, Les temps modernes, novembre 1972, n° 316 extrait de *Main basse sur le Cameroun*.

[88] MONGO BETI, *Main basse sur le Cameroun*, *op. cit.*, p. 85-87.

[89] Les historiens camerounais utilisent les uns, le mot plébiscite, d'autres, celui de *référendum* pour qualifier la volontaire populaire lors du vote de février 1961, mais il semble avoir une démarcation, fût-elle légère dans les deux voies de consultation populaire. Une République fonctionne selon le principe du gouvernement représentatif, et la fonction première de l'élection est de permettre aux citoyens de choisir leurs représentants et leurs gouvernants qui votent en leur nom des lois au Parlement. L'élection est donc une délégation de souveraineté du peuple qui l'exerce, soit par l'intermédiaire du Président de la République et des membres du parlement, soit par *référendum* surtout lorsqu'un débat extrêmement important divise les citoyens. Le *référendum* est donc le recours au suffrage universel direct de la souveraineté populaire sur une question ou un texte. Le plébiscite est aussi cette volonté populaire exprimée, mais dont la réponse tient plus compte de la personnalité de l'auteur qui pose la question, et non sur la question posée comme c'est le cas dans le *référendum*.

[90] Voir dans *Histoire du Cameroun* de FOMENKY, R., GWANFOGBE, M.B. *op. cit.* p. 100-101.

cadre dans lequel seront élaborées les réflexions et les démarches devant aboutir, le 20 mai 1972, à la création de l'Etat unitaire.

Mais au-delà de cette évolution, l'Etat Fédéral restait confronté à la contestation de la légitimité du pouvoir que détenait Ahidjo depuis l'indépendance, notamment par l'U.P.C. qui estimait que l'indépendance octroyée par les Français n'était qu'un simulacre et que Ahidjo n'était qu'un valet de la colonisation. Ahidjo mettra tout en œuvre pour bâillonner, non seulement l'opposition intérieure à travers l'ordonnance de mars 1962 instituant l'Etat d'exception, mais aussi pour tuer tous les leaders de l'U.P.C. en exil l'un après l'autre. Le 10 mars 1966, l'upéciste Ossendé Afana est tué, le 15 janvier 1971, Ernest Ouandié, le dernier leader est exécuté à la place publique après son arrestation en 1970, et suite à un procès qui mit aussi en cause un évêque catholique, l'évêque de Nkongsamba accusé de complicité avec la rébellion mais dont les vraies raisons de l'accusation semblèrent être ses prises de position et ses engagements sur les questions sociales tel que nous le verrons dans les chapitres postérieurs. L'évêque est arrêté, jugé, condamné à mort, puis envoyé en exil au Canada où il décède en mai 1992. Les exactions du pouvoir furent mises aussi au grand jour par la mort asphyxiée dans un wagon fermé, des prétendants opposants transportés de Douala à Yaoundé en 1962. Mongo Beti souligne à ce sujet :

> « En gare de Douala, un groupe de 50 détenus, hommes, femmes est embarqué tôt le matin dans wagon métallique dont la porte est verrouillée. Quand le train arrive à Yaoundé au début de la soirée, l'asphyxie a fait son œuvre : le gendarme qui ouvre le wagon découvre vingt cinq cadavres »[91]

En 1982, le Président décida de démissionner de ses fonctions alors qu'on s'y attendait le moins, pour céder son fauteuil à son successeur constitutionnel Paul Biya. Durant l'exercice de son pouvoir, Ahidjo a eu une politique économique qui lui a permis, en plus de la bonne gestion, de laisser en quittant le pouvoir, une économie un peu plus prospère. Et cette politique est clairement exprimée dans la conclusion d'un discours tenu dans le département du Nyong et Sanaga en février 1964. Après avoir démontré, dans ce discours, les limites du communisme absolu, du socialisme absolu et du nationalisme, il dégage deux grands pôles en 1964 en ces termes :

> « La ligne générale comprend deux grands pôles qui, il y a quelques années encore, paraissait inconciliable aux économistes : libéralisme et planification…Le libéralisme repose sur la libre entreprise, il appartient à chaque citoyen ou mieux à chaque groupe

[91] MONGO BETI, *Main Basse sur le Cameroun*, *op cit*. p.70. (Voir aussi dans *l'Effort Camerounais* n° 327 du 18 février 1962), numéro ayant connu une saisie administrative, suivi de l'expulsion de du Père Pierre Feltin, fondateur de *l'Effort Camerounais*, auteur de l'article sur *le train de morts*. (Voir *L'Effort Camerounais* n° 328 du 25 février 1962).

> de citoyens de fonder par lui-même le type d'entreprise qui paraît le mieux correspondre à la fois au maximum de profit individuel et au développement le plus rapide du pays. C'est l'importance de l'initiative privée qui est ansi soulignée pour permettre au citoyen de s'exprimer dans leur aspiration économique et d'arriver par leur travail propre à améliorer leur niveau de vie. Mais on sait que ce système qui a permis à la majeure partie de l'Europe et aux U.S.A. de se développer n'a pas que des avantages et qu'en particulier, il est rare que l'intérêt de chacun coïncide avec le bien commun du pays tout entier. Trop souvent, ceux qui veulent arriver cherchent en même temps que leur intérêt personnel à écraser ceux qui sont obstacles sur leurs routes vers la conquête du profit maximum. Trop souvent, les branches immédiatement rentables se développent rapidement lorsque celles qui constituent la véritable richesse du pays et la base de la production sont systématiquement délaissées…Cette voie d'un libéralisme corrigé par des formules adaptées de planification est la meilleure voie ».[92]

Il en ressort que le développement économique et social doit être menée d'une manière harmonisée entre les groupes, les tribus, les régions, et pour le bien de tous. Mais est-ce que cette liberté de choix d'option économique appelle une autonomie sur le plan économique ? Un an plus tard, une question se pose dans *l'Effort Camerounais* du mois de mars : « Où va l'économie du Cameroun ? »

Après avoir fait une analyse des produits d'exportations qui ne rapportent pas suffisamment (café, banane, tabac) ; après une analyse du secteur industriel qui représente 31% du revenu national du grand commerce et du transport avec le grand axe à construire reliant le Nord au Sud ; après une analyse des questions sociales sur la santé publique et la scolarisation, la réponse est amorcée en novembre dans l'intervention de M. M.P. Hugon, Chargé de cours à la Faculté de droit et sciences économiques à l'université de Yaoundé. Ce dernier, parmi trois autres orateurs devant l'Assemblée Nationale, relève que l'économie du Cameroun dépend de l'extérieur : les exportations constituent le quart de la production, le paysan tire ainsi 80% de ses revenus de la vente des produits d'exportation, l'industrie est aussi dépendant de l'extérieur. Il souligne encore et avec insistance que l'industrie camerounaise est souvent conçue en fonction du marché non camerounais, et que les capitaux camerounais dépendent de l'extérieur. L'économie n'étant pas homogène avec un secteur moderne et un secteur traditionnel qui crée des disparités entre les régions, celles-ci sont ainsi inégalement développées, avec un taux de croissance de 2,4% au Sud Cameroun, contre 1,5% au Nord Cameroun.[93]

[92] *L'Effort Camerounais*, n° 425 du 2 au 8 février 1964, p. 10.
[93] *L'Effort Camerounais* n° 482 du 21 au 27 mars 1965, n° 514 du 14 au 20 novembre 1965.

La deuxième République connaît aussi une évolution sous Paul Biya en deux phases. La première qui va de 1982 à 1990 consacrée à la gestion et la maîtrise de la transition, et la seconde de 1990 consacrée à la renaissance des libertés politiques.

A.4.2. La deuxième République

A.4.2.1. La première phase de 1982 à 1990

La démission d'Ahidjo et l'accession de Paul Biya semblaient indiquer des lendemains meilleurs et harmonieux au Cameroun. Meilleur, parce que le changement en soi semblait renouveler un peuple qui pendant vingt cinq ans, n'a connu que le même président, dans toutes les situations qu'elles soient heureuses ou éprouvantes, surtout éprouvantes pour ceux qui ont connu et ont vécu les atrocités de la guerre de libération de 1955 à 1960, et des troubles d'après indépendance de 1960 à 1970. Des lendemains harmonieux parce que Paul Biya dans son discours d'investiture en 1982, se prononce pour le renouveau, la rigueur et la moralisation dans la continuité et la fidélité à son prédécesseur. Mais très vite, des fissures apparaissent dans ce bel édifice et ce beau montage politique. Car tout en se prononçant pour la continuité, Paul Biya place son régime sous des slogans de la rigueur et de la moralisation,[94] mots encore inconnus dans le langage politique camerounais et qui quelques années plus tard, tel que nous le verrons au cours des années 1986 à 1990, n'auront été que des slogans creux et vides, le contexte social et économique dénonçant l'inadéquation entre les discours et les réalités.

Ahidjo qui a gardé la direction du parti U.N.C. au moment de sa démission tire des conséquences sur des inquiétudes qui se font jour auprès de ses anciens collaborateurs, Paul Biya voulant asseoir son autorité et sa sécurité en s'entourant des hommes dont il veut s'assurer la fidélité, son entourage jusqu'à là étant celui que lui a légué son prédécesseur. La bombe est lancée lorsque le 31 janvier 1983, son prédécesseur annonce la prééminence du parti sur l'Etat, tout en s'employant à le démontrer par des entorses sur le plan protocolaire où il veut incarner la plus haute autorité de la République, ce que ne semble pas accpeter Biya et ses partisans. La fissure devenant cassure de plus en plus, Paul Biya procède à des remaniements ministériels dans lesquels il s'entoure des siens, éloignant ceux choisis par son prédécesseur. Ce bicéphalisme au sommet de l'Etat donne lieu dès lors à des crises, des tentatives d'assassinat, des démissions, et atteint son paroxysme dans un coup d'Etat manqué contre Biya le 6 avril

[94] Rigueur et moralisation étaient les expressions identifiant la politique générale du nouveau président qui soulevait beaucoup d'enthousiasme tout d'abord par le fait du changement et non pour les qualités politiques personnelles dont il n'avait jamais fait preuve comme tel. Jusque là, il n'avait jamais connu l'épreuve des urnes pour être président de la République, et ce sont les règles institutionnelles qui vont le projeter à la Magistrature suprême de la Nation.

1984.[95] L'échec de ce coup d'Etat qui a fait couler beaucoup de sang libère Paul Biya de l'emprise de son prédécesseur et il prend des options politiques marquant la fin du bicéphalisme et la maîtrise du pouvoir. Il décide dans cette logique, sans transition, de passer de la République Unie du Cameroun, à la République du Cameroun, de sept provinces à dix provinces ou régions administratives (voir carte en annex 3), et d'organiser en mars 1985 à Bamenda un congrès au cours duquel l'U.NC., fondé par Ahidjo va disparaître pour donner naissance à un nouveau parti dont il est fondateur, le R.D.P.C. (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais). C'est dans le cadre de ce parti qu'il sera élu président du Cameroun en avril en 1988.[96]

Entre 1982 et 1990 alors que l'évolution politique, agitée au départ, semble se stabiliser, des questions sociales, économiques et scolaires émergent et se posent avec acuité. Un témoin privilégié de l'économie camerounaise nous avoue en 1986 :

> « J'avoue que depuis que je suis en service au ministère des Finances dans ce pays, je n'ai jamais vu de tels gaspillages : le train de vie trop élevé de l'Etat et de son personnel, les détournements, ajouté au fait que toutes les petites secrétaires dans les ministères et les sociétés d'Etat roulent dans des gros cylindrés que je n'avais jamais vu à Yaoundé depuis que j'y ai fait le lycée, l'université, et même depuis que je travaille au ministère. C'est à partir de 1985 que les désastres sont *gravissime*s. Et pourtant, même leurs salaires au bout de dix ans, sans dépense aucune en loyer, en alimentation, en soin, et autres nécessités, ne pourraient en aucune façon leur permettre d'en arriver là. »[97]

Les conséquences d'une telle situation étaient inévitables. A partir de 1987, se déclanche la crise économique au Cameroun. Dès 1988, l'Etat a du mal à honorer ses

[95] Les avis sont partagés quand au fait que c'est Ahidjo qui a formenté le coup d'Etat manqué d'avril 1984. L'avis le plus respectable reste celui du commissaire de police principal, M. Ela Pierre, ex patron de la police juduciaire du littoral, et ancien responsable des renseignements généraux de la sureté nationale, et auteur de « Dossiers noirs sur le Cameroun ». Au forum Update sur les élections présidentielles au Cameroun en 2011, Xavier Luc Datchoua laisse lire l'interview accordée à Pierre Ela intitulée : « Les confidences d'un ancien agent des services secrets » postée le 2 décembre 2009 et publiée au site Camerounlink.net. Ela Pierre affirme en page 2 : « On ne se lève pas un matin pour faire un coup d'Etat, même si on a été Président de la République, même si on est resté président national du parti au pouvoir. Ma longue expérience dans les services secrets où j'ai âprement été aux prises avec les services secrets français (DGSE) et américain (CIA) me fait dire que le président Ahidjo, même s'il le voulait, ne pouvait pas organiser un coup d'Etat…Il y a plusieurs arguments pour soutenir ma thèse : en premier lieu, l'élément moral et psychologique : la population, dans sa majorité, soutenait le nouveau chef de l'Etat… En second lieu, l'élément matériel : Ahidjo ne contrôlait pas les services secrets pour espérer bénéficier, en peu de temps (période allant de mai à août 1983) d'une couverture matérielle efficiente. Il ne s'aurait y avoir d'improvisation dans ce domaine. En troisème lieu, la nouvelle donne stratègique, à savoir, l'ascension du président Mitterand au pouvoir en 1981 était défavorable à Ahidjo… En définitive, le complôt de 1983 ne pouvait provenir que de la part de ceux qui avaient une emprise sur les services secrets qui font et défont les gouvernements. »

[96] Lire dans *Histoire du Cameroun* de R. Fomenky et M.B. Gwamfogbe, *op. cit.*, p. 102-106.

[97] Ce témoin est bel et bien M. Robert NGONGANG qui, en 1986, est Directeur des Prévisions au Ministère des finances. Sa rigueur pour freiner l'hémorragie budgétaire dans les prévisions économiques lui a valu son remplacement à ce poste, et il est resté sans un jusqu'à sa mise en retraite 2000.

engagements vis-à-vis des fonctionnaires et autre agents de l'Etat. La crise se généralise à partir de 1990 sur tous les secteurs d'activité et d'économie nationale. L'école, et particulièrement l'Ecole Privée catholique reconnue d'utilité publique par le décret présidentiel n° 80/416 du 8 octobre 1980 dans le cadre de la réorganisation de l'enseignement privé en prend le coup. Les subventions que l'Etat versait à l'enseignement privé sont supprimées. Désormais, elles ne sont plus un dû, mais une éventualité ; elles deviennent aléatoires par la loi n° 87/022/ du 17 décembre 1987 fixant les règles relatives aux activités scolaires et de formation privée au Cameroun.

C'est dans ce contexte de crise économique sentant le gaspillage, le népotisme et les détournements, et surtout au courant du vent de démocratie qu'a entraîné en 1989 la chute du mur de Berlin que naissent les libertés politiques et les associations, avec le multipartisme dont l'accouchement n'est pas sans douleur à cause du sang qui a coulé entre 1990 et 1995..

A.4.2.2. Le processus démocratique de 1990 à 2000

L'année 1990 marque le début du processus démocratique camerounais, avec la création d'une coordination nationale pour la démocratie et le multipartisme qui vaut à Me Yondo Black, ancien bâtonnier, et à plusieurs personnes, d'être arrêtés pour sédition, subversion, et affront au chef de l'Etat en février 1990. Leur procès devant le tribunal militaire de Yaoundé en mars donne lieu à une première mobilisation générale du barreau camerounais qui soutient les accusés et leur revendication. Malgré le refus du multipartisme, John Fru N'di, un Camerounais de la partie anglophone lance en mai 1990 à Bamenda, un parti politique nommé le Social Democraty Front (S.D.F.), lors d'une marche dont la répression cause la mort de six personnes. Le 4 juillet, le président Paul Biya accepte d'abandonner le monopole politique, et une commission de révision de la législation sur les libertés publiques est créée par décret le 21 juillet. Dès le mois de décembre 1990, l'Assemblée nationale adopte une série de lois sur la liberté d'association et la création de partis politiques. Ces mesures de libération n'empêchent pas le pouvoir de procéder aux arrestations d'opposants, ce qui mobilise les populations qui à travers les « villes mortes », et la désobéissance civile, paralysent l'économie du pays pendant près de six mois. Pour tenter de résoudre la crise politique, le président Biya rétablit le poste de premier ministre suspendu en 1984, annonce des élections et une réforme constitutionnelle. Devant l'ampleur des mobilisations générales, des « Commandements

opérationnels »[98] sont créés en mai 1991. En octobre, le premier ministre, à la place de la conférence nationale souveraine que réclame l'opposition avant un nouveau départ politique, convoque une rencontre tripartite gouvernement-opposition-société civile le 1er mars 1992, une montagne qui accouche d'une souris, puisque rien n'en sort.

De 1990 à 1997, des réformes politiques et institutionnelles ont lieu, et par deux fois encore, en octobre 1992 et en octobre 1997, Paul Biya remporte les élections présidentielles dont les résultats sont contestés par les opposants, élection qu'il gagnera encore en 2004. Cependant, les réalités camerounaises ne sont pas que politiques, elles sont aussi et surtout religieuses, la religion ayant joué une part très importe dans la formation de la personnalité des citoyens et surtout des élites des pays africains allant à l'indépendance.[99] N'est-ce pas elle qui le premier format à l'enseignement supérieur, et mit sur pied les œuvres sociales et caritatives comme les dispensaires, les hôpitaux, les orphelinats, les moyens de communications comme la presse ou autres organes d'expression (voir liste en annexe 14) en 1962), le premier organe d'expression officiel *Cameroon Tribune* ne datant que de 1970 ? Aussi, il est impératif de comprendre le contexte religieux camerounais de 1955 à 2000, non sans un bref historique de l'Eglise au Cameroun.

B. Le contexte ecclésial

B.1. L'implantation de l'Eglise au Cameroun

L'histoire de l'évangélisation du Cameroun commence avec les missionnaires protestants de la Mission de Londres. Jaap Van Slageren en parle en ces termes :

> « La première mission chrétienne au Cameroun, la Société des Missions Baptistes de Londres, commença son travail en 1845. Son origine était toute particulière. La Société Baptiste avait travaillé depuis 1814 en Jamaïque. C'est dans ce milieu d'anciens esclaves devenus chrétiens que naquit l'idée d'évangéliser l'Afrique. En collaboration avec la Société-mère de Londres, des Jamaïquains s'embarquèrent pour Fernando-Poo, l'île où les Anglais

[98] Entre 1991 et 1996, il est mis sur pied, suite à la grande criminalité et aux grands banditismes sévissant au Cameroun, une structure de sécurité sous la responsabilité de l'Armée dirigée par un officier supérieur de ce corps. Leur expédition punitive des bandits ou des supposés, allait jusqu'à la peine de mort, ceci au mépris du droit des concernés à se défendre devant des juridictions compétentes. Aussi, la hiérarchie catholique par la voix des évêques et de Christian Cardinal Tumi, a interpellé les autorités politiques et étatiques camerounaises sur les dérives de cette structure. A l'occasion, Mgr Christian Tumi a adressé aussi une lettre aux « bandits » dans laquelle il les invitait à plus de sens de respect de leur dignité et de celle des autres, et surtout à apporter leur contribution dans la lutte contre la crise économique au lieu de l'aggraver par le vol et les tueries.

[99] Père FONDJO Thomas dans *Les Ecoles des Missions* dresse une liste de ces personnalités politiques de première heure de l'Afrique formés dans les écoles des missions catholiques. A la page 120, il dresse la liste au niveau africain pour ce qui est des chefs d'Etat, et aux pages 121 et 122 pour ce qui relève des grandes figures politiques, juridiques et culturelles du Cameroun.

> surveillaient les trafiquants d'esclaves. Ils arrivèrent en plusieurs équipes entre 1841 et 1844. Parmi eux se trouvaient les pasteurs Merrick et Fuller, des Noirs, et les missionnaires anglais, Dr Prince et Alfred Saker. Après des visites préparatoires au Cameroun, Merrick fonda en 1843 la station de Bimbia et Saker s'installa à Douala le 10 juin 1845 »[100]

Par contre c'est le 18 mars 1890 que Rome crée la Préfecture apostolique du Cameroun confiée aux Pères Pallotins d'Allemagne. Jusque là, le Cameroun dépendait du vicariat apostolique du Gabon crée en 1863. Le 20 juillet 1890, le Père Henri Vieters est nommé premier Préfet apostolique. Il débarque à Douala le 25 octobre 1890 accompagné de sept autres missionnaires, et s'installe à Mariemberg près d'Edéa où en 1892 il obtient l'autorisation du gouvernement allemand pour la création des maisons de formation et l'installation de la Congrégation. Jusqu'en 1913, il crée 15 missions principales dans tous les coins du Cameroun. Plus tard, les missionnaires seront soutenus par les Sœurs pallotines arrivées deux ans après. Au début de la guerre de 1914, on compte au Cameroun 34 prêtres missionnaires européens, 36 frères et 29 religieuses. Le bilan de leurs œuvre pastorale en 25 ans ressort qu'ils ont baptisé 54 458 néophytes, formé 24545 catéchumènes, 314 enseignants, et ont scolarisé 29 259 enfants.[101]

Au lendemain de la guerre, la défaite allemande fit expulser les missionnaires allemands. Parce que le Traité de Versailles partage le Cameroun en deux territoires placés sous mandat français et anglais, la relève évangélique est assurée par les missionnaires issus des tutorats concernés, ce qui n'a pas favorisé la nette démarcation plus tard, entre évangélisation et colonisation. Même si on ne peut pas affirmer avec fermeté que colonisation et mission vont de pair dans le sens de la complicité, on ne peut ne pas se poser des questions compte tenu, non seulement de leur arrivée concomitante, mais aussi parce que colonisation et civilisation, parce ce que mission et civilisation vont ensemble dans la pensée missionnaire du pape Léon XIII qui en 1890 écrivait :

> « Mais, outre le souci de protéger la liberté, un autre souci plus grave touche de plus en plus près à Notre ministère apostolique, qui Nous ordonne de veiller à ce que la doctrine évangélique soit propagée dans les régions de l'Afrique, où elle illuminera des clartés de la vérité divine, pour qu'ils deviennent avec Nous participants du royaume de Dieu, les habitants de cette terre assis dans les ténèbres, entourés qu'ils sont d'épaisses superstitions. A ce soin, Nous Nous donnons avec d'autant plus d'énergies qu'ayant une fois reçue cette lumière, ils secoueront aussi loin le joug de la servitude humaine. En effet, partout où les mœurs et les lois chrétiennes sont en vigueur, partout où la religion a enseigné aux hommes à

[100] SLAGEREN Jaap Van, *Histoire de l'Eglise en Afrique*, Yaoundé, Clé, 1969, p. 57
[101] MVENG Engelbert, et *alii*, *l'Eglise catholique au Cameroun, Album du centenaire 1890-199*0, Presso Grafiche Dehoniane, p. 131.

> observer la justice et à honorer la dignité humaine, partout où s'est largement l'esprit de la charité fraternelle que Jésus Christ nous a enseigné, il ne peut plus subsister ni servitude, ni cruauté, ni barbarie, et tout au contraire, on voit fleurir l'aménité des mœurs et la liberté chrétienne ornée des œuvres de civilisations. »[102]

Les motifs du *postulatum* missionnaire de *Daniele Comboni* (1831-1881), prêtre des missions africaines, vicaire apostolique pour l'Afrique Centrale en juillet 1877 n'ont-ils pas précédé cette appréhension de Léon XIII et qui disaient :

> « La plus ancienne, la plus lamentable malédiction qui jamais ait été lancée sur un peuple, pèse encore sur les infortunés descendants de Cham : dévorés par d'intolérables chaleurs, les contrées centrales de l'Afrique éprouvent les déplorables effets de cette malédiction. Pour arracher ces peuples à leurs cruelles destinées, la Sainte Eglise a fait tout ce qui était de son pouvoir, et malgré ses persévérants efforts, la Négrité gémit encore sous l'horrible joug du démon malédiction. »[103]

N'est-ce pas dans cette même perspective que se situe le pape Benoît XV dans l'encyclique *Maximum illud* lorsqu'il parle des missions ? Après un bref bref historique du début de l'évangélisation jusqu'au début de son pontificat (1914-1922), le traitant de la tâche qui reste à accomplir relève :

> « Et maintenant, n'est-t-il pas permis de ressentir une douloureuse surprise à considérer que tant d'efforts, tant de zèle dépensé, tant de courage déployé n'empêchent point qu'il reste encore des foules innombrables à vivre dans les ténèbres et à l'ombre de la mort ? D'après les statistiques, il y aurait un milliard d'infidèles. »[104]

Si l'Evangile a une mission civilisatrice, n'y a-t-il pas d'autres lieux, d'autres attitudes, ou d'autres situations qui ont crée le flou et ont fait penser à plus que cette mission ?

Après la défaite allemande à la première guerre, ses missionnaires sont contraints de partir, laissant place aux missionnaires des pays alliés qui l'ont vaincu. Ainsi, c'est la Province française des prêtres du Sacré Cœur de Saint Quentin et la Congrégation des Pères du Saint Esprit qui prennent la relève de l'évangélisation du Cameroun dans la partie francophone dès 1920 et 1922, tandis qu'en 1922, sous la demande de la Grande Bretagne, pour ce qui est de la partie anglophone, et en accord avec Rome, des missionnaires anglais du Mill Hill prennent la relève.[105]

---

[102] Lettre apostolique de Léon XIII *Sur l'œuvre antiesclavagiste* le 20 novembre 1890 *in Léon XIII et la mission, bilan missionnaire, fin XIXe siècle*, cours de Travail Dirigé en Histoire contemporaine à l'I.C.P. (Institut Catholique de Paris, 2002) par Paul COULON.

[103] Cité par Maurice Mauzaise dans « *Un apôtre de l'Afrique au XIXè siècle, Présence missionnaire de Daniele Comboni dans la France du second Empire* », Bologne, E.M.MI., (studi Comboni) p. 193-198.

[104] MARMY Emile, *Les grandes encycliques missionnaires de Benoît XV à Jean XXIII*, Fribourg / Paris, Saint-Paul, 1964, p. 3.

[105] Voir dans CENC, L'Eglise *du Cameroun, 100 ans d'évangélisation, Album du centenaire 1890-1990*, dir. Engelbert Mveng, Grafiche Dehoniane, 1990, p.125-174.

Par ailleurs, le missionnaire est aussi l'homme de son pays ou de sa patrie envers qui il a des devoirs. C'est ainsi que beaucoup d'entre eux ont été mobilisés lors des deux guerres mondiales. Goustan Le Bayon relève à ce sujet parlant du ralenti de l'évangélisation chez les prêtres du Sacré Coeur :

> « L'élan donné depuis 1930 est brutalement freiné par la déclaration de la guerre du 3 septembre 1939…Les religieux français non réformés sont immédiatement mobilisés, y compris l'évêque, à Douala, Yaoundé…restent sous les drapeaux 8 Pères et 4 frères…A la demande du Colonel Leclerc qui prépare une colonne pour traverser le Sahara en direction de tripoli, Mgr Bouque doit laisser partir le Père Bronner, puis le Père J.B. Bernard, le Père Leroy et le Frère Bertrand »[106].

Engelbert Mveng ne va-t-il pas dans le même sens lorsqu'il affirme :

> « On ne peut pas oublier que colonisation et évangélisation, chez nous, vont toujours ensemble, même dans les moments de crise qui les opposent parfois. L'histoire de l'évangélisation de notre pays est incompréhensible sans le double contexte colonial allemand d'abord, puis franco britannique. »[107]

Et Paul Ngongo d'ajouter :

> « Les circonstances de l'arrivée des Français au Cameroun ne peuvent que renforcer la thèse de la collaboration des Eglises avec le pouvoir colonial. C'est en effet pour une raison « d'utilité publique » que le Général Aymérich consent à démobiliser sept prêtres français pour continuer l'œuvre abandonnée précipitamment par les prêtres allemands. Tout comme le Père Mésange, le Pasteur Allegret, premier responsable des Protestants français, est un aumônier militaire. Dans son rapport du 20 mars 1919, il note que l'orientation de la politique ecclésiastique est en plein accord avec celle de « la politique générale ». Cette politique consiste à faire participer selon les habitudes protestantes, les indigènes à l'administration de leur communauté tout en maintenant fermement la direction d'ensemble. En effet, explique le Pasteur Allegret, « les missions » peuvent aider à prévenir les risques et les écarts de ce besoin d'indépendance qui travaille déjà les Africains en les habituant à prendre une part de responsabilité dans la direction de leur Eglise. »[108]

Dans ce contexte, est-il aisé de dissocier mission et colonisation, d'entendre ou de faire entendre l'écho profond de la Bonne Nouvelle de Jésus Christ ?

A la décolonisation, Pie XII, animé par le souci chrétien des pays allant à l'indépendance procède et cherche à éviter que l'Eglise soit perçue comme un moyen de

---

[106] Le BAYON Goustan, *Les prêtres du Sacré Cœur et la naissance de l'Eglise au Cameroun*, Paris, Procure des Missions, 1986, p. 95-96.
[107] CENC, *L'Eglise Catholique au Cameroun, 100 ans d'évangélisation, Album du centenaire 1890-1990*, *op. cit*. p. 20.
[108] NGONGO Louis, *Histoire des forces religieuses au Cameroun*, *op. cit*, p. 26.

colonisation. Comment peut-t-elle se maintenir là où elle est apparue en même temps que la colonisation alors que ces pays aspirent de gré ou de force à l'indépendance ?

Pour démarquer mission et colonisation, pour mettre l'accent sur l'universalité de l'Eglise et pour encourager la prise en compte des revendications propres aux populations autochtones, Pie XII nomme et ordonne des évêques non européens le 2 juin 1951. En 1939, il a déjà nommé le premier évêque noir, Mgr Kiwanuka de Tanzanie, nomination précédée par celle du premier évêque asiatique des temps modernes en 1923.[109] S'en suivront au Cameroun celles de Paul Etoga et de Thomas Mongo respectivement en 1955 et 1956. Enfin, il publie l'encyclique *Fidei donum* le 21 avril 1957 dans laquelle il invite les évêques du monde entier à la solidarité envers les jeunes Eglises en leur envoyant des prêtres. L'appel est lancé particulièrement en faveur de l'Afrique, avec la particularité que la mission n'est plus une affaire des congrégations, mais relève surtout de la responsabilité des évêques. Dans toutes ces démarches, une peur l'anime : celle que les pays allant à l'indépendance ne se jettent dans un nationalisme aveugle et dans le marxisme qui se développe dans certains mouvements d'indépendance en Afrique comme c'est le cas de l'U.P.C. au Cameroun.[110]

Du côté camerounais l'évangélisation est l'eouvre en partie en 1920 des missionnaires français du Sacré Cœur de saint Quentin dont la Province allemande a assuré les débuts de 1912 à 1914, l'autre partie, le vicariat de Yaoundé, étant confiée en 1922 aux missionnaires des Pères du Saint Esprit déjà présents depuis 1916. La situation va ainsi évoluer jusqu'en 1946 où l'évangélisation de la partie Nord du Cameroun est assurée par la Congrégation des Oblats de Marie Immaculée. Plus tard encore arriveront d'autres congrégations telles que les Jésuites, les Dominicains, Les Cisterciens, Les Bénédictins, et bien d'autres d'obédience féminine, ce qui porte à nos jours au Cameroun le nombre de congrégation religieuse à cent dont soixante quinze d'obédience féminine et vingt cinq d'obédience masculine. On constate que l'effectif missionnaire est encore plus important qu'au début de l'évangélisation du Cameroun, ce que semble dénoncer Mgr Thomas Nkuissi comme étant un étouffement et une stérélisation spirituelle.[111]

---

[109] Voir Cours d'Histoire contemporaine de M. Jacques Olivier BOUDON à l'Institut Catholique de Paris, année scolaire 2001 : *L'Eglise dans le monde contemporain, de Vatican I à Vatican II*, « L'Eglise à l'heure de la décolonisation ».

[110] Voir Lettre des vicaires apostoliques du Cameroun sur *Les activités anti chrétiennes* dans laquelle ils expriment leur méfiance face à l'U.P.C. qu'ils qualifient d'obédience communiste, *in* Louis Ngongo, *Histoire des forces religieuses au Cameroun*, *op. cit*., p. 289.

[111] Lire Mgr Thomas Nkuissi, *Dernières paroles d'évêque diocésain*, Evêché de Nkongsamba, février 1993, p. 12.

B.2. La physionomie ecclésiale de 1955 à 2000

B.2.1. Le visage ecclésial de 1955 à 1960

Ce quinquennat constitue aussi un grand tournant dans l'Eglise du Cameroun. Cette Eglise par la voix de ses responsables ne peut se taire face aux idéologies qui défient et menacent son enseignement. Aussi, face à l'idéologie communiste, aux activités anti chrétiennes et ecclésiales que mènent l'U.P.C, les Vicaires apostoliques [112] qui sont tous missionnaires étrangers et européens [113] publient-ils en avril 1955 une lettre pastorale dans laquelle ils s'insurgent contre le communisme et ses dérives. Ensuite, le premier et le plus grand événement ecclésial du quinquennat est l'érection des vicariats apostoliques en diocèse le 14 septembre 1955, et la nomination de leurs vicaires apostoliques comme évêques. Il s'agit des diocèses de Yaoundé, de Nkongsamba, de Douala, Doumé et Garoua. Le diocèse de Buéa quant à lui est érigé depuis 1950, compte tenu de sa spécificité anglophone.

Le second événement et pas des moindres dans l'Eglise du Cameroun est la nomination de l'abbé Paul Etoga[114] le 31 juillet 1955, et sa consécration le 30 novembre, au titre d'évêque auxiliaire du diocèse de Yaoundé, nomination suivie de celle de l'abbé Thomas Mongo le 21 novembre 1955, et sa consécration épiscopale le 26 février 1956 au titre d'évêque auxiliaire du diocèse de Douala. Mgr Thomas Mongo en devient le titulaire en janvier 1957, suite au décès de Mgr Pierre Bonneau. Jusqu'en 1960, la hiérarchie de l'Eglise catholique au Cameroun compte deux èvêques qui sont du clergé local mais dont l'un est évêque auxiliaire n'ayant

[112] L'évolution du statut ecclésial distingue Préfet apostolique de vicaire apostolique et évêque diocésain. Le préfet apostolique est celui qui revêtu du caractère sacerdotal, administre au début de l'évangélisation, des régions au nom du Pape. Quand les chrétiens deviennent de plus en nombreux, ceux qui administrent au nom du Pape reçoivent la dignité épiscopale, et ont le titre de vicaire apostolique. Lorsque les communautés nouvelles se sont enracinées, et ont atteint une certaine maturité, l'Eglise les érige en diocèse et des évêques y sont nommés comme pasteurs propres ou ordinaires en vertu des pouvoirs que confère le droit aux évêques. Il est à noter que jusqu'au XVIème siècle, la mission était entre les mains des rois ou des souverains temporels. Au traité de Tordesillas au XVème (1494) siècle, le Saint Siège partage sur le plan religieux, le monde en deux, une partie au Portugal, et l'autre à l'Espagne, les seuls à avoir une flotte maritime. Aucune mission n'avait de juridiction sans passer par eux, et ils permettaient des missions à leur guise. Sans flotte, le Saint Siège n'avait pas le droit de décider des missions, encore que Rome ne nommait pas les évêques. Pour contourner l'obstacle, le Pape parlait de vicaire apostolique pour faire dépendre les missions de lui, les premiers vicaires apostoliques datant de 1622.

[113] Ces vicaires apostoliques sont : René Graffin, vicaire apostolique de Yaoundé, membre de la Congrégation des Pères du Saint Esprit ; Paul Bouque, vicaire apostolique de Nkongsamba, membre de la Congrégation des Prêtres du Sacré-Cœur de saint Quentin ; Pierre Bonneau, vicaire apostolique de Douala, membre de la Congrégation des Pères du Saint Esprit ; Jacques Therrenstra, vicaire apostolique de Doumé, membre de la Congrégation des Pères du Saint Esprit ; Yves Plumey, vicaire apostolique de Garoua, prêtre du diocèse de Vanne en France. Notons que le diocèse de Buéa dans la partie anglophone est érigé depuis 1950.

[114] Certains écrits ont souvent présenté Mgr Paul Etoga comme le premier évêque de l'Afrique Noire francophone parce qu'il est ordonné évêque en 1955, ce qui n'est pas historiquement fondé, car bien avant lui, il y a déjà au Rwanda Mgr Aloys Bigirumwami, né le 22 décembre 1904, baptisé le 25 décembre 1904, ordonné prêtre en 1929 et évêque le 1er juin 1952 par Mgr Perraudin au titre d'évêque du diocèse de Nyundo. Lire *Un évêque au Rwanda, Mgr Perraudin*, ed. Saint- Augustin.

aucun diocèse en charge, et dès lors dépourvu de tout pouvoir de décision. Cependant, par ces nominations, un grand pas était déjà franchi pour ne plus ouvrir des brèches aux partisans de l'U.P.C. qui ne voyaient dans le christianisme qu'une affaire de Blancs et des colons.

Au cours de ce quinquennat, nous enregistrons cinq lettres pastorales communes :

- Lettre commune des vicaires apostoliques sur « Les problèmes qui se posent actuellement au Cameroun », avril 1955
- Lettre de l'épiscopat sur « Le devoir des chrétiens au temps des élections, décembre 1956.
- Lettre de l'épiscopat à M. Le Premier Ministre sur la Constitution et sur le sort de l'enseignement catholique, février 1958
- Lettre des évêques du Cameroun aux Camerounais, février 1959.
- Lettre des évêques du Cameroun à leurs fidèles, décembre 1959.

Dans le cadre individuel, nous citons : la « Lettre pastorale de Mgr Thomas Mongo aux chrétiens, aux responsables des destinées de la cité et aux hommes de bonne volonté » de novembre 1959, sans perdre de vue en 1957, une étude ou une plaquette d'un prêtre d'alors que le diocèse de Yaoundé accueillera plus tard en 1961 comme archevêque, l'abbé Jean Zoa dont la plaquette intitulée : *Pour un nationalisme chrétien au Cameroun*, septembre 1957, reçoit et au delà des frontières, un large écho.[115]

Ces messages de l'Eglise du Cameroun se situent dans le contexte d'acception à l'indépendance, contexte où interviennent des luttes d'idéologies entre les tendances politiques de l'heure, le capitalisme et le communisme, chacune voulant avoir la primeur de conduire le pays à l'indépendance, et de mettre en place les structures et les institutions devant faire fonctionner le Cameroun comme tout pays indépendant se doit.

[115] La plaquette de l'abbé Jean Zoa, éditée à la librairie Saint Paul de Yaoundé en 1957, a reçu l'imprimatur de Mgr René Graffin. Elle a enregisté des réactions écrites positives tant du côté des nationalistes que des personnalités politiques, religieuses et intellectuelles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. La Sœur responsable des archives à la C.D.O (Centrale diocésain des œuvres) de l'archidiocèse de Yaoundé en 2005 n'a pas voulu que photocopions les courriers, excepté les trois cas de correspondance en annexe 10. Aussi, nous nous permettons de ne citer que des noms de ceux qui ont écrit positivement à l'abbé Zoa. Il s'agit de 1-Ossendé Afana, avenue A. Richard Paris (le25 septembre 1957). 2-Union des secrétariats sociaux, 9 rue Guenegaud Paris 6 (le 25 octobre 1957). 3-Abbé Boniface Bayane, paroisse saint joseph de Bisseng par Ndikinimeki (le 19/9/1957). 4-phillipe Mbarga Manga, Hôpital universitaire Paris 14ème (le 28/10 :1957). 5-Thomas Liboire Meloné, Cité universitaire, Place pasteur Grenoble, (Grenoble janvier 1957). 6-Djegue Ndoumbé, chef subdivision Yakadouma, Yokadouma (le 12 octobre 1957). 7- Mabobino, Samba (le 17 octobre 1957). 8- Sabal Lecco, Direction de l'enseignement du Cameroun (le 20/9/1957). 9-Abanda Metogo Jean, Région de Yaoundé (le 19 septembre 1957). 10-Christophe Bobiokono, Greffier à la Justice de Paix Mokolo (le 17 octobre 1957 et le 7 novembre 1957). 11-Billeng, Lyon (le 19/9/1957). 12-Pascal Baylon Mvoé, (le 18 octobre 1957). 13-Koko le 3 f évrier 1958, lettre de félicitation signée par Tchenva André, Jean Marie Manga, Tchejetem Moïse, Ekoh Jacques, Sikapi Etienne, Tchakoté Daniel, Donken Ferdinand, Ndjock Etienne. 14-Abbé Simon Marie Tonye, Sangmelima (le 19 septembre 1957). 15-Abbé Manga, Maison de la FOM, Cité universitaire, Paris XIV, Chambre 401, Paris (le 23/10/1957). 16-Evêché de Lille, Achille Cardinal Liénart (le 30 octobre 1957). 17-Ndog Aloys Marie, nationaliste Kamerounais exilé à l'étranger, P.O. Pox Karthoum-north Sudan, Karthoum (le 20/3/1958). 18-Docteur Charles A. Tchungui, Hôpital Laquintinie Douala. En annexe, trois copies de correspondance types.

B.2.2. Le visage ecclésial de 1960 à 1982

La période est marquée par la prise en main de l'évangélisation peu à peu par le clergé local, et l'éclatement des structures ecclésiales. Dès 1961, la configuration de l'épiscopat change avec la démission de Mgr Graffin du siège archiépiscopal de Yaoundé, et la nomination de l'abbé Jean Zoa comme archevêque de Yaoundé.

La démission de Mgr René Graffin.[116]

Le code de droit canonique de 1983 préfère parler de renonciation que de démission. S'agissant de l'évêque diocésain, le code 401 en ses deux paragraphes souligne :

> « L'évêque diocésain qui a atteint soixante quinze ans accomplis est prié de présenter la renonciation à son office au pontife suprême qui y pourvoira après examen de toutes les circonstances. L'évêque diocésain qui, pour une raison de santé ou pour toute autre cause grave, ne pourrait plus remplir convenablement son office, est instamment prié de présenter la renonciation à cet office. »[117]

Dès lors, quel est le motif de la renonciation ou de la démission de Mgr Graffin de son office ? Est-ce parce qu'il est atteint par la limite d'âge ? Nous ne le pensons pas, étant donné qu'il est né en 1899, et il a 60 ans au moment de la renonciation à sa charge pastorale, l'âge canonique étant à 75 ans. Ce n'est non plus pour raison de santé, le Père Nicolas Ossama[118] qui fait un aperçu historique de l'Eglise de Yaoundé n'en faisant pas cas. Quelle est, ou quelles sont les causes graves qui l'ont amené à renoncer à sa charge pastorale ? Ce qu'il en dit lui-même de sa démission :

> « Votre évêque devrait être un fils du pays à l'instar de ceux qui le gouvernent. C'est pourquoi j'ai suivi l'exemple de mes frères les archevêques de Tanzanie, Cotonou, Ouagadougou, Abidjan et Lomé. »[119]

---

[116] René GRAFFIN, archevêque de Yaoundé de 1955 à novembre1961 est né le 6 mai 1899 à Pontvillain au Mans en France. De famille aisée et chrétienne, il reçoit une soigneuse éducation. Après de brillantes études secondaires, il fait son service militaire de 1917 à 1918. Entre plusieurs choix possibles et sur les conseils de son oncle René Graffin, il opte pour une vie religieuse missionnaire chez les Pères du Saint Esprit. Son noviciat se déroule dès 1921, et ses études théologiques au scolasticat de Chevilly Larue en France. Ordonné prêtre le 28 octobre 1925, il reçoit son obédience pour le Cameroun où il débarque en 1926. En 1931, il est nommé et en 1932, il est ordonné évêque coadjuteur de Yaoundé. En 1943, il devient le titulaire, succédant ainsi à Mgr François Xavier Mvogt. Premier archevêque de Yaoundé le 14 septembre 1955 lors de l'érection des diocèses du Cameroun où il devient le métropolitain, il renonce à sa charge en 1961.

[117] Canon 401, §1et §2 du Code de droit canonique de 1983, traduction française de janvier 1984, Paris Centurion, Cerf, Tardy, p.73.

[118] Nicolas Ossama né en 1929 à Yaoundé est prêtre Jésuite camerounais. Docteur en Histoire de l'Eglise, il a été enseignant en Histoire de l'Eglise au grand séminaire de Nkolbisson à Yaoundé, et à l'U.C.CA.C. (Université Catholique d'Afrique Centrale) à Yaoundé jusqu'en 1995 où il choisit de se consacrer aux recherches en faveur des Eglises locales du Cameroun.

[119] *L'Effort Camerounais* n° 315 du 26 novembre 1961, p. 12.

Et Mgr Jean Zoa d'ajouter :

> « En me nommant archevêque de Yaoundé, c'est à travers moi, toute la chrétienté du Cameroun que le Saint Père a voulu promouvoir. Il a voulu croire en la maturité de cette Eglise. »[120]

Mais la raison hautement officielle semble venir du Délégué Apostolique de Sa Sainteté venu introniser Mgr Zoa le 7 janvier 1962. Il disait :

> « J'ai la joie aujourd'hui d'introniser le premier archevêque camerounais. C'est un événement que je puis qualifier d'historique. Certes l'Eglise n'est ni camerounaise, ni européenne, ni américaine, elle est catholique, c'est-à-dire universelle, c'est-à-dire prêtre à accueillir tout homme. Mais elle est formée de familles particulières, afin que chacune en y entrant trouve une atmosphère d'intimité. Et ce sont toutes ces familles particulières, toutes ces familles vivant de la même foi, qui forment la grande Eglise universelle. Voici qu'aujourd'hui l'Eglise camerounaise est en fête ; elle reçoit son premier archevêque. C'est le signe d'une Eglise vivante : donnant des évêques et des prêtres, elle se montre capable, non seulement de recevoir, mais aussi de donner à son tour. »[121]

Il est indéniable que cette renonciation et cette nomination sont le signe de la maturité chrétienne de l'Eglise au Cameroun, de la prise en main de la responsabilité ecclésiale par le clergé local, de l'universalité de l'Eglise dans le don et l'accueil, mais ne sont-elles pas aussi une manière d'amener les Camerounais à dissocier Mission et colonisation ? Au-delà des raisons officielles, n'y en -a-t-il pas eu de non dits ? Si l'œuvre pastorale et évangélisatrice de Mgr Graffin a connu un grand succès d'après le tableau qu'il dresse lui-même et dont Ossama nous fait écho dans son œuvre[122], il n'en demeure pas moins vrai que l'atmosphère s'est détériorée avec son clergé indigène, et surtout la grève des catéchistes en 1946 et le contexte politique du Cameroun de 1955 à 1960 qui sont restés des taches trop sombres de son ministère. Nicolas Ossama dit au sujet de l'atmosphère au sein du clergé :

> « Dans la suite au cours des années 50 surtout, l'atmosphère se détériore entre le vicaire apostolique- archevêque et son clergé indigène. L'éloge devient rare dans sa bouche ou sous sa plume à l'égard des abbés indigènes, tandis que ceux qui apprennent par rancune à déstabiliser leur hiérarque par des rapports plus ou moins injustes ou exagérés à Rome au détriment de la collaboration pour l'implantation de l'Evangile. En fait les palabres entre les abbés indigènes et leur archevêque étaient, c'est sûr, le plus souvent attisés et toujours exploités par divers personnages ou groupes travaillant à l'éviction de Mgr Graffin, en leur propre faveur. Cela va de ses confrères, les Pères spiritains de Yaoundé ayant eu à souffrir de leur évêque en quelque chose, jusqu'au Délégué Apostolique de Dakar, Mgr LEFEBVRE

[120] OSSAMA Nicolas, *l'Eglise de Yaoundé, aperçu historique*, Yaoundé Saint Paul, 1997, p. 139.
[121] *Ibid.*, p. 138.
[122] *Ibid*., p. 123.

> intriguant pour devenir archevêque de Yaoundé. Pour tout ce monde, critiques et colères des abbés contre le comportement rude et supposé méprisant de Mgr Graffin, étaient autant d'arguments contre l'évêque de Yaoundé et à leur profit propre. C'est dans cette ambiance que l'archevêque quitte Yaoundé en novembre 1961, pour n'y plus revenir. »[123]

Lorsqu'on y ajoute la grève des catéchistes qui a fait tache d'huile en 1946, et le contexte politique des années 1955 à 1960, peut-être qu'il y a lieu de se demander si Mgr Graffin pouvait être encore l'homme du nouveau contexte sociopolitique et religieux de Yaoundé. Nicolas Ossama souligne, s'agissant de l'œuvre de Mgr Graffin :

> « Comment apprécier ici le bilan dressé par le principal acteur ? En tout état de cause, il nous faut replacer dans son contexte, la période historique qui l'a porté et l'a vu se réaliser. Une période particulièrement importante, difficile, riche d'événements graves et décisifs. On a écrit de Mgr Bonneau mort à 53 ans (le 27 janvier 19587), qu'il paraissait l'homme providentiel pour guider sa chrétienté dans des circonstances particulièrement difficiles ; était-ce le cas pour Mgr Graffin ? Cette période qui va de la fin de la deuxième guerre mondiale au départ définitif de Mgr Graffin du Cameroun en 1961, le grand évêque pouvait-il la comprendre assez pour la vivre avec maîtrise et y guider d'autres ? On peut caractériser cette période comme l'amorce des grands changements qui ont transformé profondément le monde antérieur colonial ; la période est aussi marquée d'événements de portée historique pour le Cameroun. Les 18 ans de gouvernement ecclésiastique de Mgr Graffin correspondent à cette période au cours de laquelle s'accomplit, au Cameroun comme ailleurs en Afrique et dans le monde, un véritable chanfement de mentalité. Autant les années 30 avaient représenté, à travers *l'etale coloniale*, le règne sans concurrence de l'homme Blanc d'Europe et de sa civilisation, l'un et l'autre supérieurs au reste de l'humanité ravalé au rang de sous homme, autant l'après guerre et l'ensemble des années 50, jusqu'au milieu des années 60, porteront la clameur indignée du monde assujetti et sa révolte armée contre l'Occident Blanc et sa perfidie civilisation.
>
> Au Cameroun, l'anticolonialisme résultat de ce changement de mentalité, s'affiche dès le début agressif sinon violent : les grèves sanglantes de Douala en 1945 préludent aux horreurs de la guerre de maquis à partir de 1956. Très vite, l'action anticolonialisme des Camerounais contraint la puissance impériale française à la répression brutale et aveugle, comme toujours qui, scandaleuse aux yeux du monde, s'essouffle et fait place au dialogue, lequel conduit à l'indépendance en janvier 1960.
>
> Tous ces changements sociopolitiques n'ont pas pu se faire, c'est évident, sans affecter en rien le monde ecclésial catholique. Sans doute, l'anticolonialisme de certains groupes de militants nationalistes avait compromis le nationalisme camerounais aux yeux de bons nombres de chrétiens écoeurés du sang versé, et portés à confondre l'action des militants upécistes avec l'œuvre des portes de l'enfer. Au paravent pourtant, tous les Camerounais avaient éprouvé, à différents niveaux, le besoin de libération de leur personnalité et

[123] *Ibid.*, p. 119.

l'affirmation de leur identité de Camerounais dignes. La grève des catéchistes de Mvolyé en 1946, c'est-à-dire dix ans avant l'action violente de l'U.P.C. peut en témoigner. Du 10 au 29 octobre 1946 en effet, les catéchistes de Mvolyé, au nombre de 200 à 250, encadrés par 4 chefs catéchistes se sont unis en grève : ils réclament un traitement plus humain et moins humiliant de la part des Pères : un morceau de savon sur une bouteille de pétrole, même agrémenté de 10 francs de temps en temps. Quoi de plus déprimant comme honoraire que de plus, les Pères appellent salaires ! On n'oubliera pas que la mission payait pour eux l'impôt de capitation au début de chaque année, soit 161F par tête. Le chroniqueur de Mvolyé calcule que cela coûtait à la mission environ 9.000F/an pour tous les catéchistes.

A leur requête pour un meilleur traitement au sens humain comme au sens financier, l'évêque a répondu abrupt et moqueur : Si vous voulez de l'argent, allez travailler comme commerçants, (makid boy en Ewondo) le catéchiste doit travailler pour le compte de Dieu et non pour l'argent. Cette réponse fut ressentie comme venue d'une méchanceté méprisante. L'évêque mit le comble de blessure, lorsqu'il termina son discours en déclarant : Alors, que ceux qui veulent travailler pour l'argent rendent leurs médailles ! La médaille des catéchistes était l'insigne de sa fonction à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Eglise.

Outrés par les paroles de l'évêque, tous les catéchistes présents rendirent leurs médailles et s'en allèrent. Seul le catéchiste de sixa fit exception. Il gagnait 150F par mois, en plus des cadeaux des fiancés. Très peu revinrent sur leur décision, mais aucun ne déserta l'Eglise Catholique. Tous moururent en bon chrétiens.»[124]

Pour les nationalistes, par cette attitude, Mgr Graffin était le symbole du colonialisme à son plus haut degré. Aussi, Ossama peut-il affirmer :

« Mgr Graffin subit l'agression des groupes violemment excités. Ses tournées pastorales entre 1959 et 1961 tournèrent souvent à la bagarre, nécessitant la protection de l'armée. L'incident de Tala[125] en mai 1961, fut le plus spectaculaire ; il annonçait manifestement la fin : l'évêque fut empêcher de prêcher, et il dut descendre de la chaire. Il ne pût davantage dire la messe, ni sortir de l'église. La police dut venir de Yaoundé pour le libérer. »[126]

N'est-ce pas la conjugaison de tous ces facteurs qui oeuvrent pour sa démission et la nomination de Mgr Jean Zoa ?

[124] *Ibid*., p. 124-126

[125] Tala est une mission située en pays Ewondo et fondée en 1940. Les paroissiens ont voulu fêter en 1960 les vingt ans de sa création en y associant l'évêque qu'ils ont invité. Dans leur élan d'accueil et de générosité digne de l'événement, ils ont acheté un bœuf et des vivres pour offrir à l'évêque. Mais au lieu d'être remercié pour leur geste, Mgr Graffin leur demande s'ils sont fous, et ce qu'il fera du bœuf tout seul ; ce qui dit qu'il n'a pas compris la signification du geste. Un an plus tard, en tournée dans la même paroisse, la messe qu'il dit l'est dans un vacarme assourdissant, les jeunes gens venus de partout et n'ayant pas accepté le mépris de l'année d'avant. La seconde messe se dira dans le même climat et au moment du repas, des jeunes interceptèrent entre l salle à manger et la cuisine le déjeuner qu'ils balancèrent en l'air.

[126] *L'Eglise de Yaoundé, aperçu historique, op. cit*. p. 134

La nomination de Jean Zoa[127] et le contexte.

L'abbé Jean Zoa est nommé archevêque de Yaoundé en septembre 1961, et est ordonné à Rome en décembre 1961. Pourtant, on se serait attendu à ce que Mgr Paul Etoga, évêque auxiliaire [128] depuis 1955 occupe ce siège, ce qui ne fut pas le cas, le droit canon disposant autrement, ou le faisant selon les cas. Est-ce parce qu'il était évêque auxiliaire et donc sans droit de succession comme le stipule le canon 403 du Code de droit canonique de 1983 qui peut-être reprendrait ce canon du Code de 1917 ? N'a-t-on pas vu sous d'autres cieux des évêques auxiliaires nommés ensuite au siège où ils étaient auxiliaires ? N'est-ce pas le cas du diocèse de Strasbourg, parmi tant d'autres, où un des deux évêques auxiliaires de Mgr Joseph Doré démissionnaire, Mgr Jean Pierre Grallet a été nommé et a succédé à Mgr Joseph Doré en avril 2007 ?

Si Mgr Paul Etoga a été nommé dans un diocèse nouvellement créé, le diocèse de Mbalmayo, à une cinquantaine de kilomètres de Yaoundé, avec une configuration géographique des plus étonnantes où la ville d'Akono plus proche de Mbalmayo est maintenue dans le diocèse de Yaoundé, alors que la ville d'Akonolinga, plus proche de Yaoundé, est rattachée à Mbalmayo, n'y avait-il pas d'autres raisons ou des non dits ? Le non mûrissement du projet à considérer le mauvais découpage géographique, le découpage géographique ayant d'autres motivations autres que pastorales ou la volonté d'écarter Mgr Paul Etoga du siège des Institutions pour son engagement politique ne sont-ils pas à prendre en compte ?

En effet, l'année de l'indépendance ne change pas grand-chose à la confusion générale qui règne dans le pays, la nuit du jour de l'indépendance ayant enregistré des assassinats à Yaoundé et à Douala, sans perdre de vue les destructions que subissent les missions catholiques un peu partout. L'U.P.C. traite Ahidjo de valet du néo colonialisme. De nouvelles élections

[127] Jean Zoa est né en 1922 à Efok (Pays Manguissa), dans l'actuel diocèse d'Obala. Baptisé en 1924, il entre au Petit séminaire de Mvolyé en 1937, et au Grand séminaire en 1944. En 1947, il s'envole pour Rome où il s'inscrit au Collège Romain de la Propagande. Ordonné prêtre pour le compte de l'Eglise de Yaoundé le 30 octobre 1950 à Rome, il y reste pour achever ses études théologiques en 1953 sanctionnées par l'obtention d'un doctorat en théologie biblique. De retour en 1953, il est vicaire à Yangben (Pays Bafia) et chargé de fonder la paroisse d'Ombessa. Il y est à la tâche jusqu'en 1955 où il est nommé vicaire à la paroisse de Mokolo à Yaoundé, cumulativement avec la fonction d'aumônier de la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne). Il en devient le curé en 1957. De 1958 à 1961, il est directeur diocésain des œuvres, charge qu'il assume jusqu'à sa nomination comme archevêque de Yaoundé le 21 septembre 1961, suivie de sa consécration épiscopale le 21 décembre 1961 à Rome. Grand pionnier de l'Eglise de Yaoundé, il fait partie de ces grands témoins de la transition de l'Eglise des mains des missionnaires aux mains du clergé local. Il a marqué par son sens pastoral le diocèse de Yaoundé qu'il a dirigé de 1961 à 1997, malgré une faible notoriété au niveau de l'Eglise du Cameroun sur ses relations avec le pouvoir temporel. Il décède en 1997 lors d'une concélébration eucharistique à la cathédrale de Yaoundé.

[128] Le Canon 403 du Code de droit canonique de 1983 stipule : « Quand les besoins pastoraux du diocèse le demandent, un ou plusieurs évêques auxiliaires seront constitués à la requête de l'évêque diocésain. L'évêque auxiliaire ne jouit pas du droit de succession. Mais au §2, il est encore précisé que dans des circonstances graves, même de caractère personnel, un évêque auxiliaire muni de facultés spéciales peut être donné à l'évêque diocésain. En son §3§, ce Canon souligne encore, que si cela était opportun, le Saint Siège pourrait constituer un évêque coadjuteur muni des facultés spéciales mais jouissant du droit de succession.

présidentielles sont réclamées que refuse Amadou Ahidjo qui en avril 1960 cède. Elles sont gagnées par les partisans d'André Marie Mbida et les démocrates à Yaoundé, et dans l'ensemble du Sud Cameroun, mais à la façon africaine de l'heure et d'aujourd'hui, c'est Ahidjo qui en sortira vainqueur avec 100% de suffrage truqué.[129] Mgr Paul Etoga qui a pris position contre ce truquage est menacé par les partisans d'Ahidjo qui l'accusent d'avoir milité en faveur des Démocrates vaincus. Dès lors, il apparaît comme *persona non grata* au siège des Institutions, ce qui vaut la création et son affectation dans le nouveau diocèse créé à Mbalmayo pour la circonstance. Cependant, la réflexion sur le *referendum* que présente un rapport des archives des Prêtres du Sacré-Coeur présente autrement les statistiques qui confortent Amadou Ahidjo, suite aux élections générales le 10 avril 1960. (Voir en annexe 12. P. 425 les statistiques par région, précédé d'un commentaire).

C'est dans ce contexte politique que Jean Zoa, nommé le 20 novembre 1961, est ordonné à Rome le 21 décembre 1961, et intronisé le 7 janvier 1962 à Yaoundé.

Mais pourquoi est-il ordonné à Rome, alors que son ordination devrait être plus que jamais, l'occasion pour les chrétiens de Yaoundé et l'Eglise du Cameroun communier et de vivre plus fortement ce moment de transition entre des témoins d'une Eglise ?

La nomination de Jean Zoa a rencontré des hostilités de la part de certains membres du clergé de l'archidiocèse de Yaoundé. Mais pour quelles raisons ? Est-ce à cause de ses origines ethniques et donc pour des raisons tribales ? Il est Manguisa du côté d'Obala, alors que Yaoundé est un pays Ewondo. Est-ce pour ce que ses confrères lui ont souvent reproché d'être beaucoup plus de connivence avec les Pères missionnaires pour qui il a souvent pris partie au moment des conflits ? Toujours est-il que la rumeur de sa nomination a soulevé une vive opposition et contestation de la part de certains membres du clergé local qui se sont manifestés dans un télégramme anonyme. Jean Paul Messina relève :

> « Une rumeur faisant état de la démission de Mgr Graffin alimente déjà les conversations à Yaoundé dès les débuts du mois de septembre. Le clergé local est divisé quant à la succession de l'évêque missionnaire. On avance le nom de l'abbé Jean Zoa ce qui soulève une vive opposition de la part des abbés Pierre Mviena et Lucien Manga. Un télégramme anonyme est envoyé à Rome, libellé en ces termes : Non au retour de Mgr Graffin, non également à la nomination de l'abbé Zoa. Signé : clergé séculier et régulier. »[130]

Au bout du compte et toutes tractations faites, les choses se sont arrangées, Jean Zoa est ordonné à Rome. Il revient, est accueilli et acclamé par une foule en liesse le 7 janvier 1962,

[129] Dans *Jeune Afrique* n° 1510 du 11 décembre 1989, p.9, les auteurs de ce truquage le révèlent eux-mêmes.
[130] MESSINA Jean Paul, *Jean Zoa prêtre, archevêque de Yaoundé*, Yaoundé, Presse de l'U.C.A.C., 2000, p. 58-59.

jour de son intronisation ou de la prise canonique du siège, et il mettra son ardeur à œuvrer pour la réconciliation des cœurs, même avec ceux qui hier l'ont rejeté, et il restera l'artisan de ce diocèse de 1961 à 1997 où il décède.

Notons que cet état d'esprit de contestation de nominations d'évêques pour des raisons ethniques débute ainsi et sera récurrente dans l'Eglise du Cameroun. En 1987 certains membres du clergé de l'archidiocèse de Douala contestent dans un mémorandum (voir en annexe 23 p. 495), la nomination, parmi deux évêques auxiliaires, d'un qui ne relève ni de ce clergé, ni de l'ethnie Bassa qui se réclame être l'ethnie propriétaire du diocèse de Douala. En 1999 certains chrétiens et prêtres de l'archidiocèse de Yaoundé font pareil, suite à la nomination de Mgr André Wouking, muté du siège épiscopal de Bafoussam à celui de Yaoundé pour succéder au défunt Mgr Jean Zoa.[131]

En 1963, un autre diocèse est érigé à Sangmelima en tête duquel est nommé évêque, un autre prêtre camerounais : l'abbé Pierre Célestin Nkou. Dès lors, commence à naître un grand mouvement de maturité dans l'Eglise du Cameroun.

Le diocèse de Nkongsamba n'échappera pas à cette croissance car en août 1964, l'abbé Albert Ndongmo nommé en juin, est ordonné évêque pour succéder à Mgr Paul Bouque démissionnaire. Au sujet de la démission de Mgr Paul Bouque, Le Père Bayon relève :

> « Après son congé de juin 1960, Mgr Bouque revient dans le diocèse. Il sait que son clergé aspire à prendre en main les destinées de l'Eglise dans son pays. En 1961, il reçoit une lettre collective des prêtres africains lui demandant de faire des démarches pour obtenir un évêque coadjuteur. Il sait que cela ne constitue pas une solution facile pour l'évêque titulaire comme pour l'évêque coadjuteur, surtout quand les deux intéressés sont de nationalités différentes. Aussi préfère-t-il donner sa démission, mais Rome refuse. En 1962, c'est l'ouverture du Concile. La première session comme la deuxième, verra Mgr Bouque à Rome. En 1964, il offre encore sa démission, et, cette fois, Rome l'accepte. »[132]

[131] Le 16 mars 1987, suite à la nomination le 21 février, et l'ordination épiscopale le 26 avril 1987 de l'abbé Gabriel Simo du clergé du diocèse de Bafoussam parmi deux évêques auxiliaires nommés à Douala, certains prêtres de ce diocèse ont adressé en signe de contestation un *mémorandum* au Préfet de la sacrée Congrégation des évêques et intitulé : « *Pour un éclairage nouveau dans l'archidiocèse de Douala* ». Dans ce *mémorandum*, ils contestent la nomination pour des raisons d'origine ethnique, non sans ajouter des considérations politiques et des appréciations socio religieuses. (Voir en annexe le *mémorandum* avec quelques signataires). En mars 1987, les prêtres du diocèse de Bafoussam donnaient un point de vue sur *le mémorandum* qu'il publiait en juin 1987 et qui s'intitulait « *Point de vue de l'assemblée du clergé indigène du diocèse de Bafoussam (A.C.I.B.), sur le mémorandum des prêtres autochtones de l'archidiocèse de Douala intitulé ' Un éclairage nouveau'*.» La photocopie n'a pas fait apparaître tous les signataires, et d'autres prêtres non Bassa tel que l'abbé Fotso Joseph n'ayant pas signé. Valentin Emog dresse une liste dans son œuvre Le *porteur de cornes, Mgr Albert Ndongmo*, p. 171-172. En septembre 1999, c'est le tour de Mgr André Wouking transféré du siège de Bafoussam à celui de Yaoundé d'être contesté à tel enseigne que le jour de son intronisation, des baraques avaient été mises en route pour empêcher tout mouvement vers Yaoundé, ce qui n'a pas empêché le déroulement de l'événement.

[132] Le BAYON, *Les Prêtres du sacré Cœur et la naissance de l'Eglise au Cameroun*, *op. cit.* p. 125-126.

Le 16 août 1964, l'abbé Albert Ndongmo, nommé le 16 juin, est ordonné évêque à Nkongsamba, devant une immense foule enthousiaste malgré la pluie. Le 23 août, Mgr Paul Bouque prend l'avion pour retourner en France et c'est sa dépouille mortelle qui revient en 1979 reposer dans la cathédrale, son décès étant survenu le 15 août 1979.

En 1968, l'archidiocèse de Yaoundé donne naissance au diocèse de Bafia, mais c'est un européen, Mgr André Loucheur qui y est nommé, comme pour dire que l'Eglise reste universelle et missionnaire, même s'il faut passer le témoin à la hiérarchie locale.

En février 1970, c'est le diocèse de Bafoussam qui est érigé suite à la division du diocèse de Nkongsamba, avec comme premier évêque Mgr Denis Ngandé, membre du clergé local. Le diocèse de Buéa, dans la partie anglephone, donne naissance la même année au diocèse de Bamenda dont le premier pasteur est Mgr Paul Verdzekov. S'en suivront en 1973, les érections des diocèses de Maroua Mokolo et de Yagoua suite à l'éclatement du diocèse de Garoua, et à ayant à leur tête respectivement comme évêques, Mgr Jacques de Bernon et Mgr Louis Charpenet, tous européens et membres de la congrégation des Oblats de Marie Immaculée, (O.M.I.) congrégation qui a pris en charge l'évangélisation dans le Grand Nord du Cameroun depuis 1947.

Autour des années 1970 s'organisent et se forment plusieurs régions apostoliques prenant en compte des spécificités géographiques et humaines qui aboutiront en 1982 à l'éclatement de l'Eglise du Cameroun en quatre provinces ecclésiastiques,[133] à savoir province ecclésiastique de Yaoundé, de Douala, de Garoua et de Bamenda, les évêques jusqu'à là titulaires de ces sièges devenant archevêques métropolitains.

B.2.3. Le visage ecclésial de 1982 à 2000

Si entre 1982 et 1990 l'éclatement du Cameroun en quatre provinces ecclésiastiques et la nomination des archevêques restent des événements majeurs, l'événement ecclésial historique et de taille pour l'Eglise du Cameroun demeure la visite pastorale du Pape Jean Paul II du 10 au 14 août 1985. Mgr Christian Tumi, archevêque de Douala alors relève :

> « Pour la première fois dans l'histoire de notre pays et de l'Eglise qui est au Cameroun, un pape, un évêque de Rome, successeur de l'apôtre Pierre et donc pasteur de l'Eglise universelle, a visité le peuple de Dieu qui séjourne au Cameroun…Il est venu confirmer notre

[133] La province ecclésiastiques ou région, dit le canon 431, est un regroupement des diocèses voisins, selon les circonstances des personnes et de lieux en vue de promouvoir une action pastorale commune, et pour mieux favoriser les relations mutuelles et la collégialité entre les évêques diocésains ou les Eglises particulières.

> foi par l'administration des sacrements, par la proclamation de la Parole de Dieu à Yaoundé, à Garoua, à Bamenda, et à Douala. »[134]

L'occasion de cette visite a été ainsi donnée au Pape non seulement de s'adresser à tous les corps ecclésiaux, aux différentes couches sociales, ecclésiales, politiques et intellectuelles, mais aussi de donner des sacrements de baptême, de confirmation, de recevoir des consentements de mariage, des professions religieuses, et enfin d'ordonner une vingtaine de prêtres pour le compte des diocèses du Cameroun et des congrégations religieuses en service dans le pays.

Le Pape au moment d'adresser son au revoir le 14 août dit encore :

> « Je suis venu en visite pastoral spécialement pour les frères et sœurs de ce pays qui partagent ma foi et qui forment l'Eglise catholique au Cameroun. J'ai su qu'ils s'étaient soigneusement préparés pour cette visite, dans chaque diocèse, dans les paroisses, les mouvements. C'est sans doute ce qui a contribué le plus à faire de nos rencontres des moments d'intense communion dans la prière, dans la fraternité, dans la joie. Vous avez semblé heureux de pouvoir rencontrer chez vous le successeur de l'Apôtre Pierre, parce que vous vous sentiez ainsi plus proches du Christ Jésus, le Chef invisible de l'Eglise, et de tous les chrétiens qui forment un même corps avec lui. »[135]

Déjà, dans le discours aux ouvriers apostoliques le soir de son arrivée, à la cathédrale de Yaoundé, le Saint Père précisait : « Je viens pour la première fois visiter cette Eglise au Cameroun, la reconnaître, confirmer sa foi, consolider son lien nécessaire avec l'Eglise universelle, affermir son élan spirituel et encourager son dynamisme missionnaire, respectueux des personnes et des cultures. »[136]

Ce voyage du Pape aura suscité des appréciations diverses, d'où celle des prêtres de l'A.I.P.I. (Association interdiocésain des prêtres indigènes) dans une plaquette intitulée : « *Le Pape au Cameroun du 10 au 14 août 1985 et après ?* », plaquette dans laquelle ils reprennent ces propos du Pape, lesquels leur ont laissé un goût inachevé dans le vécu et la célébration de l'événement sur le plan tant liturgique qu'ecclésial.

Les prêtres de l'A.I.P.I.[137] citent abondamment Jean Paul II dans le cadre d'une approche critique qu'ils font de la visite du Pape. Faisant un bilan du voyage de Jean Paul II du projet à la réalisation, l'abbé Bernard Nkuissi, grand théologien et historien de l'Eglise affirme :

---

[134] CENC, *Le Pape au Cameroun, discours et homélies*, Yaoundé, Sopecam, 1987, p. 3.

[135] Cité dans *Recherches A.I.P.I., n° 2 de décembre 1985, Le Pape au Cameroun du 10 au 14 août 1985, et après,* Collection A.I.P.I., bulletin d'études tiré par M. Augustin Tafeugue, responsable du CEDILA, S/C Collège Libermann, B.P. 5351 Douala- Tel 42-28-90, p. 33. Ce bulletin par ailleurs est crée en 1982.

[136] JEAN PAUL II, « Discours aux ouvriers apostoliques », *in Le Pape au Cameroun, Discours, homélies, op. cit*. p. 15.

[137] L'A.I.P.I est une Association des prêtres indigènes naît en juillet 1969 dans le diocèse de Nkongsamba, sous la dénomination A.P.I. Nk (Association des prêtres Indigènes de Nkongsamba), et qui en 1970, suite à la division du

> « La réponse que l'événement est un succès ou un échec, comporte des difficultés dont la première relève de la complexité de la double fonction du Pape. Il est chef d'un Etat, celui du Vatican, et il est le vicaire du Christ. La deuxième relève de la diversité des figures qui ont vécu l'événement, car on n'a pas le même regard si on est de telle ou telle autre religion ou confession, ou encore selon qu'on appartient à la hiérarchie, au clergé ou au laïcat, à tel diocèse ou telle province ». [138]

Ce qui fut, d'après lui, un succès pour l'Etat dont la priorité c'est la sécurité, ne l'eut pas été pour les chrétiens qui ne se sont pas sentis plus proches du Pape, la sécurité ayant mis une barrière entre le père et les fils. Par ailleurs, et compte tenu du contexte sociopolitique, toute critique fut-elle constructive était mal perçue, les responsables préférant des félicitations mutuelles réciproques, ce qui fut un échec.[139]

Après avoir fait une analyse à trois niveaux, le premier constatant un succès au niveau de la foi puisque le successeur de Pierre descend de sa cathèdre d'où il fulminait des formules infaillibles pour chausser les souliers de pèlerins et empoigner le bâton de pasteur missionnaire afin d'aller confirmer et raffermir ses frères les chrétiens dans le monde, après avoir décrié le cléricalisme qui n'a pas laissé place au peuple de Dieu pour lequel la visite gardait tout son sens, l'abbé Bernard conclut, suite à une analyse de la phase préparatoire de la venue, et jusqu'au départ du Pape, en affirmant :

> « Il ne faudrait pas conclure que la visite de Jean Paul II au Cameroun fut un échec. Et il n'est pas nécessaire, pour avancer cela, de se situer sur le premier niveau où tout peut être lu en succès. Le séjour du Pape chez nous comporte bien des satisfactions. D'un point de vue générale, on peut relever le fait même que le séjour ait eu lieu ; l'organisation qui a permis d'éviter cafouillages et accidents ; l'enthousiasme des foules, la qualité des cérémonies…Les salutations papales en nos langues nationales…Toute fois, l'un des mérites de l'événement, et non des moindres, aura été de révéler notre Eglise telle qu'en elle-même : une hiérarchie crispée sur ses privilèges, n'ayant pas encore trouvé le vrai créneau de la collégialité ; un clergé indigène laissé pour compte, en mal de carrière, cherchant à s'investir et à se valoriser ailleurs que dans son ministère ; des religieux et religieuses indigènes en quête d'émancipation, ayant réussi jusqu'ici leur a*ggiornamento* vestimentaire ; un laïcat impatient, désireux d'être formé, plus exploité que respecté ; des missionnaires étrangers au passé glorieux, mais blasés devant tant « d'ingratitudes », repliés dans une tour d'ivoire…une

---

diocèse en 1970, devient A.I.P.I. (Association Interdiocésain des Prêtres Indigènes). Les buts et les objectifs de cette Association sont contenus dans la plaquette ou le livret cité à la note 127 ci-dessus des pages p. 3-5.

[138] A.I.P.I., *Le Pape au Cameroun du 10 au 14 août 1985 et après ?*, n° 2 décembre 1985 « Visite de Jean Paul au Cameroun, du projet à la réalisation, quel bilan ? » p. 65.

[139] Lire l'article de Bernard NKUISSI « Visite de Jean Paul II au Cameroun, du projet à la réalisation, quel bilan ? », p. 65- 78 dans la brochure de l'A.I.P.I., *Le pape au Cameroun, et après*, n°2, décembre 1985.

> Eglise qui a du mal à trouver sa vraie identité…une Eglise qui se veut d'apothéose, puissante, dominatrice, solidement sacrée sur cette terre. »[140]

La visite du pape ne fut pas l'unique grand événement du quinquennat 1985 à 1990. En 1988, l'Eglise du Cameroun est honoré car un de ses fils en la personne de Monseigneur Christian Tumi alors archevêque de Garoua est élevé à la dignité cardinalice. [141]

Cinq ans après la visite du Pape, en 1990, c'est la célébration du centenaire de l'Eglise catholique au Cameroun, l'évangélisation ayant commencé en 1890 avec les missionnaires Pallotins. Le thème de l'inculturation au cœur des célébrations au niveau national constitue la priorité pour la seconde évangélisation Il s'agit, pour reprendre les propos du Pape Jean Paul II dans *Slavorum apostoli* en 1985, que l'inculturation est l'incarnation de l'évangile dans les cultures autochtones et, en même temps, l'introduction de ces cultures dans la vie de l'Eglise. Et Jean Paul II de préciser dans le discours aux intellectuels et aux universitaires à Yaoundé le 13 août 1985 que la rupture entre Evangile et culture serait un drame.

Dix ans plus tard après son premier voyage, le pape Jean Paul II revient au Cameroun, mais cette fois, c'est pour proclamer les conclusions du Synode des évêques pour l'Afrique tenu d'avril à mai 1994 à Rome, année au cours de laquelle le 11 novembre, la province ecclésiastique de Yaoundé a donné naissance à celle de l'Est dont Bertoua abrite le siège archiépiscopal.

A cette évolution sur les plans de structure (voir carte des diocèses du Cameroun en 1955, 1962 et 2000 aux annexes 4 et 5 p. 411-412), s'en est suivie une évolution sur le plan statistique, religieux, doctrinal. Les statistiques générales que présente *L'Annuaire des diocèses du Cameroun en 1962* et ceux qui sont contenus dans *L'Annuaire de l'Eglise catholique en Afrique Occidentale et Centrale*, édition de 2002, montrent la grande évolution. Sur le plan de l'évangélisation, l'accent de la croissance est mis au temps des pères pallotins sur le salut de l'âme par des données statistiques, orientation qui fait du chemin jusqu'aux années 1950 à

[140] *Recherche A.I.P.I., le Pape au Cameron, et après, op. cit*, p. 81-82

[141] Dans l'Eglise primitive, les évêques étaient élus par le clergé et les fidèles de leur diocèse. Le pape en tant que évêque de Rome, était élu par le clergé et la population de la ville. Mais très tôt, il revint aux curés des principales paroisses et aux diacres qui assistaient l'évêque de Rome de l'élire. Ces clercs portaient le nom de cardinal (cardo, gong) parce qu'ils occupaient un poste fixe et servaient de pivots à la vie de la communauté. Aussi, on distinguait cardinaux prêtres et diacres. Mais plus tard, les évêques suburbicaires (entourant Rome) vinrent se joindre à eux aux titres de cardinaux évêques. En 1059, Nicolas II décida que seuls les cardinaux désigneraient l'évêque de Rome et donc le Pape. Aujourd'hui, les cardinaux ne sont plus issus seulement de l'Eglise de Rome, mais le pape leur attribue soit un diocèse, soit une paroisse à Rome ou aux alentours, soit un service (diaconie) d'où cardinal évêque, prêtre ou diacre. En 1179, au concile de Latran, on décida que le Pape serait élu à la majorité de deux tiers des votants, principes encore en vigueur et tendant à prévenir les contestations sur la validité d'une élection pontificale.

partir desquelles la méthode met l'accent sur l'adaptation, puis sur l'indigénisation, et sur l'inculturation avec la traduction de la Bible, des Missels, et des Evangiles en langues nationales. C'est le cas à Yaoundé où au temps des Pallotins, la langue indigène, l'Ewondo, a été promue langue de prières et de cantiques dont les traductions se sont multipliées dès 1930. C'est aussi le cas à Nkongsamba où au synode diocésain de 1948-1949, les Pères synodaux soulignent :

> « Il devient absolument nécessaire d'entreprendre l'étude d'une langue indigène : les autochtones du sud du Vicariat peuvent comprendre tous la langue Douala. Pour les Bamilékés, la question s'avère difficile, vu la diversité des dialectes ; le synode adopte pour la généralité des Grasfiels la langue de Bafang. Commençons à l'étudier et à la mettre en grammaire, en syllabaire et en livres. »[142]

Aussi dès les années 1950, il a été traduit en langue Bafang (le féfé), le catéchisme, les Evangiles et les Actes des Apôtres.

C. Le contexte socioéconomique et culturel et sanitaire de 1955 à 2000

C.1. La géographie humaine et sociale

Le Cameroun est appelé l'Afrique en miniature à cause de sa diversité sur les plans humain, climatique, relief, faune et forêt, selon qu'on se trouve au sud, au nord, à l'est ou à l'ouest. Avec une population estimée à 20 millions d'habitants en 2010, le taux d'accroissement naturel demeure proche de 2,8%. Bien qu'ayant comme langues officielles le Français et l'Anglais, le Cameroun est une mosaïque linguistique avec près de deux cent trente langues d'ethnies différentes identifiées autour de quelques principaux groupes ethniques que sont Les Fangs au Centre et Sud (19,6%), les Bamilékés et les Bamouns à l'Ouest (18, 5%), les Douala et assimilés et les Bassas au Littoral (14,7%), et les Peuls au grand Nord (9,6%). Trois grandes considérations peuvent être faites : à l'intérieur du groupe peul, il y a les Foulbés qui sont minoritaires, mais ont été longtemps politiquement, religieusement et culturellement dominants, l'islam s'étant propagé grâce à eux. Les autres groupes de la région sont les Kirdis peuplant les montagnes, les Mafas, groupe le plus nombreux, les Toupouris et les Massas qui

[142] *Acte du synode de 1949, Premier Synode du Vicariat apostolique de Foumban, 29 décembre 1948 au 2 janvier 1949,* copie certifiée conforme par le Chancelier, abbé Nicéphore Fankan, p. 19.

majoritairement ont gardé leur religion traditionnelle, même si un petit nombre s'est converti au christianisme ou à l'islam. Au Sud les principaux groupes Bétis (Ewondo, Eton, Boulu) sont majoritairement chrétiens, et à l'Ouest, les Bamouns sont en grande partie musulmans alors que les Bamilékés sont majoritairement chrétiens. Dans le littoral les Bassas et les Douala sont majoritairement chrétiens. Les parties du Nord Ouest et sud-Ouest sont peuplées des Bansos et des Tikars. En statistique générale, il y a 34,7 %, de la population qui est catholique et donc majoritaire, les adeptes de la religion traditionnelle étant de 26 %, les musulmans 21,8 % et les protestants 17,5 %. La population est inégalement répartie sur le territoire et il y a une forte migration vers les villes dont les principales sont Douala, la ville portuaire et économique (2.500.000 d'habitants), et Yaoundé, la capitale politique 1.400.000. (Statistique de 2004), sans perdre de vue les villes secondaires qui sont autant de capitales régionales et qui abritent entre 150.000 et 450.000 habitants.

Il s'ajoute à cette diversité dont le développement se perd dans la mémoire du temps, une récente diversité créée par la double présence française et anglaise. Une partie, celle du Nord-ouest et Sud-ouest reste marquée par la culture anglophone développée depuis 1918, le reste étant marqué par la culture française, deux cultures, deux visions du monde et des choses à vivre dans un seul et même pays, un concubinage pas facile à vivre.

Si les administrations allemandes, françaises et anglaises ont été respectivement les acteurs premiers des structures socioéconomiques du Cameroun du XIX^{ème} siècle, ces structures ont existé et ont fonctionné autrement avant eux. Mais dès leur arrivée, les Allemands découpent le Cameroun en Stations et en Postes, alors que les Français l'organiseront en Région et District, structures sociales réorganisées aujourd'hui en Province ou Région, Préfecture, Sous-préfecture et District ayant à leur tête un gouverneur, un préfet, un sous-préfet et un chef de district. Jusque là, la vie sociale économique, politique et culturelle pour la plupart des régions du Cameroun s'organisaient autour des chefferies[143] dites aujourd'hui traditionnelles et organisées en 1er, 2ème ou 3ème degré selon la taille et l'importance des populations, les chefs étant nommés ici ou là lamido, lawan, djaoro, fon, fo ou fu, ou sultan selon l'importance des chefferies. Ces dernières sont nées vers le VIII^{ème} siècle dans l'extrême

[143] Une chefferie est entité d'identification et de recours naturel anciennement indépendant, de tailles et d'importances variables. Elle regroupe les personnes du même clan restreint ou élargi autour de la figure emblématique d'un chef désigné selon les coutumes des régions et appelé Fo, Mfon, Lamido, Mey ou sultan selon les régions. Pivot de l'organisation sociale, le chef exerce des fonctions politiques et spirituelles, et la prospérité de son règne est étroitement liée à son rôle de médiateur entre le monde des vivants et celui, des ancêtres, entre le monde ordonné de la chefferie et celui dangereux de la brousse. Il a autour de lui pour gouverner notables ou grands serviteurs et des membres de la société secrète. Le centre symbolique du pouvoir est le palais, reflet d'une vision du monde propre à chaque culture. Aujourd'hui, l'état moderne se sert de ces chefs, à défaut de les voir disparaître, pour mettre en œuvre sa politique et il les organisées en 1er, 2ème, ou 3ème degré selon leur taille.

nord du Cameroun, au XVI^{ème} siècle dans les régions du nord-ouest et de l'ouest, et à partir du XIX^{ème} siècle pour les lamidats peuls du nord. Dans la zone du centre et du sud, les chefferies des aires béti et sawa coiffent de vastes lignages et les débuts semblent remonter aux périodes de la présence française entre 1916 et 1930.

C.2. L'évolution socio-économique et culturelle de 1955 à 1960

Jusqu'en 1960 où le Cameroun est indépendant, les réalités socioéconomiques et culturelles sont celles héritées de la double présence allemande et française. Les Allemands avaient successivement, de 1885 à 1901, et de 1901 à 1909, établi le siège de leur gouvernorat à Douala, ensuite à Buéa dans le Sud Ouest qu'ils abandonnèrent suite à l'éruption du mont Cameroun en 1908 pour s'installer à Douala. Dès lors, ils entreprirent un programme d'expropriation des Doualas qui refusèrent de se laisser expulser de leur terre, résistance qui se termina par la pendaison de leurs principaux résistants Rudolf Douala Manga Bell et Ngoso Din en 1914.

Sur le plan du développement économique, les Allemands posent les bases de la géographie économique du Cameroun dont une grande partie reste en place de nos jours : des larges plantations établies tout au long de la côte méridionale. Ils créèrent des grandes plantations de produits d'exportation tels que le cacao, la banane, le caoutchouc, l'huile de palme. Pour évacuer ces produits, ils ouvrirent des routes, construisirent des ports et surtout des chemins de fer, des infrastructures télégraphiques, téléphoniques et radiotélégraphiques.[144] Pour réaliser ce programme économique, les Allemands utilisèrent la main d'œuvre locale et recoururent aux travaux forcés et à la bastonnade pour les récalcitrants. Dans la même perspective, ils introduisent les impôts en 1903 à Douala, et dès 1908 tous les mâles devaient s'acquitter de l'impôt ou à défaut, accomplir trente jours de travaux forcés.

Au niveau scolaire, l'administration allemande soumettait l'ouverture d'une mission à celle d'une école, les premières écoles au Cameroun étant des écoles protestantes dès 1887, les écoles catholiques ayant vu le jour en 1890. Les Allemands construisirent des écoles si bien qu'avec celles ouvertes par les missions, il y avait en 1913, 631 écoles et plus de 42 000 élèves, la particularité pour les écoles des missions étant que les élèves apprenaient à écrire et à lire en langue locale. Les infrastructures sanitaires n'ont pas été en reste, la maladie du

[144] Au sujet de cette évolution sur le plan économique et politique, lire : *Rapport Afrique de Crisis Group* N° 160, 25 mai 2010 ; *Cameroun : Etat fragile ?*, p. 1-16.

sommeil, la lèpre et le paludisme sévissant. Aussi allaient-ils construire des hôpitaux à Ayos, Doumé, Douala et Victoria. [145]

Quand arrivent les Français dès 1916, une page de l'histoire du Cameroun se tourne et le siège du gouvernorat passe de Douala à Yaoundé. Ils terminent en 1926 la construction du chemin de fer commencé par les Allemands en 1906, et entreprennent un programme de mise en valeur des ressources économiques, non sans utiliser la méthode de l'indigénat[146], méthode qui fut abrogée en 1944 à la conférence de Brazzaville, ainsi que les travaux forcés. C'est au cours de cette conférence que furent créées des assemblées locales (ARCAM, Assemblée régionale du Cameroun), ATCAM, (Assemblée territoriale du Cameroun), ALCAM, Assemblée législative du Cameroun) pour permettre aux populations de participer à la gestion politique et économique du pays. L'amélioration des services sociaux a été une priorité. Sur le plan de la santé, le docteur Jamot mis tout en œuvre de 1922 à 1926 pour éradiquer la maladie du sommeil et ses causes, d'où un hôpital qui à ce jour porte le nom de Centre Jamot à Yaoundé, sans perdre de vue d'autres hôpitaux et dispensaires qui virent le jour, entre autre, l'école d'infirmiers à Ayos près de Yaoundé.

Les écoles publiques et les écoles des missions comptaient en 1937 plus de 100. 000 élèves. Quant à l'enseignement secondaire, les seules possibilités étaient soit l'entrée au séminaire où les jeunes gens se préparaient au sacerdoce ou à l'école primaire supérieure de Yaoundé qui formait des fonctionnaires subalternes dont les meilleurs à la sortie étaient nommés commis d'administration, et les autres moniteurs. Aussi, quelques cadres camerounais sont-ils non seulement des anciens de l'école des missions, mais aussi des anciens des séminaires, entre autres le président camerounais actuel, Monsieur Paul Biya. [147]

Quant au développement économique, il eut, en plus du développement des moyens de communication routière, le développement des cultures d'exportation que sont le cacao, la banane, le caoutchouc, l'ouverture des hôtels et des grandes boutiques dans les grandes villes, ce qui favorisa un grand mouvement migratoire interne. Après la seconde guerre commence timidement l'industrialisation du Cameroun. Tel est le visage socioéconomique et culturel du Cameroun qui devient, le 1er janvier 1960, un Etat indépendant.

---

[145] FOMENKY R., GWANFOGBE M.B. *Histoire du Cameroun*, Yaoundé, CEPER, 1988 ; lire « L'administration allemande et le développement du Cameroun », p. 70-72.

[146] Pour amener la population à se soumettre à son autorité, l'administration française utilisait le bâton et les autres méthodes policières rudes : obligation de faire le travail ; pas de droit de syndicats ni d'associations sans l'autorisation du Haut Commissaire ; interdiction de se mêler de la politique, pas de manque de politesse devant un Français. Cependant en cas d'épidémie, elle prenait en charge la population. C'est le cas du docteur Jamot dans la lutte contre la maladie du sommeil.

[147] Lire dans *Histoire du Cameroun* publié par R. Fomenky et M.B. Gwanfogbe, *op. cit.*, p. 72 ; ou dans *Les Ecoles des missions* publié par Thomas Fondjo, Yaoundé, saint Paul, 1965 p. 120-121.

C.3. L'évolution socio-économique et culturelle de 1960 à 2000

C.3.1. L'évolution de 1960 à 1982

Cette période correspondant à un temps fort de la vie politique au Cameroun. De 1960 à 1982, c'est la première république sous les règnes du président Ahmadou Ahidjo. En 1982, il démissionne et est constitutionnellement remplacé par le Premier Ministre de l'époque, Monsieur Paul Biya.

De 1960 à 1982 le Cameroun était considéré comme l'un des pays les plus économiquement stables en Afrique. Le pays a connu une période de croissance soutenue de son produit intérieur brut pendant près de vingt ans et dont l'âge d'or se situe entre 1970 et 1980. La politique économique a depuis 1960 accordé une place particulière au secteur agricole, la voie du développement économique passant par le développement de l'agriculture dont 80% de la population en vivent. L'élaboration de la politique économique n'a pas été homogène depuis 1960, elle a connu un certain nombre d'étapes : dans la phase d'élaboration, le président Ahmadou Ahidjo a voulu rejeter les formules toutes faites de communisme, de socialisme et de nationalisme parce que, dit-il, les conditions de leur existence, à savoir, le temps et l'espace ne pouvaient pas être transposées au Cameroun. Pour lui, c'est des formules historiques dont on peut se servir pour mettre sur pied les pôles d'une économie propre au Cameroun. Aussi, la ligne générale comprend-elle deux pôles inconciliables il y a quelques années : le libéralisme et la planification dénommé le libéralisme planifié : l'initiative privée est importante pour permettre aux citoyens de s'exprimer dans leurs aspirations économiques et d'arriver par leur travail à améliorer leur niveau de vie. Ce système, di-t-il, a favorisé le développement d'une partie de l'Europe et les Etats-Unis, mais il n'a pas que des avantages, l'intérêt personnel entrant en conflit avec le bien commun et cherchant le profit maximum par tous les moyens, même en écrasant tout sur sa route. Pour le président, les branches immédiatement les plus rentables se développent rapidement alors que celles qui constituent la véritable richesse du pays et la base de sa production, sont systématiquement délaissées par ceux qui possèdent à la fois l'argent et la compétence, placer ses bénéfices dans la construction étant plus profitable que d'investir dans l'agriculture. La voie du libéralisme corrigée par les

formules adaptées de la planification est la meilleure voie, d'où le libéralisme planifié, avec un grand accent mis sur l'agriculture dans l'économie planifiée en phase [148]:

Dans cette perspective, il a planifié la progression économique en plan quinquennal. Il y a eu :

- Une phase de planification allant de 1960 jusqu'au milieu de 1980 au cours de laquelle six plans quinquennaux ont été mis en œuvre et cinq sont arrivés à terme, le sixième étant interrompu par la crise économique atteignant son apogée de 1987 à 1993. De 1960 à 1982, c'est la prépondérance de l'Etat dans le déroulement de l'activité économique, le pays connaissant une gestion saine et stable des ressources nationales.
- La phase de libéralisation quant à elle est consécutive à la crise économique que connaît aussi le Cameroun et dont les causes sont aussi exogènes qu'internes. Le gouvernement camerounais, conjointement avec le Fonds Monétaire International (FMI), a mis sur pied un programme d'Ajustement structurel (PAS), et l'Etat se désengage de l'activité économique afin de laisser les règles du marché la réguler.

Dans le prolongement des PAS, le Cameroun atteint le point de décision de l'Initiative de Pays pauvres Très Endettés (IPPTE) en 2000 dont le point d'achèvement est en 2006, d'où une nouvelle orientation de la politique économique avec la rédaction du Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

La politique agricole a logiquement connu des changements durant ces différentes phases et nous présentons quelques différents traits de la politique agricole au cours de ces périodes.

Cinq plans quinquennaux ont été exécutés de 1960 à 1986.

- de 1960 à 1965 : premier plan dont l'objectif était de doubler le PIB par tête en vingt ans ;
- de 1966 à 1971 : deuxième plan avec un accent sur l'amélioration de vie de la population des zones rurales ;
- de 1971 à 1976 : troisième plan dont l'objectif était l'accroissement de la production et de la productivité agricole. A cet effet, on investit plus dans des projets agricoles directement productifs ;
- de 1976 à 1981 : quatrième plan quinquennal au cours duquel la majeure partie des investissements est consacrée à l'infrastructure rurale, à l'économie rurale et à l'énergie ;

[148] Lire « L'avenir économique du Cameroun »,, article de la rédaction faisant le point sur le discours présidentiel développant la doctrine gouvernementale en matière économique dans *L'Effort Camerounais*, semaine du 2 au 8 février 1964, p. 10.

- de 1981 à 1986, le cinquième plan visait l'augmentation du revenu par habitant avant de donner un visage nouveau au Cameroun de l'an 2000 ;
- Le sixième plan prévu de 1987 à 1992 a été un mort-né, interrompu par la crise économique qui se déclenche en 1987 et le début de l'exécution du Programme d'Ajustement Structurel imposé par le FMI et la BM.

Dans chacun des plans quinquennaux, l'agriculture ressort comme un des principaux éléments sur lequel devait se baser le développement économique, et possède un avantage comparatif sur les autres secteurs quant à la politique économique du développement, ceci pour plusieurs raisons : l'agriculture exige pour son expansion moins de moyens que le secteur industriel et le matériel dont ont besoin les paysans est facilement mobilisable sur place, sans perdre de vue que l'agriculture reste pratiquée par la grande partie de la population.

En plus de l'agriculture, le développement industriel représente un ensemble non négligeable en 1960. « En 1960, l'industrie camerounaise réprésentait déjà près de 14 milliards de CFA de chiffre d'affaires…Enelcam-Alucam…Alubassa, la maison du cycle, les Brasseries industrielle du Cameroun, l'huilerie de palme, de palmiste et d'arachides, la rizière, l'usine à café, l'industrie du bois, la société industrielle de cacao, toutes des sociétés de transformation ».[149] Les capitaux étrangers furent attirés pour accroître et diversifier l'industrie par le Code d'investissements du 27 juin 1960 donnant des bases juridiques d'investissement. D'autres infrastructures vitales de l'économie ont vu le jour telles la construction de la voie ferrière reliant le grand nord au grand sud, la construction de la route de Ngaoundéré à Maroua, et la création des routes reliant toutes les provinces ou régions entre 1975 et 1982. La création d'une compagnie de navigation aérienne en 1971 dénommée Cameroon airlines et l'acquisition des flottes fut un défi bien relevé. D'autres secteurs telles que la construction d'une raffinerie de pétrole à Limbé et la création de la SONARA, la création d'une société de raffinerie du pétrole en 1981, la création de la SODECOTON chargée de promouvoir le coton en 1974, la création d'une compagnie de navigation maritime en 1974, la création de CAMSUCO, société de sucre en 1975, la création d'HEVECAM à Kribi en 1975 pour la transformation du caoutchouc, l'installation d'une fonderie d'aluminium à Edéa, ont vu le jour. En 1982 le pétrole était déjà la plus importante source de revenus, bien que ne figurant pas, et ce fut le grand tort, dans le budget financier. C'est un pays économiquement solide que laisse en 1982 le premier président camerounais démissionnaire.

[149] *L'Effort Camerounais* du 21 au 27 mars 1965, p. 8.

Dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la culture, la période de 1960 à 1982 est une période charnière. C'est durant cette période que naissent véritablement les écoles, les collèges et les premières universités publiques camerounaises (la première université de Yaoundé date de 1962, celle de Buéa de 1971), les écoles des missions, les centres de santé, les moyens d'information et formation, les mouvements et associations ayant commencé dès le début de l'évangélisation qui mit l'accent sur ces lieux comme des moyens pour évangéliser. En l'année scolaire 1960-1961, il y a une progression des effectifs suivant cette courbe dans l'enseignement catholique tant au primaire qu'au secondaire :

- Année scolaire 1950-1951 = 72 995 élèves.
- Année scolaire 1955-1956 = 124 959 élèves.
- Année scolaire 1960-1961 = 167 822. [150]

En 1987, le seul enseignement catholique totalise près du quart de la jeunesse camerounaise scolarisée : 404 602 élèves encadrés par 9527 enseignants dans 1235 établissements maternels, primaires et secondaires. [151]

C.3.2. L'évolution de 1982 à 2000

Cette période de la deuxième république sous le régime du président Paul Biya est marquée au Cameroun par la crise économique et financière et la corruption généralisée à tous les niveaux de l'Etat et de ses structures, particulièrement de 1985 à 1994, puis d'un léger retour à la croissance entre 1995 et 2000. La politique du développement économique du Cameroun change aussi. Le libéralisme planifié cède place au libéralisme communautaire dont Paul Biya est le chantre au congrès du parti en 1985 à Bamenda. Sa politique économique mettant l'accent sur l'agriculture dès le début de la crise économique en 1987 ne portera pas, la caisse financière de stabilisation des produits agricoles qui existait du temps de son prédécesseur ayant pris d'autres horizons, favorisant la mévente des produits de premières nécessités que sont le café et le cacao.

Quelques organes d'expression dressent, et de façon très dramatique, la courbe dégradante de la situation socioéconomique de 1982 à 2000. Dans le quotidien *Libération* Fanny PIGEAUD titre son article : « Le Cameroun est asphyxié après un quart de siècle sous « le régime Biya ». Dans cet article, l'auteur souligne qu'à l'arrivée de Paul Biya au pouvoir en

[150] *Annuaire des diocèses du Cameroun 1962*, Information Catholique du Cameroun, p. 25-26.
[151] CENC, *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2005*, Yaoundé, CENC, p. 133.

1982 le Cameroun compte parmi les pays les plus riches de l'Afrique, et qu'aujourd'hui il ne ressemble à rien, le pays ayant pourtant un gros potentiel économique. Il relève que le laxisme de la gestion, le détournement de l'argent de l'Etat ont atteint des niveaux records à tel enseigne que le Cameroun est l'un des pays les plus corrompus au monde selon l'ONG Transparency International qui mène les enquêtes et établit un classement mondial chaque année sur la corruption. Tous les secteurs sont touchés par la corruption : la santé, l'éducation, la justice, la police, et cette situation a été aussi à l'origine de la crise sociale qui en 1991, a paralysé le pays à travers la désobéissance et les villes mortes déclenchées par les partis d'opposition.[152] Dans son édition du 20 mai 2007, le quotidien camerounais *Le Messager* relève qu'entre 1997 et 2004, les sommes détournées par la corruption au Cameroun atteignent 2.000 milliards de CFA (des chiffres officiels), et prend dix exemples pour aider le lecteur à quitter l'imagination pour évaluer concrètement l'ampleur du dégât. Nous en restons à quelques uns. Avec 2.000 milliards CFA, à supposer que le coût d'un Boeing 777 est d'environ 280 millions de dollars, on peut, souligne la rédaction du quotidien, acquérir 15 Boeing flambants neuf ; on peut construire 100.000 logements de 20 millions CFA l'un, 10.000 écoles primaires, 20 hôpitaux ou 2 grands hôpitaux généraux.

Au-delà de cette situation de corruption et de mauvaise gestion qui a affaibli les énormes potentialités de l'économie camerounaise, la période de 1982 à 2000 est marquée d'une part, par l'apparition d'un mal nouveau parmi tant d'autres (voir annexe 24 p. 519) dénommé le SIDA.

La pandémie du sida. Si aujourd'hui l'Afrique en général est minée par la pandémie du sida, le Cameroun quant à lui vit le drame depuis 1985 où le premier cas est signalé. En 2010, les statistiques relèvent que 70.000 personnes vivent sous antirétroviraux et la ratio pour des personnes infectées est de 2,15 femmes pour un homme, d'un taux de prévalence nationale de 15,1% dont 6,8% pour les femmes et 4,1% pour les hommes. 553.000 personnes vivent avec le VIH au Cameroun. Chez les jeunes, le taux de prévalence est de 9,9%. D'après les rapports du comité national de lutte contre le sida, la région du centre est la plus contaminée avec 111.287 (soit 47%), suivie de celle du nord avec 17.418 cas soit (15%). Au niveau mondial, l'Afrique reste le continent le plus touché, 22 millions de personnes vivant avec le sida. En 2007, on note 1,5 millions de cas de décès du sida en Afrique, dont 90% en Afrique Subsaharienne.[153]

Les causes de l'expansion rapide du sida sont la pauvreté chronique et la dépravation des mœurs, et les moyens pour freiner le mal divergent selon que c'est l'Etat ou l'Eglise

[152] PIGEAUD Fanny, « Le Cameroun asphyxié après un quart de siècle », *Libération*, 14 novembre 2007.
[153] *L'Effort Camerounais* du 20/05/2010 (ONUSIDA).

catholique qui prend la parole. Si pour l'Etat la contraception sur un des modes qu'est le préservatif reste un moyen privilégié, pour l'Eglise, c'est l'éducation à la vie et l'amour, c'est le respect du cadre et de la finalité de l'acte sexuel, c'est la fidélité dans le couple. Dans le communiqué du Conseil Permanent réuni le 7 décembre 1993 les évêques attirent l'attention des Camerounais sur « la dramatique question du sida qui constitue une nouvelle menace pour la vie dans le monde et spécialement en Afrique ». Les évêques reviennent sur la question en 1999 dans une déclaration où ils font l'historique et l'évolution de la pandémie dans le pays :

> « En 1985, les premiers cas de SIDA sont déclarés dans notre pays : 21 cas…Entre 1987 et 1991, la séroprévalence au Cameroun passe de 0,5% à 1,5% ; Notre pays est classé parmi les pays à faible séroprévalence. Depuis 1992, l'épidémie SIDA s'est répandue et le taux d'infection n'a cessé de croître pour atteindre en 1997 les 5,5% de séroprévalence. Le Cameroun du coup est classé parmi les pays à prévalence intermédiaire. En 1998, le nombre cumulé des cas de SIDA déclarés, bien que sous-estimé avoisine 15 000 ; avec 70% des cas dans la tranche d'âge de 14 à 34 ans. Et aujourd'hui la prévalence est estimée à 7%... Bien entendu, les taux d'infection ne sont pas uniformes, mais ils sont plus élevés dans certaines groupes de populations notamment les hommes en tenue, les professionnels du sexe, les camionneurs ».[154]

Un comité de lutte contre le SIDA a été mis en place en 1986 mais le constat sur l'évolution de la pandémie relève un échec que les spécialistes camerounais expliquent d'une part par une instabilité à la tête du Programme National de Lutte contre le SIDA (PNLS), et d'autre part par une politique incohérente, une insuffisance des ressources affectées au Programme et une implication insuffisante des secteurs autres que la santé. Les évêques ajoutent à ces causes d'échec le comportement irresponsable de leurs concitoyens, et affirment que la meilleure façon de lutter contre le SIDA se fera dans le cadre national avec un accent sur les soins de santé primaire et dans une approche multisectorielle. Pour les évêques, le SIDA n'est pas un châtiment de Dieu qui est par définition le Dieu de la Vie et de l'Amour ayant créée l'homme libre, mais plutôt une conséquence malheureuse du mauvais usage que fait l'homme de la liberté dont Dieu l'a doté. C'est une maladie de comportement qui fait de l'acte de l'amour qui est un acte de vie, un acte de mort, plus grave encore, une forte proportion de la population la définit comme une maladie imaginaire, SIDA (Syndrome imaginaire pour décourager les amoureux).

Mais que faire face à l'évolution du SIDA ? Les évêques rappellent que le sidéen est un être humain crée par Dieu, à l'image de Dieu et dans toute sa dignité. Aussi n'est-il pas frappé par le mal parce qu'il est forcément coupable ou responsable du sort qui est sien ; il peut être

[154] CENC, *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2005*, Yaoundé, CENC, 2005, p. 205.

victime du comportement déplacé de l'autre conjoint, soit d'un personnel de santé ayant induit la contamination du VIH. Dans l'un comme dans d'autres cas, le malade vit un véritable calvaire dans son isolement, son rejet ou son abandon. Aussi les évêques interpellent-ils toutes les couches de la société pour qu'elles aident le sidéen à garder sa dignité d'homme, qu'il soit compris, aimé et pris en charge. Dans leur recommandation, ils relèvent que la lutte contre le SIDA requiert un engagement sur tous les plans : technique, éthique, social, religieux et en appelle à toutes les couches de la société :

- Au pouvoir public qui s'investit dans cette lutte à travers le ministre de la santé, ils rappellent que toute campagne et lutte sérieuse contre le SIDA doit privilégier les questions éthiques, par rapport aux cultures africaines et par rapport à la vision chrétienne de l'homme. Il y a à faire réfléchir les jeunes sur le sens et la grandeur de la sexualité humaine face aux courants de liberté sexuelle dissociant plaisir et responsabilité dans cet acte avant d'affirmer :

  > « L'Eglise tient à affirmer sa position, à savoir que la chasteté avant le mariage, l'abstinence et la fidélité pendant le mariage sont les seules garanties sûres pour freiner l'expansion de ce fléau, tout en gardant à l'homme sa dignité ».[155]

- Aux jeunes, les évêques font comprendre qu'ils sont les plus exposés au fléau et aussi les plus aptes à relever le défi grâce à leur générosité et enthousiasme, l'avenir de la société, de la famille et de l'Eglise tenant à leur santé physique et morale.
- Aux couples, ils rappellent la beauté et la grandeur de leur mission de transmettre la vie de façon responsable, tout en éduquant leurs enfants à la vie et à l'amour par l'exemple d'une vie unie et fidèle.
- Aux personnels de la santé, ils rappellent la noblesse de leur profession, tout en soulignant que les principes de prévention doivent être en harmonie avec les principes moraux, la nuisible facilité faisant recours à la distribution du préservatif.
- Pour finir, les évêques invitent tous les chrétiens à tous les niveaux à mener des actions d'information et d'éducation du peuple de Dieu, ceci à travers les groupes religieux, spirituels, et les structures catholiques de santé et d'éducation.

Au niveau des moyens de communication ou médias (organe d'expression et radio et télévision), il y a une large évolution entre 1989 et 2000. Le secteur audiovisuel, longtemps limité à une chaîne de radiotélévision publique connaît un développement, le réseau des radios

[155] CENC, *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955- 2005, op. cit.*, p. 209.

privées ayant connu un dynamisme très remarquable. Pour ce qui est de la radio et télévision privée, on compte en 2004 au Cameroun 38 types de promotion privée, la télévision ayant fait sa première apparition au Cameroun en 1985.[156] La presse écrite apparaît comme le secteur le plus développé et le plus diversifié, ouvert aux initiatives privées et bénéficiant d'une liberté d'expression depuis la suppression de la censure par la loi du 4 janvier 1966. Aussi une quinzaine de journaux paraissent-ils régulièrement, et d'autres périodiquement compte tenu des limites des moyens et financiers pour les journaux privés, le journal officiel *Cameroon Tribune* datant de 1970 ne connaissant pas les mêmes difficultés.

C.3.3. Les syndicats et associations

A partir de 1990 et suite à la loi N° 90/ 53/du 19/12/90 prônant la liberté syndicale et d'associations, le pays découvre le pluralisme syndical. A côté des syndicats à vocation générale telles que la Confédération syndicale des travailleurs du Cameroun, (CSTC) et l'Union syndicale des travailleurs du Cameroun (USTC), des syndicats à vocation sectorielle naissent : syndicat national des enseignants du supérieur (SYNS), syndicat national des agents et enseignants du secondaire (SNAES), le Teacher Association of Cameroon, le syndicat national des fonctionnaires des services civils et financiers, le syndicat national des contractuels d'Administration et des agents de l'Etat, la Cameroonian Public Servant Union, l'Association nationale autonome des chauffeurs d'autobus, et l'Association de taxis et de cars du Cameroun.

Pour ce qui est des droits de l'homme, un comité est crée en 1990 dénommé CNDHL (Comité national des droits de l'homme et liberté) pour mieux s'exprimer dans le contexte de liberté et du pluralisme politique, le Cameroun n'ayant connu de 1966 à 1990 que le monopartisme politique. Le mandat du CNDHL lui donne entre autres attributions, le pouvoir de procéder à toutes les enquêtes et investigations nécessaires sur les violations des droits de l'homme et des libertés à tous les niveaux, mais en ne faisant le rapport qu'au Président de la République, ce qui constitue des limites dans l'exercice du mandat de ce comité qui se réduit à réaliser des études, assurer l'éducation aux droits de l'homme et coordonner l'action des ONG dans ce secteur, sans perdre de vue son habileté à visiter les prisons. [157]

Telle est la courbe de la situation socioéconomique du Cameroun de 1960 à 2000.

[156] Consulter le site http://www.mincom.gov.cm./internet.html.
[157] Voir l'article sur « Cameroun : Comité des Droits de l'Homme et liberté, Origine et mandat » sur le site wagne.net 2007.

C.4. Les acteurs socioéconomiques et culturels de 1955 à 2000

C.4.1. Les acteurs jusqu'en 1960

L'administration allemande et française ont été respectivement les acteurs premiers des structures socio-économiques du Cameroun du XIX^{ème,} et notamment jusqu'en 1960.

Nous avons déjà souligné les premiers rôles qu'on joué les administrations allemandes et françaises dans la mise en route et l'amélioration du chantier social et économique du Cameroun. Et l'Eglise n'est pas restée en marge de ce chantier social et du développement à considérer les actions et les directives des grandes encycliques missionnaires (de Benoît XV à Pie XII en annexe 13 p. 427) dont certaines invitent les missionnaires à mettre plus d'accent dans l'évangélisation sur les oeuvres socio-caritatives et éducatives. « Avant d'enseigner les foules, soignez les malades et allez aux enfants…ouvrir des hôpitaux, des dispensaires et des écoles », affirmait Pie XI dans l'encyclique *Rerum Ecclesiae* en 1926.

C.4.2. Les acteurs de la situation socioéconomique et culturelle de 1960 à 2000

C.4.3.1. L'Etat et ses ramifications

La politique socioéconomique et culturelle a toujours relevé de l'Etat qui est le premier mandataire en la matière, bien que des initiatives privées, dans certains domaines comme l'éducation, l'école, la santé et les moyens de communications sociales contribuent à son plus grand rayonnement. En plus des ministères impliqués dans la politique socioéconomique et culturelle, à savoir les ministères de l'agriculture, de l'élevage, des pêches et des industries animales, des affaires sociales et de la condition féminine, du commerce et du développement industriel, de l'économie et des finances, de l'éducation nationale devenu éducation du secondaire et éducation de base, du ministère de l'enseignement supérieur, de la santé, de la communication, les formulations ayant varié au fil du temps, il y a des sociétés de développement des filières riz, bananes, huile de palme, de sucre, de caoutchouc, de cacao, de café et de maïs, et des missions de développement pour les activités ponctuelles.

Dans le domaine de la santé, il y a au niveau public deux grands hôpitaux généraux (Douala et Yaoundé) 300 lits chacun, deux grands hôpitaux à Douala et à Yaoundé de 500 lits chacun, 45 hôpitaux départementaux, et près de 80 arrondissements ayant chacun un hôpital

départemental, la grande difficulté étant l'accès payant aux soins très onéreux à tous les niveaux. Quant à l'école, on compte 7 universités d'Etat, chaque département étant doté de plusieurs lycées et collèges et chaque arrondissement disposant d'au moins un lycée et collège.

C.4.3.2. Des entreprises privées et Organisations non gouvernementales

Des initiatives privées sur tous les secteurs du développement socioéconomiques et culturels sont aussi très actives : usines à café, cybercafés, entreprises d'huile de palme, d'achat et de revente du café, de cacao, d'huile de palme, et notamment dans les secteurs de l'école, de l'éducation, des moyens de communication sociales où le secteur privé joue un grand rôle. En plus de ces secteurs, la santé constitue pour l'Eglise catholique au Cameroun un moyen par excellence d'évangélisation, sans perdre de vue l'apport considérable d'autres confessions religieuses. Au Cameroun il y a en 2000 dix universités privées et une cinquantaine d'instituts privés et instituts universitaires parapublics, et plus de 500 établissements privés laïcs secondaires et techniques. Dans le domaine associatif, on compte pour la seule province ou région de Douala depuis 1990 où la liberté d'association est reconnue, près de 32 associations dans les domaines de l'éducation populaire, de la santé, de l'environnement, du développement, de l'éducation sociale et familiale, des droits de l'homme et de démocratie, bref dans tous les domaines oeuvrant à l'édification intégrale de l'homme.[158]

C.4.3.3. L'Eglise Catholique au Cameroun

Evangélisation et œuvres sociales scolaires, caritatives et sanitaires vont ensemble dans la pensée missionnaire, à considérer les encycliques missionnaires de Benoît XV à Pie XII, sans perdre de vue l'appel historique du pape Jean XXIII en 1958 à la FAO en faveur de la lutte contre la faim dans le Tiers monde, appel qui a été entendu par l'épiscopat français qui pour la cause, mit en route le CCCF (Comité Catholique contre la Faim) en 1960, organisme qui deviendra en 1966 CCFD (Comité Catholique Contre la Faim et pour le développement), le Secours Catholique existant déjà dès 1946. Aussi, l'Eglise catholique au Cameroun a-t-elle œuvré dès les premières heures de l'indépendance dans tous les secteurs du développement socialet éducatif, appuyée dans le financement par les organismes catholiques d'aide au développement, dont le cas d'école sera le CCFD de 1962 à nos jours, avec un accent fort entre

[158] Liste de ces associations sur http://www.wagne.net/w3/ong/repong_lt.htm

1962 et 1975 selon nos sources. Les premières écoles et centres de santé au Cameroun sont les œuvres des missions protestantes et catholiques, sans perdre de vue d'autres initiatives associatives, culturelles en vue du développement (annexe 14 et 15). Les différents projets financés par le CCFD au Cameroun nous disent le degré de l'engagement de cette Eglise pour les questions sociales et du développement. De 1962 à 1975, le CCFD a financé près de 250 projets d'aide au développement de plusieurs types : le soutien des animateurs, les projets de formation, de construction, d'équipement, de scolarité, de développement, d'opinion et des projets médico-sanitaires comme nous pouvons le lire au chapitre 5 de la troisième sur le CCFD.

Dès lors l'Eglise catholique au Cameroun a joué et joue un très grand rôle dans le développement à tous les niveaux. En 2000, l'œuvre sociale de l'Eglise dans les domaines de l'éducation (voir annexe 25) et de la santé s'illustre à partir des chiffres suivants : 349 écoles maternelles, 1005 écoles primaires, 150 collèges et instituts supérieurs, et une université catholique pour l'Afrique centrale fondée en 1989 et basée à Yaoundé. Au niveau de la santé, il y a 23 hôpitaux, 228 centres de santé, 10 léproseries, 12 orphelinats et 45 centres de consultation.[159] La plupart des diocèses ont chacun un organe d'expression dès 1962, l'organe national étant *l'Effort Camerounais* fondé en 1955. Non seulement l'Eglise s'illustre par des œuvres scolaires, mais aussi par la qualité et le sérieux qui classent ses établissements parmi les meilleurs quant aux résultats scolaires. Dans un classement officiel que publie l'Office du baccalauréat du Cameroun, classement qui comporte plus de cinq cents établissement scolaires du pays et dont le critère est le taux élevé de réussite aux examens officiels, sur les dix meilleurs établissements, sept sont de l'enseignement privé catholique, tandis que sur les vingt premiers lycées et collèges, quatorze sont encore de cet ordre d'enseignement. [160]

L'Eglise catholique s'est aussi illustrée dans le domaine social par la formation des consciences à travers les mouvements d'Action Catholique. L'Action catholique est fondée au Cameroun en 1947 par le chanoine Noddings du diocèse de Lille, à l'appel de Mgr Bonneau vicaire apostolique de Douala. Elle s'est étendue à d'autres vicariats entre 1947 et 1958. Le chanoine Noddings, soulignant non seulement sa nécessité dans un pays de mission mais aussi ses objectifs, relève qu'elle a aussi pour mission :

« d'informer la vie humaine toute entière, d'opérer sa transformation chrétienne dans tous les domaines : vie familiale, vie sociale, vie professionnelle et civique, ce qui ne peut se

[159] Lire sur http://www.prc.cm/pape/index.eglise_raccourci.
[160] Lire l'article : « L'enseignement privé catholique remporte le prix d'excellence scolaire au Cameroun », 30 janvier 2010 dans Dépêches, Educations, Société 110 vues, sur http://www.africaavenir.org/2010 enseignement-prive-catholique.

faire que par une action organisée des chrétiens pour baptiser les institutions, les événements, les courants d'idées… l'évolution économique…les contacts avec des organismes internationaux d'ordre politique ou syndical ». [161]

En 1962 au Cameroun, il y a comme organisation chrétienne catholique : la JCC (Jeunesse chrétienne catholique) comprennant : l'ACE (Action catholique de l'enfance), la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne), la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne, la JOCF (Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine), la JAC (Jeunesse agricole chrétienne), la JECF (Jeunesse Etudiante Chrétienne féminine, les Scouts et Guides), ensuite l'ACF (l'Action catholique des familles), la Légion de Marie, l'Apelcam (Association des parents d'élèves du Cameroun), les Secrétariats sociaux pour former et informer sur les questions de la société, « Nova et Vetera », lieu pour former et informer les citoyens sur leur place et leur rôle sur tous les plans dans la société et dans l'Eglise, l'université populaire à Nkongsamba pour ceux qui n'ont ni les moyens ni les possibilités de s'instruire, le Collège des travailleurs pour la formation et la culture en ce qui concerne le travail humain « L'Essor des jeunes », organe d'expression du diocèse de Nkongsamba, et le Secours Catholique.[162] En 2000, il y a une nette évolution de ces structures telles que les statistiques nous l'ont déjà montrées, d'autres organisations socio-caritatives ayant vu le jour entre temps : le service catholique de la santé, le service catholique de l'information et des médias, et le bureau des activités socio-caritatives.

Tels sont brièvement soulignés, les contextes politiques et religieux et l'évolution sociéconomique et culturel du Cameroun, et le rôle joué par l'Eglise catholique dans cette évolution et ce développement sur les plans social, éducatif, scolaire, sanitaire et culturel de 1955 et 2000.

Au terme de cette mise au point sur les réalités sociopolitiques, économiques, sanitaires et religieux camerounais, nous nous interessons au corpus du magistère sur les questions sociales, ce qui nous permettra de vérifier davantage un des mécanismes de la réception.

[161] *In* Archives des Prêtres du Sacré-Cœur, n° 2-02-018 ; Rapport *Rencontres sacerdotales Nkongsamba-Bandjoun, 7 et 18 février 1957*, p. 12.
[162] *L'Effort Camerpounais*, 335 (15-4-1962) 7.

DEUXIEME PARTIE :

LE CORPUS DES TEXTES DU MAGISTERE SUR LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE DE 1955 A 2000

Chapitre 1 :

Le corpus du magistère de l'Eglise universelle et d'Afrique

Ce corpus prend en compte les textes qui ont été produits au niveau du magistère pontifical et ses différentes congrégations et commissions, du magistère conciliaire ou synodal, et l'intérêt consistera à le comparer au corpus camerounais pour vérifier si ce dernier est ou pas une simple reproduction du corpus du magistère universel.

En 1955 nous sommes sous le pontificat de Pie XII qui n'a pas écrit de lettre encyclique [163] sociale comme tel, mais qui, par des radio-messages, est intervenu sur la question sociale. On pourrait relever que *Fidei donum* exprime un peu ses préoccupations sur la question sociale en Afrique. Aussi en ferons-nous mention.

[163] Lettre encyclique est une traduction de litterae encyclicae et veut dire lettre circulaire dans le sens grec du terme. Il s'agit dès l'origine d'une correspondance entre archevêques et évêques, ou entre eux et destinés à leurs fidèles. Entretemps, l'expression s'est restreinte à l'usage du magistère pontifical, les circulaires des évêques à leurs diocésains ayant pris le titre de lettre pastorale. Dès lors, les litterae encyclicae ont pour caractéristique d'être adressées aux patriarches, primats, archevêques et évêques dans un cadre particulier ou universel. Son objet est de condamner une erreur, rappeler ou dévoiler aux catholiques la vérité de la saine doctrine tout en proposant des analyses et des remèdes. Elles indiquent une direction obligatoire à tous les catholiques. La première encyclique au sens d'aujourd'hui date du pape Benoît XIV (1740-1758). Voir liste des principales encycliques en annexe.
Mais le magistère pontifical utilise d'autres formes d'expressions dans ses communications. Il le fait par le *Bref apostolique*, lorsqu'il s'adresse aux princes ou aux autorités temporelles, par *la Bulle* pour préciser un point de doctrine ou pour condammner une doctrine contraire à celle traditionnnelle, par *l'Indult* pour accorder un privilège ou une dérogation, par le *Rescrit*, acte administratif que lui, ou une congragation romaine, un évêque et ceux qui sont équiparés par le droit peuvent donner en réponse à une personne physique pour accorder un privilège ou une dispense. Il y a par ailleurs le *Motu proprio*, un acte législatif par lequel le Pape de son propre mouvement et non pour répondre à une sollicitation, prend une décision. C'est le cas de *Motu proprio* du pape Paul VI dans *apostolica sollicitudo* créant en 1965 le synode des évêques, celui de Jean Paul II du 21 mai 1998 sur « la nature théologique et juridique des Conférences des évêques ». *La Constitution apostolique* est aussi une des formes d'expression du souverain pontife. Il s'agit ici des décisions les plus importantes concernant la foi, les mœurs et l'administration de l'Eglise : Constitution apostolique *Sacrae disciplinae leges* du pape Jean Paul II promulguant le nouveau code de droit canonique de 1983. *L'Exhortation apostolique*, proche de l'encyclique par l'esprit et ses destinataires, incite de façon pressante à s'engager dans telle ou telle voie. C'est le cas d'Evangelii *nuntiandi* (sur l'évangélisation dans le monde moderne) du pape Paul VI en 1975. *La Lettre apostolique* est adressée à un responsable en vue de développer un enseignement sur un point précis : lettre apostolique du pape Paul VI (*Octogesima adveniens*) au cardinal Roy sur le problème social en 1971 à l'occasion des 80 ans de *Rerum novarum*. Dans cette lettre, Paul VI évoque les aspirations fondamentales et les courants d'idées de l'heure : les droits de l'homme à promouvoir, les ambiguités des idéologies, tout en rappelant la distinction entre doctrines en contradiction avec la foi chrétienne et les mouvements historiques nés des doctrines. Il invite les chrétiens à prendre leur responsabilité en s'engageant dans l'action politique.

A. Le corpus des papes

A.1. Le corpus sous Pie XII (1939-1958)

Pour rester fidèle à la période qui nous concerne, nous ne faisons cas que du corpus sur la période de 1955 à 1958, même si dans le développement, nous serons obligés d'évoquer ce qui a précédemment été produit à ce sujet. Dès lors, nous retenons de Pie XII le Message de Noël 1955 sur « Le problème de la paix, les armes nucléaires et le contrôle des armements », *La D.C.*, 1216 (8-1-1956) 5-19 et sa Lettre encyclique *Fidei donum*, 1957

A.2. Le corpus sous Jean XXIII (1958-1963)

Ici, nous ne faisons mention que du corpus à visée universelle ou concernant le Cameroun, le Pape s'étant adressé à d'autres pays africains au sujet et à l'occasion de leur indépendance.

A.2.1. Les Allocutions

- *Allocution de S.S. Jean XXIII aux délégués des organisations internationales pour l'ouverture de la campagne mondiale contre la faim,* le 10 novembre 1959.
- *Aux membres de la X^{ème} Conférence Internationale organisée par la F.A.O. (Fond des Nations pour l'Alimentation*) le 3 mai 1960 (*La D.C.,* 1330 (19-6-1960).
- Sur « *La Coopération économique Europe Afrique* » le 26 janvier 1961 *La D.C.,* 1346 (19-2-1961) 238-239.
- *Aux travailleurs chrétiens dans la présentation de la nouvelle encyclique sociale La D.C.,* 1353 (4-6-1961) 689-697.
- Au pèlerinage *Pax Christi* le 26 juillet 1961 sur « *La recherche de ce qui unit dans le respect de la vérité et de la justice* » *La D.C.,* 1358 (20-8-1961) 1009-1012).
- Au corps diplomatiques messe de minuit décembre 1961 « *La paix dans la justice* », *vœux du Saint Père au corps diplomatique La D.C.,* 1368 (21-1-1962).
- A l'occasion du X^{ème} anniversaire de la Constitution apostolique « *L'Eglise et les problèmes humains* » *La D.C.,* 1383 (2-9-1962) 1107-1111).

- *Le Saint Siège et l'essor des Organisations internationales, raisons doctrinales et pratiques de la collaboration de l'Eglise avec les organisations internationales*, *La D.C.*, 1345 (5-2-1961) 175-182.

A.2.2. Les lettres et les lettres encycliques

- Lettre pour la Conférence Générale des O.I.C., *La D.C.*, 1304 (24-5-1959) 723-726.
- Lettre pontificale à la Conférence des O.I.C. « *La promotion des pays sous développés* », *La D.C.*, 1345 (5-2-1961) 171-172.
- *Lettre encyclique Mater et magistra*, 15 mai 1961, sur la mission de l'Eglise, *La D.C.*, 1357 (6-8-1961) 945-990.
- *Lettre apostolique à l'épiscopat du monde catholique sur* « *Le rosaire pour la paix internationale dans la justice* », *La D.C.*, 1362 (15-10-1961) 1265-1271.
- *Lettre encyclique Pacem in terris*, sur la paix, le 11 avril 1963, *AAS* 55 (1963) 272.

A.2.3. Les messages

- *Radio message de Jean XXIII aux fidèles d'Afrique*, 5 juin 1960, *La D.C.*, 1330 (19-6-1960) 871-876.
- *Dernières directives du Saint Siège en matière d'émigration*, *La D.C.*, 1339 (6-11-1960) 1341-1359.
- *Message au peuple d'Afrique*, 6 novembre 1961, *La D.C.*, 1365 (3-12-1961) 1507-1508
- *Message de Paix du jour de Pâques*, *La D.C.*, 1376 (21-1962) 977-978.

A.3.- Le corpus sous Paul VI (1963-1978)

A.3.1. Lettres encycliques

- *Populorum progressio*, 26 mars 1967, sur le développement des peuples, *La D.C.*, 1792 (1967).
- *Octogesima adveniens*, 14 mai 1971, *La D.C.*, 1587 (1971).
- *Evangelii nuntiandi*, 1976, *La D.C.*, 1689 (4-1-1976) 1-21.
- *Humanae vitae*, le 25 juillet 1968, sur la régulation des naissances, *AAS* 60 (1968) 490.

A.3.2.- Messages, Allocutions, Déclarations et discours

- *Message au peuple d'Afrique, La D.C.*, 1546 (7-9-1969)767-770.
- Discours à l'ONU, 1965 (Jamais plus la guerre).
- Message pour la célébration de la journée de la paix « *Si tu veux la paix, agis pour la justice* », *La D.C.*, 1600 (2-1-1972) 21-22.
- Allocution sur l'avortement, *La D.C.*, 1623 (7-1-1973) 4-5
- Allocution à la F.A.O. (16 novembre) *« La faim dans le monde* », *La D.C.*, 1644 (16-12-1973) 1051-1052.
- Message à la Conférence de l'O.N.U. sur les matières premières et le développement, *La D.C.*, 1653 (5-5-1974) 401-402.
- Message de Paul VI en union avec les Pères du synode sur *les droits de l'homme et la réconciliation*, *La D.C.*, 1664 (17-11-1974) 965-966.
- *La paix, principe de la nouvelle civilisation*, 11 avril 1973, in Construire la paix du Cardinal Maurice Roy, Centurion, 1973, 104 p.
- Allocution de Paul VI (novembre) à la Conférence mondiale de l'Alimentation, *La D.C.*, 1666 (15-12-1974).
- *Discours aux évêques d'Afrique* (20 octobre), *La D.C.*, 1730 (20-11-1977) 951-952.
- Message pour la journée de la paix du 1er janvier 1978, *La D.C.*, 1733 (1-1-1978)1-4.
- Allocution à la Commission « Justice et Paix » 9 décembre 1977, *La D.C.*, 1733 (1-1-78) 4-5.
- Message de Noël 1977 (*Urbi et orbi*) *La D.C.*, 1734 (15-1-1978) 58-59.
- Homélie de journée de la paix « *Les racines de la violence dans une société sans amour* », *La D.C.*, 1734 (15-1-1978) 56-58.
- Message pontificale à la Conférence sur le désarmement, *La D.C.*, 1738 (1738) 256.
- Allocution aux corps diplomatique sur « Les droits de l'homme », *La D.C.*, 1735 (5-2-1978) 101-103.
- Lettre pontificale « Les méthodes de planifications naturelles », *La D.C.*, 1738 (19-3-1978) 257-258.
- Lettre pontificale « Le médecin et la qualité de la vie », *La D.C.*, 1738 (19-3-1978) 258-260.
- Message pour la journée des communications sociales (le 23 avril), *La D.C.*, 1742 (21-5-1978) 451-453.
- Message à la Conférence de l'O.N.U. sur le désarmement, *La D.C.*, 1745 (2-7-1978) 601-604.
- Bilan de quinze années de pontificat, *La D.C.*, 1746 (16-7-1978) 654-656.

A.4. Le corpus sous Jean Paul II (1978-2000)

A.4.1. Lettres encycliques

1- *Redemptoris hominis*, 4 mars 1979 sur la dignité humaine, *La D.C.*, 1761 (1-4-1979) (301-321).

2- *Laborem exercens*, 14 septembre 1981, sur le travail, *La D.C.*, 1815 (1981).

4- *Sollicitudo rei socialis*, 30 décembre 1988, sur la question sociale et le développement, *La D.C.*, 1957 (1988).

5- *Mulieris dignitatem*, 1988, sur la dignité de la femme, *La D.C.*, 1972 (1988).

6- *Centesimus annus*, 1er mai 1991, sur l'actualité de *Rerum novarum*, *La D.C.*, 2029 (1991).

7- *Evangelium vitae*, 25 mars 1995, sur la valeur et l'inviolabilité de la vie humaine.

A.4.2. Lettres, messages et exhortations apostoliques

--Message à l'O.N.U. (Les droits de l'homme), *La D.C.*, 1755 (7-1-1979) 1-3.

- Allocution aux médecins italiens sur l'avortement (28 décembre 1979), *La D.C.*, 1756 (21-1-1979) 51-53.

- Allocution sur « *Les droits de l'enfant* », *La D.C.*, 1757 (4-2-1979) 101-102.

- Homélie en la fête de la sainte famille (31 décembre 1979), *La D.C.*, 1756 (21-1-1979) 53-54.

1-Message aux familles chrétiennes, 1980.

- *Familiaris consortio*, 1981, *La D.C.*, 1821, 1981.

2- Chartes des droits de la famille, 1983.

3- *Christifideles laïci*, 1989, *La D.C.*, 1978 (1989).

4- Discours du Pape sur la paix, 1989, *La D.C.*, 1975 (1989).

5- Lettre de Jean Paul II au directeur de l'O.M.S. sur la santé, *La D.C.*, 1977 (2-1989).

6- *Tertio millenio adveniente*, 1999.

L'exhortation apostolique post synodal, Ecclesia in Africa, Yaoundé, 14 septembre 1995.

A.5. Le Saint Siège

- *L'Eglise face au racisme*, 1988, *La D.C.*, 1979 (5-1-1989) 226-239.

B- Le Concile et le synode

B.1. Concile du Vatican II (1962-1965)

- Constitution pastorale *Gaudium et spes*, (l'Eglise dans le monde de ce temps), 7 novembre 1965.
- *Decret Apostolicam Actuositatem* (l'Apostolat des laïcs), 18 novembre 1965.
- *Déclaration de Educatione christiana*, sur l'éducation catholique, le 28 octobre 1965.
- *Déclaration Dignitatis humanae* sur la liberté religieuse, le 7 décembre 1965.

B.2. Le synode

- Le synode romain de 1971 « *Le sacerdoce ministériel et la justice dans le monde* », *La D.C.*, 1600 (2-1-1972) 12-18.

C. Le corpus des congrégations ou Commissions pontificales

C.1. Congrégations

C.1.1. Congrégation pour les religieux

- *Religieux et promotion humaine*, 1980.

C.1.2. Congrégation pour la doctrine de la foi

- *Instructions sur quelques aspects de la théologie de la libération*, *La D.C.*, 1881(1984).
- *Lettre aux évêques de l'Eglise catholique sur la pastorale à l'égard des personnes homosexuelles*, 1986.
- *Instruction libertatis conscientia sur la liberté chrétienne et la libération*, 22 mars 1986, *A.A.S.*, 79 (1987).
- *Instructions sur le respect de la vie humaine naissante et la dignité de la procréation*, 22 février 1987, *L'Osservatore Romano*, 11-3-1987).

C.1.3. Congrégation pour l'éducation catholique

- *Orientations pour l'étude et l'enseignement de la doctrine sociale de l'Eglise dans la formation au sacerdoce*, Paris, Tequi, 1988, 100 p.
- *Aspects religieux de l'éducation dans l'école catholique, La D.C.*, 1967 (1988).

C.2. Commissions pontificales

C.2.1. Commissions pontificales justice et paix

- *Message de la Commission Justice et paix pour la 2ème décennie du développement, critères du développement*, *La D.C.*, 1575 (06-12-1970) p. 1068. –
- « *La destination universelle des biens* », *La D.C.*, 1726 (4/8-9-1977) 757-760.
- Documents au service de la communauté humaine : *une approche éthique de l'endettement internationale* », 22 décembre 1986, *L'Osservatore Romano* (28-1-1987).

C.2.2. Conseil pontifical justice et Paix

- *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, Paris, Cerf, Fleurus-Mame, 2005.

D. Le corpus du magistère de l'Eglise d'Afrique

D.1. Du Délégué apostolique

- Mgr Lefebvre, Délégué apostolique pour l'Afrique francophone, *Lettre pastorale sur les obstacles à la vie sociale en Afrique, La D.C.*, 1199 (15-5-1955) 675-680.

D.2. Des Assemblées Plénières

- *Déclaration commune des Ordinaires d'A.O.F. et du Togo, La D.C.*, 1200 (29-5-1955) 665-666.
- *Déclaration des archevêques d'Afrique Centrale Occidentale Française sur l'encyclique, l'enseignement privé, la relation Eglise Etat, La D.C.*, 1365 (3-12-1961) 1540-1542.
- Conférence des évêques de l'Afrique Equatoriale - Cameroun du 11-15 juin 1965, *Message aux chrétiens et à tous les hommes qui préparent une Afrique meilleure*.
- Conférence Episcopale de l'Afrique Equatoriale –Cameroun du 28 mai au 2 juin 1967 sur *La famille et le mariage*.

D.3. Des Assemblées régionales

S.C.E.A.M. (Symposium de la Conférence Episcopale d'Afrique et de Madagascar**)**

- *La paix et le développemnt*, Kampala, Juillet 1969, *La D.C.*, 1548, 862-863.
- *L'engagement du laïc dans la croissance de l'Eglise et développement, La D.C.* 1618, (1972).
- *Conscience chrétienne et violation des droits de l'homme en Afrique, La D.C.*, 1722, (1977).
- *La vie de famille*, La D.C., 1751, (1978).
- *Justice et évangélisation en Afrique*, Yaoundé, 1981, *La D.C.*, 1818, (1981).
- *Recommandation sur le mariage vie de famille en Afrique, La D.C., La D.C.*, 1818 (1981)
- *Une conférence Panafricaine sur la justice et la paix, La D.C.*, 1855, (1983).
- *L'Eglise et promotion humaine en Afrique aujourd'hui, La D.C.*, 1913, (1986).
- Réunion des membres africains du conseil pontifical de la culture, Yaoundé, 2 mars 2000.

D.4. Le synode africain de 1994

-Exhortation apostolique post synodal, *Ecclesia in Africa*, chapitre IV, septembre 1995.

Chapitre 2 :

Le corpus du magistère de l'Eglise du Cameroun

De 1955 à 2000, les Ordinaires ou les évêques du Cameroun n'ont pas failli à leur triple mission d'enseignement, de sanctification et de gouvernement de l'Eglise. Dans l'exercice de cette mission, en fonction des circonstances et du temps, et à travers leurs structures de fonctionnement (Assemblée plénière, Conseil permanent, Commissions épiscopales nationales, Services nationaux, Conférences provinciales ou régionales), les évêques ont accompli leur mission. Les évêques, collégialement ou chacun en particulier dans son diocèse, mais en communion avec les autres, ont enseigné par des lettres pastorales, par des messages, des communiqués et des déclarations ayant souvent sanctionné leurs différentes assises ou séminaires. Ils se sont adressés aux chrétiens, les ont interpellés tous et toutes, non seulement eux, mais aussi tous les hommes de bonne volonté. Loin de se limiter aux questions doctrinales et catéchétiques, cet enseignement a souvent pris en compte des questions sociales, et on pourrait se poser la question de savoir si ce discours est une spécifité des réalités camerounaises ou bien si c'est une reprise du discours du magistère universel ou africain en vue de vivre une certaine communion ecclésiale.

Nous avons fait un inventaire des sources mettant l'accent sur le support écrit, car ce sont les textes et les actes conservés dans ce support qui font l'histoire. Et parce que ce support écrit n'est pas encore très bien ancré dans les mœurs en Afrique marquée beaucoup plus par l'oralité, il y a de fortes chances que certains écrits ou certaines homélies des évêques n'en fassent pas parti. Par ailleurs, il s'ajoute à la mauvaise tenue et à la mauvaise gestion des archives, le refus d'accès aux sources au niveau de certains diocèses, et même au niveau de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun, bien que le président, autant que tous les autres évêques, ait reçu une demande d'accès aux sources formulée par Mgr Roland Minnerath, le premier directeur de cette thèse. (Voir lettre en annexe 17). Le corpus des textes : lettres pastorales, messages, déclarations, communiqués, rapport séminaires des évêques dont nous disposons peut donc avoir des limites de ne pas tout mentionner sur l'enseignement social des évêques du Cameroun 1955 à 2000.

A. Le corpus de la conférence épiscopale nationale 1955 à 2000 [164]

Au cours de cette période qui couvre 45 ans, les évêques du Cameroun ont publié des lettres pastorales, ont envoyé des messages, ont fait des communiqués et déclarations sur les questions sociales, et ont tenu des séminaires avec textes et rapports sur les questions sociales lors de leurs réunions nationales, provinciales ou régionales (Assemblées plénières, Séminaires, Conseils permanents, Commissions épiscopales et les services correspondants, rencontres provinciales ou régionales et dans le cadre de leur diocèse respectif. Nous faisons un premier un inventaire de sources que nous classons ensuite par thème. Pour ce qui est du corpus des textes, nous avons comme source, le bimensuel organe d'expression, « *L'Effort Camerounais* » sur la période de 1955 à 2000. Nous disposons de quelques plaquettes publiées par la conférence épiscopale nationale sur les lettres pastorales et déclarations, le document sur « l'enseignement social des évêques du Cameroun de 1987 à 1997 » publié par l'abbé Etienne NGUE alors Secrétaire Général de la Conférence épiscopale. Et enfin nous disposons d'une compilation de textes publiés sous la direction du Président de la Conférence épiscopale nationale et intitulé « *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2005, lettres pastorales et messages, communiqués et déclarations, approches analytiques* », publié à AMA, CENC, 2005, sans perdre de vue quelques documents relatifs à leurs enseignements au niveau des provinces ou des diocèses.

A.1. Les lettres pastorales de 1955 à 2000

Elles sont publiées toujours à l'issue d'une assemblée générale de la Conférence épiscopale nationale, assemblée qui se compose de tous les évêques diocésains et assimilés, auxiliaires, administrateurs apostoliques, administrateurs diocésains, évêques coadjuteurs, émérites ou des évêques ayant une responsabilité nationale, ceci conformément à l'article 4 du statut de la Conférence épiscopale nationale. Au cours de cette période, les évêques ont publié :
-1955, *Lettre commune des vicaires apostoliques sur « les problèmes qui se posent actuellement au Cameroun*, avril 1955, *La D.C.*, 1198 (1-5-1955) 546-550.

[164] Ce corpus est présenté et détaillé dans la compilation qu'a réalisée la Conférence épiscopale nationale du Cameroun à l'occasion des 50 ans de la création des diocèses du Cameroun, document intitulé : *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2005*. Ce document, bien que important, présente des faiblesses de ne pas mentionner tous les textes sur la question sociale. Cet oubli est corrigé par le travail déjà réalisé en ce sens par l'abbé Etienne NGUE, dans *L'enseignement social des évêques du Cameroun de 1987-1997*, et par les recherches que nous avons pu mener en feuilletant *l'Effort Camerounais* de 1955 à 2000.

-1956, *Lettre de l'épiscopat sur « les devoirs des chrétiens au temps des élections »*, décembre 1956, *L'Effort Camerounais*, 64, du 16-22 décembre 1956, p. 1.

-1958, *Lettre de l'épiscopat à M. Le Premier ministre sur la constitution et le sort de l'enseignement catholique*, février 1958, *Nleb Bekristen*, 304 du 15 mars 1958.

-1959, *Lettre des évêques du Cameroun à l'occasion de l'indépendance*, décembre 1959, *Nleb Bekristen*, 321 du 15 décembre 1959, p.1., ou *L'Effort Camerounais*, 217 du 13 décembre 1959, p. 12.

-1964, *Lettre pastorale des évêques du Cameroun sur « la vraie nature de l'Eglise* », avril 1964, *L'Effort Camerounais*, du 12 au 18 avril 1964, p. 7 ; et du 19 au 25 avril 1964, p. 8.

-1979, *Lettre pastorale sur l'avortement provoqué*, mai 1979, *L'ESEC*, p. 39.

-1985, *Lettre pastorale des évêques à l'occasion de la visite du Pape*, avril 1985, *Ibid.*, p. 103.

- 1988, *Lettre pastorale des évêques sur l'engagement des laïcs dans la vie de la nation*, janvier 1988, *Ibid*., p. 119.

-1989, *Lettre pastorale des évêques sur l'enseignement catholique*, janvier 1989, *Ibid.*, p. 133.

-1990, *Lettre pastorale des évêques sur la crise économique dont souffre le pays*, mai 1990, *Ibid.*, p. 149.

-1991, *Lettre pastorale des évêques sur la parenté responsable*, août 1991, *Ibid.*, p. 170.

-1996, *Lettre pastorale des évêques sur le tribalisme*, novembre 1996, *Ibid.*, p. 199.

-2000, *Lettre pastorale des évêques sur la corruption*, novembre 2000, *La D.C.*, 2236, (19-11-2000).

Notons que la plupart de ces lettres, communiqués, déclarations et autres textes sont contenus dans le document compilé intitulé : « L'enseignement social des évêques du Cameroun (*L'ESSEC*) 1955-2005 ». Si un texte s'y trouve à la suite de l'autre nous mettons la mention *ibidem* (*ibid.*) et la page, si non nous précisons sa source.

A.2. Les communiqués des Assemblées plénières, du Conseil permanent, des Commissions épiscopales

A.2.1. Communiqués des Assemblées

A.2.1.1. Comuniqués des Assemblées plénières

-1970, *Les problèmes qui se posent à l'Eglise, spécialement après l'arrestation de Mgr Ndongmo, évêque de Nkongsamba*, novembre 1970, *L'ESEC*, p. 301.

-1973, *La place du laïcat et sur la famille*, mai 1973, *Ibid*., p. 302.

-1974, *La famille*, mai 1974, *Ibid.*, p. 307.

-1975, *Le statut de l'Ecole catholique dans la nation*, avril 1975, *Ibid.*, p. 315.

-1978- *L'Eglise et le monde des jeunes*, avril 1978, *Ibid.*, p. 331.

-1979, *L'Eglise et le monde des jeunes*, avril 1979, *Ibid*., p. 335.

-1980, *Les fonctions de la famille chrétienne dans le monde contemporain*, avril 1980, *Ibid*., p. 341.

-1981, *Les fonctions de la famille chrétienne dans le monde contemporain*, avril – mai 1981, *Ibid*., p. 343.

-1981, Justice et évangélisation en Afrique, 29 juin au 5 juillet 1981, *Ibid.*, p. 344

-1982, *Santé et famille*, avril 1982, *Ibid*., p. 345.

-1983, *Santé et famille*, avril 1983, *Ibid*., p. 351.

-1983, *A tous les enfants de 15 à 24 ans, enfance, jeunesse, famille*, Yaoundé, 8 juillet 1983.

-1984, *Jeunesse te santé*, mai 1984, *Ibid.*, p. 357.

-1985, *Jeunesse et santé*, avril 1985, *Ibid*., p. 363.

-1986, *Vocation et mission des laïcs dans notre Eglise et dans notre pays*, avril 1986, *Ibid*., p. 369.

-1987, *Vocation et mission des laïcs dans notre Eglise et dans notre pays*, mai 1987.

-1988, *L'inculturation et la seconde évangélisation*, avril 1988, *Ibid*., p. 371.

-1990, *La pastorale urbaine*, avril 1990, *Ibid*., p. 381.

-1993, *L'Ecole Catholique ne doit pas mourir*, avril 1993, *Ibid*., p. 387.

-1994, *L'Assemblée spéciale pour le synode des évêques africains*, juin 1994.

-1996, *L'Eglise Famille de Dieu*, avril 1996, *L'ESEC*, p. 395.

-1997, Communiqué de la Présidence de la Conférence Episcopale sur l'élection présidentielle, Yaoundé, octobre 1997, *Ibid*., p. 399.

-2000, Jubilé des familles, Bamenda, 3 septembre 2000, *Ibid*. p. 401.

A.2.1.2. Communiqués des Séminaires

- 1988, Communiqué du 13ème séminaire, Ngaoundéré, janvier 1988, *Ibid*., p. 437.
- 1989, Communiqué du 14ème séminaire, Douala, janvier 1989, *Ibid*., p. 443.
- Communiqué du 15ème séminaire, Yaoundé, janvier 1990, *Ibid*., p. 447.
- Communiqué du 16ème séminaire, Garoua, janvier 1991, *Ibid*., p. 451.
- Communiqué du 17ème séminaire, Bertoua, janvier 1993, *Ibid*., p. 453.
- Communiqué du 19ème séminaire, Yagoua, janvier 1995, *Ibid*., p. 459.
- Communiqué du 20ème séminaire, Bamété, janvier 1996, *Ibid.*, p. 461.
- Communiqué du 21ème séminaire, Mbalmayo, janvier 1997, *Ibid*., p. 465.
- Communiqué du 22ème séminaire, Edéa, janvier 1998, *Ibid*., p. 469.
- Communiqué du 23ème séminaire, Yagoua, 1999, *Ibid*., p. 475.

A.2.1.3. Déclarations, Directoires, Appels, *Memorandum*

-1981, *Directoire de pastorale familiale et conjugale*, Yaoundé mai 1981, *Ibid* p. 57.

-1991, *Réaction des évêques du Cameroun face à la situation sociopolitique du pays*, Yaoundé, 13 avril 1991, *Ibid*., p. 509.

- *Appel du 24 juillet 1991 sur la situation politique du pays*, Yaoundé, 24 juillet 1991.

-1992, *Déclaration des évêques sur l'enseignement Catholique*, Yaoundé, avril – mai 1992, *Ibid*., p. 513.

-1992, *Memorandum de l'épiscopat à la commission mixe de l'enseignement*, Yaoundé 1992, *Ibid*., p. 515.

-1993, *Appel des évêques du Cameroun à la nation lors du séminaire tenu à Bertoua*, 10 janvier 1993, E. NGUE, *L'ESEC 1987-1997*, p. 45- 47.

-1995, *Déclaration des évêques après la mort du Père Mveng*, Yaoundé, 1995, *Ibid*., p. 64.

-1997, *Appel des évêques du Cameroun pour les prochaines élections législatives*, Douala, 8 mars 1997, *Ibid*., p. 531.

-1999, *Déclaration des évêques sur le SIDA*, Secrétariat CENC, décembre 1999, *Ibid*., p. 205.

-1970, Déclaration de quelques évêques sur l'affaire Monseigneur Ndongmo, Yaoundé, 3 septembre 1970, *Ibid*., p. 503.

A.2.1.4. Déclarations des séminaires

Sur les 23 séminaires tenus par les évêques de 1976 à 2000, neuf des vingt trois thèmes portent sur les questions sociales. A la fin de ces séminaires il y a un rapport qu'accompagne parfois un communiqué s'y afférent ou concernant une question brûlante de l'actualité nationale. Toutes ces déclarations sont contenues dans *L'ESEC* et nous ne notons que les pages.

-1981, 6ème séminaire : *La vie matérielle et spirituelle des prêtres*, Mutenguené, 1981, p. 415.

-1982, 7ème séminaire : *La vie matérielle et spirituelle des prêtres*, Yaoundé, janvier 1982, p. 419.

-1983, 8ème séminaire : *La vie matérielle et spirituelle des ouvriers apostoliques*, Yaoundé, janvier 1983, p. 421.

-1990, 15ème séminaire : *La pastorale urbaine*, Yaoundé, janvier 1990, p. 447.

-1996, 20ème séminaire : *Le développement dans le cadre de l'Eglise en Afrique*, Baméte, janvier 1996, p. 461.

-1997, 21ème séminaire : *Justice et paix dans notre Eglise et dans notre pays*, Mbalmayo, janvier 1997, p. 465.

-1998, 22ème séminaire : *La Bonne gouvernance*, Edéa, janvier 1998, p. 469.

-1999, 23ème séminaire : *La santé spirituelle et physique des camerounais*, Yagoua janvier 1999, p. 475.

A.2.1.5. Rapports des visites *Ad limina apostolorum*

- Rapport de la visite *ad limina* de 1992.
- Rapport de la visite *ad limina* de 1999.

A.2.2. Du Conseil permanent

- 1982, *La démission du Président Ahmadou Ahidjo et l'accession du Président Paul Biya à la magistrature suprême*, Kumbo, 8 décembre 1982, p. 489.

-1992, *Suite aux déclarations de l'archevêque de Bamenda, Son Excellence Paul VERDZEKOV*, Yaoundé, 11 décembre 1992, p. 493.

- 1993, *Les problèmes de l'Ecole Catholique*, Kumbo, 7 décembre 1993, p. 495.

- 1994, *La situation sociopolitique et économique du pays*, Yaoundé, 13 décembre 1994, p. 497.

- 1994, Communiqué conjoint (Eglise Catholique et Protestante, *La crise qui prévaut au Cameroun depuis un certain nombre d'années*, Yaoundé, 14 juillet 1994, p. 523.
- 1995, *La situation socio politique* (révision de la Constitution et élection législative de janvier 1996), p. 499.
- 2000, *Déclaration du Conseil permanent de la Conférence épiscopale sur l'action du commandement opérationnel*, Yaoundé, 12 décembre 2000, p. 401.

A.2.3. Des Commissions épiscopales

L'engagement social de l'Eglise Catholique au Cameroun est relayé par les différents services de la CENC qui, en lien avec les services correspondants dans les diocèses, animent la pastorale sociale. Comme services nous avons :

1- La Commission pour l'éducation catholique avec un service national, le SENECA (secrétariat national pour l'enseignement catholique), et l'UCAC (Université Catholique de l'Afrique Centrale).

2- La Commission pour la communication sociale avec un MMC (Multi Media Center) doté d'un atelier d'audio visuel, et l'organe d'expression *l'Effort Camerounais*.

3- La Commission pour la santé avec l'OCASC (l'Organisation Catholique de la Santé au Cameroun).

4- La Commission pour le développement et Caritas, avec deux bureaux dont le BASC (Bureau des Activités Socio Caritatives), et le SNJP (Service Nationale Justice et Paix).

5- La Commission pour l'Apostolat des laïcs avec l'Aumônerie Générale de l'Apostolat des Laïcs.

Notons que nous ne faisons cas que des commissions ayant trait à la question sociale.

A.2.3.1. Des services de la Conférence épiscopale nationale

Pour œuvrer dans le domaine social, les évêques ont mis sur pied en 1973 parmi les Commissions fonctionnant au sein de leur Conférence, une commission pastorale et sociale, laquelle a changé de dénomination en 1989 pour devenir Commission Episcopale du Developpement et d'Action Socio-Caritative, avec comme bureau le BASE (Bureau des activités socioéconomiques) qui deviendra en novembre 1989 Bureau des activités Socio Caritatives. Le Service National de Justice et Paix quant à lui, voit le jour en 1994. Cette commission déjà fonctionnelle dans l'archidiocèse de Yaoundé depuis janvier 1969 sous

l'impulsion de Mgr Jean Zoa est une recommandation du pape Jean Paul II aux Eglises particulières lors du synode des évêques pour l'Afrique en 1994. Le Pape disait :

> « Conscient de ce que de flagrantes violations de la dignité et des droits de l'homme sont perpétrés dans nombre de pays d'Afrique, je demande aux Conférences Episcopales d'instituer, là où elles n'existent pas, des Commissions Justice et Paix aux différents niveaux. Elles sensibiliseront les communautés chrétiennes à leur responsabilité évangélique en ce qui concerne la défense des droits humains. »[165]

Les difficultés de gestion des sources et d'accès aux sources au niveau de la C.E.N.C ont fait que nous ne soyions en possession que de deux rapports sur les activités du B.A.S.C. Celui de juillet 1998 est un rapport semestriel d'activités portant sur les activités prévues et les activités réalisées, et sur les activités non prévues et réalisées. Parmi les activités prévues et réalisées apparaissent les thèmes de l'information – communication, de la conception et de l'actualisation de la notion de développement. Il relève enfin qu'au cours du premier semestre 1998, le B.A.S.C. a réalisé certaines activités qui n'ont pas été inscrites dans le plan d'action annuel 1988-1999. Parmi ces activités, celles relevant des questions sociales sont : la réalisation d'une étude nationale sur la situation des migrants au Cameroun, l'évaluation du Codasc de Bertoua, la préparation du séminaire annuel des Evêques de janvier 1999 dans le diocèse de Yagoua. Le thème de ce séminaire porte sur *La santé spirituelle et physique des Camerounais* : avortement, sida, odontol (boisson locale trop alcoolisée), prisons, et commissariats. Il s'agit des problèmes sociaux.[166]

L'autre rapport d'activité de 1999-2000 souligne en conclusion : « Que dire de cette année ? Le champ du développement et de la charité reste encore à défricher avant la moisson. Il n'y a pas assez de monde pour celle-ci alors qu'il y a tant à faire ».[167]

Quant au service National Justice et Paix, les rapports d'activité se situent hors de la période que concerne notre travail et nous n'en parlons pas comme tel, même si nous pouvons mentionner entre autre les Rapports « Assemblée Générale du service National Justice et Paix » tenu à Yaoundé du 12-15 juillet 2001, et celui intitulé « Ateliers sur l'évaluation de l'année électorale 2002 par le Service National Justice et Paix » de janvier – février 2003.

Bien que hors de la période concernée par notre travail, ces rapports donnent le baromètre de la question de société dans l'enseignement des évêques du Cameroun.

---

[165] JEAN PAUL II, *Ecclesia in Africa*, n°106.
[166] B.A.S.C., *Rapport annuel d'activités*, juillet - décembre 98, p. 6.
[167] *Rapport annuel d'activité* 1999-2000, p. 21.

B- Le corpus des conférences épiscopales provinciales ou régionales

Nos sources à ce niveau sont un peu plus limitées, la gestion des archives au niveau des diocèses étant toujours le plus grand handicap. Depuis 1955, les diocèses sont érigés au Cameroun qui dès lors constitue une province ecclésiastique avec comme diocèse métropolitain Yaoundé. Mais à partir de 1973, il y a un regroupement par province administrative sous les dénominations suivantes : Conférence régionale littoral Ouest, Conférence régionale Centre Sud, Conférence régionale Nord Ouest, et Conférence régionale du Nord. Ce sont ces structures qui vont éclater (pour des besoins d'administration et de concertation pastorale, la croissance chrétienne aidant et fort de la diversité camerounaise sur les plans humains, culturel, géographique), pour donner naissance à la réorganisation du Cameroun en quatre provinces ecclésiastiques[168] en mars 1982. Ces provinces sont : la province ecclésiastique de Yaoundé composée des diocèses de Yaoundé, de Bafia, de Bertoua, de Doumé Abong - Mbam, de Sangmelima et de Mbalmayo ; la province ecclésiastique de Douala comprenant les diocèses de Douala, de Nkongsamba et de Bafoussam ; la province ecclésiastique de Bamenda comprenant les diocèses de Bamenda, de Buéa, et de Kumbo, et la province ecclésiastique de Garoua prenant en compte les diocèses de Garoua, de Maroua - Mokolo et de Yagoua. En 1994, celle de Yaoundé éclate et donne encore naissance à une autre province ecclésiastique, celle de Bertoua.

Compte tenu de nos sources et de la période que prend en compte notre travail, nous nous sommes limités à quelques régions ou provinces ecclésiastiques.

B.1. Conférence régionale du Littoral- Ouest

- Séminaire sur « Les chrétiens dans le développement national », structures et techniques rendant opérationnel les principes, Nkongsamba, 17-21.11.1980.

Au niveau de la Conférence régionale Littorale Ouest ou de la Province ecclésiastique de Douala. Un séminaire, le premier réunissant les trois diocèses de Douala, Nkongsamba, Bafoussam, sur le thème « Les chrétiens dans le développement national » s'est tenu à Nkongsamba du 17 au 21 novembre 1980. Il s'agit au cours de ce séminaire, comme au cours

[168] La province ecclésiastique ou région, dit le Canon 431 du Code de droit canonique, est un regroupement des diocèses voisins selon les circonstances des personnes et de lieux en vue de promouvoir une action pastorale commune et pour mieux favoriser les relations mutuelles et la collégialité entre les évêques diocésains ou les Eglises particulières.

de celui de 1973 tel que le souligne Mgr Thomas Nkuissi dans le mot d'ouverture, « de rendre plus efficace l'engagement de nos chrétiens, de nos communautés chrétiennes et de nos diocèses, dans le développement tant de l'Eglise que de la Nation », car dit-il encore, « La charité est la loi suprême du Christ. Cependant sa pratique ne doit pas s'arrêter à quelques actions de dépannage, mais à travers l'effort de développement intégral de l'homme et de tout l'homme ; elle doit atteindre les causes de la misère humaine et sociale »[169]. La synthèse sur les opérations de développement a fait ressortir qu'il y a à entreprendre au niveau des diocèses, des actions et des œuvres sociales, économiques et pastorales, la foi sans les œuvres étant une foi morte, et le développement sans âme étant un désastre.

B.2. Conférence régionale du Centre- Sud

- Thème en 1981 sur « Les chrétiens dans le développement national », mais la région a préféré en fin de compte des sessions diocésaines sur le problème Foi et Développement.
- *Atelier Provincial de mise en œuvre du programme national Justice et Paix*, Yaoundé, Centre Jean XXIII de Mvolyé, du 15 au 16 octobre 2001. [170]

B.3. Conférence régionale du Nord

- Séminaire régional sur « le chrétien dans le développement national », début novembre 1980.
- Lettre pastorale des évêques de Garoua, Maroua-Mokolo, Yagoua à tous les Catholiques de la province du Nord-Cameropun, carême 1980, 15 p.
- Instruction à l'occasion de la démission du chef de l'Etat, 19 janvier 1983.
- Adresse aux jeunes chrétiens, 7 mars 1985.

[169] NKUISSI Thomas, *in* Rapport du séminaire sur *Les chrétiens dans le développement national*, Nkongsamba, du 17-21.11.1980, p.1

[170] Le rapport de cette rencontre a un double but : d'une part, réunir en une assemblée générale extraordinaire les diocèses de la Province ecclésiastique de Yaoundé qui n'avaient pas pris part à l'assemblée générale nationale du 12-15 juillet 2001, et d'autre part, traiter des problèmes que pose le passage du Pipeline dans les diocèses de la Province. Dix points à l'ordre du jour : 1- L'ouverture de l'atelier ; 2- Le bilan des activités de l'année 2000-2001 des diocèses de d'Ebolowa Kribi, Mbalmayo et Sangmelima ; 3- Les activités des missions Justice et Paix, 4- L'implantation des Commissions Justice et Paix dans le processus électoral au Cameroun ; 5- La lettre pastorale des évêques du Cameroun sur la corruption, 6- L'introduction des Commissions Justice et Paix dans le programme Nkeng Shalom, ; 7- La lutte contre la corruption, 8- Le Pipeline à travers les diocèses, 9- Le suivi du Pipeline , 10- Des célébrations eucharistiques.

B.4. Conférence régionale du Nord Ouest et Sud Ouest

- *Bribery and corruption*, 27th February 1977.
- *Catholic young and marriage*, 12thSeptember 1982.
- *Preparation for Christian marriage*, 9thJune 1985.
- *Pope John Paul II on Christian marriage in ecclesiastical Province of Bamenda* 12th August 1985.

Au niveau de ces instances de fonctionnement de l'Eglise au Cameroun, le ton sur la question sociale est donné dès 1977 par les évêques de la région apostolique du sud Ouest et Nord Ouest dans la lettre pastorale sur « Bribery and corruption », un ton que reprennent les évêques du Nord en 1980 et dans lesquels tous dénoncent la corruption et ses mécanismes comme un frein au développement et à la justice dans le pays.

- Quant aux autres Provinces ecclésiastiques, nous ne disposons pas d'assez de sources cependant, certains rapports dont nous avons pris connaissances sont hors de la période concernée par notre travail. C'est le cas du rapport de la Province ecclésiastique de Yaoundé sur « Atelier provincial de mise en œuvre du programme national justice et Paix » datant des 15 et 16 octobre 2001. Ce rapport montre que bien de choses ont été faites dans ce diocèse dont son pasteur chevronné Mgr Jean Zoa s'est longtemps illustré sur les questions sociales, lui qui a été le premier à mettre sur pied en 1969 une commission justice et paix dans son diocèse.
-

B.5. Conférence régionale de l'Est

Et s'agissant de la Région ecclésiastique de l'Est créée en 1994, nous ne disposons de sources la concernant.

Et qu'en est-il de la question sociale dans les instituts de formation ?

C- Le corpus des Séminaires et des Instituts de formation des ouvriers apostoliques

C.1. Des séminaires

Ce corpus est celui des lieux privilégiés pour la formation du clergé et des chrétiens camerounais. Quelle place accordent-ils à l'enseignement social de l'Eglise ?

Les premiers lieux de formation du clergé sont les petits et les grands séminaires, particulièrement ces derniers qui préparent directement au sacerdoce. Dans la partie francophone du Cameroun, Mgr Vogt fonde dès 1927 le grand séminaire de Mvolyé. En 1949, le cycle de philosophie est transféré à Otélé, suivi en 1956 de celui de la théologie, et en 1957 tout le grand séminaire y est transféré. Le 25 janvier 1969, c'est encore un nouveau transfert. Il ouvre ses portes plutôt à Nkolbisson, près de Yaoundé. Voici les raisons qui ont présidé au choix des différents sites :

> « C'est que quelques années, plus tôt, l'accent était mis sur une certaine fuite du monde. Le cadre tranquille et sain de la campagne constituait alors un énorme avantage pour les études, dans la paix, loin du bruit des routes et des cités. Mais avec la rapide évolution du pays et les nouvelles tâches à accomplir dans une jeune Eglise, il devient de plus en plus évident que les raisons qui étaient bonnes hier pour éloigner le grand séminaire de Yaoundé ne le soient plus aujourd'hui. Il apparaît donc à tous qu'une telle institution ne pourrait désormais jouer son rôle apostolique, œcuménique, et culturel dans le pays qu'à condition d'être située près de la capitale, centre universitaire et administratif où se formulent les grands courants d'idées appelées à modeler la mentalité des masses et où se forgent les décisions importantes de la vie sociale de la Nation. C'est ainsi que le principe du transfert présenté à Rome par l'archevêque de Yaoundé dès 1963, y trouva peu à peu bon accueil. Le 5 février 1967, Son Excellence Mgr Luigi Poggi, Prononce au Cameroun procédait à la bénédiction et à la pose de la première pierre du nouveau Séminaire de Nkolbisson. Le 25 janvier 1969, était solennellement inauguré le nouveau Grand Séminaire, en présence du Président de la République Fédérale du Cameroun et de son gouvernement, de Son Excellence Mgr Sergio Pigndoli, Secrétaire Général de la Sacrée Congrégation pour l'Evangélisation des Peuples, qu'accompagnaient Mgr Antonio Azza, Secrétaire général de l'œuvre de saint Pierre Apôtre, de tous les évêques du Cameroun et de plusieurs autres venus du Gabon, du Tchad et de la République Centrafricaine. Nkolbisson reçoit en effet les ressortissants de ces pays voisins auxquels vient s'ajouter la République de la Guinée Equatoriale. »[171]

D'après les témoignages de quelques prêtres formés entre 1929 et 1950, les premiers prêtres étant ordonnés en 1935 et parmi lesquels l'abbé Simon Mpeke dit baba Simon, le père

[171] « *Séminaire de Nkolbisson, Historique* », *in Ensemble*, janvier février 1979, p. 76-77.

des Kirdis, témoignage que rapporte Grégoire Cador dans « On l'appelait baba Simon », témoignage de l'abbé Martin Atangana prêtre du diocèse de Mbalmayo ordonné en 1947, de Mgr Siyam du diocèse de Nkongsamba ordonné en 1950, la formation au grand séminaire portait essentiellement sur la spiritualité, la théologie et le travail manuel. Et Mgr Siyam d'ajouter, « Les questions sociales n'étaient pas encore une préoccupation. »

Après le transfert du grand séminaire à Nkolbisson en 1969, le programme académique jusqu'en 1977 prévoit un cycle de formation en six ans réparti en trois étapes. La première étape comporte trois années de théologie, la seconde est une année de stage pastoral, et la troisième qui prend en compte deux années de théologie achevant la formation. En 1978, une réorganisation voit le jour et prend en compte autant les études, la discipline que la spiritualité. Dans la plaquette marquant les vingt cinq ans du Grand Séminaire, il est cité le rapport 1978-1979 qui dit :

> « L'année 1978-1979 restera dans les annales du Grand Séminaire de Nkolbisson, marquée d'un sceau spécial. Année de transition du passage dans de l'ancienne pédagogie de formation appelée autoformation, à la nouvelle dite dirigisme. Cette année marquant le dixième anniversaire de la fondation du séminaire de Nkolbisson fut aussi l'année de la réforme pédagogique …un régime de 7 ans est institué. Il comprend trois cycles : le *bienium* de philosophie en deux ans, le cycle A de deux ans de théologie, une année de stage pastoral, et le cycle B de deux ans de théologie. » [172]

En plus du fait que les études théologiques sont désormais sanctionnées par le Baccalauréat en Théologie délivré par les Instances romaines et non plus par l'Institut catholique de Paris comme ce fut le cas jusqu'en 1977, le programme académique prend en compte des matières et des séminaires tels que l'Anthropologie sexuelle, les Droits de l'homme la sociologie, la question de Justice. A ce cycle viendra à partir de 1982 et ce jusqu'à 1991, s'ajouter une année de Propédeutique à passer hors du séminaire, laquelle année plus tard, à partir de 1991, s'ajoutera aux deux ans de philosophie pour constituer désormais un *trinium* de philosophie.

Dans la partie Nord du Cameroun, un grand séminaire est fondé en 1977. Le programme des Enseignements dont nous disposons et qui est non daté, mais porte en manuscrit des noms de certains formateurs dont l'abbé Gérard Pagou qui y a enseigné entre 1990 et 2004 pourrait se dater de cette période. Dans ce programme le *bienium* de philosophie prend en compte des cours de philosophie sociale tels que le mariage et la famille, la société et l'Etat, le Droit et la Justice, le Travail et la question sociale, le Système économique et politique.

---

[172] *Les Vingt-cinq ans du Grand séminaire Notre Dame de l'Immaculée Conception de Nkolbisson, 1969-1994*, Yaoundé, Imprimerie Saint Paul, 1994, p. 27 et 28

Quant à la formation dans la partie anglaise, nous avons peu de sources, cependant leur formation au grand séminaire se faisait au Nigéria jusqu'au 15 septembre 1973 où est fondé le grand séminaire Saint Thomas de Bambui (Bamenda). Le programme de formation dont nous disposons et qui provient des anciens étudiants qui y ont été formés entre 1977 et 2005, comporte un cycle de philosophie en trois ans. En deuxième année, ils ont les cours de *political philosophy*, et de *The Church's Social Teaching*. [173]

C.2. De l'Institut catholique de l'Afrique Centrale à Yaoundé (UCAC)

Entretemps, le projet d'un Institut catholique dans la région d'Afrique Centrale datant des années soixante, projet repris par les intellectuels camerounais dans un *mémorandum* rédigé et adressé au pape Jean Paul II lors de visite en 1985 au Cameroun, est devenu une réalité :

> « Le 11 août 1985, le pape Jean Paul II rend public le projet 5, 6, 7 mai 1987, première réunion de l'Association des Conférences Episcopales de la Région d'Afrique Centrale ; étude officielle de la réalisation du projet. 3-8 juillet 1989, deuxième réunion de l'Association : décision de la création de l'Institut Catholique de Yaoundé et ses deux Facultés, Théologie, Sciences Sociales et Gestion, comme première étape de l'Université Catholique d'Afrique Centrale. 5 juillet 1989, signature d'un accord de siège entre la République du Cameroun et le Saint Siège, précisant le statut international de la nouvelle institution. 9 janvier 1990, bénédiction de la première pierre, début des travaux du chantier à Nkolbisson. 30 Septembre 1991, messe solennelle de la première rentrée universitaire, suivie le 1er octobre du début des premiers enseignements. 7 Décembre 1991, inauguration officielle du campus par Son Em. Le Cardinal J. TOMKO, Légat de SS. Pape JEAN PAUL II, en présence de M. J. OWONA, représentant personnel de Son S.E Président Paul BIYA. » [174]

Dans le programme des cours de l'année 1992-1993 on retrouve parmi les cours de première année Ecole de gestion : *l'introduction à l'économie*, *le Droit des affaires*, *la comptabilité nationale*, *l'initiation au droit public*, *le Droit social*, *l'enseignement social de l'Eglise*, et enfin *les problèmes contemporains*. En Sciences Sociales et Gestion au premier cycle, on retrouve des cours d'introduction à l'économie, des cours sur les Idéologies, le politique, et l'économie de l'entreprise. Notons par ailleurs que ce *Programme de cours 1992-1993 Théologie et Sciences sociales Gestion* de couleur jaune, reprend celui de 1991-1992 de couleur bleue.

---

[173] Nous avons dans nos archives propres tous les programmes des études de ces grands séminaires. Nous ne pouvions pas les mettre en annexe à cause de leur grand nombre de pages.

[174] « *Institut Catholique de Yaoundé, programme de cours 1992-1993, Théologie et Sciences Sociales*, Yaoundé, A.M.A, 1992, page intérieure de la couverture.

Après ce tour d'horizon sur les structures ecclésiales, pastorales, pédagogiques et éducatives au niveau des structures communes, il est intéressant de voir ce qu'il y a eu comme discours au niveau des diocèses du Cameroun. Avant d'y arriver, que peut inspirer cette réflexion de Nicolas Essama ? :

> « Les évêques du Cameroun entre 1955 et 1960 n'avaient-ils pas la difficulté à suivre les Camerounais dans leur volonté et leur lutte pour l'indépendance, même quand ils avaient reconnu la légitimité de cette volonté ? Même un Mgr Bonneau, le meilleur entre les meilleurs parmi nos pasteurs de l'époque, n'a pas pu suivre jusqu'au bout : il conseillait à ses fils de Douala d'attendre une indépendance octroyée, au lieu de combattre pour l'arracher. »[175]

Si le constat du Père Ossama peut valoir dans le cas des vicaires apostoliques ou des évêques diocésains qui sont tous européens en jusqu'en 1957, peut-il encore être vrai avec le clergé autochtone qui prend de plus en plus des responsabilités au niveau de la hiérarchie ecclésiale à partir de la décennie 1960 ? Comment et jusqu'où ces fils du terroir ont-ils inscrit la question sociale dans leur priorité pastorale ?

[175] OSSAMA Nicolas, *L'Eglise de Yaoundé, aperçu historique, op. cit.* p. 130.

D- Le corpus des diocèses du Cameroun

Saint Paul dans la première épître aux Corinthiens parle de la diversité et de l'unité des charismes en ces termes : « A l'un, c'est un discours de sagesse qui est donné par l'Esprit ; à tel autre un discours de science, selon le même Esprit…A tel autre la prophétie ; à tel autre le discernement d'esprit ; à un autre la diversité des langues, à tel autre le don de les interpréter ».[176]

Et Mgr Thomas Nkuissi, évêque de Nkongsamba va dans le même sens lorsqu'il affirme, à l'occasion des obsèques de Monseigneur Albert Ndongmo :

> « Par le baptême chaque chrétien devient membre de Jésus Christ, Prêtre, prophète, Roi. L'évêque le devient de façon éminente par le sacrement. Mais dans la pratique, chacun est un peu plus ceci que cela, selon la distribution des dons de l'Esprit. Prêtre ; Monseigneur Ndongmo l'est, mais plus prophète que roi ».[177]

C'est dire que parmi les évêques, il y en aura dont la question sociale ne constitue pas leur cheval de bataille. Par ailleurs, l'homme n'est-il pas aussi le produit de son milieu, ou encore, le milieu n'influence-t-il pas l'homme ? L. Febvre, maître à penser de Fernand Braudel ne l'a-t-il pas amené à transformer son sujet de thèse conventionnel « La politique méditerranéenne de Philippe II » en « La Méditerranée au temps de Philippe II »[178] pour montrer que c'est la méditerranée et donc le milieu qui détermine la personnalité et la politique de Philippe II et non l'inverse ?

C'est dire que nous entrons dans le débat des Ecoles historiques où pour les unes, l'école des méthodes, c'est l'historien qui fait l'histoire, parce que c'est lui qui interroge, questionne, alors que selon les autres, l'école des Annales, c'est le lieu qui fabrique le personnage historique, ou encore ce sont les documents qui doivent parler. Dans cette perspective, le personnage central n'est pas Philippe II, mais la Méditerranée, un espace maritime. Aussi partirons-nous des diocèses comme espace humain de vie pour retrouver les figures et les charismes de leurs évêques.

---

[176] 1cor12, 8-10 *in La Bible de Jérusalem*, Desclée de Brouwer, Paris 1999, p. 1987.
[177] Mgr NKUISSI Thomas, *in Dernières Paroles D'évêque Diocésain*, Nkongsamba, février 1993, p. 30.
[178] BOURDE Guy, MARTIN Hervé, *Les Ecoles historiques*, Paris Seuil, 1997, p. 229.

D.1. De l'archidiocèse de Yaoundé (1955)

D.1.1. Du diocèse de Yaoundé (1955)

En 1955, et jusqu'au 30 novembre où Mgr Paul Etoga est nommé évêque auxiliaire de Yaoundé, la hiérarchie catholique au Cameroun est entièrement missionnaire. Qu'est-ce qui est mis en œuvre en continuité ou en nouveauté sur les questions sociales en 1955 ?

Ici naît l'impératif d'un flash back sur le passé ecclésial de ce diocèse. Parlant des grandes œuvres de l'Eglise au Cameroun et surtout à Yaoundé, Nicolas OSSAMA souligne :

> « Mgr Vogt[179] et ses Spiritains n'ont pas fait que maintenir et accroître un héritage. Ils ont en plus innové, inventé. Ils ont doté l'Eglise du Cameroun de ses structures de permanence : la vie religieuse, masculine et féminine, et un clergé indigène, national, camerounais. Ils ont ainsi définitivement fondé l'Eglise catholique du Cameroun par l'œuvre des Frères, l'œuvre des Sœurs et l'œuvre du Clergé indigène. »[180]

S'agissant de la question sociale, Nicolas ajoute :

> « Dans le domaine de l'engagement social, par l'Ecole, le Dispensaire et le Sigsa (Sixa), [181] la tradition implantée par les missionnaires Allemands a été, elle aussi continuée, surtout dans le domaine scolaire….L'engagement social ne s'est point démenti chez les Spiritains de Mgr VOGT dans le domaine sanitaire. Le dispensaire des Sœurs Pallotines, fermé depuis leur expulsion en 1915, ne s'ouvre réellement et définitivement qu'avec l'arrivée à Yaoundé d'une nouvelle équipe de Sœurs, les Sœurs Spiritaines nouvellement fondées d'abord pour les besoins du Cameroun, pourraient-on dire, et arrivées à Yaoundé en septembre 1924. Après quelques tâtonnements inévitables, elles vont s'engager au soulagement des corps, non

[179] François Xavier Vogt, missionnaire spiritain, est né le 3 décembre 1870 à Marlenhein entre Saverne, ville natale du Père Libermann fondateur des Spiritains, et Strasbourg. En 1885, il entre à l'école des Petits Clercs de Saint Joseph de Beauvais, école tenue par les Pères Spiritains français. Etant très brillant et se maintenant toujours à la première place, il réussit son Baccalauréat es science en 1893 et est envoyé à la Sorbonne préparer une Licence en science. Pendant deux ans, le succès est négatif et après un an de professorat, suivi du noviciat et de la formation théologique, il est ordonné prêtre le 28 octobre 1899 à Chevilly La rue. Entretemps, il exerce de grandes responsabilités : Maître des novices, Assistant du provincial d'Allemagne, ce qui ne gomme pas son désir d'être missionnaire. Le 25 juillet 1906, il est nommé Vicaire apostolique du Zanguebar Central (Afrique orientale allemande) et est ordonné évêque le 14 octobre 1906. Après quinze ans d'apostolat, et suite à la défaite allemande, il est contraint de revenir en France en décembre 1921. Le 21 décembre 1922 il débarque au Cameroun à 52 ans et est nommé vicaire apostolique. Bâtisseur de l'Eglise au Cameroun, et particulièrement celle de Yaoundé, il démissionne de sa charge en 1940, et en 1943 il décède.

[180] OSSAMA Nicolas, *l'Eglise de Yaoundé, Aperçu historique,op. cit*. p. 66.

[181] Le sixa est ce lieu et ce temps où les missionnaires accueillaient des futures épouses pour les former comme des mères de familles travailleuses et bonnes chrétiennes. Le but c'est la préparation au mariage chrétien. Pendant une période de six mois, les filles et les femmes reçoivent chaque jour trois fois l'instruction religieuse, cinq heures d'occupation manuelle pour les cultures vivrières, le jardinage, les travaux de propreté, de ménage, de la broderie et de la confiserie. Le 14 janvier 1930 un incident y eu lieu, et à Mvolyé où une femme de Sixa est tuée sous un éboulement de terre, et une autre qui a eu l'articulation fracturée au four de brique, a voulu faire voir en l'œuvre, le travail forcé ou l'esclavage.

sans succès, avec le soutien, à partir des années 1936, des médecins de l'œuvre « *Ad Lucem* » dirigée par Dr Aujoulat. » [182]

A partir de 1955, jusqu'à 2000, qu'est-ce qu'on peut inventorier au niveau théorique et concret dans ce diocèse sur la question sociale ?

A ce niveau, il se pose une question des sources. Il aurait été intéressant d'avoir tous les discours, les lettres pastorales, les déclarations, les homélies de tous les évêques qui se sont succédés à Yaoundé de 1955 à 2000 ; nous nommons Mgr René Graffin de 1955 à 1961, Mgr Jean Zoa de 1961 à 1998, et Mgr André Wouking de 1999 à 2003, mais au Centre diocésain des œuvres à Yaoundé, nous n'avons pu obtenir que quelques documents présentant les différents titres des homélies prononcées par Mgr Jean Zoa. A la bibliothèque des Pères spiritains à Chevilly La rue, nous n'avons pas pu mieux faire. Cependant, on trouve dans l'un ou l'autre numéro de l'*Effort Camerounais* quelques commentaires des interventions de Mgr Jean Zoa sur les questions sociales et du développement.[183]

Quant aux œuvres sociales, le tout premier *Annuaire des diocèses du Cameroun 1962*, édité en 1962 par *l'Information catholique du Cameroun* en fait une présentation au niveau national et au niveau de chaque diocèse, avec des rubriques (enseignement, publication catholique, fondations médicales, services généraux). [184]

Mgr Jean Zoa est reconnu comme un des pionniers de la question du développement et de la relation entre la foi et le développement. Certains titres de *l'Effort camerounais* des années 1962 à 1966 le mentionnent sur ce terrain. Mais bien avant lui et avant qu'on en arrive à lui, ses prédécesseurs sur le siège épiscopal de Yaoundé ont aussi fait de la question sociale un cheval de bataille, d'autant plus que les papes Pie XI dans *Rerum ecclesiae* en 1926 et Pie XII dans *Evangelii praecones* en 1951 ont insisté pour que les œuvres socio caritatives et sanitaires précèdent l'évangélisation. Pie XI écrivait : « Avant d'enseigner les foules, soigner les malades et aller aux enfants. »[185]

Aussi, les pères fondateurs de l'archidiocèse de Yaoundé ne pouvaient-ils pas faillir à une telle mission.

Le Père Nicolas Ossama dans *l'Eglise de Yaoundé, Aperçu historique*, évoque au point C de la deuxième partie « Les acteurs et leur message », point qu'il aborde en quatre temps :

1- Les premiers missionnaires responsables : Mgr Vogt et Mgr Graffin

2- Les collaborateurs missionnaires.

---

[182] OSSAMA Nicolas, *l'Eglise de Yaoundé, aperçu historique*, *op. cit.*, pp. 59 ; 61.
[183] Voir dans *l'Effort Camerounais*, 627 (4-02-1968) p.3.
[184] *Information Catholique du Cameroun, Annuaire Des diocèses du Cameroun 1962*, p. 23-28.
[185] Lettre Encyclique *Rerum Ecclesiae*, 44, *AAS* XVIII (28-02-1926), 65-83.

3- Les indigènes

4 -Mgr Graffin au terme de la mission spiritaine.

Alors que le point un traite largement de Mgr Vogt et de ses œuvres, c'est au point deux qu'apparaît et dans la deuxième génération des collaborateurs missionnaires, la figure de Mgr Graffin concerné par notre période. L'auteur distingue trois générations dont celle des conquérants de 1916 à 1926, celle des créateurs de 1927 à 1943 et celle des grands animateurs administrateurs de 1945 à 1961.

Mgr René Graffin est archevêque de Yaoundé de 1955 à 1961. Il est né le 6 mai 1899 à Pontvallain au Mans en France De famille aisée et chrétienne, il reçoit une soigneuse éducation. Après de brillantes études secondaires, il fait son service militaire de 1917 à 1918. Entre plusieurs choix possibles et sur le conseil de son oncle René Graffin, il opte pour une vie missionnaire chez les spiritains. Son noviciat se déroule dès 1921, ses études de théologie au scolasticat de Chevilly Larue. Ordonné prêtre le 28 octobre 1925, il reçoit son obédience pour le Cameroun où il débarque en 1926. En 1931 il est nommé évêque coadjuteur de Yaoundé, et en 1932, est ordonné. En 1943, il en devient le titulaire. Premier archevêque de Yaoundé en septembre 1955 lors de l'érection des diocèses au Cameroun où Yaoundé devient siège métropolitain, il démissionne en 1961.[186]

Si l'œuvre pastorale et évangélisatrice de Mgr Graffin a connu un grand succès d'après le tableau qu'il dresse lui-même et dont Nicolas Ossama nous en fait l'écho, il n'en demeure pas moins vrai que la grève des catéchistes en 1946 et le contexte politique du Cameroun en de 1955 à 1960 sont restés des taches trop sombres de son ministère.

A l'actif de son ministère, il souligne à l'occasion de la célébration de ses 25 ans d'épiscopat en 1957 :

> « Au moment où Mgr Vogt m'a appelé à être son coadjuteur, le vicariat apostolique de Yaoundé comptait 11 missions. Depuis lors et jusqu'en 1949, malgré les difficultés de la guerre, nous avons fondé 36 autres missions. Soit en 1949, 47 missions pour l'ensemble.
>
> Quant au nombre de chrétiens, de 135 000 en 1932, il est passé à 256 000 en 1949. Aussi, ai-je, en cette année 1949, prié le St Père de partager le Vicariat devenu trop grand pour moi tout seul. Il a accepté et créé le Vicariat de Doumé, dont Mgr TEERENSTRA a pris la responsabilité. Il ne nous alors resté que 39 missions. Cette année, (1957), il y en a 50. Le nombre de chrétiens était descendu à 237 000, il est aujourd'hui de près de 300 000… sur 530 000 habitants dont 165 000 païens.
>
> Pour les écoles catholiques, nous avons compté cette année 53 000 écoliers …Le jour de mon sacre, il n y avait aucun prêtre noir : aujourd'hui il y en a 47, et votre pays s'est trouvé

[186] Voir biographie *in* OSSAMA Nicolas, *l'Eglise de Yaoundé, aperçu historique, op. cit.*, p. 121-122.

spécialement honoré de ce que le pape ait choisi l'un d'eux, Mgr Etoga, pour devenir le premier évêque de toute l'Afrique Noire sous administration française. » [187]

A propos des religieuses, l'archevêque rappelle qu'en 1932, il n y avait de religieuses qu'européennes, et au nombre de 18, alors qu'en 1957, on compte 103 Sœurs européennes et 85 camerounaises, sans oublier les congrégations religieuses arrivées par ses soins au Cameroun, appuyées par les mouvements d'Action Catholique.[188]

Si l'honneur revient à Mgr Vogt de fonder l'organe d'expression *Nleb Bkristen*, en 1931, il revient aussi à Mgr Graffin, en collaboration avec le père Pichon, d'avoir produit la grammaire éwondo, (l'orthographe et le ton), et d'avoir édité un vocabulaire éwondo-français et français-éwondo, la fondation du collège Vogt à Efok en 1947, collège transféré à Yaoundé en 1951, et la fondation de l'imprimerie St Paul à Yaoundé en 1949.

Est-ce pour autant dire que tout a été un succès pour lui ? Peut-être pas. La grève des catéchistes du 10 au 29 octobre 1946 fut un pavé dans la mare, suite à la prise de position de l'archevêque qui en a résulté. Aux catéchistes qui réclamaient un traitement décent, humain et moins humiliant de la part des Pères, l'évêque a pris position en faveur des Pères et a exigé des catéchistes qui voulaient « travailler de l'argent » de rendre leurs médailles, insigne de leur fonction tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Eglise ; ce que tous ceux présents ont, excepté le chef qui était bien rémunéré, fait sans toutefois en majorité renier leur foi. [189]

Avec son clergé indigène qu'il a fort apprécié quelques années avant, et ce à partir de trois grandes figures (André Manga, Jean Tabi, et Tobie Atangana), avec ses confrères religieux et même avec le Délégué Apostolique dès 1950, l'atmosphère se détériore. Nicolas OSSAMA en parle en ces termes :

« Dans la suite au cours des années 50 surtout, l'atmosphère se détériore entre le Vicaire Apostolique –Archevêque et son clergé indigène. L'éloge devient rare dans sa bouche ou sous sa plume à l'égard des abbés indigènes, tandis que ceux qui apprennent par rancune à déstabiliser leur hiérarque par des rapports plus ou moins injustes ou exagérés à Rome, au détriment de la collaboration pour l'implantation de l'Evangile.

En fait, les palabres entre les abbés indigènes et leur archevêque étaient, c'est sûr, le plus souvent attisés et toujours exploités par divers personnages ou groupes travaillant à l'éviction de Mgr GRAFFIN, en leur propre faveur. Cela va de ses confrères, les Pères spiritains de Yaoundé ayant eu à souffrir de leur évêque en quelque chose, jusqu'au Délégué Apostolique de Dakar, Mgr LEFEBVRE intriguant pour devenir archevêque de Yaoundé. Pour tout ce monde, critiques et colères des abbés contre le comportement rude et supposé méprisant de

[187] *Ibid*., p. 123.
[188] *Ibid*., p. 124.
[189] *Ibid*., Voir le chapitre sur l'œuvre missionnaire de Mgr René Graffin, p. 126.

> Mgr GRAFFIN étaient autant d'arguments contre l'évêque de Yaoundé et à leur profit propre. C'est dans cette ambiance que l'archevêque quitte Yaoundé en novembre 1961, pour n'y plus revenir ».[190]

En novembre 1961, suite à la démission de Mgr GRAFFIN, Mgr Jean ZOA, est nommé archevêque de Yaoundé le 20 novembre 1961. Le 21 décembre 1961, il reçoit l'ordination épiscopale à Rome et rentre à Yaoundé le 21 décembre 1961. En 1998, il décède à Yaoundé.

A son actif, sur les questions sociales, nous mentionnons au niveau des œuvres, la création entre 1955 et 1956, d'un cercle d'études (*Nova et Vetera*). Jean Zoa est de 1955 à 1957 où il est nommé curé de Mokolo, aumônier de la JOC. Il est à ce titre, chargé de l'encadrement spirituel, culturel et de l'éducation politique des consciences. Une trilogie anime la JOC : voir, juger et agir, une trilogie qui aide le jociste à être un sujet actif de son milieu de vie et de la société. En créant un cercle d'études en ce sens pour la formation des laïcs et des jeunes, Jean Zoa avait des objectifs :

> « Je voyais que notre pays, sur la voie de l'émancipation politique adoptait sans trop y réfléchir, un régime de gouvernement à la française ; c'était au temps de la quatrième République. Je connaissais que dans l'ensemble, nous ne comprenions pas bien de quoi il s'agissait, nous imitions sans plus. Je me demandais donc avec inquiétude si de telles conditions de départ favoriseraient bien l'épanouissement du Cameroun au temporel comme au spirituel. »[191]

Dans cette perspective, Jean Zoa ouvre à Messa (Yaoundé) un foyer culturel comprenant une bibliothèque, une salle de réunion et une salle de lecture. Comme pour parfaire ce cercle d'études aux thèmes abordant les questions sociales, Jean Zoa crée en 1960 l'Université populaire *Nova et vetera,* une université ouverte à tous et ayant pour mission d'alphabétiser, de donner une culture générale et une éducation civique aux citoyens, notamment aux personnes n'ayant pas la possibilité ou les moyens pour s'instruire et s'éduquer convenablement. Le but, souligne Jean Paul Messina, est de : « permettre aux Camerounais de comprendre le régime des Institutions politiques et de participer activement à la vie et au développement socio économique du pays. »[192]

En 1961, il crée une session locale du Secrétariat d'Outre Mer[193], chargé de promouvoir le développement social et l'éducation sanitaire.

---

[190] *Ibid*., p. 119.
[191] *L'Effort Camerounais*, 322, (14-01- 1962), p. 5.
[192] MESSINA Jean Paul, *Jean Zoa, prêtre, archevêque de Yaoundé*, Presses de l'UCAC, 2000, p. 45.
[193] Le Secrétariat social d'Outre Mer est fondé par L'union nationale des Secrétariat sociaux de France après la seconde guerre mondiale .en vue d'un travail d'animation social et des journées d'études sur l'Afrique dans le cadre de l'Union Française qui évolue aussi sur le terrain social. (Voir l'article « Evolution et progrès social de l'Union Française Outre Mer », *in La D.C.* n° 1190 du 9 janvier 1955, article de l'abbé Paul Calince, ancien conseiller de l'Union Française. Dans ce dossier en quatre parties dans *La D.C* n° 1190 de janvier, n° 1193 de

Au niveau de ses discours, nous mentionnons quelques uns :

- La prise de la parole de l'abbé Jean Zoa sur le nationalisme dans une brochure intitulée *Pour un nationalisme chrétien au Cameroun*, Yaoundé, 13 septembre 1957.

-La prise de la parole de Mgr Jean Zoa en 1962 sur l'affaire « du train de mort »[194]

- « Pourquoi Mgr Jean Zoa se préoccupe du problème de développement ? », *in L'Effort Camerounais*, n° 627 du 4 février 1968.[195]

- Homélie du 25 janvier 1982 sur « Foi et développement »

- Homélie aux intellectuels chrétiens africains à l'université de Yaoundé, 24 avril 1983.

- Homélie du 27 octobre 1986 à la messe de rentrée à l'Ecole des Infirmiers brevetés de Yaoundé.

- Homélie du 17 novembre 1983 sur l'Eglise africaine aujourd'hui, rencontre avec la MIJARC

- Homélie du 19 novembre 1983 à l'ouverture du séminaire panafricain de MIJARC.

---

février et n°1194 de mars 1955, l'auteur traite respectivement de l'historique de cette évolution (n° 1190), du code de travail des territoires d'Outre Mer, (n°1193), de l'organisation administrative du travail (inspection du travail, syndicalisme, sécurité sociale, service social famille (n°1194), et enfin du rôle et de la place des catholiques dans cette évolution (n° 1194). S'agissant de ce dernier point, il cite un extrait du compte rendu de la 1ère conférence plénière des Ordinaires des Missions de l'A.O.F. tenue à Dakar du 25 au 30 avril 1949. Dans cette déclaration du 30 avril que reprend *La Croix* du 28 mai 1949, il est dit : « L'Assemblée, soucieuse de rappeler à tous les principes et les applications de la doctrine sociale chrétienne exprimée en particulier par les encycliques *Rerum novarum* et *Quadragesimo anno*, et étudiée par les différentes semaines sociales, sans avoir à se prononcer sur les modalités d'une législation sociale qui sont du ressort du pouvoir temporel, souhaite vivement l'avènement d'une législation sociale qui vise à promouvoir le progrès social et moral des Africains comme des Européens vivant en Afrique. Elle souhaite le développement des syndicats qui étant respectueux des droits fondamentaux de Dieu dans le domaine économique et social des peuples comme dans la privée des individus, visent au progrès social et au bien être de leurs adhérents, encourage la prochaine fondation du secrétariat social de l'Afrique Occidentale qui aurait le triple but d'être un organisme d'études, de former sur les questions sociales des gens animés par l'esprit chrétien de fraternité et de justice ». (*D.C.* n° 1193, 1955, p. 307-310.

[194] Georges Chaffard dans *Les carnets secrets de la décolonisation* à la page 402 du tome 1 affirme : « Le 1er février 1962, un contingent de 52 détenus politiques dont 8 femmes avec leurs enfants, est embarqué en gare de Douala, à huit heures du matin, dans un wagon métallique fermé. L'escorte se compose de 20 gendarmes commandés par un maréchal de logis. Le train arrive dans la soirée à Yaoundé, vers dix-huit heures trente. On ouvre le wagon. On y trouve 25 cadavres de détenus morts d'asphyxie. En hâte, les autorités font jeter les corps dans une fosse commune et essaient d'étouffer l'affaire. Les survivants réussissent cependant à faire passer une lettre à Mgr Jean Zoa, archevêque de Yaoundé. Celui-ci fait célébrer une messe à la mémoire des victimes dans plusieurs églises de son diocèse. L'hebdomadaire catholique *l'Effort* relate les faits, et publie une déclaration de l'archevêque. Par arrêté du 17 février 1962, signé de M. Ahidjo, R.P. Pierre Feltin, rédacteur en chef de *l'Effort Camerounais*, est expulsé ».

[195] Interpellé sur la création des nouveaux conseils paroissiaux et de son appel lancé à Noël à tous pour un apostolat de développement pouvant être lu comme une évolution dans la doctrine traditionnelle, et sur l'interprétation politique, Mgr Jean ZOA affirmait : « Il ne s'agit pas de changement d'orientation, mais d'une mise en place du concile….Chez nous, beaucoup d'hommes ne conçoivent d'engagement que politique. Et dès qu'on parle d'engagement, de responsabilité, ils pensent politique. Ce n'est pas une raison pour se taire, pour moi, ce serait de la désobéissance au Concile. Certes, l'Eglise a passé par des périodes qu'on pourrait qualifier d'espèce de manichéisme. Le bien d'un côté, le mal de l'autre : le spirituel et le temporel. Et peut- être certains d'entre nous restent-ils inconsciemment attachés à des images de ce genre. Pourtant il faut affirmer l'unité du dessein de Dieu. Le salut de l'homme se donne à travers la construction du monde. Il faut affirmer l'autonomie du temporel : ce n'est pas du catéchisme que l'on tirera des principes de la construction du monde, mais des hommes nourris de la Parole de Dieu doivent s'attacher à la recherche de ces principes », *L'Effort Camerounais* n° 538 du 1-7 mai 1966 pp. 3 et 10.

- Homélie du 20 novembre 1983 à la fête du Christ Roi à l'Université de Yaoundé.
- Homélie du 25 novembre 1985 à la semaine interdisciplinaire de l'Ecole.

Sous son impulsion, le service diocésain de l'apostolat des laïcs a fait le compte rendu de ses tournées jubilaires du 26 novembre 1986 au 4 janvier 1987, intitulé « Coude à coude, laïcs et prêtres auscultent leur Eglise. La deuxième partie qui traite de la question sociale est intitulée « L'engagement dans la cité temporelle » [196] insiste encore sur la place de la doctrine sociale dans son apostolat, sans perdre de vue les journées pastorales organisées à cet effet, notamment celle du 16 novembre 1994 sur « Les tâches de la promotion humaines ».

Lorsque Mgr Jean Zoa décède en 1998 de suite d'un arrêt cardiaque au cours d'une concélébration eucharistique à la cathédrale de Yaoundé avec cardinal Christian Tumi, célébrant principal, c'est non seulement un baobab qui s'écroule, mais aussi une grande page de l'histoire de l'Eglise de Yaoundé, du Cameroun et de l'Afrique qui est tournée. Jean Paul Messina fait sa biographie dans un de ses ouvrages sous ses différentes casquettes : premier évêque autochtone du diocèse de Yaoundé ; premier archevêque camerounais, Père conciliaire au concile Vatican II. Il y mentionne aussi ses différentes interventions orales et écrites au concile du Vatican II. Par ailleurs, Il est aussi présenté comme le Père fondateur de la Conférence Episcopale Nationale du Cameroun, et Père fondateur du Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar, sans perdre de vue ses relations avec son clergé, ses confrères et avec le pouvoir politique de son temps.[197]

Mgr Jean Zoa, à travers ses actions et ses options pastorales, et travers ses œuvres, apparaît comme une des plus grandes figures du christianisme social en Afrique.

De 1999 à 2003, Mgr André Wouking succède à Mgr Jean Zoa. Son bref épiscopat de quatre ans à Yaoundé ne lui aura pas donné le temps de s'investir dans toutes ses options pastorales, sans perdre de vue la difficulté à gérer sa nomination contestée par certains chrétiens et prêtres de l'archidiocèse de Yaoundé pour ses origines ethniques.[198]

---

[196] Archidiocèse de Yaoundé, *Coude à Coude, laïcs et prêtres auscultent leur Eglise*, Yaoundé, 26 novembre 1986- au 4 janvier 1987, p. 37-61.

[197] Lire *in* MESSINA Jean Paul, *Jean Zoa, prêtre, archevêque de Yaoundé*, *op.cit*., p. 255-261. Dans les annexes l'auteur mentionne quelques homélies de Mgr Jean Zoa et ses principales publications en page 305.

[198] Il est à noter que le cas est fréquent jusque là au Cameroun. Mgr Jean Zoa a été ordonné à Rome et une des raisons est que certains prêtres de l'archidiocèse de Yaoundé ne l'acceptaient pas et s'opposaient à son ordination. Peut-être parce qu'ils l'ont toujours considérés comme quelqu'un qui joue toujours le jeu des supérieurs, mais aussi parce qu'il était un Manguissa qui venait régner dans le pays Ewondo.
En 1987, des prêtres du diocèse de Douala ont écrit au Préfet de la Sacrée Congrégation des Evêques un mémorandum intitulé « pour un éclairage nouveau dans l'archidiocèse de Douala » et dans lequel ils contestaient la nomination d'un des deux évêques auxiliaires pour des raisons de ses origines ethniques. Notons qu'à la suite les prêtres du diocèse de l'élu contesté ont par la suite réagi dans une plaquette intitulée « Point de vue sur le *mémorandum* » Des exemples pourraient se multiplier ici et là et qui pourraient poser des questions sur les contours de la nomination des évêques en Afrique aujourd'hui.

Cependant dans les témoignages à titre posthume que recueille et publie le Frère Philippe Azeufack, il est fait mention des circulaires dont celle n° 1002 du 31 octobre 2002 adressée à ses chrétiens et dans laquelle il relève l'incompatibilité de la foi chrétienne et de la Rose Croix, de celle adressée aux jeunes en février 2002 qui a reçu un large écho, bien que l'évêque l'ait voulue discrète et personnelle. Par ailleurs, la lettre du 20 juin 2002 adressée à ses prêtres leur rappelle encore le sens et la valeur de l'engagement du prêtre de par son ordination, avant de décrier, de dénoncer et de déplorer certains comportements :

> « Certains prêtres occupés à leurs affaires, au point de ne plus être disponible pour recevoir les fidèles et les écouter. Du coup, certains fidèles vont dans les sectes. Certains construisent des villas avec l'argent destiné aux œuvres de l'Eglise ; Certains ont femme et enfants au presbytère, et se font appeler monsieur…La fin de la lettre est un appel pathétique à la conversion « J'ai mal à notre Eglise ! Au nom de Dieu qui a fait Alliance avec chacun de nous, je vous en prie à genoux, il est encore temps de nous ressaisir. Le Père de l'enfant prodigue nous attend, les chrétiens vous attendent…Faisons la vérité dans nos vies et tirons en les conséquences ! La vérité vous rendra libre »[199]

Nous l'avons relevé plus haut, et nous y arrivons, que le diocèse de Yaoundé a donné naissance au diocèse de Mbamayo dans des conditions pas seulement ecclésiales ou pastorales mais aussi politiques, son premier évêque étant Mgr Paul Etoga parti du diocèse de Yaoundé où il était l'évêque auxiliaire.

D.1.2. Du diocèse de Mbalmayo (1961)

Ce diocèse est érigé le 24 juin 1961 par division du diocèse de Yaoundé, et couvre les départements du Nyong et Soo, Nyong et Mfoumou. Mgr Paul Etoga son premier évêque est né à Mvog-Ondobo en 1911, paroisse de Nlong dans le diocèse de Yaoundé. Ordonné prêtre le 19 septembre 1939, il est nommé évêque auxiliaire de Yaoundé le 3 juillet 1955, et est ordonné le 30 novembre de la même année. Le 24 juin 1961, il est nommé évêque de Mbalmayo. Il le restera jusqu'en 1987 où il renonce à sa charge pastorale pour des raisons de limite d'âge. [200]

Quant à son impulsion dans le domaine social et du développement Jean Paul Messina souligne :

> « Conscient du rôle que jouait *Nleb Bekristen* dans l'archidiocèse de Yaoundé d'où il venait, il fit créer un petit bulletin diocésain d'information en 1965 ayant pour titre *Nazareth*. Ce titre a changé en 1980 pour devenir *Alamba* (lampe qui éclaire les consciences). Avec l'aide d'un

[199] AZEUFACK Phillipe, *Mgr André WOUKING Pasteur selon le cœur de Dieu Evêque de Bafoussam Archevêque de Yaoundé*, Yaoundé, Presse Universitaire, mai 2004, p. 105.
[200] Voir aussi dans *Information Catholique, Annuaire des diocèses du Cameroun 1962, op. cit.*, p. 62.

> prêtre italien…il mit sur pied en 1970 à Mbokoulou dans la ville de Mbalmayo, un centre de promotion sociale comportant un hôpital (saint Luc), un collège d'enseignement technique (Nina gianetti), et une structure d'animation socio-culturelle. »[201]

Quand Mgr Paul Etoga démissionne en 1987, c'est l'abbé Aldabert Ndzana qui est appelé à lui succéder.

L'abbé Adalbert Ndzana nait le 17 juillet 1939 à Zoatoubsi dans le diocèse de Yaoundé. Ordonné prêtre le 15 août 1969, il est nommé coadjuteur de Mbalmayo avec droit de succession le 8 novembre 1984, et ordonné le 20 janvier 1985. Depuis 1987, il a la charge du diocèse de Mbalmayo qu'il gère avec plus ou moins d'entente avec son clergé. De lui, et compte tenu de nos sources, on ne retient rien de très particulier sur l'engagement social. Plus spirituel que « matériel » tel qu'il s'est révélé alors qu'il était le recteur du grand séminaire de Nkolbisson de 1978 à 1984, Mgr Adalbert est resté très attentionné pour l'éducation des jeunes à travers l'école catholique dans la formation à l'enseignement technique et général.

Quelques années plus tard, en 1968 le diocèse de Yaoundé donne encore naissance au diocèse de Bafia situé à plus d'une centaine de kilomètre au nord de Yaoundé.

D.1.3. Du diocèse de Bafia (1968)

En 1968 le statut du diocèse de Yaoundé a évolué convenablement, en plus de la spécifité humaine (Bafia, Yambassa, Bokito, et autres) de la région que couvrira le nouveau diocèse. Compte tenu de la démarcation linguistique et humaine avec le reste du territoire de Yaoundé, Bafia est érigé en Préfecture apostolique le 6 juillet 1965, et érigé en diocèse le 11 janvier 1968. Le Père André Loucheur, prêtre spiritain est canoniquement installé le premier préfet apostolique en août 1965, et est nommé comme premier évêque en 1968. Natif de Roubbaix en France en 1910, il est ordonné prêtre le 29 septembre 1938. Cependant sa particularité, bien que spiritain, est qu'il a étudié chez les Jésuites, et en 1934, alors qu'il est encore étudiant, il vient au Cameroun pour enseigner au petit séminaire d'Akono. Après son ordination, il est affecté en 1939 au Cameroun, mais à cause de la guerre, il n'y arrive qu'en 1943. Etant donné la pauvreté de la région de son apostolat, il fait de la question du développement son cheval de bataille. Dans la présentation qui est faite de lui, il est dit :

> « On ne peut en quelques lignes, parler des activités de prêtre débordants de vitalité. Signalons la léproserie de la Nyamson, la seule peut-être au monde où tous les lépreux marchent. (Le cardinal Leger y a d'ailleurs passé la journée des lépreux cette année…).

[201] MESSINA Jean Paul, SLAGEREN Jaap Van, *Histoire du christianisme au Cameroun*, *op. cit.*, p. 381.

> Signalons aussi les efforts incessants du nouvel évêque pour doter sa région des routes lui permettant d'accéder à la moderne ; à signaler aussi un CET de garçon et un de filles ».[202]

Et dans cet entretien à lui accorder où la question lui est posée de savoir s'il est évêque ou ingénieur des ponts et chaussées, l'évêque répond :

> « Et pourquoi ne pourrait-on pas l'un et l'autre…j'ai ouvert une léproserie sans connaître la médecine…j'ai ouvert un collège technique sans savoir faire une soudure ni dessiner un plan de maison… j'ai ouvert des routes sans être arpenteur ni ingénieur..Il fallait attaquer la lèpre parce qu'elle avilissait les personnes ; il fallait donner aux jeunes la maitrise des techniques élementaires pour préparer la voie au développement, pour donner donner aussi, à ces jeunes, confiance en eux-mêmes, leur apprendre qu'ils sont maîtres de leur destin. Il fallait créer des routes parce que la maladie, la mort, la pauvreté, l'inefficacité étaient des maux réels, et que la route ferait disparaître ».[203]

Quand Mgr André Loucheur passe le témoin à Mgr Athanase Bala en 1977, c'est un diocèse engagé dans la voie du développement qu'il laisse, son souci pour l'école s'étant manifesté dans cette œuvre intitulé « Ecole catholique dans un Etat démocratique » où posant le vrai problème de l'enseignement privé catholique, il se demande :

> « Comment peut-il se faire que dans une Nation de type DEMOCRATIQUE, sa jeunesse soit divisée EN DEUX BLOCS ? Le premier jouissant d'une prise en charge totale sur le plan financier. Le deuxième recevant une aide financière insuffisante…Tant que nous chrétiens, parce que nous ne brandissons pas la justice—courageusement comme tant d'exemples nous sont donnés de nos jours, nous commettons une omission « coupable ». Nous acceptons pour nous-mêmes, pour nos jeunes et leurs parents que notre « service » sert SI MAL, un injurieux mépris.»[204]

Mgr André Loucheur démissionne en 1977, et le Père Athanase Bala, prêtre spiritain est nommé pour lui succéder.

Tout comme Mgr Etoga, le Père Athanase Bala est né à Nlong le 2 mars 1927. Ordonné prêtre le 3 juillet 1955, il est nommé évêque coadjuteur de Bafia le 31 mai 1976, est ordonné évêque le 26 septembre de la même année. Il est titularisé le 21 décembre 1977. De lui, on ne signale pas d'initiatives propres sur la question sociale et de développement. Bien au contraire, nous avons entendu Mgr Thomas Nkuissi alors évêque de Nkongsamba faire de lui cette remarque en 1991 à l'occasuion de la célébration du centenaire de l'Eglise Catholique au Cameroun : « Mgr Bala n'a jamais appris à dire la messe en langue Bafia depuis sa prise de fonction dans ce diocèse. Je suis étonné et si fort, qu'en plein pays Bafia il continue de célébrer

[202] Lire cette présentation dans *L'Effort Camerounais*, 625 (4-02-1968), 10.
[203] *Ibid*., p. 8.
[204] LOUCHEUR André, *Ecole Catholique dans un Etat démocratique*, Yaoundé, Saint Paul, 1987, p. 17-18.

en Ewondo ». Et pour finir, d'après les dires des prêtres du diocèse de Bafia, Mgr Bala est parti de Bafia après vingt ans d'épiscopat , sans avoir célébré en langue Bafia, et sans promouvoir aucune des langues locales pour la liturgie dans le diocèse. Ceci est resté pour beaucoup un goût inachevé, et son départ à la retraite en 2003 n'a provoqué aucun regret pour beaucoup des prêtres et des laïcs que nous avons cotoyés de ce diocèse. A son départ en 2003, c'est l'abbé Jean Marie Bala qui est nommé pour lui succéder. Et ce dernier, natif du diocèse du diocèse de Yaoundé le 10 mai 1959, est ordonné prêtre le 20 juin 1987 et évêque le 12 juillet 2003. Son épiscopat se situant hors de la période concernée par notre sujet, nous ne traitons pas de lui comme tel. Ce sera aussi le cas de tous les évêques nommés après l'année 2000.

D.1.4. Du diocèse d'Obala (1987)

La croissance chrétienne aidant, le diocèse de Yaoundé a encore donné naissance le 3 juillet 1985 au diocèse d'Obala couvrant le département de la Haute Sanaga et le département de la Lekié. L'abbé Jérôme Owono Mimboé en est le nouveau pasteur.
Né le 4 février 1933 à Ngoulemakong dans le diocèse d'Ebolowa-Kribi, il est ordonné prêtre le 22 juillet 1962. Nommé évêque d'Obala le 3 juillet 1985, il est ordonné le 6 septembre 1987 à Obala. De ce pasteur, il n'y a rien de très particulier qui soit relevé sur ses options sociales et de développement. Il a géré et gère l'héritage reçu à la division du diocèse de Yaoundé tel que le souligne Jean Paul Messaina, à savoir 54 écoles primaires, 7 collèges d'enseignement secondaires, 8 centres de santé développée, et 4 maternités.[205]

D. 2. De l'archidiocèse de Douala (1982)

D.2.1. Du diocèse de Nkongsamba (1955)

En 1955, au moment de l'érection des diocèses, celui de Nkongsamba constitue après Yaoundé, une des plus anciennes entités ecclésiales. En 1923 la Préfecture apostolique de Foumban est créée, contrairement à celle de Douala qui est créée en 1931 et qui ne serait pas primatiale par rapport à Foumban comme l'ont pensé et rédigé certains prêtres de l'archidiocèse de Douala dans leur mémorandum de 1987 intitulé « Un éclairage nouveau sur la situation qui prévaut actuellement dans l'archidiocèse de Douala ».[206]

[205] Lire dans le Dossier 10 des Archives de la C.D.O. de l'archidiocèse de Yaoundé.
[206] Lire dans le mémorandum, p. 18-19, particulièrement à la page 19 où les signataires parlent de Douala comme premier siège apostolique, ce qui est historiquement erroné.

Aussi, nous enchaînons avec Nkongsamba qui fut dans le chef lieu de la préfecture apostolique de Foumban en 1923 avant que ne le devienne Douala en 1931.[207]

A la différence de la région confiée aux Pères du Saint Esprit couvrant le Centre, le Sud, l'Est et le Littoral (excepté les départements du Nkam et du Moungo et l'autre rive du fleuve Wouri ouvrant sur Bonabéri), Nkongsamba fait partie de la Mission de l'Adamaoua confié dès 1912 aux Prêtres du Sacré Cœur de Saint Quentin de la province allemande dont les premiers arrivent à Douala le 30 novembre 1912. Cette région prend en compte toute la partie restante du Cameroun. En 1914, le 28 avril, Rome érige la Mission de l'Adamaoua en Préfecture apostolique de l'Adamaoua, sous la direction de Mgr Lennartz, premier Préfet apostolique. En 1920, Nkongsamba fait parti de la Préfecture apostolique de Foumba confiée cette fois à la province française des Prêtres du Sacré Cœur, les missionnaires allemands étant partis après la victoire des Alliés. En 1934, la Préfecture apostolique de Foumban devient Vicariat apostolique, et Nkongsamba en est le chef lieu. Le 14 septembre 1955, le vicariat apostolique de Foumban est érigé en diocèse de Nkongsamba qui en 1970, éclate pour donner naissance au diocèse de Bafoussam. Notons que tous ces changements impliquent une modification de la géographie physique et humaine comme le montrent le tableau en annexe 9 p. 419.

La physionomie ecclesiale propre de Nkongsamba commence à se dessiner à partir de 1920 où la Préfecture apostolique est confiée à la province Française des Prêtres du Sacré Cœur de Saint Quentin.

Mgr Lennartz démissionne le 30 décembre 1919, et le 7 février 1920, le Père Plissonneau est nommé Préfet apostolique venant du Congo belge où il était missionnaire. Après dix années de dure labeur pour fonder l'Eglise dans cette partie du Cameroun qui donnera plus tard naissance aux diocèse de Nkongsamba et de Bafoussam, il cède le 20 octobre 1930 la place à Paul Bouque arrivé au Cameroun en 1926, un an après son ordination.

Né le 6 juillet 1896 à Hauconcourt (Moselle) en France, Paul Bouque est mobilisé dans l'armée allemande lors de la guerre de 1914 1918, l'Alsace lorraine étant Allemand. Après la guerre, il entre au noviciat des Prêtres du Sacré Cœur, fait profession en 1920, et est ordonné prêtre en 1925. Préfet apostolique en 1930, Vicaire apostolique en 1934, il est élu, à sa création en 1955, premier évêque du diocèse de Nkongsamba, diocèse qu'il dirige jusqu'en 1964 où il donne sa démission et cède la place à un fils du pays, Mgr Albert Ndongmo.[208]

---

[207] Voir dans *l'Eglise catholique au Cameroun, Album du centenaire 1890-1990, op. cit.*, p. 354-355.

[208] Lire en ce qui concerne Mgr Paul Bouque le *Rapport annuel sur la Mission de Foumban, Cameroun Français, Afrique, confiée aux prêtres du Sacré-Cœur de saint Quentin, France,30 juin 1931* « Faits principaux de l'année », p. 1, *in* Archives des prêtres du Sacré-Cœur à Paris. Cependant les grands traits de sa bibliographie et ses œuvres sont bien présentés dans la lettre pastorale de Mgr Thomas NKUISSI intitulé *Lettre pastorale à l'occasion du*

Que dire de l'œuvre d'évangélisation de Mgr Paul Bouque ? Le père Goustan Le Bayon, son confrère prêtre du Sacré Cœur le résume en ces termes :

> « Car Mgr Bouque est un timide, et c'est à force de courage et de ténacité qu'il surmontera sa timidité pour diriger la Préfecture, le Vicariat et le Diocèse pendant 34 ans. C'est un homme de devoir. Evidemment sa timidité naturelle se fera toujours sentir. On le sent tendu dès qu'il se trouve devant un problème à résoudre. Il n'aime pas parler en public, surtout en français et devant un public cultivé. Il évite autant qu'il peut les visites aux personnages officiels de haut rang. Il n'aime pas écrire. On ne connaît pas beaucoup d'articles ou de mandements de carême écrit par lui. Ses lettres sont rares. Il dispose de tout un stock de « cartes correspondances » qui lui permettent d'être bref. Il a peur, semble-t-il de perdre son autorité en félicitant ses confrères mais il fait leur éloge quand il parle à un étranger. Quand il se rend dans un poste où il doit annoncer une décision, il attend le moment du départ, ayant parfois déjà pris place dans la voiture, pour faire connaître sa décision, évitant ainsi les objections.
>
> Il a peur d'investir. Il veut toujours garder une bonne réserve financière et il rate ainsi certaines bonnes occasions. Il conserve jusqu'à la fin le portefeuille des finances, ce qui fut peut-être une grave erreur. Il reste, et c'est le plus important, que pendant 34 ans, il a dirigé, lentement, patiemment, sachant dominer ses malaises ou ses maladies pour accomplir ses fonctions, pour aider ses missionnaires. Il prenait sa place au confessionnal avec grande régularité. Il n'attendait pas qu'on aille le chercher. Ses tournées pastorales, il les a faites avec grand sérieux, et a toujours donné l'exemple de la piété et de la dignité dans les grandes cérémonies. Et puis vieillissant, il a pris de l'assurance, il devenu grand père ».[209]

Qu'est-ce qui peut se dégager de la figure de Mgr Bouque que présente Le Bayon ou par d'autres par ailleurs, toute lecture pouvant garder une certaine subjectivité comme le soulignera plus loin Le Bayon. Ce qu'on peut remarquer c'est que le Père Le Bayon fait une peinture un peu sombre de l'épiscopat de Mgr Bouque. Dans sa description, en dehors de sa régularité et de sa ponctualité au confessionnal, il n'y a rien de positif, rien qui soit mis en route dans le diocèse tant du point de vue de l'évangélisation que de la pastorale. Et on pourrait par ailleurs se poser la question de savoir si les relations entre l'évêque et ses confrères missionnaires dans le diocèse n'étaient pas tempestueuses, à lire Le Bayon ! Et que dire des relations avec le clergé autochtone dont les premiers prêtres ordonnés datent de 1947, à savoir les abbés Tankou Gilbert et Nkwamou André ? N'y avait-t-il pas une tension entre sa charge d'évêque diocésain et de membre de la Congrégation ? En tant qu'évêque diocésain n'avait-il pas des priorités ou des options pastorales qui ne pouvaient pas être du goût de certains confrères missionnaires ? N'est-ce pas le cas lorsque l'évêque décide de fonder le petit séminaire en 1931 à Nkongsamba,

---

cinquantième anniversaire de l'ordination épiscopale de Son excellence Mgr Paul BOUQUE, Nkongsamba 1984, p. 26-28.

[209] Le BAYON Goustan, *Les prêtres du Sacré Cœur et la naissance de l'Eglise au Cameroun, op. cit.* p. 79.

séminaire qui sera transféré à Melong en 1937, et ceci contre l'avis défavorable de certains de ses confrères religieux qui argumentaient que c'était trop tôt ? Ecoutons à ce sujet Mgr Georges Siyam :

> « Le petit séminaire saint Michel à Melong vit le jour en 1931. Le Père Paul Gonthier, missionnaire au cœur ardent, eut la difficile mission de le fonder. Les critiques ne lui furent pas épargnées ; 'car', disaient de bons calculateurs, l'heure n'est pas encore venu pour une telle œuvre, comment faire des païens d'hier des prêtres aujourd'hui ? »[210]

A ce sujet, Mgr Thomas Nkuissi disait encore aux séminaristes lors du camp des vocations sacerdotales et religieuses de 1985 à Yabassi :

> « Mgr Bouque a ouvert le petit séminaire contre l'avis de beaucoup de ses confrères religieux, en dehors du Père Gonthier qui s'y est consacré corps et âme. Pour Mgr Paul Bouque, s'il n' y avait pas d'argent, il en fallait pour le séminaire et le noviciat. »[211]

Et le rapport entre la Congrégation et le diocèse est resté souvent conflictuel, autant dans le domaine du bien matériel que des options pastorales, conflit perceptible dans cette correspondance que Mgr Paul Bouque adresse au Père Provincial le 8 novembre 1954 :

> « Il me semble que quand un religieux est affecté au Vicariat, s'il reçoit du supérieur religieux local une autre affectation, en dehors du Vicariat, le Vicaire Apostolique, au moins par politesse devrait être averti.
>
> Il s'agit en l'occasion du Frère Russe qui, je l'ai appris par hasard au cours d'une conversation avec des confrères, est placé d'office à la Maison Religieuse de Ndoungué. Cette affectation était faite avant le départ du Père Le Bayon pour la France. Tout le monde au Vicariat le savait, excepté moi.
>
> Le Père Le Bayon savait très bien que cela causerait de gros ennuis, car le Frère Russe rentrant de congé, devait prendre la procure et, au besoin, s'occuper de l'imprimerie, au départ du Frère Roy et du Père Geissler.
>
> …Le Père Le Bayon, sans s'occuper des ennuis qu'il crée au Vicariat, a fait le choix de ses collaborateurs pour Ndoungué sans m'en dire un mot.
>
> Ne me dites pas que les intéressés n'en savent rien ; le Frère Russe au moins est déjà averti, pour l'autre, je ne puis l'affirmer. Vous me direz que le Père Le Bayon est dans son droit. Je n'en disconviens pas, mais c'est cette façon de cavalière d'arranger les choses derrière mon dos qui me révolte. Que le Vicariat éprouve de grands ennuis par ses décisions, cela lui importe peu, pourvu que lui ait son personnel trié sur le volet, c'est tout ce qu'il cherche ; aux

[210] SIYAM Georges, « Réponses de l'Eglise aux besoins de l'Afrique », *La montée de l'Eglise au Cameroun, Eglise et Mission*, novembre-décembre 1973, Paris, Prêtres du Sacré-Cœur, p. 19.

[211] Mgr NKUISSI Thomas le redisait le mercredi 28 août 1985 au camp des séminaristes à Yabassi, sur le thème « Séminariste qui es-tu ? », camp tenu du 24 août au 01 septembre. Il était de tradition qu'il intervienne tous les mercredis au camp des vocations, et ce rappel des propos de Mgr Paul Bouque de ne pas manquer d'argent pour les séminaires revenait toujours comme un refrain.

> autres de prendre les restes, si toute fois il en reste. Cela ne le gène de voir péricliter les œuvres du vicariat » [212]

Une telle correspondance augure les relations conflictuelles entre le Vicaire apostolique et le Père Le Bayon, ce qui pose question et met un grand bémol quant au portrait qu'il dresse de Mgr Bouque.

Dans le *Statut basé sur les coutumes existantes dans les relations entre l'évêché et les religieux S.C.J.* il est explicitement dit au point 5 : « Le changement dans le personnel d'une communauté est faite par le Supérieur provincial ou local, en accord avec l'évêque du diocèse »,[213] ce qui ne semblait pas être le cas compte tenu de la correspondance de l'évêque. Par ailleurs, nous notons au point 2, qu'il est dit, et clairement, que les religieux sont mis à la disposition de l'évêque du diocèse, et ne seront pas employés à des fonctions étrangères à leur vocation : à savoir que les prêtres doivent être à leur ministère, aux œuvres, au professoral et les Frères aux travaux de leurs métiers, pour le service des missions.

Dans le *Statut Pour Les Missions*, au chapitre II traitant de « Etat canonique de nos missions, les droits des supérieurs religieux relativement aux missions et aux missionnaires », il est dit au point 13 : « Le Supérieur régional dépend du supérieur ecclésiastique de sa mission seulement dans l'exercice du saint ministère ».[214] N'est-ce pas le cas dans la relation avec Mgr Bouque qui est supérieur ecclésiastique en étant Vicaire apostolique ? Et au chapitre III de ce même Statut traitant « Des Ordinaires du lieu ou des Supérieurs ecclésiastique dans nos missions », le point 23 stipule que : « Les Supérieurs ecclésiastiques sont : les Evêques résidentiels (là où la hiérarchie est constituée), les Vicaires apostoliques, les Préfets apostoliques, et les Supérieurs de Mission « *sui juris* », (là où la Hiérarchie n'est pas constituée), et de même ceux qui les précèdent venant à faire défaut, leur succèdent de droit et par intérim dans le commandement »

Dans ce même statut au ch. IV sur « Des relations entre le supérieur ecclésiastique et le supérieur religieux », il est dit au point 32 :

> « La règle générale est la suivante : tout ce qui regarde le saint ministère et l'administration temporelle de la mission est soumis à l'autorité du Supérieur ecclésiastique ; ce qui regarde la vie et la discipline religieuse relève de la charge du Supérieur religieux. L'un et l'autre supérieur auront à cœur de traiter les affaires dans un esprit d'entente ».

---

[212] Correspondance de Nkongsamba le 8 novembre 1954, ARRIVEES, Passage Doisy, 11- 75017 PARIS PB/C5.3/01 N° P-05-006.

[213] *Statut basé sur les coutumes existantes dans les relations entre l'évêché et les Religieux*, p. 1, *in* Archives Passage Doisy, 11-75017 Paris, N° 8-15-001.

[214] *Statut pour les Missions*, 1ère partie : Des Personnes, Archives des Prêtres du Sacré-Cœur, Passage Doisy, 11-75017 Paris, N° 3-14-005, P. 5.

En nous basant sur ces clauses, la subjectivité dans la présentation de la figure de Mgr Bouque par Le Bayon a un coefficient bien élevé. Et puisque nous n'avons pas pu recueillir les témoignages de ceux que Le Bayon présente comme ayant eu plus de relations étendues avec Mgr Bouque, à savoir ses camarades de classe, ses amis ou proches collaborateur qui sont à ce jour tous décédés, le Père Albani, et le père J.B. Lommel qui fut son ami, son conseiller et son vicaire général jusqu'en 1941 d'après les écrits de Le Bayon, nous faisons recours à Mgr Thomas Nkuissi, 3ème évêque de Nkongsamba de 1973 à 1992. Ce n'est pas dans une homélie, mais dans une lettre pastorale que l'évêque évoque les actions pastorales de Mgr Paul Bouque.

La lettre pastorale intitulée : « Lettre Pastorale à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Ordination épiscopale de son Excellence Mgr Paul Bouque », lettre publiée en novembre 1984, comporte deux volets. Le premier fait le point de la vie diocésaine et met en exergue l'œuvre de Mgr Paul Bouque. Il propose les moyens pour continuer, et s'achève par sa biographie et quelques temps forts de son ministère.

Le deuxième volet est un écho du 16 août 1964, année où Mgr Paul Bouque démissionne et cède son siège à un fils du pays comme c'est le cas dans les Eglises d'Afrique de l'heure. Le 16 août, Mgr Bouque ordonne son successeur sur le trône épiscopal en la personne de Mgr Albert Ndongmo. Ce jour, trois allocutions ponctuent l'événement : celle de Mgr Jean Zoa, archevêque et Métropolitain de Yaoundé, celle de Mgr Paul Bouque, et celle de Mgr Ndongmo l'élu du jour. Qu'est ce qui ressort de cette lettre et qui pourrait confirmer ou infirmer les traits de figure que Le Bayon donne de Mgr Paul Bouque ?

Dans le premier volet, il ressort que c'est Mgr Bouque qui pendant 35 ans (mais 34 effectivement) bâtit le diocèse. Préfet apostolique de 1930 à 1934, Vicaire Apostolique de 1934 à 1955, et Evêque résidentiel de 1955 à 1964, il porte la priorité dans sa pastorale sur le séminaire, la congrégation des sœurs, le laïcat, et les langues indigènes. Aussi, le 20 avril 1931, il ouvre un petit séminaire à Nkongsamba, lequel sera transféré à Mélong en 1937. En 1936, il fonde la congrégation indigène des Sœurs dont il fixe le noviciat à Dschang. Ne disait-il pas à propos des deux premières, aimait rapporter Mgr Nkuissi aux camps des vocations, « Il y a deux œuvres pour lesquelles il ne doit pas manquer d'argent : le séminaire et le noviciat » ?
Et peut-on à partir de ces dires et ces réalisations être entièrement d'avis avec Le Bayon quand il affirme que Mgr Bouque a peur d'investir ? A moins que le séminaire et le noviciat, pupilles de l'Eglise naissante ne soit pas une priorité pour Le Bayon qui peut-être faisait partie de « certains qui avaient pu penser que c'était trop tôt » comme le souligne Mgr Thomas dans la lettre pastorale.

Outre le clergé indigène, Mgr ne s'est-il pas attelé à la formation d'un laïcat, pour le plein enracinement de l'évangélisation et la participation de tous à l'édification du corps de l'Eglise ? Aussi, le premier corps de laïcs formé fut les catéchistes, coopérateurs des missionnaires. Pour soutenir cette formation, Mgr Bouque fonda l'Ecole Normale Saint Joseph qui s'abrita dans les locaux du petit séminaire en 1938 à Nkongsamba après le transfert du petit séminaire à Mélong en 1937. Il y forma des moniteurs, et plus tard, les élèves qui en sont sortis ont constitué avec les ex-séminaristes, les premiers cadres laïcs chrétiens, non seulement au service direct de l'Eglise, mais aussi dans l'administration et le privé.

Et au sujet des langues indigènes nécessaires pour la pénétration de l'évangile, le synode diocésain de 1949 avait pris une décision :

> « Il devient absolument nécessaire d'entreprendre l'étude d'une langue indigène. Les autochtones du Sud du Vicariat peuvent tous comprendre la langue Douala. Pour les Bamiléké, la question s'avère difficile, vu la diversité des dialectes : le synode adopte pour la généralité des Grasfiels la langue de Bafang. Commençons à l'étudier et à la mettre en grammaire, en syllabaires et en livres. »[215]

La formation d'un clergé indigène, d'un laïcat, et l'apprentissage des langues indigènes ne répondent-ils pas aux impératifs missionnaires ? Les papes Benoît XV, Pie XI, Pie XII et Léon XIII n'ont-ils pas fait de ces options les conditions *si ne qua non* pour le succès de la Mission ?

Dans la Lettre apostolique *Maximum illud* en 1919, Benoît XV traitant des devoirs du chef de Mission insiste pour le recrutement et la formation solide et complète d'un clergé autochtone à part entière pour hâter l'implantation de l'Eglise.

> « Le recrutement et la formation d'un clergé indigène. Là est le plus grand espoir des Eglises nouvelles, car le prêtre indigène, ayant en commun avec ses concitoyens l'origine, le caractère, la mentalité et les aspirations, se trouve merveilleusement adapté à inculquer la foi dans leurs cœurs : beaucoup plus que quiconque...Il est donc absolument nécessaire que le clergé indigène soit formé et éduqué, si l'on veut qu'il produise les fruits qu'on espère. Jamais on ne pourra se borner à une formation élémentaire et au rabais, tout juste suffisante pour lui permettre d'accéder aux saints ordres. Sa formation sera parfaite et en tous points complète, telle que la reçoit le clergé des pays de haute culture. »[216]

Comme mesure à prendre, il affirme abordant la responsabilité et les devoirs du Missionnaire, qu'on peut en fournir la preuve dans la fondation des collèges pour séminaristes. Aussi, la

[215] Diocèse de Nkongsamba, *Les Actes du synode de 1949*, p. 19, Edition de 1973, reproduite par Nicéphore Fankan, chancelier.
[216] Cette partie de l'Encyclique est citée dans le cours « La Mission à partir des textes pontificaux de Benoît XV, Pie XI et Pie XII », cours de T.D. dirigé par Paul Coulon en cycle A, année 2000, à l'Institut Catholique de Paris, p. 7.

fondation du petit séminaire en 1931 et de la congrégation des Sœurs en 1936 obéit à cet impératif papal.

Dans *Rerum ecclesiae* le 28 février1926, Pie XI y revient en élargissant les devoirs des chefs des Missions quand il rappelle l'enseignement de son prédécesseur. Non seulement il y a les clercs à former, mais aussi des catéchistes et des contemplatifs autochtones. Et le Pape ajoute qu'avant d'enseigner les foules, il faut soigner les malades et aller aux enfants, qu'il faut ouvrir des hôpitaux, des dispensaires et des écoles sans toute fois négliger la classe dirigeante.

Pie XII dans *Evangelii praecones* le 2 juin 1951 va dans le même sens lorsqu'il traite des principes et règles d'action pour la Mission, et dans *Fidei donun* le 21 avril 1957 où il aborde le problème de Mission, mais beaucoup plus sur l'angle d'envoie des missionnaires en Afrique. L'annexe 13, qui met en relief les contenus des encycliques missionnaires, est plus exhaustive. Etant donné tous ces contenus, Mgr Paul Bouque n'est-il pas, et incontestablement sur tous les plans le grand bâtisseur sur tous les plans de l'Eglise de Nkongsamba ?

Et au niveau de la question sociale, de 1930 à 1964 qu'est-ce nous pouvons relever en puisant toujours chez Le Bayon qui fait le point sur l'œuvre des missionnaires du Sacré Cœur de 1912 à 1934, avec un accent très particulier à partir de 1920 où l'œuvre de l'évangélisation est confiée à la Province Française ? Pendant 44 ans au cours desquels ils ont œuvré, 34 se déroulent sous l'impulsion pastorale de Mgr Bouque, soit plus de trois quarts du temps.

Le bilan final au niveau évangélisation et action pastorale, au niveau des questions sociales, caritatives et éducatives au moment où en 1964 Mgr Bouque passe le témoin à Mgr Ndongmo présente les statistiques suivantes :

> « 137 000 catholiques, 32 Prêtres africains, 48 prêtres et 6 frères dehoniens, 20 frères des Ecoles chrétiennes, 26 religieuses africaines et 60 religieuses étrangères.
>
> Dans les écoles catholiques : 42 000 garçons et 15 000 filles pour le primaire, 1 000 garçons et 250 filles pour le secondaire et la technique, 29 postes résidentiels et 388 postes secondaires, un centre de soins qui deviendra un dispensaire, une Sixa pour la formation des jeunes filles à une vie de foyer, des « Ouvroirs » où les fiancées viennent s'initier à la couture et à la broderie, une Ecole, une pouponnière en 1932.et un centre d'élevage pour subvenir aux besoins de la pouponnière ». [217]

Le Bayon traitant de la période de floraison 1930-1940, relève que ce sont les Sœurs de la Sainte Union qui sont arrivées en 1929 et ont mis sur pied le centre de soin qui deviendra dispensaire.

[217] Le BAYON Goustan, *Les prêtres du sacré Cœur et la naissance de l'Eglise au Cameroun, op. cit.*, p. 127.

En 1962, *l'Annuaire des diocèses du Cameroun* relève pour le diocèse de Nkongsamba comme œuvres scolaires : l'école Saint André de Mbanga fondée en 1948, l'école saint Martin de Nkongsamba en 1947, l'école Notre Dame de Bafang en 1953, l'école Saint Charles de Bandjoun et l'école Saint Joseph de Bafoussam en 1959. Ce ne sont que les écoles principales qui sont énumérées. Au niveau des collèges : Saint Jean de Mbanga (Ecole Normale) en 1948, Saint Paul de Bafang en 1956. Comme œuvre sanitaire, il y a les fondations médicales *Ad Lucem* fondées à Bafang en 1946, à Bandjoun en 1956 et à Mbouda en 1959. Les organes d'expression ou les publications diocésaines mentionnent le *Nufi Nsienken ngwè* et *l'Essor des Jeunes,* deux mensuels.

C'est donc dire que les questions sociales ont été une grande priorité au cœur de l'action pastorale de Mgr Bouque qui repose à la cathédrale de Nkongsamba depuis le 24 août 1979.

A partir du 16 août 1964, Mgr Albert Ndongmo prend la relève du diocèse, mais qui est ce témoin de la transition d'une Eglise, qui est cet évêque et qu'en est-il du complot dont il sera accusé six ans plus tard ?

Albert Ndongmo naît à Bafou dans le département de la Menoua dont le chef lieu est Dschang, le 26 septembre 1926. De 1940 à 1946 son parcours au Petit séminaire de Mélong est très brillant, et de 1946 à 1955, il fait le grand séminaire Saint Laurent de Mvolyé, entrecoupé des temps de probation et de stages pastoraux qu'il reprend l'une ou l'autre fois pour ses idées et ses convictions trop critiques, lesquelles lui font prendre du retard dans l'avancement aux Ordres. Le 21 décembre 1955, il est enfin ordonné prêtre à la cathédrale de Nkongsamba. En janvier 1956, il est nommé vicaire à la paroisse Saint André de Baham, et en janvier 1957, il est nommé professeur au Petit séminaire de Mélong. Vicaire à la paroisse de la Moumée en août 1958, il sera en septembre 1959, affecté à Nkongsamba comme Aumônier diocésain d'Action Catholique, pour se voir confier, de 1960 à 1962, la Direction diocésaine de l'enseignement catholique. En 1960, il fonde le périodique (mensuel) *l'Essor des Jeunes,* en même temps que l'Université populaire à Nkongsamba. De 1962 à 1964, il est Aumônier nationale de l'Action Catholique, avec résidence d'abord à Douala, et ensuite à Yaoundé, jusqu'à sa nomination en juin 1964, et à sa consécration épiscopale le 16 août 1964 comme deuxième évêque de Nkongsamba.[218] Mgr Albert Ndongmo succède à Mgr Paul Bouque qui a demandé d'être relevé de sa charge pastorale.

[218] Sa biographie et ses options pastorales sont bien présentées dans *l'Essor des Jeunes*, 56 (16-08-1964), dans *Jeune Afrique Economie*, 157, juillet 1992, et dans une moindre mesure dans *Hommage à Son Excellence Mgr Ndongmo* qui fait davantage un inventaire d'hommage et de condoléances.

Dans son homélie du jour de l'ordination, il fait ressortir les grandes lignes de son épiscopat aux accents très forts sur la question sociale et on peut l'entendre dire :

> « La religion, le christianisme ne sont pas là pour professer un angélisme béat et naïf, une sainte oisiveté. Le croyant, le chrétien doit faire quelque chose pour la promotion, pour le développement de l'homme, de son pays et du monde. Le chrétien doit donc inscrire son action au sein de l'action nationale pour le développement du pays ; il doit être efficacement présent à tout ce qui se construit, à tout ce qui fait progresser l'homme, le pays et le monde. Et c'est justement dans cette action constructive de l'homme et du monde qu'est requise sa fidélité à Dieu, pour voir si notre vie, notre action, notre mission politique, sociale, économique ou religieuse a été accomplie selon le plan de Dieu. Car Dieu a un plan sur notre vie ; Dieu n'est pas un distrait, il n'est pas indifférent à notre action…L'évêque a donc comme mission de rappeler aux hommes à temps et même à contre temps, d'une manière ou d'une autre, cette double exigence : Les chrétiens, les croyants sont en même temps citoyens du ciel et citoyen de la terre…Ce rôle de l'évêque est éclairant : il permet de comprendre certaines interventions des évêques dans des questions même d'ordre temporel. L'Eglise ne peut pas conduire les hommes au ciel comme si la terre n'existait pas…Elle ne peut évangéliser les hommes dans l'espace, dans la lune, sans avoir les pieds par terre, sans inclure dans sa vision le conditionnement concret des personnes, les systèmes, les institutions et les structures qui paralysent la montée des enfants de Dieu. L'Eglise ne peut s'occuper de l'enfance comme si les jeux n'existaient pas ; elle ne peut s'occuper de la jeunesse comme si le football, l'éducation civique, économique n'existaient pas. »[219]

Il va se situer plus tard dans la même perspective dans une de ses lettres pastorales où il affirme :

> « L'Eglise, et nous sommes l'Eglise, ne peut pas évangéliser dans l'espace, sans inclure dans sa vision le conditionnement concret des personnes, les institutions et les structures qui peuvent promouvoir ou paralyser la montée des enfants que nous sommes…Voilà pourquoi la place, le lieu de l'engagement de la foi du chrétien se trouve là même où se joue le sort des hommes nos frères : famille, politique, syndicat, commerce, développement, coopératives, courses cyclistes, football, armée, structures et institutions diverses. C'est là que le chrétien, fer signifié dans la grâce du Christ, brûle ce qu'il touche ; c'est là que le chrétien, sel de la terre, donne la saveur au monde ; c'est là que le chrétien insuffle l'esprit du Christ pour transformer la cité des hommes nos frères en royaume de Dieu. Or ici au Cameroun, le chrétien ne donne pas l'impression qu'il risque son salut s'il néglige son engagement terrestre, s'il ne s'engage pas dans le temporel…S'il ne fait pas la politique, la politique le fera. S'il ne fait pas la politique, comment y arrivera l'esprit du Christ pour permettre plus de justice, plus de vérité, plus d'amour ? »[220]

L'évêque insiste de nouveau sur la place du chrétien dans la cité en 1970 dans la lettre pastorale sur *l'Eglise levain du monde* dans laquelle il réaffirme :

> « Pour le patron et l'ouvrier, le commerçant ou le fonctionnaire, l'enseignant ou le militaire, être lumière dans son milieu, c'est y apporter le témoignage concret, vivant, des vertus évangéliques, en particulier, de la justice qui suppose le souci d'une véritable compétence professionnelle et de la conscience professionnelle ; de l'amour fraternel surtout qui englobe toutes les autres vertus. »[221]

---

[219] Mgr Albert Ndongmo, *in* NKUISSI Thomas, *Lettre pastorale à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'épiscopale de son Excellence Mgr Paul BOUQUE*, Evêché de Nkongsamba, novembre 1984, p. 38-39.
[220] NDONGMO Albert, *Lettre pastorale pour le carême 1968 sur la foi*, p. 6.
[221] *Id.*, *Lettre pastorale pour le carême 1970 sur l'Eglise, levain du monde*, p. 5.

En août 1970, éclate ce qu'on a appelé « l'affaire Mgr Ndongmo » qui non seulement a défrayé la chronique, mais aussi a fait entendre plus ou moins la voix plus ou moins discordante de l'épiscopat camerounais.

Mgr Albert Ndongmo, évêque du diocèse de Nkongsamba est arrêté à Douala, de retour d'un séjour à Rome. Les raisons avancées relèvent qu'il est commanditaire, en complicité avec la rébellion armée, d'un coup d'Etat visant à renverser le Président Ahmadou Ahidjo. L'affaire prend une dimension tant nationale qu'internationale. Un procès s'en est suivi qui dure de 1970 à 1972, et à l'issue duquel l'évêque est condamné à la peine capitale. En 1972, le Président de la République lui a accorde une grâce et sa peine capitale est commuée en détention perpétuelle. En 1973, l'évêque donne sa démission en tant que évêque diocésain. Une autre grâce présidentielle le sort de la prison en 1975, en le contraignant à l'exil à Rome, et ensuite à Québec au Canada où il décède en mai 1992.

S'il est un peu aisé de décrire la biographie de l'évêque, ce n'est pas le cas pour ce dont il est accusé. Que peut-on retenir de tant d'articles et réactions à ce sujet ? L'écrivain camerounais Mongo Beti décrit et présente l'événement dans *Main basse sur le Cameroun* [222] Et l'abbé André Ségué, prêtre, auteur d'un article « *Les procès Ndongmo, écarter un gêneur* » affirme :

> « Arrêté le 22 août 1970, Mgr Ndongmo est jugé par le tribunal militaire de Yaoundé dans un double procès : le procès dit de la rébellion, où il lui reprochait d'avoir pris langue avec Ernest Ouandié et les nationalistes au maquis, et le procès dit de la sainte croix, pour tentative de coup d'Etat sanglant avec assassinat du chef de l'Etat…Il se déroule à Yaoundé devant le tribunal militaire. Il s'ouvre le samedi 30 décembre 1970…Mgr Ndongmo est accusé de « tentative de révolution, organisation de bandes armées, assassinats, incendies et destructions volontaires, viols, arrestations et séquestrations, pillages en bandes et complicité des dits crimes…Au cours des autres audiences, Mgr Ndongmo a fait ressortir que dans le but de travailler pour la paix au Cameroun, il a posé des actes dont certains lui sont reprochés, et à tort. Il a reconnu avoir été en contact le maquis. Avant de devenir évêque, il avait rencontré des maquis trois fois. La première et la troisième fois, pour tenter d'avoir des informations sur certains confrères prêtres détenus par les maquis, et la deuxième fois pour tenter d'obtenir la libérations d'un garçon de ses connaissances enrôlé dans le maquis… Après son sacre en 1964, Mgr Albert Ndongmo rencontre Ouandié trois fois (dans les années 1965) : il était muni d'un laissez – passé spécial qui lui avait été délivré par le Préfet de Nkongsamba (à l'époque, M. Félix Sabal Lecco), sur instructions données par le Président de la

[222] Dans *Main basse sur le Cameroun*, Peuples noirs, 1984, il y développe l'événement de l'arrestation à la condamnation, passant par le procès, ceci de la page 159 à 204.

> République… Mgr Ndongmo a reconnu avoir rendu service à Ouandié qu'il était chargé de rallier au régime d'Ahmadou Ahidjo. »[223]

Dans une interview accordée en octobre 1991, interview à valeur de testament, Mgr Albert Ndongmo relève, revenant sur son procès de 1970 :

> « On voulait démontrer que j'avais fomenté un coup d'Etat avec Ernest Ouandié, qui dirigeait la rébellion armée dans le maquis. J'avais effectivement vu Ouandié. Mais auparavant, j'avais rencontré le président de la République pour lui demander l'autorisation d'aller voir le rebelle et, si possible, le faire sortir du maquis. Je voulais ramener la paix dans le pays… Il m'a même dit : si vous sortez Ouandié, vous pouvez l'amener ici. J'avais pour cela un laissez-passé délivré par le Préfet de Nkongsamba… Il était même précisé qu'on ne devait pas fouiller ma voiture. »[224]

En dernière analyse et en recoupant les écrits sur la question, les avis s'orientent vers cet avis de Mongo Beti que cite Paul Valentin Emog : « En vérité, le gouvernement Ahidjo a tout fait pour discréditer Mgr Albert Ndongmo, dont l'influence sur la jeunesse était grande grâce au journal qu'il dirigeait, et dont l'action gênait sans doute certaines survivances économiques de la colonisation »[225]

On a parlé de l'affaire Ndongmo parce que non seulement elle a fait couler beaucoup d'encre et de salive au sein de la communauté nationale et chrétienne, mais aussi parce qu'elle a divisé le clergé et l'épiscopat camerounais aux opinons mitigés, réservés, voire silencieux. A cette occasion, il y a eu en 1970 deux communiqués, l'un de Mgr Jean Zoa, et l'autre de l'épiscopat camerounais. Dans celui de Mgr Jean Zoa en date du 3 septembre (en annexe 10), l'archevêque de Yaoundé fait remarquer d'abord son absence du pays au moment où intervient l'arrestation de l'évêque de Nkongsamba. Ensuite, il fait cas des pourparlers qu'il a eus avec certains de ses confrères et quelques prêtres associés à leur réflexion pour enfin délivrer un communiqué dont voici la teneur :

> « A la suite de l'arrestation de Mgr Ndongmo, évêque de Nkongsamba, et devant la consternation générale, l'Episcopat du Cameroun a jugé opportun de délivrer le communiqué suivant : L'Eglise du Cameroun traverse actuellement un des moments les plus difficiles de son histoire. Une situation pénible s'est créée que les efforts de la hiérarchie catholique n'ont pu empêcher. Un évêque est mis en cause. Mais les chefs d'accusation ne sont pas d'ordre religieux. L'affaire, à notre connaissance, est au stade des enquêtes de police. Nous espérons qu'elle suivra son cours selon le droit et la justice. Il appartient aux instances judiciaires de

[223] SEGUE André, « Les procès Ndongmo, écarter un gêneur », *JEUNE AFRIQUE ECONOMIE, il s'appelait Albert NDONGMO*, mensuel n° 157 de juillet 1992, p. 125.
[224] *Ibid*., p. 117.
[225] Cité par Paul Valentin EMOG dans *Le porteur de cornes, Mgr Albert Ndongmo (1925-1992)*, Terres Africaines, Yaoundé, 2005, p. 114.

> vérifier les faits et d'établir les responsabilités. En tout état de cause, l'histoire de l'Eglise fournit des exemples de scandales venus des autorités ecclésiastiques. Si ces scandales freinent la marche de l'Eglise, ils ne l'arrêtent jamais. Bien plus, ils devraient être pour les témoins pas toujours fidèles que nous sommes, des occasions d'approfondir davantage notre foi en Jésus Christ. »[226]

A cette circulaire de Mgr Jean Zoa aux échos très mitigés et sentant l'abandon et la livraison d'un confrère évêque, voir circulaire annexe 10, s'en suit un autre communiqué de l'épiscopat en date du 11 novembre 1970. Les évêques sont réunis au monastère à Mbengwi à Bamenda, à l'occasion de l'ordination épiscopale de Mgr Paul Verdzekov. De ce communiqué, il ressort qu'à cette occasion, les évêques ont fait un tour d'horizon des problèmes se posant à l'Eglise du Cameroun, spécialement après l'arrestation de Mgr Ndongmo, évêque de Nkongsamba.

> « Ils ont étudié les diverses formes d'assistance à lui apporter dès l'instruction judiciaire : assistance judiciaire, assistance spirituelle, humaine, judiciaire. Ils ont, en outre, exprimé leur préoccupation au sujet des autres détenus et des souffrances de tant de familles éprouvées dans ces circonstances. Les évêques profitent de cette occasion pour demander à tous de ne pas céder dans cette affaire à des attitudes passionnelles. Ils donnent à tous, l'assurance qu'ils font leur devoir vis-à-vis de Son Excellence Mgr Albert Ndongmo, vis-à-vis de l'Eglise et de la Nation. »[227]

Une autre réaction en date du 11 septembre 1970 que cite Mongo Beti est celle de certains prêtres indigènes de Nkongsamba et de Bafoussam. Ces prêtres affirment leur consternation suite à l'arrestation de Mgr Ndongmo et des événements qui en ont suivi. Ils déclarent avoir pris acte du communiqué du gouvernement portant accusation de l'évêque, et de l'assurance que l'affaire se traitera dans la justice, avant d'exprimer quelques inquiétudes sur l'événement qui prend des tournures religieuses et ethniques pouvant infléchir le procès, et qui inquiète une bonne portion du peuple de Dieu.[228]

Mais au delà de toutes ces accusations et de ces défenses, quelle est la figure ou la personnalité de cet évêque ?

Des versions pas différentes, mais concordantes et complémentaires, il y en a sur la figure et la personnalité de Mgr Ndongmo dont la vie et l'histoire auront marqué et marqueront longtemps l'histoire de l'Eglise au Cameroun, et les relations entre les pouvoirs spirituels et temporels.

---

[226] *Ensemble*, n° de septembre 1970, p. 113.
[227] CENC, *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2005*, *op. cit.*, p. 301.
[228] MONGO BETI, *Main basse sur le Cameroun*, *op. cit.*, p. 191-192.

Ses traits de figure, nous les lisons dans ses interventions écrites et orales, dans ses actions pastorales et dans d'autres interventions écrites et orales à son sujet. Qu'est-ce qui en ressort comme traits de figure ?

Dans le *rapport sur le Cameroun* qu'envoient les Prêtres du Sacré Cœur à FIDES (Fond Internationale pour le Développement Economique et Social, il est écrit, s'agissant de l'écho du 'sacre' de Mgr Ndongmo :

> « A son tour, Mgr Ndongmo prit la parole et traça brièvement et très éloquemment les grandes lignes de inspiratrices de son apostolat : vérité, justice, liberté amour pour la conquête de la paix qui a trop manqué à ce pays de l'Ouest Cameroun où elle se sent encore quelque fois menacée. Faisant appel à la bonne volonté et à la foi de tous, le nouvel évêque convie tous les croyants, catholiques, protestants, musulmans et païens, à s'unir dans la prière pour la paix, souhaitant que soit élevé, en ce pays de l'Ouest, un de ces hauts lieux de la prière et de la pensée où s'expriment la foi et la volonté de tous pour la pour la réalisation de cette paix promise à Noël à tous les hommes de bonne volonté. Le peuple reconnut dans cs paroles l'expression de ses désirs les plus profonds et il applaudit en agitant par-dessus les têtes les insignes du chef et des branches de ces arbres qui, dans ce pays, symbolisent la volonté de paix. »[229]

Le numéro spécial de *l'Essor des Jeunes*, n° 56 du 16 août 1964, souligne à l'éditorial :

> « Un journaliste évêque…A côté de ceux qui critiquent les journalistes, il y a ceux qui les admirent, il y a ceux qui les craignent. Jean XXIII leur rendit hommage presque quotidiennement. Paul VI fils de journaliste, les appelle « confrère ».Et c'est ce confrère qu'il vient de porter à la tête de l'évêché de Nkongsamba, le fondateur de *l'Essor des Jeunes*…Journaliste, l'homme du tonnerre l'est jusqu'à la moelle de ses os et présence active, c'est le premier sens du journaliste. Il y a plus : la recherche obstinée de la vérité faits et l'équité est souvent blessante mais dont l'absence supprimerait toute raison d'être du journalisme…Dans cette nouvelle fonction, sa mission d'informer et de formateur trouvera sa plénitude. Et nous pouvons gager dès à présent que ce n'est pas Mgr Ndongmo qui attendra des suggestions pour composer des lettres pastorales. » [230]

Dans un article de Vincent Nana intitulé « Echo d'une nomination », l'auteur souligne :

> « Qui ne peut souhaiter de tout cœur que la voix de ce jeune évêque soit entendue de tous et même de nos frères qui par la force des choses se sont engagés sur la voie illégitime de la violence. Pour eux, l'Evêque ajoute : (je voudrais que ma nomination soit l'occasion unique et providentielle que Dieu nous donne pour faire revenir la paix et l'union dans ce coin du

[229] Dans le *Rapport sur le Cameroun* envoyé à FIDES, archives des Prêtres du Sacré Cœur, 11 passage Doisy, 15017 Paris, Archives PB/62/35 b, N° 3-03-037, p. 2.
[230] *L'ESSOR DES JEUNES*, n° 56 du 16 août 1964, p. 1-2.

> Cameroun)… L'appel qui lance aujourd'hui ne demande que l'adhésion sincère de toutes les bonnes volontés pour construire un Cameroun nouveau ; »[231]

Après l'écho d'une nomination, nous en arrivons à celui du 'sacre', pour reste fidèle au vocabulaire de l'époque, car depuis le concile du Vatican II, l'expression sacre a cédé place à celle d'ordination ou de consécration épiscopale. Trois allocutions ponctuent l'événement : celle de Mgr Jean Zoa, archevêque de Yaoundé qui procède à l'intronisation, de Mgr Paul Bouque qui passe le témoin, et enfin celle de Mgr Ndongmo, l'élu du jour qui donne les grands traits de son action pastorale.

Dans son allocution, et parlant de la manière de réaliser le dessein de Dieu dans la vie des hommes, dessein qui appelle à la fidélité dans l'action, l'évêque relève dans la première partie, et très clairement, que la question sociale constitue une priorité dans son apostolat, l'évangile oeuvrant pour le développement intégral de l'homme. Et puisqu'il se trouve dans un contexte de trouble suite aux contestations qui ont amené l'U.P.C. à la lutte armée, l'évêque se veut un homme de paix, une paix qu'il doit prêcher et qui n'est possible qu'à quatre conditions réunies : la vérité, la justice, la liberté et l'amour.[232] Le disant, il emprunte au pape Jean XXIII qui le souligne dans l'encyclique *Pacem in terris*.

L'épiscopat de Mgr Ndongmo n'ayant duré que six ans, 1964 à 1970, qu'est que nous retenons à son actif sur le plan pastoral, et sur la question sociale ? En plus de ses homélies qui sont restées des grands enseignements sur les questions sociales, nous relevons que de 1964 à 1970, il a écrit six lettres pastorales :

- *Lettre pastorale pour le carême 1965 sur les vocations sacerdotales et sur les vocations religieuses*.
- *Lettre pastorale pour le carême 1967 sur le sens du carême et sur la prière personnelle méditative.*
- *Lettre pastorale pour le carême 1968 sur la foi*.
- *Lettre pastorale pour le carême 1969 sur la Parole de Dieu*.
- *lettre pastorale 1970 pour le carême sur l'Eglise, levain du monde*.

Deux de ces lettres ont trait aux questions sociales : celle de 1968 sur la foi. Au point IV traitant de *Quel engagement découle de notre foi*, l'évêque dégage trois sphères où doit s'engager la foi : au niveau pratique, au niveau du témoignage, et au niveau de l'engagement de la foi dans la vie des hommes nos frères. Sur ce point trois, tout en se référant à l'Ecriture et à

[231] *Ibid., op. cit.* p. 3.
[232] Voir dans *Lettre pastorale à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'ordination épiscopale de son Excellence Paul BOUQUE, op. cit.*, p. 36-41.

l'enseignement du concile, particulièrement dans *Lumen Gentium* (1, 31), il affirme s'agissant des chrétiens :

> « Ils doivent être présents au monde pour le gérer et l'agencer selon Dieu…Malheureusement, les chrétiens sont souvent absents de la vie des hommes…L'Eglise, et nous sommes Eglise, ne peut pas évangéliser dans l'espace, sans inclure dans ses visions le conditionnement concret des personnes, les institutions et les structures qui peuvent promouvoir ou paralyser la montée des enfants de Dieu ».[233]

Celle de 1970 traitant de *l'Eglise, levain du monde*, après avoir redéfini c'est qu'est l'Eglise, traite de l'action du chrétien dans la cité. Après un rappel de la forme de l'engagement du chrétien dans la cité comme il le relevait dans la lettre de 1968 sur la foi, il aborde des moyens dont dispose le chrétien pour tout instaurer dans le Christ. En citant l'évangile de Jean 15, 5 : « sans moi, vous ne pouvez rien faire », il affirme que le premier moyen reste la prière et l'oraison, l'unique moyen donnant sens et valeur à toutes activités, car il s'agit d'entrer dans le projet de Dieu, ou encore de chercher dans toutes les activités pour que ce soit sa volonté qui se fasse.

Le second moyen, c'est que le chrétien est la lumière du monde comme dit Mathieu 5, 14-15, idée que commente le décret conciliaire sur l'apostolat des laïcs « le témoignage de la vie chrétienne et les œuvres accomplies dans un esprit surnaturel sont puissants pour attirer les hommes à la foi et à Dieu. ». L'évêque souligne :

> « Pour le patron et l'ouvrier, le commerçant ou le fonctionnaire, l'enseignant ou le militaire, être lumière dans son milieu, c'est y apporter le témoignage concret, vivant, des vertus évangéliques, en particulier, de la justice qui suppose le souci d'une véritable compétence professionnelle et de la conscience professionnelle ; de l'amour fraternel surtout qui englobe toutes les autres vertus. »[234]

D'autres sources d'informations sur ses actions et ses préoccupations pastorales sont ses écrits, ses interventions, les témoignages à titre posthume le concernant, et les différentes homélies prononcées à l'occasion de ses obsèques. Parmi ses écrits, nous retenons *L'Action Catholique, Dimension normative et pastorale* en 1968, *La Hiérarchie des tâches pastorales du clergé, lettre à mes prêtres* en 1970, et *Le salut selon saint Paul* écrit alors qu'il est en prison entre 1971 et 19875.

Dans l'homélie de l'inhumation de Mgr Albert Ndongmo prononcée le 13 juin 1992 à Nkongsamba, Mgr Thomas Nkuissi, successeur de Mgr Ndongmo sur ce siège épiscopal relève, s'agissant du bilan des six ans de son action épiscopale :

---

[233] NDONGMO Albert, Lettre pastorale pour le carême 1968 sur la foi, Evêché, de Nkongsamba, 1968, p. 6. Cette idée est déjà prise en compte dans son homélie le jour de son ordination épiscopale le 16 août 1964.

[234] *Id., Lettre pastorale pour le carême 1970 sur l'Eglise, levain du monde, op. cit.*, p. 2.

« Six ans d'action, vingt deux ans de passion, et maintenant la mort dans l'attente de la résurrection : tel est celui autour de qui nous sommes réunis : Monseigneur Albert NDONGMO, Evêque de Nkongsamba.

Il n'est pas aisé d'être évêque de Nkongsamba : un peuple des plus travailleurs, et qui depuis l'indépendance, ne reçoit pas sa part du fruit de son labeur. Comment un Pasteur, aimant ce peuple, pourrait-il lui parler de l'espérance divine, sans dire un mot su l'espoir humain ?...Ce fut un éveilleur des consciences. Il suscita l'enthousiasme. Il donna le goût du savoir…En six ans de ministère, il réorganisa le diocèse, il fonda des paroisses, il créa les premiers conseils paroissiaux, il fit entrer les laïcs dans les structures de l'Eglise. Il fit travailler des commissions pré synodales en vue d'une assemblée qui n'a pas pu se tenir. Enfin, il obtint du Pape l'érection du Diocèse de Bafoussam… Il demandait à son peuple d'apprendre à douter : de ne pas admettre tout de suite parce que cela nous plaît ; de ne pas répéter tout de suite parce que cela nous déplaît….En sa mémoire apprenons à douter. En sa mémoire cherchons à savoir…C'est à nous, à partir d'aujourd'hui, qu'il revient de témoigner de la manière dont, par sa mort, l'Evêque de Nkongsamba a glorifié son Seigneur. »[235]

Dans celle prononcée à Bafou, village de Mgr Ndongmo, le dimanche 14 juin 1992, l'abbé André Ségué souligne :

« La plupart des ennuis qu'il a connus sont dus au fait qu'il ne pouvait s'empêcher de dire la vérité à temps et à contre temps malgré ce que cela pouvait lui coûter… Aussi il est souhaitable que chacun de nous avant de quitter cette concession qui a vu naître et grandir Mgr Ndongmo le téméraire, l'audacieux, le courageux, le champion de la vérité, chacun de nous considère la poussière que ramasseront ses chaussures comme autant de germes de vérité et de courage à propager partout.»[236]

Et dans un article intitulé « Un théologien de la libération », Jean Marc ELA [237] fait un large éventail de ses actions et de ses propos. Il relève s'agissant de Mgr Ndongmo :

---

[235] DIOCESE DE NKONGSAMBA, *Hommage à Son excellence Monseigneur Albert NDONGMO*, *op. cit.*, pp. 31 ; 32 ; 33 ; 34 ; 35 ; 36.

[236] *Jeune Afrique Economie, juillet 1992, Il s'appelait Albert NDONGMO*, *op. cit.*, pp. 109 ; 111.

[237] Jean Marc ELA, prêtre camerounais, théologien et sociologue est né à Ebolowa (Cameroun). Auteur d'une thèse d'Etat sur Martin Luther, il fait ses études aux universités de Strasbourg et de Paris Sorbonne. Une partie de son ministère pastorale auprès des pauvres paysans Kirdis à Tokombéré à l'Extrême Nord du Cameroun, et son engagement comme enseignant sociologue à l'Université de Yaoundé au Cameroun ont largement orienté ces recherches en théologie en en Sciences Sociales. Ses nombreuses publications en disent long, notamment *Le cri de l'homme africain*, Paris, L'harmattan, 1980, *Voici le temps des héritiers*, Paris, karthala, 1981, *La ville en Afrique noire*, Paris, karthala, 1983, *Ma foi d'Africain*, Paris, karthala, 1985, *Repenser la théologie africaine*, Paris, karthala, 2003. Pour ce théologien africain et théologien de la libération, la théologie africaine doit s'instaurer comme un acte de lecture, d'actualisation et réappropriation herméneutique de la Parole de Dieu au cœur des luttes de libérations et d'émancipation sociopolitique et économiques des couches populaires des sociétés africaines postcoloniales. Il revient, selon lui, aux chrétiens africains de lire la parole de dieu et d'y puiser des ressources spirituelles pour lutter contre les forces maléfiques qui le paralysent. C'est la raison pour laquelle. il importe de relire l'évangile sur le terreau même où l'homme tente de se concilier les puissances invisibles et de se protéger contre les forces occultes. La théologie africaine doit prendre en compte la manière dont l'homme se situe dans le monde et surmonte les conflits perturbateurs, le cadre social qui détermine l'attitude devant le mal et l'existence. Exilé au Canada depuis 1995, il y décède le 25 décembre 2008.

« L'œuvre de Ndongmo se caractérise par une démarche qui envoie toujours à une expérience de la foi et de la mission où l'on parle de Dieu en référence à l'histoire d'un peuple dont le théologien est solidaire. Il s'engage lui-même dans cette histoire au nom de l'évangile qu'il a mission de proclamer « à temps et à contre temps »… Toute sa vie, Albert Ndongmo devra se battre pour empêcher l'Eglise de succomber à la tentation de passer à côté d'un peuple tombé entre les mains des tyrans et des tortionnaires comme le lévite et le prêtre de la parabole…Depuis les « Pleins pouvoirs » qui ont fait basculer le Cameroun dans une dictature sanglante comme l'annonçait Daniel Kémayou dans un discours célèbre,Mgr Ndongmo a nettement pris conscience de la tâche spécifique de l'Eglise dans un Etat policier où le peuple est en agonie… En suivant l'exemple de Jésus qui s'est ceint d'une ceinture pour laver les pieds de ses disciples, Ndongmo s'arme de sa foi pour devenir la voix des pauvres. Car c'est dans les lieux d'oppression qu'il faut désormais parler de Dieu à son peuple. Avec l'audace et le courage des hommes habités par l'Esprit, l'évêque de Nkongsamba refuse de se plier à l'idéologie de l'unité et de transformer l'Eglise du Cameroun en un pilier et un appareil du parti unique… Pour Albert Ndongmo, la liberté religieuse est inséparable des libertés fondamentales… Dans ce sens, les prises de position de l'évêque de Nkongsamba sur le pluralisme des mouvements de jeunesse et la liberté d'action de l'Eglise en matière scolaire se situent dans un projet global de défense de la liberté et des droits de l'homme… L'apôtre de Jésus Christ ne peut tolérer qu'un régime politique étouffe la voix de l'Evangile et que l'Eglise elle-même ne soit pas le lieu de la liberté d'expression au service de la vérité… Marqué par la méthode de Voir, Juger, Agir, propre à l'Action Catholique, le pasteur est depuis son ministère sacerdotal, particulièrement sensible aux questions sociales à partir des enquêtes de terrain dont on trouve l'écho dans la *Voix des Jeunes.* Ces questions se posent avec urgence à la conscience chrétienne. Depuis *Mater et Magistra, Pacem in terris* de Jean XXIII, *et Gaudium et Spes,* il faut désormais accepter avec lucidité les problèmes sociopolitiques et économiques qui sont un défi majeur pour l'Eglise de notre temps… Interpellé par le calvaire de son diocèse qui a été marqué par les troubles politiques avec des missions incendiées, pillées ou détruites et des prêtres enlevés ou décapités, l'évêque de Nkongsamba s'est employé à témoigner du Dieu qui renverse les puissants de leur trône et élève les humbles… Selon Ndongmo, le Christ est un Dieu en douleur dans les lieux de souffrance où l'exploitation et la pauvreté, la tyrannie des pouvoirs, la torture et la répression sont assumées par le Dieu ressuscité. Il actualise dans l'Eglise du Cameroun, la tradition ancienne des évêques défenseurs du droit… En claire,dans les Eglises locales, il nous faut renoncer « à être des centaures » ayant les pieds en Afrique et la tête à Rome. Mgr Ndongmo n'accepte pas que les Eglises d'Afrique soient réduites à la mendicité. Cette forme d'indignité n'est pas voulue par Dieu… Il se situe dans la lignée de Dom Helder Camara et de Mgr Roméro… Albert Ndongmo reste un défi qui demeure au cœur de notre Eglise et de notre histoire… Albert Ndongmo a fait de la méditation du « Christ présent dans les pauvres » la source de sa contemplation et de son action. »[238]

[238] *JEUNE AFRIQUE ECONOMIE, op. cit.* pp. 133 ; 134 ; 135 ; 138 ; 139.

Toute cette réflexion est faite pour faire comprendre ce qu'a dit, fait, écrit et vécu l'évêque. L'Evangile du Christ n'est pas une théorie, mais une vie. Il s'insère dans toute la vie de l'homme engagé sur tous les plans au niveau de la société, la foi ne se réduisant pas au confessionnal et dans des attitudes pieuses à l'église.

Le Père Thomas Fondjo, alors directeur national de l'enseignement catholique à Yaoundé, un de ceux qui allaient être associés à un de ses projets, souligne

> « Mgr Ndongmo avait toujours souhaité que son diocèse et son pays accèdent à une indépendance économique. Et encore fallait-il se donner les moyens de le faire….Mgr avait mis sur pieds un programme d'implantation d'œuvres sanitaires (dispensaires) et d'établissements scolaires couvrant la totalité du diocèse. C'est à cette époque que sont nés les collèges Herbert de Souza, Saint Jean Baptiste de Bangangté et bien d'autres encore. Il disait vouloir s'occuper de la jeunesse et de la santé. Il voulait être au service de son peuple, pas seulement en parole, mais aussi en acte. Il s'est naturellement très vite rendu compte que ses œuvres avaient besoin des moyens financiers et matériels pour être véritablement efficace. Il eut l'idée de créer des entreprises. Une dizaine de projets avaient germé dans son esprit : une blanchisserie, une imprimerie qui avait pour ambition d'imprimer tous les livres scolaires dont le Cameroun avait besoin, une librairie qui vit d'ailleurs le jour à Nkongsamba. Ensuite, il a mis sur pieds ce fameux Moungo Plastique…Nous voulions fabriquer des sacs d'écoliers et des imperméables pour les enfants…Nous avions un avenir d'autant plus brillant que nous avions reçu une commande de 30 millions pour fabriquer des sachets utilisés dans les bananeraies….Mais je crois que ennuis ont commencé parce que nous ne voulions pas traiter seulement avec la France. Il y avait des Polonais, des Autrichiens…Il avait en fait deux genres d'ennemis : les commerçants qui craignaient que l'on ne rafle tout le marché du plastique au Cameroun, et les idéologues qui redoutaient que le diocèse de Nkongsamba ne devienne trop riche. Les bruits les plus malveillants commencèrent à circuler sur Moungo Plastique. On accusait notamment l'usine d'être une cache d'arme. Avec l'arrestation de Mgr Ndongmo, le staff fut décapité…Une nuit, un archevêque d'un autre pays africain envoyé par Rome arriva à Nkongsamba. Il demanda à rencontrer l'administrateur apostolique . « Rome m'envoie vous demander de stopper Moungo Plastique », dit-il. Quelques temps plus tard, un prêtre vint dire à Nkongsamba que Rome a trouvé un acquéreur et que Moungo Plastique avait été vendu » [239]

Une autre lecture à titre posthume de cette figure est de Paul Valentin Emog qui relève :

> « Prélat fortement imprégné des problèmes temporels, Mgr Albert Ndongmo avait donc clairement défini son plan d'action dans son allocution de prise de siège. Tout ce qu'il s'est efforcé de réaliser par la suite trouvait un espace dans cette boussole. L'homme d'Eglise connaissant parfaitement son diocèse, ses hommes et leurs problèmes s'était interdit de s'exiler dans les nuages pour y vivre les béatitudes. Homme d'action et, partant apôtre de

[239] *Ibid*., pp.125 ; 127 ; 129.

> Jésus christ, il avait choisi le risque et l'engagement ferme au service de la paix et du développement c'est-à-dire de sauver l'homme pécheur en lui assurant le bonheur terrestre, en l'émancipant de la misère sous toutes ses formes tout en négociant son entrée au paradis. Bref, il avait choisi d'emboucher la trompette de l'espoir et de l'espérance intra et extra terrestre ; Obnubilé sans doute par cet idéal, ne perdait-il pas de vue les obstacles immédiats ? » [240]

Il ressort de tous ces témoignages, de tous ces écrits et discours sur Mgr Ndongmo qu'il est hautement l'incarnation du christianisme social, et qu'il est fidèle à l'enseignement du Magistère sur la doctrine sociale de l'Eglise. Cette doctrine sociale a évolué, partant de la question sociale dans l'encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII en 1891 avec la question ouvrière en Europe, aux questions sociales, politiques, économiques, culturelles et éthiques. Aussi voit-on se constituer très expressément et progressivement l'objet principal de cette doctrine sociale dans des encycliques, entre autre *Mater et magistra* en 1961, *Pacem in terris* en 1963, toutes du pape Jean XXIII. Au concile du Vatican II, elles sont abordées de façon expresse dans La Constitution pastorale *Gaudium et spe*s promulguée en décembre 1965, ensuite clairement et particulièrement formulées dans *Populorum progessio* de Paul VI en 1967, dans *Sollicitudo rei socialis* de Jean Paul II en 1987, et dans *Centesimus annus* en 1991. Le *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise* en fait une synthèse thématique. Le magistère universel y enseigne et dit en quoi, pourquoi et comment la mission de l'Eglise prend en compte sa solidarité avec le genre humain, une mission qui consiste à cheminer avec l'homme dans tous les domaines de sa vie politique, économique, sociale, culturelle. Bref, la communauté chrétienne se veut solidaire du genre humain et de son histoire. Mais s'il est certain que l'homme à sauver est un sujet historique, il n'en demeure pas moins vrai que la mission de l'Eglise ne saurait se réduire aux seules questions d'ordre temporel. Le concile le rappelle dans la Constitution *Gaudium et spes* :

> « Née de l'amour du Père éternel, fondée dans le temps par le Christ Rédempteur, rassemblée dans l'Esprit Saint, l'Eglise poursuit une fin salvifique et eschatologique qui ne peut être pleinement que dans le siècle à venir… Mais l'Eglise, en poursuivant la fin salvifique qui lui est propre, ne communique pas seulement à l'homme la vie divine ; elle répand aussi, d'une certaine façon sur le monde entier, la lumière que cette vie divine irradie, notamment en guérissant et en élevant la dignité de la personne humaine, en affermissant la cohésion de la société de la société et en procurant à l'activité quotidienne des hommes un sens plus profond (…). Certes, la mission propre que le Christ a confiée à son Eglise n'est ni d'ordre politique, ni d'ordre économique ou sociale : le but qu'il lui a assignée est d'ordre religieux. Mais, précisément, de cette mission religieuse découlent une fonction, des lumières et des forces

[240] EMOG Paul Valentin, *Le porteur de cornes, Mgr Albert Ndongmo 1925-1992*, *op. cit.*, p. 94.

> qui peuvent servir à constituer et à affermir la communauté des hommes selon la loi divine. De même, lorsqu'il le faut et compte tenu des circonstances de temps de temps et de lieu, l'Eglise peut elle-même, et elle doit, susciter des œuvres destinées au services de tous, notamment des indigents, comme les œuvres charitables et autre du même genre. » [241]

Mgr Albert Ndongmo a-t-il concilié ces deux dimensions de la mission de l'Eglise ? Si oui, comment expliquer sa condamnation par le pouvoir temporel et son reniement par l'Eglise ? Comment expliquer le silence du peuple de Dieu et de sa hiérarchie comme le souligne André Ségué :

> « Mgr Ndongmo a été trahi par des hommes d'Eglise et par de nombreux chrétiens qui, au moment où il en avait le plus besoin, n'ont pas appliqué l'Evangile à son égard en prenant le parti de l'opprimé. Mgr Ndongmo a été trahi par des fils de son département et même de son village d'origine. »[242]

Le communiqué au nom des évêques, celui donné par Mgr Jean Zoa sous forme de circulaire en date du 3 septembre 1970 reflète-il la pensée de tous les évêques qui auraient ainsi raté l'occasion par excellence de témoigner de leur collégialité à leur confrère même dans l'épreuve ?

Jean Paul Messina souligne qu'à l'occasion de l'ordination épiscopale de Mgr Paul Verdzekov à Bamenda le 8 novembre 1970, les évêques n'ont pas pu avoir une attitude commune sur le cas Mgr Ndongmo. Face au Prononce, Mgr Gallina qui attendait des évêques qu'ils soutiennent leur confrère, attente accueillie par les uns, un peu mitigée chez les autres, Mgr Jean Zoa afficha ouvertement son hostilité à la position du Prononce. Jean Paul Messina relève qu'en fin de compte, dans un communiqué le 11 novembre, les évêques en appellent à la magnanimité du chef de l'Etat, avec une solidarité mitigée avec Mgr Ndongmo. [243]

Il y a à relever qu'une association des prêtres nommée A.P.I. (Association des Prêtres Indigènes) qui devient A.I.P.I. en 1970 (Association interdiocésain des prêtres indigènes) avec la division du diocèse de Nkongsamba et la création du diocèse de Bafoussam en février 1970, adresse aux autorités politiques une lettre le 11 septembre 1970 en ces termes :

> « Nous, prêtres indigènes de Nkongsamba et de Bafoussam, consternés par l'arrestation de Mgr Ndongmo, évêque de Nkongsamba et les événements qui ont suivi, déclarons : « Nous avons pris acte du communiqué du gouvernement en date du 28 août 1970 et avons été rassurés par sa volonté de traiter « l'affaire » dans la justice et selon les institutions. Néanmoins, nous sommes inquiets de la tournure qu'ont pris les événements : de nombreux meetings se sont tenus dans l'étendue de la République fédérale qui risquent de faire

[241] Const. Pastorale *Gaudium et spes*, 40, 2 ; 3 ; 42, 2
[242] *Jeune Afrique Economie, Il s'appelait Mgr Ndongmo, op. cit.* p. 109.
[243] MESSINA Jean Paul, *Jean Zoa, prêtre, archevêque de Yaoundé, op. cit.*, p. 230.

> dégénérer cette « affaire » Ndongmo, en une question religieuse et tribale, contrairement à la volonté expresse de notre gouvernement…cette inquiétude est d'autant plus vive que nous la sentons partagée par une bonne portion du peuple avec lequel nous vivons. » [244]

Une autre réaction de l'A.I.P.I. (Association interdiocésaine des prêtres indigènes) le 19-4-1971 fut à l'adresse de l'épiscopat camerounais devant se réunir à Yaoundé le 20-4-1971 pour leur assemblée ordinaire. Dans cette lettre en annexe 11 p. 421, ces prêtres s'étonnent que l'ordre du jour de cette assemblée qui porte sur l'apostolat des laïcs et la formation des prêtres n'intègre pas aussi une question si grave que celle de leur confrère. Et ils soulignent :

> « Si déjà vous vous comportez ainsi à l'égard d'un prélat confrère, qu'en sera-t-il s'il s'agit d'un simple fidèle ou d'un prêtre obscur…Nous nous demandons, Excellences, à quel prix vous avez sacrifié votre confrère et les valeurs fondamentales de l'Evangile ? Nous excluons l'hypothèse que ce soit pour votre tranquillité ou pour une distinction officielle…Le 8-12-1970, une lettre vous a été envoyée de Bonépoupa, sous le couvert de Mgr l'archevêque, par un groupe de prêtres du diocèse de Douala. Cette lettre, nous l'approuvons entièrement et la faisons nôtre…Un laïc disait l'autre jour : si les choses, l'affaire Ndongmo en restent là, c'est que l'Eglise catholique est foutue au Cameroun et que ses chefs sont incapables. »[245]

Au-delà des silences, des attitudes timides, de trahison ou de défense, qu'est-ce qui en est des accusations ? Est-ce vrais les chefs lieux d'accusation ? Mgr Ndongmo a-t-il été aussi collégial dans ses initiatives et démarches en faveur de la paix au moment où il veut se faire intermédiaire entre la rébellion et le pouvoir en place, ne fut-ce que poue avoir des témoins de son camp qu'est l'épiscopat ? N'a-t-il pas voulu une gloire personnelle ? Le projet de Moungo Plastique était-il connu, porté et approuvé des différents collaborateurs ou des structures de concertation ecclésiales de son diocèse ou bien était-ce une entreprise personnelle et de portée individuelle ? Toujours est-il que certains qui l'ont cotoyé reconnaissent en lui ce caractère spontané dans des décisions et des actions qui auraient exigé un murissement. Sa tragédie n'est-elle pas celle d'un homme défendant une cause dont les concernés sont de loin impliqués ou éloignés ? N'est-ce pas la tragédie d'un homme debout, au milieu d'un peuple assis ?

Paul Valentin Emog affirme en ce sens :

> « L'enfant terrible de Nkongsamba avait toujours fait cavalier seul au sein de l'épiscopat camerounais… Lui le bouillant révolutionnaire avait la naïveté de croire que l'on pouvait s'attaquer de front à une hiérarchie établie, surtout dans une institution monarchique et foncièrement conservatrice comme l'Eglise catholique. Lâché par le Vatican, abandonné par ses confrères, il se trouva seul face à son destin livré à la vindicte des hommes politiques…

[244] MONGO BETI, *Main basse sur le Cameroun, op. cit.* p. 192.
[245] Lettre de l'AIPI, *A Nos Seigneurs les évêques du Cameroun en réunion à Yaoundé*, Bafoussam, le 19-4-1971, pp. 3 et 4.

> Cependant le rouleau compresseur n'aurait pu se mettre en branle si la victime ne lui avait pas servi un prétexte… L'orgueil du prélat ou le fait d'avoir agi sans discernement contribua énormément à son arrestation… Malgré sa superbe intelligence, Mgr Ndongmo a donc fait preuve de beaucoup de naïveté dans ses rapports tant avec la hiérarchie de l'Eglise qu'avec les hommes politiques, marchant ainsi vers son propre golgotha. » [246]

A cette voix profane s'ajoute celle de son successeur, Mgr Thomas Nkuissi affirmant :

> « Il n'est pas aisé d'être évêque de Nkongsamba : un peuple des plus travailleurs, et qui, depuis l'indépendance, ne reçoit pas sa part du fruit de son labeur. Comment un Pasteur, aimant ce peuple, pourrait-il lui parler de l'espérance divine sans dire un mot sur l'espoir humain ? Mais en le disant Mgr a pu parfois utiliser certains termes, il a pu posé certains actes, que les professionnels en la matière, exploitant à fond une naïve imprudence dans la sincérité, et pratiquant des opérations d'extrapolation, collectionnèrent pour se fabriquer les uns, un paravent, les autres, moulin à vent. Résultat : la rupture du ministère, l'expérience de la torture, la mort en exil. » [247]

Mgr Ndongmo a reçu le message de la doctrine sociale de l'Eglise, mais son enseignement social a-t-il été reçu ? Y- a-t-il eu réception de la réception si non pourquoi ? Quand il est arrêté, jugé et condamné à mort, il n y a aucune réaction du peuple et du peuple de Dieu dont il se faisait l'écho en faveur de la paix, de la justice, de la vérité et de l'amour. Le contexte y était-il pour beaucoup, étant donné que la décennie 1960 1970 au Cameroun est marquée par une violente répression au niveau politique, par l'absence totale de la liberté d'expression, par la loi d'exception en vigueur depuis les années 1962 jusqu'en 1986, et suite aussi aux pertes humaines et aux dégâts matériels que cause la lutte armée de l'U.P.C. ? En ce sens, il est dit dans le rapport sur les pertes subies par le diocèse de Nkongsamba par le fait des raids terroristes sur les missions catholiques (1959-1963), rapport établi par le Père Ruer, Vicaire Général et contre signé par Mgr Ndongmo, évêque de Nkongsamba :

> « La plus grande calamité qui ait pu subvenir dans nos missions, c'est l'assassinat de trois de nos missionnaires, sauvagement décapités et la perte d'un abbé camerounais, emmené par les bandits depuis le9 avril 1960 et tué par eux au maquis…Si on y ajoute la mort cruelle subie par des catéchistes et des chrétiens du diocèse, fidèles à leur foi : Dieu seul sait. Quant aux dégâts matériels, ils sont considérables et nous allons essayer d'en faire un bilan approximatif…Tous ces chiffres impressionnant et dont le total se monte à 127 450 000 CFA…surtout des plantations caféières et vivrières (d'un montant de 60. 000. 000Cfa), complètement détruites et coupées au ras du sol. » [248]

---

[246] EMOG Paul Valentin, *Le porteur de cornes, Mgr Ndongmo, op. cit.* ; pp. 102 ; 103 ; 107.
[247] EVECHE de Nkongsamba, *Hommage à Son Excellence Mgr Ndongmo*, 13 juillet 1992, pp ; 31-32.
[248] *Rapport sur les pertes subies par le diocèse de Nkongsamba par le fait des raids terroristes sur les mi*ssions *catholiques (1959-1963*), PP. 1-3, 1966, Archives des prêtres du Sacré Cœur de Jésus, N° R-15-019 ; Par ailleurs,

Il y a à relever que la population est victime de la brutalité et de la répression de tous côtés : du côté de la rébellion qui la tue, la pille et détruit tout ce qu'elle a, que du côté des pouvoirs en place qui l'accusent de connivence avec la rébellion. Dans ce contexte de peur et terreur, la population chrétienne pouvait-elle avoir une liberté de parole pour témoigner pour ou contre Mgr Ndongmo ? Ce contexte n'a-t-il pas considérablement joué en faveur du silence ?

En 1990, c'est l'ouverture démocratique au Cameroun, et la liberté d'expression voit jour. Aussi, quand décède Mgr Ndongmo en 1992, ce qui a été tû en 1970 rejaillit. A l'annonce de son décès, les messages de condoléances qui la plupart sont des cris de cœur, des cris de foi, fusent de partout et disent long.[249] Et chacune des tranches de la population se fait une figure propre de Mgr Ndongmo. Pour certains, c'est le tout premier opposant politique camerounais, raison pour laquelle la foule s'empare du cercueil à l'aéroport de Douala et veut faire le tour de la ville comme pour témoigner d'un héros mort.[250] Pour d'autres parmi lesquels certains membres du clergé du diocèse de Douala, Mgr Ndongmo n'est que le porteur de l'idéologie d'une ethnie, tel qu'il ressort dans « Note de Paris »[251], ou de consultant du Pape dans l'organisation, l'administration et le fonctionnement de l'Eglise au Cameroun tel qu'il ressort dans le *Mémorandum* de certains prêtres autochtones de Douala. Voir annexe 23.

Quoi qu'on écrive ou qu'on dise, et quel que soit le contexte, le courage du témoignage évangélique jusqu'au martyre étant recommandé pour les chrétiens, nous pensons que le prélat, au moment où il en avait besoin, et même si le contexte s'y prêtait, a été lâché par les siens à tous les niveaux : collègues, chrétiens, amis, et même par ceux pour qui il a été un bienfaiteur et que Paul valentin nomme les Pupilles de Mgr Ndongmo (voir en annexe 22). Les causes de cet isolement seraient-elles pas à trouver dans sa volonté de leadership qu'il affichait au sein de l'épiscopat, dans la non implication de son clergé dans ses initiatives tant en faveur du développement dans le diocèse, qu'à ses démarches et initiatives pour faire advenir la paix entre le pouvoir politique et les rebelles de l'U.P.C. ?

Le peuple réunissait-t-il tous les arguments dans un contexte de dictature et de momopole politique pour exprimer ce qu'il pense, étant à un pourcentage tros élevé analphabète, sans scolarisation et sans formation à la culture démocratique ? Ne s'est-t-il pas

---

FIDES, Doc. 19.9.1960, vol. IV, n° 23 p. 132 fait le point sur le bilan provisoire du terrorisme dans le diocèse de Nkongsamba, et le bilan est déjà lourd.

[249] Voir *Hommage à Son Excellence Mgr Albert NDONGMO, op. cit.,* p. 61-123.

[250] Voir *Jeune Afrique Economie, il s'appelait Mgr Ndongmo, op. cit.*, p. 94-101.

[251] Un tract attribué aux sbires de Jean Fochivé, responsable des renseignements généraux au Cameroun sous le régime d'Ahidjo et de Biya révèle que le 28 mars 1987 à Paris, lors du baptême d'un enfant bamiléké et face à un parterre d'invités exclusivement bamiléké, Mgr Ndongmo a fait trois déclarations. 1- Les Bamilékés doivent conquérir le monopole dans l'Eglise catholique du Cameroun ; 2 - Il faut encourager les naissances parmi les populations bamiléké ; 3- Il faut encourager les bamiléké à être présent dans tous les milieux.

par ailleurs retrouvé seul parce que candide, il a cru qu'on pouvait faire de la politique sans avoir les mains sales ? Ne s'est-t-il pas trop impliqué imprudemment et solitairement dans cette entreprise en faveur de la paix à un moment et à un niveau où la démarche ou l'initiative se voulait collégiale et officielle ? Si la collégialité n'a pas pu se mobiliser pour sa défense, n'est-ce pas aussi parce qu'elle n'a pas été omobilisée dans l'initiative ou parce que l'évêque n'a pas été collégial dans ses initiatives ? Enfin, le sort qui est sien ne rappelle-t-il pas que la mission de l'Eglise n'est ni économique, ni politique, que son enseignement en matière sociale, loin d'être une troisième voie entre le capitalisme et le communisme, relève de la pastorale qui puise dans l'Ecriture Sainte, dans l'enseignement des Pères et des grands théologiens de l'Eglise, ainsi que dans le magistère ? Cet enseignement vise la promotion et la libération intégrale de la personne humaine dans ses dimensions terrestres et transcendantales, en contribuant à la construction ultime du royaume, sans pour autant confondre le progrès temporel, l'engagement politique avec la croissance du royaume de Dieu. Le sort qui est sien ne pose-t-il pas aussi la question de la mise sur pied des initiatives en Afrique pour l'auto suffisance matérielle, et sutout de la relation sur tous les plans, entre ces Eglises d'Afrique et l'Eglise Mère de Rome ?

Ce qui est vécu autour de Mgr Ndongmo avant et après sa mort semble nous dire que la réception, dans le contexte africain et camerounais, prend en compte le temps, le contexte, l'histoire, le niveau de culture, d'alphabétisation et d'éducation, et la culture démocratique qui fait appel à la liberté des destinataires du message. Aussi est-il important dans le contexte africain de tenir compte de ces facteurs et de parler des niveaux ou des types dans la réception.

De 1970 à 1973, l'abbé Georges Siyam est nommé Administrateur apostolique *Sede Plena*[252]. Il marque son passage par la construction de l'évêché de Nkongsamba, l'achat d'une plantation pour les prêtres à Loum ville, sa mission consistant à liquider les affaires courantes. Lorsque Paul Valentin Emog souligne qu'il était limité par sa phobie d'échouer et fut empêtré d'immobilisme, c'est non seulement nier le contexte de sa mission, mais aussi, c'est penser qu'il pouvait et devait agir au-delà de son pouvoir. Un administrateur apostolique fut-il *sede plena* a-t-il le droit d'innover ? Le code de droit canonique de 1983 au canon 428 précise « *Sede vacante nihil innovetur* » (Le siège étant vacant, aucune innovation ne doit être introduite). Mgr Siyam pouvait-il outrepasser ce droit, à moins d'être muni d'un mandat spécial

[252] En Droit canon et au Vatican, on distingue *Sede plena* (lorsque le siège est encore plein, occupé, empêché l'évêque diocésain, par suite de captivité, d'exil ou d'incapacité, est dans l'impossibilité d'exercer sa fonction pastorale dans le diocèse, même par correspondance. Cf. Can. 412 et. *Sede vacante* (le siège est vacant) suite au décès de l'évêque diocésain, à la renonciation acceptée par le Pontife romain, par transfert ou par privation notifiée à l'évêque. Cf. Can. 416.

dont Valentin n'en fait pas cas ? Et s'il en est du siège vacant, quand sera-t-il du siège plein, car le siège de Nkongsamba restait plein et Mgr Ndongmo était empêché jusqu'en 1973 où il démissionne de sa charge pastorale d'évêque diocésain.

Par ailleurs, quand Paul Valentin Emog nous résume 21 ans d'épiscopat de Mgr Nkuissi dans le tribalisme, l'élan dictatorial, l'isolement, sans nous y préparer à partir des sources (ses écrits, ses paroles, ses œuvres pastorales, ses homélies, et autres), n'est-ce pas une affirmation trop aléatoire et une atteinte grave à la sympathie et à la neutralité que prend en compte la démarche de l'historien ? Voici du reste ce qu'il affirme :

> « Et comme selon l'adage, l'on est toujours remplacé par son contraire, autant Mgr Ndongmo avait été un « géant » au dynamisme multiforme et débordant, autant ses successeurs immédiats s'enfermèrent dans les voies de garage qui ne les grandirent point. Géorges Siyam au naturel réservé, limité par son statut et la phobie de faillir, fut empêtré trois années durant dans l'immobilisme de la gestion des affaires courantes. Quant à Mgr Nkuissi, malgré un appréciable travail de réorganisation, il fut progressivement emporté par une dérive à trois flux : racisme, élan dictatorial et isolement. » [253]

Cette appréciation un peu en raccourci nous offre l'opportunité d'entrer dans l'épiscopat de Mgr Nkuissi de 1973 à 1993.

La lecture de la figure de Mgr Nkuissi que présente Paul Emog semble partielle et partiale, et plus encore, il semble échapper à Paul Valentin Emog et gravement, que toute personne humaine a ses qualités propres et ses dons propres. Il porte une appréciation sur Mgr Thomas en faisant une comparaison avec Mgr Ndongmo. Peut-on comparer deux personnes dans deux contextes différents ? Est-ce qu'en regardant à la loupe les réalisations au niveau du diocèse sur le plan pastoral, catéchétique, matériel et autres, les faits pourraient lui donner raison, sans perdre de vue que c'est six ans d'épiscopat contre vingt ?

Par ailleurs, l'Eglise nous enseigne que par le baptême, nous sommes tous prêtre, prophète et roi, (prêtre pour prier et intercéder en faveur des autres, prophète pour annoncer la parole de Dieu, et roi pour le service et le gouvernement du peuple à nous confier), et que chacun, en fonction de la diversité de dons, est plus prêtre que roi, plus roi que prophète ou plus prophète que roi et prêtre. Mgr Thomas Nkuissi le relève lui-même à l'occasion des obsèques de Mgr Ndongmo :

> « Car il y avait du prophète dans Mgr Ndongmo. Par le baptême chaque chrétien devient membre de Jésus Christ, Prêtre, Prophète et Roi. L'évêque le devient de façon éminente par

[253] EMOG Paul Valentin, *Le porteur de cornes, op cit.*, p. 96.

> le sacrement. Mais dans la pratique chacun est un peu plus ceci que cela, selon la distribution des dons de l'Esprit. Prêtre, Monseigneur Ndongmo l'est, mais plus prophète que roi ; »[254]

Autant la devise de Mgr Ndongmo marque son épiscopat, *ITE OPPORTUNE… IMPORTUNE* (Va…à temps et à contre temps…), devise qui s'inspire de 2Th 4,2 : « proclame la Parole, insiste à temps et à contre temps, réfute, menace, exhorte, avec une patience inlassable et le souci d'instruire », autant celle de Mgr Thomas Nkuissi semble dire ses préoccupations pastorales : *TAA PU' YESO MUSOGUEDI* (Jésus est sauveur) en langue locale camerounaise à savoir la langue Nufi et la langue Duala. N'est-ce pas le souci de l'inculturation de l'Evangile au centre de son épiscopat ? Et chacun n'est-il pas l'expression des questions ecclésiales ou pastorales de son temps ou bien chacun n'est-il pas aussi le produit de son histoire ou de son milieu ?

Mgr Thomas Nkuissi est né en 1928 à Nkongsamba. Après ses études au petit séminaire de Mélong et au grand séminaire de Yaoundé, il ordonné prêtre le 29 juin 1958 à Nkongsamba. Aussi intelligent qu'il était, il est envoyé aux études à Lyon où il obtient en 1961 un doctorat en Droit Canon. Et dans cette « lettre nouvelle » qu'envoie le Provincial des S.C.J. (Sacré-Cœur de Jésus) à Mgr Bouque le 16 octobre 1958, on peut lire :

> « Les deux abbés Nkuissi sont encore ici, en attendant de rejoindre tout prochainement leurs maisons d'étude. Ils font bonne impression, notamment l'abbé Thomas qui parait être intelligent, raisonnable, réfléchi ; il vous a certainement écrit qu'il ne pourra pas faire ses études à Lille. Les Facultés de théologie de cette ville n'ont pas de faculté de Droit canonique. Il ira donc à la maison des prêtres étudiants de Lyon, ainsi que cela lui a été conseillé à Lille. ».[255]

A son retour, il est nommé curé de Fraounton à Nkongsamba. De 1964 à 1967, il est directeur diocésain des Ecoles, pour être nommé en 1967, curé de Baressomtou à Nkongsamba, et chancelier de Mgr Ndongmo de 1967 à 1969. De 1969 à 1970, il est directeur du Moyen séminaire Saint Albert à Bafang. Revenu à Baressomtou comme curé en 1971, il y restera jusqu'au 29 janvier 1973 où il est nommé évêque administrateur apostolique du diocèse de Nkongsamba. Ordonné évêque à Rome le 15 avril 1973, il est nommé évêque de Nkongsamba le 15 novembre 1978, et intronisé le 28 janvier 1979 par Mgr Jean Zoa, archevêque de Yaoundé.[256]

Il est à remarquer que Mgr Nkuissi tout comme Mgr Zoa, est ordonné évêque à Rome. Dès lors, n'y a-t-il peut-être pas une similitude dans les circonstances de leur nomination, à savoir circonstance conflictuelle entre l'Eglise et le pouvoir politique, ou circonstance

[254] DIOCESE de Nkongsamba, *Hommage à Son Excellence Mgr Albert Ndongmo, op cit.*, p. 32.
[255] Correspondance de Paris à Mgr Bouque, *in* Archives PB/C8-4/10, N° P-08-048, Paris, Passage Doisy.
[256] Lire dans *Diocèse de Nkongsamba, Rapport quinquennal, mai 1992*, p. 15.

conflictuelle à l'intérieur du diocèse entre clergé autochtone et clergé missionnaire, ou entre les membres du clergé autochtone ? Dans le cas de Yaoundé, il y a des antécédents expliquant l'ordination de Mgr Zoa à Rome : la démission moins attendue de Mgr Graffin devenu impopulaire, contesté et menacé par les chrétiens, le conflit avec son Auxiliaire qui se situe sur le terrain politique : (il soutient l'administration d'Ahidjo alors que, son auxiliaire Mgr Paul Etoga, premier évêque de l'Afrique Noire Francophone, est plus favorable à André Marie Mbida). Ces conflits pluridimensionnels provoquent la démission de Mgr Graffin, et l'éloignement Mgr Paul Etoga de Yaoundé avec l'appui du pouvoir du politique.

A cinquante kilomètres de Yaoundé, et avec des limites plus ou moins étudiées géographiquement, le diocèse de Mbalmayo est érigé, et Mgr Paul Etoga y est nommé évêque en juin 1961, et intronisé en août de la même année. Quelque temps après, c'est au tour de Mgr Graffin de donner sa démission et Mgr Jean Zoa est nommé pour lui succéder le 20 novembre 1961. Contesté par ailleurs comme nous l'avons déjà fait remarquer plus haut, par des confrères, pour des raisons ethniques, c'est à Rome que Jean Zoa est ordonné évêque le 21 décembre 1961, pour enfin être intronisé à Yaoundé le 7 janvier 1962.

Quant à l'ordination épiscopale de l'abbé Thomas Nkuissi à Rome, on peut se demander le pourquoi, et effleurer quelques éléments de réponse. Avec tout ce qu'il y a eu autour de « l'affaire Mgr Ndongmo », le peuple de Dieu du diocèse de Nkongsamba était-il en mesure de vivre dans la grande joie, un événement ecclésial aussi fort dans toute sa grandeur spirituelle, sans que ne transparaisse la frustration qu'a crée en lui « l'affaire Ndongmo » ? Par ailleurs n'y a-t-il pas eu des pourparlers entre la hiérarchie ecclésiale et le pouvoir politique en place pour que l'ordination n'ait pas lieu à Nkongsamba compte tenu de la tournure de 'l'affaire Ndongmo' ? Nos investigations ne signalent aucun conflit à l'intérieur du clergé à Nkongsamba comme c'était le cas à Yaoundé.

Mais quel don spirituel se dégage de la pastorale Mgr Thomas Nkuissi ? Plus prêtre que roi, plus roi que prophète ou plus prophète que prêtre ? Etant donné que l'allocution du jour de l'ordination de l'élu précise souvent sa ligne pastorale, allocution que nous ne disposons pas, peut-être parce qu'il n'y en a pas eu une comme telle à Rome, nous nous contentons d'un extrait de sa lettre adressée au Père Supérieur Général des Prêtres du Sacré Cœur au lendemain de son ordination. Cet extrait dit et éclaire la ligne pastorale portée par sa devise. Dans l'extrait de cette correspondance en quatre points en annexe 6 p. 413, il ressort au troisième point que :

> « Vous avez apporté le message de l'Evangile, comme le sang du christ dans un vase précieux. Nous avons reçu le contenu et le contenant. Faisant petit à petit la différence, nous sommes arrivés à la conviction qu'il est de notre devoir, pour que le message s'incarne dans

> notre peuple, de la transmettre dans les récipients bien de chez nous L'opération n'est pas de tout repos. Il y aura des options à faire comportant des risques. Nous demandons que soit reconnu incontestable notre droit de prendre nos options à nos risques, et que soient acceptées nos structures que nous mettons en place pour aider nos frères missionnaires à être Africains avec les Africains. » [257]

N'est-ce pas une priorité pastorale axée sur l'inculturation du message chrétien, une inculturation prenant en compte le message chrétien dans toutes les dimensions de son expansion ? Les récipients dont il parle peuvent être autant culturels, économiques que matériels dans la mesure où l'Evangile, pour être un succès, se transmet dans et par les réalités africaines. N'est-ce pas ce que Jean Paul II reprécise dans sa définition du mot inculturation douze ans après ?

En 1985, dans la perspective de la célébration du centenaire de l'Eglise au Cameroun et de celle de la seconde évangélisation, la Conférence Episcopale Nationale du Cameroun a invité les chrétiens à réfléchir sur l'inculturation, thème sur lequel Jean Paul II est souvent revenu et dont il en donne une définition dans *Slavorum apostoli* [258] en 1985. L'inculturation dit-il, est « l'incarnation de l'Evangile dans les cultures autochtones, et en même temps, l'introduction de ces cultures dans la vie de l'Eglise. » Et dans le discours aux intellectuels et aux universitaires au palais de congrès à Yaoundé en 1985 lors de sa visite au Cameroun, il ajoutait : « La rupture entre Evangile et culture serait un drame. »

Le conseil pastoral du diocèse de Nkongsamba a été ce lieu par excellence où l'évêque a souvent exprimé ses préoccupations pastorales, même si dans l'une ou l'autre intervention écrite ou orale, on peut les repérer. Institué le 27 mars 1982, ce conseil est l'endroit où se prennent les grandes décisions et où se débattent les grandes orientations pastorales du diocèse. Composé en 1992 de 67 laïcs, membres du conseil diocésain des laïcs, de 10 religieuses et religieux non prêtres, de 22 prêtres diocésains et religieux membres du conseil épiscopal et du conseil presbytéral, ce conseil se tenait chaque année et débattait après vote de l'assemblée, des thèmes favorisant l'inculturation sous différents aspects. Bien qu'étant un organe consultatif, l'évêque l'avait démocratisé pour une réussite pastorale comme on peut lire dans le rapport de 1987 concernant le sujet de 1988 :

> « Cette session du 4 avril 1987 est la dernière sur « la vie matérielle de notre Eglise. ». Il faut déterminer un nouveau sujet. Une liste avait été établie en 1982, lors de la première session du Conseil Pastoral. Lecture en est donnée. Avant que l'assemblée procède au vote, Mgr

[257] « Eglise et Mission », *La montée de l'Eglise au Cameroun*, Revue mensuelle, novembre /décembre 1973, Prêtres du sacré Cœur, Paris, 1973, p. 3

[258] L'encyclique est publiée en 1985 à l'occasion du 200ème anniversaire de l'évangélisation des Peuples Slaves par Cyrille et Méthode.

> l'Evêque intervient. « Un problème nous préoccupe, dit-il. On fait le deuil. On fait les funérailles. C'est toujours très sérieux. La mort nous préoccupe beaucoup. Elle suscite peur et angoisses qui causent des ravages sociaux et font manifestement écran à l'assimilation de l'Evangile. Les gens s'appauvrissent, les amitiés et les familles se disloquent… pour conjurer la mort. Ce sujet mérite aussi notre attention. Il mérite d'être ajouté à la liste avant le vote. ». Et le vote se déroule. 84 votants. Un seul tour : la mort : 68 voix ; les 16 voix se répartissent sur quelques sujets. Le choix est fait. Sujet 88 : La mort. » [259]

Peut-on lire dans cette méthode une dictature dans la méthode pastorale ?

Si le rapport de 1987 traite de la vie matérielle de notre Eglise en session 3, qu'est-ce qui est traité lors des deux précédentes sessions ? Ecoutons à ce sujet le Père Janvier Tongfac, économe diocésain :

> « Ce sujet est bien familier car c'est pour la troisième fois consécutive que notre Conseil Pastoral le prend comme thème d'étude. Son importance n'est plus à démontrer. Son choix le 16 juin 1984 par une majorité écrasante des membres du Conseil Pastoral était déjà assez éloquent. L'introduction des Actes de la quatrième session du Conseil Pastoral tenue ici à Nkongsamba le 16 mars 1985 nous retrace l'historique de ce sujet depuis la visite des évêques du Cameroun à Rome le 14 novembre 1977 où ils ont parlé au Pape de leur souci d'une recherche de l'autonomie financière pour leur Eglise. »[260]

Enfin, partant d'un rappel des critères de délimitation d'un diocèse ou des critères des lieux de fixation des sièges, tout en se référant au Concile Vatican II et entre autre, au Code de Droit canonique de 1983, Mgr Thomas Nkuissi souligne :

> « Enfin le diocèse possèdera déjà les ressources nécessaires pour faire vivre les personnes et les institutions…Mais nous ne devons pas oublier que les biens matériels ne peuvent être que des moyens. Des moyens nécessaires certes, dans la marche du peuple de Dieu sur terre. Le but de l'Eglise, de l'Eglise Universelle comme de l'Eglise diocésaine est de travailler à l'avènement du royaume de Dieu. »[261]

Depuis son institution le 27 mars 1982, le Conseil pastoral a étudié successivement comme thème : L'apostolat des laïcs en 1983 et 1984, la vie matérielle de notre Eglise en 1985, 1986 et 1987. En 1988, le thème retenu fut la mort. Cette première session de travail a porté sur *Dire la mort* ; celle de 1989 *Penser la mort* ; et en 1990, *Vivre la mort*. En 1991, le thème à traiter était *La mort en Dieu*, mais les réflexions ont été interrompues à cause de la célébration du centenaire de l'Eglise Catholique au Cameroun.[262]

---

[259] *CONSEIL PASTORAL, Acte de la sixième session, 4 avril 1987, La vie matérielle de notre Eglise 3*, Evêché de Nkonsamba, 1987, p. 49.
[260] *Ibid*., p. 22.
[261] *Ibid*.., p. 14-15.
[262] DIOCESE de Nkongsamba, *Rapport quinquennal*, mai 1992, p. 30.

Mais la question d'inculturation, redondante dans les propos, les allocutions, les interventions ou les homélies de l'évêque à différentes occasions ou circonstances de rencontre ou des célébrations, semble devenir une obssession ou une obnubilation. A écouter et à lire l'évêque, on a l'impression que la question de l'inculturation a été au cœur de sa démission comme évêque de Nkongsamba en janvier 1993. Déjà le 4 avril 1992, dans son homélie à la Cathédrale pour le Conseil pastoral, il disait s'agissant de l'inculturation :

> « Je voudrais au cours de cette Eucharistie attirer l'attention sur un fait qui est quotidiennement à notre portée sans que nous le remarquions pour ce qu'il est : c'est que toute l'Histoire sainte est une inculturation, toute la Bible est le document de l'inculturation de la Parole de Dieu, qui a culminé dans l'incarnation du Verbe. »

Et s'inspirant de Lévitique 19, 9-10, et du Deutéronome 25, 19-22, il affirme :

> « Il n y a pas de rite païen, il n y a pas de rite chrétien, il n' y a que des rites humains : c'est l'esprit qui fait la différence. Il n y a pas de coutume païenne, il n y a pas de coutume chrétienne, il n y a que des coutumes humaines : seule la foi fait la différence, ainsi que la loi d'amour…Malheureusement il y en a qui n'ont même pas de coutume, parce qu'ils avaient entendu dire que c'étaient des coutumes païennes. Nous sommes devenus des chiens sans queue, parce que nos queues étaient païennes. Alors nous ne savons plus nous exprimer, si non avec des queues de bois que nous ne savions pas balancer, pour dire notre joie à notre Dieu et chanter l'action de grâce….Nos coutumes étaient simplement des coutumes humaines, travaillons pour qu'elles deviennent des coutumes chrétiennes, dans la foi et dans l'amour, par la force de l'Esprit Saint. » [263]

Ce sens trop prononcé pour l'inculturation semble avoir surgi fortement et fatalement dans son homélie du 13 février 1992 à Nkongsamba à l'occasion de la clôture de la célébration du centenaire au niveau de la Province ecclésiastique de Douala dont fait parti le diocèse de Nkongsamba. Dans cette homélie Mgr Nkuissi fait un bref rappel de l'actualité mondiale marquée par la guerre du Golfe, et dans lequel il s'en prend aux acteurs occidentaux de la guerre, tout en faisant le lien entre Multinationales occidentales et Congrégations religieuses. En suite, à partir d'un questionnaire comparatif portant sur les congrégations religieuses et diocésaines dans Les *Linéamenta,* document remis à tous les évêques d'Afrique et comprenant des questionnaires devant aider à préparer l'Assemblée spéciale pour l'Afrique du synode des Evêques, il fait un travail statistique comparatif à partir de *l'Annuaire Catholique en Afrique Occidentale et Centrale*, édition de l'année 1989. Ces statistiques selon lui, sont contradictoires par rapport aux questions posées. Dans un développement statistique où il fait ressortir qu'après un siècle d'évangélisation, les congrégations religieuses extérieures sont de loin, et largement

[263] EVECHE de Nkongsamba, *Dernières Paroles d'Evêque Diocésain*, Nkongsamba, février 1993, pp. 23 ; 26 ; 27.

plus nombreuses que celles de droit diocésain, ceci contrairement à ce que la question semble insinuer, l'évêque affirme :

> « Parmi les 400 congrégations présentes en Afrique Occidentale et Centrale, 371 sont étrangères et 29 seulement sont de droit diocésain africain, 29 congrégations indigènes, 2 pour les hommes et 27 pour les femmes, contre 371 congrégations étrangères, 64 pour les hommes et 307 pour les femmes. Et ce sont les 29 pauvres Instituts diocésains qui sont frappés de multiplicité…si bien que les 29 congrégations indigènes sont de trop et méritent un plan de réduction drastique à la prochaine réunion de l'Episcopat. 371 sociétés étrangères sur la seule moitié de l'Afrique, c'est de la saturation jusqu'à la nausée, c'est de l'étouffement jusqu'à l'asphyxie, c'est de la stérilisation spirituelle, c'est du viol culturel »[264]

En se référant à l'enseignement du Magistère, notamment celui du Concile de Vatican II dans *Ad Gentes* 19, de celui du pape Pie XI qui déjà en 1926 écrivait aux vicaires apostoliques pour attirer leur attention sur la nécessité de former et recruter pour les congrégations diocésaines en vue d'une évangélisation en profondeur, l'évêque soutient que sur la question de l'inculturation, il n y a plus, ni à s'arrêter, ni à faire de pause aujourd'hui.

Il est une vérité. C'est que l'évêque, en parlant de l'inculturation, a dit une vérité, et il l'a fait quelque fois fait avec maladresse, avec des idées, des mots, des comparaisons et des images assez fortes, et même d'une façon un peu indélicate, un peu brutale ou un peu violente, mais de là à conclure qu'il est raciste comme le dit Paul Valentin Emog, il semble que le raccourci est trop raccourci. Peut-être qu'il est impératif de prendre aussi en compte le degré élevé de la température conflituelle dans les relations qu'il y a toujours eues dans le diocèse entre lui et les religieux et religieuses de certaines congrégations étrangères pour mieux comprendre. A entendre parler l'évêque aux camps des vocations du mois d'août 1985 à Yabassi, les religieux et religieuses n'acceptaient pas et ne respectaient, non seulement les orientations pastorales du diocèse, mais aussi certains points dans le *Statut basé sur les coutumes dans les relations entre l'évêché et les religieux*, statut qui constituait le document définissant les devoirs et les droits des religieux envers le diocèse, et inversement.

Quand le 26 décembre 1992 l'évêque est contraint de donner sa démission, et avec la manière, tel qu'il la décrit dans sa lettre « Aure voir au peuple de Dieu de Nkongsamba » en annexe 8, et après vingt ans d'épiscopat, quel bilan laisse-t-il ?

Le *rapport quinquennal de mai 1992* relève qu'en 1991, il y a, au niveau des ouvriers apostoliques : 53 prêtres indigènes et 8 prêtres étrangers ; 6 Frères indigènes et 1 Frère étranger, 36 religieuses indigènes et 14 religieuses étrangères, 441 catéchistes traditionnels et

[264] *ECHO DU CENTENAIRE, Nkongsamba 14-17 février 1991*. p. 37.

787 catéchistes instituteurs. Quant aux grands séminaristes, ils sont au nombre de 77 répartis dans les grands séminaires du pays comme suit : 5 à Nkolbisson (Yaoundé), 9 à Nkong Bodol (Douala), 3 à Bambui (Bamenda), 7 à Maroua, 50 à Mbanga (grand séminaire diocésain), et 3 à Rome. Sur le plan éducatif, il y a 5 collèges secondaires techniques, 12 d'enseignement général, 51 écoles maternelles, 150 écoles primaires. Dans le domaine sanitaire, il y a 9 centres de santé. Ce rapport dresse aussi un panorama et des statistiques de la vie chrétienne.[265]

Le document intitulé *Réorganisation pastorale du diocèse de Nkongsamba, 1988* demeure le fil conducteur de l'action pastorale, avec des ordonnances et des décisions redéfinissant l'action pastorale, aussi bien que la réorganisation des finances en vue d'un meilleur service de tous, et d'une saine gestion des biens.

Au niveau de la situation économique et du développement, le *rapport quinquennal* de mai 1992 souligne que le Conseil pour les Affaires Economiques dénommé C.F.D. (Commission Financière diocésaine) crée par Ordonnance 0/04/88 et par décision 0/04/88 est à l'œuvre. Quant au comité de développement et l'action socio caritative (CODASC), le rapport relève encore :

> « Nos efforts pour le développement se poursuivent à travers le Diocèse malgré la crise économique que traverse le Cameroun : construction et équipement des centres de santé, des écoles primaires et des collèges d'enseignement secondaire. Des centres de santé ont fait des efforts très appréciables : Bonabéri, Mbanga, Njombé, Manengolé, Fraounton, Baré…La formation des agents de développement se poursuit…Les différents unités comptables nous envoient régulièrement leurs comptes…Certains unités comptables autrefois louées aux tiers ont repris leurs activités au profit du diocèse : tel est le cas de l'imprimerie diocésaine et de certains immeubles. »[266]

Notons à ce sujet que la plupart des biens immobiliers et domaniaux du diocèse ont été acquis entre 1973 et 1990, les tout derniers à notre connaissance, étant l'achat des terrains et les constructions des églises et presbytères des paroisses Bon Pasteur de Nkongsamba Eboung, Saint Thomas apôtre de Poola, et Sainte Madeleine de Bangui Chari du quartier 6, tous dans la ville de Nkonsamba. Nous déplorons le fait que les responsables des archives du diocèse de Nkongsamba n'aient pas pu nous fournir des sources à ce sujet, le peu que nous disposons relevant du fait qu'en 1991, nous remplissions l'office de vice chancelier, chargé des archives et curé d'une des paroisses, Sainte Madeleine.[267] Et plus tard, entre 1993 et 1995, nous avons assumé les fonctions curé des paroisses saint Paul d'Ekangté, saint Thomas apôtre de Poola, et

[265] DIOCESE de Nkongsamba, *Rapport quinquennal, mai 1992, op. cit.*, pp. 22 ; 23 ; 27 ; 45-47 ; 55-57.
[266] *Rapport quinquennal de mai 1992, op. cit.* pp. 13 ; 14.
[267] *Ibid*., p. 14 ; voir aussi dans *Réorganisation pastorale du diocèse de Nkongsamba*, p. 15.

de Principal du collège sainte Jeanne d'Arc à Nkongsamba et de Secrétaire à l'éducation pour le diocèse de Nkongsamba.

Au niveau sanitaire, le rapport quinquennal souligne que le diocèse s'est toujours préoccupé de la santé de toute la population, étant donné ce dicton : un esprit saint dans un corps sain. Et le rapport de souligner :

> « Les centres de santé qui relèvent entièrement du diocèse sont au nombre de neuf : Bakambé, Baré, Nkongsamba (2), Manengolé, Loum Ville, Njombé, Mbanga, Bonabéri…Bakambé est situé dans une zone rurale pauvre. C'est pourquoi son budget est toujours déficitaire. Mais dans la solidarité des enfants de Dieu, les autres centres essayent de l'aider….Au niveau du diocèse, il y a un comité de santé Ce comité coordonne les différentes activités de nos centres, étudie les problèmes qui s'y posent et élabore une carte diocésaine de la santé ».[268]

Au moment où Mgr Nkuissi est appelé à démissionner de la manière qu'il relève lui-même dans sa lettre d'au revoir en annexe 8, on peut remarquer qu'il a été par le don de l'Esprit, plus prêtre que prophète et roi, et son bilan sur le plan pastoral dit dans quel état il laisse le diocèse dont l'administration apostolique est confié à Mgr André Wouking, évêque du diocèse de Bafoussam. L'administration dure trois ans et en avril 1995, c'est Mgr Dieudonné Watio qui prend la charge du diocèse.

Compte tenu des limites de notre travail, la période qui le concerne s'étend sur cinq ans, de 1995 à 2000. C'est dire que bien de réalisations sur le plan pastoral après l'année 2000 ne pourront pas entrer en compte dans notre travail.

Mgr Dieudonné Watio est natif de Balatchi en 1946, un village du département des Mbamboutos dans le diocèse de Bafoussam à l'Ouest Cameroun. Après les études primaires à Balatchi et les études secondaires au petit séminaire Saint Michel de Mélong, au séminaire Saint Albert à Bafang et au séminaire Sainte Thérèse de Mvolyé, de 1954 à 1969, il fait son entrée au grand séminaire de Nkolbisson à Yaoundé. Le 4 juillet 1975, il est ordonné prêtre. Il a successivement exercé comme aumônier des Lycées, collèges, et des hôpitaux et prisons de Bafoussam avant d'être muté à la paroisse de Bafou comme vicaire de 1976 à 1978 où il en devient le curé de 1978 à 1982. Envoyé en formation spéciale en France en 1982, il en revient en 1986 nanti d'une thèse de doctorat en Histoire comparée des Religions à l'université de Paris IV. De 1986 à 1995, il accomplit des charges de curé de Tamdja à Bafoussam, de Principal du Collège Saint Thomas d'Aquin de Bafoussam, et de Recteur du Petit séminaire

[268] *Ibid.*, p. 53.

Saint Barthélemy de Bafoussam et chargé des vocations, avant d'être nommé en avril et ordonné en juin 1995, 4ème évêque de Nkongsamba.[269]

N'ayant pas pu entrer en possession de l'allocution prononcée par le nouvel élu le jour de son ordination épiscopale, nous nous contentons de ses armoiries et de sa devise. Dans le document programme intitulé « Sacre de Mgr Dieudonné Watio, 4e évêque de Nkongsamba, 10 juin 1995 », nous pouvons lire à la face intérieure de la première page un commentaire sur ses armoiries et sa devise. Quant à sa devise « QUE TOUS SOIENT UN », inspiré de UT SINT UNUM, Il en ressort qu'il place son ministère sous les signes de l'unité, de la paix, dimensions capitales dans la mission du Christ venu rassembler dans l'unité tous les enfants de Dieu dispersés. Jésus prie dans l'Evangile selon Saint Jean au chapitre 17 pour cette cause qui appelle des corollaires tels que la vérité, la justice, la charité, le dialogue et la franchise.

De 1995 à 2000, qu'est-ce qu'il a produit ou mis en route comme lettres pastorales, écrits, homélies, directives pastorales ou autres organisations prenant en compte la question sociale ? On peut relever :

- *Construisons ensemble notre Eglise Famille, Exhortation post-synodale de Mgr Wati*o, juin 1998

- *Directives relatives à la gestion des ressources financières et matérielles des paroisses du diocèse de Nkongsamba*, 1998, et quelques decrets ou décisions en matière de gestion. Les sources dont nous disposons font mention de deux décisions, l'une portant création d'une commission diocésaine Justice et Paix (D/07/97), et l'autre nommant les membres de la dite commission (D/07/97). A la suite de ce dicton populaire « les bons comptes font de bons amis », Mgr Dieudonné Watio a pris des directives relatives à la bonne gestion des ressources financières, matérielles et humaines des paroisses du diocèse, la bonne gestion constituant un élément fondamental de la paix et de l'unité. A quoi tiennent ces directives et qu'est-ce qui fait la nouveauté par rapport à ce qui a pu exister avant ?

Le document intitulé *Directives relatives à la gestion des ressources financières et matérielles des paroisses du diocèse de Nkongsamba*, document datant de juin 1998 récapitule tous les textes et décrets de Mgr Dieudonné Watio relatifs à la gestion dans le diocèse entre 1995 et 1997. Le décret du 22 janvier 1997 portant réorganisation du Conseil Diocésain pour les Affaires Economiques (CDAE), réorganise l'Ordonnance du 20 juin 1988 portant sur la création de la Commission financière diocésaine (CFD). La dénomination change. La commission financière diocésaine devient conseil diocésain pour les affaires économiques. Les

[269] Tous les *Ordos* du diocèse de Nkongsamba de 1999 à 2009, excepté celui de 2006 présentent cette biographie. La redondance vaut peut-être la peine, mais peut glisser dans le culte de personnalité.

objectifs sont les mêmes, à savoir que l'organe consultatif aide l'économe du diocèse ou l'évêque à mieux organiser la bonne gestion du diocèse et dans le diocèse. Celui du 4 février 1997 portant réorganisation des biens ecclésiastiques condense la Lettre L/47/88 du 8 juin 1988 sur le dépôt d'argent et condense aussi la Décision D/08/89 relatif au mobilier et la vaisselle des paroisses.

Quant au décret du 19 mars 1997 portant sur la prise en charge de la vie matérielle des prêtres, il élargit l'Ordonnance 0/05/88 sur la répartition du produit du denier de l'Eglise, et met l'accent sur ce qui désormais doit être garanti par mois au prêtre pour son argent de poche et pour son alimentation : 55.000CFA désormais, contrairement à 65.000 CFA comme c'était prévu jusqu'à là. D'autres dispositions écrites sur les ressources financières et matérielles des paroisses contenues dans ce document ne sont, à quelques exceptions près, concernant la démarche et les chiffres, que la reprise de ce qui est contenu dans la Circulaire C/01/86 réorganisant casuels, honoraires de messe et quêtes dans le diocèse.[270] et que nous retrouvons dans le rapport du *Conseil pastoral, Actes de la sixième session, 4 avril 1987, vie matérielle de notre Eglise*, p 18-19, p.59-60, et dans le rapport du *Conseil pastoral Actes de la septième session 30 avril 1988, la mort 1*, p.55-62.

Au-delà de toutes ces considérations, et compte tenu des sources à notre disposition, on se rend compte que des comités Justice et Paix fleurissent comme des champignons un peu partout dans les paroisses du diocèse de Nkongsamba depuis que Mgr Watio a mis sur pied une commission diocésaine Justice et paix par décret D/07/97 en 1997, nommant par la même occasion les membres de cette commission par décision D/09/97. L'évêque parle lui-même de la question justice et paix et de ses initiatives en ce sens dans *l'Effort Camerounais* n° 253 du 24 mai 2001. N'est-ce pas une façon de recevoir la doctrine sociale de l'Eglise ? Nous n'oublions pas qu'en 1997, l'évêque a convoqué un synode diocésain qui s'est étendu sur deux sessions durant l'Avent 1997 et durant le carême 1998 au terme desquelles il a publié en juin 1998 une exhortation apostolique post-synodale *Construisons ensemble notre Eglise-Famille*, et dans laquelle il aborde, non seulement les questions liées à l'évangélisation, mais aussi relatives aux questions sociales et du développement. [271]

En 1970, le diocèse de Nkongsamba donnait naissance à celui de Bafoussam. Quelles sont les différentes initiatives de ce diocèse sur les questions sociales ?

---

[270] Voir dans le *Rapport du conseil pastoral, Actes de la sixième session, 4 avril 1987, La vie matérielle de notre Eglise*, p. 18-19, et dans celui du 30 avril 1988 sur la mort 1, p. 55-62.

[271] Lire dans Diocèse de Nkongsamba, *Construisons ensemble notre Eglise-famille, Exhortation apostolique post-synodale de Mgr Dieudonné Watio, évêque de Nkongsamba*, juin 1998, p. 28-31.

D.2.2. Du diocèse de Bafoussam (1970)

Le diocèse de Bafoussam est érigé le 5 février 1970 suite à la division du diocèse de Nkongsamba. Il s'étend, excepté le département du Haut-Nkam, sur tous les autres 6 départements que compte la province de l'Ouest aujourd'hui dénommée région de l'Ouest. Son premier évêque est nommé le même jour en la personne de l'abbé Denis Ngandé. Le 5 avril 1970 l'abbé Denis Ngandé est ordonné évêque par Mgr Albert Ndongmo, et intronisé le même jour par Mgr Jean Zoa. Son ministère épiscopal aura duré huit ans car le 23 février 1978, Mgr Denis, natif de Baboaté dans le diocèse de Nkongsamba décède.

Qu'est-ce qui peut lui être reconnu comme action pastorale durant ses huit ans d'épiscopat ? Mgr Georges Siyam disait de lui qu'il était plus un homme d'action que d'écrit. L'ouvrage de l'abbé Mathias Tegomo qui aurait pu s'étendre largement sur le fondateur de diocèse, ouvrage intitulé *Le diocèse de Bafoussam, Contribution à l'histoire du centenaire de l'Eglise Catholique au Cameroun* ne mentionne rien de particulier sur ses huit ans d'épiscopat. Cependant, il y ressort que :

> « Mgr Denis Ngandé, son premier pasteur, a eu juste le temps de jeter les bases de son organisation administrative et pastorale. Lui que la mort est venue arracher sur le chantier apostolique le 23 février 1978, soit exactement 8 ans après sa consécration épiscopale. ». [272]

L'auteur ne cite aucune directive pastorale de l'évêque, ni aucune décision, ni aucune ordonnance comme il le fait dans les pages suivantes pour ce qui est de son successeur Mgr André Wouking. Est-ce que un manque de sources, est-ce parce qu'en huit ans où il a mis les bases il n'était qu'un homme de la littérature orale ? Le seul acte qui semble lui être reconnu dans ces pages est d'avoir accueilli « Les Filles de la Charité » à Dschang pour prendre en charge la pouponnière, le dispensaire et les Ecoles maternelles. N'y a-t-il pas des non dits dans l'écriture d'une telle Histoire sur celui qui fonde un diocèse ? Il est à noter qu'à la suite, l'auteur fait mention des Ordonnances de l'évêque successeur portant institution des conseils diocésains de Pastorale, d'Administration, des laïcs, du comité de développement et d'action socio Caritative. [273] Est-ce pour dire que ces conseils n'ont jamais existé avant et concrètement ? Aussi, à lire notre auteur, quand décède Mgr Denis, il n'y a que des bases pastorales et d'administration, bases dont on ignore la teneur.

[272] TEGOMO Mathias, *Le diocèse de Bafoussam, Contribution à l'histoire du centenaire de l'Eglise catholique au Cameroun*, Bafoussam, novembre 1984, p. 36
[273] *Ibid.*, pp. 41 ; 44 ; 46 ; 48.

Et puisque c'est Mgr André Wouking qui bâtit ce diocèse, que pouvons-nous lui attribuer de 1979 à 1999, soit vingt ans, comme évêque de Bafoussam et plus tard, archevêque de Yaoundé de 1999 à 2002 ?

Mgr André WOUKING

Il naît en 1930 à Dschang (province de l'Ouest). Baptisé deux semaines après sa naissance, il grandit dans ce cadre et entre au Pré-séminaire de Bafang en 1948, au Petit séminaire de Mélong en 1949 et au Grand séminaire en 1954. Il est ordonné prêtre le 9 avril 1961 à Dschang. Vicaire paroissial, directeur des Ecoles et du collège Saint Laurent à Bafou après son ordination, il est affecté à Souza en 1962 comme vicaire et directeur des Ecoles et directeur du collège Herbert de Souza, pour enfin être nommé curé de la dite paroisse en 1965. Curé de Bangangté en 1966, il est nommé curé de Tamdja et directeur du collège Saint Thomas à Bafoussam en 1967, pour voir s'ajouter à ses fonctions celle de Chancelier du diocèse érigé en 1970. En août1976, il est nommé vicaire général, et suite au décès de Mgr Denis Ngandé le 28 février 1978, il est élu vicaire capitulaire (pour dire administrateur diocésain dans le langage du nouveau code de droit canonique de 1983) le 3 mars 1978, pour enfin être nommé administrateur apostolique le 28 mars 1978. Evêque nommé de Bafoussam le 5 avril 1979, il est ordonné le 9 juin 1979 à Bafoussam, charge qu'il accomplit, (ayant cumulé avec celle d'Administrateur apostolique du diocèse de Nkongsamba de 1992 à 1995) jusqu'au 17 juillet 1999 où il est nommé archevêque de Yaoundé. Intronisé le 22 août 1999 dans la cathédrale de Yaoundé, il paît son troupeau jusqu'au 10 novembre 2002 où il décède. Le 22 novembre, il est inhumé à la cathédrale de Yaoundé.[274]

Après vingt ans d'épiscopat à Bafoussam, on peut affirmer que c'est lui qui bâtit profondément cette Eglise locale. Quelles en sont les marques principales ?

Mgr André Wouking n'a pas écrit beaucoup de lettres pastorales. Nous lui en reconnaissons quelques unes, à savoir :

-*Lettre pastorale sur l'avortement provoqué,* 26 novembre 1979

-*Message pour la journée mondiale de la paix,* 27 décembre 1979.

Mais dans l'historique du diocèse que fait Mathias Tégomo, il est dit qu'il s'est fixé des objectifs et des préoccupations à plusieurs niveaux. En un premier temps c'est dans la maturité de la foi par une catéchèse intensive et appropriée, dans la dynamisation de la pastorale des vocations sacerdotales et religieuses pour une autonomie en ouvriers apostolique, dans la

[274] Cette biographie est bien détaillée par AZEUFACK Philippe dans *Mgr André WOUKING, pasteur selon le cœur de Dieu*, Yaoundé, Presse universitaire, 2004, p. 21-23.

promotion d'une pastorale des jeunes, dans la recherche d'une autonomie financière par la sensibilité des communautés chrétiennes au problème de la survie matérielle de nos Eglises au problème de développement, et ensuite dans la mise sur pied des structures répondant à ces attentes. A cette fin Mgr Wouking a pris des Ordonnances :

-Ordonnance DC/05/12/79 Portant institution du Conseil Pastoral du diocèse de Bafoussam.

- Ordonnance DC/01/06/81 portant institution du Conseil diocésain des laïcs.

- Ordonnance DC/04/11/81 portant institution du Conseil diocésain d'Administration.

- Décret DC/03/81 portant création du Comité diocésain de développement et d'action socio-caritative.

Dans le domaine socio-économique, en plus de son effort pour faire subsister l'Eglise de Bafoussam, des efforts sont faits pour contribuer à l'édification économique, sociale et culturelle de la Nation camerounaise. Dans cette perspective Mathias Tégomo souligne quant à l'aspect développement :

> « Ici l'action des responsables diocésains consiste habituellement à encourager, par la parole et par l'exemple, les fidèles à s'engager dans le processus de développement entamé par les pouvoirs publics, cela en exaltant le travail comme source de libération. L'œuvre de développement économique la plus audacieuse entreprise par le diocèse de Bafoussam reste « l'opération diocésaine d'installation des pionniers à Galim » dans le doyenné de Mbouda, département des Mbamboutos. Avec l'aide missionnaire hollandaise, le Diocèse s'y emploie depuis 1970 à l'insertion des jeunes et des familles entières dans le circuit économique. Cela en leur donnant une formation agricole de base et en leur portant une assistance spéciale dans l'acquisition des terres et du matériel d'exploitation de première nécessité…Le diocèse de Bafoussam contribue aux soins de santé de la population par la mise à la disposition de celles-ci d'infrastructures hospitalières viables et décentralisées. En tout deux hôpitaux , 10 centres de santé et 2 dispensaires…Parmi les œuvres diocésaines, l'éducation de la jeunesse occupe une place de choix de par la somme des problèmes qu'elle pose aux responsables spirituels du diocèse (taux de scolarisation galopant, insuffisante et vétusté des infrastructures d'accueil, personnel d'encadrement en nombre de plus en plus réduit et instable, difficulté de financement de l'enveloppe des charges scolaires, catéchèse et mesures de sauvegarde de la spécificité chrétienne des établissements). [275]

Notons que l'auteur présente par ailleurs au niveau de l'enseignement catholique un tableau statistique très exhaustif. [276]

[275] *Ibid.*, p. 51-52.
[276] *Ibid*., p. 53 le tableau sur tous les ordres de l'enseignement.

Dans le compte rendu des activités des prêtres du Sacré Cœur en activité dans le diocèse de Bafoussam, compte rendu datant de novembre 1998, nous pouvons lire sous ces titres : *Commission diocésaine Justice et Paix de Bafoussam Rapport de la commission.*

> « La commission diocésaine a été représentée au séminaire des évêques à Edéa du 3 au 10 janvier par messieurs Robert Kenfack et Jean Baptiste Talla. Celui-ci a fait un exposé sur « étude critique de l'enseignement des évêques du Cameroun sur les questions sociales de 1987 à 1997 ». Le sujet proposé par nous « Eglise et bonne gouvernance » a été retenu…Du 6 au 8 février, nous avons tenu la session décanale de formation pour Bafoussam et Bandjoun, la première du genre. .. L'objectif, « mieux comprendre que Justice et Paix sont les conditions de la dignité humaine et mieux s'engager pour sa promotion »…Le samedi 7 mars, nous avons eu la rencontre diocésaine des commissions paroissiales. Nous avons engagé une réflexion/action sur la corruption que nous voulons mener cette année et l'année suivante. Nous nous apercevons que cette lutte anticorruption fait l'objet des spots à la TV ce qui indique que c'est une préoccupation commune…Nous avons signé un protocole d'accord de collaboration entre le IPCRE - Cercle International pour la Promotion de la Création, et la CDJPB - Commission Diocésaine Justice et Paix de Bafoussam le 31 décembre 1997. Déjà deux membres de la commission sont actifs dans JPSC - Justice et Paix Sauvegarde de la Création, programme du CIPCRE…La JED (Jeunes en difficulté) est une œuvre sociale du diocèse de Bafoussam confiée aux Pères du Sacré Cœur depuis sa création en 1991. Elle a pour but d'accueillir des enfants dans la rue qui, ayant une famille, sont dans la rue à la recherche des moyens de subsistance. Elle accueille une centaine d'enfants de 10 à 20 ans, de jour et de nuit et forme à divers métiers : menuiseries, soudure, maçonnerie, chaudronnerie, reliure, couture, couture. Ces derniers accueillent des jeunes handicapés. La JED est soutenue par le CCFD Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement pour cette année et devrait être appuyée encore 3 ans par le CCFD/Mission de Coopération. L'autofinancement est encore mineure (location). Les productions en bois/fer/chaudronnerie demandent à être perfectionnées…Au bout de deux ans, nous poussons le jeune à sortir de la JED en allant dans une autre formation (FEN de Ndoungué, CEFAN de Foumban, ateliers en ville). Ils partent avec un outillage symbolique…L'appui de l'association du Mont saint Jean (Michel Toulouse) est déterminant pour la ténacité à fournir du matériel, des conseils, du cœur à l'ouvrage. La communauté du Mont Saint Jean appuie l'action par la mise en disponibilité de celui qui s'en occupe. »[277]

Des œuvres d'Eglise en ce sens existent par ailleurs. Ce le cas de la Menuiserie de Baham, œuvre réalisée avec l'appui de l'organisme allemand MISSIO, sans perdre de vue l'œuvre de développement que réalisent les moines cisterciens de Koutaba avec la participation des

[277] C'est un extrait de l'article du père Bernard GROUX sur le site http://www.scj.org./scj_homp/justitia-pax/jp-cameroun2-21 11 98 html

villageois depuis 1968, et plus particulièrement par la mise en route ces derniers temps d'un chantier de construction du monastère.

Dans le tract intitulé : *Un grand chantier pour une grande Espérance*, tract contenu dans un des numéros du *Le Pèlerin* de l'année 2005, le message du père André, Abbé du Monastère Cistercien d'Aiguebelle en France, et supérieur immédiat de Koutaba, relève trois axes d'attente et d'espérance fondamentaux.

Le premier, c'est que ce chantier est un formidable levier économique, parce que pendant six ans qu'il dure, il y aura du travail pour des dizaines de père de famille habitant le village et les environs, l'activité économique s'en trouvant dynamisée, sans perdre de vue que le monastère en soi sera un chantier école pour une centaine de jeunes qui y recevront une formation professionnelle donnant au CAP.

Le second, c'est que le chantier va favoriser un développement durable de la région : son rayonnement stabilise la population rurale qui pourrait être tentée par le mirage de la ville à la recherche du strict minimum. Le forage des puits autour du monastère fait avoir de l'eau potable, et l'ouverture d'une école pour plus de trois cents enfants pour leur éducation, et la plantation de café qui emploie une vingtaine de salariés et plus de deux cents saisonniers.

Enfin le monastère installé depuis 1968 à Koutaba et au Cameroun depuis 1951, va enraciner l'Evangile en Afrique et les moines cisterciens de Koutaba poursuivront l'œuvre missionnaire de leurs aînés. Notons que l'on a fait la pose de la première pierre de ce grand chantier le 13 novembre 2004, toutes les réalités de son attente étant déjà présentes dans les entités à agrandir.

Dans le domaine socio-économique, l'abbé Mathias Togomo note, au niveau des œuvres sociales, la contribution du diocèse qui dispose de deux hôpitaux, dix centre de santé développé et de deux dispensaires.[278] Pour ce qui relève de l'éducation, il note, et nous sommes en 1984, qu'il y a 193 écoles primaires, 17 écoles maternelles, 8 établissements secondaires et 6 centres de formation féminine.[279] Mais les données ne sont plus les mêmes en l'an 2000 où on relève, au niveau de l'éducation, 23 collèges d'enseignement général et technique, 185 écoles primaires et 7 écoles maternelles. En soi de santé, il y en a 13 dont deux hôpitaux. Et le Codas-

[278] TEGOMO Mathias, *Diocèse de Bafoussam, Contribution à l'histoire du centenaire de l'Eglise Catholique* au Cameroun, *op. cit.*, p. 51.
[279] *Ibid*., statistiques détaillés, p. 53.

Caritas fonctionne dans le diocèse en vue de coordonner et accompagner toutes les initiatives en faveur du développement.[280]

Ainsi, dans le diocèse de Bafoussam, la question sociale fait parti des préoccupations pastorales, l'impulsion ayant été donné par ses pasteurs, et particulièrement par Mgr André Wouking de vénéré mémoire, lui qui bâtit le diocèse au bout de vingt ans de ministère, et qui, d'après les dires et les témoignages, était dans l'accomplissement de sa mission épiscopale, plus prêtre que prophète et roi. Prêtre par son sens très prononcé pour la prière qui avait une place très priviligiée dans son action pastorale. Aussi peut-on lire à son sujet ces quelques lignes :

> « Monseigneur André Wouking et le charisme de la prière...Comme Jésus, souvent il se retirait pour prier et passer la nuit à prier…Monseigneur était un homme de recueillement…Monseigneur André Wouking, homme de foi, Monseigneur André Wouking homme de devoir. »[281]

En 1999, quand Mgr André Wouking quittele diocèse de Bafoussam pour le diocèse de Yaoundé, c'est Mgr Joseph Atanga qui est appelé à lui succéder. Il venait de l'archidiocèse de Yaoundé où il assurait l'Administration apostolique depuis sa nomination en 1998 et son ordination en 1999 suite au décès brusque de Mgr Jean Zoa.

Compte tenu de la période que prend en compte notre travail, il s'agit d'évaluer son action sur une année à Yaoundé et une année à Bafoussam. Une année, temps historiquement insuffisant pour observer et poser ses marques. Aussi, nous n'avons pas eu et cela peut se s'expliquer, des sources sur ses initiatives ou ses prises de position sur les questions sociales ni à Yaoundé ni à Bafoussam.

Cependant on note dans sa biographie :

Mgr Joseph ATANGA (1999)

Prêtre de La Compagnie des Jésuites, il est né le 14 août 1952. Ordonné le 11 juillet 1987, nommé administrateur apostolique de l'archidiocèse de Yaoundé en 1998. Nommé évêque de Bafoussam en 1999, il est ordonné et installé canoniquement à Bafoussam en août 1999. Dans son cursus, il est dit qu'il s'est formé en gestion et qu'il était jusqu'à sa nomination en 1998, enseignant en gestion à l'Université catholique de l'Afrique centrale à Yaoundé.

[280] Comme sources, nous avons consulté le site du diocèse de Bafoussam (diocesebafoussam.org/index.). Les données datent de 2004, mais il y a de fortes chances qu'il n'y ait pas eu beaucoup de changements si jamais, par rapport à l'an 2000.

[281] AZEUFACK Phillipe, *Mgr André Wouking Pasteur selon le cœur de Dieu évêque de Bafoussam Archevêque de Yaoundé*, *op. cit.* , p. 24 ; 26 ; 27.

D.2.3. Du diocèse de Douala (1955)

Le territoire actuel du diocèse de Douala comprenant le département du Wouri et l'arrondissement de Bonabéri a connu beaucoup de modifications. Quand se crée en 1914 la Préfecture Apostolique de l'Adamaoua dont fait parti Nkongsamba confié aux Pères du Sacré Cœur de saint Quentin, Douala est maintenu dans le Vicariat Apostolique du Cameroun Français confiée aux Pères du Saint Esprit. En 1931, suite à la création du Vicariat Apostolique de Yaoundé, Douala est érigé en Préfecture Apostolique, pour devenir en 1932, Vicariat Apostolique comprenant les régions du Wouri, de la Sanaga Maritime, de Kribi, du Dja et Lobo et du Ntem. Il est érigé en diocèse le 14 septembre 1955. En 1963, suite à l'érection du diocèse de Sangmelima, il n'est plus constitué que des régions du Wouri, de Kribi, et de la Sanaga Maritime. En 1991, avec l'érection du diocèse d'Ebolowa-Kribi, il cède le département de l'Océan. En 1993, il est encore divisé pour donner naissance aux diocèses de d'Edéa et d'Eséka, gardant comme territoire le Wouri et l'arrondissement de Bonabéri découpé du diocèse de Nkongsamba en 1993.

Mgr Pierre Bonneau, Père du Saint Esprit est vicaire apostolique de 1946 au 14 septembre 1955 où il en devient le titulaire, pour céder place à Mgr Thomas Mongo le 5 juillet 1957 ce dernier ayant été nommé évêque auxiliaire le 21 novembre 1955 et ordonné le 26 février 1956.

Le Père Pierre Bonneau est missionnaire de la Congrégation des Pères du Saint Esprit. Il est en service dans le Vicariat Apostolique de Yaoundé où il lance les mouvements d'Action Catholique. En 1946, il succède à Mgr Le Mailloux comme Vicaire Apostolique de Douala. Il assume cette responsabilité jusqu'en septembre 1955 où suite l'érection des diocèses au Cameroun, il devient le titulaire de celui de Douala de 1955 à 1957.Ce qui aura marqué son apostolat c'est l'Action catholique qu'il fonde avec l'appui du Chanoine Noddings qu'il fit venir de Lille. Il mit en route le collège des travailleurs à Douala, le secrétariat social, le collège Libermann dont il confia la direction aux Jésuites, et le collège technique de la salle confiée aux Frères des Ecoles chrétiennes, *l'Effort Camerounais* dont il est le fondateur. Le souvenir gardé de lui est celui d'un missionnaire très social et très entreprenant quand il décède à Douala en 1957. Cette date suppose qu'il a vécu une partie des durs moments que connaît le Cameroun durant les années qui ont précédé l'indépendance, notamment de 1947 à 1957. Il a été l'un des signataires de la lettre des Ordinaires du Cameroun d'avril 1955.

Après son décès, Mgr Thomas Mongo est appelé à lui succéder.

Mgr Thomas Mongo, successeur de Mgr Pierre Bnneau est né à Nkon Ngada, paroisse de Hebga en 1914. Nommé évêque auxiliaire de Douala le 21 novembre 1955, il est ordonné à Douala le 26 février 1956. Il en devient le titulaire le 5 juillet 1957. En 1973, il démissionne pour raison de santé, se retire à Mariembrg où il meurt le 17 mars 1988.

Dans quel contexte arrive-t-il dans le diocèse ? Lui même le dit dans une correspondance qu'il adresse aux évêques, probablement aux évêques en Europe ou ailleurs hors de l'Afrique, lettre intitulée *Douala, diocèse bien éprouvé, son jeune évêque africain, Monseigneur Thomas Mongo vous tend la main,*et dans laquelle il présente l'état de l'heure de son diocèse. Il y relève après avoir fait un bref historique du diocèse :

> « La mort de Monseigneur Bonneau a jeté le diocèse dans une grande consternation. Ce deuil fut d'autant plus pénible qu'il coïncidait avec le début des troubles qui continuent à ensanglanter le diocèse. Après la mort de Mgr Bonneau, tout le monde souhaitait que son successeur lui ressemblât le plus possible. Hélas ! Ce fut moi que le Saint Siège désigna pour succéder à ce grand évêque. Il me fallait faire un acte de foi et un acte de soumission à Rome. Il y a exactement 6 mois, le 5 juillet 1957, j'ai été désigné par le Saint Siège comme évêque de Douala. Où en est le diocèse à l'heure actuelle ? Le but de ces quelques lignes est de vous le dire. Les ennemis de la religion ont fait dans mon diocèse des ravages terribles. Ce diocèse qui a toujours marché de progrès en progrès est devenu en quelques mois le théâtre de troubles et tueries sans fin. Ce diocèse qui allait être ces derniers temps le foyer des mouvements d'action Catholique de tout le sud Cameroun voit ses chrétiens dispersés, malmenés, tués. A la fin de la dernière guerre mondiale un nationalisme outré vit le jour au Cameroun. Aidé par des éléments communistes venus de France, le nationalisme camerounais dénonçait à la population les effets néfastes du colonialisme. Ce nationalisme camerounais a progressé et est devenu un grand danger pour le vrai progrès économique, social et religieux du pays. En mai 1955 les premiers troubles éclataient. Réprimés à temps les extrémistes durent cesser leurs désordres. D'autres partis politiques plus ou moins de gauche ont exploité ces troubles à des fins politiques. En décembre 1956, les troubles recommençaient : le foyer des désordres se trouvait dans la région de la Sanaga Maritime, au cœur de mon diocèse. Les extrémistes attaquèrent ouvertement les Missions catholiques. Trois prêtres échappèrent à la mort par miracle, deux durent quitter le poste. Depuis ce moment tout le pays vit dans la terreur….Les dommages matériels et surtout spirituels causés par ces troubles demeureraient encore durant bien des années. Comment réaliser l'œuvre que mon vénéré prédécesseur m'a laissée ?...Monseigneur Bonneau avait également projeté un collège pour les filles, une école d'infirmières. Ce sont des œuvres importantes dans un pays neuf. Il faut faire face aux aspirations de nos de nos jeunes sinon comme dit le saint Père dans son encyclique *« Fidei Donum* », « cette génération risquerait, faute d'aliments suffisants, d'aller chercher sa nourriture ». C'est pourquoi nous essayons, malgré toutes les difficultés de garder nos écoles libres et les développer : qu'il nous suffise de vous rappeler

> que dans le seul diocèse de Douala nous avons 32 000 enfants dans les écoles primaires catholiques. C'est pourquoi aussi nous avons une école professionnelle tenue par les Frères des Ecoles Chrétiennes et qui compte 210 élèves. C'est pourquoi enfin nous avons des cours complémentaires, des écoles techniques pour nos filles : les sœurs du Saint Esprit et les Sœurs de Notre Dame du Sacré Cœur y font un travail admirable. Malgré la bonne volonté de tous, ces œuvres risquent de péricliter et si je n'arrive pas à trouver le moyen de les financer malgré les troubles qui paralysent l'activité religieuse de mon diocèse… En face de tous ces besoins, en face surtout de cette situation pénible dans laquelle se trouve mon diocèse, je fais appel aux chrétiens de votre diocèse. J'ai confiance, Excellence *Reverendissime,* en la générosité et en l'esprit de compassion de vos chrétiens. » [282]

Il se dégage dans cette correspondance des pôles qui marqueront son épiscopat.

Les lettres épiscopales, autres écrits ou discours relatifs aux questions sociales et dont il est auteur sont :

- *Lettre Pastorale de Son Excellence Mgr Thomas Mongo au clergé et aux fidèles de son diocèse, aux responsables des destinées de la cité et à tous les hommes de bonne volonté*, novembre 1959.
- *Le Cameroun devant son ascension à l'indépendance*, décembre 1959, in *Les enseignements sociaux de l'épiscopat d'Afrique,* CIPA (1958-1959).
- *Le danger de la dot*, 22 août1961.
- *Le baptême des enfants illégitimes*, 22 février 1962.
- *Les pratiques qui élèvent une chrétienté à sa maturité*, 6 mars 1963.
- *Lettre pastorale pour le carême*, 26 janvier 1964.
- *Nous mortifier corporellement et spirituellement*, 11 février 1968.
- *La paix doit être un résultat moral*, 23 décembre 1968.
- *Lettre circulaire n° 59 de Son Excellence Mgr Thomas Mongo à l'occasion de la « journée mondiale de la paix* », 13 janvier 1970.
- *Circulaire n° 63, du 12 janviers 1971, Semaine nationale de la paix, 17-24 janvier 1971*.

Sa lettre pastorale de novembre 1959, son évangile social, s'articule autour de quatre points. Ecrite deux mois avant l'indépendance du Cameroun sur plan quinquennal, elle précise les positions du prélat sur les grandes questions de l'heure. Dans le préambule constituant la première partie, il affirme que l'indépendance n'est pas une fin en soi, mais l'affirmation par les Camerounais par eux-mêmes et la reconnaissance par les autres de leur droit et la volonté de devenir responsable de leurs affaires. Partant du fait que les sociétés camerounaises ont toujours cru en un dieu créateur quelque soit le nom à lui attribué par chaque tribu ou groupe, il

[282] Correspondance de janvier 1958, *in* Archives de l'archidiocèse de Douala.

affirme que la société camerounaise est porteuse d'un message catholique. Analysant le contexte et les problèmes qui se posent à l'Eglise et aux missionnaires dont l'ironie de l'histoire a voulu qu'ils arrivent en même temps que le colonisateur, et bien plus, de la même citoyenneté que le colonisateur, il en vient à soutenir que l'Eglise est autochtone par le clergé local, par le laïcat, et quelle est porteuse des valeurs à défendre et à les faire reconnaître dans la future Constitution.

Dans la deuxième partie, revenant sur la première valeur qu'est le sens de la personne humaine, il rappelle que Dieu en est le fondement. Aussi, sa dignité et son droit sont inaliénables quelque soit sa race et son sexe, sa classe sociale, ceci, de la conception en passant par les étapes de sa vie, jusqu'à sa mort naturelle.

La troisième partie porte sur la famille, berceau de la société civile. Puisant dans l'Ecriture et la Tradition, il en vient, tout en dénonçant les pratiques et les coutumes mal comprises (dot, polygamie) qui la fragilisent, à donner des précisions et des repères des éléments constitutifs, à savoir le mariage chrétien, la procréation et l'éducation des enfants, le droit et la nécessité de l'école et de l'école chrétienne et sa reconnaissance par l'Etat.

La quatrième partie porte sur la cité dont il dessine le portrait essentiel marqué par le sens du bien commun et ses trois éléments constitutifs empruntés à Pie XII dans son discours aux membres du congrès des échanges internationaux le 7 mars 1948. En un premier temps, le sens du bien commun appelle un ordre public et extérieur concrètement vécu dans la protection des personnes et des biens, dans le respect des libertés et des lois, la défense du territoire par une armée, la sécurité des routes et des communications, l'exercice de la justice par des magistrats intègres, l'activité des services publics par des fonctionnaires compétents et consciencieux, la stabilité du gouvernement qui a la responsabilité de cet ordre public. Ensuite, la deuxième condition est la prospérité matérielle pour le peuple tout entier (voie de communication, promotion et ravitaillement des grands centres, essor d'une agriculture saine et prospère, d'une industrie aux vrais besoins du pays), favoriser l'économie nationale, promeut l'habitat, multiplie les hôpitaux et les dispensaires répondant aux besoins. Enfin, il relève que le respect et l'essor des valeurs supérieures d'ordre intellectuel, spirituel, moral et religieux reste une nécessité. Norme première d'une société, le bien commun a comme artisan l'Etat et les gouvernements.

En dressant le portrait type du chef (père du peuple et serviteur du bien commun, qui se sait responsable devant Dieu et devant les hommes, compétent et désintéressé dans sa mission, prudent, modéré, juste et intègre), il finit par une exhortation dans laquelle il invite à s'inspirer

pour travailler à la prospérité économique, de la doctrine sociale de l'Eglise pour éviter le capitalisme libéral, le communisme et leurs écueils. [283]

Cette lettre pastorale se situe dans le contexte des troubles et des débats d'idée politique autour de l'indépendance, et la correspondance de l'évêque de Douala sus mentionnée en dit long. Dans ce contexte de trouble et de débats, Mgr Mongo s'était déjà fait interlocuteur de la paix en allant à la rencontre d'Um Nyobé, leader upéciste dans la lutte armée, caché dans les forêts de la Sanaga Maritime. Georges Chaffard relève :

> « Mgr Mongo ne craint rien ni personne et sillonne dans sa petite voiture, seul les routes de son diocèse. On murmure qu'il a plusieurs fois rencontré Um Nyobé, le chef de l'UPC, pour lui prêcher la conciliation…Ce jour de décembre 1957, les deux gendarmes, abusés par la qualité du propriétaire de la 2 CV, ont manqué le plus beau coup de leur carrière. Mgr Mongo avait précisément rendez vous avec le chef des maquis, quelque part dans une cabane de la forêt, à moins d'un kilomètre de la route »[284]

Toujours dans son effort de voir son pays prendre la bonne voie en prenant son indépendance, Mgr Mongo avait déjà été, non seulement signataire de la lettre des évêques en Assemblée à Bertoua du 19 au 21 février 1958, lettre envoyée au Premier Ministre et relative à la prise en compte dans la Constitution, de la liberté d'enseignement et la promotion de la monogamie dans le mariage, mais avait aussi été nommé membre du comité consultatif constitutionnel avant de démissionner. La raison de sa démission était : « Dieu est absent dans la Constitution. »[285]

En janvier 1970, Mgr Thomas Mongo écrit une lettre circulaire à l'occasion de la journée mondiale de la paix. Pour lui, cette paix se fonde dans le message de Noël, dans l'enseignement du Magistère, particulièrement chez Pie XII à qui la devise est empruntée : « *opus justitiae pax*», (paix, œuvre de justice), et chez Jean XXIII,dans l'encyclique « *Pacem in Terris* » (paix sur la terre), et sur le discours de Paul VI à l'O.N.U. où il affirmait « Jamais plus la guerre », et qui institue en 1968 la célébration de cette journée le 1er janvier de chaque année. Dans cette circulaire, Mgr Thomas Mongo invite les curés et les paroisses à des réunions de prières, des discussions, des réflexions et à des célébrations en faveur de la paix, tout en la souhaitant au monde, à la nation camerounaise, à toutes les familles et à chacun et chacune dans son diocèse.

En 1971, dans le circulaire n° 63, il rappelle en citant largement dans le même sens le pape Paul VI, que la condition pour qu'il y ait la paix, c'est de considérer l'autre comme son

[283] Lettre pastorale publiée dans *l'Effort Camerounais* n° 213 du 15 novembre 1959, p. 5-11.
[284] CHAFFARD Géorges, *Les Carnets secrets de la décolonisation*, t.1, Calmann-Levy, 1965, p. 296.
[285] Lire dans *l'Effort Camerounais* du 24 janvier 1960, p. 12, article d'Henri EFFA.

frère au delà de tout ce qui fait la différence sociale, raciale et tribale, et précise que si l'on est promoteur de la paix, on est peut être proclamé bienheureux.

A lire profondémment ses lettres et ses circulaires, nul doute que l'évêque est l'homme de son temps, prenant à bras le corps les questions sociales. Mais comment par ailleurs ce discours a-t-il pris chair dans son action pastorale ?

Etant donné son souci pour la jeunesse, souci vivement exprimé dans sa correspondance aux évêques hors du Cameroun, outre les écoles primaires, il a fondé plusieurs collèges : collège saint Michel, collège Chevreuil, collège Saint Esprit, le collège de New Bell à Douala, le collège Sacré Cœur à Makak, le collège Saint Pie X et le CETIF Notre Dame à Edéa, le collège Le Mailloux à Bot Makak, le collège Saint Bruno à Log Bikoy pour ne citer que ceux-ci. Il s'est mis à contribution par ailleurs pour développer davantage les structures sanitaires tel que l'hôpital Saint André de Pouma fondé en 1955, sans perdre de vue les publications catholiques telles que « la vie diocésaine et « Semailles diocésaines » fondée en 1970. Quand il démissionne en 1973, c'est l'abbé Simon Tonye qui est nommé pour le remplacer à la tête du diocèse. Mais qui Simon Tonye ?

Mgr Simon Tonye. Il est né le 15 mai 1922 à Log-Mbom (Pouma). Ordonné prêtre le 15 août 1955 à Saint André, il est nommé évêque coadjuteur de Douala le 22 décembre 1969, et est ordonné évêque le 1er février 1970. Nommé évêque de Douala le 19 août 1973, il en devient l'archevêque le 14 avril 1982. En 1991, il démissionne et en il décède en 1999.

Il a publié une lettre pastorale intitulée *Pastorale des jeunes*, 12 juin 1985

De lui, on ne retient pas particulièrement, faute de sources peut-être, des lettres pastorales ou des homélies sur les questions sociales et du développement. Mais sous son épiscopat de 1973 à 1991, des nouvelles écoles et centres de santé ont vu jour dans l'ensemble du territoire diocésain de Douala. Et quand il démissionne de sa charge pastorale en 1991, c'est Christian cardinal Tumi, archevêque de Garoua qui est appelé à lui succéder. Et qui est-il ?

Mgr Christian TUMI.

Né le 15 octobre 1930 à Nso dans le diocèse de Bamenda, prêtre le 17 avril 1966, nommé évêque de Yagoua le 6 décembre 1979, ordonné le 6 janvier 1980 à Rome par le pape Jean Paul II, il est le 19 novembre 1982, nommé évêque coadjuteur de l'archidiocèse de Garoua. Et le 17 mars 1984, il en devient le titulaire. Le 28 juin 1988, il est élevé à la dignité cardinalice, pour enfin être nommé deuxième archevêque de Douala le 21 septembre 1991.

Comme lettres pastorales et autres écrits et interventions, nous avons

- *Aux chrétiens de Yagoua*, 2 avril 1981.
- *Aux chrétiens du diocèse de Yagoua*, Avent 1981

- *A l'intention de Mr Le Gouverneur de la Province du Littoral à Douala*, Douala, le 16 juin 2000.
- *Lettre ouverte au Ministre de l'Administration territorial à Yaoundé*, Douala le 27 octobre 2000.

Cardinal Christian Tumi est surnommé cardinal opposant à cause des prises de position et de parole sur les questions sociales au Cameroun. Et la tonalité est allée croissante au fur et à mesure que le Cameroun connaît des situations sociopolitiques difficiles ou douleureuses. Du diocèse de Yagoua, en passant par celui de Garoua, et jusqu'au diocèse de Douala où il est l'Ordinaire présentement, il n'en a jamais eu la langue dans la poche.

Dans la lettre à l'attention de Monsieur le Gouverneur en juin 2000, le Cardinal Christian Tumi s'insurge contre les exactions du « Commandement Opérationnel », une institution militaire mise sur pied en vue de combattre le grand banditisme qui sévit dans la ville de Douala. L'archevêque de Douala y revient en un premier temps sur les causes du grand banditisme selon lui : la vente d'armes et des munitions par les hommes en tenue aux bandits ; la mise en location des armes, munitions et uniformes aux bandits pour des opérations, par les hommes en tenue, la création des groupes de gangs par les hommes en tenue, la complicité par la présence de certains éléments de la force de l'ordre dans le groupe des gangs au moment des opérations, et l'aide matérielle et financière pour les opérations. Le constat que fait l'archevêque c'est que le Commandement Opérationnel s'est intégré quelques anciens prisonniers bandits qui, à leur bon vouloir, et pour des règlements de compte, indexent certaines personnes qui sont arrêtées et exécutées dans certains coins précis de la ville de Douala.

Par ailleurs, il dénonce les arrestations, les tortures te les exécutions arbitraires, sommaires et sans jugement tout en citant des cas, ce qui, dit-il, est contraire à la Constitution camerounaise et au droit de l'homme. Sans toute fois prôner l'impunité, il plaide pour un respect de procédure et d'une peine équitable. Cette lettre a été ampliée au Président de la République, au ministre de l'Administration territoriale et au Ministre des Délégué des Forces Armées. Notons que l'archevêque de Douala a eu à écrire aux bandits à l'occasion.

Dans une autre lettre ouverte au Ministre de l'Administration territoriale, le Cardinal Tumi, à le lire, donne un éclairage public relatif à un communiqué public du Ministre portant des accusations contre lui, lesquelles portent sur neuf points sur lesquels il revient en donnant des précisions, pour enfin revenir sur l'aspect menace de la finale du communiqué.

Le cardinal Christian Tumi s'est exprimé aussi par ailleurs dans les colonnes du mensuel *Jeune Afrique Economie* du 2 au 15 octobre 2000 sur la situation sociale, politique et

économique au Cameroun, qu'il décrie, ceci deux semaines avant la parution de la lettre pastorale que les évêques du Cameroun rendent publique le 3 novembre 2000 sur la corruption.

Dans ce mensuel, le prélat répond aux chefs d'accusation qui le traite de menteur, d'antipatriote. Il lui est reproché de vouloir se porter candidat à la Présidence de la République du Cameroun, de violer le principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat, d'avoir un faible respect pour ceux qui gouvernent le Cameroun, de mettre en cause l'organisation des élections au Cameroun, de tenter de détourner les Camerounais et la communauté internationale des efforts consentis jusque là pour sortir le Cameroun de la crise économique et de l'insécurité, de manquer d'humilité, d'être tribaliste.

Dans cet organe d'expression, Le Cardinal Tumi explique et commente aussi certaines des accusations, après avoir décliné son identité de pasteur, de prêtre et d'évêque. Enfin, après une approche critique sur certains points d'accusation, il exhorte ses compatriotes à prier pour lui, tout en revenant sur d'autres menaces dont il fut déjà objet de par le passé à Bamenda où, à l'occasion d'une rencontre d'un groupe de chrétiens à laquelle il a pris part sur la corruption, on les a traités de subversifs. Il rappelle aussi qu'il a subi la même accusation à Yagoua quand il a publié dans le même sens le 2 avril 1981, une lettre pastorale dans laquelle il s'insurgeait contre l'islamisation forcée des chrétiens de Yagoua, attitude qu'il qualifiât d'anticonstitutionnelle et d'atteinte au respect de la dignité et de la liberté humaine.

La troisième menace, précise-t-il encore, fut à Garoua où devant les autorités administratives et politiques en 1984, il doit répondre à l'accusation que l'Eglise Catholique est subversive au Nord Cameroun. A chacune des menaces, le Cardinal dit s'être toujours défendu en puisant dans la Charte fondamentale qu'est la Constitution camerounaise, dans l'histoire du Cameroun et dans l'Ecriture qui rappelle constamment le respect de la dignité et de la liberté humaines.[286]

Dans son apostolat Mgr Christian Tumi est plus prophète et roi. Dès lors, les questions sociales sont au centre de sa pastorale autant dans ses prédications que dans la gestion de son diocèse qui reste pour le moment le meilleur quant à la manière de le gérer. Il est vrai que le diocèse a des ressources, autant que Yaoundé, mais alors que Yaoundé ploie sous le poids de la dette depuis une dizaine d'années, Douala dégage un excédent très considérable. Sous l'impulsion de Mgr Tumi, un grand hôpital a vu le jour à Bonabéri en 2006, et de nombreuses œuvres scolaires ont poussé comme des champignons depuis 1991 où il est nommé à Douala. Cet évêque semble être le plus grand chantre de la doctrine sociale au Cameroun si bien que

[286] Le texte de Mgr Tumi a été publié sur le site du *Le Messager* http//wagne.net.messager/messager/forum/html.

pour quelques partisans du pouvoir en place, il est beaucoup plus un opposant politique qu'évêque, à lire quelques colonnes sur Camerounlink, un site internet sur le Cameroun. Il a été par deux mandats renouvelés, président de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun, et à ce titre, il a souvent pris la parole au nom de l'épiscopat sur les questions sociales.

Après le diocèse de Mbalmayo en 1961, c'était au tour du diocèse de Douala de connaître la division pour donner naissance au diocèse de Sagmelima.

D.2.4. Du diocèse de Sangmelima (1963)

Erigé le 18 janvier 1963, il prend en compte à l'époque, les départemenst du Dja et Lobo et du Ntem. Son premier pasteur fut le père Pierre célestin Nkou nommé le même jour où le diocèse est erigé. Il est ordonné évêque le 2 juin 1963 à Sangmelima, son ordination presbytérale ayant eu lieu le 15 avril 1956. Au bout de dix ans de ministère épiscopal et, compte tenu de sa santé fragile, rien de très particulier sur les questions sociales et de développement n'est signalé de sa part. A sa mort en 1983, Mgr Jean Baptiste Ama alors évêque auxiliaire de Yaoundé est nommé pour lui succéder.

Né le 20 aoùut 1926, Jean Baptiste Ama est ordonné prêtre le 4 juin 1955. Nommé évêque le 12 décembre 1974, il est ordonné évêque le 2 février 1975 au stade Amadou Ahidjo à Yaoundé. Le 22 juillet 1983, il est nommé à Sangmelima. Tout comme Mgr Jean Zoa, Mgr André Wouking et Mgr Tumi, Mgr Ama a été président de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun. A ce titre, il a souvent pris la parole au nom des évêques sur les questions sociales, à lire les communiqués, les déclarations et les messages à ce sujet dans *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2005*.

D.2.5. Du diocèse d'Ebolowa-Kribi (1991)

A la division du diocèse en 1991 pour que naisse le diocèse d'Ebolowa-Kribi, Mgr Ama est nommé évêque du nouveau diocèse de 1991. Il est en même temps administrateur apostolique à Sangmelima jusqu'en 1992. En 2001, il démissionne de sa charge d'évêque d'Ebolowa-Kribi pour être remplacé par Mgr Jean Mbarga en 2004, la vacance du siège étant assurée par Mgr Raphaël Marie Ze, évêque de Sangmelima, nommé en 1992. Il décède en 2005.

Au moment il est transféré de Sangmelima à Ebolowa-Kribi, le père Raphaël Marie Ze est nommé pour le remplacer. Ce dernier, né en 1931, ordonné prêtre le 29 avril 1962 à Sangmelima, est nommé évêque le 23 janvier 1992 et ordonné le 25 avril. Il est le pasteur de ce diocèse jusqu'en 2008 où il fait valoir ses droits à la retraite et est remplacé par Mgr Christophe Zoa en 2009.

Le diocèse d'Ebolowa-Kribi quant à lui sera encore divisé en 2008 pour donner naissance au diocèse d'Ebolowa et de Kribi confié à Mgr Joseph Befe Atéba en 2008.

En mars 1993, suite redécoupage des diocèses de Nkongsamba et de Douala, deux autres diocèses voient jour suite à la division du diocèse de Douala. Il s'agit des diocèses d'Edéa et d'Eséka.

D.2.6. Du diocèse d'Edéa (1993)

Ce diocèse est né le 22 mars 1993 en même temps que celui d'Eséka, suite au redécoupage des diocèses de Douala et de Nkongsamba. Les deux nouveaux diocèses faisaient parti jusque là, du diocèse de Douala. Par ailleurs, le diocèse de Douala a récupéré une autre portion, celle qui constituait le cœur du diocèse de Nkongsamba, à savoir la ville de Bonabéri et ses environs. Aussi, les cartes ecclésiales ont été mofifiées en 1993.

Le premier pasteur de cette portion d'Eglise est Mgr Victor Tonye Bakot, né en 1946, ordonné prêtre en 1973. En 1987, il est nommé et ordonné évêque auxiliaire à Douala. Il le reste jusqu'à sa nomination en 1993 comme évêque d'Edéa, et depuis 2002, suite au décès de Mgr André Wouking, il est promu archevêque à Yaoundé. Mgr Tonye Bakot est réputé être un bon et rigoureux gestionnaire des biens ecclésiastiques. Il est plus un homme de terrain, un homme concret qu'écrivain ou écriveur de lettre pastorale. Cette rigueur ne vaut pas que de l'admiration, surtout par ceux qui ont des penchants au gaspillage et à la gabégie. Le problème de gestion n'est-il pas le point de discorde de ces dreniers temps entre lui et certains membres de son clergé ? Depuis 2004, il préside aux destinées de la Conférence épiscopale en tant que président. A son départ d'Eseka en 2003 pour Yaoundé, Mgr Jean Bosco Ntep lui a succédé, venant du diocèse d'Eséka.

D .2.7. Du diocèse d'Eséka (1993)

Il est érigé en 1993 dans le même contexte que Eséka, avec comme premier évêque, Mgr Jean Bosco Ntep. Né en 1951, il est ordonné prêtre en 1979, puis évêque en 1993.

Gestionnaire de formation, Mgr Ntep a fait de son diocèse le lieu d'application des théories scolaires. Pendant pendant six ans, de 2000 à 2006, il a été le président de la Commission socio caritavive et du développement au sein de la Conférence épiscopale nationale.

En 1955, le diocèse de Garoua est l'un des six diocèses mères qui donnera naissance jusqu'en 2000, aux diocèses de Maroua Mokolo, de Yagoua en 1973, et de Ngaoundéré en 1983. Et dans la partie angliphone, le diocèse de Buéa est érigé depuis 1950.

Etant donné les limites de sources, nous nous limitons à quelques diocèses des provinces ou régions ecclésiastisques du Nord et de la région anglophone.

D.3. De L'archidiocèse de Garoua (1982)

Cette région est confiée aux Pères Oblats de Marie Immaculée (OMI), dès 1946, un institut fondé par Eugène de Mazenod en 1816 et qui porte une attention particulière au monde rural et aux pauvres. La responsabilité de supérieur de mission fut confiée au Père Yves Plumey qui en 1955 en sera le premier évêque, évêque de Garoua.

D.3.1. Du diocèse de Garoua (1955)

En 1955, le diocèse de Garoua couvre tout le Nord Cameroun, de la région de Ngaoundéré actuelle jusqu'à celle de l'Extrême Nord. (Voir carte des diocèses en 1955 en annexe 4). En 1973, ce diocèse donne naissance à deux autres : le diocèse de Maroua Mokolo, avec comme premier évêque Mgr Jacques de Bernon, et le diocèse de Yagoua avec pour pasteur, Mgr Louis Charpennet. En 1983, avec l'érection de Garoua en province ecclésiastique et en chef lieu de cette province, le diocèse de Ngaoundéré est crée, Mgr Jean Pasquier étant son premier pasteur.

Mgr Yves Plumey, son premier pasteur propre, est natif de Vannes en France. Ordonné prêtre en juin 1937. En janvier 1947, il est nommé Préfet apostolique de Garoua, et en mars 1953, il en devient le vicaire apostolique. En 1955, il est nommé évêque de garoua, et en 1982, archevêque de Garoua. En 1984, il sollicite et obtient d'être relevé de sa charge pastorale au profit de Mgr Christian Tumi qui devient l'archevêque. Le 3 septembre 1991 alors qu'il prend sa retraite à Ngaoundéré, Mgr Yves Plumey est assassiné dans sa résidence, versant ainsi son sang pour la cause d'une œuvre pour laquelle il avait déjà versé tant de sueur.

L'œuvre de Mgr Yves Plumey sur le plan social peut se résumer dans son attention pour l'éducation des jeunes, l'avenir de la scolarisation dans le garnd Nord passant par la

scolarisation des jeunes dont le taux était très faible par rapport au Sud Cameroun, le taux en 1947 étant de 7% au Nord, contre 50% au Sud Cameroun.[287]

Aussi, avec lui au fil du temps, les choses sont allées croissantes tant au niveau du nombre d'écoles que des effectifs. Jean Paul Messina souligne ce progrès :

> « D'année en année, le nombre des écoles a progressé : 13 écoles en 1953, 35 en 1959, 61 en 1975. Le nombre d'élèves a connu la même ascendance ; de 600 élèves en 1953, on est arrivé à plus de 3000 en 1975 ».[288]

Le souci de la continuité scolaire a amené l'évêque à fonder le collège de Mazenod de Ngaoundéré en 1954, collège où sont sortis les premiers cadres du Nord Cameroun tant catholiques que musulmans, et le CETIF de Méiganga en 1970.

Sur la question sociale et du développement, et sous l'impulsion de l'évêque, des centres de formation aux techniques de culture et la création des maisons rurales pour la bonne gestion alimentaire en temps de vache grasse et en temps de vache maigre sont crées. Jean Paul Meesina relève en ce sens :

> « La promotion sociale et le développeùent rural sont venus compléter les efforts des Oblats visant à former les jeunes. On peut signaler dans ce sens le centre de formation de Fignolé, mis en place en 1953 et devenu en 1960 maison rurale. D'autres projets du genre furent réalisés Touboro, Djingliya, Ngaoundéré, Kaftar. Il faut dire que, dans cette partie du Cameroun, l'alimentation des populations est basé sur le mil…Les caprices du climat entreainent souvent des soit des retard dans la récolte, soit des rendements insuffisants…Victimes de la spéculation des commzrçants, ils vendent le produit de leurs récoltes à de très bas prix et sont obligés en cas de pénurie de les acheter trois fois plus chers en ville. La cration des maisons rurales ont mission, dans ce contexte, d'aider les jeunes paysans à améliorer les techniques agricoles…et une bonne gestion des stocks de mil ».[289]

Toutes ces initiatives sont accompagnent l'effort pour faire assimiler la Bonne Nouvelle dans la culture du milieu. Aussi les langues Mfoufouldé, Kirdi, Gizga, Mofou, Mafa ont été travaillées pour la cause de l'évangélisation. Par ailleurs, il n'est pas à perdre de vue son investissement dans le domaine de la santé primaire et élementaire. En 1959, il fonde l'hôpital de Tokombéré, et au moment où le diocèse éclate le 29 janvier 1973 pour donner naissance à ceux de Maroua Mokolo et de Yagoua, tous les grandes villes de la région sont pourvues d'un centre de santé.

---

[287] BETENE Louis, MESSINA Jean Paul, *L'enseignement catholique au Cameroun 1890-1990*, Bologne, 1990, p. 330.
[288] MESSINA Jean Paul, SLAGEREN Jaap Van, *Histoire du Christianisme au Cameroun des origines à nos jours*, *op*. *cit*., p. 224.
[289] *Ibid*., p. 225.

D.3.2. Du diocèse de Maroua Mokolo (1973)

Préfecture apostolique le 11 mars 1968, le diocèse de Maroua-Mokolo est érigé le 29 janvier 1973. Le Père Jacques de Bernon en est le premier Préfet apostolique en 1968, puis le premier évêque en 1973.

Natif de Boulogne-sur-Mer en 1927, il est ordonné prêtre au compte des oblats de Marie Immaculée. Sa méthode pastorale ne se distançant pas comme tel de la vision de sa famille religieuse, il mit son ardeur dans le développement intégral de l'homme. Dans cette perspective, il a mis un accent particulier sur l'animation rurale des jeunes paysans avec la construction d'un centre de formation à Mokolo Tada, et sur la santé. Ainsi des greniers du paysan ont poussé de partout comme des champignons, des centres de santé développés ont vu le jour sous lui à Mokolo Tada, à Mayo-Ouldémé, à Douvangar, à Djinglia. L'ouverture d'une école des aides soignants que dirige le médecin de l'hôpital de Tokombéré, le Père Christian Aurenche en service dans cet établissement depuis près de 30 ans a été et reste un appui très fort dans le domaine de la santé. Sur le plan scolaire, le diocèse compte 17 écoles primaires pour 116 enseignants, et un collège d'enseignement technique à Tokombéré, sans perdre de vue l'université populaire mise en route à Tokombéré par le Père Christian Aurenche.

Tel est l'héritage que lègue Mgr Jacques de Bernon à Mgr Phillipe Stevens en 1994 lorsqu'il est relevé, pour des raisons de santé, de sa charge pastorale.

De 1994 à 2000, c'est le Père Philippe Stevens, natif de Quaregnon (Belgique) en 1937. Membre la communauté des Petits frères de l'Evangile, il est nommé le 23 novembre 1994, et ordonné évêque de Maroua le 15 janvier 1995. Jusqu'en 2000, il assume en gros encore l'héritage laissé par son prédecesseur, et nous ne disposons pas suffisamment de sources sur le diocèse depuis 1994 pour apprécier son cachet spécial sur les questions sociales.

D.3.3. Du diocèse de Yagoua (1973)

Tout comme Maroua-Mokolo, Yagoua est érigé en Préfecture apostolique le 11 mars 1968, puis en diocèse le 29 janvier 1973, avec successivement le Père Louis Charpennet comme Préfet apostolique, puis évêque.

Né le 18 avril 1927 à Varetz (Tulle) en France, il est ordonné prêtre le 30 septembre 1951. Le 5 décembre 1977, il meurt de suite d'une crise cardiaque. Avec quatre d'épiscopat, il

n'a eu que le temps de poser les structures sur tous les plans, gardant bien évidemment tout le lourd héritage reçu de l'ancien diocèse de Garoua. L'abbé Christian Tumi est nommé évêque pour lui succéder. Nommé en novembre 1979, il est ordonné évêque à Rome par Jean Paul II le 6 janvier 1980. Tout comme son prédecesseur, et même encore moins, son épiscopat à Yagoua ne durat que deux ans, car en 1982, il est nommé évêque coadjuteur avec droit de succession à Garoua, et remplacé par Mgr Antoine Ntalou.

Antoine Ntalou est né en 1940 à Bandounga dans le diocèse de Bafoussam au Cameroun. Ordonné prêtre en 1970, il est nommé le 19 novembre 1982 évêque de Yagoua, et ordonné le 13 mars 1983. Au bout de dix ans d'épiscopat, son action pastorale met l'accent plutôt sur les vocations sacerdotales, et en 1992, il est nommé archevêque de Garoua, en remplacement de Mgr Christian Tumi nommé à Douala. Il est à son tour remplacé par l'abbé Emmanuel Bushu, né le 31 juillet 1944, ordonné prêtre le 7 janvier 1973, nommé évêque le 17 décembre 1992, et ordonné le 25 mars 1993. Natif de Ngorin dans le diocèse de Kumbo, Immanuel est jusqu'en 2000, évêque de Yagoua. Il est transféré à Buéa en 2006 en remplacement de Mgr Pius Awa démissionnaire.

La croissance chrétienne aidant, le diocèse de Buéa s'est vu encore divisé en 1999 pour donner naissance au diocèse de Mamfé.

En 1982, avec la création de la province ou région ecclésiastique du Nord, le diocèse de Garoua est divisé et celui de Ngaoundéré est érigé, son premier pasteur étant Mgr Jean Pasquier.

D.3.4. Du diocèse de Ngaoundéré (1982)

Il couvre la province de l'Adamaoua. Son premier pasteur, Mgr Jean Pasquier est natif de Saint-Macaire-en-Mauges dans le diocèse d'Angers en France, le 31 juillet 1924. Ordonné prêtre le 19 février 1950, il est nommé évêque auxiliaire de Garoua le 20 mai 1969, et ordonné le 1er août 1969 par la pape Paul VI à Kampala en Ouganda. Nommé évêque du tout nouveau diocèse de Ngaoundéré le 19 novembre 1982, il prend possession canoniquement de sa charge le 19 janvier 1983 par le Cardinal Agnelo Rossi. Parce que ce diocèse est, non seulement situé en plein cœur de la région musulmane, mais aussi peuplé des Protestants, l'évêque centre son ministère sur le dialogue et le dialogue interreligieux et œcuménique, surtout que les Protestants ont précédé de vingt ans les catholiques dans l'Adamaoua, et ils avaient déjà

construit un grand hôpital protestant à Ngaoundéré. Leur expérience du terrain ne pouvait lui être que très profitable dans cette démarche.

A son actif, outre son zèle dans le domaine pastorale comme tel, il est lui reconnu ce sens très prononcé pour les pauvres et les défavorisés, ce qui a favorisé la création du « foyer de la charité » et l'accent mis sur les communautés de « Le pain de vie ». Au moment où il prend sa retraite en 2001, sa petite pierre pour la construction de l'édifice éducative et scolaire relève : « Sous sa diligence, trois nouvelles maternelles et primaires ont été ouvertes pour satisfaire une demande de plus en plus forte ».[290]

Mgr Jean Pasquier démissionne en 2000 et décède le 6 mars 2004. Et depuis le 25 mars 2004, il repose à la cathédrale de Ngaoundéré dont la chaire est confiée désormais au Père Joseph Djida, prêtre de la congrégation des Oblats de Marie Immaculée. Natif du diocèse de Yagoua le 08 avril 1945, il est ordonné prêtre le 5 décembre 1976. Nommé deuxième évêque de Ngaoundéré, il est ordonné le 25 janvier 2000.

D. 4. De L'archidiocèse de Bertoua (1994)

En mars 1949, le vicarait apostolique de Doumé est érigé par division du vicariat apostolique de Yaoundé. En septembre 1955, Doumé devient diocèse. Le 24 mars 1983, ce diocèse est divisé, prend désormais la dénomination diocèse de Doumé Abong- Mbam, et donnant naissance au nouveau diocèse de Bertoua. Le 12 juin 1991, le diocèse de Bertoua donne naissance à celui de Yokadouma, et le 3 février 1994, à celui de Batouri.

D.4.1. Du diocèse de Doumé (1955)

Tout comme le diocèse de Yaoundé, le diocèse de Doumé est confié aux Pères du Saint Esprit, mais aux Pères spiritains hollandais. Mgr Jacques Teerenstra, un Néerlandais, vicaire apostolique en 1949, fut son premier pasteur propre en 1955. Nous n'avons pas eu assez de sources sur la figure de ce pasteur, et *L'Annuaire des diocèsse du Cameroun en 1962* souligne en la page 59 qu'il est décédé le 10 mai 1961. Certaines sources comme Jean Paul Messina ajoutent qu'il est décédé suite à une crise cardiaque. C'est donc dire que nous n'avons pas

[290] MESSINA Jean Paul, SLAGEREN Van Jaap, *Histoire du Christianisme au Cameroun des origines à nos jours*, *op*. *cit*., p. 394.

grand-chose sur sa biographie. Par contre l'annuaire des diocèses dont nous avons fait mention souligne qu'en 1962 il y avait 7552 élèves dans l'enseignement du premier degré à Doumé, et un collège d'enseignement moderne dénommé collège de La Salle. L'école a certainement constitué pour ce pasteur, comme chez la plupart de son temps, un moyen privilégié pour l'évangélisation et l'éducation de la jeunesse camerounaise.

Pour continuer l'œuvre d'évangélisation, le Père Van Heygen alors curé de la cathédrale du Sacré Cœur de Doumé est nommé le 16 avril évêque de Doumé. Il est ordonné le 29 juin 1962. Natif de Rotterdam, il est ordonné prêtre à 27 ans aux Pays Bas pour le compte des Prêtres spiritains le 20 juillet 1947, et embarque un an plus tard pour le Cameroun. En 1962, après la mort de Mgr Jacques Teerenstra par arrêt cardiaque, il a été désigné pour lui succéder. Son apostolat met l'accent sur la promotion humaine, particulièrement sur l'éducation de la jeunesse et les questions de santé.

En 1983, suite à la division du diocèse de Doumé et l'érection de celui de Bertoua, il est nommé évêque de Bertoua. Il en devient l'archevêque en 1994 suite à la création de la province ecclésiastique de l'Est, et le Père Pierre Tchouanga, prêtre du Sacré Cœur de Saint Quentin est nommé pour lui succéder à Doumé qui désormais prend la dénomination du diocèse de Doumé-Abong Mbam. En 1999, Mgr Lambert Van Heygen fait valoir ses droits à la retraite, [291] et en 2007 il décède.

Lors d'un entretien en en mai 2004 au directeur de *l'Effort camerounais*, sur son bilan en matière de développement spirituel et matériel, l'évêque relève tout d'abord que « La gloire de Dieu c'est l'homme vivant », avant de mettre l'accent sur l'importance de l'école dont il a œuvré pour la promotion, et sur les différents aspects des richesses de la province de l'Est où il a servi pendant quarante ans. Pierre Tchouanga est nommé pour lui succéder en 1983.

Mgr Pierre Tchouanga est prêtre du Sacré Cœur de Saint Quentin. Natif du diocèse de Nkongsamba en 1928, il ordoné prêtre le 29 juin 1959. Il était, jusqu'à sa nomination en 1983 où il est nommé évêque de Doumé Abong Mbam, recteur de la cathédrale de Nkongsamba, et chargé de l'évangélisation dans le diocèse. Pendant douze ans, de 1983 à 1995 où il donne sa démission, Mgr Pierre Tchouanga n'a pas eu la tâche facile. Il succédait à un Européen avec tout ce que cela comporte au niveau ressouce financière pour le diocèse, et en plus, étant un allogène, beaucoup de son clergé n'en voulait pas de lui. Lui-même nous avoua en 1989 lors d'une visite chez lui, tout en nommant des prêttres que nous connaissions pour avoir fait

[291] Mgr Lambert Van Heygen fait une brève présentation sur lui et sur sa mission au Cameroun dans un entretien accordé au directeur de *l'Effort Camerounais*, l'abbé Antoine de Padoue Tchonang, dans son numéro 330 du 12 au 25 mai 2004.

ensemble une partie de notre formation dans le même séminaire et donc nous ne pouvons citer les noms. L'évêque disait :

> « Certains prêtres du diocèse m'en veulent parce que je ne transige pas avec la situation dans laquelle ils vivent. Il y en a qui vive maritalement, et profitent de ma rigueur quant à cette situation pour actiser des problèmes et des questions tribales. Il y a des tête de liste que tu connais certainement, étant de la même génération que toi à Nkolbisson C'est vraiment un calvaire avec eux, et la moindre décision est taxée de tribalisme. Si j'avais à recommencer, je ne sais pas si j'aurais accepté la charge. Même une des religieuses que j'ai envoyée se former dans la congrégation des sœurs de la Sainte Famille à Bafoussam refuse de venir rendre service à l'évêché. »[292]

C'est dans ce climat que l'évêque renonce à sa charge en 1995, les enracinements des hostilités ayant poussé même un prêtre allogène ordonné par Mgr Tchouanga au compte de ce diocèse, à le quitter de la façon la plus brutale, nous nommons, l'abbé Kemayou Louis incardiné aujourd'hui dans un diocèse aux Etats-Unis.

Mgr Pierre Tchouanga qui aura passé la majeure de son ministère à gérer les hostilités et son rejet, décède en 1998. Il ne sera pas inhumé à la cathédrale de Doumé comme le veut la coutume, mais au cimetière de sa congrégation à Ndoungué près de Nkongsamba. A son départ en 1995, c'est un prêtre polonais, l'abbé Jan Ozga, prêtre *fidei donum* [293]qui est nommé pour le remplacer en 1997. De Mgr Jan Osga, nous n'avons pas de sources comme tel, l'*Annuaire catholique en Afrique occidentale et Centrale* de 1998 ayant laissé le vide sur sa biographie. Une chose est certaine, il a été ordonné évêque en 1997, et jusqu'en 2000, il était encore évêque de Doumé Abong Mbam.

D.4.2. Du diocèse de Bertoua (1983)

Le diocèse de Bertoua est né en 1983, et en 1994, il devient archevêché, avec l'érection des diocèses de Yokadouma le 12 juin 1991, et celui de Batouri le 3 février 1994. En 1994, Mgr Van Heygen en devient l'archevêque jusqu'en 1999 où il donne sa démission pour être remplacé par Mgr Roger Pirenne. Bertoua faisant parti du diocèse de Doumé et constituant la ville principale du diocèse, bénéficiait de toutes les initiatives pastorales en matière sociale et scolaire. C'est de Bertoua qu'est parti Mgr Van Heygen pour être l'évêque du diocèse. Dans

[292] Propos qui nous ont été tenus par Mgr Tchouanga Pierre lors d'une visite chez lui à Doumé en juin 1989.
[293] Le nom *Fidei donum* est donné à tous les prêtres quittant le diocèse où ils sont incardinés, pour aller en mission dans un autre proche ou lointain. C'est en réponse à l'appel de Pie XII qui invite les évêques et les prêtres en 1957 à vivre la dimension missionnaire de l'Eglise, plus particulièrement vers l'Afrique. Dès lors, les prêtres allant en mission portent le nom de l'encyclique *Fidei donum* de 1957 consacré à la mission.

l'élan qu'il avait déjà à Doumé, Mgr Van Heygen laisse comme héritage au Bertoua pour ne citer que cela, un centre de santé à Bélabo, Bertoua, à Tigaza, à Garoua Boulaï, à Bétaré Oya, et un centre, le foyer de Nazareth pour les enfants malnutris.

D.4.3. Du diocèse de Yokadouma (1991)

Son premier pasteur est Mgr Eugeniusz Jurestzko, né en 1939 à Radzionkow, diocèse de Katowice. Prêtre en 1964 au compte des Oblats de Marie Immaculée, il est nommé évêque le 12 juin 1991, et ordonné le 8 setembre 1991 à Yokadouma. Jusqu'en 2000, il est évêque de ce diocèse. De lui, nous n'avons pas de sources pour parler de son engagement sur les questions sociales, mais comme la méthode de l'évangélisation en Afrique et au Cameroun appelle les œuvres soiocaritatives et de charité et d'éducation, il s'y est employé certainement d'une façon ou d'une autre. Ceci est vrai aussi pour tous les autres évêques dont nous n'avons rien mentionné de particulier sur eux.

D.4.4. Du diocèse de Batouri (1994)

Erigé en 1994, il a comme premier pasteur Mgr Roger Pirenne, de la congrégation du CIMC (Congrégation du Cœur de Marie Immaculée). Né à Clermont sur Berwinne dans le diocèse de Liège en Belgique en 1934, il est ordonné prêtre le 3 août 1958. Nommé évêque le 3 février 1994, il est ordonné le 22 mai 1994. Il le reste jusqu'en 2000 où il succède à Mgr Van Heygen comme archevêque de Beretoua, laissant la place à l'abbé Samuel Kléda nommé évêque en 2000. Tout comme sur Mgr Van Heygen, nous n'avons pas de sources sur ce qu'il aurait posé particulièrement comme actes sur les questions sociales et du développement.

Quant à Mgr Samuel Kléda, il est le pasteur de ce diocèse de l'année 2000 au 3 novembre 2007 où il est nommé évêque coadjuteur de Douala avec droit de succession à Douala.

D.5. De L'archidiocèse de Bamenda (1982)

Il y une spécificité anglophone au Cameroun, et ceci du au Traité de Versaille, qui en 1918, plaçait le Cameroun sous mandat Français et Anglais, chaque pays mandaté gerant

comme chez soi, la portion à lui confier. Dans cette logique, le diocèse de Buéa qui couvrait toute la zone anglophone dépendait du diocèse d'Onisha au Nigéria. En 1950, pie XII érige cette portion du peuple de Dieu en vocariat apostolique et en diocèse suffragant de l'Archidiocèse d'Onisha. Il le demeure jusqu'en 1961 où se fait l'unification du Cameroun, et Buéa est désormais suffragant de Yaoundé, jusqu'en 1982 où il réintègre la province ecclésiastique de Bamenda, alors que dès 1970, il a donné naissance au diocèse de Bamenda.

D.5.1. Du diocèse de Buéa (1950)

Ce diocèse érigé en 1950 a successivement eu comme Préfet apostolique, Mgr John Whihen Campling de 1923 à 1925, Mgr Peters Rogan de 1925 à 1939, et comme évêque, Mgr Peters Rogan de 1939 à 1961, Mgr Jules Peters de 1962 à 1973, et Mgr Pius Awa en 1973. Jusqu'en 2000, Mgr Pius Awa était évêque de Buéa. En février 1971, il est nommé évêque coadjuteur de Buéa, et ordonné en mars de la même année. Le 29 janvier 1973, il en devient le titulaire.

L'annuaire des diocèses du Cameroun, 1962 signale déjà beaucoup d'œuvres scolaires et médicales dans ce diocèse. Aussi, on a en 1962 cinq hôpitaux maternités, cinq dispensaires, deux orphelinats, deux écoles des garçons et des filles en 1923, cinq collèges, et plus de trois lycées d'enseignement générale et technique.[294]

En 1970, Buéa donne naissance au diocèse de Bamenda dont le premier évêque est Mgr Paul Verdzekov qui en deviendra le premier archevêque en 1982.

D.5.2. Du diocèse de Bamenda (1970)

Ce diocèse est érigé en 1970, suite à la division du diocèse de Buéa. Son premier pasteur, Mgr Paul Verdzekov est né en 1931 à Nso. Ordonné prêtre à Rome en décembre 1961, il est nommé évêque à Bamenda le 13 août 1970, et ordonné le 8 novembre 1970. En 1982, il en devient l'archevêque suite à la création de la province ecclésiastique, et jusqu'en 2000, il l'était encore. Sa prise de parole sur les questions sociales reste remarquable, à commencer par la lettre pastorale publiée par les deux évêques de Buéa et de Bamenda en 1977 sur la corruption, sans perdre de vue son message à ses chrétiens le 29 novembre 1992 sur la paix

[294] *Information Catholique, Annuaire des diocèses du Cameroun 1962*, *op. cit.*, p. 66-67.

suite aux exactions que commettent les forces de l'odre à l'occasion des tensions sociales de l'année 1992. Cet évêque, comme beaucoup d'autres d'obédience anglophone, est réputé pour ses actions et ses prises de position sur les questions sociales et du développement. Depuis 2006, il fait valoir ses droits à la retraite, et il est remplacé comme archevêque par Mgr Cornélius Essua Fontem qui a cédé le siège de Kumbo à Mgr Georges Nkuo en 2006.

D.5.3. Du diocèse de Kumbo (1982)

En 1982, Kumbo est érigé, et l'abbé Cornélius Esua est nommé évêque. Né en juillet 1943 à Mbetta dans le diocèse de Buéa, il est ordonné prêtre le 29 décembre 1971, puis évêque le 8 décembre 1982. A l'atif de son diocèse, on compte dix sept écoles, un collège d'enseignement général, un collège d'enseignement technique, une école desz infirmiers, et le grand hôpital de Shisong d'une très grande réputation au Cameroun, et d'une grande capacité d'accueil de près de trois cents lits. Jusqu'en 2000, il est évêque de ce diocèse.

D.5.4. Du diocèse de Mamfé (1999)

Ce diocèse est érigé suite à la division du diocèse de Buéa. Son premier évêque est Mgr Françis Tekeye Lysinge. Natif du diocèse de Buéa, il est nommé et ordonné évêque en 1999. A ce jour, il est toujours l'évêque du diocèse de mamfé.

Ainsi, l'Eglise du Cameroun, à travers l'enseignement de son magistère, et à partitr des institutions scolaires, sanitaires et éducatives, reçoit et enseigne sur les questions sociales et de développement. Mais quel est le contenu thématique de cet enseignement tant au niveau du magistère universel que africain et camerounais de 1955-2000 ?

Chapitre 3 :

Le contenu thématique de la doctrine sociale de l'Eglise de 1955 à 2000

Ici nous faisons le choix de regrouper les discours par thème et non par étape, certains textes sur les questions sociales étant liés à la parution des précédents ou les reprenant bien que présentant des aspects nouveaux. C'est les cas de *Mater et magistra* (1961), de la lettre apostolique *Octogesima adveniens* (1971), de *Laborem exercens* (1981) et de *Centesimus annus* (1991) qui tous sont liés à la parution de *Rerum novarum* (1891), alors que *Pacem in terris* (1963), *Gaudium et Spes* (1965), *Populorum progressio* (1967) et *Sollicitudo rei socialis* ont des caractères propres. Le contenu thématique tant au niveau universel, africain que camerounais sur cette période a aussi pour avantage de vérifier une éventuelle interpénétration des discours.

A. Du magistère de l'Eglise universelle

Quelques thèmes dominants traversent tous les discours et les lieux de production de la doctrine sociale de l'Eglise au niveau du magistère universel entre 1955 et 2000.

A.1. La dignité de l'homme et ses droits

La dignité de la personne humaine découle du fait qu'il est « *Imago Dei* » c'est à dire à l'image et à la ressemblance de Dieu. C'est le fondement de sa dignité. « Dieu créa l'homme à son image, à l'image de Dieu il créa, homme et femme il les créa. »[295] Parce qu'il est à l'image de Dieu, la personne humaine se caractérise par la capacité de se connaître, de se posséder, de librement se donner et d'entrer en relation avec d'autres personnes. Il est appelé par la grâce à une alliance avec son créateur et à lui offrir une réponse de foi et d'amour, et la personne humaine est unique au-delà du sexe et des accidents de la vie.[296]

Parce que l'homme est à l'image de Dieu, sa vie est sacrée et inviolable : « tu ne tueras point »[297] car Dieu seul est seigneur de la vie et de la mort ; et tu aimeras ton prochain comme toi-même.[298] Du fait que l'homme est image de Dieu, il en découle qu'il est doté des facultés

[295] Gn1, 27, *La Bible de Jérusalem*, Paris, Desclée de Brouwer, 1999, p. 18.
[296] CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, Paris cerf, 2005 (147, 148).
[297] Ex. 20, 13 : Dt. 5, 17.
[298] Lv. 19, 18 ; voir Mt 22, 37-40 ; Lc. 10, 27-28.

pour raisonner, discerner le bien du mal, et agir librement et volontairement. La Constitution pastorale *Gaudium et spes*, 12, 17, 24, 26, 27 du Concile œcuménique du Vatican, le Catéchisme de l'Eglise Catholique, 27, 356, 358, 1706, 1707, 2235 insistent sur les paramètres et ramifications de la dignité humaine qui confère à l'homme des droits, mais aussi des devoirs, qui sont inaliénables. Toute société juste doit s'appuyer sur ce principe de la dignité de la personne, et l'ordre des choses doit être subordonné à l'ordre des personnes et non l'inverse. Par ailleurs, la personne est la fin dernière de la société et l'homme est la seule créature voulue par Dieu pour elle-même, et ne peut être finalisée à des projets de caractère économique, social et politique même au nom du progrès et du développement qui n'ont pour seul intérêt que l'homme.

Le thème du respect de la dignité humaine est largement abordé dans l'encyclique *Pacem in terris*, § 1-2, dans la Constitution pastorale *Gaudium et spes*, 40, dans la Déclaration *Dignitatis humanae*, dans *Populorum progressio* lorsque le pape Paul VI affirme que le développement implique le respect de la dignité des autres, des valeurs suprêmes et de Dieu qui en est la source et le terme, §43-44). Et dans le cadre du discours sur les droits de l'homme, sur le travail, sur le développement, le pape Jean Paul II revient avec insistance sur la question de la dignité humaine dans son encyclique *Centesimus anno* (§55) en 1991.

Si aujourd'hui l'Eglise Catholique se pose comme le plus grand défenseur des droits de l'homme, son histoire reste controversée sur la question. Cependant, on peut se demander si le contexte n'explique pas cette controverse, ou s'il cache l'expression.

En matière des droits de l'homme, l'Eglise hérite d'un lourd passé pas aisé à assumer. On ne mettrait pas au compte de sa gloire dans ce domaine les aventures de la découverte de l'Amérique, la colonisation de l'Afrique et de l'Asie dans une moindre mesure, et au plus sérieux encore les croisades et l'Inquisition. Il est vrai que le contexte de l'époque peut y être pour beaucoup.

Tout au long du moyen âge, malgré la lutte d'influence entre le sacerdoce et l'empire, il y a eu pendant longtemps l'union du sabre et du goupillon : le roi nommait les papes et les papes reconnaissaient et couronnaient les rois. Par ailleurs la mission était entre les mains des rois qui s'en servaient à des fins politiques jusqu'en 1622 où le pape Grégoire XV reprend en main l'activité missionnaire en créant une congrégation à cette fin, la propaganda fide. Mais malgré ces périodes d'ombre, des hommes religieux tels que le dominicain Bartolomé de Las Casas ont défendu les droits de l'homme en Amérique latine et ailleurs, fondant leur raisonnement sur la dignité humaine et ses droits. Dans son évolution, la question des droits de l'homme connaît un autre rebondissement puisque pour certains papes, c'était synonyme,

compte tenu des idées du siècle des lumières, d'une visée autonomiste et indépendantiste de l'homme par rapport à Dieu. C'est dans ce contexte qu'il faut situer le syllabus de Pie IX, un document annexe à l'encyclique *Quanta cura* en 1864 condamnant les erreurs du monde moderne, l'encyclique elle-même étant une condamnation générale du naturalisme, du libéralisme, de l'indifférentisme, du communisme et du socialisme.

En revenant à la période concernée par notre travail, on pourrait dire que Jean XXIII est le pape qui fait retrouver à l'Eglise les droits de l'homme. Pie XII s'y est rallié lentement et difficilement en 1942. Et « Même La Déclaration universelle des droits de l'homme proclamée en 1948 par les Nations Unies ne fut pas acceptée par l'Eglise à cause d'un article touchant le divorce. »[299]

Jean XXIII, le pape du Concile d'ouverture au monde moderne affirmait « Qu'un des actes les plus importants accomplis par l'O.N.U. a été la Déclaration universelle des droits de l'homme »[300] et il ajoute :

> « Le fondement de toute société bien ordonnée et féconde, c'est le principe que tout être humain est une personne, c'est-à-dire une nature douée d'intelligence et de volonté libre. Par là même il est sujet des droits et devoirs, découlant les uns les autres, ensemble et immédiatement, de sa nature : aussi sont-ils universels, inviolables. »[301]

Et cette lenteur peut se lire encore dans ces propos du pape Jean XXIII dans *Pacem in terris* :

> « Malgré quelques réserves…nous considérons cette déclaration comme un pas vers l'établissement d'une organisation juridico-politique de la communauté mondiale. Cette déclaration reconnaît solennellement à tous les hommes sans exception, leur dignité de personne ; elle affirme pour chaque individu les droits de rechercher librement la vérité, de suivre les normes de la moralité, de pratiquer les devoirs de justice, d'exiger des conditions de vie conformes à la dignité humaine, ainsi que d'autres droits liés à ceux-ci ».[302]

Ce thème de droit de l'homme, dans toutes ses ramifications, traverse toute l'encyclique *Pacem in terris* qui est le premier texte pontifical officiel explicitement consacré aux droits de l'homme :

> « En effet, scrutant les signes des temps, l'Eglise percevait la nécessité de proclamer les droits universels, inviolables et inaliénables de tous les hommes, contre toute discrimination et toute conception particulariste. Pour cela, *Pacem in terris* ne se contente pas de fonder les droits de l'homme sur la loi naturelle inhérente à la création et ordonnée à la rédemption,

[299] DE CHARENNTENAY Pierre, *Le développement de l'homme et des peuples*, Paris, Centurion 1990, P. 75
[300] JEAN XIII, Lettre encyclique *Pacem in terris*, 143
[301] *Pacem in terris*, *op. cit*., 9.
[302] *Ibid.*, 5.

> mais corrige…, en insérant les droits dans un contexte de solidarité et en soulignant les exigences d'ordre communautaire que celle-ci comporte ».[303]

Le Concile emboîte le pas au pape dans la Constitution *Gaudium et spes*, 1 et dans la *Déclaration Dignitatis humanae* où il souligne que les droits de l'homme répondent aux exigences irréductibles de la dignité humaine.

Avec Paul VI, l'étendard des droits de l'homme est porté haut dans son discours à l'O.N.U. en 1965, au B.I.T (Bureau International du Travail) en 1969 à Genève, et en Amérique latine en 1968. Ces repères ne sont pas exhaustifs, car dans l'un ou l'autre discours ou allocution du pape aux audiences générales ou privées, la question des droits de l'homme revient souvent avec d'autres thèmes tels que la paix, la justice et surtout celui du développement dont il est tributaire. La Congrégation pour l'éducation catholique souligne :

> « A son tour, Paul VI, dans l'encyclique *Populorum progressio*, sans séparer les droits de l'homme du domaine de la raison, en procédant surtout selon l'optique suivie par le Concile Vatican II, met en évidence leur fondement chrétien et montre comment la foi en transforme la dynamique interne elle – même. On doit observer par ailleurs que si *Pacem in terris* est la charte des droits de l'homme, *Populorum progressio* constitue la charte des droits des peuples pauvres au développement. Plus tard, Jean Paul II, en approfondissant cette réflexion, fondera les droits humains simultanément sur les trois dimensions de la vérité totale sur l'homme : sur la dignité de l'homme en tant que tel, sur l'homme créé à l'image et à la ressemblance de Dieu, sur l'homme inséré dans le mystère du Christ. Sur cette dignité de l'homme, envisagée à la lumière de l'œuvre rédemptrice du Christ, se fonde la mission salvifique de l'Eglise ; c'est pour cela qu'elle ne peut se taire quand sont lésés ou quand sont en péril les droits inviolables de l'homme et des peuples ».[304]

Le pape Jean Paul II quant à lui, a été surnommé le pape des droits de l'homme, car non seulement nombre de ses discours ont trait à ce sujet, mais surtout parce qu'on lui reconnaît un très grand rôle dans la chute du mur de Berlin en 1989. Jean Offredo cite un intellectuel polonais Adam Michnik qui affirme :

> « Si la politique à l'Est de Paul VI ressemblait à une partie d'échec au cours de laquelle le Vatican répondait aux actions du Kremlin, celle de Jean Paul II ressemble plus à une partie de poker dans laquelle le pape distribue les cartes en jouant gros. »

Et Antoine Casanova va dans le même sens :

> « Entre défense des droits de l'homme et hostilité à tout processus révolutionnaire, les prises de position du pape, sa stature et son autorité morale ont contribué à l'ébranlement du bloc de l'Est. »

---

[303] CONGREGATION POUR L'EDUCATION CATHOLIQUE, *Orientations pour l'étude et l'enseignement de la doctrine sociale de l'Eglise dans la formation sacerdotale*, Rome 1988, Paris, Tequi 1988, p. 39-40.
[304] *Orientations pour l'étude et l'enseignement de la doctrine social de l'Eglise*, *op. cit*, p. 40.

Et il cite les paroles de Jean Paul II au lendemain de la chute du mur de Berlin :

> « Je n'y suis pour rien. L'arbre était déjà pourri. Je l'ai juste secoué un bon coup et les pommes gâtées sont tombées. »[305]

Pierre de Charentenay va dans le même sens lorsqu'il affirme :

> « Jean Paul II, plus qu'aucun autre pape, ne cesse d'appliquer les droits de l'homme. Mais il leur donne un fondement théologique. L'homme est créé à l'image et à la ressemblance de Dieu… et ce caractère sacré vaut à l'homme une dignité infinie… Nous retrouvons ici la doctrine sociale de l'Eglise. Elle est la route que propose l'Eglise pour arriver au respect de tous les droits de l'Homme, droits politiques, économiques (travail, logement, salaires) etc. »[306].

Cependant les droits de l'homme sont à protéger de façon singulière et universelle. Aussi, universalité et singularité constituent des traits distinctifs, des principes de base. On a donc les droits des peuples et nations et les droits individuels. Ces droits de l'homme ont des spécifications dont la liste est dressée par Jean Paul II dans *Centesimus annus* :

> « Parmi les principaux, il faut rappeler le droit à la vie dont fait partie intégrante le droit de grandir dans le sein de sa mère après conception, puis le droit de vivre dans une famille unie et dans un climat moral favorable au développement de sa personnalité ; le droit d'épanouir son intelligence et sa liberté par la recherche et la connaissance de la vérité ; le droit de participer au travail de mise en valeur des biens de la terre et d'en tirer sa subsistance et celle de ses proches ; le droit de fonder librement une famille, d'accueillir et d'élever des enfants, en exerçant de manière responsable sa sexualité. En un sens, la source et la synthèse de ces droits, c'est la liberté religieuse, entendue comme droit de vivre dans la vérité de sa foi et conformément à la dignité transcendante de sa personne. »[307]

Ces indications ne sont pas exhaustives puisqu'elles ne font pas mention du droit de participation à la vie politique que le pape souligne par ailleurs dans l'exhortation apostolique *Christi fideles laïci.*

A.1.1. Le droit à la vie

Il constitue le premier droit qu'énoncent presque tous les documents pontificaux. C'est un droit qui conditionne tout autre droit, et concerne l'homme depuis la conception, la naissance jusqu'à la fin naturelle. Sa formulation aussi claire que discutée sur certains aspects

[305] OFFREDO Jean, « Le Pourfendeur du communisme », p. 26, CASANOVA Antoine, « Les contradictions du lutteur », p.29, *Jean Paul II 25 ans qui ébranlèrent le monde, La vie*, Hors série n°13 (2005).
[306] DE CHARENTENAY Pierre, *Le développement de l'homme et des peuples*, Paris, Centurion, 1990, p. 77.
[307] JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, 47 ; *Compendium de la doctrinale sociale, op. cit.,* p. 86.

apparaît dans l'encyclique *Humanae vitae* de Paul VI en 1968, bien que le Concile du Vatican II en parle en ces termes :

> « De plus, tout ce qui s'oppose à la vie elle-même, comme toute espèce d'homicide, l'avortement, l'euthanasie et même le suicide délibéré ; tout ce qui constitue une violation de l'intégrité de la personne humaine comme les mutilations, la torture physique ou morale…toutes ces pratiques et d'autres analogues sont, en vérité, infâmes….elles déshonorent ceux qui s'y livrent…et insultent gravement à l'honneur du Créateur. »[308]

Mais ce droit, dans la société, en même temps qu'il est conféré aux uns, crée chez les autres un devoir, celui de le reconnaître et de le respecter.

A la suite du Concile, Paul VI dans *Humanae vitae* (sur le mariage et la régulation des naissances) le 25 juillet 1968 souligne :

> « Nous devons encore une fois déclarer qu'est absolument à exclure, comme moyen licite de régulation des naissances, l'interruption directe du processus de génération déjà engagé, et surtout l'avortement directement voulu et procuré, même pour des raisons thérapeutiques. Est pareillement à exclure, comme le Magistère de l'Eglise l'a plusieurs fois déclaré, la stérilisation, qu'elle soit perpétuelle ou temporaire, tant chez l'homme que la femme. »[309]

Et il poursuit :

> « La vie humaine est sacrée parce que, dès son origine, elle comporte l'action créatrice de Dieu et demeure pour toujours dans une relation spéciale avec le créateur, son unique fin. Dieu seul est le maître de la vie de son commencement à son terme : personne, en aucune circonstance, ne peut revendiquer pour soi le droit de détruire directement un être humain innocent. »[310]

Aussi, Paul VI met-il à contribution les gouvernants, les scientifiques, les médecins, les évêques, les prêtres, et les foyers de se faire apôtres pour défendre la vie, la famille et le mariage.

Le plus grand discours sur la vie dans toutes ses dimensions et dans tous les domaines est de Jean Paul II dans l'encyclique *Evangelium vitae* en date du 25 mars 1995. C'est vraiment un évangile pour la vie. Le pape, en même temps qu'il exalte la vie comme un don et un bien reçu et donc à entretenir selon l'esprit du donateur, reprend l'enseignement de son prédécesseur Paul VI en dénonçant tous les lieux de menace de la vie. Il y ajoute les conditions de travail dégradantes qui réduisent les travailleurs au rang de purs instruments de rapport, sans égard pour leur personnalité libre et responsable.

Ce droit à la vie n'est pas qu'individuel. Il concerne aussi les peuples et les nations qui ont chacun et chacune droit à l'autodétermination et de leur libre coopération en vue du bien

---

[308] Concile Œcuménique Vatican II, Cons*t.* Past. *Gaudium et spes*, 27§3§.
[309] Paul VI, *Humanae vitae*, 14.
[310] *Ibid.*, 13.

supérieur de l'humanité. Si l'homme a droit à la vie, il reste qu'il est un animal social, c'est-à-dire qu'il vit en société. Aussi a-t-il droit à une vie sociale vécue dans le mariage et la famille.

A.1.2. Le droit à la vie sociale : le mariage et la famille

A.1.2.1. Le mariage

Le Concile œcuménique Vatican II rappelle que le couple constitue « L'expression première de la communion des personnes ».[311] Le récit de la Genèse repris par le catéchisme de l'Eglise catholique souligne d'avantage que « Eve est créée semblable à Adam, comme celle qui, dans son altérité, le complète pour former avec lui une seule chair. »[312] Le mariage, expression libre de la volonté des époux, est donc le fondement de la famille dans le respect et les valeurs propres à cette institution qui ne relève pas de l'homme mais de Dieu en propre

> « Car Dieu lui-même est l'auteur du mariage qui possède des valeurs et des fins diverses. L'institution du mariage « communauté profonde de vie et d'amour » (…) fondée et dotée de ses lois propres par le Créateur—n'est donc pas une création due à des conventions humaines et à des contraintes législatives, mais doit sa stabilité à l'ordonnancement divin. C'est une institution qui naît notamment pour la société de l'acte humain par lequel les époux se donnent et se reçoivent mutuellement, comporte un engagement définitif exprimé par le consentement réciproque, irrévocable et public, a les traits caractéristiques suivants : la totalité par laquelle les époux se donnent mutuellement dans toutes les composantes, physiques et spirituelles ; l'unité qui fait d'eux une seule chair ; l'indissolubilité et la fidélité que comporte le don réciproque et définitif ; la fécondité à laquelle il s'ouvre naturellement…La polygamie est une négation radicale du dessein originel de Dieu, parce qu'elle est contraire à l'égale dignité personnelle de la femme et l'homme lesquels dans le mariage se donnent dans un amour total qui de ce fait même, est unique et exclusif. »[313]

C'est dans ce cadre que se construit la famille, cellule première de la société, lieu premier d'humanisation de la personne et de la société, et berceau de la vie et de l'amour.[314]

---

[311] *Concile Vatican II, op. cit.,Const. Past. Gaudium et spe*s, 12.
[312] Cf *Catéchisme de l'Eglise Catholique*, 1603.
[313] *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise, op. cit.* pp. 124-125 § 215 ; 216 ; 217. Ces pages reprennent les enseignements déjà contenus dans la Const. Past. *Gaudium et spes*, 48 et dans l'Exhortation apostolique *Familiaris consortio*, 13 ; 19 ; 45.
[314] Cf. Exhortation apostolique *Christifideles laïci*, 40.

A.1.2.2. La famille

C'est en son sein que les enfants apprennent les premières leçons de la sagesse, de la morale, des responsabilités sociales et de la solidarité, de la vie pratique et des vertus. La Sainte famille de Joseph, Marie, et Jésus est prise comme exemple et modèle par Paul VI dans son discours à Nazareth le 5 janvier 1964. La famille est importante pour la personne qui y trouve un lieu d'éducation au vrai et au bien, qui y apprend à vivre en communion et à se donner aux autres, pour s'épanouir et se préparer à affronter la société. Elle est importante pour la société car elle est la première société humaine, toute société est à son reflet étant la meilleure garantie contre l'individualisme ou le collectivisme, la personne y étant toujours considérée comme une fin et jamais comme un moyen, et toute société étant liée à la prospérité de la communauté familiale. C'est au sein de la famille que les premières règles pour la vie en société se transmettent, tant au niveau culturel que spirituel. Elle est le berceau de la vie et de l'amour.[315] C'est ce que défend fortement Paul VI dans *Humanae vitae*. Cette importance de la famille crée des droits inviolables dans l'éducation et exige des moyens que l'Etat doit mettre à sa disposition pour assumer l'ensemble de ses responsabilités. Elle a le droit et le devoir d'être protagoniste de toute initiative quelqu'en soit la nature qui aurait une répercussion sur la vie familiale, à commencer par la vie économique qui suppose le travail comme moyen d'épanouissement pour l'homme.

A.2. La vie économique

Notre travail ne consiste pas à faire une approche vétéro-ou néo-testamentaire sur la vie économique. Il s'agit de dire sur quel angle, et quelle conception de l'économie ressort de l'enseignement du magistère depuis 1955, bien qu'il fasse référence au magistère d'avant cette période et aux sources bibliques.

La seconde guerre mondiale a eu aussi pour conséquence le dévoilement de la différence entre pays riches et pauvres, et entre riches et pauvres. Cette situation nouvelle devient objet de réflexion et d'action pastorale de l'Eglise et de son magistère. La question sociale initialement restreinte à la classe ouvrière européenne et américaine s'universalise et implique toutes les classes, tous les pays et le contexte international. Le pape Jean XXIII porte ce souci lorsqu'il convoque le Concile Vatican II, souci qui apparaît très fort dans l'encyclique *Mater et magistra* en 1961. Cette encyclique se veut une mise à jour de *Rerum novarum* de

[315] *Ibid*.

Léon XIII, dans laquelle il dénonce les inégalités tant entre les divers secteurs de l'économie qu'entre les divers pays et régions, le phénomène de surpopulation et du sous développement qui, faute d'entente et de solidarité créent entre nations des abîmes ou des fossés insupportables. Le développement, pour l'être pleinement, doit être solidaire et concerner tous les pays. C'est l'indice capital pour qu'il y ait la paix, une paix à condition qu'il y ait la justice, la vérité, l'amour et la charité telle que ces vertus apparaissent dans l'encyclique *Pacem in terris* en 1963.

Au Concile Vatican II, il est souligné que l'élimination des inégalités sociales et économiques dépend de la conception du développement, une conception qui :

> « Vise en effet à promouvoir le bien de l'homme tout entier, intégralement considéré, c'est-à-dire en tenant compte de ses nécessités d'ordre matériel et des exigences de sa vie intellectuelle, morale, spirituelle, et religieuse, en dépassant ainsi les oppositions traditionnelles entre producteurs et consommateurs et les discriminations qui offensent la dignité de la grande famille humaine. »[316]

Par ailleurs, le Concile Vatican II souligne que « c'est l'homme en effet, qui est l'auteur, le centre et le but de toute la vie économico sociale »[317] sans perdre de vue que « la fin de l'économie ne réside pas dans l'économie elle-même, mais dans sa destination humaine et sociale ».[318] L'objet de l'économie est la formation de la richesse et son accroissement progressif, en termes non seulement quantitatifs, mais qualitatifs, car le développement ne peut pas être réduit à un simple processus d'accumulation de bien et de service, ce qui créerait une société de consommation dont les dangers seraient l'esclavage de la possession des biens matériels et de la jouissance immédiate. L'économie et le progrès matériel sont au service de l'homme et de la société, et tous sont responsables et participatifs, souligne l'encyclique *populorum progressio*.

Si la liberté dans le domaine économique est permise, si la propriété privée et la responsabilité personnelle sont reconnues, il n'en demeure pas moins vrai que ce qui est inacceptable, c'est la liberté économique non encadrée juridiquement, la méconnaissance de la liberté intégrale de la personne, et l'ignorance de la finalité éthique et religieuse de la liberté humaine.[319] Ici surgit la question de l'entreprise et ses fins. Elle est une société de personnes dont les fins sont au service du bien commun, bien commun économique que sont la production de biens et de services, la création de richesses pour les propriétaires mais aussi pour les autres acteurs économiques ; bien commun d'ordre social parce que créant des opportunités de

[316] *Concile Vatican II*, Const. *Past. Gaudium et spes*, 64-65.
[317] *Ibid*., 63.
[318] *Catéchisme de l'Eglise Catholique*, *op. cit.*, 2426
[319] JEAN-PAUL II, Encycl. *Centesimus annus*, 42 *: AAS* 83 (1991) 845-846.

rencontre, de collaboration, de mise en valeur des capacités des personnes. L'économie et les moyens matériels sont un instrument de la croissance globale de l'homme et de la société, l'économie étant au service de la qualité humaine de la vie. Dans cette perspective, la richesse existe pour être partagée, d'où les principes du bien commun et de la destination universelle des biens.

Le bien commun est défini par Jean XXIII comme « l'ensemble des conditions sociales qui permettent et favorisent dans les êtres humains le développement intégral de la personne. »[320]

Le Concile Vatican II en donne une définition un peu plus large, entendu comme : « Cet ensemble de conditions sociales qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun des membres, d'atteindre leur perfection d'une façon plus totale et plus aisée ».[321]

Nous notons que Pie XI, citant implicitement *Rerum novarum*, en avait déjà abordé la notion du bien commun en ces termes :

> « Il importe donc d'attribuer à chacun ce qui lui revient et de ramener aux exigences du bien commun ou normes de la justice sociale la distribution des ressources de ce monde, dont le flagrant contraste entre une poignée de riches et une multitude d'indigents atteste que de nos jours, aux yeux de l'homme de cœur, les graves dérèglements ».[322]

Et Léon XIII en faisait déjà le but de la vie sociale : «Le but de la vie sociale est le bien commun historiquement réalisable. »[323]

Au cœur du bien commun se trouvent la dignité, l'unité et l'égalité de toutes les personnes, il est à tous et à chacun, il est indivisible car il ne peut s'accroître et ne se conserver qu'ensemble, il est à l'agir social ce qu'est le bien à l'agir moral. Il a des exigences dérivant des conditions sociales et liées au respect et à la promotion intégrale de la personne et de ses droits fondamentaux que sont l'engagement pour la paix, l'organisation des pouvoirs de l'Etat, l'ordre juridique solide, la sauvegarde de l'environnement, la prestation des droits élémentaires tels que le droit à l'alimentation, au logement, au travail, à l'éducation, au transport, à l'accès à la culture, à la libre circulation des informations, à la santé. [324] Chacun doit, selon ses capacités, collaborer à sa réalisation et en bénéficier tant au niveau de la justice sociale que dans la

---

[320] JEAN XXIII, Lettre Encycl. *Mater et magistra* (15 mai 1961) : *AAS*, 53 (1961) 417. Voir aussi PIE XII dans sa radio message de Noël (du 24 décembre1942) *AAS*, 35 (1943) 13.
[321] Const. Past. *Gaudium et spes*, 26 ou cf. *Catéchisme de l'Eglise Catholique* n° 1905-1912.
[322] PIE XI, Lettre Encycl. *Quadragesimo anno* : *AAS* 23(1931) 197.
[323] LEON XIII, *Rerum novarum* : *Acta Leonis XIII*, 11 (1892) 133-135 ; PIE XII, *Radio message pour le 50ème anniversaire de* « *Rerum novarum* » : *AAS* 33 (1941) 200.
[324] Cf. Const. *Past. Gaudium et spes*, 26.

distribution des ressources du monde. Il est la raison d'être de l'autorité politique et n'est pas une fin en soi.[325]

Son objectif est de donner des conditions nécessaires au développement intégral des personnes et des peuples par la promotion d'un monde où chacun peut donner et recevoir, où chacun peut travailler et disposer des biens, mais une disposition subordonnée à la destination universelle des biens.

Au sujet de la destination universelle des biens, le Concile Vatican II affirme que « Dieu a destiné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples, de sorte que les biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon la règle de la justice inséparable de la charité ».[326] Il en découle que le droit à la propriété privée, bien que indispensable et nécessaire, doit se circonscrire dans les limites qu'impose sa fonction sociale. Jean Paul II va en ce sens lorsqu'il affirme :

> « La tradition chrétienne n'a jamais soutenu ce droit comme un droit absolu et intangible. Au contraire, elle l'a toujours entendu dans le contexte plus vaste du droit commun de tous à utiliser les biens de la création entière : le droit à la propriété privée est subordonné à celui de l'usage commun, à la destination universelle des biens ».[327]

Le Concile Vatican II reconnaît que la propriété privée est un bien qui a ses bienfaits, puisqu'elle assure une zone d'autonomie personnelle et familiale, prolonge la liberté humaine, stimule l'exercice de la responsabilité, constitue l'une des conditions de la liberté civile et un élément essentiel d'une politique économique authentiquement sociale et démocratique, et est la garantie d'un ordre juste.[328] Le disant, le Concile s'inscrit dans la ligne de Léon XIII qui disait que tous doivent, dans une certaine mesure devenirs propriétaires, sans pour autant que cette propriété soit possédée confusément.[329]

Dans la même perspective de réglementer le droit à la propriété privée, Paul VI souligne : « En effet, la propriété privée, quelles que soient les formes concrètes des régimes et des normes juridiques relatives à celles-ci, n'est par essence qu'un instrument pour le respect du principe de la destination universelle des biens et par conséquent, en dernier ressort, non pas une fin mais un moyen. »[330] Jean Paul II attire l'attention sur le fait que la propriété individuelle n'est pas la seule forme légitime de possession, étant donné l'ancienne forme de propriété communautaire existant dans de nombreux peuples indigènes. Malgré son importance

[325] JEAN PAUL II, *Centesimus annu*s, 41.
[326] Const. Past. *Gaudium et spes*, 69.
[327] Lettre Encycl. *Laborem exercens*, (14 septembre 1981), 14 : *AAS* 73 (1981) 613
[328] Const. *Past. Gaudium et spes*, 71.
[329] Lettre Encycl. *Rerum novarum*, *Acta Leonis XIII*, 11 (1892) 102.
[330] Lettre Encycl. *Populorum progressio*, 22-23 *AAS* 59 (1967) 268-269.

économique, culturelle et politique, ce type de propriété est appelé à évoluer. La distribution équitable de la terre demeure cruciale dans les pays en voie de développement ou qui sont sortis des systèmes collectivistes ou de colonisation.[331]

A ce principe de destination universelle des biens, se greffe une sollicitude particulière pour les pauvres, pour ceux qui se trouvent dans des situations de marginalité, les personnes dont les conditions de vie entravent une croissance appropriée. Jean Paul II rappelle dans ces cas l'option préférentielle pour les pauvres qui ne le sont pas que matériels, mais aussi culturels et religieux. [332] Cependant, c'est par le travail que l'homme maîtrise la terre et peut jouir des fruits, le travail, un thème à la source de la doctrine sociale de l'Eglise.

A.3. Le travail

C'est la clé essentielle de la question sociale depuis que *Rerum novarum* dans son contenu, a développé les thèmes de la dignité des personnes, le droit de propriété, la nécessaire collaboration des classes sociales, les droits des ouvriers, les obligations des protagonistes du travail, le droit des associations et la nécessité des œuvres sociales et d'assistance.

Le magistère de l'Eglise est revenu sur ce thème dans son enseignement social entre 1955 et 2000. Comment et sur quels aspects nouveaux en parle-t-il ? Peut-on parler du travail sans parler de sa dignité, de la dignité du travailleur, et de tout ce qu'il implique comme rapport à l'ensemble de la vie ?

Léon XIII définissait le travail comme : « l'activité humaine ordonnée à la satisfaction des besoins de sa vie, notamment à sa conservation ».[333] Pour Jean Paul II dont toute une encyclique *Laborem exercens* est consacré à la question du travail sous plusieurs aspects, définir le travail, c'est évoquer sa dignité dans ses dimensions à la fois subjective et objective, sa dimension communautaire, son rapport avec le capital et la propriété privée, sans perdre de vue la participation de tous. C'est aussi évoquer le droit au travail, les droits des travailleurs et la solidarité entre les travailleurs.

Selon Jean Paul II, il y a un sens objectif et un sens subjectif du travail, et ce n'est en tant que personne que l'homme est sujet du travail qui dans son sens objectif est :

> « L'ensemble des activités, de ressources, d'instruments et de techniques dont l'homme se sert pour produire, pour dominer la terre…Le travail au sens subjectif est l'agir de l'homme

[331] CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, *op. cit.*, 180 p. 100.
[332] Voir Discours à la troisième Conférence Générale de l'Episcopat latino-américain, Puebla (28 janvier 1979), 1/8 *: AAS* 71 (1979) 194-195.
[333] Voir dans Lettre Encycl. *Centesimus annus* 1er mai 1991, Paris, Pierre Tequi, 1991, p. 13-14.

> en tant qu'être dynamique, capable de décider lui-même et tendant à se réaliser lui-même ».[334]

Dans cette signification du travail, apparaît au niveau objectif son aspect contingent alors qu'au niveau subjectif, le travail, expression essentielle de la personne, se présente comme sa dimension stable, ne dépendant que du fait de sa dignité d'être personnel, et non élément impersonnel de l'organisation productrice. Le but du travail reste toujours l'homme lui-même, le travail étant pour l'homme et non l'homme pour le travail comme il ressort du *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise* en ces termes :

> « Indépendamment de son contenu objectif, le travail doit être orienté vers le sujet qui l'accomplit, car le but du travail, de n'importe quel travail, demeure toujours l'homme. Même si on ne peut pas ignorer l'importance de la dimension objective du travail sous l'angle de sa qualité, cette dimension doit être subordonnée à la réalisation de l'homme, et donc à la dimension subjective, grâce à laquelle il est possible d'affirmer que le travail est pour l'homme et non l'homme pour le travail ».[335]
>
> « Le but du travail, de tout travail exécuté par l'homme, fût-ce le plus humble service, le travail le plus monotone selon l'échelle commune d'évaluation, voire le plus marginalisant, reste toujours l'homme lui-même ».[336]

Par ailleurs, le travail humain a une dimension sociale intrinsèque car c'est avec et pour les autres aussi que l'on travaille et les fruits du travail sont aussi l'occasion d'échanges, de relations et de rencontres. Le travail est aussi une obligation et un devoir pour l'homme parce que c'est une exigence de son épanouissement et du développement de son humanité, une obligation par rapport à sa famille, la société et la nation et aussi un héritage reçu à transmettre aux générations de demain.

Si par le travail l'homme domine le monde conformément au dessein de Dieu « dominez la terre, soumettez-là », il ne s'en suit pas qu'il est le maître absolu de l'univers, mais le dépositaire appelé à refléter dans son œuvre l'empreinte de Celui dont il est l'image. Et de par son caractère subjectif et personnel, le travail est supérieur à tous les autres facteurs, entre autres celui du capital entendu comme moyens matériels de production, ressources financières, opérations sur les marchés boursiers. Il y a dans le travail une priorité intrinsèque sur le capital et une complémentarité de l'un à l'autre : priorité car le travail est toujours une cause efficiente première tandis que le capital matériel est une cause instrumentale, la complémentarité procédant du fait que « Il ne peut pas avoir de capital sans travail ni travail

---

[334] Voir dans *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, *op. cit.* p. 155.
[335] Conseil Pontifical Justice et Paix, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, *op. cit.*, p. 156.
[336] JEAN PAUL II, Encycl. *Laborem exercens*, 6 : AAS 73 (1981) 592 ; ou *Catéchisme de l'Eglise Catholique*, 2428.

sans capital »[337]. C'est dans le même sens que Jean Paul II souligne que : « le développement intégral de la personne humaine dans le travail ne contredit pas, mais favorise plutôt, une meilleure productivité et une meilleure efficacité du travail lui-même ».[338]

Le rapport entre le travail et le capital exige la participation de tous, chacun à sa façon, doit apporter sa pierre pour la construction de l'édifice. Ce rapport s'établit aussi entre travail et propriété privée, car les moyens de production ne sauraient être possédés contre le travail et ne peuvent être non plus possédés pour posséder. Le droit à la propriété privée est subordonné au principe de la destination universelle des biens et ne doit pas constituer un motif pour empêcher le travail et le développement d'autrui, toute forme de propriété devant servir au travail qui par ailleurs demeure un droit.

« Le travail est un droit fondamental et c'est un bien pour l'homme »[339]. Le travail est nécessaire et vital pour fonder et faire vivre la famille, pour avoir droit à une propriété, pour contribuer au bien commun, le chômage étant une véritable calamité sociale, surtout pour les jeunes générations. Il est un bien pour tous, qui doit être disponible pour tout ceux qui en sont capables, un système économique se mesurant en fonction des perspectives de travail qu'il peut offrir à l'individu, et à la famille, le travail étant le fondement sur lequel s'édifie la vie familiale comme le précise Jean Paul II dans *Laborem exercens*, les femmes ayant droit au travail, leur génie féminin étant nécessaire dans toutes les expressions de la vie sociale.

Mais le travail, au lieu d'être une richesse, peut devenir une pauvreté. Aussi, il y a un droit des travailleurs relevant de la nature de la personne humaine et de sa dignité. Ce droit prend en compte la juste rémunération, le repos, des méthodes de travail qui ne blessent pas l'intégrité morale et physique. Le travailleur n'a pas à être violenté dans sa conscience et sa dignité, et il a droit à l'assistance face au chômage, à la maladie, à la vieillesse, aux accidents du travail, il a droit à des mesures sociales liées à la maternité et un droit de se réunir et de s'associer, et un droit de grève après que toutes les autres modalités de dépassement de conflits se soient révélées inefficaces.[340]

Si par le travail l'homme satisfait à ses besoins, ceux-ci par contre s'étendent bien au-delà des catégories purement économiques, l'homme étant un être de besoin sur plusieurs plans, d'où la question de développement qu'abordent de façon très particulière Paul VI dans l'encyclique *Populorum progressio* et Jean Paul II dans l'encyclique *Sollicitudo rei socialis*.

---

[337] LEON XIII, *Rerum novarum*, *Acta Leonis XIII*, 11 (1892) 109.
[338] JEAN PAUL II, *Lettre Encycl. Centesimus annus*, 43 *: AAS* 83 (1991) 847.
[339] Cf. Concile Œcuménique du Vatican II, *Const. Past. Gaudium et spes*, 26 : *AAS* 58 (1966) 1046-1047 ; JEAN PAUL II, Lettre Encycl. *Laborem exercens*, 9, 18 : *AAS* 73 (1981) 598-600, 622-625.
[340] Cf. CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, *op. cit.*, p. 171-172.

La question du développement depuis le pape Jean XXIII, est une grande préoccupation.

Pour souligner le lien entre évangélisation et développement, Paul VI soulignait :

> « L'Eglise n'a jamais négligé de promouvoir l'élévation humaine des peuples auxquelles elle apportait la foi au Christ. Ses missionnaires ont construit, avec des églises, des hospices et des hôpitaux, des écoles et des universités…Qu'il suffise de rappeler l'exemple du P. Charles de Foucault, qui fut jugé digne d'être appelé pour sa charité, « le Frère universel » et qui rédigea un précieux dictionnaire de la langue touareg…Mais désormais, les initiatives locales et individuelles ne suffisent plus. La situation présente du monde exige une action d'ensemble à partir d'une claire vision de tous les aspects économiques, sociaux, culturels et spirituels. »[341]

Et le pape ajoute que le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme. C'est ce qu'affirmait déjà le père dominicain Louis Lebret :

> « Nous n'acceptons pas de séparer l'économique de l'humain, le développement des civilisations où il s'inscrit. Ce qui compte pour nous, c'est l'homme, chaque homme, chaque groupement d'hommes, jusqu'à l'humanité tout entière. »[342]

Paul VI dans l'encyclique souligne les dimensions individuelles et communautaires du développement comme étant inséparablement liées, le développement étant le passage des conditions de vie moins humaines à des conditions plus humaines. Les conditions moins humaines se vérifient quand il y a des carences matérielles et morales, et des structures oppressives. Les conditions humaines requièrent la possession du nécessaire, l'acquisition des connaissances et de la culture, le respect de la dignité des autres, la reconnaissance des valeurs suprêmes et de Dieu, et enfin, la vie chrétienne de foi, d'espérance et de charité.[343] Mais Paul VI insiste sur le développement solidaire de l'humanité appelant l'assistance aux plus faibles dans l'aide contre la faim et par le devoir de solidarité, l'équité dans les relations commerciales avec des mesures à prendre et des obstacles à surmonter tels que le nationalisme et le racisme. Sur la charité universelle, la paix est pour lui la condition *si ne qua none* pour qu'il y ait le développement.

A l'occasion de la commémoration des vingt ans de l'encyclique *Populorum progressio*, Jean Paul II revient sur le thème de développement dans *Sollicitudo rei socialis* en 1987. Si pour Paul VI le développement est le nouveau nom de la paix, pour Jean Paul II c'est la

---

[341] Lettre Encycl. *Populorum progressio, op cit*.12 ; 13, Paris, Pierre Tequi, 1967, pp.10-11.

[342] LEBRET L.-J., O.P., « Dynamique concrète du développement », *in Economie et Humanisme,* Paris, Ed. Ouvrières, 1961, p. 28. Louis Lebret va aussi dans le même sens lors de la conférence qu'il tint en 1963 sur le thème « L'Afrique devant les mutations du monde », *in L'Effort camerounais*, du 6 au 12 janvier 1963, p. 6-8.

[343] Cf. Lettre Encycl. *Populorum progressio*, 20-21 : *AAS* 59 (1967) 267-268.

solidarité. « La paix est le fruit de la solidarité. »[344] Deux thèmes principaux y sont évoqués pour parler du vrai développement : la situation dramatique du monde contemporain notamment le manque du développement dans Tiers monde d'une part, et d'autre part le sens, les conditions et les exigences d'un développement digne de l'homme :

> « Parmi les causes du manque de développement, se trouvent mentionnés l'opposition entre le bloc oriental et le bloc occidental avec, en conséquence, la course aux armements, le commerce des armes et diverses entraves de caractère politique s'interposant aux décisions de coopération et de solidarité entre les nations…Pour ce qui concerne le deuxième thème principal de l'encyclique, à savoir la nature d'un vrai développement, on présente surtout des éclaircissements sur la différence entre progrès indéfini et développement. A ce sujet, on insiste pour dire que le vrai développement ne peut se limiter à la multiplication des biens et des services, à ce qu'on possède, mais qu'il doit favoriser la plénitude de l'être humain ».[345]

Parmi les causes du mal développement, Jean Paul II évoque les causes politiques. Après la seconde guerre mondiale, il y a deux blocs opposés, bloc de l'Est dit communiste réuni autour de l'URSS et ses alliés, et l'Ouest dit capitaliste réuni autour des Etats-Unis et ses alliés, bloc d'opposition d'ordre politique, chacun ayant son mode d'organisation social, son système social : capitalisme libéral pour le bloc Ouest, et collectivisme marxiste pour le bloc Est. [346]

Pour le centième anniversaire de *Rerum novarum*, Jean Paul II promulgue l'encyclique *Centesimus annus* où il reprend un des principes fondamentaux de la doctrine sociale et politique déjà présent dans *Rerum novarum* en ces termes :

> « Le principe de solidarité, comme on dit aujourd'hui…a été énoncé à plusieurs reprises par Léon XIII sous le nom d'amitié…Pie XI le désigna par le terme non moins significatif de charité sociale, tandis que Paul VI, élargissant le concept en fonction des multiples dimensions modernes de la question sociale, parlait de civilisation de l'amour. Jean Paul II souligne comment l'enseignement social de l'Eglise suit l'axe de la réciprocité entre Dieu et l'homme : reconnaître Dieu en chaque homme et chaque homme en Dieu est la condition d'un développement humain authentique. L'analyse articulée et approfondie des « *res novae* » et, en particulier, du grand tournant de 1989 avec l'effondrement du système soviétique, contient une appréciation de la démocratie et de l'économie libérale, dans le cadre d'une solidarité indispensable ».[347]

---

[344] JEAN PAUL II, Lettre Encycl. *Sollicitudo rei socialis*, 39 : *AAS* 80 (1988) 568.
[345] CONGREGATION POUR L'EDUCATION CATHOLIQUE, *Orientations pour l'étude et l'enseignement de la doctrine sociale de l'Eglise dans la formation sacerdotal*e, 26 Typographie Polyglotte vaticane, Rome 1988, p. 32-33.
[346] Capitalisme libéral et collectivisme marxiste sont deux expressions désignant des systèmes économiques de forme pure. Le premier fondé sur la liberté en économie, l'autre sur la propriété collective des moyens de production et la planification. Il y a absence de solidarité dans le premier cas, et l'absence de liberté dans le second cas qui posent un des problèmes de moralité de ces systèmes. Les deux idélogies libérale et marxiste avaient été déjà critiquées par Paul VI dans sa lettre au Cardinal Roy (voir dans *Octogesima adveniens*, en 1977, n° 26.
[347] Conseil Pontifical Justice et Paix, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, *op. cit.*, 103, p. 58-59.

Et la question du développement authentique suppose et appelle la volonté politique et la vie politique dans son fondement et sa fin, d'où le thème de la communauté politique.

A.4. La vie politique

Le Concile Vatican II souligne que : « La personne humaine est le fondement et la fin de la communauté politique ».[348] La communauté politique découle de la nature des personnes, dont la conscience leur révèle et leur enjoint de respecter ».[349] Elle trouve comme le dit Pie XII, dans la référence au peuple sa dimension authentique : « Elle est, et doit être en réalité, l'unité organique et organisatrice d'un vrai peuple ».[350] Le peuple n'est donc pas une multitude amorphe, une masse inerte à manipuler et à exploiter, mais un ensemble de personne qui a la possibilité de se former une opinion sur la chose publique, qui a la liberté d'exprimer sa sensibilité politique et de la faire valoir avec le bien commun, qui vit de la plénitude de la vie des hommes qui le composent en personnes responsables. Ce qui caractérise en premier lieu un peuple, c'est le partage de vie et de valeurs, qui est source de communion spirituelle.

Pour Jean XXIII la vie en société est échange et connaissance dans la lumière de la vérité, exercice et accomplissement des devoirs, émulation dans la recherche du bien moral, disposition permanente à communiquer à autrui le meilleur de soi même, aspiration commune à un enrichissement spirituel ; autant de valeurs qui doivent animer et orienter toutes choses ; culture, économie, organisation sociale, politique, législation.[351]

L'enseignement social de l'Eglise affirme que les minorités constituent des groupes jouissant de droits et devoirs spécifiques : droit à l'existence, droit de conserver leur culture, langue, leur conviction religieuse, mais aussi le devoir de coopérer au bien commun de l'Etat, de promouvoir la liberté et la dignité de chacun de leurs membres, de respecter les choix de ceux qui décideraient de passer à la culture majoritaire. Elles peuvent rechercher une plus autonomie, voire leur indépendance, le dialogue et la négociation étant le chemin pour arriver à la paix.[352]

La communauté politique, a le devoir de protéger et promouvoir les droits de l'homme, la vie en société basée sur l'amitié civile comprise comme mise en œuvre la plus authentique

[348] Const. Past. *Gaudium et spes*, 25 : *AAS* 58 (1966) 1045-1046.
[349] JEAN XXIII, Encycl. *Pacem in Terris: AAS* 55 (1961) 258.
[350] PIE XII, *Radio message de Noël 1944*, (24 décembre 1944) : *AAS* 37 (1945) 13.
[351] Cf. Encycl. *Pacem in Terris*: *AAS* 55 (1963) 266.
[352] Cf. JEAN PAUL II, *Message pour la journée mondiale de la paix 1989*, 11 : *AAS* 81 (1989) 101.

du principe de la fraternité qui est inséparable de celui de la liberté, et d'égalité.[353] La vie en société devient d'autant plus humaine qu'elle est tendue vers la civilisation de l'amour comme le relevait Paul VI en 1977 dans son message pour la journée mondiale de la paix, la justice pouvant être considérée comme la mesure minimum de l'amour, et la charité la mesure maximum, toute garantie par l'autorité politique.

A.4.1. L'autorité politique

Aucune société n'a de consistance sans un chef dont l'action efficace et unifiante mobilise tous ses membres au service du bien commun car Dieu a doté de sociabilité la nature humaine, et il s'en suit que toute communauté humaine, a besoin d'une autorité qui la régisse, une autorité qui, comme la société, a pour auteur Dieu.[354] Son rôle : garantir la vie ordonnée et droite de la communauté, respecter le principe de subsidiarité, orienter les personnes et les groupes vers la réalisation du bien commun, servir la croissance humaine intégrale.

Les valeurs propres à l'exercice de l'autorité sont : l'ordre moral, le bien commun conçu de manière dynamique et l'ordre juridique légitimement établi. Le sujet de l'autorité est le peuple, détenteur de la souveraineté. C'est lui qui transfère l'exercice de la souveraineté à ceux qui le représentent, droit valide tout régime politique dont le système démocratie en permet et en garantit une meilleure pratique, même si le consensus populaire ne suffit pas à justifier n'importe quel exercice de l'autorité.

Comme force morale, l'autorité doit se laisser guider par la loi et l'ordre moral, lequel repose sur Dieu, son principe et sa fin tel que le souligne Jean XXIII dans *Pacem in terris*.[355] L'autorité ne peut être déterminée uniquement par des critères sociologiques et historiques, ce qui aurait pour conséquence le refus d'un ordre moral transcendant rendant impossible les rencontres et les accords, désintègre tout ordre séculier, affaiblit l'autorité dans sa force et sa légitimité morale, dégrade l'autorité en arbitraire ou en volonté de puissance. Cependant, l'autorité doit reconnaître, respecter et promouvoir les valeurs humaines et morales justes, celles qui sont innées, qui découlent de la vérité de l'être humain, qui expriment et protègent la dignité de la personne. L'autorité doit promulguer des lois conformes à la dignité de la personne humaine et aux impératifs de la raison droite. Aussi, face à l'autorité qui trahit sa mission, l'enseignement social souligne que le citoyen n'est pas obligé en conscience de suivre

[353] Cf. JEAN PAUL II, *Homélie au Bourget*, France le 1er juin 1980, 5 : *AAS* 72 (1980) 720.
[354] Cf. Concile du Vatican II, Const. Past. *Gaudium et spes*, 73 : *AAS* 58 (1966) 1095.
[355] Encycl. *Pacem in terris* : *AAS* 55 (1963) 270 ou dans *Catéchisme de l'Eglise Catholique*, 2235.

les prescriptions des autorités civiles, si elles sont contraires aux exigences de l'ordre moral, ce droit à l'objection de conscience étant aussi un droit humain devant être protégé par la loi civile, et pouvant conduire au droit de résistance à certaines conditions : violations certaines, graves et prolongées des droits fondamentaux ; épuisement de tous les recours ; garantie de ne pas provoquer des désordres pires ; espoir fondé de réussite, et impossibilité de prévoir raisonnablement des solutions meilleures. Cependant la voie de la résistance passive est préférée.[356]

Mais pour la protection du bien commun, l'autorité publique a le droit et le devoir d'infliger des peines proportionnelles à la faute, peines ayant pour but de défendre l'ordre public, garantir la sécurité des personnes, corriger le coupable, favoriser son insertion et promouvoir en même temps une justice et une réconciliation des relations brisées par l'acte méchant.[357] Mais on ne peut infliger une peine sans avoir prouvé le délit, tout en évitant la torture, la rapidité dans le procès, d'où la recherche rigoureuse de la vérité, dans le respect de la dignité et des droits de la personne, parce que la peine peut aller jusqu'à la peine capital que l'Eglise n'exclut pas : « Préserver le bien commun de la société exige la mise hors état de nuire de l'agresseur. A ce titre l'enseignement traditionnel de l'Eglise a reconnu le bien fondé du droit et du devoir de l'autorité publique légitime de sévir par des peines proportionnées à la gravité du délit, sans exclure dans des cas d'une extrême gravité la peine de mort. Pour des raisons analogues les détenteurs de l'autorité ont le droit de repousser par les armes les agresseurs de la cité dont ils ont la charge ».[358]

A.4.2. La démocratie

Un des thèmes qui ressort de l'enseignement du magistère est celui de la démocratie, thème largement abordé dans l'encyclique *Centesimus annus* de Jean Paul II L'Eglise y voit un système politique assurant la participation de tous les citoyens au choix politique. Jean Paul II souligne en ce sens :

> « L'Eglise apprécie le système démocratique, comme système qui assure la participation des citoyens aux choix politiques et garantit aux gouvernés la possibilité de choisir et de contrôler leurs gouvernants, ou de les remplacer de manière pacifique lorsque cela s'avère opportun. Cependant, l'Eglise ne peut approuver la constitution des groupes dirigeants restreints qui

[356] Cf. *Catéchisme de l'Eglise Catholique*, 2243.
[357] Cf. CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, *op. cit.*, n° 402 ; 403, p. 226-227.
[358] *Catéchisme de l'Eglise Catholique*, *op. cit.*, 2266.

> usurpent le pouvoir de l'Etat au profit de leurs intérêts particuliers ou à des fins idéologiques. Une démocratie authentique n'est possible que dans un Etat de droit et sur la base d'une conception correcte de la personne humaine. Elle requiert la réalisation des conditions nécessaires pour la promotion des personnes, par l'éducation et la formation à un vrai idéal, et aussi l'épanouissement de la personnalité de la société, par la création de structures de participation et de responsabilité ».[359]

Le magistère reconnaît le principe relatif à la division des pouvoirs au sein d'un Etat, les avantages étant l'équilibre des pouvoirs et des compétences, le maintien des pouvoirs dans de justes limites, et la souveraineté qui appartient à la loi et non aux volontés arbitraires des hommes.

Prônant les valeurs de la démocratie, le Conseil Pontifical Justice et Paix relève des critères pour une démocratie authentique : « La dignité de chaque personne humaine, le respect des droits de l'homme, le bien commun comme fin et critère de régulation de la vie politique. S'il n'existe pas de consensus général sur de telles Valeurs, la signification de la démocratie se perd et sa stabilité est compromise ».[360] Etant un système et comme tel un instrument et non une fin, la démocratie a l'avantage de séparer et équilibrer les pouvoirs et les compétences.

Mais parmi les déformations du système démocratique, la corruption politique est une des plus grave,[361] car elle trahit les principes de la morale et les normes de la justice sociale, compromet le fonctionnement correct de l'Etat et favorise la désaffection des citoyens vis-à-vis de la politique. L'administration publique a pour finalité le service du citoyen et le bien commun souvent menacé par le bureaucratisme. La communauté politique est au service de la société civile dont elle découle. Elle l'oriente vers le bien commun et veille à ce que les groupes les plus forts ne prévalent sur les plus faibles.

S'agissant du lien entre l'Etat et les communautés religieuses, lien marqué par la liberté religieuse, le Concile Vatican II souligne : « afin que cette liberté voulue par Dieu et inscrite dans la nature humaine puisse s'exercer, elle ne doit pas être entravée, étant donné que la vérité ne s'impose que par la force de la vérité elle-même ».[362]

Dès lors, une autonomie et une indépendance caractérisent le lien entre communauté politique et Eglise Catholique qui sont de nature différente tant par leur configuration que par les finalités qu'elles poursuivent. Alors que l'Eglise a pour finalité la satisfaction des exigences spirituelles de ses fidèles, la communauté politique poursuit le bien commun. L'Eglise respecte l'autonomie légitime de l'ordre démocratique et elle n'a pas qualité pour exprimer une

[359] JEAN PAUL II, Encycl. *Centesimus annus*, 46 : *AAS* 83 (1991) 850.
[360] CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, *op. cit.* p. 229.
[361] Cf. JEAN PAUL II, Encycl. *Sollicitudo rei socialis*, 44 : *AAS* 80 (1988) 575-577.
[362] Concile Œcuménique du Vatican II, Déclaration *Dignitatis humanae*, 1 : *AAS* 58 (1966) 929.

préférence de l'une ou l'autre solution institutionnelle. Elle ne s'intéresse aux programmes politiques qu'en raison de leurs implications religieuses et morales.[363] Cependant, toutes deux sont au service de la vocation personnelle et sociale des mêmes hommes, au service de l'homme, l'une comme citoyen, l'autre dans son identité de chrétien, sans perdre de vue que la mission de l'Eglise embrasse toute la réalité humaine et elle est solidaire du genre humain et de son histoire.[364]

Etant donné qu'il y a une dignité humaine unique qui s'étend à toutes les générations et à tous les peuples aussi divers, la famille humaine doit rechercher l'unité que suppose la richesse de la diversité, d'où l'apport précieux de la communauté internationale.

A.5. La communauté internationale

Le pape Jean XXIII soulignait au sujet de l'unité et de la solidarité et de la communion entre les peuples : « l'unité de la famille humaine a existé en tout temps, puisqu'elle rassemble des êtres qui sont tous égaux en dignité naturelle. C'est donc une nécessité de nature qui exigera toujours qu'on travaille de façon suffisante au bien commun universel, celui qui intéresse l'ensemble de la famille humaine ».[365] Mais, souligne le Concile œcuménique Vatican II : « L'unité de la famille humaine n'est pas encore réalisée, car elle est entravée par des idéologies matérialistes et nationalistes qui nient les valeurs dont est porteuse la personne considérée intégralement, dans toutes ses dimensions : matérielle et spirituelle, individuelle et communautaire. En particulier, toute théorie ou comportement basé sur le racisme et la discrimination raciale est moralement inacceptable ».[366]

Le pape Jean XXIII ajoute : « La coexistence entre les nations est fondée sur les mêmes valeurs qui doivent orienter celle entre les êtres humains : la vérité, la justice, la solidarité et la liberté »[367]. Le droit se présente comme un instrument de garantie de l'ordre international, c'est-à-dire de la coexistence entre communautés politiques qui, individuellement, poursuivent le bien commun de leurs citoyens et qui, collectivement, doivent tendre à celui de tous les

[363] JEAN PAUL II, Encycl. *Centesimus annus*, 47 *AAS* 83 (1991) 852.
[364] Concile Œcuménique Vatican II, *Const. Gaudium et spes*, 1 : *AAS* 58 (1966) 1026.
[365] JEAN XXIII, Encycl. *Pacem in terris*, *AAS* 55 (1963) 292.
[366] Cf. Concile Vaticann II, Decl. *Nostra aetate*, 5: *AAS* 58 (1966) 743-744; JEAN XXIII, Encycl. *Pacem in terris*, *AAS* 55 (1963) 268, 281; PAUL VI, Encycl. *Populorum progressio*, 63 : *AAS*, 59 (1967) 288 ; Lettre apostolique *Octogesima adveniens*, 16 : *AAS*, 63 (1971) 413 ; « *CONSEIL PONTIFICAL « JUSTICE ET PAIX* », *L'Eglise face au racisme*, Typographie vaticane, Cité du Vatican, 2001.
[367] JEAN XXIII, Encycl. *Pacem in terris*, *AAS* 55 (1963) 279-280.

peuples, dans la conviction que le bien commun d'une nation est inséparable du bien de la famille humaine entière,[368] la souveraineté nationale n'étant pas un absolu.

Et pour consolider un ordre international garantissant la coexistence pacifique entre les peuples, les relations doivent être fondées sur l'ordre juridique et l'ordre moral, la création d'une autorité juridique absolument efficace étant l'expression de la légalité internationale qui règle les conflits, promeut le respect de la dignité humaine, la liberté des peuples, l'exigence du développement, l'édification de la paix. C'est la raison d'être des organisations internationales et des organismes non gouvernementaux dont l'unique but est le bien commun, particulièrement dans la coopération internationale pour le développement en oeuvrant contre les causes du sous développement qui résident dans des choix erronés des mécanismes économiques, financiers et sociaux, et dans des structures du péché.[369]

Et les lieux de repère ou de détermination du sous développement sont : l'analphabétisme, l'insécurité alimentaire, l'absence des moyens de communication, le manque de moyen pour garantir l'assistance sanitaire de base, le manque d'eau potable, la corruption, la précarité des institutions et de la vie politique, l'absence de liberté politique et de possibilités économiques. Pour palier à ce fléau, relève Paul VI, l'esprit de la coopération internationale qui doit développer la conscience d'un devoir de solidarité, de justice sociale et de charité universelle.[370]

Par ailleurs, il y a à lutter contre la pauvreté qui interpelle la conscience humaine et chrétienne dans la mesure où elle rend impossible la réalisation de l'humanisme plénier. La lutte contre la pauvreté requiert l'option préférentielle pour les pauvres et pour des principes de la destination universelle des biens, de la solidarité, de subsidiarité, et une lutte contre tout le mécanisme qui aggrave les dettes extérieures tant au niveau international où règnent la fluctuation des changes, les spéculations financières, le néocolonialisme économique, qu'au niveau intérieur des pays pauvres où sévissent la corruption et la mauvaise gestion de l'argent public, l'utilisation non conforme des prêts reçus.[371]

Cependant, pour qu'il y ait développement individuel et solidaire, la paix est nécessaire, d'où un accent particulier sur la promotion de la paix, un impératif de la communauté internationale.

---

[368] Cf. PIE XII, Encycl. *Summi pontificatus*: *AAS* 31 (1939) 438-439. ; JEAN XXIII, Encycl. *Pacem in terris*, *AAS* 55 (1963) 292, JEAN PAUL II, Encycl. *Centesimus annus*, 52 : *AAS* 83 (1991) 857-858.
[369] JEAN PAUL II, Cf. Encycl. *Sollicitudo rei socialis*, 16 : *AAS* 80 (1988) 531 et 36-37, 39 : *AAS* 80 (1988) 561-564.
[370] Cf. Encycl. *Populorum progressio*, 44 *: AAS* 59 (1967) 279.
[371] Cf. JEAN PAUL II, *Message pour la journée mondiale de la paix 1998*, 4 : *AAS* 90 (1998) 151-152 ; *Message pour la journée mondiale de la paix 1999*, 9 *: AAS* 75 (1999) 383-384).

La question de la paix traverse toutes les encycliques sociales, et le pape Jean XXIII y a consacré toute une encyclique : *Pacem in terris* en 1963 qui est une exhortation urgente à construire la paix fondée sur le respect des exigences éthiques devant présider aux relations entre les hommes et entre les peuples. Jean XXIII relève parlant de la paix :

> « D'abord il s'agit d'un objectif voulu par la raison. Pour tous la chose est évidente ou du moins, elle devrait l'être : tout comme les rapports entre les particuliers, les relations internationales ne peuvent se régler par la force des armes ; ce qui doit les régir, c'est la norme de la sagesse, autrement dit la loi de la vérité, de la justice, de solidarité cordialement pratiquée. Objectif souverainement désirable. Qui ne voudrait voir les risques de guerre éliminés, la paix sauvegardée et toujours mieux garantie…La paix rend service à tous… Avec la paix rien n'est perdu ; mais tout peut l'être avec la guerre ». [372]

Le pape Paul VI a fait de la question de la paix un cheval de bataille au point d'instituer une journée mondiale pour la paix à partir du 1er janvier 1968, après avoir institué en 1967 une Commission pontificale Justice et Paix, organisme chargé de promouvoir l'essor des régions pauvres et la justice sociale entre les nations et le règlement pacifique des conflits. Pour le Pape, la paix est une valeur et un devoir universels. Elle n'est pas simplement l'absence de guerre ni même un équilibre stable entre les forces adverses comme le souligne le Concile Œcuménique Vatican II,[373] mais a son fondement dans la personne humaine et le respect de sa dignité, et ne se réalise qu'à condition qu'il y ait la justice, la vérité, l'amour et la charité,[374] dimensions largement soulignées par Paul VI et par Jean Paul II dans leurs différents messages pour la paix à chaque premier jour de l'an.

La paix a pour contraire la violence et la guerre qui ne constituent pas une réponse juste, mais une destruction de la dignité, de la vie et de la liberté. Pour le magistère la guerre est un fléau qui ne constitue pas et ne constituera jamais un moyen indiqué pour régler les conflits étant donné les conséquences qu'elle entraîne. Jamais plus la guerre, avait clamé Paul VI dans son discours à l'Assemblée Générale de l'O.N.U. le 4 octobre 1965.

Quant à la violence, elle est un mal, un mensonge car elle va à l'encontre de la vérité de ce que nous avons d'humanité. Elle détruit ce qu'elle prétend défendre : la dignité, la vie, la liberté des humains, souligne encore Jean Paul II dans son discours à Droghda (Irlande le 29 septembre 1979). Cependant, le magistère propose comme moyen pour résoudre les conflits de guerre, la recherche des causes sur lesquelles il faut intervenir dans le but de les éliminer,

---

[372] *INFORMATION CATHOLIQUE DU CAMEROUN, Paix sur la terre, dernière encyclique du Pape Jean XXIII*, Yaoundé 1963, p. 26.
[373] Const. *Past. Gaudium et spes*, 78 : *AAS* 58 (1966) 1101-1102.
[374] Ces dimensions sont largement soulignées par Jean Paul II dans ses différents messages pour la paix en 1982 *AAS* 74, 328 ; en 1986 *AAS* 78, 278-279 et dans son encyclique *Centesimus annus* en 1991, *AAS* 51, 856-857.

causes qu'il dénonce dans l'injustice, la misère, l'exploitation et dont le développement est le remède approprié, sans perdre de vue l'apport des organisations internationales et régionales dans leur démarche de règlement pacifique des conflits.

Le magistère reconnaît tout de même la légitime défense par la force des armes lorsqu'un Etat est agressé, mais à certaines conditions : « Que le dommage infligé par l'agresseur à l'agressé soit durable, grave et certain ; que tous les autres moyens d'y mettre fin se soient révélés impraticables ou inefficaces ; que soient réunies les conditions sérieuses de succès et que l'emploi des armes n'entraîne pas des maux et des désordres plus graves que le mal à éliminer ».[375] Quand bien même cette guerre sera juste, l'obligation sera faite de tenir la population civile à l'écart des effets de la guerre, l'élimination de groupes entiers, nationaux, ethniques, religieux (génocides arméniens, cambodgiens, ukrainiens, rwandais, juifs) ayant été des crimes contre l'homme et contre Dieu.

Quant aux mesures à prendre contre tout ce qui menace la paix, particulièrement les sanctions, leurs finalités doivent ouvrir la voie au dialogue et ne pourront en aucun cas constituer une punition contre la population entière, d'où les limites de l'embargo qui ne se justifie plus lorsque ses effets sont aveugles.

A.6. La question de l'environnement

Le récit biblique de la création nous dit que qu'après avoir accompli cette œuvre en six jours, Dieu vit que cela était très bon. Et Dieu confia à l'homme et à la femme la responsabilité de toute la création, la tâche de prendre soin de son harmonie et de son développement.[376] Cette responsabilité de dominer et de soumettre la nature ne signifie pas pour autant une destruction anarchique de celle-ci. Si Dieu fait de l'homme un maître de la nature, il n'en fait pas un d'absolu. Et son projet sur l'univers doit correspondre à celui de Dieu. En effet le concile Vatican II souligne :

> « Puisque l'homme, créé à l'image de Dieu, a en effet reçu la mission de soumettre la terre et tout ce qu'elle contient, de gouverner le comos en sainteté et justice et, en reconnaissant Dieu comme Créateur de toutes choses, de lui référer son être ainsi que l'univers : en sorte que, tout étant soumis à l'homme, le nom même de Dieu soit glorifié par toute la terre, le concile enseigne que l'activité humaine, individuelle et collective, ce gigantesque effort par lequel les

[375] *CATECHISME DE L'EGLISE CATHOLIQUE*, *op. cit.*, 2309.
[376] Cf. Genèse 1, 26-30.

> hommes, tout au long des siècles, s'acharnent à améliorer leurs conditions de vie, correspond au dessein de Dieu. »[377]

C'est Dieu qui a donné à l'homme le pouvoir de dominer et de soumettre la nature, et il n'y a pas d'opposition lorsque le progrès ne s'oppose aucunement au projet de Dieu. Jean Paul II s'exprimait en ce sens :

> « En effet, la technique correctement appliquée pourrait constituer un précieux instrument pour résoudre de graves problèmes, à commencer par ceux de la faim et de la maladie, grâce à la production de variétés de plantes améliorées, plus résistantes, et à la fabrication de précieux médicaments ».[378]

Dans cette perspective, l'homme ne doit pas oublier que sa capacité de transformer et de créer le monde par son travail s'accomplit à partir du don premier fait par Dieu. La protection de l'environnement constitue un grand défi individuel et collectif de l'humanité et le défi du développement doit respecter le rythme de la nature. Garder un terrain en jachère ne va't'il pas en ce sens ? Aussi, la question écologique ne doit pas être abordée uniquement dans sa perspective très effrayante que laisse entrevoir la dégradation de l'environnement, mais doit constituer une forte motivation pour une solidarité mondiale pour le bien de tous. En ce sens le problème de réchauffement de la terre devient une urgence mondiale.

Cependant, l'Eglise, signe et instrument de paix dans le monde et pour le monde rappelle que la paix véritable n'est possible que par le pardon et la réconciliation, par la justice et la vérité qui sont les conditions concrètes de la réconciliation tel que le souligne Jean Paul II dans son message pour la journée mondiale de la paix 2004. Elle œuvre pour la paix par la prière, source de toutes les vertus, particulièrement par la prière de l'eucharistie, source et sommet de la vie chrétienne.

Si tels sont les thèmes développés dans l'enseignement social du magistère universel de 1955 à 2000, l'intérêt pour nous en ce moment porte sur le corpus et les thèmes qui se dégagent de l'enseignement social de l'Eglise qui est en Afrique et au Cameroun durant la même période. Dans notre démarche, l'accent, compte de la place de la mission de l'évêque dans l'Eglise, est mis sur l'enseignement des évêques, sans perdre de vue ce que disait Cyprien de Carthage : « Là où est l'évêque, là est l'Eglise ».

---

[377] Concile du Vatican II, Const. Past. *Gaudium et spes*, 34 : *AAS* 58 (1966) 1052.
[378] Jean Paul II, Discours à l'Académie Nationale des Sciences, 21 septembre 1982, *L'Osservatore Romano*, 12 octobre 1982, p. 17.

B. Du magistère de l'Eglise d'Afrique

Ce magistère africain, dans son regroupement, a pris plusieurs dénominations au cours du temps, prenant en compte autant les particularités régionales que continentales. Ainsi, on aura connu dans cette évolution le groupe des Ordinaire d'Afrique Occidentale Française (l'AOF), Les Ordinaires d'Afrique Occidental Française et du Togo (l'AOF et Togo), celui des évêques d'Afrique Equatoriale – Cameroun (l'AE - Cameroun), le SCEAM (Symposium des Conférences épiscopale d'Afrique et de Madagascar mis sur pied en 1969 avec l'appui du pape Paul VI. Enfin l'ACERAC (Association des Conférences Episcopales Régionales d'Afrique Centrale), pour ne citer que ceux là dans le cadre géographique concderné par le Cameroun, les régions d'Afrique de l'Est, de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique Australe ou du Sud ayant leur regroupement et leur dénomination propre.

Jusqu'en 2000, on peut retenir que les différentes assemblées prennent la parole sur des aspects généraux des questions sociales, et aussi sur quelques thèmes.

Mais avant, il y a le représentant ou délégué du Pape qui joue un rôle très considérable.

B.1. Du Délégué Apostolique

Il y a la Lettre pastorale de Mgr Lefebvre sur *les obstacles à la vie sociale en Afrique* en 1955. Cependant, le ton est déjà donné sur la question sociale par la première conférence plénière des Ordinaires des Missions de l'Afrique Occidentale française lors d'une rencontre tenue à Dakar du 25 au 30 avril 1949, dans une déclaration faite le 30 avril 1949 et qui sera reprise par la la conférence l'AOF (Afrique occidentale Française) et le Togo en 1955 sur le thème : « Evolution et progrès social de l'Union française d'Outre Mer ».

B.2. Des Assemblés Plénières

Dans leur déclaration en 1949, et au cours de cette première conférence plénière, sous la présidence Délégué apostolique, les Ordinaires de l'AOF soulignent :

> « L'Assemblée, soucieuse de rappeler à tous les principes et les applications de la doctrine sociale chrétienne, exprimée en particulier par les encycliques *Rerum novarum* et *Quadragesimo anno*, et étudiée par les différentes semaines sociales, sans avoir à se prononcer sur les modalités d'une législation sociale qui sont du ressort du pouvoir temporel souhaite vivement :

- l'avènement d'une législation sociale quoi vise à promouvoir le progrès social et moral des Africains comme des Européens vivant en Afrique.

- Le développement des syndicats qui, étant respectueux des droits fondamentaux de Dieu dans le domaine économique et social des peuples comme dans la vie privée des individus, visent au progrès social et au bien être de leurs adhérents.

- Encourage la prochaine fondation du Secrétariat Social d'Afrique Occidentale qui aurait le triple but d'être un organisme d'études, de former sur les questions sociales, animés par l'esprit de chrétien, de fraternité et de justice. »[379]

Cette déclaration a donné naissance au Secrétariat Social d'Outre Mer fondé par L'Union Nationale des Secrétariats sociaux de France (9 rue Guenegaud, Paris VI) dont le secrétaire permanent de l'époque est M. Robert de Montvalon, docteur en médecine.

En 1955, ce secrétariat a déjà réalisé le travail d'animation sociale et des journées d'étude sur l'Afrique en octobre 1949, en avril 1951, en mai 1952 et mai 1953.[380] A partir de l'année 1961 où le CCFD voit jour, des secrétariats sociaux naissent un peu partout en Afrique. Au Cameroun, le diocèse de Douala avait le privilège de fonder la première structure avec l'appui du CCFD dès 1964.

En 1955, l'abbé Paul Catrice, ancien conseiller de l'Union Française d'Outre Mer, directeur de l'Agence Univers présente un dossier en quatre parties sur « Evolution et progrès social de l'Union Française d'outre mer. » Dans ce dossier, il définit ce qu'est l'Union Française. Si la première partie de ce dossier fait l'historique de son évolution, la deuxième définit le code du travail des territoires d'outre mer. La troisième traite de l'organisation administrative du Travail (Inspection du travail, syndicalisme, Sécurité sociale, service social et famille), alors que la quatrième définit le rôle et la place des Catholiques dans cette évolution.[381]

En 1955, Mgr Lefebvre, vicaire apostolique de Dakar et Délégué apostolique pour les Missions d'Afrique française a consacré une lettre pastorale aux approches différentes sur le même thème : « Les obstacles à la vie sociale en Afrique ».

Dans cette lettre, après avoir exposé l'ordre voulu par le créateur pour la vie sociale : la personne humaine 'qui est faite en définitive, pour la vie sociale', la famille, qui est 'le creuset où naît et se forme cette personne', et enfin la société, 'milieu nécessaire et favorable au

[379] La déclaration est contenue dans *La Croix* du 28 mai 1949.
[380] *L'Effort Camerounais*, 1193 (03-1955), p. 307-310.
[381] La définition de L'Union Française et la première partie sur « l'évolution et progrès social de l'Union Française d'Outre-mer » sont contenues dans *La D.C.*, 1190 (09-01-1955) pp. 170 : 470, la deuxième dans *La D.C.*, 1193 (02-1955) p. 231, la troisième et la quatrième partie dans *La D.C.*, 1194 (03-1955) p. 290 : 306.

développement et à l'épanouissement des familles et des individus', il montre en quoi la société africaine d'aujourd'hui, du côté indigène et du côté européen, s'écarte de ces principes. »[382]

Dans les mêmes perspectives et en élargissant les horizons par rapport à l'encyclique *Mater et magistra* en 1961, les archevêques d'Afrique Occidentale Française ont fait une déclaration sur l'encyclique du pape Jean XXIII, déclaration relative à l'enseignement privé et à la relation Eglise – Etat.[383]

Cette prise de la parole par le magistère africain sur les questions sociales s'est accrue tout au long du temps. Ainsi, la Conférence de l'Afrique Equatoriale - Cameroun tenue le 11 au 15 juin 1965 tenue à Yaoundé au Cameroun adresse un *message aux chrétiens et à tous les hommes qui préparent une Afrique meilleure*. Elle y aborde la question du développement économique et sociale qui doit être le souci des chrétiens, met en garde contre le communisme et ses méfaits, prône le droit à la dignité de la personne humaine, la paix, encourage la femme africaine à prendre sa place au sein de la famille et dans la vie publique.[384]

Nous nous situons aux premières heures des indépendances africaines qui n'ont pas arrêté tous les conflits à plusieurs ramifications les ayant entourées. Aussi, du 28 mai au 2 juin 1967 au Cameroun, la même Conférence traitera-telle cette fois de *la famille et du mariage* pour redonner les dimensions chrétiennes à la famille, cellule de base de la société, et au mariage tel que Dieu l'a voulu dans l'unicité, la fidélité et sa perennité.

A Yaoundé en 1981, le SCEAM (Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar) traite du thème de *Justice et évangélisation en Afrique aujourd'hui*, insistant sur le lien indéffectible entre évangile et vie à cette occasion. Et en 1984, le SCEAM va traiter le thème *l'Eglise et la promotion humaine en Afrique aujourd'hui*.

Toujours dans le cadre régional, il s'est tenu à Yaoundé au Cameroun du 2 au 4 mars 2000 une réunion des membres africains du Conseil pontifical de la culture et des représentants des Commissions de l'Education et de Justice et paix de l'Association des conférences épiscopales de la Région de l'Afrique Centrale (ACERAC) sur le thème « Pour une culture chrétienne de la paix ».[385] Cette rencontre sur trois journées prévoyait les 3 et 4 mars comme ordre du jour, d'encourager, d'inspirer et de stimuler la contribution de tous les membres de l'Eglise à l'avenir de l'Afrique, notamment par la promotion d'une culture chrétienne de la paix, gage d'espérance et garantie du développement plénier et solidaire. C'était peut être un des lieux inspirateurs du thème du prochain synode des évêques d'Afrique qui s'est tenu à

[382] Lire dans *La D.C.*, 1199 (15-5-1955) p. 675-680.
[383] Lire *La D.C.*, 1365 (03-12-1961) p. 1540-1542.
[384] Lire *La D.C.*, 1453 (01 au-15-8-1965) p. 1411-1412.
[385]Lire compte rendu sur le site http://www.vatican.va/roman_curia/pontifical_councils/cultr/documents/rc_pc.

Rome du 4 au 27 octobre 2009 sur le thème « L'Eglise en Afrique au service de la réconciliation de la justice et paix ». Le document du SCEAM *Le discours socio-pastoral de l'Eglise d'Afrique* édité la CESAO présente les prises de position de l'Eglise d'Afrique de 1969 à 1985 sur les questions sociales qui prennent en compte les thèmes de la justice, de la paix et du développement, de la famille et du mariage, ceci dans le contexte de l'évangélisation. Mais un des hauts lieux de la prise de parole du magistère africain fut le synode de 1994.

B.3. Le synode africain de 1994

Le synode[386] africain de 1994 tenu à Rome a abordé les questions sociales, et le chapitre 4 de *l'Exhortation apostolique post synodal Ecclesia in Africa* promulguée par le pape Jean Paul II en 1995 au Cameroun y est consacré. Avant de donner un résumé de ce chapitre 4 qui traite des exigences de la justice et de paix, nous faisons un bref historique de ce synode.

Bref historique du synode africain de 1994.

En 1956 paraît un ouvrage collectif : *Des Prêtres Noirs s'interrogent*, ouvrage publié sous la direction de Présence Africaine, et éditée à Paris, Cerf. Il est préfacé par Mgr Marcel Lefebvre, archevêque de Dakar et Délégué apostolique pour l'Afrique Noire française. C'est déjà la question de l'inculturation du message chrétien en Afrique qui est posée par les auteurs. Dans la préface, Mgr Lefebvre encourage ceux qui parlent utilement de l'Afrique et ses problèmes, avant de souligner l'intérêt des thèmes touchant l'évangélisation et le salut des âmes à adapter de façon heureuse et prudente dans la vie de l'Eglise. Il y émet une grande réserve par rapport à la demande de l'inculturation que réclament les auteurs.

Le chemin du synode évolue entretemps, passant par la motion d'étudiants catholiques en 1962 souhaitant la tenue d'une Assemblée épiscopale africaine, par la démarche de deux laïcs engagés, Alioune Diop et Georges Ngango soumettant au pape Paul VI des vœux concernant la participation de l'Afrique au Concile Vatican II, des suggestions pour l'avenir de

[386] Le synode des évêques est une institution permanente établie par le pape Paul VI le 15 septembre 1965, en réponse au désir exprimé par les Pères du Concile Vatican II. C'est une rencontre ou une assemblée religieuse à laquelle les évêques rassemblés autour du Pape ont la possibilité d'interagir les uns avec les autres ainsi que de partager les informations et les expériences, dans la commune recherche de solutions pastorales qui puissent avoir une validité et une application plus large ou plus universelle. On peut le résumé en une assemblée d'évêques et d'experts représentant l'épiscopat catholique et ayant le devoir d'aider le Pape à gouverner l'Eglise universelle en donnant leur avis. Jean Paul II l'a défini comme « une expression paerticulièrement féconde et instrument de la collégialité des évêques » dans son discours au Conseil de la Secrétairerie du synode des évêques le 30 avril 1983. (Lire dans *L'Osservatore Romano*, 1er mai 1983). Lire aussi *L'Effort Camerounais*, 263 (24-10-2001).

l'Eglise en Afrique après le concile, jusqu'à l'idée d'un concile africain proposé par les représentants du SCEAM en 1983 à Rome lors du synode.[387]

Pour en revenir à l'aspect le plus « contemporain » de son histoire. Le 6 janvier 1989, Jean Paul II annonce son intention de convoquer une Assemblée spéciale du synode pour l'Afrique et désigna des membres de l'épiscopat pour former une commission antépréparatoire. En juillet 1990, à l'occasion du rassemblement des représentants de l'Episcopat Africain à Lomé au Togo, on publia les *linéamenta*, documents présentant dans ses grandes lignes le thème du synode, ouvrant par la même occasion un temps de prière et de réflexion au niveau local. Les réponses des Eglise locales ont permis de rédiger un document de travail pour l'Assemblée spéciale, « *Intrumentum laboris* » rendu public en février 1993 à Kampala en Ouganda lors de la neuvième visite Pastorale de Jean Paul II en Afrique. Les cinq thèmes retenus pour le synode sont :

- L'annonce de la Parole de Dieu.
- L'enracinement de cette parole dans la culture des peuples à évangéliser (inculturation).
- le dialogue entre confessions et religions différentes.
- Les exigences de la justice et de la paix.
- Les moyens de communication sociale.[388] Commencé le 10 avril 1994, le synode s'est clôturé le 8 mai 1994, et le 15 septembre 1995 à Yaoundé au Cameroun, Jean Paul II promulgue les conclusions.

Le chapitre 4 de l'exhortation post-synodale porte sur les questions sociales. Il affirme les exigences de la justice et paix et rappelle que l'évolution économique doit rester sous le contrôle de l'homme. Une autre affirmation clé est que « le progrès économique doit profiter à tous les hommes sans discrimination et qu'il doit contribuer à l'épanouissement de la personne ». L'Eglise n'ayant pas de préférence pour tel ou tel système économique, il y a à éliminer tout système économique et social qui soit contradictoire avec la justice sociale et l'unité du genre humain. Par ailleurs, les ouvriers doivent participer aux fruits du labeur commun et doivent être reconnus comme des associés à l'œuvre commune comme il convient à des personnes ; et enfin, les chrétiens doivent prendre leur part dans l'activité économique et sociale de notre temps en témoins du Christ et dans l'esprit des béatitudes.

Durant la période de 1955 à 2000, le magistère camerounais a, dans son enseignement, abordé des questions sociales que nous regroupons aussi par thème.

---

[387] Lire le bref historique complet dans la revue *Concilium*, 239, (1992), *Vers le Concile Africicain*, « Le synode africain, prolégomènes pour un concile africain » pp.149-169.

[388] CHEZA Maurice, *Le synode africain. Histoire et textes*, Paris, Karthala, 1996, p. 8 ou encore *L'Effort Camerounais*, 263 (11 au 24 octobre 2001) p. 9.

C. Du magistère de l'Eglise du Cameroun

C.1. Le thème de la politique ou de l'engagement politique

C.1.1. Dans les textes

Les évêques du Cameroun ont fait entendre leur voix depuis 1955 sur les diverses questions sociales au niveau intérieur qu'extérieur. Le ton est donné en 1955 dans la lettre pastorale sur *le communisme* ou *l'activité anti ecclésiale* tels que les uns ou les autres l'ont intitulée, et jusqu'en 2000, avec la *lettre pastorale sur la corruption*. A travers des lettres, des communiqués, des déclarations, des messages, des réunions, des séminaires et les services de la Conférence épiscopale nationale, ils témoignent, disent et réaffirment leur espoir, leur espérance, leur soutien et leur solidarité dans les souffrances du peuple, en même temps qu'ils cherchent avec eux des voies et moyens d'en sortir.

C.1.2. Dans les lettres pastorales

Dans ces lettres les évêques

- rejettent et condamnent le communisme (lettre pastorale de 1955).
- rappellent les devoirs des chrétiens en temps d'élection (1956).
- demandent que la nouvelle Constitution du Cameroun donne une place à Dieu. (Lettre de février 1959).
- adhèrent à l'indépendance dont ils dressent un portrait. (Lettre de décembre 1959).
- En 1964, dans la lettre pastorale sur la vraie nature de l'Eglise, ils y rappellent la mission de l'Eglise qui, bien que spirituelle et non temporelle, emboîte le pas à son fondateur venu sauver tout l'homme : corps et âme.
- Ils prennent parti pour l'engagement des laïcs dans la vie politique et de la nation (1988), encouragent le pluralisme politique et la démocratie, défendent la paix, les droits de l'homme et l'Etat de droit, et enfin l'unité (1990), tout en promouvant le dialogue, et en dénonçant les divisions (1991).
- La lettre pastorale de 1996 dénonce le tribalisme, et celle de 2000 sur la corruption clôture ce thème à l'aube du second millénaire.

C.1.3. Dans les déclarations, communiqués, messages

- Ils portent sur l'affaire Mgr Ndongmo (déclaration de 1970).
- sur la situation socio politique du pays (déclaration de 1991).
- sur l'assassinat du Père Mveng (déclaration de 1995).
- sur les élections (déclaration de 1997).
- sur l'action du commandement opérationnel (déclaration de 2000).

C.1.4. Les réunions nationales

Au cours de l'Assemblée Plénière de l'épiscopat en 1970 suite à l'affaire Mgr Ndongmo, le volet politique a été abordé en présence du Prononce Apostolique de l'époque, Mgr Joseph Galina qui, suite à son désaccord avec Mgr Jean Zoa qui ne souhaitait pas une position officielle de l'épiscopat, a été muté du Cameroun cette même année sur insistance du Président Ahmadou Ahidjo.

Des séminaires se sont tenus dans cette perspective :

- Le séminaire sur la justice et paix (Mbalmayo 1997). Les évêques réaffirment leur engagement en faveur de la promotion humaine, des droits de l'homme, de la lutte contre le tribalisme et l'insécurité, de la paix, de la démocratie, du sens du bien commun, de la lutte contre la corruption pour qu'il y ait une société de justice et de paix.
- Le séminaire sur la bonne gouvernance (Edéa 1998). Au cours de ce séminaire, les évêques rappellent que seule la bonne gouvernance peut aider à construire une société de paix et de justice. Dans le concret une commission Justice et paix est mise sur pied pour apporter la contribution de l'Eglise dans le débat socio-politique et économique.

C.1.5. Le Service national Justice et Paix

Mis sur pieds officiellement au Cameroun au lendemain du synode spécial des évêques en 1994 sur demande expresse du pape Jean Paul II, et bien que déjà fonctionnel dans l'archidiocèse de Yaoundé depuis 1969, ce service assure la mission d'engagement politique en collaboration avec les diocèses qui en ont déjà des antennes ou commissions. Il dispense une formation permanente sur les thèmes de droit de l'homme et de ses devoirs, sensibilisent les

communautés chrétiennes sur les problèmes d'actualité les engageant et les interpellant, assure le conseil juridique des personnes en difficulté, vulgarise les textes et les documents de nature juridique pour informer les communautés sur leur droits et leurs devoirs, appuie le règlement des conflits à l'amiable dans les communautés, assure le suivi du processus démocratique et la promotion de l'enseignement social de l'Eglise.

Ces différents engagements s'insèrent dans ce que le *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise* nomme « communauté politique »[389], un engagement qui ne s'inscrit ni dans une idéologie, ni dans un parti politique, mais qui à partir des principes permanents, dit la vérité sur l'homme et sert le système de la démocratie qui est présenté de façon organique dans le *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*.[390]

C.2. Le thème de l'économie ou de l'engagement économique

C.2.1. Dans les textes

En plus du fait que l'économie du Cameroun dépend de l'extérieur comme le disent les spécialistes, une crise économique s'est installée depuis 1985 ; la croissance tarde à venir ; la pauvreté et la précarité se sont installées ; le chômage et l'inflation sont élevés ; peu de citoyens sont préparés à une libéralisation du marché, et il y a la mévente des produits de première nécessité tels que le café et le cacao. Les délinquances économiques se sont multipliées : la corruption mine et dérègle la vie économique, les différents projets de développement portent peu suite au détournement des fonds, et les zones rurales s'enlisent. Face à ces souffrances économiques, le Cameroun est inscrit parmi les PPTE (Pays pauvres très endettés), et les évêques ont plusieurs fois réagi.

La lettre pastorale de 1990 sur la crise économique fait une analyse sans complaisance des maux qui minent l'économie camerounaise, dénonce les causes qui sont endogènes et exogènes, et enfin propose une stratégie d'issue. Celle de l'année 2000 sur la corruption en donne une définition et démembre ses mécanismes d'existence et de fonctionnement.

[389] Conseil Pontifical Justice et Paix, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise, op. cit.*, 377- 427.
[390] *Ibid*., 406-416.

C.2.2. Les réunions nationales

Les Assemblées plénières jusqu'en 2000 n'ont pas abordé comme tel des thèmes sur l'économie. Cependant, entre 2003 et 2006 elles ont traité de l'économie sociale et participative. Cependant des séminaires ont été consacrés au sujet de l'économie et du développement : les séminaires de 1981, 1982 et 1983 ont planché sur la vie matérielle et spirituelle des ouvriers apostoliques. Celui de 1996 à Bamété dans le diocèse de Bafoussam avait pour thème : « Le développement dans le cadre de l'Eglise en Afrique ».

C.2.3. Les services

Le BASC (Bureau d'Activité Socio Caritative) mène des actions multiformes de charité au Cameroun. Il est doté des plans stratégiques pour assurer la continuité et contribuer au développement des actions dans les années à venir. Les *Rapports semestriel d'activité de 1998, Rapport annuel d'activité 1999-2000, le Plan stratégique 2003-2005, Identité, Mission-Vision-Axes stratégiques du BASC/ Caritas Cameroun* précisent ses activités :

-Réduction de la pauvreté et augmentation du niveau de participation qu'accompagnent les organisations de promotion humaine.

-Développer et améliorer les capacités et les compétences des organismes de promotion humaine.

-Améliorer et développer la communication institutionnelle et plaidoyer en faveur des pauvres.

-Développer un partenariat de qualité avec les partenaires du Nord, les pouvoirs publics, les confessions religieuses, les organisations de la société civile au Cameroun et les organismes des Nations Unies.

Dans le contexte économique difficile, les évêques se sont engagés à lutter contre la misère, la pauvreté et la précarité en adoptant des stratégies pluridimensionnelles :

1- Sur le plan moral, ils promeuvent la compétence et l'intégrité des dirigeants, le respect du bien commun, la condamnation de toutes les délinquances économiques, particulièrement la corruption. Ils promeuvent la culture du travail, de la paix, la solidarité sociale, la subsidiarité et la solidarité internationale.

2- Sur le plan économique, ils prônent une économie intégrée, des programmes alternatifs de développement, une saine gestion du patrimoine nationale, une amélioration des services sociaux, une équité et une solidarité dans le commerce international.

En considérant la vision de l'économie dans la doctrine sociale de l'Eglise telle qu'elle est exposée dans *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise* (N°323-335), il apparaît et clairement que l'enseignement social des évêques du Cameroun sur l'économie intègre bien le rapport étroit entre moral et économie. Par ailleurs l'option en faveur du développement intégral et de la solidarité mise en route par le pape Paul VI dans l'Encyclique *Populorum progressio* en 1967, et continuée par le pape Jean Paul II particulièrement dans l'Encyclique *Sollicitudo rei socialis* en 1987, a largement marqué la vision des évêques.[391]

Pour ce qui relève de la question du développement, les évêques reprennent le concept du droit au développement, la nécessité de la coopération internationale tel que contenu dans *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*[392], et la lutte contre la pauvreté, tout en précisant les principes fondamentaux au développement que sont la destination universelle des biens, la solidarité, la subsidiarité. Pour la dette extérieure, ils en appellent, après avoir analysé le mécanisme, à l'annulation pure et simple de la dette, proposant de mettre en route un nouvel ordre d'économie mondiale avec plus d'équité dans le commerce international.[393] Dans le Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise, le magistère en appelle à la communauté internationale pour dire que la dette doit être remboursée sans que cela compromette le droit des peuples à la subsistance et au progrès.

Cependant, ce qui est présent dans le *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise* et qui est absent dans le discours social des évêques du Cameroun, et pourtant qui mériterait d'être approfondi comme problématique, c'est la question de l'initiative privée, de production et de mondialisation, et de l'envirunnement que nous avons évoquée plus haut, pourtant la réalité est présente au Cameroun. Il en est de la mise sur pied des institutions économiques telles que le rôle de l'Etat, les corps intermédiaires, l'épargne et la consommation.[394]

Par ailleurs, une question clé non abordée reste celle de la culture du travail : ce thème du travail humain que traite le *Compendium* reste à explorer, en mettant l'accent sur le sens du travail, le droit au travail, la dignité du travail et des travailleurs, la solidarité des travailleurs, la modernisation et la mondialisation. [395]

[391] *Ibid*., 446-450.
[392] *Ibid*., 446-448.
[393] CENC, *Lettre pastorale sur la corruption, in L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2005, op. cit.*, p. 160-161.
[394] Voir dans *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, 336-360.
[395] *Ibid*., 255-332.

C.3. L'engagement civil

La croissance de la société civile au Cameroun ne se fait pas sans l'appui et l'accompagnement des évêques, ceci dans plusieurs domaines :

C.3.1. La famille

Ce thème domine la réflexion des évêques. La famille n'est-elle pas la cellule première de la société, de la nation et de l'Eglise. N'est-ce pas le lieu d'apprentissage du vivre social et en relation ? Aussi est-elle très importante pour la personne et la société :

> « Pour la personne, la famille est importante et centrale. Dans ce berceau de la vie et de l'amour, l'homme naît et grandit : lorsque naît un enfant, à la société est fait le don d'une nouvelle personne…appelée à vivre en communion avec les autre et à se donner aux autres….La famille, communauté naturelle au sein de laquelle s'expérimente la socialité humaine, contribue d'une manière et irremplaçable au bien de la société. En effet, la communauté familiale naît de la communion des personnes…La famille, communauté des personnes, est donc la première société ».[396]

Les évêques vont dans le même sens lorsqu'ils déclarent :

> « L'importance cruciale de la famille pour la société en général et pour l'Eglise en particulier, exige que les pasteurs de l'Eglise reviennent fréquemment sur ce thème, comme le requièrent les besoins toujours changeants des temps. »[397]

C.3.1.1. Dans les textes

C.3.1.1.a. Les lettres pastorales

- *Lettre pastorale de février 1958* (lors de l'Assemblée de l'épiscopat camerounais tenu à Bertoua du 19 au 21 février 1958).
- *Lettre pastorale sur l'avortement provoqué,* en 1979.
- *Directoire de pastorale familiale et conjugale*, 1981.
- *Lettre pastorale sur la parenté responsable* en 1991.
- *Lettre pastorale sur le tribalisme*, 1996.

[396] Conseil Pontifical Justice et Paix, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, *op. cit*., 212, 213, p. 122-123.
[397] NGUE Etienne, *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1987-1997*, CENC, Yaoundé 1997, p. 131.

C.3.1.1.b. Les réunions nationales

Plusieurs assemblées et séminaires se sont tenus sur ce thème, montrant ainsi une fois de plus la préoccupation des évêques sur la famille.

C.3.1.1.c. Les Assemblées plénières

- *La pastorale de la famille*, 1973.
- *La famille*, 1974.
- *Les fonctions de la famille chrétienne dans le monde contemporain*, 1980.
- *Les fonctions de la famille chrétienne dans le monde contemporain*, 1981.
- *Santé et famille*, 1982.
- *Santé et famille*, 1983.
- L'Assemblée spéciale pour le synode des évêques, 1994.
- *L'Eglise famille de Dieu*, 1996.
- Jubilé des familles, 2000. (Ici c'est une rencontre des familles à l'aube du nouveau millénaire et non un thème comme tel).

C.3.1.1.d. Les séminaires

Le neuvième séminaire des évêques tenu en 1984 avait pour thème Pour un v*ade-mecum* du droit canonique donnant des orientations sur la préparation des fiancés au mariage et sur les empêchements. Etant donné que le mariage est le fondement de la famille, étant donné qu'il doit sa stabilité à son ordonnancement divin et qu'il naît pour la société, de l'acte humain par lequel les époux se donnent et se reçoivent mutuellement, dans le don total et exclusif de personne à personne, il comporte un engagement définitif exprimé par le consentement réciproque, irrévocable et public.[398]

A travers les textes, les déclarations et les réunions, les évêques ont donné un enseignement clair sur la famille, sur sa nature et sa mission dans la société et dans l'Eglise. Elle joue un rôle fédérateur dans le développement communautaire et l'épanouissement de chaque personne. Les évêques rappellent qu'elle doit être monogamique, ouverte à la procréation et à l'éducation des enfants, active et présente dans la société et dans l'Eglise. Les évêques disent un non par ailleurs aux conceptions menaçant la famille : l'avortement, la

[398] Cf. *Catéchisme de l'Eglise Catholique*, 1639.

procréation assistée, le contrôle artificiel des naissances. Leur enseignement puise et largement dans celui du magistère universel.[399]

C.3.2. L'Ecole Catholique

Elle est une préoccupation pour l'Eglise dès avant l'indépendance du Cameroun au moment où sont mises sur pied les instituions pour faire fonctionner le Cameroun comme un pays indépendant. Les évêques écrivent en 1958 une lettre pastorale dans laquelle ils insistent sur la prise en compte de cette spécificité dans l'éducation au Cameroun. En 1963, lors des Etats généraux de l'éducation, la question de subvention pour l'Ecole Catholique revient sur la table, soutenu par le responsable national l'abbé Thomas FONDJO qui y a consacré tout un ouvrage : *Les Ecoles des missions*. Les débats portent sur l'opportunité, le statut, la gestion et le financement de cette œuvre capitale pour l'Eglise.[400] Dans ce contexte, les évêques défendent la nécessité et la place historique de cet ordre d'enseignement dans le pays par les écrits, les réunions et les structures d'encadrement qu'ils mettent sur pied.

C.3.2.1. Dans les textes

C.3.2.1.a. Les lettres pastorales

- *Lettre pastorale de février 1958* (après les assises de l'Assemblée générale tenu du 19 au 21 février 1958 à Bertoua).
- Lettre pastorale de février 1959 (Souhait de clarification de la question de l'Ecole Catholique).
- *Lettre pastorale sur l'enseignement catholique,* 1989.

C.3.2.1.b. Les déclarations

- *L'enseignement catholique,* 1992.
- Communiqué du Conseil permanent, décembre 1993.
- L'intervention du Président de la Commission Jeunesse et Enfant, Mgr Raphaël Marie ZE, aux états généraux de l'éducation, 1995.

[399] Voir dans *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, *op. cit*., 209-254.
[400] Lire dans *l'Effort Camerounais*, semaine du 17 au 23 février 1963, p. 5.

C.3.2.2. Les réunions épiscopales

Les Assemblées ayant oeuvré sur la question de l'enseignement catholique :

- L'Assemblée de 1975, *Le statut de l'enseignement catholique*.
- L'Assemblée de 1978, *L'Eglise et le monde des jeunes*.
- L'Assemblée de 1993, *l'Ecole Catholique ne doit pas mourir*.

C.3.2.3. Le SENECA (Secrétariat national de l'enseignement Catholique)

Cette structure exerce auprès des établissements d'enseignement catholique trois missions essentielles :

- La mission d'information et de coordination pédagogique et administrative et de gestion.
- La mission de synthèse entre l'œuvre d'enseignement catholique et l'Etat.
- La mission de promotion et le contrôle de la formation chrétienne dans les établissements catholiques.

L'enseignement catholique aspire à construire et à exprimer des valeurs propres dans sa spécificité et dans sa finalité : Dans sa spécificité pédagogique et éthique, il aide l'enfant ou le jeune à acquérir une personnalité digne de l'homme, digne d'un fils de Dieu, d'une fille de Dieu. Dans sa finalité, elle allie la mission évangélisatrice à un projet pédagogique et humain ancré dans les réalités locales. Bref cet ordre d'enseignement prend en compte la formation intellectuelle, humaine et spirituelle ; une formation intégrale pour une tête plutôt bien faite que trop pleine.

La défense de et la promotion de l'enseignement catholique reste et demeure une des priorités de l'engagement social des évêques en faveur de la jeunesse. A maintes reprises, les évêques défendent le droit à l'éducation, le droit à l'éducation chrétienne, les droits de l'Ecole Catholique, le pluralisme scolaire, le choix libre, pour les parents, du type de l'enseignement qui leur convient, les droits des enseignants, l'égalité de traitement entre les enseignants quelque soit leur ordre choisi.[401]

Dans ce contexte de lutte pour sa survie, l'Ecole Catholique relève le défi par la qualité de son enseignement et devient l'enseignement phare dans le pays : meilleur encadrement des enfants, meilleur taux de réussite aux examens officiels. Ceci fait d'eux des établissements les

[401] La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme approuvée par L'Assemblée générale de l'ONU le 10 décembre 1948 et la Déclaration des droits de l'enfant le 20 novembre 1959 soulignent que tous les hommes, de n'importe quelle race, âge ou condition, possèdent, en tant qu'ils jouissent de la dignité de personne, un droit inaliénable à une éducation. Pie XII l'avait déjà déclaré dans sa radio message du 24 décembre 1942, *AAS*, XXXV (1943), pp.12, 19, et Jean XXIII l'a repris dans *Pacem in terris* le 11 avril 1963, *AAS*, LV (1963), p. 259. Par ailleurs, le Concile du Vatican II dans sa *Déclaration sur l'éducation chrétienne* du 28 octobre 1965, des numéros 2 au 11, revient sur le droit à l'éducation chrétienne et le droit à l'école catholique.

plus convoités en milieu urbain, le risque étant, ce qui le dénature par ailleurs, que cet enseignement, compte tenu de la non subvention de l'Etat et donc des frais élevés de scolarité, reste une école réservée aux enfants des riches, ceux des pauvres ne pouvant pas y avoir accès.

Au niveau de l'enseignement supérieur, l'Université Catholique de l'Afrique Centrale (UCAC) est une réalisation majeure. Ses facultés de Sciences sociales et de gestion disent davantage le souci de l'Eglise du Cameroun de contribuer à la formation des cadres pour la bonne gouvernance et la bonne gestion de toutes les ressources humaines, matérielles et financières du pays.

C.3.3. La santé

Un esprit saint dans un corps sain, telle est la conviction des évêques du Cameroun quand ils prennent position sur la question de santé des Camerounais. Malgré les efforts conjugués du gouvernement, de l'Eglise et des autres institutions, les soins ne sont pas accessibles à tous comme les évêques le relèvent en 1999 lors de leur séminaire tenu à Yagoua en janvier 1999 sur le thème *La santé spirituelle et physique des Camerounais*. Pour résorber en grande partie la question, les évêques font prioritairement appel à la méthode préventive sur tous les aspects jouant sur la santé. Aussi, ils se sont prononcés.

C.3.3.1. Dans les textes

En 1999, La déclaration des évêques sur le SIDA

C.3.3.2. Les réunions nationales

C.3.3.2.a. Les Assemblées Plénières

-En 1982, *Santé et famille*.
-En 1983, *Santé et famille*.
-En 1984, *Jeunesse et santé*.
-En 1985, *Jeunesse et santé*.

C.3.3.2.b. Les séminaires

En 1999, *La santé spirituelle et physique des Camerounais*.

C.3.3.3. Dans le cadre de l'OCSC (Organisation Catholique de la Santé au Cameroun)

Avant d'enseigner les foules, soignez les malades, disait Pie XI, s'adressant aux chefs des misions au sujet de leurs devoirs dans l'encyclique *Rerum ecclesiae*.[402]

Au Cameroun, l'Eglise assume cette fonction de guérison du corps par l'œuvre catholique de la santé qui a aussi pour mission de rendre les soins accessibles à tous, et plus particulièrement aux plus démunis, par une prise en charge totale autant que possible. Ce service dont les structures couvrent l'ensemble du territoire national, conformément au rapport sur la journée mondiale du malade en 2005 au Cameroun, compte 211 formations sanitaires toutes catégories confondues, et reçoit près de deux millions de patients chaque année, et compte parmi les structures de qualité par le dévouement de son personnel et la qualité de soin. Les évêques défendent ainsi la santé considérée comme une des exigences du bien commun comme ils le disent. Et le faisant, ils s'inscrivent en droite ligne avec l'enseignement du Concile de Vatican II.[403]

Cependant, les évêques pourront ouvrir d'autres perspectives dans leur enseignement sur vision chrétienne de la santé en prenant en compte le rapport entre santé et travail, ce qui donnerait lieu à un discours sur le droit à une assurance maladie, à la responsabilité de tous à maintenir un environnement sain et à la protection de l'environnement.

C.3.4. Les moyens de communication sociale

La nécessité de promouvoir ce moyen d'évangélisation est de taille aujourd'hui. Un centre d'édition, AMA, existe et est fonctionnel depuis 1960. Il a pour en charge la promotion et la diffusion des supports de l'évangélisation et d'outils didactiques destinés à l'enseignement, à la formation ou à la sensibilisation des populations dans divers domaines de développement. Le MMC (Multi Média Center) mis en route en 1990 a pour mission de produire des documents audio visuels d'inspiration chrétienne, en respectant la doctrine sociale de l'Eglise et l'éthique chrétienne. L'autre mission, c'est de participer à l'évangélisation et à l'éducation morale des enfants et des jeunes par les médias qui sont incontournables

[402] Lettre encyclique datant du 28 février 1926 sur *Le développement à donner aux missions*, *AAS* XVIII : 44 (1926) p. 65-83.
[403] Cf. Concile du Vatican II, Const. Past. *Gaudium et spes*, 26 : *AAS* 58 (1966) 1046-1047.

aujourd'hui. Enfin, il a pour mission de couvrir les événements ecclésiaux nationaux de grande importance.

Mais c'est surtout *l'Effort Camerounais*, fondé par Mgr Bonneau et mis en route en 1955 par Pierre Fertin un prêtre spiritain, qui a longtemps servi à la cause de l'ensemble des diocèses de l'Eglise du Cameroun, bien que dans chaque diocèse, il y ait eu des organes d'expression propres. (Voir annexe 14). Notons que *l'Effort Camerounais* a été stoppé de 1975 à 1987 où il a repris par les services du diocèse de Douala qui dispose d'un centre d'édition des presses dénommé Makakos.

Qu'en est-il des textes et des réunions ?

Au niveau des textes, il n'y a pas de production jusqu'en 2000.

Quant aux réunions nationales, il y a à signaler la rencontre de 1980 sur *Les communications*.

Toutes ces initiatives vont dans le sens de l'enseignement du magistère universel qui souligne s'agissant des inventions techniques de moyen de communication :

> « L'Eglise accueille et suit avec une sollicitude particulière celles qui concernent avant tout l'esprit de l'homme et qui ont ouvert des voies nouvelles pour communiquer les informations de toutes sortes, les pensées et les modes d'actions avec la plus grande facilité. Parmi ces dernières inventions émergent…Ce sont la presse, le cinéma, la radio, la télévision…, d'autres qui méritent de ce fait le nom d'instruments de communication sociale ».[404]

Et le Concile ajoute : « Aussi, l'Eglise revendique-t-elle pour elle-même le droit fondamental d'utiliser et de posséder ces différents genres d'instruments dans la mesure où ils lui sont nécessaires ou utiles à l'éducation chrétienne et à l'ensemble de son œuvre au salut des âmes »[405], tout en insistant sur la primauté de l'éthique sur l'esthétique ou sur l'art.[406].

C.3.5. L'Apostolat des laïcs

L'apostolat des laïcs connaît un rayonnement dans l'Eglise du Cameroun : les mouvements d'action catholique, les associations. Si l'Action Catholique arrive au Cameroun en 1947,[407] fondé par le chanoine NODDINGS du diocèse de Lille, les différentes associations caritatives datent des années 1990, avec les lois sur les libertés d'association.

---

[404] Cf. Décret conciliaire sur *Les Moyens de Communication Sociale*, 1 ; 4 novembre 1963.
[405] *Ibid.*, 3.
[406] *Ibid.*, 6.
[407] Mgr Bonneau fait instaurer en 1947 à Douala l'Action Catholique. En 1948, C'est le tour de Nkongsamba d'accueillir cette structure pastorale. L'histoire brève de ce mouvement d'apostolat est contenue dans *Rencontres sacerdotales Nkongsamba-Bandjoun, 7 et 18 février 1957*, p. 11.

Pour aider et soutenir les laïcs à s'engager dans le renouvellement de l'ordre temporel, les évêques ont ouvert la voie avec deux voies. La première et la plus ancienne au sein des Commissions épiscopales, c'est la formation à l'enseignement social de l'Eglise par la promotion des mouvements d'Action Catholique, particulièrement la JEC dont les principes sont : voir juger agir, et la seconde c'est la promotion des organisations catholiques telles que Justice et Paix, BASC, (Bureau d'activité socio caritative) SENECA, (Secrétariat nationale de l'enseignement catholique) CODAS (Commission des actions sociales).

C.3.5.1. Dans les textes

En 1988, *Lettre pastorale sur l'engagement des laïcs dans la vie de la nation*.

Précisons que les lettres pastorales de 1964 sur la vraie nature de l'Eglise, celles de 1990 sur la crise économique, de 1996 sur le tribalisme, et enfin celle de 2000 sur la corruption interpelle toutes, à des hauts niveaux, les laïcs sur leurs missions dans la cité.

- Au niveau des réunions nationales, il a eu

C.3.5.2. Les Assemblées plénières

En 1986, *Vocation et mission des laïcs dans notre Eglise et notre pays*.

- 1987, *Vocation et mission des laïcs dans l'Eglise et dans notre pays*.

Et au niveau des Services, il y a :

C.3.5.3. Le service de l'apostolat général des laïcs

Cette commission en célébrant le 20ème anniversaire de l'encyclique *Christifideles laïci* déclare :

> « Nous pensons faire mémoire de ce synode historique qui peut mieux aider des Laïcs, « ce géant encore un peu endormi », à se relever et à remplir sa mission non seulement dans l'Eglise, mais aussi et surtout dans le monde où est attendue la révélation des enfants de Dieu, afin que les églises, les chapelles et autres lieux de culte ne soient pas de plus en plus pleins, alors que la société doit se débattre au même moment à cause de la démission des fidèles laïcs de leur mission de sanctification du temporel. »[408]

La mission urgente de l'Apostolat des laïcs c'est le renouvellement effectif de l'ordre temporel par les laïcs qui doivent s'efforcer de mettre en pratique la doctrine sociale de l'Eglise

[408] Cf. Rapport 2004-2007 de la Commission de l'apostolat des laïcs, p. 22.

du Cameroun et de l'Eglise universelle dans la mesure où leur vision rejoint celle du magistère universelle.[409]

Le message dans ce corpus de texte obéit au temps et aux contextes de la vie politique et sociale du Cameroun, un contexte de lutte et de conflits avant et après l'indépendance en 1960, et dans le contexte de grandes mutations politiques et sociales auxquelles cette société est confrontée avec le vent de la démocratie venu des pays de l'Est, suite à la chute du mur de Berlin en 1989. Puisque les textes couvrent la période de 1955 à 2000, il est important, en donnant les contenus, de les périodiser en fonction des temps forts de la vie politique et religieuse au Cameroun, le politique et le religieux allant souvent ensemble tel que l'a déjà relevé Ngongo Louis. Ceci nous amène à les considérer de 1955 à 1960, de 1960 à 1982, de 1982 à 1990, et de 1990 à 2000, chacune des périodes correspondants aux moments des grandes mutations politiques, sociales et religieuses au Cameroun.

[409] Voir dans *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise, op. cit.*, n° 541-574.

Chapitre 4 :

Contenu chronologique des textes du magistère camerounais de 1955 à 2000

A. Le contenu des lettres pastorales

A.1. De 1955 à 1960

En avril 1955, les Ordinaires du Cameroun réunis à Nkongsamba donnent le ton. A la fin de leur assise, ces évêques vicaires apostoliques publient une lettre pastorale dans laquelle ils se positionnent face aux conflits d'idéologie autour de l'indépendance. S'en suivront d'autres, aux colorations conséquentes celles de 1956, de 1958, de 1959, et une plaquette de l'abbé Jean Zoa ayant reçu un large écho, bien qu'il qui ne fasse pas parti de la hiérarchie ecclésiale qui l'accueille plus tard en 1961 comme archevêque de Yaoundé.

Les lettres et leur contenu.

La lettre commune d'avril 1955 est adressée aux chrétiens dans le contexte de lutte idéologique vers l'indépendance. Les vicaires apostoliques y affirment leur forte conviction pour une indépendance progressive, avec la conjugaison des efforts du politique et du religieux pour l'émergence d'une société meilleure. La lettre situe les chrétiens face à l'U.P.C. dont elle condamne la tendance communiste, tout en prenant appui sur l'enseignement du Magistère [410] Enfin, ils y invitent les chrétiens à plus de discernement et à tenir compte de la foi et de la morale chrétienne dans leur agir politique. Les Ordinaires du Cameroun publient cette lettre alors qu'ils sont réunis à Nkongsamba, chef lieu du diocèse et de la Région du Moungo, un des deux grands bastions de l'U.P.C. où se recrutent beaucoup d'adeptes. Mais pourquoi cette région est-elle un terrain fertile à l'U.P.C. ou à la rébellion ? Georges Chaffard relève :

> « Le territoire sur lequel elle a pris racine s'étend de Douala à Bafoussam, recouvrant les régions administratives du Wouri, du Moungo et du pays bamiléké proprement dit. Depuis longtemps, un malaise social rend difficile la tâche de l'administration. La zone est surpeuplée et les paysans manquent de terre, car le régime foncier, archaïque, reconnaît aux chefs traditionnels la propriété du sol. Ne pouvant posséder en propre leur lopin de terre, contraints de travailler, comme métayers, au profit de notables souvent despotiques ou

[410] Pie XI qui est inquiet des visées universelles de l'athéisme et surtout du communisme qui attire les chrétiens. Aussi, il affirme dans son encyclique *Divini redemptoris* sur le communisme athée, (19 mars 1937) l'opposition absolue entre le Christianisme et le communisme, comme entre le bien et le mal, entre la vérité et l'erreur en ces termes : « Le communisme est intrinsèquement pervers et l'on ne peut admettre sur aucun terrain la collaboration avec lui de la part de quiconque veut sauver la civilisation chrétienne ». Par ailleurs, un décret du Saint Office devenu après Vatican II Congrégation pour la doctrine et la foi condamne le communisme le 1er juillet 1949.

> dégénérés, les villageois se soulèvent périodiquement. Mais cette fois, leur rébellion a pris un tour politique. Les militants de l'U.P.C., les émissaires des exilés de Conakry, les ont persuadés qu'avec l'indépendance, le moment était venu d'imposer la révolution agraire. Les commandos upécistes ont pu recruter dans ces masses des combattants décidés. Entre Douala et Bafoussam, près de 400 000 Bamilékés sont en dissidence. »[411]

Il s'agit pour les Ordinaires de s'engager sur une question politique de grande envergure et portant atteinte à la foi des chrétiens car le communisme par définition est la négation de Dieu. En condamnant le communisme, ils s'inscrivent aussi dans l'enseignement du magistère universel. Dans l'histoire du XIX et XXème siècle, le communisme a été plusieurs fois condamnée par le magistère. Pie IX et Léon XXIII le condamnent alors qu'il n'est encore qu'un principe et une idée. Face à la sécularisation issue de la Révolution française, la liberté de critiquer la religion et l'esprit positiviste, Pie IX publie l'encyclique *Quanta cura* et le syllabus. Ce qui caractérise le syllabus, c'est que le Pape rassemble dans un même document toutes les erreurs nées ou qui se sont développées à partir la Révolution française, parmi lesquelles le rationalisme, le socialisme ou le communisme, mais aussi l'indifférence en matière de religion. Léon XIII dans sa première encyclique *Diuturnum* en 1881 critique les théories modernes sur les pouvoirs politiques qui rejettent la souveraineté de Dieu sur les sociétés. Elle est plus particulièrement condamnée par Pie XI qui en a fait un cheval de bataille. C'est particulièrement en 1937 que le Pape le fait dans *Divini redemptoris* du 19 mars où il en fait un exposé systématique ; et non seulement il le condamne, mais il fait comprendre l'opposition irréductible entre le communisme et la christianisme. Le ton est rehaussé dans le discours de Pie XII devant le Sacré Collège le 1er juillet 1946 où il le déclare incompatible avec la foi chrétienne, et plus fortement par un décret du Saint Office le condamnant le 1er juillet 1949.[412]

Le message des Ordinaires du Cameroun est adressé aux chrétiens dans le contexte socio politique concret du Cameroun d'une part, et d'autre part, il s'adresse aux leaders et aux partisans de l'U.P.C. d'obédience communiste. Le faisant, les évêques enseignent en fonction d'une réalité politique concrète du Cameroun, tout en prenant appui sur l'enseignement traditionnel du magistère universel.

La seconde lettre de l'épiscopat de décembre 1956 sur « Les devoirs des chrétiens au temps d'élection » adressée aux chrétiens rappelle les engagements qu'impliquent leur baptême, particulièrement leur témoignage en tant que chrétien dans la société et face aux

[411] CHAFFARD Géorges, *Les carnets secrets de la décolonisation*, t.2, *op. cit*. pp. 397-398.
[412] Voir Cours de M. Jacques Olivier BOUDON à L'Institut Catholique de Paris, février 2001, *L'Eglise dans le monde contemporain : de Vatican I à Vatican II*, « Le Saint Siège et le communisme ».

partis politiques qui leur sont proposés. Aux signateurs de la lettre de 1955 s'ajoutent les deux évêques camerounais Paul Etoga et Thomas Mongo.

Du 19 au 21 février 1958 à Bertoua s'est tenue l'Assemblée de l'épiscopat camerounais. A la fin, une lettre est adressée à M. Le Premier Ministre dans laquelle les évêques expriment leur satisfaction de voir le Cameroun atteindre sa majorité à laquelle contribue largement l'Eglise catholique. Ils demandent ensuite que la nouvelle Constitution comporte une clause à la liberté d'enseignement et qu'elle s'efforce de favoriser la formation de la famille monogamique et l'émancipation des femmes, mesures sans lesquelles il ne saurait être question, pour le Cameroun, de devenir un véritable Etat moderne. Mgr Mongo est signateur de la lettre en tant évêque de Douala étant donné qu'en 1957, il succède à Mgr Bonneau décédé.

En février 1959 à Yaoundé, à la fin de ses assises présidées par Mgr Lefèbvre, Délégué Apostolique résidant à Dakar, les évêques du Cameroun adressent encore une lettre aux Camerounais dans laquelle ils se félicitent de la prochaine indépendance du Cameroun, tout en exprimant le vœu que soit pris en compte dans la Constitution la place de Dieu et que soit clarifiée la question de l'enseignement catholique. Mgr Thomas Mongo est par la suite nommé membre du comité consultatif constitutionnel, mais il démissionne du dit comité parce qu'au bout du compte Dieu est absent dans la Constitution.[413]

En décembre 1959, les évêques se font entendre de nouveau « La lettre des évêques sur l'indépendance » Dans la dernière lettre de ce quinquennat, ils invitent les chrétiens à accepter l'indépendance, non seulement en citoyens libres, mais aussi en chrétiens, en fondant tout pouvoir sur Dieu, pouvoir qui ne saurait s'exercer sans conformité à lui. Si l'indépendance fait gérer ses propres affaires et rend libre, l'établissement des nouvelles institutions demande du temps pour arriver à la perfection, les précédents événements des années 1955 à 1959 étant marqués par des crises cruelles, sanglantes offensant Dieu. Ils y invitent le clergé et les fidèles à organiser et à prier pour la paix qui est un don de Dieu afin de bâtir une nation prospère.[414]

Un message non moins important et ne relevant pas de la hiérarchie de l'Eglise est celui de L'abbé Jean Zoa,[415] dans une plaquette publiée en 1957 et intitulée « Pour un nationalisme chrétien au Cameroun ». Dans cette plaquette, l'abbé Jean Zoa pose la question de savoir si un chrétien camerounais peut être nationaliste. Après avoir considéré le concept sur un triple plan,

[413] Lire dans *l'Effort Camerounais* du 24 janvier 1960 l'article d'Henri EFFA, p. 12.
[414] *L'Effort Camerounais* n°217 du 13 décembre 1959, p.12, ou *Nleb Bekristen*, 321 du 15 décembre 1959.
[415] Jean Zoa, est ordonné prêtre pour le compte du diocèse de Yaoundé le 03/10/1950. Suite à la démission de Mgr René Graffin, il est nommé archevêque de Yaoundé le 21 novembre, puis ordonné le 21 décembre 1961 à Rome et est intronisé le 7 janvier 1962. Grand pionnier de l'Eglise au Cameroun, il fait parti de ces grands témoins d'une transition de l'Eglise aux mains des missionnaires au clergé local. Il a marqué par son sens pastoral le diocèse de Yaoundé qu'il a dirigé de 1961 à 1997 où il décède au cours d'une célébration eucharistique à la cathédrale de Yaoundé.

à savoir que la conscience nationale présente des caractères originaux suivant qu'elle se manifeste chez les vieux Etats, les Jeunes Etats ou chez les peuples jeunes, il affirme :

> « Bien plus le sentiment de juste nationalisme est exigé par l'ordre légitime de la charité chrétienne : Tu aimeras ton prochain comme toi-même. Qui ne s'aime pas ne saurait valablement aimer son prochain. Il en va des peuples et des pays. Loin donc de désapprouver le nationalisme, la charité chrétienne l'exige ; elle désire, et, par son éducation personnaliste, elle provoque la maturité humaine des individus en même temps que la maturité nationale des peuples. Plus encore, la charité chrétienne sanctifie et vivifie le nationalisme en le réglant de l'intérieur par sa justice et sa mesure. A cette condition, l'amour de son pays, comme le dit Pie XI, devient une source puissante de multiples vertus et d'actes d'héroïsmes »[416]

D'après lui, on peut être chrétien et nationaliste, mais à condition que les responsabilités sociales et politiques s'inspirent des principes évangéliques. En fin de compte, quand il étudie le contexte dans lequel s'est faite l'évangélisation, un contexte d'équivoque historique où parfois, le même pays a envoyé et dans le même bateau, le soldat, l'administrateur, le commerçant et le missionnaire, il invite les missionnaires à plus de discernement dans leurs paroles, leurs actes, leurs réflexions et leurs prises de positions pour éviter toute confusion. Le disant, il reprend sur un de ses aspects les recommandations de Pie XII qui dans l'encyclique *Evangelii praecones* en 1951 mettait en garde les missionnaires contre la tentation de chercher et d'assurer les intérêts de leurs pays ou de leur congrégation dans les pays de mission.

A.2. De 1960 à 1982

C'est la période qui va de l'indépendance en 1960 sous la houlette du premier Président Amadou Ahidjo, jusqu'à sa démission à la tête de l'Etat en novembre 1982, date à laquelle l'Eglise du Cameroun connaît une nouvelle évolution dans ses structures, passant d'une à quatre provinces ecclésiastiques.[417]

De cette longue période de la vie politique au Cameroun, quels contenus des messages des évêques du Cameroun ?

---

[416] Jean ZOA, *Pour un nationalisme chrétien au Cameroun*, Yaoundé, Saint-Paul, 1957, p. 12. Nous notons que Pie XI que cite Jean Zoa a condamné l'Action Française comme doctrine du nationalisme intégral faisant de l'intérêt national un absolu échappant au domaine de la morale, et concevant la place de l'Eglise comme soutien de l'ordre et non comme un organisme divin et indépendant chargé de diriger les âmes vers leurs fin surnaturelles.

[417] La province ou région ecclésiastique, dit le canon 431, est un regroupement des diocèses voisins, selon les circonstances des personnes et de lieux en vue de promouvoir une action pastorale commune, et pour favoriser les relations mutuelles et la collégialité entre les évêques diocésains ou les Eglises particulières.

L'indépendance du Cameroun est donnée en 1960 non seulement avec les coups de canon libérateurs, mais aussi avec les coups de fusil contestataire de l'U.P.C qui est rentré dans la lutte armée parce que interdit en 1955.

A partir de 1960 Ahmadou Ahidjo opte pour la fermeté qui entraîne la répression, les exactions et les abus dont un des échos forts est le train de morts le 1er février 1962. « En gare de Douala, un groupe de 50 détenus, hommes, femmes et enfants est embarqué tôt le matin dans wagon métallique dont la porte est verrouillée. Quand le train arrive à Yaoundé au début de la soirée, l'asphyxie a fait son œuvre : le gendarme qui ouvre le wagon découvre vingt cinq cadavres »[418] Une circulaire de Mgr Jean Zoa lue dans les paroisses de Mvolyé, Mokolo, Etoudi et la cathédrale souligne :

> « Jeudi prochain 15 février 1962, il y aura exactement 15 jours que 25 de nos compatriotes ont trouvé la mort au cours d'un transfert de prisonniers de Douala à Yaoundé. Je vous invite à venir participer nombreux à l'office qui sera célébré ce jour là, à 17h30 dans la cathédrale de Yaoundé. Nous y prierons pour le repos éternel de leurs âmes, pour leurs familles qui ignorent peut-être leur sort ; et pour que notre patrie soit une terre respectueuse de la vie et des droits de ses enfants. »[419]

Sous les recommandations de Mgr Jean Zoa, le Père Pierre Fertin[420] fait paraître un article dans *l'Effort Camerounais* saisi du 18 février 1962 sur le « train de mort », ce qui lui vaut son expulsion du Cameroun quelques heures plus tard.

Lors de leur assise du 3 au 5 avril 1962 à Yaoundé, les évêques s'expriment sur plusieurs questions relatives à la vie sociale et ecclésiale au Cameroun. A la fin de cette assise au cours de laquelle place a été faite aux laïcs dans l'apostolat d'ensemble, dans l'animation et la structuration des mouvements d'Action catholique, sur le sort de l'étudiant camerounais ici et à l'étranger, les évêques font une recommandation aux chrétiens :

> « D'intensifier leurs prières pour que revienne la paix au Cameroun. Fidèle à l'Evangile, ils doivent condamner le terrorisme et travailler activement à combattre les désordres sociaux qui sont à l'origine de ces troubles. Demandons à l'Eprit de sagesse de guider nos dirigeants

[418] MONGO BETI, *Main basse sur le Cameroun*, Rouen, Peuples Noirs, 1984, p. 70.
[419] ZOA Jean, circulaire du 9 février 1962, *in* archives de la C.D.O. (Centre Diocésain des Œuvres) de l'archidiocèse de Yaoundé.
[420] Le Père Pierre Fertin, prêtre de la congrégation des Pères du Saint Esprit en ministère à Yaoundé est le fondateur de la presse catholique *l'Effort Camerounais* en 1955. Suite au scandale du train de mort de 1962, il fait paraître un article dans *l'Effort Camerounais* saisi n°327 du 18 février 1962 à paraître. Il est expulsé quelques heures plus tard par arrêté n° 20 signé par Ahmadou Ahidjo le 17 février 1962. (Lire dans *l'Effort Camerounais* n°328 du 25 février 1962) et est remplacé à la tête de *l'Effort* par le Père Louis Makong, prêtre spiritain (lire l'Effort Camerounais n°332 du 25 mars 1962). De retour en France, le Père Pierre Fertin eut des difficultés avec son supérieur Mgr Lefebvre pour des orientations que donnait ce dernier à la congrégation. N'étant pas très favorable, Pierre Fertin regagne son diocèse d'origine Orléans. Jusqu'en décembre 2005 où nous sommes entrain en contact téléphonique avec lui, il est retiré comme prêtre retraité et réside au presbytère St Yves de la Source, 1 rue Antoine Lavoisier, 45 000 à Orléans, tel 02 38 76 38 37 ou 02 38 76 23 00.

> et nos chefs dans toutes leurs décisions et leurs démarches. Que le bien commun de la communauté nationale soit l'unique loi de tous les camerounais. Plus que les autres, les chrétiens doivent faire preuve de cette volonté de service, de désintéressement et de la générosité que Jésus et son Eglise recommandent »[421]

Du 7 au 10 avril 1964, les évêques du Cameroun réunis à Yaoundé pour leur assemblée annuelle écrivent une lettre pastorale sur « La vraie nature de l'Eglise ». Dans cette lettre, les évêques rappellent que l'Eglise n'a pas de visée politique, que sa mission est tout autre, qu'elle n'apporte pas de solutions toutes faites aux problèmes des hommes, mais qu'elle apporte Jésus Christ qui est venu sauver tout l'homme. Sous le regard du Christ l'Eglise reste aux côtés de ses fils au cours de la vie terrestre, avec les mêmes sollicitudes, mêmes matérielles que Jésus pour les foules de la Palestine lorsqu'elles avaient faim. Ils relèvent que le message qu'apporte Jésus est un message libérateur, le christianisme n'étant pas une série de geste et de pratique que l'on ajoute à la vie de tous les jours, mais ce lieu où considérant l'homme dans ses deux dimensions corps et âme à sauver, on découvre davantage la dignité de la personne humaine, la responsabilité qui convie à s'engager dans l'Eglise et dans la cité.[422]

Une autre rencontre de l'épiscopat dont le compte rendu [423] fait ressortir la préoccupation des évêques sur les questions sociales est celle qui s'est tenue, la toute première après le concile, du 19 au 25 avril 1966 à Nkongsamba. Au cours de cette rencontre, quatre des sept points à l'ordre du jour sont relatifs aux questions sociales. Il s'agit de l'Action catholique pour laquelle on institue une quête annuelle pour les œuvres, avec promesse d'attribuer deux postes d'aumôniers pour ses mouvements, de l'Action Sociale pour laquelle ils sollicitent être informés largement, du rayonnement plus large de *l'Effort Camerounais* dans tous les coins du Cameroun pour former et informer sur les problèmes de l'heure, en premier lieu celui du développement économique face aux rumeurs persistant. A l'occasion, ils sont revenus sur la question de formation des enseignants privés catholiques, question déjà présente le 7 février 1963 dans un cadre plus élargi avec le Ministre de l'éducation nationale, M. Eteki Mboumoua

[421] *L'Effort Camerounais* n° 335 du 15 avril 1962, p. 7.
[422] *L'Effort Camerounais*, semaine du 12 au 18 avril 1964, p. 7, et semaine du 19 au 25 avril 1964, p .8.
[423] Au cours de cette rencontre annuelle tenue au lendemain du Concile, les évêques du Cameroun auxquels s'est ajouté Mgr Sartre, supérieur du grand séminaire national, sur les quatre des sept points ayant trait aux questions sociales, les évêques insistent pour que *l'Effort Camerounais* aborde les problèmes de l'heure, surtout celui du développement économique. Cette préoccupation est déjà présente dans cet hebdomadaire catholique fondé par le Père Pierre Fertin en 1955. Le n° du 2 au 8 février 1964 en page 10 a traité de « l'avenir économique du Cameroun », article dans lequel il est analysé la politique du Président de la république qui rejette le communisme, le socialisme et le nationalisme pour prôner le libéralisme et la planification (libéralisme planifié). Le n° du 21 au 27 mars 1965 aborde la question « Où va l'économie du Cameroun ». Après un détour sur tous les secteurs de l'économie, détour qui ouvre aux conditions nutritionnelles, de santé, de soins et de l'enseignement, la réponse à la question apparaît dans le n° 514 du 14 au 20 novembre 1963 en page 3 : « Notre économie dépend de l'extérieur », et cette réalité est dû au fait que l'industrie camerounaise est souvent conçue en fonction du marché non camerounais, les capitaux dépendant aussi de l'extérieur.

et son staff, les représentants des de l'enseignement privé catholique (Mgr Jean Zoa et l'abbé Thomas Fondjo directeur de l'enseignement catholique), de l'enseignement privé protestant (Pasteur Eugène Mallo et Pasteur Andjongo), des responsables de l'enseignement privé laïc et franco arabe.[424]

De 1966 à 1970, il y a comme ce qu'on pourrait appeler « Le silence de la doctrine sociale » dans l'enseignement des évêques, le contexte politique trouble y étant peut-être pour beaucoup. En 1970 éclate ce qu'on a appelé « L'affaire Ndongmo » : Mgr Ndongmo, alors évêque du diocèse de Nkongsamba est arrêté en août de retour d'un séjour à Rome. Les raisons avancées relèvent qu'il est commanditaire, en complicité avec la rébellion armée, d'un coup d'Etat visant à renverser le Président Ahmadou Ahidjo. L'affaire prend une tournure tant nationale qu'internationale. Un procès s'en est suivi à l'issue duquel l'évêque est condamné à la peine capitale. En 1973, l'évêque demande d'être relevé de sa charge pastorale, et en 1975, par une grâce présidentielle, sa peine capitale est commuée en détention perpétuelle, mais il est contraint à l'exil au Canada où il décède en mai 1992.

L'événement a fait couler beaucoup d'encre et de salive tant au niveau national et qu'international, et a reçu un écho plus ou moins mitigé de l'épiscopat camerounais. Nous en enregistrons deux, celui de Mgr Jean Zoa en date du 3 septembre 1970 et celui des évêques réunis à Bamenda en novembre 1970 à l'occasion de l'ordination épiscopale de Mgr Paul Verdzekok. Dans sa circulaire, Mgr Jean Zoa affirmait :

> « A la suite de l'arrestation de Mgr Ndongmo, évêque de Nkongsamba, et devant la consternation générale, l'Episcopat du Cameroun a jugé opportun de délivrer le communiquer suivant : l'Eglise du Cameroun du Cameroun traverse actuellement un des moments les plus difficiles de son histoire. Une situation pénible s'est créée que les efforts de la hiérarchie catholique n'ont pu empêcher. Un évêque est mis en cause. Mais les chefs d'accusation ne sont pas d'ordre religieux. L'affaire, à notre connaissance, est au stade des enquêtes de police. Nous espérons qu'elle suivra son cours selon le droit et la justice. Il appartient aux instances judiciaires de vérifier les faits et d'établir les responsabilités. En tout état de cause, l'histoire de l'Eglise fournit des exemples de scandales venus des autorités ecclésiastiques. Si ces scandales freinent la marche de l'Eglise, ils ne l'arrêtent jamais. Bien plus, ils devraient être pour les témoins pas toujours fidèles que nous sommes, des occasions d'approfondir notre foi en Jésus Christ ».[425]

[424] Lire le compte rendu de la rencontre des partenaires de l'enseignement dans *l'Effort Camerounais* semaine du 17 au 23 février 1963, p. 5, et celui de la rencontre des évêques à Nkongsamba dans *l'Effort Camerounais* n°538 du 1er au 7 mai 1966, p. 3 et 5

[425] *Ensemble*, n° de septembre 1970, p. 13

A cette circulaire de Mgr Jean Zoa aux échos mitigés et sentant la livraison et l'abandon de son confrère comme beaucoup l'ont estimé, s'ensuit celle des évêques réunis au monastère de Mbengwi à Bamenda. Il y ressort qu'après un tour d'horizon sur les problèmes se posant à l'Eglise du Cameroun, et évoquant « l'affaire Ndongmo » :

> «Ils ont étudié les diverses formes d'assistance à lui apporter dès l'instruction judiciaire : assistance judiciaire, assistance spirituelle, humaine, judiciaire. Ils ont, en outre, exprimé leur préoccupation au sujet des autres détenus et des souffrances de tant de familles éprouvées dans ces circonstances. Les évêques profitent de cette pour demander à tous de ne pas céder dans cette affaire à des attitudes passionnelles. Ils donnent à tous l'assurance qu'ils font leur devoir vis-à-vis de Son Excellence Mgr Ndongmo, vis-à-vis de l'Eglise et de l'Etat ».[426]

En 1974, à l'issue de leur Assemblée annuelle à Yaoundé (le statut de la C.E.N.C. de 1973 prévoyant que l'Assemblée annuelle se tient toujours à Yaoundé), et dans un communiqué au peuple de Dieu sur « La famille », les évêque relèvent que l'on ne peut bâtir un Cameroun de l'heure sans tenir compte des réalités locales concrètes et des valeurs ancestrales à restaurer. Ces réalités sont : le respect de la vie et de la personne, de l'autorité des parents et du soutien de la famille conjugale à tous les niveaux : grande famille, ethnie, nation, Eglise. Ils recommandent plusieurs moyens pour y parvenir et entre autre, le militantisme dans les mouvements d'Action catholique, le service civique de participation au développement, la formation des équipes de réflexion, des animateurs des centres familiaux et des associations familiales. En un second temps, ils plaident pour une législation civile du mariage à faire connaître de tous au moyen des mass médias ou autres groupes spécialisés.[427]

Les problèmes de l'heure constituant souvent des préoccupations pour l'épiscopat, notamment l'éternelle question de l'enseignement datant de 1962, les évêques, à l'issue de leur Assemblée de 1975, adressent un autre communiqué relatif au statut de l'Ecole catholique dans la Nation, et de sa spécificité. Dans ce communiqué, les évêques se réfèrent à la Constitution camerounaise, à la Charte de l'U.N.C., parti politique unique au pouvoir, à la Déclarations universelle des droits de l'homme, et à l'enseignement social de l'Eglise, pour dénoncer comme une injustice et une discrimination, la gratuité de l'école pour les uns, et le fait qu'elle soit payante pour les autres. Ils y dénoncent aussi le fait que certains enseignants aient leurs salaires en entier, alors que d'autres ne l'ont que partiellement, tout simplement par ce qu'ils relèvent soit du public ou du privé. Ils considèrent que cette pratique porte atteinte à la liberté des parents pour le choix du type d'école pour leurs enfants. Par ailleurs, non seulement cette pratique assure à l'Etat le monopole scolaire, mais empêche à l'Eglise d'accomplir sa mission

[426] C.E.N.C., *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2005*, *op. cit.*, p. 301.
[427] *Ibid*., p. 307-312.

d'enseigner et d'éduquer à la lumière du message évangélique. Aussi, ils plaident, avec l'aide de tous les partenaires, pour une œuvre d'éducation et pour un statut qui garantissent la liberté de choix des parents.

Si l'Ecole est payante, qu'elle le soit pour tous, si elle est gratuite, qu'elle le soit pour tous. Ils plaident pour un statut qui ferait disparaître les discriminations salariales et qui ferait que « à qualification égale et à rendement égal, qu'il y ait égalité de salaire ». Ce statut, d'après les évêques, devrait reconnaître à l'Eglise le droit d'apporter sa contribution à l'œuvre d'éducation. Partant du fait que l'œuvre scolaire et éducative au Cameroun est un héritage de l'Eglise qui a formé le plus grand nombre de l'élite non seulement camerounaise des dernières quatre vingt années, mais aussi l'élite africaine[428], et considérant l'ingratitude à l'égard de l'Ecole catholique, les évêques proposent l'organisation d'un séminaire sur sa spécificité, l'organisation de l'aumônerie catholique à tous les niveaux (primaire, secondaire, universitaire, et le recyclage des enseignants catholiques en matière de spécificité. Ils souhaitent que les chrétiens prennent part aux instances de recherche et de décisions à tous les niveaux en matière d'éducation. Enfin, ils mettent sur pied la composition d'une délégation et une d'équipe technique qui oeuvrera, la première, dans une commission mixte avec le pouvoir public, et la deuxième qui rencontrera l'équipe gouvernementale.

De 1978 à 1982, les évêques s'intéressent aux problèmes des jeunes et de la famille lors de leur Assemblée annuelle. De 1978 à 1979, le thème « l'Eglise et le monde des jeunes » les a préoccupés. Dans leur message programme en 1978, ils font remarquer que les jeunes rencontrent d'innombrables difficultés dans leurs conditions de vie matérielle, morales et spirituelles. Les jeunes scolaires vivent l'inadaptation du système de l'éducation. Beaucoup de jeunes travailleurs salariés subissent l'injustice des salaires et des conditions inhumaines de travail, les jeunes ruraux se voyant retirés leurs petites propriétés à l'avantage des grands organismes d'exploitation. Aussi les évêques exhortent les jeunes, les parents, le clergé, les éducateurs, les pouvoirs publics et chacun à son niveau pour que tous soient sensibilisés aux problèmes des jeunes, qu'ils agissent concrètement pour le bien être de l'avenir de l'Eglise et de la société que sont les jeunes.

En avril 1979, lors de leur assise annuelle, et cette fois en collaboration avec les aumôniers des jeunes, ils reviennent sur le thème et font une réévaluation. Ils constatent qu'un

[428] Le Père Thomas Fondjo dresse une liste assez exhaustive des grandes figures politiques, intellectuelles, économiques africaines et camerounaises formées dans les écoles des missions dans « Les Ecoles des missions » paru à I'imprimerie Saint Paul à Yaoundé aux pages 120 à 122. L'année d'édition n'étant pas marquée, nous croyons que la parution daterait entre 1964 et 1970 où l'abbé Fondjo a été directeur national de l'enseignement privé catholique au Cameroun.

effort pour mieux connaître les conditions de vie des jeunes et de leurs problèmes a été fait après leur message programme de 1978, mais que la difficulté pour atteindre les jeunes ruraux et salariés, les chômeurs et les délinquants est encore réelle. Aussi, ils rappellent comme ils l'ont déjà dit en 1978, l'importance des mouvements d'action catholique, comme moyen privilégié d'évangélisation et de transformation de vie. Ils demandent aux communautés chrétiennes de prendre conscience de tout ce qui pèse sur la vie personnelle et collective, et paralyse l'épanouissement des jeunes. Et comme souvent, ils terminent par une exhortation confiant les communautés à la sollicitude maternelle de la vierge Marie pour que leurs orientations se traduisent en réalisations.

Cette même année, à l'occasion de l'année internationale de l'enfance décrétée par l'O.N.U., les évêques du Cameroun se font encore entendre dans une « lettre pastorale sur l'avortement provoqué », un des maux sévissant dans la société camerounaise et constituant une menace grave contre la famille, cellule de base de la société. Abordant la gravité de ce fléau et les moyens pour l'éradiquer, les évêques affirment que la vie humaine, bien n'étant pas un héritage absolu, mais un trésor à administrer, est là dès la conception. Pour eux, aucune raison, (sauf si, de suite d'une intervention ou une autre thérapie nécessaire et résulte d'une conséquence secondaire inévitable, ni voulue, ni souhaitée), ne saurait le justifier l'atteinte à la vie. En s'exprimant, ils prennent appui sur l'Ecriture, l'enseignement du magistère, la déclaration de l'O.N.U. de 20 novembre 1959, et le Code Pénal du Cameroun qui tous, défendent la vie. Tout en restant solidaires des souffrances des mères qui en arrivent là suite aux différentes misères dont elles sont aussi victimes, les évêques mettent à contribution les religieuses, les chrétiens, tous les autres croyants du secteur public et les jeunes (garçons et filles) pour que soit favorisée et respectée la promotion à la vie.

Les années 1980 et 1981 sont consacrées au thème « Les fonctions de la famille chrétienne dans le monde contemporain » en avril 1980 et en avril 1981. A la fin leur session du 14 au 19 avril 1980, dans un message, ils affirment que face aux nombreux problèmes qui assaillent les familles, les personnes et les couples : interférence de mariage coutumier, civil et coutumier, polygamie, divorces, foyers sans enfants, les efforts de réflexion vont se poursuivre sur la famille à leur niveau à travers la mise sur pied d'un groupe de travail pour une articulation entre mariage civil, coutumier et chrétien. En mai 1981, revenant sur le même thème, ils rappellent dans un message à la communauté nationale les trois premières conférences de 1967, 1974, et 1980 ayant traité du thème de Famille, avant d'aborder leur souci de l'heure : élaborer un projet de pastorale familiale, c'est-à-dire tous les efforts du peuple de Dieu dans les communautés locales accomplis par les prêtres, les laïcs pour aider les familles et

les couples à vivre en plénitude leur vocation. Leur message s'achève par l'invitation de tous à être sensibles aux valeurs ancestrales ayant fait l'honneur des familles : solidarité, amour sacré des parents pour les enfants et des enfants pour leur parents, respect et honneur de la femme comme source de la vie, et par une exhortation de tous à coopérer à la défense de la famille cellule de base de la société.

A.3. De 1982 à 1990

En 1982, le thème « Santé et famille » anime la session de l'assemblée plénière. Les évêques veulent asseoir une pastorale du renouveau de la famille chrétienne, Eglise domestique, cellule de la société et de l'Eglise, première école des vertus évangéliques et sociales. A partir des interpellations d'ordre médico sanitaire qui doit être de proximité, à partir des interpellations d'ordre économique que tous les grands projets de développement doivent prendre en compte, non seulement l'agro-alimentaire mais aussi des projets tels l'école, les foyers, les dispensaires, les évêques précisent que la notion de santé ne s'arrête pas seulement au corps. L'homme est esprit et corps et cette notion veut aussi dire absence de péché individuel et collectif, et responsabilisation des personnes vis-à-vis de leur droit et leur devoir à l'égard de la santé.[429]

Cette session aura été marquée par la grande joie de l'annonce de la transformation de la structure ecclésiale du Cameroun par le pape Jean Paul II, en quatre provinces ecclésiastiques, consacrant ainsi l'effort d'organisation des structures des évêques en Région apostolique depuis 1970.

Le thème de « La famille dans l'esprit des soins de santé primaires », comme suite logique des assises de 1981 et 1982 sur la famille, cellule domestique de l'Eglise et de la société, a dominé la session ordinaire annuelle du 11 au 16 avril 1983. A la fin de cette session, un communiqué des évêques précise que l'Eglise s'engage sur la question de famille et de santé sans prétendre se substituer à l'Etat. En le disant ils dénoncent certains faits :

a- la détérioration de la qualité de vie car les parents et les responsables ont démissionné devant leurs responsabilités, et les enfants décident et agissent à leur gré. En ville, on compte en moyenne une borne fontaine contre quatorze débits de boisson.

b- La malnutrition touche autant les enfants mal nourris que les adultes qui mettent plus d'argent dans l'alcool que dans la nourriture, et les élèves et étudiants ne peuvent manger à leur faim, sans perdre de vue l'exploitation des paysans par les intermédiaires.

[429] Lire *in* C.E.N.C., *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2005*, *op. cit.*, p. 343-347.

c- Le déracinement culturel des jeunes à un niveau fort élevé tant au niveau moral que matériel, ce qui accentue le taux d'échec, sans compter ceux qui émigrent vers la ville par peur de la sorcellerie, par manque du travail au village, et qui en ville sont confrontés aux autres maux tels la prostitution avec toutes les conséquences maladives que cela entraîne.

Comme solutions, ils en proposent trois : la première est une auto-conscientisation qui appelle une interaction de toutes les catégories du peuple de Dieu, suivie d'une conscientisation des communautés en quatre étapes : l'étape une consiste à prendre conscience de ce qui nuit à la santé, suivie de la recherche des solutions à trouver sur place. La troisième réside dans la recherche des moyens pratiques à prendre, et pour finir, ils invitent à mettre sur place des structures locales pour agir. La dernière invite à atteindre tous les niveaux de vie et toutes les couches sociale dans leurs difficultés propres, à savoir les couples, les familles, les jeunes, les quartiers, tout en exhortant toutes les forces concernées à une forte concertation.

« Jeunesse et santé » fut encore le thème des sessions du 30 avril au 5 mai 1984 et du 15 au 21 avril 1985 en un premier temps. Forts des résultats d'enquêtes et d'analyses venus de tous les diocèses du Cameroun, avec une réelle participation tant au niveau des parents que des jeunes, résultats qui ont fait découvrir que être en santé c'est aussi vivre en harmonie avec son entourage et son environnement, les évêques interpellent les ouvriers apostoliques, les agents sanitaires, les éducateurs, les parents, les militants des mouvements et les jeunes, chacun à son niveau, à conjuguer les efforts et les compétences afin d'éradiquer tous les fléaux auxquels sont confrontés les jeunes. L'assemblée de 1985 s'adresse particulièrement aux différentes catégories des jeunes dont les évêques dénoncent les maux qui les abîment : maladies sexuellement transmissibles, alcool, tabac, paludisme, en les invitant à se laisser aidés dans la recherche des solutions appropriées. Parlant de la vie de l'Eglise en un second temps, les évêques, comme en 1984, insistent sur la création des centres diocésains de santé primaire et sur la planification familiale naturelle. Ils se félicitent des efforts déployés pour mettre en route le projet d'une presse catholique et le bureau des activités socio-caritatives visant à promouvoir le développement socio-économique, la justice, la paix, et la prise en charge des démunis.

En 1986, dans l'esprit d'apporter leur contribution au synode romain prévu en 1987 sur le thème « Vocation et mission des laïcs dans l'Eglise et dans le monde », les évêques du Cameroun, à partir d'un questionnaire traité au niveau des diocèses et des provinces ecclésiastiques, prennent des résolutions. Une, parmi, est relative à l'engagement des laïcs dans le renouvellement de l'ordre temporel, en particulier dans le domaine de la famille, de la vie professionnelle, de la politique, du développement social et culturel. Ils décident de consacrer leur prochaine Assemblée sur ce thème de « vocation et mission des laïcs dans notre Eglise et

dans notre pays » en insistant sur l'ordre temporel. Aussi, en janvier 1988, à l'issue de leur séminaire tenu à Ngaoundéré, publient-ils la lettre pastorale sur « L'engagement des laïcs dans la vie de la nation » dans laquelle ils rappellent que l'engagement politique est un devoir pour tout chrétien, le but visé n'étant pas en vue d'obtenir des privilèges égoïstes, ni des profits injustes, mais la poursuite et la réalisation du bien commun qui requiert deux conditions : la première consistant à avoir des qualités intellectuelles, morales et techniques exigées, et une formation adaptée ; la seconde étant qu'il y ait une organisation politique favorable à l'utilisation de tous les talents et compétences, autant des citoyens, des partis politiques que de la société civile. Ils y rappellent par ailleurs trois valeurs chrétiennes essentielles à la démocratie que sont :

-La reconnaissance et le respect de la personne humaine, de toute personne humaine à l'image et à la ressemblance de Dieu quelque soient les circonstances, les lieux et les temps ;

-La liberté d'opinion dans les débats, les choix des candidats qui se proposent pour le service du bien commun et enfin

-L'égalité qui, entre tous les hommes, donne à chaque citoyen des chances égales de promotion humaine.

Etant donné que les élections législatives approchent, les évêques rappellent les enjeux et formulent des recommandations. Les enjeux, c'est de choisir des hommes ou des femmes capables de porter les aspirations, capable d'œuvrer pour le bien de tous au risque de payer soi même. Dans leurs recommandations, ils demandent que chaque citoyen connaisse suffisamment la législation et la réglementation sur les élections, les droits et devoirs qui en découlent. Ils insistent que les chrétiens et les hommes de bonne volonté choisissent des gens compétents au-delà des critères ethniques et religieux, et que des gens compétents, intègres et jouissant d'une grande crédibilité proposent leur candidature afin de mettre leurs talents au service du peuple. Enfin, ils invitent les gens à la vigilance le jour des élections pour faire respecter les conditions légales du libre choix, et surtout, qu'ils mettent leur honneur pour ne céder à aucune pression de quelque nature que ce soit. Que le verdit des urnes qui en découlent soit respecté par tous. La dernière recommandation invite à la prière pour que le Cameroun de l'heure soit meilleur par rapport à celui d'hier.[430]

La Commission épiscopale Enfance et Jeunesse, au nom de l'assemblée Plénière qui s'est tenue au mois d'avril, s'est inquiétté en mai 1988 par un communiqué, sur la situation de l'enseignement catholique en péril à travers la loi n° 87/022/ du 17 décembre 1987 rendant

[430] *Ibid*., p. 111-117.

aléatoires les subventions de l'Etat, une inquiétude déjà exprimée lors du séminaire du mois de janvier à Ngaoundéré. Cette loi, d'après eux, consacre une situation d'injustice et de discrimination sociales en contradiction avec le discours politique du pouvoir sur l'éducation. Ils assurent la nation de la disponibilité de l'Eglise à contribuer de façon désintéressée à la mise sur pied d'un projet éducatif au service de toute la jeunesse.

En 1975, les évêques ont abordé la question du statut de l'enseignement catholique dans le communiqué final sanctionnant leur Assemblée générale. Mais quatorze ans après ce communiqué, et deux ans après la promulgation de la fameuse loi n°87/022/du 17/12/1987 libéralisant les taux de scolarité et rendant les subventions de l'Etat aléatoires et éventuelles pour l'enseignement privé, les évêques lors de leur Assemblée de janvier 1989 à Douala, rédigent une lettre pastorale sur l'enseignement catholique. Dans celle-ci, ils font un bref historique de l'école catholique dont le but est de servir, cet appel au service ou ce sens d'utilité publique ayant lié mission et école depuis l'époque coloniale. Aussi, l'école confessionnelle, voire catholique est première au Cameroun comme moyen d'avoir accès au savoir et au prestige du Blanc. Enfin, des gens aux différentes couches sociales et de différentes nationalités trouvent en l'école catholique le milieu meilleur et favorable pour l'éducation de leurs enfants. Ils font remarquer que ce sens d'utilité publique reconnu à l'école catholique a persisté dans le système scolaire d'obédience anglophone jusqu'en 1976 dans la province ecclésiastique de Bamenda où toute unité scolaire privée qui donnait la preuve de n'être pas une activité commerciale, qui faisait preuve d'efficacité au niveau des réussites, qui se conformait à la pratique scolaire en vigueur et qui assurait, seule ou en collaboration avec l'autorité publique, la formation de ses enseignants, recevait des subventions de l'Etat. Ces subventions couvraient la totalité des salaires et autres charges sociales des enseignants, le fonctionnement et l'aide médicale à l'école. Par ailleurs, il y avait une taxe pour l'éducation à laquelle participait tout citoyen, et les enseignants avaient le même salaire quelque soit l'ordre d'enseignement, la qualification et l'ancienneté seules étant les points de démarcation.

Les évêques rappellent qu'en 1925, suite à une bonne gestion scolaire dans la partie anglophone du Cameroun, le gouvernement par décret, avait confié toute l'école primaire aux missions chrétiennes dont la rigueur dans la gestion avait permis de faire fonctionner avec 20 écoles, le même montant (1000 livres sterling) qu'utilisait l'école publique pour uniquement une seule.

En un second temps, ils rappellent que dans leur philosophie de l'éducation, c'est un devoir et un droit pour l'Eglise de porter un intérêt pour tout ce qui touche l'homme, tant au niveau de l'école que de l'éducation. En prenant appui sur l'enseignement de l'Eglise au

Concile Vatican II en matière d'éducation (Déclaration sur l'éducation chrétienne n°1) et sur la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, ils réaffirment le droit de tous à se scolariser et à s'éduquer, l'enseignement élémentaire et fondamental devant être gratuit et obligatoire. Les parents, en tant que premiers éducateurs, disent-ils, ont le droit de choisir pour leurs enfants, le type d'école qui leur convient, et le genre d'éducation à donner à leurs enfants et visant la formation intégrale de l'homme. Si la tâche première revient aux parents, la société y contribue largement. L'école catholique est le lieu de la promotion intégrale de l'homme dans le respect de sa conscience, le lieu où des chrétiens et citoyens s'inspirent des valeurs chrétiennes pour le développement de leur milieu. Tout en préconisant le pluralisme scolaire, l'esprit du dialogue et de collaboration nécessaire, ils s'inscrivent en faux contre le monopole scolaire par l'Etat, précisant que l'école catholique est ouverte à tous, de préférence aux plus petits et aux plus pauvres.

Passant au crible les problèmes de l'heure et qui sont communs à l'enseignement privé catholique, protestante, musulman et à l'enseignement privé laïc, ils dénoncent à ce niveau, le déséquilibre des budgets, l'incapacité à renouveler les infrastructures, la modicité et l'inégalité des salaires entre les enseignants de l'Etat et ceux du Privé souvent mécontents suite au fait que leurs salaires et les subventions sont irréguliers et instables. Cet état de fait entraîne des grèves et des mauvais résultats scolaires. En particulier, ils déplorent que l'enseignement confessionnel à but non lucratif, particulièrement l'enseignement catholique, soit assimilé dans la loi de 1987 à l'enseignement privé laïc dont les finalités, les philosophies éducatives et leurs histoires n'ont rien de commun. Après avoir mis à nu les maux qu'entraînent les difficultés financières : une école sélective, (pour les riches), désertion des écoles suite aux taux de scolarité trop élevé, fermeture des écoles des villages pauvres et reculés, ils font remarquer, et c'est le paradoxe, que l'école privée scolarise 34% d'élèves au primaire et 54% au secondaire. Et pourtant, remarquent-ils, ce qui est dépensé matériellement pour un enfant à l'école publique est de loin supérieur à ce qui est occasionné pour un enfant à l'école privée.

En stigmatisant la nouvelle loi de 1987 dont l'application stricte contribuerait à la mort de l'enseignement catholique et à en fabriquer un qui serait réservé aux riches, ce qui trahirait la mission de l'Eglise dont l'option préférentielle est pour les pauvres, ils reconnaissent par ailleurs le contexte de crise qui n'épargne pas l'école, mais dont la solution appelle la conjugaison des efforts et des forces dont ceux de l'Eglise. Dans les recommandations ils invitent tous les partenaires de cet ordre enseignement catholique : les parents, les responsables administratifs, les prêtres et les ouvriers apostoliques, les enseignants, les élèves et le peuple de

Dieu, chacun en fonction de ses compétences, de ses talents et de ses responsabilités, à œuvrer pour que vive l'école catholique.

Mais cette crise que connaît l'enseignement catholique ne s'accentue-t-elle pas avec la crise économique généralisée que connaît le Cameroun, et qui sera très grave vers les années 1990 ?

A.4. De 1990 à 2000

Si la crise économique cruellement ressentie au Cameroun date des années 1985, elle s'intensifie à partir de 1987 à tel enseigne que l'école catholique en fait sérieusement les frais, et se généralise en 1990 avec les réductions drastiques de salaires des fonctionnaires et commis de l'Etat. Alors, les évêques s'y attaquent en 1990 dans la « Lettre pastorale des évêques du Cameroun sur la crise économique dont souffre le pays ». Réunis à Yaoundé le 17 mai 1990, les évêques engagent la communauté chrétienne et nationale dans une réflexion dense sur la crise à laquelle le Cameroun est confronté. Dans l'introduction, cette lettre se veut, aux destinataires, un message de solidarité, de soutien et d'encouragement dans leurs épreuves, en même temps un guide dans la recherche des solutions appropriées, sans toute fois, et bien évidemment, vouloir se substituer à l'Etat.

La radioscopie de ce document souligne d'abord les effets de la crise. Ce sont : la pauvreté, la misère, le chômage, la crainte, le doute et l'incertitude jusque dans les structures même de l'appareil étatique et les institutions économiques. Les prix des matières premières agricoles que sont les cafés, cacao, coton, caoutchouc, banane, tabac et arachide ont dégringolé et le pouvoir d'achat a baissé ; et dans le même temps, les banques se vident et l'Etat n'honore plus ses engagements face aux fonctionnaires. Et les évêques de poser la question : Pourquoi les banques sont-elles vides ? Pourquoi les produits ne se vendent plus comme autrefois ? Alors, ils procèdent par l'analyse des causes.

Les causes. Elles sont exogènes et exogènes écrivent les évêques. Il y a les causes externes ou exogènes, et elles sont dues aux structures du péché : un monde divisé en deux blocs idéologiques où règnent diverses formes d'impérialisme. Ensuite, l'ordre économique mondial est basé sur le seul profit, l'égoïsme, l'exploitation des pauvres, des faibles et des opprimés par les riches et les puissants de ce monde. Enfin il y a l'éternelle question de la dette où le pays, ne pouvant tirer de ses ressources propres de quoi investir pour son développement, fait appel à la solidarité internationale dont le système le rend encore plus pauvre. Et comme remèdes externes, ils prônent un nouvel ordre économique mondial, non basé sur

l'enrichissement et la domination, mais sur la promotion mutuelle fondée sur le bien commun de tous, une nouvelle coopération qui repense les systèmes d'échange et de dialogue ayant conduit à la situation, une ouverture et une recherche de nouvelles voies, et l'abolition de la dette.[431]

Les causes internes ou endogènes sont dans les structures du péché : manque d'amour du prochain, égoïsme, mesquinerie ; les détournements, la corruption et l'incivisme, le gaspillage et la fuite des capitaux, tout cela dans l'impunité. Comme remèdes, ils prônent l'exploitation rationnelle des richesses humaines et agricoles, l'intégrité morale et la conscience professionnelle, l'instauration d'une véritable démocratie, le sens de l'amour du prochain. Enfin, ils font appel à la conversion et à la réconciliation des cœurs pour qu'adviennent la paix et la concorde seules capables de faire travailler ensemble pour libérer le pays de la crise.

Le second semestre de l'année 1990 a un autre visage avec l'avènement plus ou moins difficile et forcé de l'ouverture démocratique et du multipartisme. Ce passage du mono au multiparti ne se fait pas sans douleur, et les troubles qui en résultent sont sanglants. Ceux qui ont pris goût au pouvoir par le parti unique ne peuvent que trembler face au multipartisme qui s'installe. Devant cette situation grave, les évêques lancent encore le 13 avril 1991 lors de leur Assemblée plénière, et le 24 juillet par le Comité permanent, un appel aux acteurs politiques et aux camerounais sur la situation socio-politique trouble dans le contexte de l'ouverture démocratique. Ils les invitent au dialogue et au rejet de la corde raide comme voie privilégiée, pour négocier ce tournent historique qu'est l'ouverture démocratique, en rappelant avec insistance que le sang des Camerounais ne doit plus couler. Ils en appellent en fin de compte aux chrétiens du pays dont la situation interpelle leur foi dans l'amour du prochain, et à tous les citoyens pour le sens du bien commun et la conscience nationale qui doivent toujours prévaloir dans leurs actions et dans leurs options. Enfin, ils invitent tous les croyants à la prière persévérante en faveur de la paix.

L'école catholique restant toujours pour l'Eglise du Cameroun un des moyens incontournables de l'évangélisation, et constituant dont un cheval de bataille, les évêques y reviennent en 1992. Au mois d'avril, dans un *mémorandum* à La Commission mixte sur l'éducation, commission mise sur pied par les responsables des pouvoirs publics, les évêques font le constat de la situation scolaire dégradante : dégradation par la mauvaise gestion des cartes scolaires, par la baisse des niveaux, le taux d'analphabétisation croissant, la corruption dans le recrutement. Ils proposent comme une des hypothèses dans la recherche des solutions,

[431] *Ibid*., p. 150-152.

la gratuité des frais de scolarité au niveau de l'enseignement primaire, et la prise en charge par l'Etat des salaires de tous les enseignants. Ils font le constat amer, que les arriérés de salaires dus aux enseignants de l'école catholique sont trop élevés, suite au non versement des subventions par l'Etat, et à l'incapacité des parents de s'acquitter de la scolarité qui leur est imposée. Ces situations qui créent une insécurité sociale sur tous les plans amènent les évêques à demander la révision de la loi de 1987 qu'ils qualifient d'injuste. Ils sollicitent en même temps une concertation entre eux et le gouvernement sur le problème de l'enseignement.

Le contexte politique depuis 1990 est tendu ; Il y a eu aussi des critiques négatives par certains concernant la lettre pastorale des évêques sur la corruption, et la parole de certains responsables d'Eglise est souvent taxée de partisane. Aussi, le 11 décembre 1992, le Comité permanent réuni à Yaoundé réagit-il par un communiqué suite aux accusations formulées par le gouvernement contre l'archevêque de Bamenda, Mgr Paul Verzekov. L'évêque est accusé d'avoir exagéré dans une déclaration, le nombre de détenus politiques à Bamenda d'une part, et d'autre part, d'avoir gardé le silence sur les assassinats et les incendies des biens publics à Bamenda, suite à la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 20 octobre 1992. Dans leur communiqué, les évêques protestent vivement en situant les propos du prélat dans le contexte d'un communiqué à ses chrétiens, lequel a condamné toute forme de violence, a exhorté à la paix et à la prière pour tous, à l'hospitalité et à l'entraide mutuelle. Les évêques réaffirment le sérieux dont a toujours fait preuve ce grand prélat, et promettent mettre à la disposition des Camerounais le message de l'évêque de Bamenda.

Le contexte des années 1990 à 1993 étant aussi celui de la douloureuse ouverture démocratique, les évêques saisissent beaucoup d'occasions de leur rencontre pour s'adresser aux camerounais. Ainsi, réunis à Bertoua en janvier 1993 pour leur séminaire sur *la formation des futurs prêtres, la vie sacerdotale du clergé camerounais*, ils reviennent sur la situation du pays. Rappelant qu'une des missions de l'Eglise est la promotion du bien commun et la défense de la dignité et des droits de la personne humaine, ils dénoncent l'absence de la paix et du dialogue entre les acteurs de la vie politique, ce qui crée la haine et les calomnies. Les évêques lancent un appel à la tolérance, et pour une large participation à la mise sur pied de la future charte fondamentale, en insistant sur la distinction des pouvoirs et sur l'indépendance du pouvoir judiciaire. Ils souhaitent enfin qu'il y ait une loi libéralisant les moyens de communication sociale, et que l'alternance politique qui évite les présidents à vie ait droit de cité après tant d'années d'indépendance.

Les différents appels relevant de l'école catholique sont restés lettres mortes. Aussi, un communiqué des évêques à la fin de leur Assemblée plénière le 24 avril 1993 à Yaoundé

réaffirme que « L'école catholique ne doit pas mourir ».[432] Pour des raisons financières écrivent-ils, certains voudraient que l'Eglise cède l'école à l'Etat. Ils soulignent que le maintien de l'école dans la situation actuelle crée beaucoup d'injustice pour le contribuable qui paye une deuxième fois pour l'école catholique, et pour les enseignants qui travaillent sans salaires, l'Etat restant sourd à tous les appels qui lui sont adressés. Face à ces situations aussi graves et non fondées, les évêques se refusent de céder ou de fermer l'école catholique. Ils veulent son maintien et son développement, le pluralisme scolaire préludant à l'ouverture démocratique et favorisant la liberté de choix des parents quant au type d'école correspondant à leurs convictions et à leurs enfants. En se positionnant ainsi, Les évêques affirment ne pas vouloir cautionner les injustices créées au niveau de l'école, mais qu'ils veulent réaffirmer comme ils l'ont fait en 1989 dans leur lettre pastorale, que la tâche d'éducation de la jeunesse appelle le concours de tous, l'Etat devant donner équitablement à tous les secteurs de l'enseignement ou à défaut, généraliser aux deux types d'enseignement les frais de scolarité s'il en était besoin. Mettant à contribution les communautés chrétiennes, les enseignants, l'administration scolaire, les prêtres et tous les ouvriers apostoliques, les élèves eux – mêmes, et chacun à son niveau, ils espèrent et croient à la pérennité de l'école catholique.

Et comme il ne se passe pas une année sans que les évêques soient confrontés aux questions sociales aussi intenses par ces temps de transition, les évêques saisissent l'occasion de la visite du Premier ministre venu leur souhaiter les vœux de bonne année et avoir des échanges ouverts, francs et constructifs sur les questions auxquels est confronté le pays. C'était lors de leur séminaire du 10 au 16 janvier 1994 à Sangmelima. Dans leur réponse, les évêques rappellent Premier ministre quelques problèmes portés depuis belle lurette à l'appréciation du gouvernement, et qui sont restés lettres mortes. Il s'agit entre autre d'aucune suite donnée à la demande d'un f*orum* sur l'éducation, du silence face aux suggestions des évêques sur le consensus autour de la Constitution et du code électoral pour plus de transparence lors des élections, et le refus du dialogue comme voie de sagesse pour juguler la crise entre les acteurs politiques. Enfin, ils déplorent le manque de lumière sur les tueries et les agressions dont ont été et sont victimes les membres du clergé dont Mgr Yves Plumey, évêque émérite de Garoua, et d'autres petites gens sans défense.[433]

Un an après, du 24 au 29 avril 1995, les évêques se retrouvent à Yaoundé pour leur Assemblée Ordinaire. Mais la veille, le 23 avril, le Père Engelbert Mveng est trouvé mort dans sa chambre à Nkolafeme près de Yaoundé. Pour eux, il n y a aucun doute que ce soit un

[432] *Ibid.*, p. 285.
[433] NGUE Etienne, *l'enseignement social des évêques du Cameroun 1987-1997*, Yaoundé CENC, 1997, p. 51.

assassinat qui ajoute à ceux de Mgr Yves Plumey à Ngaoundéré, de l'abbé Joseph Yamb à Mandoumba, Materne Bikoa à Mbalmayo, Joseph Mbassi à Yaoundé, Antony Fontegh à Kumbo, Père Cornélius Den Burg à Lolodorf, Mgr Kounou à Mbalmayo, et des Religieuses, Germaine et Marie Léone à Djoum. Etant donné qu'aucune enquête sur leur sort n'avait jamais abouti jusqu'à là, les évêques inquiets et révoltés interpellent les plus hautes autorités de l'Etat et exigent, dans un communiqué en date du 29 avril, que lumière et justice soient faites sur tous ces cas de meurtres des hommes d'Eglise.

En mai, lors des Etats généraux sur l'éducation, Mgr Raphaël Marie Ze, Président de la Commission épiscopale Enfance et jeunesse plaide pour une éducation intégrale de l'homme, une éducation à la fois physique, intellectuelle, morale et spirituelle.

Par ailleurs, étant donné le lien étroit entre évangile et vie, entre foi et développement, les évêques n'ont pas failli à leur devoir sur ce plan. Aussi, au terme de leur Assemblée du 25 au 31 janvier 1996 qui a lieu à Bamété dans le diocèse de Bafoussam, les évêques rédigent un communiqué sur « Le développement dans le cadre de l'Eglise en Afrique ». D'après eux, il ne peut avoir développement que s'il est intégral, le développement, plus qu'une question de technique, s'étendant aux divers domaines où l'homme déploie son activité à la recherche du bonheur. Par ailleurs, ils insistent sur le fait que le développement est une entreprise collective et non celle de quelques individus. Comme ils l'ont déjà relevé en 1988, le développement, pour être prospère, se fait au niveau politique, économique et social, une prospérité qui ne peut être sans respect de l'altérité, de la reconnaissance de l'autre comme homme et comme image et ressemblance de Dieu. C'est dans cette perspective que les évêques écrivent le 6 novembre 1996 une autre lettre pastorale, la « *La lettre pastorale des évêques du Cameroun aux chrétiens et tous les hommes de bonne volonté sur le tribalisme* ». Une des causes internes à la crise économique que dénonçaient les pasteurs camerounais en 1990 fut le tribalisme. Si, disent-ils, la même langue, la même culture, les mêmes traditions peuvent être facteurs d'unité et de richesse d'un groupe, ils peuvent aussi vite devenir une pauvreté dans la mesure où ils favorisent l'exclusion et le rejet des autres.

Après une analyse du phénomène sur le plan politico-économique et religieux, analyse qui trouve aussi la cause du tribalisme dans l'échec de l'Etat à subvenir aux problèmes élémentaires des citoyens, les évêques font un large inventaire de ses méfaits en puisant dans l'exhortation apostolique post synodale *Ecclesia in Africa* du pape Jean Paul II. Le tribalisme met en péril la paix et la recherche du bien commun, compromet le dialogue franc et sincère,

anime et entretien l'animosité des groupes ethniques, ce qui est un terrain favorable à la guerre civile et au génocide.[434] Les Ordinaires relèvent :

> « Aimer sa tribu est une bonne chose : c'est s'aimer soi-même comme le demande l'Evangile (cf Mc 12,31). Mais l'attachement à sa tribu devient un mal réel quand on cherche à exclure les autres, à les persécuter, à les priver de valeurs, des droits, à les assassiner, à opposer un groupe ethnique contre un autre à des fins personnelles, politiques, économiques…Des tensions provoquées et entretenues par des intérêts sans scrupule et souvent dissimulées menacent la stabilité des Institutions publiques, la cohésion sociale et la paix des familles ».[435]

Pour que la paix soit préservée au Cameroun, les évêques proposent la prise de conscience individuelle et collective comme remède approprié, la diversité camerounaise étant une richesse et non une tare. En invitant chacun à accepter l'altérité qui appelle au pardon, ils interpellent et doigtent les ouvriers apostoliques, les responsables politiques, les membres et groupes de la société civile, et les invitent à promouvoir entre tous des valeurs d'ouverture, d'hospitalité, de collaboration, d'acceptation mutuelle et de vie fraternelle pour le progrès et le développement de tous.

Etant donné que le développement suppose nécesséssairement la paix et la justice, les évêques consacrent leur séminaire du 4 au 11 janvier 1997 à Mbalmayo sur les problèmes de Justice et Paix. A l'issue de ce séminaire, ils livrent un communiqué dans lequel ils donnent une appréciation de la situation sociale, insistent davantage comme les années écoulées sur le respect des droits de l'homme, le sens du bien commun, la dignité de la personne humaine et sur le sens de la communauté qui exclue toute idée de tribalisme. Ils y dénoncent par ailleurs l'insécurité grandissante dans le pays à tous les niveaux, sans perdre de vue les abus des autorités traditionnelles et administratives. Ils dénoncent entre autres et comme contraire à la paix, le chômage, la situation des enfants de la rue qui sont des terrains fertiles à tous les maux ou à tous les vices, les tortures dans les maisons d'arrêt, et enfin, ils encouragent certains fonctionnaires encore intègres à résister à la corruption assez répandue dans le pays.

En 1998, lors du séminaire des évêques tenu à Edéa du 03 au 10 janvier, le thème de la Bonne Gouvernance retient leur attention. Si dans leur communiqué ils se réjouissent des avancées dans le dialogue initié entre les partis politiques, et de l'engagement remarquable de beaucoup d'hommes et des femmes en faveur de la justice et la paix au niveau de la société. Au niveau de l'Eglise, ils se félicitent de la prise en main des responsabilités par les laïcs de tout sexe et l'engagement des chrétiens sur les questions de société. Cependant, ils dénoncent, à

[434] *Ibid*., p. 159, 4.
[435] *Ibid*., p .160.

chacune des instances, quelques obstacles à l'avènement de cette bonne gouvernance : les lenteurs judiciaires et administratives, la disproportion entre la faute et la sanction dans le cas des détournements de biens publics, la corruption de certains magistrats, l'arbitraire dans leurs décisions de justice qui constituent encore de gros obstacles au niveau de la société.

Ils dénoncent aussi ce qui fait obstacle à l'avènement de la gouvernance dans l'Eglise du Cameroun : le conflit d'autorité entre prêtres et laïcs, le manque d'implication matérielle des fidèles dans la vie de leur Eglise, le manque de transparence dans la gestion. Leur communiqué finit par une invitation à promouvoir le respect de la dignité de la personne, de ses droits et devoirs, et le bien commun. Ils s'engagent à mettre sur pied le programme et l'enseignement de justice et paix, et à la rigueur dans la gestion des biens publics dont ils sont responsables. Au niveau ecclésial, ils se proposent d'animer toutes les structures de gestion, de communion et de concertation tel qu'exige le droit canon, et ils achèvent leur communiqué en invitant toutes les communautés chrétiennes à prendre connaissance de leur communiqué pour mieux vivre dans la justice et la paix.

En 1990, lorsque les évêques examinent la crise qui sévit au pays, ils notent que le vol en général, tribalisme et la corruption faisaient parti des principales causes. Aussi, après la lettre pastorale sur le tribalisme en 1996, vient celle sur la corruption en septembre 2000.

Réunie en assemblée à Bamenda le 3 septembre 2000, les pasteurs du Cameroun, dans un cri de détresse, font remarquer que le phénomène de la corruption est bien institutionnalisé et généralisé, même jusque dans les communautés ecclésiales. La corruption détruit l'économie, la vie sociale, les consciences, l'Eglise et le Cameroun. C'est un mode de vie qui est officiellement toléré. Les évêques rappellent que les prises de position de notre Eglise sur la question au Cameroun ont successivement eu lieu en 1977 dans une lettre pastorale des évêques de la province ecclésiastique de Bamenda, ensuite en 1980 par ceux de la province ecclésiastique de Garoua, lors de leur séminaire en 1997 sur le thème justice et paix, et au cours de celui de 1998 sur le thème de la bonne gouvernance.

Dans un véritable cri de détresse, ils relèvent que la corruption, tout comme le détournement des biens publics qui nous sont confiés, est une tragédie qui concerne tous, et l'on considère comme naïfs aujourd'hui, ceux qui ne sont pas impliqués dans la corruption et qui vivent honnêtement. Les valeurs morales sont bafouées à tel point que les tricheurs sont qualifiés de forts, de courageux et d'intelligents. La rectitude morale, la conscience professionnelle et l'assiduité au travail sont regardées avec mépris. Cette série d'indignations ouvre le passage en revue de la corruption dans les secteurs d'activité de la vie nationale. De

l'attribution des marchés publics aux impôts, en passant par la police, les agents de l'Etat, les enseignants et les personnels de santé, et plus gravement la justice, disent-ils.[436]

Pour les évêques, corruption et vol vont de paire. Et le remède à la corruption c'est l'amour et le partage tels que le recommandent l'enseignement social de l'Eglise, les encycliques sociales et l'exhortation apostolique post synodal *Ecclésia in Africa* qui y dénonce le péché social. Pour la transformation de la mentalité au Cameroun, les prélats proposent aux chrétiens une prière contre la corruption, et les invitent à la dire régulièrement. Notons que de 1997 à 2000, les rapports d'un certain ONG non gouvernemental dénommé Transparency International, durant quelques années, placait le Cameroun aux premiers rangs des pays les plus corrompus au monde. [437]

Et dans l'effort pour combattre cette corruption, il est mis sur pied en mars 1999 à Mbalmayo un Code de lutte contre la corruption et pour la transparence des ONG et des projets d'Eglise au Cameroun. L'attelier en ce sens a réuni les représentants d'ONG, des Eglises et des œuvres d'Eglise. L'objectif était de créer un cadre propice pour lutter contre l'injustice et pour la promotion du développemnt, ce qui passe par le refus de la corruption et le droit de la dénoncer et d'y resister. [438] En janvier 2000, l'Etat a emboité le pas au Code en créant un observatoire de lutte contre la corruption.[439]

Il n y a pas eu que des lettres pastorales, des communiqués ou des déclarations pour exprimer les positions de l'épiscopat sur les questions sociales. Il y a eu des séminaires.

B. Les thèmes des séminaires

Des séminaires [440] se sont penchés spécialement sur ces questions. Nous notons entre autre, le séminaire tenu à Mutenguene en 1981, le sixième des séminaires, a constitué l'étape une de l'étude du thème « Vie matérielle et spirituelle des ouvriers apostoliques », étape au

[436] Voir *La Documentation Catholique*, 2236 (19-11-2000) p. 987- 988.
[437] L'organe d'expression *Le messager* du 17 mars 2005 donne ce classement qui place le Cameroun 129ème sur 146. L'indice de notation va de 10 (très propre) à zéro (très corrompu). La note attribuée au Cameroun est de 2,1/10. La note est donnée sur la base des informations reccueillies au Cameroun quant à la gestion publique. En 2008, il a occupé le rang de 141ème /180 pays classés dans le monde, d'après le *Le Messager* du 24 septembre 2008. Ce n'est pas en 2009 que les choses ont changé, à lire l'article sur la corruption, de Omer Mbadi Otabela du 05 juin 2009 sur le site camerounlink.net. Le Cameroun occuperait la première place en Afrique, les secteurs de la justice et de la fonction publique étant les plus fragiles.
[438] Pour tout renseignement sur le Code, voir au site nguiffo@camnet.cm
[439] Lire *Cameroon Tribune*, 7190/3479- Jeudi 21 septembre 2000, p. 2.
[440] Les évêques entendent par séminaire une rencontre consacrée à l'étude et à la réflexion sur un sujet donné. Ce séminaire dont le premier a lieu en 1976 à Yaoundé rassemble les évêques soit la 2ème quinzaine du mois de novembre, soit au mois de janvier dans l'un ou l'autre diocèse du Cameroun, alors que l'Assemblée plénière à son siège à Yaoundé et s'y tient chaque année après Pâques.

cours de laquelle la question de la vie matérielle est débattue. Il ressort des conclusions que l'Eglise doit se prendre en charge dans la fidélité à l'Evangile de Jésus Christ, et doit prendre en charge ses ouvriers apostoliques pour les libérer en vue du ministère. Aussi quelques résolutions sont prises :

> « Mettre en place les structures de gestion et de comptabilité ; organiser le partage, la solidarité, et la redistribution pour assurer à chacun le minimum convenable ; dans le cas urgent où le prêtre ne peut rien, que l'évêché intervienne ; …que l'évêque donne l'exemple de vie simple ; que les prêtres gèrent au mieux leur paroisse ; qu'ils suscitent dans leur milieu la prise en charge par les fidèles ; qu'ils aient le souci de la décence et de la beauté dans le culte chrétien. »[441]

Le septième séminaire tenu du 10 au 15 janvier 1982 quant à lui, a porté sa réflexion sur la vie spirituelle des prêtres marquée par des valeurs de fidélité, de disponibilité, du témoignage de vie, de l'accueil, de la pauvreté et surtout par une vie de prière.

Le huitième séminaire des évêques tenu à Yaoundé du 10 au 14 janvier 1983 a constitué l'étape trois du dossier sur la vie matérielle et spirituelle des prêtres : « recherche - évêques et prêtres » Le compte rendu du séminaire sur *la vie spirituelle et matérielle des ouvriers apostoliques*, dégage quelques orientations. Sur la mission prophétique de l'Eglise, les prêtres ont fortement exprimé le souhait de voir l'Eglise jouer son rôle prophétique, en particulier, face aux situations d'injustice et de sous développement. Répondant à ce souhait, le séminaire dans sa réflexion a d'abord tenu à affirmer que le rôle prophétique est un devoir du peuple de Dieu tout entier : évêques, prêtres, religieux, laïcs, spécialement ceux qui ont des responsabilités dans la communauté humaine. L'analyse des situations humaines est un préalable indispensable à toute action de l'Eglise dans la société, tout comme il est nécessaire que l'Eglise forme les communautés à cette analyse.

Dans le cadre de l'action socio-caritative, la Conférence Episcopale nationale du Cameroun dispose d'une Commission du développement et de l'action socio caritative et des services techniques, tel que le BASC (bureau des activités socio-caritatives), le service de l'information et média, et celui de la santé, pour l'aider dans l'analyse des situations, la recherche et la coordination. La recherche sur *la vie matérielle des ouvriers apostoliques* a permis de dégager les moyens nécessaires pour subvenir au besoin matériel. Il y a nécessité et urgence, de sensibiliser tout le peuple de Dieu sur la question matérielle dans l'Eglise, de former à la gestion et au système comptable, de mettre sur pied des différentes comités de gestion, de choisir des personnes compétentes et motivées pour promouvoir le fonctionnement

[441] C.E.N.C., *Dossier résumé, La vie matérielle et spirituelle des ouvriers apostoliques, étape II, la vie spirituelle des prêtres*, Yaoundé, 10-15 janvier 1982, p. 80

d'ensemble, et surtout, il faut prendre en compte dans le programme de la formation au sacerdoce, la gestion et à la comptabilité.

Au-delà l'aspect technique, il y a quelques soucis qui devraient animer tous les ouvrier apostolique : celui de la promotion d'une Eglise qui se prend en charge, de solidarité et du partage dans le *presbytérium*, et enfin la fidélité dans la gestion des biens dont on doit rendre des comptes.

Entre le huitième et le vingt et unième séminaire, les autres séminaires mettent l'accent sur les questions pastorales et spirituelles, même si au cours de certains, des aspects des questions sociales peuvent surgir.

En janvier 1997, à Mbalmayo, les Ordinaires du Cameroun, réfléchissant à partir des rapports des Commissions diocésaines Justice et paix, relèvent que pour qu'il y ait justice et paix, il faut respecter l'homme et ses droits dans la vie quotidienne. Et s'interrogeant sur leur effectivité au Cameroun, ils dénoncent la misère, l'insécurité entretenue tant par les tracasseries policières que les bandits de grand chemin, les abus du pouvoir, autant des chefs traditionnel que des Autorités administratives et judiciaires. La non scolarisation des jeunes vivant dans la rue expose à toutes sortes de violence, et les détenus, quel qu'en soient les lieux ont droit à la dignité humaine, ont souligné les évêques.[442]

Un an plus tard, réunis en séminaire à Edéa du 3 au 10 janvier 1998, les évêques portent leur réflexion sur *la Bonne gouvernance* tant dans la société que dans l'Eglise. Il s'agit de bien gérer les ressources humaines et matérielles pour le bien de tous, de travailler dans la paix, dans le respect de la dignité des droits et des devoirs de tous. Autant ils relèvent que dans la société, il y a déjà des signes positifs à travers l'amorce du dialogue entre les partis politiques dans l'effort pour promouvoir la justice, dans la reprise économique et le courage des populations à résister aux différentes exactions, autant ils souhaitent que dans l'Eglise, chacune des catégories du peuple de Dieu prenne sa place, et que l'Eglise intervienne constamment sur la question de justice et paix dont les différentes structures sont déjà fonctionnelles, tant au niveau des diocèses que des paroisses.[443] Ce sont des avancées qui sont signes d'espérance, mais les évêques dénoncent encore certaines difficultés du chemin à plusieurs niveaux.

Au niveau de la société, ils s'en prennent aux lenteurs, aux injustices des pouvoirs administratifs, au manque d'intégrité et de l'arbitraire de certains personnels du pouvoir judiciaire, à la confiscation des médias par l'administration et la non séparation des pouvoirs.

[442] CENC, *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2005*, *op. cit.*, p. 466-467.
[443] *Ibid*., p. 469- 471.

Au niveau de l'Eglise, ils dénoncent les conflits de préséance, le manque de générosité entre prêtres et la mauvaise gestion des biens de l'Eglise.

Enfin, ils exhortent tous les hommes de bonne volonté à la promotion et au respect de la dignité des hommes, des droits et de devoirs, à la promotion du bien commun et au respect des valeurs essentielles, le respect des institutions de l'Etat et de l'école qui sont autant d'éléments nécessaires à la justice et à la paix et qui sont à prendre en compte dans le programme dans l'enseignement catholique. Au sein de l'Eglise, ils s'engagent à faire remettre en valeur les structures de dialogue et de vie, la communion entre les membres du peuple de Dieu, et la promotion d'une meilleure gestion des ressources humaines et matérielles pour plus de transparence et de justice.

C. Les rapports des visites *Ad limina apostolorum*

Les rapports des visites *ad limina apostolorum* [444] auraient été intéressants pour notre travail, mais les réserves émises par le Secrétaire de la Conférence épiscopale, quant à nous faire consulter les sources, nous ont empêché d'aller au plus profond des préoccupations des évêques en ces circonstances. Néanmoins, nous sommes tombés sur les rapports des visites *Ad limina* de 1992 et de 1999. La visite des évêques prévue du 19 au 27 juin 1992 où tous sont présents excepté Mgr Jacques de Bernon absent pour raison de santé a débuté plus tôt dès le 15 juin où les évêques déjà présents sont reçus par le Pape.

Dans le discours à l'audience générale le 22 juin 1992, Mgr Jean Baptiste Ama, président de la C.E.N.C revient sur les temps forts qui ont marqué la vie de l'Eglise au Cameroun depuis la dernière visite de 1988 : la célébration du centenaire en 1990, l'ouverture de l'université catholique des six pays de l'Afrique Centrale en 1991, et l'érection des diocèses d'Ebolowa – Kribi et de Yokadouma le 12 juin 1997. Ensuite, il crève l'abcès de ce qui constitue le souci de l'heure pour les évêques du Cameroun : la situation socio politique marquée par la crise du passage du mono au pluralisme politique, par les injustices sociales, le tribalisme et l'inégalité dans le traitement salarial entre les maîtres de l'enseignement catholiques et les autres ordres d'enseignement.

[444] *Ad limina apostolorum* est une expression latine qui signifie aux seuils des basiliques ou tombeaux des apôtres. L'expression renvoie aujourd'hui au voyage que chaque évêque ou l'ensemble d'évêques d'u n pays ou d'une région sont tenu de faire périodiquement au Saint Siège pour rendre compte au Pape de sa mission ou de leur mission dans son ou leurs diocèses. Ce voyage se fait soit tous les cinq ans, soit tous les dix ans selon les pays.

Dans le rapport de la visite *ad limina* de mai 1999, les évêques, par la voix du président de la CENC, Mgr André Wouking, reviennent sur ce qui constitue leur douleur du temps : Les décès de certains de leurs confrères depuis la dernière visite de 1992, nous nommons Nos Seigneurs Jacques de Bernon de Maroua Mokolo, Simon Tonye de Douala, Paul Etoga de Mbalmayo, André Loucheur de Bafia, et Jean Zoa de Yaoundé. Ensuite, ils font cas de la pauvreté ambiante évolutive au Cameroun, pauvreté qui passe de 40% en 1984 à 50,50% en 1999. Cette situation n'est pas sans infection pour l'Eglise qui autant qu'elle peut, essaye de rémédier à la situation à travers les services de santé qui mettent à la disposition des gens des médicaments à prix réduit.[445]

A l'occasion de cette visite, les évêques ont fait une déclaration sur la remise de la dette des pays pauvres pour le grand jubilé de l'an 2000. Dans la déclaration, ils invitent les pays créantiers, à bien vouloir procéder à la remise totale de la dette des pays les plus pauvres, sous la forme d'une conversion controlée, c'est-à-dire qu'une partie de l'argent remis soit investie dans des projets à finalité productive, et dans des projets sociaux en faveur des plus démunis, sans perdre de vue le remboursement de la dette de l'Etat vis-à-vis des citoyens et des entreprises pour la relance de l'économie. Pour plus de transparence dans le processus, ils proposent d'associer à la démarche, la société civile, et surtout, et de réviser la procédure d'emprunt, pour que le système ne soit pas un perpétuel recommencement, l'expérience du Cameroun étant des plus déplorables. Ils notent qu'en 1999, la dette du pays était de 3000 millards de FCFA, avec 60% de pauvres qui ont 250 FCFA comme revenu journalier pour vivre, contre 40% qu'il y avait cinq ans auparavent. C'est un véritable cri de détresse qu'ils lancent, remerciant les pays riches qui ont déjà procédé à la remise des dettes. [446]

Au cours des échanges que les évêques ont eu avec le président du conseil pontifical justice et paix, Mgr François Xavier Nguyen Van Thuan, échanges qu'a précédé le bref discours de Mgr Roger Pirenne, président de la Sous-commission justice et paix de l'épiscopat camerounais, il ressort qu'il y a deux problèmes majeurs concernat le secteur de justice et paix au Cameroun : l'injustice dans la distribution des biens du pays, et la pauvreté matérielle qui engendre d'autres types que sont le manque d'école et la baisse de la scolarisation, la perte de travail par les diplomés à cause des programmes de l'ajustement structurel de la banque mondiale, l'aide trop orientée et intéressée de certains bailleurs de fond, et le sida dont le traitement n'est possible que pour les riches. Les échanges ont aussi permis de chercher comment rémédier à la situation : en mettant la pression sur les grandes puissances pour que la

[445] Voir Rapport Visite *Ad limina* de mai 1999, p. 14-15.
[446] *Ibid*., p. 79-81.

situation soit corrigée, et surtout en chertchant à enrayer les causes internes telles que la corruption. Le Conseil pontifical s'est proposé d'aider à la formation des laïcs engagés dans la doctrine sociale de l'Eglise au Cameroun comme il l'a déjà si bien fait, et avec succès, au Ghana.[447]

Cet enseignement social est-il reçu au Cameroun ? Il s'agit de répondre à la question en prenant en compte le processus et les facteurs tels que décris par Gilles Routhier dans *La réception d'un concile*, ou à défaut, en tenant compte d'autres paramètres qui n'ont pas attiré l'attention de cet auteur. Il s'agit de considérer le lien entre les discours, leur influence dans la vie des camerounais, sans perdre de vue qu'il pourrait avoir aussi certains facteurs extérieurs déterminants dans le processus. Enfin, par le résultat de quelques enquêtes et questionnaires, nous pouvons vérifier la réception de ce discours.

[447] *Ibid*., p. 58-59.

TROISIEME PARTIE : ETUDE ANALYTIQUE

Chapitre 1 :

L'interpénétration des discours

Dans ce pays qui connaît les misères qui sont aussi celles de toute l'Afrique : la pauvreté, la corruption, le tribalisme, l'exploitation, le népotisme, la gabegie, les maladies, l'Eglise prend parole et agit en faveur du peuple de Dieu en proie à la misère et à la souffrance. Et cette parole et cette action sont à accueillir d'abord par elle-même, à travers ses différents niveaux de fonctionnement, de gouvernement et d'enseignement. Quel lien entre le discours du magistère universel, africain, et celui du magistère camerounais ?

Nous partons de nouveau des temps forts de la vie politique et ecclésiale du Cameroun, dans lesquels s'inscrivent les discours, pour vérifier les liens ou les relations entre les discours du magistère universel, africain, et ceux du magistère local.

A. La période de 1955 à 1960

Toutes les lettres pastorales des évêques du Cameroun entre 1955 à 1960 sont relatives à l'indépendance et ses corollaires. La lettre des Ordinaires du Cameroun en avril 1955, lettre adressée aux chrétiens, est relative au communisme athée vers lequel certains leaders politiques veulent engager le Cameroun allant à l'indépendance. Les Ordinaires, face à cette situation prennent position contre le choix de cette option politique. Ils prennent position face à une situation concrète touchant la vie des fidèles et des Camerounais, qu'ils condamnent, tout en s'appuyant sur le magistère universel, en affirmant :

> « N'oubliez pas que le pape Pie XI dans son encyclique *Divini redemptoris*, a solennellement condamné le communisme comme contraire à la foi chrétienne. Et tous les chrétiens doivent accepter la parole du pape…Pie XI qui écrivait, il y a vingt ans, avec une justesse de vue remarquable : ' Le premier péril, le plus grand et le plus général, est certainement le communisme sous toutes ses formes et à tous les degrés, car il s'empare tout...Allant jusqu'à la négation ouverte de Dieu…de la religion catholique'. »[448]

La lettre pastorale de 1956 sur le « Du devoir des chrétiens en temps d'élection » rappelle le devoir de tous les citoyens au devoir civique et à l'amour du pays, en se référant à quelques passages de la lettre de Pie XII le 12 mai 1946, entre autres, celui qui souligne : « Au droit de vote, dit le pape Pie XII, correspond le devoir de voter et de n'accorder son suffrage

[448] CENC, *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2005*, *op. cit.*, pp. 32-33.

qu'aux candidats, ou listes de candidats qui donnent, non des promesses vagues ou ambiguës, mais de sûres garanties qu'ils respecteront les droits de Dieu et la Religion. Ce devoir sacré nous oblige devant Dieu, car le bulletin de vote met entre nos mains les intérêts supérieurs de la Patrie ».[449] C'est dans ces mêmes perspectives qu'il faut situer la lettre de 1959 sur l'indépendance, et celle de Mgr Thomas Mongo en novembre 1959 sur l'indépendance.

La lettre pastorale de Mgr Thomas Mongo, relative à l'indépendance et à ses implications, fait largement appel à l'enseignement du magistère universel sur tous les points abordés. Quand le prélat fait allusion à la personne humaine, *Imago Dei* (image de Dieu) et à ses droits fondamentaux, il se réfère au message du pape Pie XII à Noël 1942, au moment où des exactions de la guerre s'intensifient. Sur le thème de la famille, il se réfère à Pie XI pour aborder les graves questions familiales de l'heure que sont le mariage chrétien, la dot, la procréation et l'éducation des enfants, et surtout, pour aborder la délicate question de l'école chrétienne. Au sujet de cette dernière déjà abordée par Pie XI dans *Divini illius magistri* le 31 décembre 1929, Mgr Thomas Mongo revient sur la nécessité qu'elle représente pour l'Eglise et aussi pour les familles, car les parents ont le droit et le devoir de choisir le type d'école dont ils ont besoin pour leurs enfants.[450]

Au niveau du magistère africain. Il y a la lettre pastorale de Mgr Lefebvre, Délégué apostolique de Dakar pour les missions d'Afrique française sur *Les obstacles à la vie sociale en Afrique*. Après avoir exposé l'ordre voulu par le créateur pour la vie sociale : la personne humaine qui est faite pour la vie sociale, la famille qui est le creuset où naît et se forge la personne, et enfin la société qui constitue le milieu nécessaire et favorable au développement et à l'épanouissement des familles, le prélat montre en quoi la société africaine de l'heure s'écarte de ces principes.

Ce qui est curieux, c'est que dans sa lettre pastorale, Mgr Thomas Mongo ne fait aucune allusion à cette celle de Mgr Lefebvre. Pourtant les deux abordent les mêmes thèmes de la personne humaine, de la famille et de la société. Est-ce parce que Mgr Mongo n'est pas au courant de cette lettre ou parce que qu'il n'est pas d'accord avec l'analyse qu'en fait Mgr Lefèbvre qui n'a pas toujours eu des mots doux traitant des questions africaines ?

Pour ce qui est du magistère universel, entre 1955 et 1960, il n'y a pas à proprement parler un enseignement social magistral, un enseignement bien élaboré, en dehors de quelques traits qui apparaissent dans le discours de convocation du concile par le pape Jean XXIII.

[449] *Lettre de l'épiscopat : du devoir des chrétiens en temps d'élection, in L'Effort Camerounais*, n° 64 du 16 – 22 décembre 1956, p. 1.
[450] Voir dans *l'Effort Camerounais*, 213 (15-11-1959) p. 8.

Même si la question de la faim constitue une préoccupation pour le pape Jean XXIII, préoccupation à laquelle répond l'épiscopat français à travers la mise en route du C.C.C.F. devenu C.C.F.D. en 1966 pour apporter une solution au problème de la faim dans le monde, le souci majeur de ce magistère est d'abord celui de l'Eglise dans les pays africains prenant leur indépendance.

En fin de compte, nous remarquons, pour ce qui concerne cette période, que l'enseignement du magistère camerounais part des réalités sociales locales et qu'il n'est pas une reproduction tout simplement de celui du magistère universel entre 1955 et 1960 bien qu'il s'y réfère, particulièrement au magistère antérieur à 1955, qu'il cite largement. On peut parler plus d'une continuité que d'une reproduction pure et simple du discours du magistère universel. L'enseignement social du magistère camerounais prend en compte tout d'abord les besoins de l'Eglise locale et non d'abord de l'Eglise universelle entre 1955 et 1960. Les lettres pastorales sont adressées aux Camerounais de tout bord avec des éléments ou à partir des problèmes de leur existence et de leur vie, ensuite, on défend ces éléments ou on aborde ces problèmes avec les arguments bibliques, de tradition et du magistère.

B. La période de 1960 à 1992

Cette longue période est marquée par la personnalité du premier Président camerounais Ahmadou Ahidjo de 1960 à 1982 d'une part, et de celle de Paul Biya d'autre. Alors que le premier doit gérer les contestations d'après l'indépendance, et il le fait parfois avec trop de fermeté et de disproportion, le second est confronté au vent de démocratie qui n'éparggne pas les questions familiales et de mœurs, ce qui suscite l'une ou l'autre réaction des responsables d'Eglise dès lors taxés de « faiseurs de politique » ou de traditionnalistes.

B.1. La période de 1960 à 1970

L'accent du discours épiscopal est marqué par les questions sociales et politiques, les évêques voulant repréciser la mission de l'Eglise qui bien que spirituelle, reste solidaire du genre humain en quête du salut comme l'a enseigné le Concile Vatican II. La lettre pastorale sur « La vraie nature de la mission de l'Eglise » datant du 10 avril 1964 est une réponse aux questions locales. Les contestations, sur l'indépendance et sur la manière, continuent, et les prises de parole de l'Eglise, tant du côté des pouvoirs politiques que de l'opposition, ne plaisent

pas toujours aux uns et autres qui par moment rappellent à l'Eglise son devoir de réserve. La lettre pastorale souligne que l'Eglise n'a pas de visées politiques, qu'elle n'apporte pas de solutions toutes faites aux problèmes des hommes, mais elle apporte Jésus Christ qui est venu sauver, et sous son regard, tout l'homme. Le disant dans ce contexte, les évêques soutiennent leur pensée en se référant à Pie XII qui affirmait déjà dans son message de Noël 1946 :

> « L'Eglise cherche en premier lieu l'homme lui-même ; elle s'efforce de former l'homme, de modeler et de perfectionner en lui la ressemblance divine. Son travail s'accomplit au fond du cœur de chacun, mais il a sa répercussion sur toute la durée de la vie, dans tous les champs de l'activité ».

Par ailleurs, il se réfère au pape Jean XXIII qui relevait en 1961 :

> « L'Eglise a été et reste aux côtés de ses fils au cours de la vie terrestre, avec les mêmes sollicitudes, même matérielles, que Jésus pour les foules de Palestine, lorsqu'il multipliait les pains pour les multitudes affamées, lorsqu'il se penchait plein de bonté et de patience, sur le grabat des paralytiques, des infirmes et des moribonds. »[451]

Dans la même peerspective, et au cours de l'assemblée 1964 des évêques du Cameroun, un compte rendu sur les questions sociales est fait qui relève :

> « Les évêques se félicitent de ces succès. L'accent est mis en profondeur dans la formation des militants d'action catholique. Trois problèmes sont particulièrement signalés à l'attention des mouvements : l'importance croissant du milieu paysan, les phénomènes d'hurbanisation et les problèmes féminins et familiaux… Au cours de l'année écoulée, les services sociaux se sont organisés à l'échelle nationale et envisagent des journées sociales… Chaque chrétien doit prendre ses responsabilités… Militer dans les mouvements d'Action catholique ou d'Action sociale est une des formes les plus hautes de cet engagement ».[452]

Au niveau du magistère universel, entre 1960 et 1965, il y a eu, comme production sur les questions sociales l'encyclique *Mater et magistra* le 15 mai 1961, et l'encyclique *Pacem in terris* le 11 avril 1963 sur la paix et les conditions d'une vraie paix, à savoir : la vérité, la justice, la liberté et la charité.

Et au concile Vatican II, des grandes orientations conciliaires ont été données sur les questions sociales dans la Constitution *Gaudium et spes*, dans les decrets sur l'Apostolat des laïcs et les moyens de communication sociale, dans les Déclarations sur l'Education chrétienne, et sur la Liberté religieuse.

Au niveau du magistère africain, il, y a eu le message des évêques de la conférence d'Afrique équatoriale-Cameroun du 15 juin 1965 *aux chrétiens et à tous ceux qui préparent une Afrique meilleure*. Dans ce message, ils rappellent les propos du pape Jean XXIII *dans Mater et magistra* disant qu'aucun chrétien ne saurait ne pas se sentir obligé d'améliorer

[451] *L'Effort Camerounais*, semaine du 12 au 18 avril 1964, p. 7.
[452] *L'Effort Camerounais*, semaine du 19 au 25 avril 1964, p. 8.

les institutions temporelles par respect pour la dignité humaine et pour éliminer les obstacles à la diffusion du bien, avant d'adresser leur message sur le développement économique et social, sur le communisme, sur les droits de la personne humaine et sur la paix.[453]

La période entre 1965 et 1970 consiste à rappeler les grandes orientations du concile Vatican II. Entre temps le pape Paul VI a publié l'encyclique *Populorum progressio* en 1967 sur le développement des peuples. Les sources dont nous disposons, ne font pas état d'une réaction commune des évêques africains au sujet de cette encyclique, mais des initiatives locales sont prises dans des diocèses pour vivre un aspect du développement. C'est le cas du diocèse de Yaoundé qui en 1968 met sur pied la commission justice et paix et les commissions de développement.

B.2. La période de 1970 à 1992

L'intérêt majeur des évêques camerounais porte sur les jeunes et la famille lors des séminaires et dans les communiqués qui sanctionnent certaines de leurs assises, les communiqués allant jusqu'en 1992, et sur l'école catholique. Concernant les jeunes et la famille, il y a eu entre 1970 et 1992 treize communiqués, deux lettres pastorales, un directoire de pastorale familiale et une déclaration sur le SIDA, et les plus retentissants ont été la lettre pastorale la lettre pastorale sur l'avortement provoqué en 1979, celle de 1991 sur la parenté responsable et la déclaration sur le SIDA plus tard en 1999. Dans cette dernière le souci des évêques est de mettre tout en œuvre pour que la famille camerounaise d'hier et aujourd'hui puisse devenir effectivement famille de Dieu, ce qui a donné lieu à l'exhortation apostolique sur l'Eglise famille de Dieu en Afrique.[454]

En 1979, les évêques écrivent cette lettre sur l'avortement provoqué, le contexte camerounais y aidant. La société camerounaise de l'heure connaît une grave dépravation des mœurs, et les atteintes à la vie par l'avortement sont nombreuses et fréquentes. Aussi, les évêques réagissent. Dans leur réaction, ils condamnent l'avortement provoqué, tout en se référant à la l'Ecriture et à l'enseignement du magistère. De l'injonction divine, « Tu ne tueras point », contenue dans le Livre de l'exode, injonction reprise par La Didachè, la doctrine des douze apôtres, laquelle souligne : « Tu ne tueras pas par l'avortement le fruit de ton sein et tu n'assassineras pas l'enfant qui est déjà né », en passant par le pape Pie II qui soutenait que

[453] *L'Effort Camerounais*, semaine du 2 au 14 juillet 1965, col. 1410-1411.
[454] Cf. Communiqué Final du XIX^{ème} du séminaire des évêques tenu à Yagoua en 1995, et celui de l'assemblée plénière tenue à Yaoundé en 1996, in NGUE Etienne, *L'ESEC* de 1987-1997, pp. 58 ; 71.

« L'enfant, encore dans le sein maternel a reçu directement de Dieu le droit à la vie, citant aussi le concile du Vatican II qui affirme que la vie doit être sauvegardée avec un soin extrême dès la conception, l'avortement et l'infanticide étant des crimes abominables. »[455], les évêques enseignent et condamnent sans réserve l'avortement.

Dans cet enseignement, ils répondent d'abord à un besoin local, tout en reprenant l'enseignement traditionnel de l'Eglise sur l'avortement. Si par ailleurs ils ne font pas allusion directement à l'encyclique *Humanae vitae* que le pape Paul VI a publié en 1968, ils emploient largement son vocabulaire.

Les questions matérielles n'ont pas manqué leur place, surtout celles concernant les ouvriers apostoliques. Les comptes rendus des séminaires (1976 sur la nouvelle structuration et les nouvelles commissions au sein de la conférence épiscopale sur la vie matérielle des ouvriers apostoliques et les séminaires tenus sur la question en 1981 à Mutenguené, et 1982 et 1983 à Yaoundé montrent bien que les questions économiques prennent leurs racines à partir des réalités camerounaises et de l'Eglise locale. Elles ne sont pas un modèle importé de l'enseignement du magistère universel à qui il est reconnu un temps de silence ou un passage à vide dans cet enseignement tel l'affirme Jean Yves Calvez :

> « Le premier point à retenir l'attention aujourd'hui, c'est que, sur le fond d'une certaine crise de la doctrine sociale de l'Eglise dans les années soixante et surtout soixante dix, le pape Jean Paul II s'est attaché dans son pontificat, à la relancer, et ceci commence dès son intervention à l'Assemblée générale de l'épiscopat latino-américain à Puebla en janvier 1979… Denis Maugenest publiant en 1985 la première édition du recueil de textes désormais fameux, *Le discours social de l'Eglise catholique de Léon XIII à Jean Paul II*, caractérisait ainsi la doctrine sociale de l'Eglise à l'avènement de Jean Paul II. 'La période historique ouverte avec *Mater et magistra* (1961) et *Pacem in terris* (1963), culminant avec les grands textes conciliaires *Gaudium et Spes* et *Dignitatem humanae* (1965), auxquels on peut joindre *Populorum progressio* (1967), s'était clos en 1971 avec *Octogesima adveniens* et *Justitia in mundo*'... Et après 1971, il y a comme un silence ».[456]

Il apparaît, et clairement dans le débat qu'anime Jean Yves Calvez dans son livre, que l'accession de Jean Paul II au pontificat ouvre une période faste du discours social de l'Eglise au niveau du magistère universel, ce pontificat commençant en octobre 1978 et s'achevant le 2 avril 2005.

L'éternelle question de l'Ecole Catholique n'a pas occupé une mondre place dans la préoccupation des évêques. Cette ecole se voit poignardée avec la loi de 1987 rendant aléatoire

[455] Lire CENC, *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2005, op. cit.*, p. 41-42.
[456] CALVEZ Jean Yves, *Les silences de la doctrine sociale catholique*, Paris, Ouvrières, 1999, pp. 9 ; 10.

les subventions, l'Eglise ne disposant pas de moyens suffisants pour subvenir aux charges liées à l'éducation telle que structurée au Cameroun. Etant un moyen d'évangélisation et de formation des consciences en même temps qu'elle répond au besoin de liberté des parents dans le choix du type d'éducation pour leurs enfants, cette école, martellent les évêques, ne doit pas mourir. Ils préconisent la concertation entre tous les partenaires de l'éducation pour une solution plus efficace sur tous les plans.

C. La période de 1992 à 2000

C'est la période du douleureux accouchement de la démocratie camerounaise. Les tensions sociales et politiques sont à l'extrême. La violence politiue est de règle ; des assassinats d'hommes politiques et religieux dont Mgr Yves Plumey à Ngaoundéré, les abbés YAMB Joseph et Materne bikoa, Joseph Mbassi à Mandoumba, Mbalmayo, Yaoundé, le père Cornélius à Lolodorf, Mgr Kounou à Mbalamayo, le père Anthony à Kumbo, les religieuses à Djoum, et le Père Engelbert Mveng en 1995 chez lui près de Yaoundé. Tous ces crimes se situent entre 1990 et 1995.

Les différents séminaires tenus sur la Bonne gouvernance en 1997, 1998, la lettre pastorale sur le tribalisme en 1996, et surtout celle de novembre 2000 sur la corruption au Cameroun sont relatifs aux réalités camerounaises de l'heure que dénoncent les évêques.

En tenant compte des thèmes abordés par les évêques du Cameroun dans leurs lettres pastorales, dans leurs messages, dans leurs communiqués et lors de certains de leurs séminaires entre 1955 et 2000, il est clair que leurs discours, loin d'être une reproduction du discours romain, part de et prend en compte des réalités sociales, économiques, politiques et religieuses camerounaises. Il y a une croissance ou une évolution qui prend en compte le temps ou les questions propres au temps et au milieu. De 1955 à 1970, la préoccupation est sociopolitique et économique. De 1970 à 1992, elle est du domaine de la famille, des jeunes et de l'école catholique dans la société, et enfin c'est le thème des droits de l'homme qui est largement abordé dès l'année 1990.

Chapitre 2 :

Lien entre les discours sociaux

A. Lien entre le discours social national et le discours social provincial ou régional

Il y a une abondante littérature épiscopale au niveau national sur les questions sociales. La plupart des discours ont trait à ces questions. En va-t-il de même au niveau des régions ou provinces ecclésisastiques et au niveau des diocèses, si non pourquoi ?

Les difficultés de sources ne nous ont pas permis de rentrer en possession des sources ou de prendre connaissance de toutes les initiatives sur les questions sociales au niveau des provinces ecclésiastiques. Les rencontres épiscopales provinciales se tiennent et des directives et initiatives sont prises sur plusieurs questions tant doctrinales que pastorales. Aussi, à l'occasion du carême 1980, les évêques de la Province du Nord Cameroun écrivent-ils une lettre pastorale à tous les catholiques sur la justice, les invitant à vivre cette vertu évangélique et sociale dans tous les aspects de leur vie. C'est aussi le cas de la Région apostolique Littoral Ouest en 1980 à Nkongsamba où, du 17 au 21 novembre, les évêques, lors de leur séminaire, se sont penché sur le thème *Les chrétiens dans le développement national*. Dans le mot d'ouverture, Mgr Thomas Nkuissi affirmait :

> « Le diocèse de Nkongsamba est heureux de vous souhaiter une cordiale bienvenue aux assises de cette semaine qui szront doubles : la deuxième session annuelle de la Conférence épiscopale provinciale de 1980, et la tenue du premier séminaire pour le développement intéressant nos trois diocèses. Nous les avons voulues en même temps pour permettre aux évêques et à leurs collaborateurs d'assister au moins en partie aux travaux du séminaire, afin d'exprmer le grand intérêt qu'ils portent aux problèmes du développeùent ».[457]

Ce rapport retrace les actions que chaque diocèse a mises sur pied dans le domaine du développement sur le plan social, économique, socio-économique, socio-pastoral et pastoral.

Au niveau des autres régions apostoliques ou provinces, bien des initiatives en matière sociale et économique sont peut-être prises, mais nous ne disposons pas d'assez de sources pour en parler avec exactitude, et il n'est pas certain que beaucoup soit fait à ce noveau. Si à ce niveau où s'exerce la concertation ou la collégialité il n' y a pas grand-chose de fait, il y a lieu d'avoir mieux au niveau du diocèse qui est une portion du peuple de Dieu confiée à la

[457] Rapport sur *Les chrétiens dans le développement national*, Nkongsamba, (17 au 21-11) 1980, p. 1.

responsabilité d'un évêque dont le devoir est d'enseigner, gouverner, et de sanctifier. Aussi, c'est dans le cadre des diocèses que nous pouvons vérifier davantage ce lien.

B. Lien entre le discours social national et le discours social diocésain

Nous avons déjà fait mention des difficultés de sources à prendre en compte au niveau des provinces ecclésiastiques et des diocèses du Cameroun où le support écrit est peu, voire, non développé, plus enclin à la littérature orale. Les démarches pour consulter les sources ont été faites auprès de tous les évêques par correspondances écrites et par des coups de téléphone. Nous avons reçu la réponse favorable de certains diocèses. Même si d'autres ont brillé par leur silence, nous nous sommes efforcé d'y aller.

Nous avons constaté qu'il y une abondante littérature sur la question sociale dans certains diocèses et presque pas dans d'autres. Cela peut s'expliquer d'une part par le fait que les diocèses qui ont une abondante littérature sur les questions sociales sont ceux dont les territoires géographiques ont été et sont confrontés plus gravement aux difficultés socio-politiques et économiques qu'ils doivent prendre gravement en compte dans leurs actions pastorales. Et c'est souvent leurs pasteurs qui sont en responsabilité au niveau national au moment où prennent prennent position ou des initiatives sur les questions sociales et du développement. Ce sont des diocèses comme Douala, capitale économique et lieu géographique des partisans de l'U.P.C., de Nkongsamba, fief aussi priviligié des activités de l'U.P.C. entre 1955 et 1970, et poumon aussi de l'économie camerounaise, et de Bafoussam faisant aussi partie des poumos de l'économie camerounaise. C'est par ailleurs le cas de Yaoundé qui abrite les institutions politiques dont le pouvoir a aussi sévi et sévit ou agit l'une ou l'autre fois de façon démesurée. Les pasteurs de ces diocèses peuvent-ils rester en marge de ce qui fait le souci de leur brebis ? N'est-ce pas le milieu qui fabrique aussi l'homme comme nous l'a déjà relevé Fernand Braudel lorsqu'il transforme le titre de son travail : de « La politique méditerranéenne de Phillipe II » en « La méditerrannéen au temps de Philippe II », pour montrer que le temps social et économique détermine le personnage historique ?

Pour les diocèses du Nord Cameroun, les responsables sont plus des hommes d'action que d'écrits. Une des particularitsé de cette région est que la population a eu un retard considérable en matière de scolarisation par rapport au grand Sud. Par ailleurs elle est restée confrontée à la question de la sécheresse et de la pauvreté grave du sol. Aussi, les besoins alimentaires élementaires sont-ils énormes dans cette région du Cameroun, et l'Eglise

s'investit-elle dans la lutte contre la sécheresse, contre la famine avec la construction des greniers du paysan pour la période de disette, et dans la formation et l'éducation pour la connaissance de ses droits les plus élementaires.

Quant à ce qui concerne les diocèses de la région anglophone, nous ne perdons pas de vue qu'il y a une particularité anglophone, non seulement au Cameroun, mais qui relève de la politique anglaise de colonisation ou de tutorat. Les historiens africains et camerounais sont assez unamines pour affirmer qu'en Afrique, alors que la France menait une politique d'assimilation sur tous les plans, celle de l'Angleterre mettait l'accent sur l'exploitation économique, laissant libre cours aux indigènes de s'organiser sur le plan politique et sociale. Cette différence est fortement ressentie au Cameroun qui a eu les deux pays comme tuteurs, particulièrement dans la liberté de parole et de ton qu'ont les anglophones par rapport aux francophones, et dans leurs organisations sociales et politiques datant de 1925 dans leur zone et en 1944 dans la zone francophone. Le premier diocèse érigé est en zone anglophone dès 1950, les évêques issus de cette région ayant une telle liberté de parole et de ton que n'ont pas ceux isus des milieux francophones. Aussi leur littérature et leurs initiatives sont-elles est-t-elle abondantes sur les questions sociales.

Et quant aux diocèses qui n'ont pas cette littérature en abondance ou pas du tout, leur position géographique, humaine et sociale pourrait l'expliquer. Ils sont dans des régions qui n'ont pas connu toutes les difficultés politiques et sociales que ceux des milieux sensibles ont toujours connues, excepté la question de l'école catholique qui leur est commune, et dans une moindre mesure celle de l'économie qu'ils partagent forcément avec lec autres. C'est pour ces différentes raisons que nous nous sommes contenté de quelques diocèses assez représentatifs des configurations humaines, sociales, politiques et pastorales du Cameroun, encore que là, le pari n'était pas gagné.

Nous avons repéré quelques lettres pastorales des évêques des diocèses concernés, nous avons inventorié leurs actions sur les questions sociales et la plupart de ces lettres sont publiées à l'occasion des temps forts de l'année liturgique dont l'avent, et surtout le carême. Certaines lettres à caractère très pastoral et spirituel comportent parfois quelques paragraphes qui évoquent au passage, des questions sociales, sans toutefois constituer un exposé systématique sur ces questions, et sans référence au discours tenu au niveau national. C'est le cas des lettres pastorales de Mgr Albert Ndongmo pour le carême des années 1966, 1967, 1968.

A Yaoundé, nous avons recensé les thèmes des homélies et des conférences de Mgr Jean Zoa sans avoir les textes, le service des sources ne les ayant pas rendus disponibles. Cependant les titres parlent de développement, de justice, d'implication politique des chrétiens

dans la société. Le scénario fut à peu près le même à Douala, où les archives n'étaient pas classées aux dires de la dame archiviste, et nous n'avons pu retrouver que quelques textes des évêques, notamment ceux de Mgr Thomas Mongo sur les questions sociales. Mgr Mongo a beaucoup oeuvré dans le domaine social, son diocèse étant au cœur de toutes les difficultés au Cameroun de 1945 à 2000. Cependant, un flash back sur les discours au niveau des diocèses montre bien que dans certains (diocèses des provinces ecclésiastiques de Douala, Bamenda et Yaoundé) il y a une abondante littéature sur les questions sociales. Il s'agit, pour la province ecclésiastique de Douala, des diocèses de Douala et de Nkongsamba, pour la provinceYaoundé, du diocèse de Yaoundé, et pour la province de Bamenda, du diocèse de Bamenda. N'est-ce pas parce que les diocèses et les évêques concernés se trouvent dans les régions qui abritant les institutions politiques et économiques, ou dans des milieux où se vivent les conflits politiques et sociaux de façob intense ?

Yaoundé est la capitale politique, Douala est la capitale économique, et en plus la Sanaga Maritime et le Mungo (Nkongsamba) sont les territoires de naissance de la plupart des leaders de l'opposition politique au pouvoir central de Yaoundé, ceci depuis la marche vers l'indépendance jusqu'à nos jours. N'est-ce pas ce contexte qui nourrit l'abondance du discours social qui reprend souvent ceux tenus au niveau national ?

Et que dire des autres diocèses ? Ceux qui avaient à leur tête des expatriés n'en n'ont pas beaucoup produit, au risque que l'évêque soit taxé d'étranger se mêlant de la vie politique camerounaise. D'autres, ayant des nationaux comme évêques, n'ont pas fait de miracle non plus en ce sens. Ils n'ont pas souvent relayé les prises de parole de l'ensemble de l'épiscopat sur les questions sociales. Qu'est-ce qui pourrait expliquer cet état de chose ? Est-ce que parce qu'ils ne sont pas convaincus des décisions qu'ils prennent collégialement et qui peuvent résulter de l'influence de quelques leaders au sein de l'épiscopat, ou bien parce que les questions abordées ne concernent pas leurs diocèses, ou encore parce que certains parmi eux sont malencontreusement compromis ou impliqués dans des situations contre lesquelles ils prennent position ?

Qu'est-ce qui pourrait expliquer aussi le silence ? Est-ce les pressions psychologiques des hommes politiques de leurs diocèses ou de leurs villages d'origine de qui ils reçoivent parfois quelques subsides matériels ou bien le manque de conviction ou d'engagement personnnel sur les questions abordées dans l'une ou l'autre prise de position collective ?

De plus en plus, on assiste au Cameroun et peut-être ailleurs à un fait répétitif. Dès qu'un évêque est nommé, les élites de son ethnie ou de son village natif se manifestent par des motions de remerciements et de soutien comme on le voit en politique, et surtout par des dons

qu'ils offrent au jeune évêque, don en espèce ou en nature, souvent une voiture, et pas des moindres cylindres. Le dernier cas en date, c'est la nomination et l'ordination épiscopale de l'abbé Christophe Zoa en 2007. Le jeune évêque a reçu à l'occasion une voiture de gros cylindre des élites de son village qui par la suite, se sont tiraillés, chacun voulant exploiter l'événement à des fins propres, ethniques et politiques.[458] Dans ce contexte, le jeune prélat pourra-t-il se sentir toujours à l'aise dans ses interventions et ses prises de parole sur les questions sociales quand ces mêmes élites de son village ou ses bienfaiteurs sont impliqués dans des situations compromettantes comme c'est le cas de la corruption au Cameroun par ces temps ?

Par ailleurs, le silence ne pourrait-il pas s'expliquer aussi par le fait que beaucoup d'évêques n'ont relayé leur discours que dans des homélies dont ils n'ont pas su gérer les supports écrits ?

Pour parer un tout petit peu à ces difficultés, nous avons choisi la méthode de question réponse (question orale et question écrite) comme indice de réception au niveau des diocèses représentatifs des réalités camerounaises. Trois types de questionnaires sont posés à trois catégories de personnes que sont les prêtres, les chrétiens réguliers et les autres (fonctionnaires, enseignants, travailleurs, et autres) (voir questionnaires en annexe 20). Les diocèses concernés sont Yaoundé, Douala, Nkongsamba, Bamenda, Garoua et Bafoussam. Les résultats des enquêtes dont les échantillons sont en annexe vont nous permettre de vérifier de la réception.

En parcourant les lettres pastorales et autres prises de position sur les questions sociales, on constate que c'est d'abord en fonction des réalités locales que les évêques enseignent tant au niveau national que dans leurs diocèses, tout en prenant appui sur le magistère universel, ou quelquefois en relayant un enseignement donné par le magistère universel, et qui s'adresse à tous, au delà des cieux. Cependant, nous notons que l'homme étant intrinsèquement le même partout, les questions qui se posent à lui ici ou là sont communes, même si elles peuvent prendre en compte parfois quelques connotations particulières dans l'espace et du temps ?. C'est aussi vrai dans le cas de l'enseignement du magistère universel qui reprend toujours le précédent, avant d'y apporter la lumière nouvelle en fonction des problèmes de l'heure. Aussi y-a-t-il toujours un lien et un apport nouveau dans cet enseignement. Mais où se situent ce lien et cet apport entre les enseignements des évêques dans leur diocèse respectif et ceux donnés

[458] *Le messager* du 5 février 2007 a un article de N.C. Bowa qui s'intitule : « Sacre de Mgr Zoa : les élites se font la guerre » ; celui du 3 février 2009 par Jean François Channon est aussi titré « Installation de Mgr Zoa : les fils du Mfoundi étalent leur division à Sangmelima ». Et sur le site Cameroon info. net concernant Mgr Christophe Zoa, il est bien mentionné que ce dernier comme cadeau après son ordination, a reçu des élites, une grosse voiture. Est-ce l'occasion du blanchiment d'argent ?

collégiallement, les évêques du Cameroun ayant repris dans leur enseignemnt des thèmes déjà abordés par le SCEAM comme ceux de justice, de paix, du développement et du mariage ?

C. Lien entre le discours social du magistère de l'Eglise universelle et le discours social du magistère de l'Eglise particulière du Cameroun

L'étude chronologique du discours social du magistère de l'Eglise du Cameroun laisse apparaître que ce discours est fonction de la situation socio-économique et politique que traverse le pays. Aussi, ce discours est-il plus ou moins intense selon le temps. De 1955 à 1970, il est moins intense, mais à partir des années 1980, avec les questions de la famille et des jeunes, la littérature est abondante en ces sujets que ce soit dans les discours ou lors des séminaires. Entre 1985 et 1990, c'est la question de l'école catholique qui est prise en compte dans ce discours suite à l'arrêt des subventions par l'Etat. A partir de 1990, avec l'avènement du pluralisme politique et de la crise économique qui conduit à la réduction des salaires des fonctionnaires, ce sont les questions économiques, politiques et sociales qui sont prises en compte. C'est dans ce cadre que nous avons les lettres pastorales sur la crise économique en 1990, celle sur le tribalisme en 1996, et celle de 2000 sur la corruption, avec les séminaires de 1997 et 1998 sur la bonne gouvernance et sur la justice et la paix.

Cepndant, il est à noter que la lettre pastorale de 1987 sur la mision des fidèles laïcs se voulait une réponse à la préparation à l'encyclique Christesfideles laici publié par le pape Jean Paul II en 1988.

Durant cette période, il y a eu au niveau universel les encycliques *Pacem in terris* (1963) du pape Jean XXIII, *Populorum progressio* (1967), *Humanae vitae* (1968) du pape Paul VI, *Laborem exercens* (1981, *Sollicitudo rei socialis* (1987), *Centesimus annus* (1991), *Evangelium vitae* (1995), toutes du pape Jean Paul II.

Le magistère camerounais ne reprend pas comme tel ces enseignements, mais il les cite abondamment lorqu'il traite des questions y afférentes. Son discours n'est donc pas une reprise pure et simple du discours du magistère universel, car il puise dans les réalités locales du Cameroun.

Mais au-delà de la particularité du discours social des évêques et des réactions qu'il suscite, leur prise de la parole ne s'inscrit-elle pas dans une tradition d'Eglise ? Les problèmes contre lesquels les évêques s'insurgent-ils ne sont aussi vieux que le monde, bien qu'il y ait un visage nouveau et contextuel, et ne s'inscrivent-ils pas dès lors dans une tradition ecclésiale ?

Fidèle à l'enseignement et à l'exemple de son divin fondateur Jésus Christ qui annonçait la bonne nouvelle aux pauvres en guérissant des gens affligés de maladies, d'infirmités, d'esprits mauvais et rendant la vue à beaucoup d'aveugles[459], l'Eglise n'a jamais négligé de promouvoir l'élévation et la dignité humaine des peuples auxquels elle apportait la foi au Christ. Tout au long de son histoire elle s'y est employée à des façons et à des degrés, divers même si une formulation officielle de sa pensée date du 15 mai 1891 avec l'encyclique *Rerum novarum* du pape Léon XIII. Jean Yves Calvez relève en ce sens :

> « Il y a toujours eu une telle doctrine ou un tel enseignement, plus ou moins développé, dans l'Eglise. Saint Paul, saint Jacques, déjà, nous donnent, par l'Evangile, des indications précieuses. Les Actes des Apôtres d'autre part nous interrogent à jamais par leur notation sur la vie des chrétiens de la première heure : « tous les croyants mettaient tout en commun ; ils vendaient leurs propriétés et leurs biens et en partageaient le prix selon les besoins de chacun » 2, 44-45… Parmi eux, nul n'était dans le besoin ; car tous ceux qui possédaient des terres ou des maisons les vendaient, apportaient le prix de la vente et les déposaient au pied des apôtres. On les distribuait alors à chacun selon ses besoins », (4,34) » Saint Jean Chrysostome, le grand docteur, a beaucoup enseigné, quant à lui, de sa chaire, à Constantinople, sur la richesse et la pauvreté. Saint Thomas d'Aquin, ensuite, a dit des choses fondamentales sur la destination commune des biens de ce monde…Mais il y a, très particulièrement, comme un bloc d'enseignement social moderne qui commence avec l'encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII en 1891 et qui va jusqu'à notre temps »[460]

Et le Secrétaire d'Etat du Vatican, Angelo Cardinal Sodano écrivant au Président du Conseil Pontifical de Justice et Paix souligne encore :

> « Au cours de son histoire et en particulier, ces cent dernières années, l'Eglise n'a jamais renoncé—selon les paroles du Pape Léon XIII—à dire « le mot qui lui revient » sur les questions sociales. Continuant à élaborer et à actualiser le riche héritage de la doctrine sociale catholique, le Pape Jean Paul II a publié, pour sa part, trois grandes encycliques—*Laborem exercens*, *Sollicitudo rei socialis* et *Centesimus annus*--, qui constituent des étapes fondamentales de la pensée catholique en la matière. Pour leur part, de nombreux évêques, dans chaque partie du monde, ont contribué ces derniers temps à approfondir la doctrine sociale de l'Eglise. Tout comme l'ont fait de nombreux spécialistes, sur chaque continent. »[461]

Sous l'impulsion de ses collaborateurs en Europe et en Amérique, et fort des convictions des chrétiens catholiques et des ouvriers pèlerins qu'il recevait en audience, Léon XIII dans l'encyclique, attire l'attention des Catholiques sur la condition ouvrière en Europe

[459] Voir Evangile selon saint Luc 17, 18-22.
[460] CALVEZ Jean Yves, *Les Silences de la Doctrine Sociale Catholique*, Paris, éd. Ouvrières, 1999, p. 7-8.
[461] CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, Paris, Bayard, Cerf, Fleurus-Mame, 2005, p. VII.

Occidentale et en partie en Amérique. En pleine révolution industrielle, le Pape fixe l'attitude de l'Eglise face au mal social et dénonce les faux remèdes des idéologies socialistes qui se répandent pour prendre la défense de la personne humaine, de la famille, de la propriété, du travail, du droit des ouvriers à s'associer et de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Tout en excluant le socialisme comme solution à la question ouvrière, il propose la collaboration et non la lutte des classes, comme moyen efficace pour le changement social, non sans dénoncer :

> « Atout cela, il faut ajouter la concentration, entre les mains de quelques uns, de l'industrie et du commerce, devenus le partage d'un nombre de riches et d'opulents, qui imposent ainsi un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires. »[462]

Quarante ans après, le pape Pie XI lui emboîte le pas tout en l'actualisant dans l'encyclique *Quadragesimo anno* après la débâcle financière ou le krach de 1929. L'encyclique définit les critères de l'instauration de l'ordre social : reconnaissance du droit de propriété, saine articulation entre capital et travail, relèvement du prolétariat et salaire juste. Les remèdes à la crise résident dans le refus de toute dictature, la libre concurrence, le rejet du socialisme, mais surtout l'engagement résolu dans la société par l'Action Catholique.

Le pape pie XII au cours de son pontificat n'a pas écrit d'encyclique sociale, mais par des discours, il intervient dans les questions de son temps. Dans un message radio le 1er juin 1941, à l'occasion du cinquantième anniversaire de *Rerum novarum*, il revient sur les questions sociales au sujet de la destination universelle et l'usage des biens, les droits et les devoirs des travailleurs, la fonction de l'Etat dans les activités économiques et une importante collaboration internationale pour la paix et le respect du droit présidant au meilleur rapport entre peuple. Ce souci sera porté par son successeur

Soixante dix ans plus tard, le 15 mai 1961, C'est le pape Jean XXIII qui dans l'encyclique *Mater et magistra* dénonce les inégalités criardes entre les nations et entre les hommes. Alors que l'Occident vit des temps très glorieux et se lance à l'espace, tandis que le Tiers monde a faim d'indépendance politique et économique, le Pape plaide pour la justice et la réduction des inégalités dans tous les domaines. Il pense que l'Eglise, par sa nature et ses institutions, est vraiment la mère et l'éducatrice. Aussi, il y insiste sur la nécessité de rétablir l'équilibre économique et social entre citadins et ruraux, entre les pays riches et les pays pauvres. La mentalité de l'heure niait tout lien entre morale et économie dont le motif unique était l'intérêt individuel, la loi économique suprême étant la libre et illimitée concurrence. Une telle conception ne pouvait donner naissance qu'à une jungle économique. Il en appelle à

[462] Ce passage de l'encyclique est cité par la Congrégation pour l'Education catholique dans *Orientations pour l'étude et l'enseignement de la doctrine sociale de l'Eglise dans la formation sacerdotale*, Rome, 1988, p. 91

l'intervention résolue de l'Etat contre un libéralisme « sauvage », et de la Société civile pour assurer à tous les niveaux une « socialisation », un tissu de relation digne de ce nom et une véritable participation. Dans l'encyclique *Pacem in terris* le 11 avril 1963, le Pape résume la paix mondiale à quatre conditions : la Vérité, la Justice, la Liberté et l'Amour.

Dans cette optique, peut-il manquer d'éléments aux jeunes Eglises d'Afrique pour parler du social, de l'économie, de paix, de justice ? Cette encyclique ne s'adresse-t-elle pas à toutes les composantes de la société civile[463], économique et politique ?

Le concile du Vatican II n'est pas resté en marge sur la question sociale, l'ombre du Pape qui l'a convoqué y planant, même en son absence. Dans le discours d'ouverture du Concile le 11 octobre 1962, le pape souligne que le concile du Vatican II, loin d'être un concile doctrinal, doctrine que connaissent et l'ont à l'esprit les pères conciliaires, doit être l'affirmation solennelle de l'union entre le Christ et l'Eglise, avec une insistance dans la seconde partie sur le rapport de l'Eglise avec le monde moderne. Il atteste qu'il est aujourd'hui nécessaire que tout l'enseignement chrétien soit accepté par tous, dans nouvel effort.[464]

Dans cet élan, la Constitution pastorale *Gaudium et spes* promulguée le 7 décembre 1965 traite de la vie économique et sociale, de la famille, de la culture, de la vie de la communauté politique et des chrétiens comme acteurs économiques devant lutter pour le progrès de la justice et de la charité, en brillant par leur exemple et en étant pénétrés de l'esprit des Béatitudes.[465]

---

[463] Dans l'histoire, le concept a beaucoup évolué. A la Renaissance, il est opposé à celui de la société naturelle, signifiant un ordre social organisé, supérieur, car civilisé et rationnel. Le philosophe anglais Locke y incluait l'Etat. Il s'agissait pour Adam Smith de tout ce qui était socialement construit, y compris le marché et l'Etat. Hegel y voyait l'espace socialement situé entre la famille et l'Etat. Karl Marx la définit comme l'ensemble des rapports sociaux, les rapports économiques conditionnant les autres. Antonio Gramscj y voit deux réalités recouvrant les rapports économiques, la société politique et la société civile, cette dernière étant constituée par les institutions encadrant les individus et destinées à produire un consensus : l'école, les médias, les institutions religieuses.

Aujourd'hui, le terme désigne un phénomène en pleine construction tant au niveau de son contenu, de ses contours que de sa pertinence qui restent un peu flou. Si on peut identifier au niveau de nos sociétés trois grands lieux de légitimité collective, à chacun correspondant un type d'organisation, un projet, et une stratégie, la société civile se situerait au niveau de la troisième forme de légitimité collective, avec une organisation horizontale et participative, un projet de transformation sociale, et une stratégie de pression sur les pouvoirs politiques. Elle est une nouvelle actrice politique, une nouvelle forme de participation citoyenne aux décisions influençant leur vie, sans toute fois se subsituer au pouvoir politique. Elle permet au citoyen de s'exprimer, de réduire l'écart entre les représentants politiques et les représentés. Elle se situe entre le pouvoir politique et l'entreprise, entre l'individu et le collectif. L'action politique ne se réduit pas à l'action des cadres politiques professionnelles, ou à celles des militants de partis politiques car il y a toujours une répercussion dans la vie d'autrui de toute action humaine et sociale et le vivre ensemble est devenu une affaire de tout citoyen. Aussi elle s'organise pour faire pression sur les décisions politiques particulières ou pour intervenir auprès des responsables politiques.

[464] Lire le discours dans VON GALL, M., MOOSBUGGER, B., *Le Concile et ses conséquences*, éd. C.J. Bucher, Lucerne et Francfort, 1966, p.12-29.

[465] *Gaudium et spes*, § 53- 90 §, chapitre II-V traite respectivement de la culture, de la vie économico sociale, de la vie de de la communauté politique, et de la sauvegarde de la paix et la construction de la communauté des nations.

Au sujet de la culture qui, pour l'Eglise, est un moyen privilégié du développement humain permettant de vivre en comprenant son environnement et d'être efficace dans l'action le Concile dit :

« Il faut tout faire pour que chacun prenne conscience et du droit et du devoir qu'il a de se cultiver, non moins que de l'obligation qui lui incombe d'aider les autre à le faire ». [466] C'est le propre de la personne humaine de n'accéder vraiment et pleinement à l'humanité que par la culture.

Le Concile traitant des questions économiques parle de la destination universelle des biens :

> « Dieu a donné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples, en sorte que es biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon la règle de la justice inséparable de la charité. Quelles que soient les formes de la propriété, adaptées aux llégitimes institutions des peuples, selon des circonstances diverse et changeantes, on doit toujours tenir compte de cette destination universelle des biens. C'est pourquoi l'homme, dans l'usage qu'il en fait, ne doit jamais tenir les choses qu'il possçde légitimement comme n'appartenant qu'à lui, mais les regarder aussi comme communes : en ce sens qu'elles puissent profiter non seulement à lui, mais aussi aux autres. »[467]

Au sujet de « la vie de la communauté politique, l'idée clé de la pensée chrétienne à l'égard de la politique est celle du bien commun. Ce bien commun prend en compte le bien propre de la collectivité prise en bloc et l'ensemble des moyens que la société doit procurer à chacun de ses membres pour être pleinement humain. Si le concile reconnaît à chaque peuple le droit de se donner des structures de son choix, il souligne aussi la nécessité d'une organisation démocratique, avec des structures offrant « sans cesse davantage à tous les citoyens, sans aucune discrimination, la possibilité effective de prendre librement et activement part, tant à l'établissement de fondements juridiques de la communauté politique, qu'à la gestion des affaires publiques, à la détermination du champ d'action et des buts des différents organes, et à l'élection des gouvernements.[468] Pour le Concile, c'est un droit que librement chacun puisse s'exprimer et agir en vue du bien commun, devoir et droit que Léon XIII relevait déjà : « Ne vouloir prendre aucune part aux affaires publiques serait aussi répréhensible que de n'apporter à l'utilité commune ni soin, ni concours » (*Immortale Dei*).

Pie XII voyait dans la participation aux affaires politiques un devoir d'amour et de charité : Comment prétendre aimer ses frères en refusant de prendre part au service de la

[466] *Gaudium et spes*, (60, 3).
[467] *Ibid*., (60).
[468] *Ibid*., voir (75-76).

communauté ? Le bien commun doit empêcher le citoyen de chercher le privilège, le secours abusif et de s'abandonner aux délices de l'Etat-providence.

Soutenant l'invitation de chacun à respecter le domaine politique, les évêques français soulignent :

> « Ceux qui soupçonnent la politique d'infamie se font une idée courte. Au-delà, ou plus exactement, jusqu'à travers ses frivolités, ses défaillances et ses corruptions, l'action politique a un fantastique enjeu : tendre vers une société dans laquell chaque être humain reconnaîtrait en n'importe quel autre être humain son frère et le traiterait comme tel. La société des hommes n'est-t-elle pas appelée à exprimer, à sa manière, le mystère de la trinité ? Certes, la politique ne peut que réaliser une ébauche de ce dessein de Dieu, mais sa grandeur n'est-t-elle pas d'avoir ce sens ? Aussi, tout chrétien doit-il se sentir concerné par la politique. » [469]

Le Décret sur la charge pastorale des évêques diocésains promulgué le 28 octobre 1965 ajoute :

> « Ils enseigneront donc, selon la doctrine de l'Eglise,…Ils exposeront comment résoudre les très graves questions concernant la possession des biens matériels, leur accroissement et leur juste distribution, la paix et la guerre, la communauté fraternelle de tous les peuples »[470]
>
> Dans le Décret sur la vie et le ministère des prêtres promulgué le 7 décembre 1965, le concile dit : « Les prêtres, certes, se doivent à tous ; ils considèrent que les pauvres et les petits leur sont d'une manière spéciale »[471]

Ces affirmations du concile au sujet de la responsabilité des chrétiens, de la charge pastorale des évêques, du ministère des prêtres les engagent sur le terrain social et du développement.

La période post conciliaire marquée par les pontificats du pape Paul VI (1963-1978) et surtout par celui du pape Jean Paul II (1978-2005) sur les questions sociales retient pour Paul VI deux grandes encycliques, et pour Jean Paul II cinq encycliques et un message.[472]
Les écrits post conciliaires à ces sujets semblent être un développement de *Gaudium et spes*.

Les lendemains des indépendances africaines et les difficultés des pays du Tiers monde ont donné l'occasion de prendre conscience des situations d'injustice et de déséquilibre entre pays riches et pauvres, entre riches et pauvres. Les questions du sous développement se posent avec acuité, et il y a désormais un nouveau contexte historique où les conflits sociaux ont des

[469] Voir discours de l'Assemblée Plénière de l'Episcopat Français en 1972.
[470] Décret *Christus Dominus* n° 1, chapitre II §1§ (sur la charge pastorale des évêques).
[471] Décret *Presbyterorum ordinis* n° 2.
[472] Paul VI a publié *Populorum progressio* le 26 mars 1967, et *Octogesima adveniens* le 14 mai 1971. Jean Paul II a publié *Redemptoris hominis* le 4 mars 1979, *Dives in misericordia* le 30 novembre 1980, *Laborem exercens* le 14 septembre 1981, *Sollicitudo rei socialis* le 30 décembre 1987, *Centesimus anno* le 1er mai 1991, et le message à La Conférence internationale du Travail le 15 juin 1982.

dimensions mondiales. Dès lors, Paul VI dans son encyclique *Populorum progressio* invite à l'action et à une prise de conscience sur les problèmes du développement et sur les rapports entre pays riches et pays pauvres. Il y définit les contours du développement dont l'homme est acteur et objet dans son intégralité. Aussi invite-t-il toutes les composantes de la société à œuvrer en ce sens. Son souci pour le développement de tous est manifeste dans ces termes :

> « Le développement des peuples, tout particulièrement de ceux qui s'efforcent d'échapper à la faim, à la misère, aux maladies endémiques, à l'ignorance ; qui cherchent une participation plus large aux fruits de la civilisation, une mise en valeur plus active de leurs qualités humaines ; qui s'orientent avec décision vers leur plein épanouissent, est considéré avec attention par l'Eglise. »[473]

Le pape Jean Paul II n'a pas failli à cet enseignement devenu traditionnel dans l'Eglise sur les questions sociales Peut être en a-t-il été le grand champion quand on considère, autant le nombre d'encycliques publiées à ce sujet, que l'abondance des thèmes.

Comme son nom l'indique, le thème de l'encyclique *Laborem exercens* (1981) est le travail comme dimension fondamentale de l'existence humaine. Le mot travail y désigne toute activité humaine qui peut et doit être reconnue comme travail parmi la richesse des activités dont l'homme est capable et auxquelles il est prédisposé par sa nature. Pour Jean Paul II, le travail est la clé de toute la question sociale. *Centesimus anno* qu'il publie le 1er mai 1991 s'inscrit dans les mêmes perspectives. La chute du communisme au nom du droit de l'homme devenu un pilier de la doctrine sociale de l'Eglise suscite un défi. Le libéralisme ne saurait sortir comme un vainqueur écrasant : l'alternative existe, non dans une doctrine chrétienne comme telle, mais dans des critères majeurs comme la destination universelle des biens, la liberté économique au service de la liberté humaine, et le respect de la démocratie.

Une telle mission de l'Eglise et du Magistère se rattache à l'expérience de foi dans le salut et la libération intégrale du peuple de Dieu décrit dans la Genèse, dans l'Exode, dans les Prophètes et dans les Psaumes.

Dans le code de l'Alliance, bien que la loi soit inscrite naturellement au cœur de l'homme et après avoir libéré son peuple de la servitude et de l'esclavage en Egypte, Dieu donne quelques traits d'une société humaine, lesquels s'amplifient en un véritable enseignement social et en une invitation au respect des droits. Après le décalogue, il y a une forte invitation au respect des droits et de la vie qui reste d'actualité : « tu ne porteras pas atteinte au droit des pauvres », « tu n'exploiteras pas le salarié malheureux et pauvre, chaque

[473] CONGREGATION POUR L'EDUCATION CATHOLIQUE, *Orintations pour l'enseignement de la doctrinale sociale de l'Eglise, op. cit.*, p. 87.

jour tu lui donneras son salaire, tu ouvriras ta main toute grande au malheureux et au pauvre, et si tu prêtes de l'argent à un indigent, tu ne lui imposeras pas d'intérêt »[474]

Les prophètes ont constamment rappelé ce code de l'Alliance tout en dénonçant les infidélités, les injustices et les indélicatesses des uns et des autres. Aux puissants, ils exigent de pratiquer le droit et la justice », aux riches ils déclarent « malheur à ceux qui joignent maison à maison, champ à champ, jusqu » à prendre toute la place », aux patrons, « malheur à qui fait travailler les autres pour rien, et aux juges « malheur aux juges qui, pour de l'argent acquittent le coupable et refusent de faire justice à l'innocent »[475]

C'est dans cette perspective qu'au début de l'évangélisation en Afrique, le magistère universel insiste pour qu'elle s'accompagne et prenne en compte des actions sociales. Pie XI le demande avec insistance dans *Rerum ecclesiae,* une des grandes encycliques missionnaires. Aux chefs des missions, il demande qu'avant d'enseigner les foules, il faut soigner les malades, aller aux enfants, ouvrir les hôpitaux, des dispensaires, des écoles, et ne pas négliger les classes dirigeantes.(Voir annexe 2 sur le contenu des encycliques missionnaires).

Aussi, les missionnaires, avec plus de conviction et de succès se sont-ils déployés par ci et par là sur le terrain social, héritage qu'ils ont transmis aux jeunes Eglises au moment où elles arrivaient à maturité avec une hiérarchie locale établie, et les questions sociales font-elles partie intégrante de la mission de l'Eglise qui en a toujours fait un cheval de bataille, en fonction de l'espace et le temps. C'est dans cette tradition, bien que contextuelle, que s'inscrit l'enseignement social des évêques du Cameroun.

[474] Exode 22, 24; 23, 6; Deutéronome 15, 11; 24, 14.
[475] Jérémie 22, 3; Isaïe 5, 8; Jérémie 22, 13; Isaïe 5, 23.

Chapitre 3 :

Les rédacteurs des lettres pastorales

Jusqu'en novembre 1955 où l'abbé Paul Etoga est ordonné au titre d'évêque auxiliaire à Yaoundé, les Ordinaires, et ensuite tous les évêques du Cameroun nommés en septembre 1955 sont tous missionnaires européens. Ce sont eux, sous la présidence de Mgr Lefebvre, Délégué apostolique pour l'Afrique occidentale française, qui écrivent la lettre pastorale d'avril 1955. Il faut attendre 1957 pour que Mgr Thomas Mongo soit nommé comme évêque titulaire à Douala, Mgr Paul Etoga étant évêque auxiliaire à Yaoundé. C'est peut-être aussi parce que la figure des rédacteurs était toute européenne que les partisans de l'UPC ont facilement associé l'Eglise au colonialisme. Pour cette raison, la lettre pastorale de Mgr Thomas Mongo en 1959 se veut une prise de parole d'un fils du terroir, ce qui donne une autre portée au contenu. Ce n'est plus une question du discours des étrangers ou des Blancs qui ne veulent pas l'indépendance, mais un fils du pays qui est responsable et qui dit comment beaucoup de Camerounais comme lui, dans le silence de la peur, entrevoient l'indépendance. La plaquette de l'abbé Jean Zoa en 1957 ne va-t-elle pas dans le même sens quand à la question qu'il pose de savoir si on peut être chrétien et nationaliste, il y répond par oui, après avoir bien défini et précisé les choses ?

Jusqu'en 1955, la conférence des évêques n'existe pas statutairement. Depuis 1949, on parle des rencontres plénières des Ordinaires des Missions catholiques. Il faut attendre novembre 1962 pour que naisse à Rome La Conférence épiscopale du Cameroun comme le souligne Jean Paul Messina :

> « C'est à Rome que les évêques du Cameroun, Pères du concile Vatican II, ont donné le nom de Conférence Episcopale à leurs réunions. La première réunion eu lieu le 29 octobre 1962. La deuxième le 24 novembre de la même année. Au cours de cette dernière réunion, sous l'impulsion de Mgr Jean Zoa, on a parlé de la conférence des évêques du Cameroun. »[476]

A partir des années 1960, la configuration de l'épiscopat camerounais commence à changer. Les missionnaires cèdent de plus en plus, non sans lien avec l'avènement des indépendances, leur responsabilité aux prêtres du clergé local. Ainsi Jean Zoa devient archevêque de Yaoundé en 1961 ; Pierre Célestin Nkou est nommé évêque de Sangmelima en 1963 ; Albert Ndongmo est nommé évêque de Nkongsamba en 1964 ; ce sont là les premiers témoins de la transition dans cette Eglise.

[476] MESSINA Jean-Paul, SLAGEREN Van Jaap, *Histoire du Christianisme au Cameroun, des origines à nos jours*, Paris, Karthala, 2005, p. 408.

Entre 1955 et 2000, il y a une nette progression dans la 'camerounisation' de la hiérarchie ecclésiale catholique au Cameroun. Si en 1955 tous sont missionnaires européens, en 1960, un diocèse sur 6 est tenu par un Camerounais ; entre 1960 et 1973, ils tiennent 7 diocèses sur 11, et 8 diocèses sur 15 entre 1973 et 1982. De 1982 à 1993, ils tiennent 11 diocèses sur 21, et de 1993 à 2000, ils tiennent 15 diocèses sur 23.[477] A ce jour, ils ont en charge 20 diocèses sur 24, les 4 autres étant tenus par des évêques européens dont 2 Polonais et 2 Belges.

Le deuxième aspect dans la figure des rédacteurs aurait voulu que parmi les évêques, nous repérions les différents membres des commissions de rédaction des lettres pastorales, mais cela ne nous pas été permis au niveau de La CENEC. Cependant Messina dresse la liste des différentes commissions constituées en 1963. On en trouve cinq :

1- La commission d'Action Catholique présidée par Mgr Pierre Célestin Nkou, et a comme secrétaire l'abbé Albert Ndongmo.

2- La commission de l'enseignement catholique présidée par Mgr Jean Zoa, et comme secrétaire l'abbé Thomas Fondjo.

3- La commission de l'information présidée par Mgr Yves Plumey, a comme secrétaire le Père Lespinasse.

4- La commission de liturgie présidée par Mgr Lambert Van Heygen, a comme secrétaire l'abbé Pie Claude Ngoumou.

5- La commission des religieux et religieuses présidée par Mgr Victor Sartres, a comme secrétaire le Père Duquet.

Dans le *Statut et règlement intérieur de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun*, statut modifié et adopté en avril1989, il est bien noté à l'article 45 du règlement intérieur que « Le présent règlement intérieur, une fois adopté par l'Assemblée Plénière, abroge le précédent du 30 juin 1973 ». Ce qui peut laisser entendre que le statut date aussi du même moment, les deux allant ensemble.

Dans ce même Règlement intérieur, l'article 24 définit le nombre de Commissions épiscopales qui sont au nombre de sept : la Commission Episcopale pour la Doctrine de la foi, la Commission Episcopale pour l'Evangélisation, la Commission Episcopale poiur l'Apostolat des laïcs, la Commission Episcopale pour les Ouvriers Apostoliques, la Commission épiscopale pour l'éducation catholique, la commission épiscopale pour les moyens de communications sociales, et la commission épiscopale *Gaudium et Spes*. Les trois dernières reflètent les questions sociales et du développement.

[477] Voir dans *Ordo-Info-Photo 2003* du Diocèse de Nkongsamba, p. 30.

En 1998, *l'Annuaire Catholique en Afrique Occidentale et Centrale* énumère encore les mêmes sept commissions, mais en 2000, les évêques dans le communiqué du 6 mai à l'issue de l'Assemblée Plénière les réorganisent et les font passer de sept à dix désormais, sans toutefois les mentionner. [478]

Si dans chaque communiqué, chaque message ou dans chaque lettre pastorale il était fait mention des différentes commissions épiscopales, de leurs présidents et de leurs membres, des indices des figures des rédacteurs seraient très perceptibles. Mais il est relevé dans le communiqué final de l'Assemblée des évêques en date du 28 avril 1982 que pour plus d'efficacité, les commissions ont été réduites à quatre : la commission épiscopale pour l'évangélisation, l'apostolat des laïcs et les communautés chrétiennes, la commission épiscopale pour l'enfance et la jeunesse, la commission épiscopale des ouvriers apostoliques, et la commission épiscopale de développement et des actions socio-caritatives. Jusque là le nombre de commissions était de sept. Par ailleurs, le communiqué final de l'Assemblée tenue du 30 avril au 6 mai 2000, précise que les commissions épiscopales ont été réorganisées et passent de sept à dix, sans toutefois nommer les présidents et les membres des différentes commissions.[479]

Le problème des sources se pose à ce niveau. Cependant, il est précisé dans leur statut que toutes les provinces ecclésiastiques doivent être représentées dans chaque commission épiscopale, mais jusque là ça ne suffit pas pour distinguer les figures des rédacteurs au sein des commissions, lesquels pouvaient n'être pas évêques, mais des prêtres ou des laïcs engagés et experts en la matière. Nous allons cependant reconsttituer les membres du bureau qu'élit l'Assemblée générale de l'épiscopat, à savoir un évêque président, un évêque vice-président et un secrétaire évêque différent du secrétaire du conseil permanent, et différent du secrétaire général de la Conférence qui est toujours un prêtre. Et le plus souvent c'est le président de la Conférence épiscopale qui prend la parole au nom de tous. Il est même prévu à l'article 23 dans leur règlement intérieur qu'en cas d'urgence, le président peut prendre des mesures exigées par les circonstances, et est tenu de rendre compte à ses collègues dès que possible.

Le Statut et Règlement intérieur de 1973, révisé en 1989 en son artcle 12 souligne que le mandat du président et du vice président est de trois ans renouvelable une fois consécutivement.[480] Le statut et le règlement intérieur sont clairs dès 1973, le manque d'un statut et la préséance ayant obligé peut-être jusque là, que ce soit le métropolitain qui joue le

[478] CENC, *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2000, op. cit.*, p. 402.
[479] *Ibid*., pp. 345 ; 370 ; 402.
[480] Lire Article 12 du *Statut et Règlement intérieur de la Conférence Episcopale Nationale du Cameroun*, avril 1989, p. 4.

rôle de président ou de porte parole de l'épiscopat camerounais. Dans cette logique, de 1962-1972 Mgr Jean Zoa, en tant qu'archevêque de la province ecclésiastique du Cameroun, est président. En 1973, les évêques l'élisent cette fois à cette charge de par le sattut, et de 1973-1976 il est président. De 1976-1982, c'est Mgr Paul Verdzekov. De 1982-1985, c'est encore Mgr Jean Zoa, avec comme vice-président, Mgr Christian Tumi. De 1985-1991, Mgr Christian Tumi est président, le vice-président étant Mgr Jean Baptiste Ama. De 1991-1994, Mgr Jean Baptiste Ama est président, le vice-président étant Mgr André Wouking. De 1994-2000, Mgr André Wouking est président, le vice-président étant Mgr Jean Pasquier. De mai 2000 à 2006, le président est Mgr Cornélius Essua, le vice-président étant Mgr Victor Tonye Bakot, et le secrétaire, Mgr Raphaël Marie Nze. Le Secrétariat de l'Assemblée des évêques a été tenu par Mgr Cornélius Essua de 1985 à, 1994.[481] Et depuis 2006, Mgr Tonye Bakot est président, et Mgr Kléda Samuel vice-président. C'est sous la houlette des responsables qui sont des nationaux que la plupart de ces lettres pastorales ont été rédigées.

Et comme nous l'avons déjà fait remarquer, les évêques des zones à forte sensibilité politique, économique et sociale ont tous été présidents de la CENC, et la plupart des lettres pastorales sur les questions sociales sont rédigées sous leur mandat, même si le contexte s'y prêtait. C'est le cas de Mgr Zoa, Mgr Tumi, Mgr Verzekov, Mgr Wouking et Mgr Ama. Ainsi, nous pensons que le temps et le milieu ont fabriqué par ailleurs ces hommes d'Eglise.

Les évêques du Cameroun prennent position par devoir et de par leur mission sur les questions sociales et du développement, mais cette prise de parole n'est-elle pas diversement appréciée, et sucite des réactions ?

[481] Pour les différents mandats de président, lire les communiqués finaux des Assemblées Plénières dans *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2005*, aux pages 348, 361, 391, 402.

Chapitre 4 :

Quel accueil du discours social de l'Eglise au Cameroun ?

Les réactions constituent un des baromètres pour vérifier qu'un message est bien reçu ou pas. Dans ce contexte, il s'agit de vérifier que les gens se sont reconnus ou pas dans ces prises de position des évêques, et qu'ils les intègrent ou pas dans leur vie. Quelles furent les différentes attitudes des Camerounais face à ce discours ? Etant donné que le contexte politique peut jouer sur les réactions qui constituent un des baromètres de la réception, des questionnaires réponses ont été adressés aux personnes dans différents diocèses et pourraient venir en complément d'indice pour vérifier la réception. Mais, c'est surtout dans le changement de mentalité qu'on pourrait mieux évaluer ou vérifier la réception.

A. Les réactions négatives

L'U.P. C., parti politique d'obédience communiste interdit en 1955 agit clandestinement et met dans le même sac colons et missionnaires. Il ne veut pas distinguer mission et colonisation fort du fait que les missionnaires ont pris position au sujet de sa politique. La lettre des Ordinaires d'avril 1955, au ton prudent et réservé vis-à-vis de l'indépendance et de l'U.P.C., est lue comme une opposition à l'indépendance. A partir de là, les missionnaires et assimilés, entre autres les chrétiens, sont des antinationaux à éliminer pour parvenir à l'indépendance. Il se développe dès ce moment la guerre du maquis contre les missions un peu partout, et contre les populations dans les pays Bassa et Bamiléké, lequel maquis s'est radicalisé dans la violence, les tueries et les destructions suite à l'assassinat d'Um Nyobé en 1958. Entre 1955 et 1965, on déplore des pertes humaines et matérielles énormes tant du côté des upécistes que du pouvoir gouvernemental qui mit sur pied une répression aussi sanglante qu'aveugle. Au sujet des émeutes du mois de mai 1955, Georges Chaffard relève :

> « Le 24 mai, des foules armées de gourdins et de machettes attaquent simultanément tous les postes de police de New Bell…Les forces de l'ordre tirent : 4 tués, 20 blessés…Un européen est tué…Dans la nuit du 24 au 25, une foule tente tente d'investir les bâtiments administratifs de Nkongsamba, chef lieu du Mungo. La troupe tire. Le 26, à Yaoundé enfin, une masse populaire où se trouvent surtout des étrangers à la région entreprend une marche vers le palais du Haut Commissaire. Les forces de sécurités ouvrent le feu : 3 morts, 40 blessés…M. Roland Pré ordonne le couvre feu dans toutes les villes du Sud - Cameroun et l'interdiction de toutes les réunions politiques. La police perquisitionne au bureau de l'U.P.C., arrête avec

> plus ou moins de discernement 357 Camerounais…, parmi eux, l'épouse d'Um Nyobé…Bilan de cette semaine sanglante : forces de l'ordre, 1 tué, 62 blessés ; insurgés, 20 tués, 114 blessés ; reste de la population, 4 tués dont 2 Français), 13 blessés dont 11 Français. »[482]

Il est à noter que d'autres sources, telle que Mongo Beti, ou *Les pétitions de l'U.P.C.* envoyées à l'O.N.U. ont parlé des milliers de morts, ce qui serait vraisemblable compte tenu du contexte. Quant au sort de l'Eglise et des chrétiens, le document FIDES (Fond international du développement économique et social) [483] donne un bilan provisoire du terrorisme dans le diocèse de Nkongsamba de 1958, et c'est un cas parmi tant d'autres, car c'est surtout dans les rapports sur le diocèse de Nkongsamba, et particulièrement dans *Le rapport sur les pertes subies par le diocèse de Nkongsamba par le fait des raids terroristes sur les missions catholiques (1959-1963*) que l'on a un bilan chiffré. Ce rapport établi par le Père Ruer, alors vicaire général, et approuvé par Mgr Albert Ndongmo souligne :

> « La plus grande calamité qui ait pu survenir dans nos missions, c'est l'assassinat de trois missionnaires, sauvagement décapités et la perte d'un abbé camerounais, emmené par les bandits depuis le 9 avril 1960 et tué par eux au maquis…Mais tout cela ne peut s'évaluer en argent, surtout si on y ajoute la mort cruelle subie par des catéchistes et des chrétiens, fidèles à leur foi : Dieu seul peut apprécier. Quant aux dégâts matériels, ils sont considérables et nous allons essayer d'en faire un bilan approximatif…Tous ces chiffres impressionnant et dont le montant se monte à 127.450.000 FCFA restent encore en dessous de la réalité…, surtout des plantations caféières et vivrières d'un montant de plus de 60.000.000 FCFA complètement détruites et coupées à ras du sol. »[484]

Les prêtres assassinés étaient : le Père Xavier Musslin assassiné à la mission de Bonabéri le 30 août 1959, le Père Gilles Héberlé et le Frère Valentin Sarron assassinés à Bafang dans la nuit du 29 au 30 novembre 1959. L'abbé Kéjupia emmené par les maquis n'est jamais revenu. Le bilan spirituel est grave puisque des chrétiens ne vont plus à la messe et à la communion, de peur de représailles et d'être taxés de complices avec les occupants. Ainsi a été tué en plein jour du 6 septembre 1959 à Bafang alors qu'il revenait de la messe le catéchiste Raphaël Nitcheu. A également subi le même sort le catéchiste de Loum Chantiers, Emile Pountcheu assassiné en

[482]CHAFFARD Géorges, *Les carnets secrets de la décolonisation, op. cit*. p. 364.
[483] Voir FIDES volume IV-, N° 23 du 19/9/1960, p. 132.
[484] Rapport *in* Archives des Prêtres du Sacré Cœur, n° R-15-05-019, Paris, 19 rue Saint Maur, 75011. Notons qu'à l'époque 1 franc français (1FF) équivalait à 50 FCFA. Il est passé en 1992 avec la dévaluation du CFA à 100 FCFA.

septembre 1959 alors qu'il revenait du culte. La violence s'était généralisée dans les régions du Bamiléké, du Mungo, dans le Wouri et dans le Nyong et Sanaga[485].

Du côté du gouvernement d'Ahidjo, la chasse aux sorciers alla de façon incontrôlée. De retour de Paris le 9 septembre 1959, le Premier ministre Amadou Ahidjo faisant le point sur son séjour en France et les perspectives prochaines de l'indépendance et des élections législatives qui ne devront souffrir d'aucun désordre, affirme :

> « Quoiqu'il en soit, toute tentative de conquête du pouvoir en dehors du processus démocratique normal prend le caractère d'une rébellion et doit être réprimée sans hésitation. Que les apprentis sorciers se le disent et s'en persuadent. »[486]

Les réactions du gouvernement furent musclées et aveugles par ailleurs, et il eut des exactions des forces de l'ordre qui exécutaient même des paysans revenant de leurs plantations prétextant leur connivence avec les maquis, et quelque fois, voire souvent, s'en prenaient aux populations, les contraignant à dénoncer parmi eux les rebelles. Cette méthode a favorisé des règlements de compte, et des innocents furent exécutés. Quant aux leaders de l'U.P.C., ils furent assassinés majoritairement entre 1958 et 1964. Kengne Pokam souligne :

> « En effet, entre 1958 et 1964, Nyobé Pandjock, premier « général en chef» du Comité national d'organisation était abattu en Sanaga Maritime. Les capitaines Momo Paul, Singap Martin, Tagaptsi, etc. avaient subi le même sort en pays Bamiléké. Auparavant, Tankeu Noé et Makanda Pouth avaient été appréhendés, jugés, condamnés à mort et exécutés le 3 janvier 1964. En 1965, c'était le tour du nommé Miton David, « commandant en chef » de l'Armée de libération nationale abattu en pays Bamilèké »[487]

Mais peut-on résumer l'accueil des messages des Ordinaires et évêques du Cameroun de 1955 à 1960 dans cette attitude ou ces réactions de l'U.P.C. ? On ne saurait l'affirmer sans réserve car d'autres y ont vu un message salutaire pour le Cameroun.

B. Les réactions positives

Dans un article intitulé les chrétiens et l'U.P.C., Jean Claude Bayeux fustige Um Nyobé dans son radicalisme politique et la lutte armée ayant entraîné des pertes humaines et matérielles considérables. Il souligne :

> « L'U.P.C. n'a pas le secret de l'évolution. Il n y a pas de possibilité de collaborer à une action du Cameroun. Il ne détient que des remèdes empoisonnés qui s'attaquent à ce que nous

[485] Lire un bref bilan des dégâts humains dans *l'Effort Camerounais* n° 196 du 5 juillet 1959, pp.1 et 4, et n°205 du 20 septembre 1959, pp. 1 et 2.
[486] *L'Effort Camerounais* n° 205 du 20 septembre 1959, p. 2.
[487] KENGNE POKAM, *Les Eglises chrétiennes face à la montée du nationalisme camerounais, op cit,* p. 184

> chrétiens, nous estimons de plus haut prix : respect de la religion, non violence, la paix, l'amour, le respect des convictions d'autrui. Nous n'avons aucune affection pour les moules totalitaires…La déclaration des évêques du Cameroun il y a trois ans n'a aucun besoin d'être révisée et elle reste toujours actuelle. »[488].

Dans le contexte de la peur qui sévit, des chrétiens et autres hommes de bonne volonté n'osent pas extérioriser leur approbation ou leur désaccord partiel ou total sur la démarche des évêques, au risque d'être traité de collaborateur ou de connivence d'un côté comme de l'autre.

Cependant la plaquette de l'abbé Jean Zoa, *Pour un nationalisme chrétien au Cameroun* semble avoir fait l'unanimité tant du côté des chrétiens, des nationalistes que des personnalités politiques, religieuses autochtones et étrangères, et même auprès des intellectuels camerounais en France à en croire les nombreuses réactions épistolaires enregistrées et que nous retrouvons à la C.D.O (Centrale Diocésain des Oeuvres) de l'archidiocèse de Yaoundé. Nous aurions bien voulu mettre en annexe toutes ces correspondances, mais le service des archives ne nous ayant pas autorisé de les photocopier toutes, nous nous sommes contenté de trois photocopies en annexe 18 (a), 18 (b) et 18 (c pp 432-435), ceux dont les noms sont mentionnés en bas de page ayant lu, apprécié et commandé des exemplaires, signe qu'ils ont reçu le message de l'abbé Jean Zoa. Nous reproduisons ces noms en note.[489].

La dénonciation du train de mort en 1962 par Mgr Jean Zoa recevra aussi écho favorable, même si le contexte de terreur ne permit pas aux uns et autres d'extérioriser leurs pensées ou leurs points de vue.

Entre 1970 et 1990, l'écho de la prise de position des evêques est parfois mitigé, les enjeux et les situations humaines ethniques, politiques et sociales influençant souvent quant à l'appréciation réaliste de leurs prises de position. C'est le cas de l'archevêque de Douala, Cardinal Christian Tumi dont beaucoup perçoivent dans ses prises de position un ralliement à la cause de la partie anglophone du Cameroun. N'a-t-on pas entendu des Camerounais se

[488] *L'Effort Camerounais*, 130, (03- 1958) p. 1.

[489] Ossendé Afana, 26 avenue A. Richaud, Paris (le 25 septembre 1957) ; Union des secrétariats sociaux, 9 rue Guenegaud, Paris 6 ccp. 7620-14. Tel Odéon 25-01 (le 25 octobre 1957) ; Abbé Boniface Bayané, paroisse saint Joseph de Bisseng par Ndikiniméki (le 13/9/1957) ; Philippe Mbarga Manga, Hôpital Universitaire, Paris 14è (le 28/10/1957) ; Thomas Liboire Meloné, Cité universitaire, Place Pasteur Grenoble,Grenoble (janvier 1958) ; Djegue Ndoumbé, Chef Division Yokadouma, Yokadouma (le 12 octobre 1957) ; Mabobino samba, (le 17 octobre 1957) ; Sabal Lecco, direction de l'enseignement du Cameroun (le 20/9 :1957) ; Abanda Metogo Jean, région de Yaoundé (le 19 septembre 1957) ; Christophe Bobiokono, Greffier à la Justice de Paix Mokolo (le 17 octobre 1957 et le 7 novembre 1957) ; Billeng, Lyon (le 19/9/1957) ; Pascal Baylon Mvoé, (le 18 octobre 1957) ; Koko (le 3 février 1958, lettre de félicitation signée par Tchenva André, Jean Marie Manga, Tchejetem Moïse, Ekoh Jacques, Sikapi Etienne, Tchakoté Daniel, Donken ferdinand, Njock Etienne) ; Abbé Simon Marie Tonye, sangmelima (le 19 septembre 1957) ; Abbé Manga, Maison de la FOM, cité Universitaire, Paris XIV, chambre 401, Paris (le 23/10/1957) ; Achille Cardinal Liénart, évêché de Lille (le 30 octobre 1957) ; Ndog Aloys Marie, nationaliste Kamerounais exilé à l'étranger, P.O. Pox. Karthoum-North Sudan, Karthoum (le 20/3/1958) ; Docteur Charles A. Tchungui, hôpital Laquintinie Douala. Soit au total 18 écrits dont quelques correspondances types en annexe.

scandaliser du fait que les évêques s'expriment sur les questions sociales prétextant que ces derniers font ainsi de la politique alors que l'Eglise est apolitique ?

Par ailleurs, le discours de l'Eglise sur les questions sociales est souvent soutenu et accompagné par des organismes catholiques d'aide au développement mis sur pied à cet effet. Les plus connus sont : le Secours catholique et le C.C.F.D. (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement), la Coopération missionnaire en France et Missio, Miserior en Allemagne, pour ne citer que ceux là, quelques organismes avec leur particularité étant mentionnés en annexe 16 p. 430.

Nous allons nous en tenir au cas du C.C.F.D., et même un peu partiellement, le bureau national du C.C.F.D. nous ayant refusé l'accès aux sources. C'est grâce aux archives personnelles du Père Giraud, prêtre du diocèse de Paris, qui a mis en route le C.C.F.D. et qui fut son premier secrétaire, archives reversées à l'archevêché de Paris, que nous avons travaillé sur les actions ou les œuvres du C.C.F.D. au Cameroun de 1961-1975, l'accès aux sources nous ayant été refusé tant au siège du Secours catholique que du CCCFD à Paris où nous nous sommes rendu en 2004. La question commune qui nous était posée fut de savoir pourquoi nous traitions un tel sujet (peut-être sensible à leurs yeux) ? Et de rendez-vous en rendez-vous, l'un et l'autre responsable ont fini par nous signifier qu'il n'était pas possible que nous ayions accès aux sources, ce qui a limité notre investigation sur le C.C.F.D. de 1961 à 1975.

C - L'accueil du discours social de l'Eglise au Cameroun

Les résultats des enquêtes sur la réception de ce discours au Cameroun constituent un indice appréciable dans le processus de réception.

Nous avons mené une investigation sur le terrain au niveau de l'information. Quelques prêtres, quelques chrétiens pratiquants et non pratiquants, quelques personnalités politiques, intellectuelles des régions et diocèses assez représentatifs de la configuration camerounaise au niveau religieux, social, politique et humain ont été interrogés. Il s'agit de vérifier s'ils sont informés, s'ils ont lu ou, s'ils ont débattu ou pas, s'ils sont au courant d'une manière ou d'une autre, du discours des évêques sur les questions sociales au Cameroun, surtout des réalisations qui en découlent, et l'impact qu'il a d'après eux, sur les Camerounais. Quelques questionnaires plus ou moins exhaustifs de trois types ont été formulés auxquels des réponses ont été données comme on peut lire des annexes 20 (a) à 21 (c), pp. 438-493.

Le premier questionnaire s'adresse aux prêtres et prend en compte leur cursus de formation concernant la doctrine sociale de l'Eglise, leur culture et leur pastorale sur les questions sociales.

Le deuxième concerne les chrétiens pratiquants, et c'est à la sortie d'une célébration dominicale ici et là qu'ils ont eu à répondre aux questions. Les questionnaires portent sur leur connaissance de la doctrine sociale, et sur les différentes structures pastorales et d'animation relatives à ces questions et l'impacte dans la société camerounaise.

Le troisième type de question est adressé aux chrétiens saisonniers, aux chrétiens du livre et aux personnes de culture. Il porte sur leur culture en la matière, sur leurs impressions et sur l'impact réel du discours social sur la vie des Camerounais.

Voici du reste ce qui en ressort :

Pour le premier type, cent cinquante questionnaires ont été lancés, et deux cents l'ont été pour chacun des deux derniers.

C.1. Au niveau des prêtres

150 questionnaires ont été formulés et distribués, et 103 réponses nous sont parvenues. En terme de pourcentage et sur un échantillon de 100 réponses des prêtres interrogés et appartenant aux diocèses représentatifs des réalités camerounaises, (Yaoundé, Douala, Bamenda, Nkongsamba, Bafoussam), 69 reconnaissent avoir reçu un enseignement sur la doctrine sociale de l'Eglise durant leur formation. Sur les 31 qui n'en ont pas reçu, on retrouve les prêtres ordonnés en 1950, certains en 1972, et bien curieusement, quelques uns ordonnés en 1998. Il peut y avoir quelques explications. Pour les promotions des années 1950, c'est la formation spirituelle, c'est le travail manuel, c'est la discipline et l'aptitude à obéir qui comptaient le plus pour l'admission aux ordres comme l'a si bien souligné Mgr Georges Siyam, 93 ans en cette année 2009, et le plus âgé des prêtres du diocèse de Nkongsamba au Cameroun.

En 1972, le grand séminaire de Yaoundé n'a que trois d'âge. Et même si une des raisons qu'avance Mgr Jean Zoa pour transférer le séminaire d'Akono à Yaoundé est que les séminaristes soient formés plus près des lieux où se débattent les graves questions politiques, sociales, intellectuelles et autres, les balbutiements d'un départ n'ont pas bien pris en compte la doctrine sociale de l'Eglise dans le programme de formation, à lire la réponse de quelques prêtres ordonnés en 1972. L'abbé Théodore Toko, prêtre du diocèse de Nkongsamba ordonné en 1972 relève qu'il n'a pas suivi ce cours durant son parcours dans la formation au sacerdoce.

Par contre, l'abbé Mathias Tégomo, prêtre du diocèse de Bafoussam ordonné en 1973 répond avoir reçu deux heures par semaine et pendant quatre ans, un enseignement sur la doctrine sociale, ces deux réponses pour des personnes aussi proches dans leur formation posent problème. Voir réponses en annexe 21 (a).

Il est un fait. En 1978, les programmes d'étude et de formation ont été reéménagés au grand séminaire de Nkolbisson où les deux prêtres ont achevé leur formation en 1972 et 1973. C'est à partir de ce 1978 qu'il y a eu à strictement parler un cycle de philosophie bien distinct d'un cycle de théologie. C'est dès ce moment qu'on voit apparaître des cours intitulés « Le droit de l'homme ou sociologie ». Notons que dans la partie anglophone où le grand séminaire est fondé en 1973, le cycle de philosophie prend en compte dès la première année des thèmes comme « Social anthopology, political philosophy, the church's social teaching ».

En ce qui concerne les prêtres ordonnés en 1998, et qui n'ont pas reçu cet enseignement pendant leur cursus, la multiplicité des grands séminaires au Cameroun à partir de 1986 et le manque de concertation pour un programme commun de formation, les années de stages prolongés pour certains candidats peuvent expliquer cette carence, ajouté au fait que certains de ces prêtres ont suivi tout leur cursus, non seulement dans un seul séminaire, mais aussi dans des séminaires universitaires. Autant d'éléments ne pouvant favoriser le suivi commun de tous les modules au programme ou bien pouvant faire reprendre les modules.

Quant au nombre de lettres pastorales sur la doctrine sociale de l'Eglise, 70 sur 100 ne se rappellent que celles sur les questions d'actualité telles que la lettre pastorale sur « le tribalisme », sur « la crise économique » et sur « la corruption », lettres que les prêtres en question ont eu à lire et à expliquer en chaire.

Les avis sont très partagés quant à l'impact sur la vie de leur population. Pour les uns, c'est une question de temps, pour d'autres, il n'y a aucun impact, et pour une faible catégorie, quelque chose est en route. Cependant, 95 sur 100 admettent l'existence des structures et mouvements liés aux questions sociales dans leur paroisse.[490] (Voir en annexe 21 pp. 441-493), quelques éléments de réponses.

Audelà de la question de formation du prêtre en la matière, laquelle formation aurait pu donner plus de zèle aux questions sociales dans son ministère, il reste une question de fond : ces prêtres sont-ils réellement outillés pour être des véritables acteurs dans ce domaine dans

[490] Les questionnaires ont été formulés pour trois catégories : la première, les prêtres pris dans les différents diocèses assez représentatifs des réalités socio-humaines du Cameroun (Yaoundé, Douala, Nkongsamba, Bamenda, Bafoussam, Maroua Mokolo et 103 réponses sont revenues. La deuxième est adressée aux chrétiens issus de ces mêmes entités, 135 réponses sont revenues, et la troisième aux éducateurs, enseignants et autres. Ces derniers appartiennent aussi aux différents diocèses cités, et 87 réponses sont revenues.

leur pastorale ? Ont-ils suffisamment conscience qu'ils sont eux-mêmes des questions sociales compte tenu de la pauvreté matérielles et spirituelle, et des frustrations que beaucoup vivent suite à la mauvaise gouvernance et à une politique pastorale politicienne, amicale et ethnique vécue çà et là et dans lesquelles le role qu'ils jouent n'est pas des moindres ? Le memorandum des prêtres de Douala en annexe 23 ne traduit-il pas quelques difficultés de la réception quant à son aspect politique, pastoral et chrétien tout simplement ? Si certains peuvent être acteurs prononcés des questions sociales de par leur sensibilté pastorale prophétique, d'autres partent de la mission de l'évangélisation pour mettre sur pied dans leur paroisse des structures d'animation pastorale socioéconomique et politique, d'où l'existence des mouvements d'apostolat, des comités de gestion et d'œuvre caritative, de justice et paix dans les paroisses des diocèses du Cameroun.

C.2. Au niveau des chrétiens pratiquants

200 questionnaires ont été ventilés, et 137 réponses nous sont parvenues. Sur un échantillon de 100, 68,5 sont informés sur les lettres pastorales, mais plus exactement sur celles qui ont porté sur le tribalisme, la crise économique, la corruption, et dans une moindre mesure, sur l'école catholique. Il s'agit des lettres portant sur les questions actuelles, concrètes et vitales auxquelles ils sont confrontés. Quant aux échos, 65 sur 100 affirment que ces lettres ont eu un écho très favorable auprès des chrétiens qui ont senti que leur souffrance était prise en compte par l'Eglise, et 30 sur 100 ont relevé qu'auprès de l'Etat, elles sont restées lettre morte. 65 sur 100 ont reconnu que dans leur diocèse, des différentes commissions et mouvements sur les questions sociales et du développement existaient, surtout depuis 1994 où le pape Jean Paul II a recommandé l'existence des commissions Justice et Paix au sein de chaque diocèse. Quant aux réalisations, 70 sur 100 attestent que dans leur ville, c'est grâce à l'Eglise catholique qu'ils peuvent avoir accès au soin de santé, l'accès à l'école bien que payante compte tenu de l'enclavement de leur milieu. Ils déclarent que les mouvements d'action catholique restent un apport clé dans l'éveil de leur conscience et et de leur différent engagement dans leur milieu. Voir quelques réponses en annexe 21 (b pp. 462-469).

C.3. Au niveau des éducateurs, enseignants, et autres

200 questionnaires ont été distribués et 87 réponses nous sont revenues. Soit 43,5 sur 100. 50 sur 100, parce qu'ils sont cultivés et instruits, sont au courant des initiatives des évêques en matières d'actions sociales. 30 sur 100, parce qu'ils sont analphabètes et ont d'autres soucis, ne savent même pas de quoi on parle. 20 sur 100 reconnaissent avoir entendu dire, sans pouvoir disposer des écrits, que les évêques ont écrit sur la politique, le tribalisme, la crise et qu'ils sont contents des évêques. Mais quel accueil de ce message ?

Parmi les lettres pastorales, celles qui les ont marqués demeurent celles sur l'école catholique, le tribalisme, la crise économique et le tribalisme. Quoi de plus normal car ils sont confrontés à ces questions tous les jours. Quant aux œuvres sociales mises en place dans leur diocèse, 90 sur 100 citent l'une ou l'autre : (l'école, l'hôpital, les dispensaires, des commissions d'actions sociales), bref, il y a une continuation de tous les projets que le CCFD a aidé à réaliser dans tous les diocèses du Cameroun entre 1962 et 1975 (pp. 325-338), alors que 10 sur 100 ne savent rien. La raison principale, c'est le manque d'intérêt pour les choses de l'Eglise.

La question de l'impact sur la vie des Camerounais recueille aussi des avis diversifiés. 80 sur 100 pensent que l'impact c'est que les Camerounais se sont réconciliés avec l'Eglise, et que cette prise de position des évêques a joué dans l'instauration des lois sur les libertés publiques entre 1990 et 1992. 2 sur 10 pensent que rien n'a changé dans la façon de gouverner au Cameroun. Voir quelques réponses en annexe 21 (c p. 470-493).

Ces lettres pastorales, ces communiqués, ces messages, ces séminaires, ces homélies, ces allocutions de l'épiscopat et de l'Eglise du Cameroun peuvent se résumer autour de quatre thèmes : la famille, l'éducation, les droits de l'homme (droit social, politique, économique) et sur la question de développement qui appelle la justice et la paix. Les évêques ont mis sur pied des structures pastorales, sanitaires, économiques et sociales qui sont témoins de leur prise en compte de la relation entre foi et salut, foi et développement, et entre évangile et vie.

L'Eglise du Cameroun continue, après l'année 2000, de s'investir dans son enseignement et dans le concret sur les questions sociales, d'autant plus que ce qui relève d'un changement de mentalité exige du temps. Cependant, il n'en demeure pas moins vrai qu'on peut vérifier s'il y a ou pas, quelques changements.

C.4. Au niveau du politique et de la société civile

Au niveau politique, on peut se rendre compte qu'en 1990, l'Assemblée Nationale a adopté des séries de lois sur le pluralisme politique, les associations, des organes d'expression. Pour la première fois au Cameroun, il y aura en 1992, les élections législatives pluralistes qui donneront au parti au pouvoir 88 sièges contre 68 aux partis d'opposition. Le Comité National des droits de L'homme et de liberté (CNDHL) est crée en 1990.[491] Par ailleurs, un Observatoire de lutte anticorruption a vu le jour en 2001, suivi d'un organisme de contrôle électoral : L'ONEL, devenu Elecam, le Cameroun étant deuxième pays le plus corrompu en 2002, et huitième en 2006.

En tenant compte des indices de réception, nous remarquons que l'objet de l'enseignement social de l'Eglise au Cameroun est constitué des questions de vie sociales premières : famille, économie, politique, éducation, santé ; questions relevant des besoins élémentaires de l'homme. Ces questions étant vitales, leurs disfonctionnements ne pouvent que susciter des remous sociaux, occasion pour les évêques du Cameroun de prendre la parole et des positions. Ils l'ont souvent fait lors de leur rencontre quel qu'en soit la nature, ceci à travers leurs structures d'enseignement ou de gouvernement. Les résultats des enquêtes menées ici et là au Cameroun ont montré que l'objet de leur enseignement porte sur les réalités sociales, économiques et politiques que vivent les Camerounais au quotidien. Il est une chose vraie : des Camerounais, parce qu'ils ne savent pas lire, d'autres parce qu'ils n'ont aucune culture de la lecture mais de l'oralité, ont avoué être courant de ces lettres par oui dire, ou parce qu'un commentaire leur en a été donné oralement. Dans ce contexte, peut-on dire qu'il y a réception surtout si l'on prend en compte les étapes et les facteurs de la réception tels que définit Gilles Routhier ? La culture du dialogue, de l'altérité qui sont des facteurs importants n'étant pas très ancrée dans tous les mœurs ou ne faisant pas encore totalement partie de toutes les cultures, ne peut-on pas parler des types de réception ou de réception de type africain compte tenu de ses particularités comme on le voit dans le cadre du Cameroun ?

Il nous semble important de relever que chaque peuple a son histoire, son évolution, son cheminement dont il faut respecter le temps et les particularités. Ceci est vrai pour la vitalité d'une Eglise. Et un des drames des Eglises d'Afrique aujourd'hui c'est qu'au bout de ces 150 ans d'évangélisation pour une minorité d'entre elles, on voudrait qu'elle soit au même diapason que les Eglises d'Occident qui ont deux mille ans d'histoire. En brûlant ainsi les étapes d'une

[491] Lire les articles sur les droits de l'homme, sur la société civile, sur les ONG (organismes non gouvernementaux), sur la corruption au Cameroun, au site Wagne.net 2007.

croissance normale, ces Eglises ne perdent-t-elles pas de leur enracinement sur tous les plans évangéliques, pastoraux et catéchétiques ? Ces interrogations, ne soulèvent-elles pas l'éternelle question de la mission et de la survie de l'Eglise catholique en Afrique aujourd'hui ?

Il y a donc, compte tenu des particularités, des types de réception et des étapes dans le processus de la réception qui obéissent à l'espace ou au temps.

Aussi, l'enseignement social des évêques du Cameroun est-elle reçue à sa façon, réception qui continue son chemin vers le changement de mentalité, et qui est un processus permanent qui demande du temps ?

Cependant cette même Eglise sur le chemin de la réception connaît quelques difficultés.

Dans les lettres pastorales sur le tribalisme, la crise économique, la corruption et lors des différents séminaires sur la Bonne gouvernance, les évêques dénoncent tout ce qui nuit à la solidarité et à l'unité nationale et qui serait le lot des hommes politiques. Mais ne peut-on pas se poser la question de savoir pourquoi ils n'ont jamais et unanimement réagi, ni par communiqué, ni par une lettre pastorale en 1987 suite au *memorandum* de certains prêtres autochtones du clergé du diocèse de Douala, *memorandum* consécutif à la nomination d'un des évêques auxiliaires issu d'un autre diocèse ? *Ce memorandum* en annexe 23 ne met-t-il pas à nu, avec le silence un peu complice de l'épiscopat dans sa collégialité, le fait que cette Eglise connaît en elle-même la difficulté à se recevoir ou à recevoir son propre message bien que la réception exige du temps ?

Cette question peut se poser aussi dans le cadre de la solidarité nationale dont les évêques défendent la cause. Nous nous posons la question de savoir dans quelle mesure cette solidarité est-elle effective à l'intérieur de l'Eglise au Cameroun, entre les diocèses d'une même province ecclésiastique ou entre les diocèses du Cameroun ? On constate que les membres du clergé de certains diocèses situés dans les grands pôles économiques et politiques, sans aucun mérite particulier, crèvent dans un luxe insolent, alors que ceux des diocèses situés dans l'arrière pays vivent dans la misère. C'est aussi le cas de certains diocèses moins nantis, et où en leur sein, rien n'est fait en fin de compte pour que la solidarité entre prêtres soit effective.

La règle d'or dans ces diocèses est que « la chèvre broute là où elle est attachée », comme pour dire que l'unité pastorale utilisatrice de chaque prêtre doit assurer sa nutrition et son argent de poche, tant pis pour le prêtre dont l'unité pastorale utilisatrice n'y arrive pas pour quelle que raison que ce soit. Un cas d'école est le diocèse de Nkongsamba. L'unité pastorale utilisatrice devait verser à chaque prêtre pour sa nutrition et son argent de poche 65 000 CFA (100 euros à peu près) par mois jusqu'en 1998. A partir de 1998, ce montant revisé à la baisse (55 000 CFA (85 euros), n'est pas assuré au deux tiers des prêtres à les entendre, le tiers

bénéficiant étant ceux qui remplissent des charges diocésaines ou des fonctions d'enseignants. Les conséquences d'une telle situation sont nombreuses : certains membres du clergé sont prêts à tout être, à tout devenir, à tout faire, même « des sales boulots » ou des messes de nuit, (et ils le font avec un tel succès), pour être promu à des « responsabilités juteuses ». Dans ce contexte, l'aptitude pastorale peut-elle encore compter ? Dans l'ensemble, ne risque-t-on pas d'avoir un clergé laissé pour compte, en mal de carrière, cherchant à s'investir et à se valoriser ailleurs que dans le ministère.[492]

L'autre conséquence psychologique néfaste, c'est qu'on se trouve en face d'un clergé à deux vitesses (le haut clergé et le bas clergé), et il se crée des regroupements, souvent à caractère tribal ou ethnique, pour revendiquer les titres et les postes de responsabilité juteuses, situation qui arrange parfois bien de responsables ecclésiaux qui gardent comme principe de gouvernement, « diviser ou opposer pour mieux régner »

Cette Eglise du Cameroun, compte tenu de toutes ces considérations ne connait-elle pas ainsi des difficultés à recevoir son propre enseignement, ce qui confirmerait davantage le long processus du changement de mentalité et donc de la réception ?

[492] NKUISSI Bernard « Visite de Jean Paul II au Cameroun, du projet à la réalisation : quel bilan ? », *in Le pape au Cameroun du 10 au 14 août 1985 et après ?*, *op. cit.*, p. 81.

Chapitre 5 :

L'apport des organismes catholiques d'aide au développement : Le cas du CCFD

Dans sa lettre encyclique *Rerum Ecclesiae*, Pie XI s'adressant aux chefs des missions souligne qu'avant d'enseigner les foules, il faut soigner les malades et aller aux enfants, ouvrir des hôpitaux, des dispensaires et des écoles. Par ces propos, le Pape reconnaît la place des questions sociales et du développement dans l'œuvre d'évangélisation, une place que l'Eglise universelle et les Eglises particulières ont su développer d'une façon ou d'une autre à travers des organismes catholiques d'aide appropriés et selon les contextes. Ces organismes catholiques, selon leur finalité ou leur but, se distinguent en trois catégories, bien que par moment, il y ait chevauchement ou interférence par rapport à leur finalité ou leur but.

a- Les organismes à vocation missionnaire et pastorale

Leur but premier c'est l'évangélisation et la propagation de la foi. Aussi ne peuvent-ils soutenir que les projets pastoraux, de catéchèse, de construction des églises, des mouvements d'enfants et de jeunes, la formation du clergé local des pays de mission, bref ils soutiennent tous les projets ou les actions contribuant à faire rayonner les activités qui concernent la pastorale dans son ensemble. C'est les cas des Œuvres Pontificales missionnaires fondées à Rome en 1922, et qui sont une centralisation des grandes œuvres missionnaires nées en France : la Propagation de la foi fondée en 1822 à Lyon, la Sainte Enfance fondée en 1843, et l'œuvre de Saint Pierre-Apôtre pour le clergé indigène en 1844.[493] C'est aussi le cas des organismes allemands tels que *Pax Christi* [494]mouvement fondé en 1944 par Marie-Marthe Dortel-Claudot,

[493] Cf. DURIEZ Bruno, MABILLE François, ROUSSELLET Kathy, *Les ONG confessionnelles, Religions et action internationale*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 61.

[494] Sylvie TOSCER fait le bref historique de ce mouvement dans *Les Catholiques allemands à la conquête du développement*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 76-81 où il ressort que : *Pax Christi* est fondé en 1944 en vue de mettre en œuvre une croisade de prière pour la conversion de l'Allemagne. En 1946, cet objectif est élargi à une croisade de prières pour les nations, d'où l'internalisation du mouvement. En 1948, la dimension nouvelle s'introduit : la promotion de la paix entre les peuples et sa définition comme un mouvement apolitique et uniquement spirituel au sevice de la paix franco-allemande et entre voisins. En 1950, suite à la démission de la fondatrice secrétaire Marie-Marthe Dortel-Claudot, il y a une redéfinition des structures, et *Pax Christi* est placé sous la présidence de Mgr Feltin, archevêque de Paris qui réaffirme en décembre 1950 la primauté spirituelle du mouvement, en même temps qu'il propose en 1951suite aux difficultés internes, d'engager une réflexion sur la contribution des chrétiens à la paix et de faire connaître l'enseignement de l'Eglise sur la question. Du côté

d'*Adveniat*,[495] Missio-Aachen, Missio-Münich pour ce qui est l'Allemagne, et de Miva pour ce qui est de la Suisse ou de La Hollande, qui sont intervenus, et peut-être encore au Cameroun.

b- Les organismes d'assistance caritative

Leur but est d'apporter une assistance financière et matérielle de façon momentanée ou ponctuelle aux besoins vitaux à travers des micro-réalisations de développement pour assurer le rayonnement de la charité chrétienne avec le concours des partenaires pour une action personnelle et collective. Ce sont principalement Caritas Internationalis,[496] Aide à l'Eglise en détresse, et le Secours Catholique fondé en 1946 [497] dont les actions engagées respectent la dignité de la personne humaine aux prises avec la discrimination, la pauvreté et l'exclusion. En remettant debout les plus meurtris, en recherchant sans cesse le vivre ensemble, en recréant un tissu social, en répondant aux urgences, le Secours Catholique est fidèle à l'évangile et à l'enseignement social de l'Eglise. Et comme disait Mgr Rhodain que cite un des présidents du Secours Catholique : « La charité n'a pas d'heure, la misère n'attend pas ».[498]

c- Les organismes d'aide au développement

Il y a enfin des organismes catholiques dont la finalité est le développement, la notion du développement étant plus large et pouvant prendre en compte des projets d'assistance caritative. C'est le cas du CCFD en France et de Misereor en Allemagne.[499]

---

allemand, *Pax Christi* reconnaît à l'occasion du dimanche de la paix le 23 mai 1954, les atrocités commises par l'Allemagne (voir *Pax Christi*, 1954, n° 3, p. 1.) En 1955-1956, *Pax Christi* s'engage dans la lutte contre la faim et pour le développement.

[495] Oeuvre épiscopale de l'Eglise allemande pour la pastorale en Amérique latine, TOSCER Sylvie, *Idem*., p. 154.

[496] Organisme fondé par Mgr Kune Joerger en 1924 à Amtersdam à l'occasion du Congrès eucharistique international. En 1951, le siège initialement situé en Suisse est transféré à Rome. Cf. TOSCER Sylvie, *Idem*, p. 74.

[497] Dans le classement des plus importantes ONG humanitaires européennes en 1999 et montrant la préséance des ONG confessionnelles sur les ONG laïques, le Secours Catholique vient en 3ème position derrière Misereor, Save the Children (organisme américain non confessionnel entre temps), suivi de Oxfam (organisme anglais non confessionnel entre temps), et de EZE (Evangelische Zentralstelle für Entwicklungshilfe (organisme allemand d'obédience protestante). Classement donné par Claude Prudhomme dans « De la mission aux ONG de solidarité internationale. Quelle continuité ? », *in Les ONG confessionnelles, religions et action internationale*, *op. cit*., p. 55.

[498] Cité par Joël Thoraval dans *Messages du Secours catholique*, n° 563, novembre 2002, p. 3.

[499] TOSCER Sylvie fait l'historique et l'évolution du mouvement Misereor tant dans les structures que dans la pensée dans *Les Catholiques allemands à la conquête du développement*, *op cit*., p. 83-101 où il ressort que si l'acte fondateur en 1958 revient au Cardinal Frings, archevêque de Cologne en vue de lutter contre la faim et la lèpre, il y a des facteurs déterminants qui ont présidé à son initiative. Il y a, aux origines d'une part, l'influence

Mais qu'est-ce qu'un projet de développement et qu'implique cette notion ?

La notion revêt des particularités selon les pays. D'après Francisco Whitaker Ferreira ;

> « Le développement c'est le progrès, le passage d'une condition moins bonne à une condition meilleure… Processus même d'obtention pour tous les hommes des biens, des moyens et conditions, dont chaque homme a besoin pour se réaliser pleinement en tant qu'homme ».[500]

Il relève par ailleurs que pour entrer dans ce processus, il y a des efforts interdépendants à réaliser :

- la satisfaction des besoins sociaux élementaires,
- l'effort de développement économique (intégration des populations marginales à l'économie du pays, mise en valeur des ressources naturelles, développement technique de l'industrie et des infrastructures économiques, de la formation des mains d'œuvre à tous les niveaux)
- la rationalisation des activités, effort de développement culturel (formation de base, alphabétisation, recherche culturelle et politique),
- et enfin, une organisation politique favorisant le développement des moyens d'information et de communication sociale, et la participation permanente et organisée de la population aux efforts et aux décisions du développement.

Mais qu'en dit Louis-Joseph Lebret, puisqu'il est le spécialiste catholique de la question du développement, expression qui s'impose au CCCF pour la première fois en mars 1961 lors d'une intervention du Père Lebret[501] portant sur l'évolution des pays du tiers monde et leur développement ?

---

d'Alfonso Erbs, économiste de formation, vice président de *Pax Christi* de 1957-1962 qui dirige les journaux, se lie des contacts et qui publie en 1958 une brochure intitulée *La misère du monde face à la conscience chrétienne*, document de base de la première campagne de carême en 1959, et d'autre part, l'influence du vicaire général, Josef Teusch qui fournit un rapport sur la situation des pays en voie de développement. L'auteur traite aussi des orientations fondamentales du mouvement des pages 125- 142.

[500] Cf. *Faim et développement, bulletin d'information, d'études et recherche du CCFD*, n° 64, décembre 1969 (Supplément dossier n° 11).

[501] Louis-Joseph LEBRET est un prêtre dominicain. En 1958 il fonde l'IRFED (Institut de Recherche, de Formation et d'Etudes pour le Développement) et la revue *Développement et civilisation*. Son expérience professionnelle de marin-pêcheur lui fait toucher du doigt les problèmes économiques et de développement dont il en devient le spécialiste avec ses nombreux voyages à travers le continent. A la conférence internationale en 1963, il démontre que la lutte contre la faim, c'est le développement. A la demande du pape Paul VI, il a beaucoup contribué à la préparation de l'encyclique *Populorum Progressio*. Il meurt en 1966. Pour sa biographie détaillée et ses toutes ses œuvres, cf. *Faim et développement*, n° 32, 15 septembre 1966, ou Denis PELLETIER, *Economie et Humanisme*, Paris, Cerf, 1966.

En 1963, lors d'une conférence sur thème *L'Afrique devant les mutations du monde*, il affirme :

> « Le développement, c'est une série ou plusieurs séries de passages, pour une population déterminée et pour toutes les fractions de la population qui la composent, d'une phase moins humaine à une phase plus humaine, au rythme le plus rapide possible, au coût le moins élevé possible, compte tenu de la solidarité entre les groupes de la population à l'intérieur d'une nation, et de la solidarité entre toutes les nations…un développement auquel les gens auront intérêt à s'appliquer, c'est dans l'effort d'ensemble pour être ensemble, et devenir ensemble, pour valoir plus ensemble ; alors, c'est vraiment le développement. »[502]

Non seulement il définit le développement, mais il en donne les conditions :

> « Pour qu'il y ait développement, il faut un certain nombre de conditions…Le développemnt suppose que les responsables soient vraiment décidés à assurer le développement. Que ceci soit pour eux la préoccupation « numéro un », la base même de toute la politique économique et de la politique sociale…Il faut que les pouvoirs veillent avant tout à réaliser le développement, non pas se parer de l'étiquette des pays en voie de développement…Voir aussi les autres besoins : liberté, liberté d'association, besoin de culture…Mais il ne s'agit pas simplement des ressources physiques, il s'agit aussi des ressources humaines des hommes, leur volonté, leur effort continu, leur capacité d'initiative, leur capacité d'entreprise ».[503]

Parmi les organismes catholiques d'aide au développement, nous avons porté notre regard sur le CCFD dont nous retraçons l'origine, l'évolution, la méthode et la politique, avant de voir comment cet organisme a contribué par des actions ou des projets réalisés, à la mise en oeuvre du message social de l'Eglise au Cameroun entre 1961 et 1975, les difficultés de sources ne nous ayant pas permis d'aller au-delà de cette période.

A- Présentation historique générale du CCFD

A.1. Le cheminement organisationnel et institutionnel

Le CCFD (Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement) est une réponse de l'Eglise de France via l'ACA (Assemblée des Cardinaux et Archevêques) de France, à un double appel : celui d'une part de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture qui en 1959 lance une campagne mondiale contre la faim dans le monde pour une période de cinq ans (1960-1965) par la voix de son directeur : Binaj

[502] *L'Effort Camerounais*, semaine du 6 au 12 janvier 1963, p. 7
[503] *Ibid*. p. 7.

Randarisien, et d'autre part une réponse à l'appel du pape Jean XXIII qui affirmait le 3 mai 1960 :

> « Des millions d'hommes dans le monde souffrent de la faim ; d'autres, sans être à proprement parler des affamés, ne peuvent consommer en quantité suffisante les aliments dont ils ont besoin. Voilà les faits. Il faut les connaître, les prêcher sur les toits, selon la parole évangélique. Il faut appeler les consciences au sens de la responsabilité qui pèse sur tous et chacun, spécialement les plus défavorisés. Nul ne peut aujourd'hui, dans un monde où les distances ne comptent plus, invoquer l'excuse que les besoins de nos frères lointains ne lui sont pas connus, ou que l'aide à leur apporter ne le concerne pas. Nous sommes tous solidairement responsables des populations sous alimentées. »[504]

Bien avant l'appel du Pape, un extrait du procès verbal de l'ACA datant d'octobre 1959 relève :

> « L'Assemblée estime que c'est un devoir, à l'heure actuelle, d'éclairer l'opinion des catholiques sur les besoins des pays sous-développés ; la campagne d'année que les mouvements d'AC générale consacrent en 1960-1961 aux problèmes missionnaires pourra y contribuer efficacement. Son Excellence le Cardinal Richaud proposera à Mgr Rodhain d'associer le Secours Catholique à cet effort qui donnera lieu à une collecte particulière. »[505]

Mais comment s'est constitué le CCFD ?

A.2. La fondation du Comité [506]

A.2.1. Premières initiatives : 1959-1960

La création du Comité Catholique contre la faim (CCCF) est le résultat d'une série d'initiatives prises parallèlement et conjointement par un ensemble de mouvements et d'organismes d'Eglise pour répondre à l'appel de la FAO et du pape Jean XXIII qui s'est tourné vers les Eglises locales et les hommes de bonne volonté pour qu'ils participent à la

[504] Allocution de S.S. Jean XXIII aux Délégués des Organisation Internationales pour l'ouverture de la campagne mondiale contre la faim le 3 mai 1960, *in La D.C.*, n° 1330, 1960, col 734.

[505] Cf. Le Fonds sur 1e CCFD aux Archives de l'archevêché de Paris, archives reversées par le père Pierre Giraud qui fut non seulement un des membres fondateurs du Comité, mais était aussi un des premiers secrétaires et ensuite conseiller ecclésiastique du CCFD qu'il quitte en 1984 suite à sa nomination comme vicaire général de l'archidiocèse de Paris. Ces archives sont réunies dans des chemises numérotées de 1 à 45 (voir annexe 26) et allant de 1959 à 1979. Mais nous nous limitons à 1975 pour ce qui concerne le Cameroun.

[506] Nos sources se trouvent dans le Fonds sur le CCFD, chemise n° 42, Annexe 5, p. 4-12 sur l'histoire du CCFD aux Archives du Père Pierre Giraud à l'archevêché de Paris, et dans l'œuvre de François Mabille, *Emergence et histoire du CCFD, 1959-1969*, Paris, CCFD, 1999, 103 p. où il décrit aussi les racines lointaines et la mise en place des structures du Comité.

campagne contre la faim, campagne mise sur pied par la FAO durant la période de 1960-1965. Parallèlement, l'ACGF et l'ACGH décident de consacrer en 1960-1961 leur campagne d'année aux grands problèmes missionnaires. Pour soutenir cette action, l'ACA (l'Assemblée des Cardinaux et Archevêques) de France souhaite en octobre 1959 voir l'ensemble des Catholiques de France s'associer à cette campagne et invite le Secours catholique à se joindre à cet effort.

Par ailleurs, la conférence des OIC (Organisations Internationales Catholiques) se tenant à Munich en été 1960, met à son programme la participation des catholiques à la campagne contre la faim lancée par le FAO. A l'occasion, l'ACA donne des directives qui mobilisent quelques aumôniers et responsables de mouvements et d'organismes parisiens autour de l'abbé Pierre Giraud le 31 mai 1960 pour voir comment associer les Parisiens à une action en faveur des pays du tiers monde et dans le cadre de l'appel lancé par Jean XXIII. Ces organismes sont : CTIC (Centrale technique d'Information Catholique), CDI (Centres diocésains d'Information) de Paris et Versailles et le Secrétariat Social de Paris. A l'occasion, un petit bureau est composé de M. Galinotti (président du CDI de Paris) de l'abbé Giraud (Aumônier du Secrétariat Social et du CDI de Paris), de l'abbé Goulletquer (Aumônier du CDI de Versailles), de M. Mondange (Gérant de la CTIC), lequel décide d'une rencontre plus large en septembre 1960 avec Mgr Ménager, Secrétaire général de l'Action Catholique Française. Cette rencontre de septembre s'élargit à d'autres mouvements nationaux : l'ACGF (Mlle Desgachon), l'UNSS (M. Didier), l'ACGH (M. Hibout), Pax Christi (Mgr Lalande), le (SOS) Secours Catholique (Mgr Rhodain), le SSOM (M. Verpraert) et M. Galinotti (futur Secrétaire de liaison des CDI de Paris et de Versailles en construction). Au cours de cette réunion, Mgr Ménager assure la présidence et l'abbé Giraud le secrétariat, conformément à la demande écrite par Mgr Rhodain du 13 octobre 1960, et il y est décidé d'une autre rencontre en janvier 1961 regroupant les principaux mouvements et organismes d'Eglise. Dans la même demande, Mgr Rhodain demande de tenir compte des orientations de l'ACA d'octobre 1959 (participation de tous les catholiques et association du Secours Catholique), en même temps qu'il suggère, non seulement un programme d'actions axées sur une enquête sur les besoins réels du tiers monde, un programme précis de secours (envois des matériels, bourses, accueils) entre autres, mais surtout que Mgr Ménager assure la présidence du Comité en tant Secrétaire Générale de l'Action Catholique Française.[507]

[507] Document annexe 5, dans Le Fonds sur le CCFD, Chemise sur *Histoire du CCFD, op cit*. p. 6.

A.2.2. La naissance du Comité

A la rencontre du 13 janvier 1961, le Comité est formé, constitué de quinze mouvements et organismes d'Eglise autour de Mgr Ménager qui préside et du père Giraud Secrétaire Général. Ces mouvements et organismes sont : A.V.- C.V., ACGF, ACGH, ACI, ACO, CDI, CTIC, JAC, JMC, MFR, Pax Christi, SOS (Secours Catholique), SSOM, UNSS[508], et en 2001, le CCFD compte vingt neuf mouvements et services d'Eglise (liste en annexe 27 p. 523).[509]

Le 19 juin 1961, la déclaration à la Préfecture de Police d'une association régie par la loi de 1901 dénommée « Comité Catholique Contre la faim » (CCCF) est faite, le but étant surtout la poursuite et l'intensification du travail d'information sur les problèmes de la faim et du sous développement, de mettre sur pied des moyens par lesquels l'Eglise de France manisfestera l'aide des fidèles aux pays sous développés. Un Conseil d'administration voit le jour le 28 septembre 1960 composé d'un président, Mgr Ménager, d'un secrétaire, Philippe Farine, d'un trésorier, M. Charles Galinotti, de l'abbé Pierre Giraud qui reçoit délégation de pouvoir et de signature et des autres membres que sont Gilbert Fraudeau, Solange Desgachon, Mgr Rhodain, et M. Jean Verpraert.[510] En 1968, ce Conseil d'administration sera élargi comme nous pouvons le lire dans le compte rendu de la séance du 6 mai 1968 en annexe 28. Aux questions qui se posent à ce conseil concernant la durée du lancement de la campagne (sur une période d'un an ou dans la durée), et au sujet du champ d'action, l'ACA apporte en date du 24 janvier 1962 cette proposition :

> « Que la campagne se poursuive aussi longtemps, quitte à lui donner un caractère modeste pour ne pas gêner les diocèses, et qu'il est raisonnable de ne pas disperser les efforts, mais de les concentrer sur les points clefs du développement en Afrique d'expression française, sans écarter absolument toute réalisation en Amérique latine ».[511]

[508] *Ibid*., p. 6.
[509] Sources : *CCFD 2001, Rapport d'activités, une année d'actions et contre la faim et pour le développement*, p. 33.
[510] Document annexe 5, *op cit*. p. 5.
[511] *Ibid*., p. 11.

B. Méthode et fonctionnement du Comité

Deux moments sont à considérer quant aux méthodes et fonctionnement de ce Comité, ceci en fonction des objectifs qui évoluant, ont favorisé le changement d'orientation du CCCF au CCFD. Le premier moment va de 1961 à 1966, et le second à partir de 1967 et aussi 1975.

B.1. Les objectifs du Comité de 1961 à 1966

Le C.C.F.D. a connu entretemps une évolution. Il est passé du C.C.C.F. (Comité Catholique Contre la Faim) en 1961 au C.C.F.D. (Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement) en 1966, une évolution tant dans l'institution, l'organisation, le fonctionnement que dans la politique ou la méthode d'action. Ce qui nous intéresse, c'est l'évolution de la méthode et de la politique en fonction des objectifs car on est passé de la politique « pour donner donner du poisson à l'enfant », à celle « pour apprendre à l'enfant à pêcher » comme le dit un proverbe chinois, c'est-à- dire qu'on est passé d'une politique de l'assistanat à celle de la prise en charge propre. Le but assigné au CCCF était d'aider les pays du tiers monde à subvenir à leurs besoins matériels, culturels et religieux, ceci à travers des projets réalisés dans le temps. Mais chemin faisant, il y a cette prise de conscience qu'au lieu d'attaquer le mal par les conséquences, il faut le faire à partir des causes pour une cure plus efficace. Jusque là le CCCF a lutté pour la cause du tiers monde en le faisant beaucoup plus contre la faim, et pourtant il y a à faire plus pour le développement, mais comment ?

B.2. Les objectifs du Comité en 1966 en après

En 1965, le CCCF procède à la modification du statut suite au changement envisagé dans sa politique. Il faut réaliser des projets dans la durée. Désormais on parle de partage, de justice, on compare les situations ici et là-bas et on comprend qu'il faut aller plus loin : aider ces hommes et ces femmes qui souffrent à s'en sortir par eux-mêmes, qu'ils parviennent au-delà de l'indépendance alimentaire à retrouver leur dignité. Dès lors, le Comité cherche à soutenir des actions qui permettent à ceux qui souffrent d'améliorer eux-mêmes leurs conditions de vie : logement, soin de santé, formation, production agricole, et surtout à définir

leurs besoins et la manière dont ils souhaitent répondre. C'est ainsi que s'élaborent peu à peu les modes de relations et les critères pour sélectionner les actions à soutenir, les actions dites de développemnt. Et le développement touche les besoins sociaux élementaires : bien manger, bien dormir, se soigner, et implique l'économie, le social, le politique, l'intégration de toutes les couches de population, le développement des infrastructures, la rationalisation des activités, bref une corrélation entre toutes les dimensions qui définissent la vie de tout homme dans la société. C'est une œuvre de longue haleine car il s'agit de passer de l'idée d'aide à celle d'entraide, et de l'entraide à la coopération et au partenariat, l'interdépendance restant forte entre le développement politique, économique, social, et le Comité passe du CCCF au CCFD. Aussi les projets du CCFD qui au départ consistent à subvenir aux besoins ponctuels, viseront-ils désormais à subvenir aux besoins dans la durée, tout en luttant contre les causes, et non plus d'abord contre les conséquences, de la faim et du sous-développement, lutte qui logiquement prend en compte des valeurs sociales, politiques, culturelles et économiques dont les principales se résument dans : la justice, la liberté d'expression, la juste répartition des biens destinés à tous, l'alphabétisation. Ce sont ici certaines des caractéristiques d'un projet dit « du développement » dont le Père Lebret a donné les grandes lignes dans sa conférence en 1963 au sujet du developpement de l'Afrique, conférence déjà évoquée et au cours duquel il développe les conditions d'un développement authentique qui a comme fondement la politique économique et sociale.[512] Dans ces perspectives, des ONG confessionnelles ont fédéré plusieurs mouvements sur le plan national en vue de l'aide au tiers monde. Ces organismes se mobilisent autour des projets qui visent de moins en moins l'aide immédiate, et de plus en plus l'action sur les strucures, pour accélérer la déconnexion des motivations missionnaires.[513]

Ce changement de politique implique aussi un changement au niveau institutionnel car l'aspect développement manifeste une sécularisation de la pensée et une politisation de l'approche. Ainsi, Philippe Farine devient le premier président laïc du CCFD en 1968 et le père Giraud, conseiller ecclésiastique.[514]

A partir de 1968, il y a une double prise de conscience qui oriente le choix des projets : la dimension pastorale et politique. Le Comité n'est pas un parti politique, mais la conscience de l'Eglise qui aide à mettre en action le peuple de Dieu, la lutte pour le développement n'est pas une activité de plus par rapport à l'activité pastorale. Dans son compte-rendu de séance du 10 février 1975 et au point E sur la recherche des partenaires par

[512] Lire dans *L'Effort Camerounais*, semaine du 6 au janvier 1963, p. 7.
[513] Cf. *Les ONG confessionnelles, Religions et action internationale*, *op cit*., p. 65-66.
[514] Cf. PERRIN Luc, « Les origines alsaciennes du CCFD, Jeûne et Charité », *in l'engagement social des croyants*, Strasbourg, Ercal, éd. 2004, n ° 15, p. 321-322.

continent, le Comité a opté en Afrique pour le Cameroun et Madagascar. Au sujet du Cameroun, le Comité demande de chercher des possibilités et de faire des suggestions pour le 10 mars 1975, mais lors de cette rencontre, rien n'est dit sur le Cameroun, à s'en tenir au compte rendu de séance du 10 mars au cours de laquelle le Comité se repositionne par rapport à ses partenaires qui sont de trois types : désormais le Comité pourra financer des organisations non gouvernementales dans le cadre de la lutte contre la sécheresse dans le désert (financement hydraulique) ; il pourra soutenir des organisations privées ne dépendant pas des structures d'Eglise et regroupant aussi bien des chrétiens que des musulmans (cas du FOVODES en Haute-Volta aujourd'hui Burkina-Fasso), et du CNAEP au Sénégal ; enfin il pourra soutenir des organismes d'Eglise (Conférence épiscopale et Caritas). Le rapport précise que le choix des projets sur l'éducation et la conscientisation sont désormais prioritaires pour supprimer le rapport de domination entre hommes. Il y a une politisation du Comité qui s'exprime dans le contexte de l'après mai 1968 en France, la libération dans l'Eglise.

Mais la politisation du Comité et l'approche de la notion du développement n'iront pas sans conséquence néfaste dans l'application de la philosophie d'action, surtout durant la période de 1975 à 1979. Le 14 février 1976, le père Giraud reçoit une lettre du curé et du conseil de la paroisse du VII^{ème} arrondissement dans laquelle ils décident de ne pas faire campagne l'année en cours pour le tiers monde. La raison évoquée est que le CCFD soutient les initiatives des mouvements de libération, notamment le MPLA (Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola) d'obédience communiste, l'ANC (African National Council), le PAC (Party African Council) tous en Afrique du Sud, et se demande comment leur générosité peut servir à des causes armées ! Une autre correspondance datant du 10 mars 1977 de la paroisse des Saints-Anges Gardiens, certainement du curé, souligne l'indignation en apprenant qu'une partie de l'argent versée au CCFD a servi à des unités révolutionnaires armées dans les pays sous-développés, affirmant que se servir d'une bonne cause à des fins mauvaises n'est pas chrétien. Le Père Giraud répondant à une des correspondances en mars 1976 au père Henri Minnaert reconnaît que c'était pour des raisons humanitaires que le CCFD a soutenu la reconstruction de 500 villages et le développement de la 1ère région pour le MPLA, le Centre de formation professionnelle en Zambie pour les réfugiés d'Afrique Australe, pour l'ANC, et la formation paramédicale en Tanzanie des réfugiés d'Afrique Australe pour les FAC.[515] N'était-ce pas aussi une des raisons pour lesquelles le Secours catholique se retire des activités du CCFD en 1975 ? Aussi la polémique rebondit-elle dans les années 1980 en parallèle avec la

[515] Toutes ces correspondances se trouvent aux archives de l'archevêché de Paris, dans Les Fond sur le CCFD, chemise n° 12, intitul*é Circulaires et lettres du 47, de 1961-1979.*

condammnation par le magistère en 1984 et 1986 de certaines déviations dans la théologie de la libération

Mais au-delà des difficultés qu'appelle ce changement de politique, quelles sont les grandes orientations et réalisations du CCFD en 2000 ? Les rapports d'activité 2001 et d'orientation 2002-2006 nous sont d'un grand apport pour répondre à la question. Le rapport d'activité du CCFD en 2001 intitulé *CCFD 2001 Rapport d'activité, Une année d'actions contre la faim et pour le développement*, plus qu'un rapport, évoque aussi un anniversaire, le quarantième du CCFD mis en route en 1961. Voici ce qu'en dit Xavier Lamblin, alors le président du CCFD :

> « Les anniversaires ne sont pas là pour nous inviter à la nostalgie, mais au contraire pour nous permettre de mesurer le chemin parcouru et nous conduire à aller plus loin (…) Un premier constat nous amène à tout d'abord à souligner la pertinence des analyses qui, voici 40 ans, ont conduit à la création du CCFD. Dès le début des années 60, au contact avec les réalités de la pauvreté, le CCFD affirme que lutter contre la faim ne peut être qu'un combat contre les causes de la faim. 40 ans après, le CCFD continue d'affirmer son identité : 'Pour que tous les hommes et les femmes de tous les peuples aient la capacité d'être les acteurs du bien commun, il faut ensemble œuvrer pour le développement'(…) L'écroulement du monde et du modèle soviétique, la disparition des blocs, la mondialisation pour ne citer que ces trois exemples, ont changé en profondeur notre vision de la planète (…) Dans cette logique, le CCFD a entrepris en 2001 une démarche de redéfinition de ses priorités en terme de stratégie, de domaines d'intervention, de zone géographique, de moyens (…) Cette démarche a comporté deux volets essentiels. Le premier, l'élaboration d'un rapport d'orientation 2002-2006 pour le CCFD et ses différents acteurs, le second l'élaboration d'une nouvelle stratégie d'appui du CCFD à ses partenaires du Sud et l'Est. »[516]

Mais avant un regard sur les réalisations, quelle nouvelle mission apparaît dans le rapport d'orientation 2002-2006 ? Ce rapport, « Identité et mission du CCFD », souligne que la mission du CCFD s'inscrit dans l'histoire du peuple de Dieu, histoire qui se continue aujourd'hui au cœur de l'humanité. Que ce soit au Sud, en Europe de l'Est, ou en France, cette mission est service et ouverture au monde. L'Eglise catholique invite tous les hommes et femmes de bonne volonté à entrer dans cette démarche par les Ecritures, sa doctrine sociale et son magistère. Il s'agit d'être acteurs d'un développement durable mettant en valeur, d'une part les richesses potentielles (créatives, culturelles et spirituelles) de chaque être humain, et d'autre part, les capacités collectives mises en œuvre pour le bien de chacun et de tous. Pour cela, le CCFD s'appuie sur un réseau d'acteurs de développement et des réseaux d'Eglise pour relever

[516] Extraits du mot de Xavier Lamblin, président du CCFD, *in CCFD 2001, Rapport d'activité, Une année d'actions contre la faim et pour le développement*, p. 4-5.

quatre défis durant la période 2002-2006 : lutter contre les inégalités en matière d'accès aux biens, lutter contre les dérives d'un développement économique aveugle, réhabiliter le politique et la promotion de l'engagement citoyen en renforçant le rôle des acteurs des sociétés civiles, et engager les forces vives de l'Eglise, pour qu'elle soit ferment de solidarité dans le monde.[517]

Pour ce qui est des réalisations du CCFD jusqu'en 2001 en Afrique et ailleurs, le rapport d'activité de 2001 n'entre pas dans les détails de soutien d'actions ou des projets. Concernant l'Afrique et l'Océan indien, ce rapport souligne qu'en 2001, le CCFD a soutenu 154 projets dans 24 pays de ces deux régions, pour un montant global de 4 260 000 Euros.[518] Ce silence autour des noms des des pays bénéficiaires et des actions réalisées n'est-il pas de nature à éviter les situations troubles des années 1975 à 1978 ?

Quant à la méthode d'action, il y a d'une part une Commission technique des projets qui les étudie en tenant compte des objectifs et des critères d'attribution des dons, et d'autre part une commission d'animation de l'opinion publique. La Commission technique réunie en date du 18 avril 1966 prend un certain nombre de décisions pour faciliter leur travail. C'est une méthode à trois temps :

- arrivée du dossier : on vérifie qu'il est complet dans sa composition : le lieu d'implantation, la nature de l'aide demandée avec justification, la personne responsable sur place et à qui verser les fonds, le label de l'Ordinaire du lieu, le budget prévisionnel, autres sources de financement, d'autres renseignements éventuels tels que le nom du coorespondant en France et la viabilité du projet à l'avenir sans aide extérieur ; ensuite, on établit une fiche donnant en 7 ou 8 lignes le résumé du projet.
- accusé de réception du projet en un second temps comporte deux formules. Si le dossier est complet, il est enregistré et numéroté et on notifie le non engagement du Comité au demandeur en attendant que la Commission technique rende sa décision. Si le dossier est incomplet, il est enregistré sans numéro et les renseignements manquants sont demandés.
- La Commission technique. Le dossier complet est remis à cette commission qui a trois possibilités : le rejet pur et simple, le renvoi pour étude ou l'acceptation en statuant par ailleurs sur la somme totale (somme à verser par le CCFD ou d'autres sources), sur la somme demandée au CCFD, sur la somme plancher (versement minimum en dessous

[517] Lire *dans Partenaire pour un monde plus juste, Rapport d'orientation 2002-200*6, *Identité et mission du CCFD*, p. 6-8 ; p. 50-51.
[518] *CCFD 2001, Rapport d'activité, Une année d'actions contre la faim et pour le développement, op. cit.*, p. 16.

duquel le projet ne peut plus être considéré comme viable), et la somme plafond (le maximum que le Comité peut verser).

Dans cette perpective, le CCFD a financé des projets dans tous les diocèses du Cameroun et dans divers domaines de la santé, de l'éducation, de la formation, et du développement socio-caritatif dès 1962. Nous dressons ci-dessous les tableaux des projets sur la période de 1962 à 1975 pour montrer comment à partir d'un cas d'école, les jeunes Eglises d'Afrique en général, et celle du Cameroun en particulier, appuyées par des organismes catholiques d'aide au développement, ont joué un rôle très important dans le développement social, économique et culturel aux premières heures de l'indépendance, donnant par le fait même une importance aux questions sociales dans l'évangélisation au Cameroun.

Ces tableaux placés en fin de ce chapitre prennent en compte l'année, le numéro du projet, son intitulé, le demandeur, le lieu de réalisation, l'intermédiaire, la décision et la somme allouée en FRF (Franc Français), 1FF (1 Franc Français) équivalant à 50 CFA jusqu'en 1993 où le Franc CFA est dévalué et est passé de 50 à 100 CFA.

A la fin des tableaux figurent trois types de sources à partir desquelles nous avons travaillé sur les projets qu'un tableau récapitulatif classe de la manière suivante :

1- projet d'ensemble pour concernant tous les diocèses
2- Projet de soutien des animateurs sociaux
3- Projet de formation
4- Projet de construction
5- Projet d'équipement
6- Projet scolaire
7- Projet de développement
8- Projet d'opinion
9- Projet médico-sanitaire

Mais nous pouvons, compte tenu de l'évolution du CCFD, les reclasser en micro-projets et en projets de développement lié à la formation civique et militante et à la conscientisation. La démarcation dans le financement des projets dès 1963, laquelle sera très nette à partir de 1966, n'empêchera pas les différents mouvements ou organismes composant le CCFD de garder leur particularité dans le soutien et le financement des projets, d'où la mixité de certains projets entre 1962 et 1970.

C. Analyse des projets

C.1. Les projets financés

Un regard analytique sur les projets fait voir en un premier temps qu'il y a des projets dits « d'ensemble » parce que concernant l'ensemble du territoire national camerounais, des projets par région ou par diocèse, des projets des mouvements d'Action Catholique et quelques projets individuels.

Au niveau des projets d'ensemble, nous en comptons 23. Quant aux régions ou diocèses, le diocèse de Garoua vient en tête avec 59, suivi de Yaoundé : 50, des mouvements : 45, de Douala : 24, de Doumé : 14, de Nkongsamba : 11, de Sangmelima : 10, de Mbalmayo : 8, de Bafia : 9, et de Bafoussam : 1, Bafoussam ayant été détaché de Nkongsamba pour devenir diocèse en 1970.

Mais quel est le critère de soutien du plus grand nombre de projets dans telle région plus que dans telle autre ? Pourquoi le maximun de projets revient-il à Garoua, ensuite à Yaoundé et aux mouvements d'Action Catholique ? Est-ce à cause de la personnalité de leur demandeur (évêque ou diocèse), de leur tiers commun ou intermédiaire ou bien les réalités du milieu qui jouent ? A Garoua où il y a plus de projets réalisés, l'évêque est Mgr Yves Plumey, natif du diocèse de Vannes en France, est missionnaire Oblat de Marie Immacculée, est-ce une des considérations pour que ce diocèse bénéficie de plus de projets ou à cause de la pauvreté criante sur tous les plans de la région du Nord-Cameroun dont Garoua est le chef lieu ? Un des points de l'intervention de M. Kaytaba de l'INADES au Cameroun sur la situation de ce pays devant le Comité du CCFD à Paris en 1975 ne milite-t-il pas pour la thèse de la pauvreté de la région lorsqu'il affirme :

> « Le revenu au Cameroun est inégal, d'une façon très accentuée. Vous avez par exemple dans l'Ouest Cameroun 300 000 Fr de revenu parce qu'il y a un peuple travailleur, parce qu'il y a un peuple qui vraiment a un dynamisme extraordinaire - c'est le peuple dans le pays bamiléké - et le Centre-sud avec 50 000 de revenus mais en réalité c'est la moyenne que nous trouvons dans les statistiques. Vous avez la région du Nord qui a 5 000 de revenus annuels, vous voyez c'est une inégalité très accentuée. Tout à l'heure, je disais qu'il y a une minorité de l'élite, actuellement qui profite de tous les moyens économiques à l'intérieur du pays. C'est dû au fait que l'éducation n'est pas vraiment pensée pour l'épanouissement, la formation de la nation, mais c'est une éducation qui n'a pas changé depuis le temps colonial. Vous avez au Cameroun actuellement 74% de scolarisés, 10 000 gosses entrent à l'école, et

> vous en avez à peu près 700 qui entrent à l'école secondaire, vous n'en avez qu'une trentaine qui sortent de l'école secondaire pour rentrer dans les écoles supérieures. »[519]

Même à ce jour la région du Nord-Cameroun reste la plus pauvre sur tous les plans, et il y a de fortes chances que ce soit un argument de poids dans le financement des projets, la figure de l'évêque n'étant pas aussi des moindres. A Yaoundé, l'évêque est Mgr Zoa, de grande notoriété, sans perdre de vue que ce sont les missionnaires du Saint-Esprit de la Province française qui ont évangélisé la région et y sont encore, d'où une possible influence de ces missionnaires dans l'attribution des fonds, la forte personnalité de l'archevêque pouvant encore compter, même si par ailleurs, Yaoundé, siège des Institutions n'est pas aussi démuni que les régions de l'arrière-pays qui n'ont que peu de projets financés.

Quant aux mouvements, leur plus grand nombre de projets peut s'expliquer par la place qu'ils jouent dans l'évangélisation des masses. La plupart sont demandés par le MRJC, la JAC et la JOC, leur intermédiaire étant soit leur mouvement père ou frère en France, et à Lille pour ce qui est du MRJC. La mission de ces mouvements, à savoir la formation et l'animation dans la société, n'a-t-elle pas contribué pour plus de réalisations des projets en leur faveur ? N'est-ce pas par les mouvements d'Action Catholique que Pie XI voyait la transforrmation chrétienne des familles et de la société ? Aussi le CCFD était-il composé dès le départ de quelques mouvements d'Action Catholique qui se sont aggrandis entre temps, et de service d'Eglise de France avec pour mission, tout en gardant leur spécificité, d'engager les Catholiques et l'ensemble des Français à bâtir un développement solidaire de toute l'humanité en soutenant des projets de développement élaborés et mis en œuvre par les différents partenaires, de sensibiliser l'opinion publique française sur les réalités internationales et surtout du tiers monde ?

Le diocèse de Buéa de la partie anglophone érigé en 1950, et celui de Bamenda en 1970 sont des parents pauvres. Les projets n° 10 pour la nutrition des enfants et n° 227 pour la formation des responsables restent négligeables. Est-ce à cause de leur spécificité anglophone ou bien parce la région est aisée ? Une chose est claire. En 1922, la Grande-Bretagne a sollicité et obtenu de Rome d'envoyer ses missionnaires dans les régions du Cameroun qui étaient sous son mandat, aussi les réalisations ecclésiales sur tous les plans étaient-elles l'œuvre de cette puissance tutrice, d'où le peu d'influence du CCFD d'obédience française dans cette région.

Pour ce qui est des types de projets, la priorité revient aux projets de construction : 69, (peut-être fallait-il des structures d'accueil au départ), suivi de ceux de formation : 45, de ceux

[519] Exposé de M. KAYTABA de l'INADES au Cameroun, devant la Comission Projets Diocèses/National 31/5-16/1 1975, p. 2. Voir dans chemise n° 7 Comité national 1975-1979.

d'animation : 43, de ceux d'équipement : 28, des projets d'ensemble : 24, des projets scolaires : 16, des projets dits de développement (entendu au départ comme micro-réalisation : forage des puits, satisfaction de besoin alimentaire…) : 8, des projets d'opinion : 6, et des projets médico-sanitaires : 3.

Parmi les demandeurs, on constate qu'il y a une forte implication du Secours Catholique, en abrégé SOS, en 1968 (projets 119 à 151) mais ce sont surtout des projets de dits de développement qui entrent dans la nouvelle politique du CCFD effective depuis 1966 et qui mettent l'accent sur la lutte contre les causes et non contre les conséquences de la faim.

Cet aspect nous permet de lancer un regard sur les projets du CCFD entre 1961 et 1966 et après. Le CCFD finance les projets à partir des campagnes organisées par année.

- Campagne 1962-1963 : projets n° 1 à 12. C'est la première année d'existence du Comité, les projets sont classés et sélectionnés par type et par pays : opération d'ensemble (se déroulant sur un secteur territorial déterminé et ayant un caractère global) ; soutien d'animateur (financement des permanents engagés dans l'Action Catholique en Afrique ou en Amérique latine : JOC, JAC, Scoutisme, Maison familiale d'Apprentissage rural, Secrétariats sociaux ; soutien de formation des cadres moyens et d'éducation de base ; accueil des travailleurs et étudiants d'Afrique noire ; participation au lancement et au développement des journaux divers. C'est dans ce contexte qu'un projet est réalisé à Douala en faveur du Collège des travailleurs. Créé en 1958 suite à l'œuvre de la JOC présente à Douala depuis 1948, ce collège à vocation interafricaine assure à tous les jeunes du milieu populaire venu de l'Afrique occidentale française, du Congo belge, du Rwanda, du Burundi, une formation générale sur les questions concernant la famille, la profession, la cité et une éducation de base comportant l'initiation civique, économique, sociale et culturelle indispensable à la promotion et à l'insertion dans la société moderne. Il s'agit de prendre en charge les stages et de compléter les équipements.
- Campagne 1963-1964 (projets n° 13 à 21). Le comité prend petit à petit son virage quant aux objectifs. Le 14 janvier 1964, une correspondance cosignée du Père Giraud et de Philippe farine, et adressée à tous les évêques d'Afrique francophone, de Madagascar et des Iles françaises les invite à envoyer d'urgence les projets à prendre en charge par le Comité catholique, tout en les hiérarchisant. La lettre rappelle la collaboration avec les laïcs dans le choix des projets, l'effort passé du Comité axé sur les constructions, et l'effort du moment basé sur la formation. Elle invite enfin les évêques à limiter les projets à l'essentiel et à

rendre compte des projets, après leur réalisation, aux fidèles de France par des photos et des diapositives.[520]

- Campagne 1965 (projets n° 22 à 49). A la rencontre internationale du 9/10/1965, le Comité fait deux séries de remarques relatives à l'esprit et aux orientations de l'action. Il remarque que la lutte contre la faim ne peut être efficace que si elle est d'abord une lutte pour le développement qui ne saurait se réduire à l'aspect économique et social, ni à l'aide d'urgence ou technique, mais qu'il prend en compte tout l'homme, toute l'humanité sans lesquels il n'existe pas. Il réaffirme le caractère de coopération dans l'œuvre du développement et l'orientation ecclésiale de leur action en référence à *Gaudium et spes* en 1965 sur l'Eglise dans le monde de ce temps. La seconde remarque est relative au titre du Comité qui passe du CCCF au CCFD. Le souhait que dans l'association les laïcs aient une place plus nettement affirmée est pris en compte. Aussi le Comité sera-t-il composé d'un double collège de laïcs et de conseillers ecclésiaux, reflets de cette nouvelle politique.
- Campagne 1966 (projets n° 50 à 70). Avec le changement et l'accent est mis au Concile Vatican II sur la solidarité de l'Eglise avec le monde de son temps, les dimensions du développement rentrent en force dans les choix et les financements des projets.
- Campagne 1967 (projets n° 71 à 118). L'encyclique *Populorum progressio* de Paul VI le 29 mars est désormais la charte du Comité ; elle renforce l'aspect du développement dans les choix des projets.
- Campagne 1968 (projets n° 119 à 158). De 1968 à 1970, il y a une double prise de conscience qui oriente les choix des projets : les dimensions pastorales et politiques conditionnent l'avenir du Comité qui prend en compte les dimensions sociales, politiques, économiques et culturelles dans les projets réalisés au Cameroun.

Mais à partir de 1966, certains projets sont en même temps des projets caritatifs et de développement (n° 75, 98, 102, 103, 110, 118, 121, 178, 186, 196, 229), la frontière n'étant pas aussi nette car, si au lieu de donner du poisson à l'enfant il faut lui apprendre à pêcher, il n'en demeure pas moins vrai qu'il faut au départ lui donner un peu de poisson, le temps qu'il prenne ses marques si non ce serait l'assommer que de lui demander ce que son âge ne lui permet pas de réaliser. Mais il y a eu des projets rejetés.

[520] Voir dans Dossier n° 13 (Dossier campagne 1961-1964) dans le Fonds sur le CCFD , *in* archives du Père Giraud reversées à l'archevêché de Paris.

C.2. Les projets rejetés

Tous les projets adressés au CCFD n'ont pas été validés. Il y en a qui ont été refusés. C'est le cas des projets n° 13 (A37, 1963-1964) ; n° 41 (06.65.05) ; n° 81 (A66 15, 1967) ; n° 82 (A67 16, 1967) ; n° 83 (A67 8, 1967) ; n° 106 (1967) ; n° 113 (A67 43, 1967), n° 114 (A 67 40, 1967). Pourquoi sont-ils rejetés ? Les sources dont nous disposions ne mettaient pas toutes les mentions sur la colonne décision, aussi avons-nous présumé que ce vide vaut consentement. Certains projets rejetés et mentionnés sont successivement initiés par le directeur général de l'enseignement catholique en faveur de cette œuvre (n° 13, 81, 82, 113), alors que d'autres sont retenus (projets n° 78 et 79). Les raisons peuvent être que le CCFD n'a pas vocation à s'occuper de l'école, surtout en ce qui concerne les mobiliers et les matériels didactiques pour ce qui est des projets refusés, alors qu'il a un intérêt pour les projets acceptés de cet enseignement (78 et 79) parce que ce sont des projets de formation et d'animation qui sont des priorités. Mais le rejet de certains projets de l'enseignement catholique ne viendrait-il pas du conflit entre les orientations du Comité qui ne voulait pas financer des projets trop confessionnels, ce qui créa des tensions avec Mgr Cuminal chargé à l'époque de l'enseignement catholique en France ?

Le projet (n° 83 en faveur d'une adduction d'eau à l'hôpital *ad lucem* à Mbouda) est aussi rejeté, et on peut se demander si c'est à cause du montant élevé ou le fait que les questions sanitaires ne sont plus prioritaires. Mais il y a aussi que le fondateur Louis-Paul Aujoulat peut disposer des moyens et des possibilités pour le faire. Le refus du projet n° 106 n'est pas motivé, pourtant c'est pour la formation des leaders africains laïcs ; n'est-ce pas à cause de son caractère laïc, étant donné que c'est à partir de 1975 que le Comité s'ouvre à cette dimension ? Les raisons du refus du projet n° 113 sont clairement établies, à savoir qu'il ne fait pas partie des priorités ou des objectifs du CCFD, et que le montant dépasse leur possibilité. Le n° 114 refusé est aussi motivé explicitement car la construction d'une maison religieuse relève de la Propagation de la foi et non du développement. Le projet n° 41 (06.65.05.) de M. Nlong à Yaoundé pour l'acquisition d'une fourgonnette pour tournée en brousse est refusé, la raison pouvant être que ce n'est pas pour un projet communautaire et démultiplicateur et donc pas de développement comme le soulignent les objectifs du Comité en 1965, ou aussi que le demandeur n'est pas une personne morale comme c'est le cas de la plupart des projets recensés. Aussi les projets rejetés le sont-ils globalement parce qu'ils n'entrent plus ou pas dans les critères d'attribution de fonds qu'a définis le Comité.

Mais il pouvait avoir une autre raison. Dans le compte rendu de la Commission extérieure du 8 et 9 juillet 1970, il ressort du débat deux réactions au sujet des projets : celle de G. Lefebvre affirmant : « Soyons tout de même vigilant, car pour l'Afrique francophone, les plans sont faits dans les bureaux parisiens ». Et le Père Giraud de poser la question : « Qui peut actuellement donner les renseignements sur les pays où nous investissons ? » Est-ce cette perte de confiance par manque d'intermédiaire crédible qui pouvait jouer, ou bien la non implication des Africains en Afrique à la conception et à la réalisation des projets, ou encore la non adéquation des demandes aux critères de financement qui est à la base des rejets ?

Au-delà de ces questions, on peut se demander comment l'Eglise du Cameroun a accueilli le CCFD.

Le père De Kinderen[521] relève dans son exposé devant la Commission Projets en 1975 :

> « Quand notre bureau a été crée en 1971, les évêques voulaient qu'on cherche de l'argent pour eux, pour qu'ils puissent continuer leurs constructions. Naturellement nous n'avons pas pu accepter cela et nous avons commencé à étudier la situation qui est la situation concrète décrite par Kaytaba. Pour commencer il ne faut pas continuer le développement d'après un modèle occidental parce que la plupart des gouvernements d'Afrique ont l'idée qu'il faut imiter l'Occident, qu'il faut un revenu comme en Occident, qu'il faut des bâtiments comme en Occident, mais ne partent pas de la réalité du pays.»[522]

Bien qu'i y ait eu cette divergence de vue et d'appréhension sur la mission et les actions du CCFD, bien de projets ont été réalisés au Cameroun en vue d'aider et d'accompagner l'Eglise de ce pays à porter la Bonne Nouvelle.

L'ensemble de ces projets prend en compte les questions sociales, économiques, culturelles, sanitaires et politiques. Ce sont tous les secteurs des questions sociales et du développement qui sont concernés dans l'apport du CCFD qui ainsi contribue largement à l'accueil du discours social de l'Eglise au Cameroun.

En parcourant la liste des projets et leurs intitulés, en considérant le récapitulatif par région, par diocèse et par typologie, nous voyons combien il y a eu une large participation du C.C.F.D. sans perdre de vue celle d'autres organismes catholiques d'aide au développement tels que le Secours Catholique, MISSIO, MISERIOR pour ne citer que ceux-là, qui ont œuvré et oeuvrent encore, dans le chantier. Cependant, l'apport du CCFD, comme celui d'autres organismes d'aide, est précédé des désirata ou des démarches des mouvements, des diocèses ou

[521] Le Père De KINDEREN était responsable de BASE (Bureau d'activité socio-économique) au Cameroun jusqu'en 1975. Prêtre de la Congrégation du Saint-Esprit, d'origine hollandaise, il était en service dans le diocèse de Doumé. En 1972, il est muté dans l'archidiocèse de Yaoundé où il est nommé responsable du BASE (voir *l'Effort Camerounais*, n° 790 de 1972). Il est décédé en 1999 en Hollande.

[522] Voir Exposé de M. KINDEREN devant la Commission Projets-Diocèses/National, 31/5-1/6- 1975, p. 1.

des évêques qui font la demande, quand bien même les projets doivent correspondre aux critères d'attribution que s'est fixé le CCFD ou d'autres organismes.

Aussi à travers les œuvres socio-caritatives, l'Eglise poursuit-elle sa mission en redisant les valeurs évangéliques. Experte en humanité, elle invite constamment à faire le lien entre la vie concrète des hommes d'aujourd'hui et leur foi au nom de laquelle ils recherchent la solidarité et la fraternité humaine et spirituelle. Les chrétiens ont à mettre en place des moyens nécessaires pour répondre à cet appel de l'amour de Dieu, construisant ainsi ce royaume déjà là et pas encore parmi nous, même si de plus en plus il y a une préséance des ONG laïques sur les ONG confessionnelles, ce qui n'était pas le cas en 1999.[523]

Cependant les efforts de l'Eglise du Cameroun, adoublés de l'appui très remarquable du CCFD n'ont pas encore porté tous leurs fruits à considérer quelques réponses aux questionnaires, les organes d'expression camerounais et la vie concrète qui attestent que la vie et les mentalités n'ont pas encore changé, la corruption sous toutes ses formes, la pauvreté d'un plus grand nombre, le tribalisme, la mauvaise gouvernance, la mauvaise gestion, le vol, l'exploitation persistant toujours. Qu'est-ce qui peut expliquer l'écart entre doctrine sociale et et vie concrète des Camerounais ? Est-ce le fait de l'inadéquation fondamentale entre proposition de Dieu et réponse de l'homme ? Il est vrai, le Cameroun n'est pas un pays catholique à 100%, mais est-ce certaines religions parce que les adeptes vivent en société, échappent-elles aux problèmes aux questions sociales, politiques, économiques, sanitaires et culturelles qui se posent ? Qu'on soit musulman, protestant, chrétien, témoin de Jéhova ou croyant en la religion traditionnelle, les questions sociales nous affectent, et les autre confessions comme les Eglises protestantes oeuvrent en étroite collaboration avec l'Eglise catholique dans le cadre de justice et paix. Par ailleurs, l'Eglise catholique ou les Eglises ne peuvent pas tout à elles seules régler les problèmes économiques, sociaux et politiques dans un pays où le premier rôle revient à l'Etat.

L'Eglise catholique au Cameroun s'est mobilisée à sa façon et selon son contexte pour mettre en œuvre la doctrine sociale, ceci à travers des initiatives qui ontn été soutenus par le CCFD, et par la conjugaison œuvres sociales et évangélisation tel que le corpus sur les les diocèses nous le révèle. Mais nous nous sommes rendu compte que tout cet effort ne portait pas encore tous ses fruits suite à certaines difficultés. Aussi avons-nous proposé que tous aient droit à l'éducation et à la scolarisation pour sortir de l'anaphabétisme, et qu'au niveau pastoral, que

[523] En 2002, le classement des ONG est le suivant en termes de moyens financiers : Médecins sans Frontières, Médecins du monde, Handicap international, Action contre la faim, CCFD, Secours Catholique. Voir *Les ONG confessionnelles*, *op cit*., p. 68, ou le site www. Coordinationsud.org.

la doctrine sociale de l'Eglise fasse partie de la catéchèse et du programme de l'enseignement dans les écoles catholiques et les institutions ecclésiastiques. Au noveau ecclésiale, nous proposons une Eglise communion où règne solidarité sur tous les plans entre diocèse et à l'intérieur des diocèses, et surtout une mise sur pied de toutes les structures vivantes relatives aux questions sociales et du développemement. Et puisque les suggestions pastorales, ecclésiales et juridiques ne suffisent pas à elles seules, la démarche doit s'accompagner d'un type de réflexion théologique. Quelle théologie mettre en œuvre pour que l'écart entre vie et doctrine sociale soit réduit ou pour que ce message social pénètre les mœurs et transforme les mentalités ? Autrement dit, quel statut théologique ou quelle théologie pour que l'enseignement social de l'Eglise soit efficace dans le contexte camerounais ?

N°	Année	N° Projet	Région	Intitulé du projet	Demandeur	Somme demandée (FRF)	Somme plancher (FRF)	Somme plafond (FRF)	Somme allouée (FRF)	Décision	Intermédiaire	Tiers commun	Typologie
1	1962-1963	A 2	Yaounde	Centre d'information pour le développement	Diocèse	100 000			100 000				4
2	1962-1963	A 7	Doumé	Création d'un centre de promotion social	Diocèse	83 160		23 600	23 600				4
3	1962-1963	A 9	Douala (Ekité)	Village pilote	Diocèse	5 000			5 000				2
4	1962-1963	A 14	Yaoundé (Nyam Song)	Léproserie-collège technique	Diocèse	50 000			50 000				4
5	1962-1963	A 16	Yaoundé (Yoko)	Projet d'établissement post-scolaire	Diocèse	35 000			35 000				6
6	1962-1963	A 31	Douala (Douala)	Collège des Travailleurs	Collège des travailleurs	10 000 11 500			10 000 11 500				3
7	1962-1963	A 32	Garoua (Kaélé)	Construction d'une école ménagère	Diocèse	50 000			50 000				4
8	1962-1963	A 10	Yaoundé	Construction d'un centre de formation féminine	Diocèse	55 000			50 000				4
9	1962-1963	A11	Douala (Libermann)	Bourse alimentaire	Collège Libermann								
10	1962-1963	A 22	Buéa	Nursery biberonerie	Diocèse	15 000			15 000				4
11	1962-1963	A 15	Yaoundé	Création d'un centre	Diocèse	660 000			660 000				4
12	1962-1963	A 17	Yaoundé	Institut médical	Diocèse	377 000			377 000				4
13	1963-1964	A 37	Yaoundé Enseign. Catho. Nat.	Achat mobilier de base secondaire Assainissement des classes Cantine scolaire	D.G. Enseignement	1 500 3 000 17 000			17 000	RE			1 1 6
14	1963-1964	A 1	Yaoundé	Prise en charge d'un jaciste	Diocèce	2 069							2
15	1963-1964	A 3	Yaoundé (Saa)	Ferme avicole à Sa'a									4
16	1963-1964	A 4	Yaoundé	Centre de formation rurale africaine	Diocèse	11 738							4
17	1963-1964	A.5	Yaoundé (Afan- oyoa)	Centre artisanal scolaire et post scolaire	Diocèse								4
18	1963-1964	A 6	Yaoundé	Centre artisanal rural pour enfant africain	Diocèse								4
19	1963-1964	A 8	Mbalmayo	Institut Agrnonique et centre de Formation accélérée	Diocèse								3
20	1963-1964	A 13	Douala	Syndicat des exploitants forestiers	Autre								3
21	1963-1964	A 16	Yaoundé	Centre d'information pour le développement	Diocèse	100 000							6

LISTE DES PROJETS

N°	Année	N° Projet	Région	Intitulé du projet	Demandeur	Somme demandée (FRF)	Somme plancher (FRF)	Somme plafond (FRF)	Somme allouée (FRF)	Décision	Intermédiaire	Tiers commun	Typologie
N.B.	Dans la liste des projets on a le A37 ce qui suppose que nous n'avons pas pu retrouver 16 projets. Cependant le tableau récapitulatif des projets payés de 1962 à 1964 révèle qu'il restait à payer en 1963 la somme de 38 600 F sur les projets de 1962, que les projets de 1963 coûtent 285 000 F et que les projets à payer avant juillet 1964 seront de 223 600 F et ceux à payer en juillet 1964 seront de 100 000 F, soit un total de 333 600 F.												
22	1965	A 65 a	Garoua (Bankim)	Formation de 50 animateurs ruraux pendant trois mois	Père Boisseau	18 000			18 000				2
23	1965	A 65 c	//	Achat d'un moulin à maïs	Père Boisseau	7 000			7 000				5
24	1965	A 65 10	Yaoundé	Animateur rural	J.A.C.	7 200							2
25	1965	A 65 12	Yaoundé	Permanente animatrice rurale	J.A.C.F.	4 320			4 320				2
26	1965	A 65 18	Yaoundé	Deux animatrices rurales	J.A.C.	6 300			6 300				2
27	1965	A 65 19	Yaoundé	Permanence animatrice rurale	J.A.C.	10 080			10 080				2
28	1965	A 65 20	Yaoundé	Permanente rurale autochtone	J.A.C.	7 800			7 800				2
29	1965	A 65 15	Yaoundé	Stage culture générale 30 filles	J.A.C.	730			730				2
30	1965	A 65 17	Yaoundé	10 stages de formation coopérative et économique	J.A.C.	5 000			5 000		P. Lefèbvre		2
31	1965	A 65 30	Nkongsamba	Aménagement d'un centre de formation pour session jeunes	Mgr Ndongmo	15 000			15 000				4
32	1965	A 42	Yaoundé (Effok)	Création d'un Institut médico social africain de formation d'infirmiers éducateurs dans la zone rurale	Dr Fantino	50 000			50 000				7
33	1965	A 65 6	Douala	Construction d'un centre d'éducation des adultes et du progrès féminin	Centre de formation d'éducation poulaire des travailleurs	40 000			40 000				4
34	1965	A 65 9	Douala	Aide à une coopérative d'élevage de volailles	J.O.C.F.E.I. J.O.C.	4 000			4 000		J.OCF Nogent / Marne		7
35	1965	A 65 11	Douala	Financement de 10 bourses pour élève Institut Panafricain de développement	Institut Panafricain pour le développement	129 000			?				3
36	1965	A 40	Doumé (Abong-Mbam)	Installation d'un centre de formation sociale femmes d'Abong Mbam	Mgr Van Heygen	36 740			36 740				4
37		A 65 ~~31~~	Yaoundé	envoi d'un spécialiste au profit de "l'information catholique du Cameroun	Diocèse	10 000			10 000		Union internationale de la presse catholique		8
38	1965	A 25	Yaoundé	Equipement du foyer de la jeune fille à Yaoundé	Mgr Zoa et sécrétariat social de Yaoundé	42 000			42 000				5
39	1965	A 65 24	Yaoundé	Prise en charge d'un animateur culturel au sécretariat panafricain	Sécretariat panafricain	14 700			14 700		M.R.J.C Paris		2
40	1965	A 65 27	Yaoundé	Prise en charge d'un animateur	J.A.C.	7 200			7 200				2
41	1965	06.65.05	Yaoundé	Acquisition d'une fourgonnette pour tournée en brousse	Mr Nlong	5 000				RE	Nice		5
42	1965	13b65.01	Douala	10 stages de 20 personnes au collège des travailleurs(A 65.5)	Collège des Travailleurs	10 600			10.600				3
43	1965	37.65.04	Yaoundé										3
44	1965	A 63 3	Douala	Stage de formations de 6 mois pour animatrices de base	Diocèse	6 500			6 500		Tours		3

LISTE DES PROJETS

N°	Année	N° Projet	Région	Intitulé du projet	Demandeur	Somme demandée (FRF)	Somme plancher (FRF)	Somme plafond (FRF)	Somme allouée (FRF)	Décision	Intermédiaire	Tiers commun	Typologie
45	1965	37.65.05	Kaélé	Ecole ménagère (A 32)	Diocèse	25 000			25 000		Tours		4
46	1965	37.65.06	Cameroun	Animatrices rurales	J.A.C.	6 000			6 000		Tours		2
47	1965	36.65.24	Yaoundé (Evodoula)	Construction et équipement d'un petit centre de promotion sociale	Diocèse	1 620			1 620		Vannes		4
48	1965	65.7403	Yaoundé (Mokolo)	Equipement du collège technique féminin de l'enseignement ménager	Diocèse	21 174			21 174		Annecy		5
49	1965	56.65.01	Garoua (Fignolé)	Demande d'aide pour équipement basse-cour à la mission catholique	Dioicèse	3 956			3 956		Rouen		5
N.B.	18 projets non mentionnés en A65, 39 non mentionnés en A40 et le reste non lisible												
50	**1966**	A 66 1	Yaoundé (national)	Stage J.O.C.	J.O.C.	9 400	9 400	9 400	9 400				1
51	1966	A 66 2	Yaoundé (national)	Animateurs nationaux J.O.C.	J.O.C.	6 000			6.000				1
52	1966	A 66 3	Yaoundé (national)	stage J.O.C.	J.O.C.	2 000			2.000				1
53	1966	A 66 4	Yaoundé (national)	J.O.C. (2 animateurs)	J.O.C.	7 000	3 500	3 500	7.000				1
54	1966	A 66 8	Yaoundé (national)	Permanence enfance	J.O.C.	3 000			7.000				1
55	1966	A 66 9	Nkongsamba	Permanence S.S.O.M.	Diocèse	4 764			4.764				3
56	1966	A 66 10		"Effort Camerounais"		10 000	10 000	10 000					
57	1966	A 66 13		Foyer africain et évangélisation (foyer scolaire à Yaoundé)		19 475			19 475		S.O.S.		4
58	1966	A 66 14	Yaoundé	Prise en charge salaire de 3 animateurs A.C.F.		27 000			27 000				2
59	1966	A66604	Douala	Permanence nationale		17 600							
60	1966	A66008		Animateur permanence enfance		3 000			3 000				2
61	1966	A 66 16	Cameroun	Stage animateurs	M.R.J.C.	139 921			56 600				1
62	1966	A 66 5	Nkongsamba (Bonabéri)	Implantation d'un dispensaire	Diocèse	200 000					compl. Info		8
63	1966	A 66 6	Bafoussam	Aide pour l'école de la léproserie		?	?	?	?				
64	1966	A 66 7	Douala (collège des travailleurs)	Stage de formation	J.O.C.	54 400			54 400				3
65	1966	A 66 8	Yaoundé	Mise en place d'un centre de travail avec bibliothèque	Diocèse	000			3 000				5
66	1966	A 66 15	Yaoundé (Bafia)	Création d'une mécanique dans un collège technique	Diocèse	119 400							4
67	1966	A 36	Douala	Achat et installation d'une maison publique pour enseignement ménager à New-Bell	Diocèse	20 000			?				5
68	1966	A 66 12	National	Session de formation pour enseignants chrétiens		37 600			37.600				3
69	1966	A 66 7	Douala	Stages et sessions Collège des Travailleurs	U.I.P.S.	50 400	33 200		50 400				3

N°	Année	N° Projet	Région	Intitulé du projet	Demandeur	Somme demandée (FRF)	Somme plancher (FRF)	Somme plafond (FRF)	Somme allouée (FRF)	Décision	Intermédiaire	Tiers commun	Typologie
70	1966	A 66 10	National	"Effort Camerounais"		10 000	10 000	10 000					1
71	1967	A 67 3	Yaoundé Nkongsamba Mbalmayo	Session de formation laïcs de l'enseignement catholique	A.C.N.E.C.	26 350	17 900		13 900				3
72	1967	A 67 5	Yaoundé (Bafia)	Outillage Centre tolerie Ecole technique	Diocèse	40 000	40 000		38 000				5
73	1967	A 67 6	Nkongsamba	Installation d'une petite Imprimerie	Diocèse	10 000	10 000		10 000		complément d'information		5
74	1967	A 67 9	Garoua (Mokolo)	Centre ménager	Diocèse	26 185			?				4
75	1967	A 67 10	Garoua (Doukoula)	Alimentation eau du village	Diocèse	11 000			?				9
76	1967	A 67 11	Garoua (Koza)	Evolution rurale du secteur	S.O.S	19 380	15 030		15 000				2
77	1967	A 67 14	Nkongsamba	Aide au Sécretariat Social	S.S.O.M.	17 540	7 128		7 128				
78	1967	A 67 17	National	Création équipe mobile pédagogique	Ens. Catholique	70 400	70 400		65 000				6
79	1967	A 67 18	National	Aide pour récyclage maîtres	Ens. Catholique	90 000	60 000		60 000			Paris 60 000	6
80	1967	A 67 19	Douala (collège des travailleurs)	Prise en charge de 7 stages au Collège des Travailleurs	Collège des Travailleurs	30 990	30 990		33 000				2
81	1967	A 66 15	National	Fournitures pour maîtres des écoles primaires	Ens. Catholique national	151 852				RE			1
82	1967	A 67 16	National	Matériel didactiques pour classes maternelles et primaires	Ens. Catholique national	116 630				RE			1
83	1967	A 67 8	Nkongsamba (Mbouda)	adduction d'eau hôpital Ad Lucem		29 507				RE			9
84	1967	A 67 20	Douala (collège des travailleurs)	Aide équipement du foyer d'accueil du Collège des Travailleurs	Collège des travailleurs	9 000	9 000		7 000				5
85	1967	A 67 21	National	Prise en charge d'un animateur national	J.O.C.	4 000	4 000		7.000			Le Puy 4 000	1
86	1967	A 67 22	National	Stage régional de formation des cadres ruraux	M.R.J.C.	3 330	3 330		3 000			Lille. 3.000	1
87	1967	A 67 24	Doumé	Culture attelée à l'âne	M.R.J.C.	1 320	660		660			Lille	7
88	1967	A 67 25		Prise en charge de 6 animateurs	MR.J.C.	13 260	13 260		10 000				2
89	1967	A 67 26		Stage de formation féminine	M.R.J.C.	3 480	870		?			Blois	3
90	1967	A 67 27	Yaoundé	Stage nationale de formation féminine	M.R.J C.	1 730	1 730		1.730			Blois 1 370	3
91	1967	A 67 28	Yaoundé	Prise en charge de deux animateurs européens	M.R.J.C.	32 200	32 200		16 100			Lille	2
92	1967	A 67 32	Yaoundé	Construction de jardins communautaires	M.R.J.C.	1 300	1 300		1 000			Lille	4
93	1967	A 67 34	Yaoundé	Prise en charge coordinatrice nationale, animation rurale	M.R.J.C.	6 240	6 240		5 000				3
94	1967	A 67 36	Sangmelima	Etudes de réalisation et voyage de 3 encadreurs		12 000	12 000		4 000				3
95	1967	A 67 37	Sangmelima	Centre de formation des jeunes filles et femmes du diocèse		52 835	52 835		45 000				4
96	1967	A 6738	Sangmelima	Permanent		9 100						6.280	3
97	1967			Coopérative de pêche	S.O.S	6 280	17 480		11 000			Annecy	6
98	1967			Menuiserie à New Malimba		2 100						coopérative	5

LISTE DES PROJETS

N°	Année	N° Projet	Région	Intitulé du projet	Demandeur	Somme demandée (FRF)	Somme plancher (FRF)	Somme plafond (FRF)	Somme allouée (FRF)	Décision	Intermédiaire	Tiers commun	Typologie
99	1967	A 67 39		Prise en charge d'un animateur		9 700	9 700		9 000				2
100	1967	A 67 42	Nkongsamba	Aide alimentaire Ecole Normale de Mbanga	Ens. Catho.	27 000	15 000		13 000				6
101	1967	A 67 44	Douala	Bourse pour Institut panafricain	Institut panafricain	129 000	60 000		50 000				6
102	1967	A 67 45	Garoua	Djugumta- création étable communautaire		59 572	29 000		25 000				6
103	1967	A 67 46	Nkongsamba	Centre Avicole pilote		5 417	5 417		4 000				6
104	1967	A 67 13	Garoua	Mise en valeur des terres de Wate		30 662							7
105	1967	A 67 4	Yaoundé	Soutien d'un permanent guide		13 466	13 466	13 466	?		Strasbourg demande label		2
106	1967		Ensemble international	6 bourses pour le congrès international laïque	Mouvement					RE			1
107	1967	A 67 23	Douala	5 élevages de poules sélectionnées		1 975			1.975				
108	1967	A 67 29	Yaoundé	Prise en charge de 4 animatrices rurales Africaines : Irène Belo Kweli, Marie Mgonsoka, Bernadette Ndjolo, Salomé Bevala	Diocèse	8 170			?				3
109	1967	A 67 30	Yaoundé	7 machines à coudre pour journées ménagères	Diocèse	4 200		2 400	?				5
110	1967	A 67 31	Yaoundé Ekona - Nkolo	Poulailler communautaire	Diocèse	1 600			?				7
111	1967	A 67 33	Sangmelima	Construction d'un foyer des jeunes	Diocèse	1 200			1.200				4
112	1967	A 67 35	S.B.I.	Prise en charge d'un animateur rural	Mouvement	10 100				A			2
113	1967	A 67 43	Yaoundé Mvog - Mbi	Construction d'un jardin d'enfants	Diocèse	1? 000				RE	dépasse nos possibilités non prioritaire		4
114	1967	A 67 40	Sangmelima	Construction d'une maison pour religieuses	Diocèse	16 120				RE	voir propagation de la foi		4
115	1967	A 67 2	Yaoundé Esseng	Création d'un dispensaire	Diocèse	60 000	60 000	60 000	?		Lille		9
116	1967	A 66 15	Bafia	Aide à l'école techique (atelier carosserie)	Diocèse	119 400	119 400	119 400	?				5
117	1967	A 67 7	Nkongsamba (Baleng)	Développement du centre de formation féminine de Baleng	Diocèse	18 900	18 900	18 900	?		Lille		4
118	1967	A 67 12	Mbalmayo	Construction d'un étang de pisciculture	Diocèse	10 000	10 000	10 000	?				4
N.B.	14 projets non pris en compte												
119	1968	113.01.3	Bafia	Bafia. achèvement de la maison rurale	S.O.S. 2.546	19 512			19 512				4
120	1968	113.01.4	Bafia	Nyamanga. Équipement du centre ménager de Nyamanga	S.O.S 2.547	26 077			26 077				5
121	1968	113.01.5	Bafia	Bafia. Forage de trois puits	S.O.S. 2.548	7 500			7 500				4
122	1968	113.0511	Garoua	Karna.prise en charge d'un animateur rural	S.O.S. 2.431	10 250			10 250				2
123	1968	113.0512	Garoua	Lam.construction d'un centre ménager	S.O.S. 2.648	10 000			10 000				4
124	1968	113.0513	Garoua	Wate.équipement d'un centre ménager	S.O.S. 2.649	7 700			7 700				5
125	1968	113.0514	Garoua	Dir. Culture attelée	S.O.S. 2.664	5 500			5 500				4
126	1968	113.0515	Garoua	Fignolé.équipement d'une maison rurale	S.O.S. 2.665	21 000			21 000				5

LISTE DES PROJETS

N°	Année	N° Projet	Région	Intitulé du projet	Demandeur	Somme demandée (FRF)	Somme plancher (FRF)	Somme plafond (FRF)	Somme allouée (FRF)	Décision	Intermédiaire	Tiers commun	Typologie
127	1968	113.0516	Garoua	Fignlé. Promotion féminine. Achat d'une voiture	S.O.S. 2.666	13 000			13 000				5
128	1968	113.0517	Garoua	Garoua.Moulin à maïs.élevage	S.O.S. 2.668	13 795			13 795				6
129	1968	113.065	Maroua	Onhouza Mozogo.prise en charge de l'animateur pour un an	S.O.S. 2.427	10 500			10 500				2
130	1968	113.066	Maroua	Douvangar.forage du puits	S.O.S. 2.429	19 200			19 200				4
131	1968	113.068	Maroua	Sir. Prise en charge de moniteurs	S.O.S. 2.642	17 318			17 318				2
132	1968	113.069	Maroua	Mayo Ouldémé. Forage de 4 puits	S.O.S. 2.643	7 720			7 720				4
133	1968	113.0610	Maroua	Douvangar. Construction d'un hangar	S.O.S. 2.645	14 520			14 520				4
134	1968	113.10.5	Sangnelima	Djoum. Équipement du centre ménager de Djoum	S.O.S. 2.653	3 460			3 460				5
135	1968	113.11.5	Yagoua.	Djigliao. Développement des cultures maraichères	S.O.S. 2.533	1 246			1 246				4
136	1968	113.11.6	Yagoua.	Kaélé. Prise en charge d'une animatrice	S.O.S. 2.628	18 050			18 050				2
137	1968	113.11.7	Yagoua.	Taha. Moutrouwa. Forage d'un puits	S.O.S 2.631	9 600			9 600				4
138	1968	113.11.8	Yagoua.	Yagoua. prise en charge d'une animatrice	S.O.S. 2.633	11 750			11 750				2
139	1968	113.11.9	Yagoua.	Yagoua.aménagement d'un centre de formation ménagère	S.O.S. 2.634	17 800			17 800				4
140	1968	113.1110	Yagoua.	Yagoua.construction de deux ateliers à Midjivin	S.O.S. 2.635	32 620			32 620				4
141	1968	113.1111	Yagoua.	Golompwi. Création d'un centre pilote	S.O.S. 2.636	26 020			26 020				4
142	1968	113.1112	Yagoua.	Vele-Gueme. Forage de puits	S.O.S. 2.637	3 840			3 840				4
143	1968	113.1113	Yagoua.	Viri. Forage d'un puits	S.O.S. 2.638	6 480			6 480				4
144	1968	113.1114	Yagoua.	Doukoula. Alimentation en eau	S.O.S 2.639	19 760			19 760				4
145	1968	113.01.1		Centre de promotion rurale	S.O.S.	20 960			20 963				4
146	1968	113.01.2		Education féminine	S.O.S.	34 000			34 000				4
147	1968	113.03.1		Centre de formation ménagère	S.O.S.	20 000			20 000				4
148	1968	113.05.7		Prise en charge des moniteurs	S.O.S.	11 107			11 107				2
149	1968	113.05.9		Ferme modèle	S.O.S.	22 000			22 000				4
150	1968	113.06.1		Animatioin rurale	S.O.S.	912			912				2
151	1968	113.11.4		Centre artisanal, matériel	S.O.S.	16 640			16 640				4
152	1968	113.03.5		Prise en charge des frais de cours	INADES	6 100			6 100				2
153	1968	113.04.9		Maison familiale de filles	M.F.R.	30 000			30 000				3
154	1968	113.05.3		Centre d'éducation rurale	Mgr Plumey	35 000			35 000				4
155	1968	113.06.7		Animation rurale	M.R.J.C.	14 760			14 760				2
156	1968	113.12.7		Formation sociale et humaine	A.C.O.	20 200			20 200				3
N.B.	49 projets n'ont pas de réponse												
157	1969	121.05.5		Pour S.D.E.F.		9 500				S			
158	1969	121.314	Garoua		Mgr Plumey	80 000			80 000		ST Brieuc		4
159	1969	121.313	Garoua		Mgr Plumey	80 000			80 000		Lille		4
160	1969	121.3.9			S.O.S.	41 960							3
161	1969	121.11	Garoua	Centre d'éducation à Maroua	A.C.G.F.		7 000	7 000					4
162	1970	121.5.3	Doumé	Maison familiale des garçons d'Abong-Mbang	M.F.	54 760	54 760	54 760					4
163	1970	121.5.4	Doumé	Maison familiale de filles ABPNG M'BANG	M.F.	37 580	37 580						4
164	1970					7 750	7 750						

N°	Année	N° Projet	Région	Intitulé du projet	Demandeur	Somme demandée (FRF)	Somme plancher (FRF)	Somme plafond (FRF)	Somme allouée (FRF)	Décision	Intermédiaire	Tiers commun	Typologie
165	1970	121.9.2	Bafia	Education féminine dans la région de Somo	Diocèse	92 600			92 600				4
166	1970	121.010	Cameroun (Douala)	Soutien collège des travailleurs	Collège des travailleurs	38 000			?				3
167	1970	121.1.4	Douala	Création d'une coopérative de boulangerie à Douala	Collège des travailleurs	50 000			?				6
168	1970	121.0.16	Cameroun	Travail d'animation rurale	J.A.C.-J.A.C.F.	45 000			?		M.R.J.C.		2
169	1970	12153(70	Doumé	Continuation du travail de formation d'une maison rurale "garçon"	Maison familiale rurale du Togo	49 100			?		Lille. 10.000		3
170	1970	121.5470	Doumé	Abong-Mbam, extension et renforcement de l'action d'une maison familiale "fille"	Maison familiale rurale du Togo	49 100			?		Maison familiale Togo	Laval 30.230	4
171	1970	121.216	Yaoundé	Création d'une ferme communautaire à Ngamba	Père Battman	9 600			?				6
172	1970	121.317	Garoua	Djohong formation de foyers-paysans à la ferme-école de Djohong	45.000				?		Lille	25.000	3
173	1970	121.5.8	Doumé (Bertoua)	Equipement d'enseignement ménager au collège féminin de Bertoua	Secours catholique	5 300			?				5
174	1970	12.0.17	Cameroun	Session nationale de formation pour les cadres et aumôniers du guidisme camerounais	Guides du Cameroun	11 400			?		Guide France	Strasbourg 10.000	1
175	1970	121.9.4	Bafia (Deuk)	Lancement du centre de promotion rurale de Deuk	Secours catholique de Bafia	30 513			?				4
176	1970	121.11.4	Yagoua (Viri)	Création et équipement d'un centre artisanal	Secours catholique de Yagoua	39 000			?		Secou. Catho.	Lille 22.360	5
177	1970	121.5.5	Doumé (Abong-Mbam)	Equipement pour un travail d'animation rurale	Evêché Doumé	10 000			?		Mgr Van H.		5
178	1970	121.5.7.(70)	Doumé (Ésseng)	Achèvement d'un dispensaire	Evêché Doumé	20 000			?		Mgr Van H.		4
179	1970	121.1.9.	Douala (Makak)	Formation ménagère des jeunes filles	Secours catho. de Douala	20 000			?		Secou. Catho.		3
180	1970	121.3.13	Garoua (Guider)	Aménagement d'un centre d'éducation rurale	Evêché Garoua	80 000			?			Lille 2.000	4
181	1970	121.3.16	Garoua (Touboro)	Soutien d'une monitrice du centre ménager de Touboro	Secours catho.Garoua	7 750			?		Secou. Catho.		2
182	1970	121.3.14	Garoua (Banyo)	Création d'un centre social et ménager	Evêché Garoua	80 000			?			St Brieuc 30.000	4
183	1970	121.3.9	Garoua (Tikar)	Amélioration des méthodes de culture dans la plaine de Tikar	Secours catho. Garoua	41 960			?		Secou. Catho.		00:00
184	1970	12.3.20	Garoua (Djohong)	Soutien d'un moniteur agricole pour la ferme école de Djohong	Secours catho.Garoua	11 107			?		Se. catho. Paris		2
185	1970	121.3.15	Garoua	Travail d'animation rurale	M.I.J.A.R.C.	16 560			?		M.R.J.C.	Angers 5.000	2
186	1970	121.3.18	Garoua (Atta)	Construction et équipement centre médico social et ménager	Diocèse	35 408			?				7

LISTE DES PROJETS

N°	Année	N° Projet	Région	Intitulé du projet	Demandeur	Somme demandée (FRF)	Somme plancher (FRF)	Somme plafond (FRF)	Somme allouée (FRF)	Décision	Intermédiaire	Tiers commun	Typologie
187	1970	121.10.2	Maroua (Sir)	Développement de la culture attelée et de l'élevage dans la région de Sir	Secours catho. Maroua	17 910			?			Lille 17.910	5
188	1970	121.10.3	Maroua (Koza)	Développement rural et humain du district de Koza	Secours catho.Maroua	50 631			?			Marseille 32.351 Lille 9.980	6
189	1970	121.10.1	Maroua (Douvangar)	Soutien d'un animateur rural pour le secteur de Douvangar	Secours catho. Maroua	6 720			?		Secou. Catho.		2
190	1970	121.4.3	Mbalmayo	Création d'un centre de formation féminine à Mbalmayo	Secours catho. Mbalmayo	7 500			?		SecouCatho.		5
191	1970	121.4.4	Mbalmayo	Création de jardins et vergers scolaires à Mbalmayo	Secours catho. Mbalmayo	13 669			?				6
192	1970	121.10.4	Maroua	Création d'un centre d'animation rurale féminine	Secours catho. Maroua	66 030			?		Secou Catho.	La Roche/Yon 40.070	5
193	1970	121.8.2	Sangnelima	Extension d'un travail d'animation rurale	Evêché	13 000			?				5
194	1970	121.8.2	Sangnelima	Continuation du travail d'animation au centre de promotion rurale(C.P.R.)	Centre de promotion rurale	41 490			?				3
195	1970	121.11.1	Yagoua (Kléro et Tcheke)	Forage d'un puits pour les quartiers Kléro et Tchéké	Secours catho. Yagoua	5 140			?				6
196	1970	113.07.3	Mbalmayo (Mfumassi)	Alimentation en eau potable	Diocèse	24 750			?				6
197	1970	113.03.5	Douala	Prise en charge des cours INADES	INADES	11 100			?				3
198	1970	1969	Cameroun	stage de 3 semaines de récyclage maitres Yaoundé, Makak, Mbalmayo, Mbanga, Bafang.	Dir. Ens. NationalMouvement.	54 300			?				1
199	1971	121.2.10		Ancien projet reconduit					?				
200	1971	113.12.1				65 000			?				
201	1971	121.3.13		Ancien projet	Mgr Plumey				?				
202	1971	121.03.3			Mgr Plumey	55 000			?				
203	1971	121.3.14		Ancien projet					?				
204	1971	113.05.1		Nouveau		130 000			?				4
205	1971	113.04.7		Réfection maison des enseignants	Mgr Van Heygen	10 880							
N.B.	Le rapport de la rencontre du 10.04.71 relève qu'il y a 16 projets de développement pris en compte pour un montant de 113.005 et des projets non pris en compte pour un montant de 204.110 .												
206	1972	113.0110	Bafia (Deutk)	Centre de formation rurale	S.O.S. Bafia	20 000			?				3
207	1972	113.0312	Douala	Activité collège des travailleurs	Collège des Travailleurs	5 000			?				2
208	1972	113.0315	Douala	Développement de la pêche	S.O.S.	10 000			?				6
209	1972	113.0313	Douala	Subventin pour centre de formation féminine	S.O.S.	10 000			?				3
210	1972	113.0411	Doumé Yokadouma	Animation rurale et formation ménagère	S.O.S.	9 900			?				3

LISTE DES PROJETS

N°	Année	N° Projet	Région	Intitulé du projet	Demandeur	Somme demandée (FRF)	Somme plancher (FRF)	Somme plafond (FRF)	Somme allouée (FRF)	Décision	Intermédiaire	Tiers commun	Typologie
211	1972	113.0522	Garoua	Animatin rurale du secteur de Karna	S.O.S.	10 000			?				2
212	1972	113.0613	Maroua (Koza)	Animation rurale	S.O.S.	6 000			?				2
213	1972	113.1111	Yagoua (Golompvi)	Centre pilote des jeunes ruraux	S.O.S.	20 000			?				4
214	1972	113.1213	Yaoundé	Formation humaine et sociale des femmes du milieu populaire(suite projet 113.127	A.C.F.	10 000			?				3
215	1972	113.1217	Yaoundé (Efok Koudandeng	Animation du secteur	S.O.S. Yaoundé	7 000			?				2
216	1972	113.19	Cameroun	formation prise en charge animateur		6 200	Synthè	se	à		faire		1
217	1972	113.20	Cameroun	formation humaine et sociale des femmes	A.C.O.	12 000	ACO	doit	fournir		information		1
218	1972	113.07.5	Mbalmayo	Construction d'un centre de formation technique	Père Tabi		complément	information					4
219	1972	113.4	Nkongsamba	Centre de formation féminine et foyer des jeunes filles	Soeurs du Sacré-Coeur	588 600	Synthè	à faire					4
220	1972	113	Essienglot	Achat d'une Land Rover	Mission catholique		attente	information					5
221	1972	113.0412	Doumé	Voiture pour ministère pastorale	Pasteur Nken Nken	8 000			?				5
222	1972	113.109	Sangnelima	Foyer rural pour éducation de masse		11 700	attente	avis	Père		Kinderen		4
223	1972	113		Construction et équipement	Mr Potago	96 000							5
224	1972	113		Ouverture d'une ferme et équipement	Flubert Olinga	314 000	doit donner	détails	verbalement				6
N.B.	L'état de prise en charge par ontinent du 10.3.1972 relève que des projets construction, formation, équipement d'un montant de 246 380.												
225	1974	113.0023	Douala	Bourse pour formation d'agriculteurs	INADES	14 400			?		INADES		3
226	1974	113.0024	Cameroun	Activité collège des travailleurs	Collège des travailleurs	25 000			?				2
227	1974	113.0027	Provine Ouest-Cameroun	Formation des responsables	Christians family movment	8 000			?				3
228	1974	113.0121	Bafia (Nyamaga et Somo)	Education de base et animation	S.O.S.	15 000			?				2
229	1974	113.0122	Bafia (Ombessa et Bolaga)	Forage de puits	S.O.S. Bafia	3 200			?				4
230	1974	113.0123	Bafia	Construction de routes(ponts et radiers	S.O.S.	10 000			?				4
231	1974	113.0322	Douala	Formation ménagère	S.O.S. Douala	4 560			?				3
232	1974	113.0419	Doumé (Mboma)	Construction d'un foyer socio-culturel	Abbé Nanga	10 000			?				4
233	1974	113.0420	Doumé (Yokadouma-Lomié)	Formation féminine et éducation de base	Mouvement	9 950			?				3

LISTE DES PROJETS

N°	Année	N° Projet	Région	Intitulé du projet	Demandeur	Somme demandée (FRF)	Somme plancher (FRF)	Somme plafond (FRF)	Somme allouée (FRF)	Décision	Intermédiaire	Tiers commun	Typologie
234	1974	113.0421	Doumé (Dimako)	Education féminine et éducation pré-scolaire	Mouvement	3 700			?				3
235	1974	113.0526	Garoua Ngaoundéré	Centre audio-visiel	Soeur Francine Yhuel Congrégation des Filles de Jésus	10 000			?				8
236	1974	113.0527	Garoua (Ngaoundéré et Karna)	Formation et animation rurale	S.O.S. Garoua	10 000			?				3
237	1974	113.0528	Garoua (Fignolé)	Promotion féminine, animation rurale et éducation sanitaire	S.O.S.	25 000			?				2
238	1974	113.0529	Garoua (Meiganga)	Enseignement technique au centre Paul VI	S.O.S.	7 800			?				3
239	1974	113.0618	Maroua (Mora-Tokombéré)	Centre loisir Tokombéré	Diocèse	12 000			?				4
240	1974	113.0619	Maroua (divers secteurs)	Animation rurale et éducation de base	S.O.S. Maroua	20 400			?				2
241	1974	113.07.9	Mbalmayo (Ayos)	Formation ménagère	S.O.S. Yaoundé	1 200			?				3
242	1974	113.1017	Sangmelima	Formation ménagère rurale à Efoulan et animation des villages du secteurs	S.O.S.	5 040			?				3
243	1974	113.1125	Yagoua (Midjivin et Yagoua)	Animation rurale dand le secteur	S.O.S. Yagoua	25 000			?				2
244	1974	113.1236	Yaoundé (Efok-Evodoula)	Centre de promotion rurale(suite projet 113.12.26		25 000			?				4
245	1974	113.1237	Yaoundé	Formation des leaders	C.E.P.C.	25 000			?				3
246	1974	113.1239	Yaoundé (Mvolyé)	Education de base et formation ménagère des jeunes filles	S.O.S. Yaoundé	4 000			?				3
247	1974	113.1310	Bafoussam (Mbouda)	Création d'un foyer de la femme(suite projet 113.13.6	Mouvement	15 000			?				4
248	1974	0000051	Yaoundé	Suite de la session de Yaoundé, jullet 1974	Mouvement	30 000			?				3
249	1974	113.0023	Cameroun	Bourses pour la formation d'agriculteurs camerounais	Mouvement	14 400			?				1
250	1974	113.1229		Achat d'une voiture pour des sessions en brousses	Mouvement	20 000			?				5

Récapitulatif des projets par région (diocèse)/typologie

Régions / Diocèses	Typologie ==>	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Total	Ordre
Ensemble	(national)	24									24	4
YAOUNDE (1955)			14	8	14	5	3	2	1	1	48	
	Mbalmayo (1961)			2	2	1	2	1	1		9	
	Bafia (1968)		1	1	7	3					12	
	Total		15	11	23	9	5	3	2	1	69	1
NKONGSAMBA (1955)				2	2	1	2		2		9	
	Bafoussam(1970)				2				1	1	4	
	Total		0	2	4	1	2	0	3	1	13	7
DOUALA (1955)			3	8	1		2	2			16	
	Sangmelima (1963)		1	4	4	2					11	
	Total		4	12	5	2	2	2	0	0	27	3
GAROUA (1955)			8	3	10	7	3	2	1	1	35	
	Maroua-Mokolo (1970)		5		4	2	1				12	
	Yagoua (1970)		3		9	1	1				14	
	Total		16	3	23	10	5	2	1	1	61	2
DOUME (1955)			1	6	8	3		1			19	5
BUEA (1955)				1	1						2	
	Bamenda (1970)											
	Total		0	1	1	0	0	0	0	0	2	9
Mouvements			4	3	5						12	8
Autres			3	7		3	2				15	6
TOTAL		24	43	45	69	28	16	8	6	3	242	
Ordre		5	3	2	1	4	6	7	8	9		

N.B. Il y a 8 projets sans précision de lieu ou sans intitulé. Par ailleurs il y a inter-implication de quelques projets (formation / Animation) Dans ce cas nous avons opté arbitrairement pour une des typologies. A la rubrique 'Autres' nous classons l'INADES, le collège des travailleurs, le pasteur Nken, M. Potago, M. Olinga, M. Nlong. Le mot 'national' renvoi aux projets d'ensemble relatifs à l'ensemble du territoire camerounais.

Codification des typologies :

1 - Projet d'ensemble
2 - Soutien des animateurs
3 - Formation
4 - Construction
5 - Equipement
6 - Scolaire
7 - Développement
8 - Opinion
9 - Médico sanitaire

242

Nº C.C.F.D	Nº S.O.S	DIOCESE	LIEU OBJET	SOMME	CATEGORIE
113.01.3	2.546	BAFIA	BAFIA. Achèvement de la maison rurale	19.512 F	B.4
113.01.4	2.547	"	NYAMANGA. Equipement du Centre ménager de Nyamanga	26.077 F	B.4
113.01.5	2.548	"	BAFIA. Forage de trois puits	7.500 F	B.4
113.05.11	2.431	GAROUA	KARNA. Prise en charge d'un animateur rural	10.250 F	B.1
113.05.12	2.648	"	LAM. Construction d'un Centre ménager	10.000 F	B.4
113.05.13	2.649	"	WATE. Equipement d'un Centre Ménager	7.700 F	B.4
113.05.14	2.664	"	DIR. Culture attelée	5.500 F	B.4
113.05.15	2.665	"	FIGNOLE. Equipement d'une maison rurale	21.000 F	A.2.4
113.05.16	2.666	"	FIGNOLE. Promotion féminine. Achat d'une voiture	13.000 F	B.1.4
113.05.17	2.668	"	GAROUA. Moulin à Mil . Elevage	13.795 F	B.4
113.06.5	2.427	MAROUA	ONHOUZA MOZOGO. Prise en charge de l'animateur pour un an	10.300 F	B.1
113.06.6	2.429	"	DOUVANGAR. Forage de puits	19.200 F	B.4
113.06.8	2.642	"	SIR. Prise en charge de moniteurs	17.318 F	B.1.4
113.06.9	2.643	"	MAYO. OUIDEME- Forage de 4 puits	7.720 F	B.4
113.06.10	2.645	"	DOUVANGAR. Construction d'un hangar	14.520 F	B.4
113.10.5	2.653	SANGHELIMA	DJOUM. Equipement du Centre Ménager de Djoum.	3.460F	B.4
113.11.5	2.533	YAGOUA	DJIGILAO. Développement des cultures maraichères	1.246 F	B.4

° du dossier	Mouvement	Nature du projet	Somme demandée	Somme plancher	Somme retenue	Tranches	Tiers commun
67 3	A.C.M.E.C.	YAOUNDE – N'KONGSAMBA Mbalmayo – Sessions formation maîtres laïcs de l'enseignement catholique.	26 350	17 900	13 900		
67 5		BAFIA – Outillage centre tôlerie. Ecole technique.	40 000	40 000	38 000		
67 6		N'KONGSAMBA – Installation petite imprimerie artisanale.	10 000	10 000	10 000		
67 11	S.O.S.	BOZA – Evolution rurale du secteur.	19 380	15 030	15 000		
67 14	S.S.J.M.	N'KONGSAMBA – Aide au Secrétariat social.	17 540	7 128	7 128		
67 17	ENS. CATHO.	Création équipe mobile pédagogique.	70 400	70 400	65 000		
67 18	" "	Aide pour recyclage des maîtres.	90 000	60 000			Paris 60 000
67 19		DOUALA – Prise en charge 7 Stages au collège des travailleurs.	33 390	33 390	30 000		
67 20		DOUALA – Aide équipement du foyer d'accueil du collège des travailleurs.	9 000	9 000	7 000		
67 21	J.O.C.	Prise en charge animateur national.	4 000	4 000			Le Puy 4 000
67 22	M.E.J.C.	Stage régional de formation de cadres ruraux.	3 330	3 330	3 000		
67 24	M.R.J.C.	DOUME : Culture attelée à ânes.	1 320	660	660		
67 25	M.A.J.C.	Prise en charge de 6 animateurs ruraux.	13 260	13 260	10 000		
67 26	M.A.J.C.	Stage de formation féminine.	3 480	870			Blois 870

PROJET : A 65 6
Présenté par le Centre de Formation et d'éducation Populaire des Travailleurs

Pays : CAMEROUN
Diocèse : DOUALA
Ville : DOUALA

Pour un montant de 40 000 F.

CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'EDUCATION DES ADULTES ET DU PROGRES FEMININ.

Depuis plus d'un an cette réalisation a été mise sur pied et reçoit de plus en plus de demandes de stages émanant d'hommes et de femmes adultes. Le C.F.E.P.T. est donc bien décidé à faire construire un local pour essayer de satisfaire aux besoins d'éducation en vue du développement réel des individus et des groupes sociaux. Construit en matériaux du pays, ce local doit revenir à 100 000 F. Pour cette œuvre sociale, il est demandé une subvention de ..... 40 000 F.
le reste devant être couvert par les efforts des stagiaires eux-mêmes et d'autres aides.

PROJET : A 65 9
Présenté par : C.F.E.I. - J.O.C. - J.O.C.F. de Nogent sur Marne

Pays : CAMEROUN
Diocèse : DOUALA
Ville : DOUALA

Pour un montant de 4 000 F.

5

AIDE A UNE COOPERATIVE D'ELEVAGE DE VOLAILLES

L'enquête de la J.O.C. en 1964, sur le travail des jeunes a mis en relief la gravité du chômage et de ses conséquences, et la volonté des jeunes d'en sortir. Vu le fait que l'on importe chaque mois à Douala : 30 000 œufs, un certain nombre de jeunes ont décidé avec la J.O.C. de lancer une coopérative d'élevage de volailles, assurant un emploi rémunérateur pour des chômeurs, et fournissant le marché local. Une production journalière de 200 œufs doit rapporter environ 3 000 F. par mois, pour une dépense d'exploitation de 1 800 F. Les dépenses de démarrage sont :

- les matériaux de construction
- l'achat de 400 poules
- la main d'œuvre et le fonds de démarrage

Une aide est sollicitée pour l'achat des poules, soit : ..... 4 000 F.

PROJET : A 65 11
Présenté par l'Association Internationale "Institut Panafricain pour le développement"

Pays : CAMEROUN
Diocèse : DOUALA
Ville : DOUALA

(2)

Pour un montant de 129 000 F.

FINANCEMENT DE 10 BOURSES POUR DES ELEVES DE "L'INSTITUT PANAFRICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT".

Le Comité d'Etudes de l'association "Institut Panafricain pour le développement" a choisi Douala, pour installer une école de cadres pour toute l'Afrique Noire. L'objectif de cette création est la formation de responsables Africains, diversifiés en:

- Cadres de l'Animation rurale.
- Cadres de coopératives
- Administrateurs et comptables de coopératives
- Cadres de l'Education des adultes et ouvrière.

Trente étudiants vont commencer le Cycle de longue durée de deux ans de cette formation spécialisée. L'aide demandée porte sur le paiement de 10 bourses complètes :
Le montant d'une bourse complète (entretien × études) est de 12 900 F.
soit pour 10 bourses ..... 129 000 F.

PROJET : A 40
Présenté par Mgr van Heygen évêque de Doumé

Pays : CAMEROUN
Diocèse : DOUME
Ville : ABONG-MBANG

Pour un montant de 36 740 F.

5

INSTALLATION D'UN CENTRE DE FORMATION SOCIALE FEMININE A ABONG-MBANG

La mission de Abong-Mbang, dispose d'un terrain de 2 hectares où se construit un Centre de formation sociale pour les femmes et les jeunes filles, soit 3 salles pour l'enseignement ménager et un jardin d'enfants. Ce centre est indispensable, pour les filles sortant de l'école primaire et la formation de la femme. L'ignorance de celle-ci a des conséquences désastreuses, et il y a une trop grande différence d'instruction entre l'homme et la femme. Pourtant "l'Afrique sera sauvée par la femme" (Mgr Bonneau).

Le diocèse fera un effort surhumain pour la construction, mais sollicite une aide pour l'installation.

Installation du Centre d'Education sociale féminine :

Matériel et équipement complet (machines à coudre, matériel de cuisine)	23 540 F.
Installation du Jardin d'enfants	13 200 F.
Total	36 740 F.

Chapitre 6 :

Quelle théologie pour la fécondité du discours social de l'Eglise au Cameroun ?

A. Lien entre théologie et doctrine sociale de l'Eglise

La théologie est un discours sur Dieu, ce Dieu révélé en Jésus Christ comme étant l'Amour, la Bonté, la Justice, la Vérité, la Charité.[524] Mais ce discours implique une parole sur la réalité humaine et sur le monde, car Dieu se révèle à l'homme en révélant l'homme à lui-même comme disait Augustin : te connaître et me connaître.[525] Si la théologie est un discours sur Dieu, elle doit s'interroger sur Dieu dont elle parle en restant à l'écoute des questions des hommes et des femmes dont nous ne pouvons ignorer les situations, les inquiétudes et les aspirations. Dès lors que veut dire Dieu pour toutes les personnes qui çà et là sont dans des situations de pauvreté, de maladies incurables, du Sida, de la famine, de la sécheresse, de l'expoitation, de la domination, de l'injustice ? Comment la Révélation chrétienne peut-elle être une Bonne Nouvelle dans un continent plutôt saturé de mauvaises nouvelles résumées dans la misère criante sur tous les plans ? Dans ces contextes, n'y a-t-il pas une théologie propre ?

La Révélation de Dieu en Jésus Christ ne trouvera-t-elle pas sa pleine signification en Afrique que lorsque l'Eglise fera mémoire de l'évangile de libération ? Ceci est un appel pour que l'Eglise s'engage dans le domaine social et sur tous les plans, en puisant dans la Révélation. Aussi porte-t-elle un intérêt actif sur les questions qui concernent la société : les problèmes sociaux, le développement authentique de l'homme et la société en raison de sa mission :

> « L'Eglise cherche à guider les hommes pour qu'ils répondent, en s'appuyant sur la réflexion rationnelle et l'apport des sciences humaines, leur vocation de bâtisseurs responsables de société terrestre ».[526]

Ici est fortement réaffirmée l'intervention de l'Eglise sur les questions sociales, intervention ayant des points d'ancrage dans le discours théologique, particulièrement dans la théologie morale.[527]

---

[524] Ces atributs de Dieu apparaîssent fortement dans les évangiles. Chez saint Jean c'est l'Amour, chez saint Mathieu la Justice, chez saint Luc la Charité Miséricorde et chez saint Marc la Bonté.
[525] Lire AUGUSTIN, *Les Confessions*, livre X, Paris, Cerf, 1967, p. 121-137.
[526] JEAN-PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, 1.
[527] *Ibid*., 41.

Dès lors comment peut-on fonder théologiquement cet enseignement social ? Sur quels présupposés repose-t-il ? Sur Dieu qui se révèle et qui est en quête de l'homme, sur l'homme comme partenaire, image et ressemblance de Dieu, ou sur l'Histoire comme lieu de rendez-vous entre Dieu et l'homme ? A quelles conditions, (sur quelle théologie) le discours social peut-il être porteur et fécond en contexte africain et camerounais ?

Toute théologie prend sa source dans la Révélation, et il y a des dimensions sociales dans la Révélation chrétienne car Dieu se révèle à Moïse comme celui qui libère et sauve son peuple de la servitude et de l'esclavage.[528] Et le Christ révèle en même temps la plénitude du visage de Dieu et ses trois grands mystères auxquels correspondent trois grandes dimensions de la théologie : théologie de la création, de l'Incarnation et de la Rédemption. Même s'il y a un lien organique entre ces trois dimensions, celle de la rédemption retient notre attention. L'incarnation du Fils de Dieu était en vue d'une nouvelle création, ce Dieu fait homme étant venu redonner la dignité à toute l'humanité déchue. Par l'Incarnation, Dieu jette un regard de miséricorde sur l'humanité pécheresse et il inscrit toute l'humanité dans la dynamique de la rédemption dont Pâques est la plus haute expression. A la lumière des différents mystères de la foi que proclame l'Eglise, il y a un sens intégral de la rédemption :

> « Le Christ nous a essentiellement libérés de l'esclavage radical du péché et c'est pourquoi cette libération se projette efficacement aussi dans l'engagement pour supprimer les servitudes économiques, sociales et politiques qui naissent du péché annonçant et anticipant ainsi la libération définitive du Royaume ».[529]

Aussi la Révélation de Dieu appelle-t-elle une réponse de l'homme par la conviction et par l'action, d'où le fondement de la place de la morale, et donc de la doctrine sociale dans la Révélation, cette doctrine qui contient des principes de réflexion et de référence, des critères de jugement et des directives d'action. Il y a en cet homme image et ressemblance de Dieu une volonté réelle de se libérer chaque jour de tout ce qui entrave sa liberté pour une vie pleine, matériellement et spirituellement. Le discours sur Dieu implique un discours sur l'homme, cet homme en général et cet homme, sujet historique, pris dans un contexte donné. Il y a donc un lien organique entre théologie et doctrine sociale de l'Eglise dans la mesure où en parlant de l'homme et de la société, l'enseignement social le fait à travers l'homme parfait qu'est Jésus-Christ, un lien que Jean Paul II exprime en ces termes :

---

[528] Cf. Exode 3, 7-10.
[529] BELLI Hilaire et *alii*, « Une critique des théologies de la libération. Le manifeste de Los Andes' », *in La D.C.*, n° 1913, 1986, col 275.

> « En s'occupant de l'homme, en s'intéressant à lui et à sa manière de se comporter dans le monde, la doctrine sociale de l'Eglise appartient au domaine de la théologie et spécialement de la théologie morale ».[530]

C'est un aspect de la théologie mettant en relief des rapports entre évangile et vie.

Dans cette perspective, quelle théologie dans le contexte africain, plus particulièrement camerounais, pour que le discours social de l'Eglise atteigne les destinataires ?

Pour mieux répondre à la question, il est utile de faire un bref parcours de toutes les tendances ou courants qui ont marqué la réflexion théologique en Afrique.

B- Les grands courants de la théologie africaine

Nous faisons ici une brève histoire de la théologie africaine limitée dans l'espace subsaharien et francophone.

On peut affirmer que l'émergence de la « théologie africaine » remonte à la parution du « manifeste » rédigé par un groupe de prêtres noirs étudiants en Europe : *Des prêtres noirs s'interrogent*.[531] Bien que le jésuite camerounais Meinhard Hebga y utilise pour la première fois fois l'expression « théologie fondamentale africaine », les premiers débats de principe sur la possibilité d'éclosion et d'élaboration, et surtout sur la légitimité d'une « théologie africaine », inculturée, autochtone, apparaîssent au cours de l'année universitaire 1959-1960, à la faculté de théologie catholique de Kinshasa. L'enjeu de ces débats est de passer de l'idée d'une simple expression de la théologie à celle d'une théologie africaine[532]. Pour Tharcisse Tshibangu qui s'oppose à son professeur le chanoine Alfred Vaneste, il s'agit de fonder et d'élaborer une « théologie de couleur africaine » alors que pour le chanoine Vaneste, il faut donner une certaine expression à la théologie qui reste essentiellement occidentale et universelle.[533] Aussi Tsibangu distingue-t-il différentes étapes dans l'élaboration de cette théologie présentant ce panorama : la théologie du salut des âmes, de l'implantation de l'Eglise,

---

[530] Jean-Paul II, *Sollicitudo rei socialis*, *op. cit*., 41 ; *Centesimus annus*, 55.

[531] *Des prêtres noirs s'interrogent* est un ouvrage collectif paru à Paris, Cerf, 1956, 281 p., rédigé par des prêtres africains et haïtiens.

[532] Cf. DORE Joseph (Dir.), *Le devenir de la théologie catholique mondiale depuis Vatican II 1965-1999*, Paris, Beauchesne, 2000, p. 206. Si dans le premier cas on en est à une attitude de pure condescendance ou des adaptations plus ou moins réussies d'un discours ou d'une pensée élaborée ailleurs et par d'autres, dans le second cas, on vise une expression de foi puisant ses ressources et ses moyens au sein des populations africaines. La première tendance s'est illustrée par la mise en place de la « *Revue africaine de la théologie* » et la seconde par « *Bulletin de théologie africaine* »

[533] Voir dans N'SOKI K. « Genèse de l'expression Théologie africaine », dans Telema, 4/79 oct.-dec., n° 20, p. 55.

de l'adaptation ou des pierres d'attente (1956-1973), de l'incarnation, (1974-1980) de la reconstruction et de la libération à partir de 1980[534].

B.1. La théologie du salut des âmes

Cette théologie du salut des âmes (*salus animarum*) appelée par ailleurs théologie de la conversion des infidèles est florissante dans les directives et encycliques missionnaires, principalement chez Benoît XV, Leon XIII, et chez certains ecclésiastiques tels que Daniele Comboni. Elle apparaît clairement dans *Maximum illud* en 1919 où mission et civilisation vont ensemble. Dans cette théologie, il fallait délivrer les âmes des ténèbres de l'enfer et de la mort auxquelles tous les païens étaient censés destinés et les conduire à la lumière, les arracher à l'esclavage des démons en leur enseignant l'évangile pour les convertir et les intégrer.[535] Une telle théologie était appuyée par la fondation des œuvres sociales, caritatives, sanitaires et culturelles. Benoît XV ne disait-il pas de soigner les malades et d'aller aux plus faibles avant d'enseigner les foules ? (Voir note 102 à 104). Mais à partir de 1920 se subsitue à la théologie du salut des âmes celle de l'implantation de l'Eglise envisagée comme la transposition de l'institution ecclésiastique en Occident, reproduisant un modèle d'Eglise sur lequel les Eglises africaines seraient un décalque des Eglises occidentales[536], d'où la méthode de la « *tabula rasa* » dans l'évangélisation. Une telle théologie a généré des frustrations liées à la méconnaissance des valeurs africaines propres et de la dignité, situations qui ouvrent la voie à une autre théologie, celle de l'adaptation.

B.2. La théologie de l'adaptation

Jusqu'au concile Vatican II et même après, elle est la forme de théologie africaine la plus avancée. L'affirmation de base selon les évêques congolais part du fait que :

> « La loi mosaïque et son cortège de prescription ne furent pas jugés nécessaires au salut des nations par les apôtres, malgré les pressions judaïsantes (Ac 15). De même, en accueillant le message révélé, la jeune Eglise africaine ne saurait en même temps être obligée d'assumer les

[534] Cf. TSHIBANGU Tharcisse, *La théologie africaine, Manifeste et programme pour le développement des activités théologiques en Afrique*, Kinshasa, Saint-Paul, 1987, 158 p.
[535] Voir Document imprimé de Travaux Dirigés d'histoire contemporaine à l'Institut Catholique de Paris, TD dirigés par Paul Coulon sur « La mission à travers les textes pontificaux de Benoît XV, Pie XI à Pie XII », p. 9.
[536] GIBELLINI Rosino, *Panorama de la théologie au* XX^{ème} siècle, 2ème ed., Paris, Cerf, 1994, p. 528-529.

> us et coutumes et les traditions particulières, même vénérables, de la région qui a apporté l'évangile ».[537]

Il est ainsi affirmé que la foi chrétienne des communautés qui cheminent dans l'éclairage du Christ, l'agir chrétien, la confession africaine de la foi et l'expérience fondamentale de la vie du Christ constituent des lieux propres immédiats d'où surgit le langage théologique africain en vue de l'assimilation du message évangélique. Il y a un enracinement culturel pour toute théologie. Et l'appel à la théologie de l'adaptation et à l'africanisation du Christianisme reçoit un fort appui du pape Paul VI, lorsque s'adressant aux membres de la SCEAM en 1969 à Kampala en Ouganda, il affirme qu'on peut et doit avoir un christianisme africain et que les valeurs et les formes caractéristiques de culture pouvent s'élever à une perfection propre et capable d'avoir une richesse d'expression propre.[538] Le christianisme doit entrer en dialogue avec les cultures africaines pour permettre une rencontre réelle et radicale de l'Africain avec le message évangélique d'où l'effort pour pénétrer, fouiller aux sources des traditions nègres pour découvrir les valeurs non opposées à la foi chrétienne. Vincent Mulago relève que : « L'adaptation n'est rien d'autre que cette présentation du message chrétien par son aspect le plus en harmonie avec les aspirations du peuple à gagner au Christ »[539], ce qui a ouvert la voie à la théologie de l'incarnation ou de l'inculturation.

B.3. La théologie de l'incarnation ou de l'inculturation

Il s'agit d'une incarnation de l'évangile et de la théologie. La culture étant un lieu du donné et du recevoir, la parole de Dieu, les dogmes, les sacrements peuvent s'incarner dans les valeurs et les pratiques de la culture africaine tout en restant indépendants à leur égard. Il y a une pluralité théologique dans la même foi, et l'Africain doit travailler pour s'ouvrir sur l'être transcendant avec son identité propre et le convertir aux exigences de l'évangile avec ses propres valeurs comme le signifiait Mgr Thomas Nkuissi au Père Supérieur Général des Prêtres du Sacré-Cœur en 1973 après son ordination épiscopale :

> « Vous nous avez apporté le message de l'évangile, comme le sang du Christ, dans un vase précieux. Nous avons reçu le contenu et le contenant. Faisant petit à petit la différence, nous sommes arrivés à la conviction qu'il est de notre devoir, pour que le message s'incarne dans

[537] Texte de la Conférence Episcopale du Congo Démocratique cité par Bimwenyi-Kweshi, dans son ouvrage *Discours théologique négro-africain, problèmes de fondements*, Paris, Présence africaine, 1981, p. 58.
[538] Paul VI, « Allocution au *Symposium* des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar », *in La D.C*, n° 1546 (1969) 763-765.
[539] Cité par Gabriel TCHONANG dans « Brève histoire de la théologie africaine », *in Revue des Sciences religieuses*, Théologies africaines, n° 2, Strasbourg, avril 2010, p. 178.

> notre peuple, de le transmettre dans les récipients bien de chez nous. L'opération n'est pas de tout repos. Il y aura des options à faire comportant des risques. Nous demandons que soit reconnu incontestablement notre droit de prendre nos options à nos risques, et que soient acceptées les structures que nous mettons en place pour aider nos frères missionnaires à être Africains avec les Africains ».[540]

Il s'agit, comme le souligne Gabriel Tchonang, de provoquer une rencontre existentielle et incarnée du Christ et de la culture africaine dans son ensemble.[541]

La transfiguration du Christ est une puissance illuminant toute culture, y compris celle africaine. Le discours chrétien se situe sur un double pôle théique et andrique. Si le pôle théique reste toujours identique à lui-même, car c'est la Parole ou la Révélation immuable de Dieu ou le message chrétien qui s'adresse à l'homme pour son salut, le pôle andrique, quant à lui, c'est l'accueil par l'homme et la communauté, et dans leur particularité et leur singularité le message révélé.

Le pape Jean Paul II n'a-t-il pas, à l'occasion de l'anniversaire de l'évangélisation des Peuples slaves par saints Cyrille et Méthode, dans l'encyclique *Slavorum Apostoli* en 1985, défini l'inculturation comme l'incarnation de l'évangile dans les cultures autochtones et, en même temps, l'introduction de ces cultures dans la vie de l'Eglise[542] ? Pour le Pape, la rupture entre évangile et culture peut être un drame comme il l'a encore relevé s'adressant aux intellectuels camerounais au Palais des Congrès à Yaoundé lors de sa visite pastorale en 1985.

Cependant, ces théologies du salut des âmes, de l'adaptation, de l'incarnation, ou de la reconstruction élaborées loin des contextes sociopolitiques, économiques et culturels vont céder place à la théologie de libération développée dès les années 1960 pour ce qui est de l'Amérique latine, et vers 1980 en ce qui concerne l'Afrique.

B.4. La théologie de libération

Ce courant théologique se développe dès l'année 1965 dans l'Eglise catholique de l'Amérique latine sur la conjugaison de quelques facteurs dont les principaux sont : le renouveau de Vatican II, les problèmes écconomiques et politiques sur le continent américain, sans oublier la perte de confiance dans le capitalisme promu par l'Europe et les Etats-Unis.

---

[540] Extrait d'une lettre de Mgr Thomas Nkuissi, évêque du diocèse de Nkongsamaba au Cameroun, *in* Revue « Eglise + Mission », *La montée de l'Eglise au Cameroun*, novembre/décembre. 1973, Prêtres du Sacré-Cœur, Clairfontaine, p. 3.

[541] TCHONANG Gabriel, Brève histoire de la théologie africaine, *op. cit.*, p. 180.

[542] Cf. Diocèse de Bafoussam, *Conseil Pastoral diocésain, L'inculturation*, Bafoussam, décembre 1988, p. 12.

B.4.1. Les problèmes économiques et politiques

Face à la situation de pauvreté aux causes et conséquences désastreuses sur les vies humaines, face aux régimes politiques de dictature et d'oppression en Amérique latine, l'épiscopat latino-américain souligne lors de son Assemblée à Medellin en 1968 :

> «Il apparaît que l'Amérique latine vit encore sous le signe tragique du sous-développement, lequel met nos frères (…) dans l'impossibilité de se réaliser comme humains. En dépit des efforts faits, il y a toujours conjugaison de la faim et de la misère, des maladies endémiques et de la mortalité infantile, de l'analphabétisme et de la marginalisation, des inégalités profondes dans les revenus et des tensions entre classes sociales, des foyers de violence et la faible participation du peuple à la gestion du bien commun. Comme chrétiens nous estimons que cette étape historique de l'Amérique latine est étroitement liée à l'histoire du salut. »[543]

Et il apparaît clairement pour ces évêques que l'Histoire du salut n'a de sens que si elle peut prendre en compte, aujourd'hui, les cris du peuple et que les aspirations et les cris de l'Amérique latine sont des signes révélateurs du plan de Dieu qui est à l'œuvre dans l'amour rédempteur du Christ, en enracinant aussi ces aspirations et ces cris dans la conscience d'une solidarité fraternelle.[544]

La position de l'Assemblée se veut claire car, dit-elle, elle n'a ni solutions techniques, ni remèdes miracles, mais s'efforce de cerner les problèmes, de percevoir leurs implications, de partager les angoisses, de trouver les solutions et de collaborer à leur mise en œuvre, ce qui entraîne une mobilisation des outils d'analyse scientifique et technique disponibles, engage l'Eglise du côté des pauvres pour participer concrètement à toute action efficace.

Cette prise de parole des évêques sud-américains prend en compte l'essentiel du discours des théologiens qui se référaient à l'Evangile comme à un instrument critique de la vie sociale et politique d'une part, et d'autre part des théologiens plus conscients que seuls les pauvres peuvent ouvrir les voies évangéliques de la libération. Pour les grands théologiens sud américains de théologie de la libération que sont Gustavo Gutiérrez et Léonardo Boff, il faut inscrire le message biblique dans la réalité quotidienne, à l'image des prophètes qui dénonçaient les alliances politiques au nom de la Révélation. Mais dans leur démarche, au lieu de partir de la révélation comme d'un donné préalable, la théologie doit d'abord analyser les appels et les cris des hommes, lieu où s'inscrit la Révélation. Il s'agit d'une théologie « d'en

[543] GUTIERREZ Gustavo, *Théologies de la libération- Documents*, Paris, Cerf/Centurion, 1985, p. 38.
[544] *Ibid*., p. 38.

bas » qui privilégie l'option prise par Jésus en faveur des pauvres et donc inductive, contrairement à une théologie d'en haut, plus déductive.[545]

Le pape Paul VI va préciser les positions de Medellin en soulignant que si les cris des opprimés sont des signes révélateurs du plan de Dieu, il reste que le salut manifesté par la mort et la résurrection du Christ déborde de toute part les désirs, les espoirs, les affaires et les combats temporels.[546] Il relève qu'il y a des liens profonds entre évangélisation et promotion humaine-développement, libération, mais qu'il faut tenir à la fois les deux aspects du salut : sa dimension transcendentale, absolue, et son implication historique et concrète dans la vie réelle et quotidienne des hommes, le danger étant d'oublier l'ouverure vers un au-delà de l'histoire en raison de l'urgence.[547]

Dans la même perspective, la Commission théologique internationale réunie à Rome en 1977 étudiant le contenu de la théologie de la libération, reconnaît la légitimité de la démarche de cette théologie qui se tient au contact de la vie quotidienne des populations étant donné que Dieu révèle son mystère à travers les événements eux-mêmes : plus le chrétien pénètre les situations concrètes et leurs évolutions historiques, mieux il répond à la Parole de Dieu. Par ailleurs elle reconnaît l'importance et la valeur d'une pratique conforme à la foi, mais en faisant deux objections majeures, et une en filigrane : La première est que l'histoire du salut est plus vaste que l'histoire événementielle immédiate, et que l'oublier serait réduire la libération apportée par Dieu à telle libération politique et sociale ponctuelle. Se référer à l'Exode comme le symbole de la libération de l'esclavage ne suffit pas car cette libération avait pour but de conduire à la Révélation de l'Horeb et à l'Alliance. En un second temps temps, la Commission dénonce le recours aux sciences humaines : leur prétention à démonter les processus pour les démystifier est exagérée, l'attrait pour l'analyse marxiste dans le texte posant question. La dernière objection c'est que les théologiens doivent écouter les mises en garde, car dans l'Eglise personne ne parle pour lui seul. Il faut écouter la hiérarchie.[548]

A Puebla en 1979, le pape Jean-Paul II relève dans son discours à l'assemblée de Puebla qu'il y a de nombreux signes qui aident à discerner quand il s'agit d'une libération chrétienne ou quand, au contraire, elle se nourrit d'idéologies qui lui enlèvent sa cohérence avec une vision évangélique de l'homme, des choses, des événements. Et devant les évêques réunis en 1980 à Rio de Janeiro à l'occasion du 25ème anniversaire du CELAM (Conférence Episcopale

[545] Cf. DOUMENGE Bénédicte, NIELLY François, « La théologie de la libération », *Un livre à lire*, n° 22, été 1987, p. 24-25.
[546] PAUL VI, *Evangelii nuntiandi*, 27.
[547] *Ibid.*, n° 31 ; 32.
[548] DOUMENGE et *alii*, *La théologie de la libération, op. cit.*, 6-7.

Latino-Américaine), Jean-Paul II invite à prendre pour point de départ les conclusions de Medellin, avec tout ce qu'elles avaient de positif, sans ignorer les interprétations incorrectes qui en ont été faites parfois avant de réaffirmer que l'un des signes d'un engagement réel à l'égard de l'Eglise est d'accepter sincèrement son magistère, fondement de la communion. L'opposition que l'on fait parfois entre Eglise officielle institutionnelle et l'Eglise-communion n'est pas acceptable [549], avant de reprendre les objections de la Commission théologique et mettre en garde contre le risque de politisation totale de l'existence, de dissolution du langage de la foi relayé par celui des sciences humaines, et d'éliminer du même coup tout référence transcendantale au salut chrétien en n'investissant plus que dans une vision politique et immédiate du combat pour la justice.

Cette prise de position de la hiérarchie montera d'un cran dans le document de la Congrégation pour la doctrine de la foi intitulé *Instruction sur quelques aspects de la théologie de la libération* en 1984 où il y a quelques mises en garde contre cette théologie. Il y apparaît que cette théologie néglige le sens personnel du péché lorsqu'elle pose comme premier impératif la révolution radicale des rapports sociaux en les critiquant à partir de la recherche de la perfection personnelle, une interprétation insuffisante de l'Ecriture (notamment de l'Exode), une référence à l'analyse marxiste inacceptable, un sens de l'histoire qui doit distinguer histoire profane et histoire sainte, et enfin qu'elle n'écoute pas suffisamment le magistère.[550]

Il n'y a pas eu que les problèmes économiques sur le continent sud-américain pour favoriser ce courant théologique, il y a eu aussi le renouveau du Concile de Vatican II.

B.4.2. Le renouveau du Concile Vatican II

Si hier, entre le XVI^{ème} et le XX^{ème} siècle la mission historique de l'Eglise était liée au contexte de la civilisation, et ensuite marquée dans la seconde moitié du XX^{ème} par le conflit entre les deux grands blocs de pouvoir de l'Est communiste et de l'Ouest capitaliste, aujourd'hui les réalités sont tout à la fois mélangées et particulières. Avec la mondialisation, le monde devient un village global qui interpelle l'Eglise dans sa mission, sans toute fois perdre de vue que la Bonne Nouvelle dans le contexte africain se vit comme une présence aux multiples réalités du monde, pour la justice et la paix. Le concile Vatican II invite à scruter les

[549] GUTIERREZ Gustavo, *La Théologie de la libération, op. cit*., p. 91.
[550] Cf. DOUMENGE et *alii*, *La théologie de libération, op. cit.*, p. 16-17.

signes des temps et les signes de Dieu pour notre temps, invitation qui implique l'observation et l'écoute du monde tel qu'il se présente aujourd'hui. Et ces signes des temps ne peuvent que se percevoir dans une double fidélité à l'Evangile et à l'actualité. C'est dire que la mission de l'Eglise ne doit pas être une démission par rapport à la culture ambiante du moment. Le devoir du chrétien est à la fois dans l'Eglise et dans la société comme le relève la boutade du théologien protestant Karl Barth qui souligne que le chrétien doit avoir la Bible d'une main et le journal de l'autre. Pierre Claverie, évêque dominicain assassiné en 1996 en Algérie que cite Timothy Radcliffe affirme :

> « L'Eglise accomplit sa vocation quand elle est présente aux ruptures qui crucifient l'humanité dans sa chair et son unité. Jésus est mort écartelé entre le ciel et la terre, bras étendus pour rassembler les enfants de Dieu dispersés par le péché qui les sépare, les isole et les dresse les uns contre les autres et contre Dieu lui-même ».[551]

Ce qu'exprimait déjà d'une autre façon le concile Vatican II :

> « L'Eglise a le devoir, à tout moment, de scruter les signes des temps et de les interprêter à la lumière de l'Evangile, de telle sorte qu'elle puisse répondre, d'une manière adaptée à chaque génération, aux questions éternelles des hommes sur le sens de la vie présente et future et sur leurs relations réciproques ».[552]

Vivre sa vocation et sa mission exige que l'Eglise soit attentive à l'évolution continuelle du monde afin de manifester et d'actualiser le mystère de l'amour de Dieu pour l'homme comme le souligne encore le Concile Vatican II.[553] Si « l'Eglise est dans le monde de ce temps », c'est parce qu'elle doit se sentir solidaire de ce monde et s'efforcer de le regarder avec les yeux du Christ, d'en accueillir les attentes avec l'écoute du Christ et de l'aimer comme le Christ l'a fait. Elle doit lui révéler que le royaume de Dieu est à la fois « déjà là et pas encore » ; elle doit transmettre le message du Christ avec l'expression du oui de Dieu à ce monde quand il est celui de l'amour, du partage, de la justice, de la vérité, et du non de Dieu à ce monde quand il est celui de la haine, du péché, de l'injustice et de la pauvreté.

Il y a un rapport de la foi avec les problèmes de la société, il y a une parole de l'Eglise sur les questions sociales car l'Eglise ne peut rester neutre, ni se taire, le relativisme moral étant un danger comme l'a rappelé le pape Jean Paul II qui relève qu'une démocratie sans valeurs se transforme facilement en un totalitarisme déclaré. [554]

Quels sont les défis de la mission de l'Eglise en Afrique aujourd'hui ? Ce continent est crucifié par la souffrance, la violence et la pauvreté, les injustices et les maladies. La souffrance

---

[551] Ce passage est cité par Timothy Radcliffe, dans un article « La mission dans un monde en fuite : les futurs citoyens du royaume de Dieu », *in La DC*., n° 2245 (04-2001).
[552] *Gaudium et Spes*, n° 4.
[553] *Gaudium et Spes*, n° 45.
[554] Lire dans *Veritatis Splendor*, 101, et dans *Centesimus Annus*, 46.

est physique, psychologique et existentielle, et la violence autant endogène qu'exogène en l'homme et dans la relation avec les autres nations. La pauvreté est matérielle (dans un continent aussi riche sur tous les plans), et spirituelle. Ce continent est le terrain privilégié où sévissent toutes les forces d'oppression, d'exploitation, de domination ayant leur source dans l'ignorance, la misère matérielle, morale et sanitaire, le désarroi intellectuel et spirituel et l'arbitraire politique qui sont le lot quotidien des peuples. Dans ce contexte est-ce la même théologie de libération ou une, avec sa particularité ? Ou encore sur quoi axer la théologie pour que le discours social de l'Eglise, tout comme l'évangile atteigne ses véritables destinataires ?

B.4.3. La théologie de libération en Afrique

De grands théologiens africains et surtout camerounais tels que Engelbert Mveng, Jean-Marc Ela, Fabien Eboussi, Méinard Pierre Hebga, Eloi Messi-Metogo ont déjà réfléchi sur la question, en faisant démarquer une théologie de libération sud-américaine de celle africaine prenant par ailleurs en compte une mémoire blessée, ce que Mveng exprime en ces termes :

> « C'est qu'en Afrique, la pauvreté n'est pas seulement socioéconomique. C'est la conditionn humaine, dans sa racine profonde qui a été tarée, traumatisée, appauvrie. La pauvreté africaine est une pauvreté anthropologique.»[555]

La mission du chrétien africain comme dit Engelbert Mveng est de s'armer chaque jour et d'armer l'humanité et toute la création, les mobilisant derrière les forces du bien, de la justice, et de l'amour pour combattre la grande Babylone de l'injustice et et de la haine, et assurer ainsi la victoire de la vie sur la mort, de l'amour sur la haine et de la justice sur l'injustice. Le message de l'Eglise dans le contexte africain ne peut se vouloir que libérateur dans tous les domaines : politique, économique, social et culturel, la vie sociale étant aussi ce lieu où se décide la cause du salut ou celle de la perdition, d'où un accent particulier sur la mission prophétique de l'Eglise en Afrique pour dénoncer et annoncer.

Il faut dénoncer de l'intérieur le mal qui ronge l'Afrique, et les secteurs concernés par la libération sont autant culturels et religieux, qu'économiques et politiques, d'où la théologie de libération en Afrique, une théologie de libération qui se démarque de celle latino-américaine car la pauvreté socio-économique telle qu'elle est analysée en Amérique latine ne permet pas de rendre compte de la pauvreté telle qu'elle est vécue en Afrique. Pour beaucoup de

[555] MVENG Engelbert, *L'Afrique dans l'Eglise, Paroles d'un croyan*t, Paris, L'Harmattant, 1985, p. 209-210.

théologiens et pasteurs africains et camerounais, l'homme est pauvre en Afrique non parce qu'il « n'a pas », mais parce qu'il « n'est pas » d'abord[556], situation que Jean Marc Ela attribue à deux grands événements de l'Histoire que sont la traite négrière et le colonialisme qui, dit-il, ont atteint la condition humaine dans sa racine profonde qui a été traumatisée, appauvrie, d'où l'expression « pauvreté anthropologique » du théologien camerounais Engelbert Mveng.[557]

L'étendard de cette théologie de libération africaine est hautement porté par des théologiens camerounais dont le ténor est Engelbert Mveng que quelques théologiens dont le pasteur luthérien Kä Mana, considèrent comme un véritable père de l'Eglise en Afrique.[558] Le pasteur en parle en ces termes :

> « Avant de tomber lui-même, victime de ces forces qui l'ont lâchement assassiné, Engelbert Mveng les avait dénoncés avec une rare vigueur. Il était devenu une voix prophétique au cœur de la recherche théologique africaine qu'il a menée à un degré de conscience sociale et politique d'une extraordinaire fécondité. Dans cette mesure, il est un véritable Père de l'Eglise : celui qui a donné naissance à une dynamique dont nous sommes tous héritiers aujourd'hui ».[559]

Pour Engelbert Mveng qui préconise une lecture africaine de la Bible, le chrétien africain doit reconquérir son identité culturelle et spirituelle en s'opposant aux forces du mal et de la mort véhiculées par les puissances politico-économiques qui dirigent le monde. La reconstruction de l'Afrique pour lui n'est pas simplement une question économique et sociale, mais est l'oeuvre d'une spiritualité nouvelle inspirée de l'évangile.

Dans les mêmes perpectives, Meinrad Hebga se veut le défenseur d'une libération spirituelle dont la grande contribution est contenue dans son chef d'œuvre *Emancipation d'Eglises sous tutelle*[560] . Pour lui, un discours théologique africain, autonome et authentique, ne fait pas de doute, les moyens de cette autonomie recoupant le culturel, le politique, l'économique, le financier et le théologique dans lequel il s'est le plus investi, la guérison spirituelle étant une question majeure où le Christ se présente lui-même comme libérateur des gens possédés et tourmentés par les démons. Aussi fut-il très engagé dans le ministère des

---

[556] Cf. NGUEZI YA KUIZA, Hyacinthe, *Jésus-Christ peut-il être africain ? La longue marche des chrétiens et théologiens africains dans leur rencontre avec Jésus-Christ*, Belgique, Hovine, 1993, p. 123.
[557] MVENG Engelbert, *L'Afrique dans l'Eglise, paroles d'un croyant*, *Ibid*., p. 178.
[558] Engelbert Mveng, Jésuite, est né en 1930 au Cameroun. Historien, poète, artiste, philosophe et théologien, il a milité toute sa vie pour la dignité de l'homme négro-africain. Secrétaire général et membre fondateur de l'association œcuménique des théologiens africains (AOTA) il a dirigé pendant des décennies le département d'histoire de l'université de Yaoundé au Cameroun. Le 23 avril 1995 il est trouvé mort assassiné dans son domicile non loin de Yaoundé.
[559] KÄ MANA, *La nouvelle évangélisation en Afrique*, Karthala/clé, Paris, Yaoundé, 2000, p. 144.
[560] Meinrad Hebga est né en 1931 au Cameroun. Après ses études ecclésiastiques à Rome, il en fait en philosophie et psychopathologie à la Sorbonne à Paris. Il a enseigné dans plusieurs universités américaines et africaines et son ouvrage a paru chez Présence Africaine, Paris, 1976.

malades et dans la recherche dans le domaine de la sorcellerie jusqu'à ce que mort survienne en 2008.

Jean Marc Ela quant à lui est le théologien ayant fait de la pauvreté socio-économique son cheval de bataille, sa théologie se voulant pratique et africaine. Pour lui, la théologie africaine doit aider les parias de l'indépendance africaine à se libérer des structures socio-économiques et politiques qui les maintiennent dans une misère totale, et il revient aux chrétiens africains de lire la Parole de Dieu et d'y trouver des ressources spirituelles pour lutter contre les forces du mal qui paralysent la capacité de créativité en Afrique. C'est pourquoi :

> « Il importe de relire l'évangile sur le terreau même où l'homme tente de se concilier les puissances invisibles et de se protéger contre les forces occultes. La théologie africaine doit prendre en compte la manière dont l'homme se situe dans le monde et surmonte les conflits pertubateurs, le cadre social qui détermine l'attitude devant le mal et l'existence. En définitive, c'est toute la symbolique appartenant à l'imaginaire des peuples africains qui provoque notre réflexion théologique ».[561]

D'où l'urgence de *repenser la théologie africaine*[562] comme il l'écrit, une théologie africaine exigeant une véritable pédagogie du regard pour découvrir où en est l'Afrique afin de chercher ce qui fait sens dans la Révélation de Dieu, dans la condition concrète des hommes et des femmes africains. Si la théologie est un discours sur Dieu, elle doit s'interroger sur le Dieu dont elle parle en restant à l'écoute des questions des hommes et des femmes dont nous ne pouvons ignorer les situations, les inquiétudes et les aspirations.[563] D'autre part, faisant un petit procès et montrant les limites de la théologie de l'inculturation, Jean Marc Ela souligne :

> « Il faut en finir avec une praxis pastorale cultuelle et culturelle, plus soucieuse de l'africanité de la foi qu'attentive aux questions cruciales de l'exploitation des peuples des différentes régions d'Afrique ».[564]

L'Eglise en Afrique a un rôle à jouer dans la société pour rappeler sans cesse le droit de tout homme à être homme, pour être la voix des sans voix, pour promouvoir la justice et la paix, pour être le cri des valeurs outragées, pour dénoncer le mal, appeler au pardon, à la réconciliation. C'est là la préoccupation du deuxième synode africain qui a eu lieu à Rome du 4 au 5 octobre 2009 sur le thème « L'Eglise en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix ».

Dans *l'Instrumentum laboris*, le document de travail relatif à la préparation de ce synode, remis aux évêques africains au Cameroun en mars 2009, l'espérance est beaucoup mise

---

[561] Voir « Identité propre d'une théologie africaine », in GEFFRE Claude, *Théologie et choc des cultures*, Actes du colloque de l'Institut Catholique de Paris, (Collection « *Cogitatio Fidei* » 121), Paris, Cerf, 1984, p. 34.
[562] ELA Jean-Marc, *Repenser la théologie africaine, Le Dieu qui libère*, Paris, Karthala, 2003, 447 p.
[563] *Ibid*., p. 8.
[564] *Id.*, *Le cri de l'homme africain*, Paris, L'Harmattan, 1980, p. 116.

en valeur, sans toutefois étouffer les défis, ni cacher les problèmes brûlants, graves, les questions centrales pour la vie des personnes, à commencer justement par la justice, la paix et la réconciliation.[565]

Présentant la synthèse de ce document à Yaoundé en mars 2009, Mgr Nikola Etérovic relève que dans le premier des quatre chapitres, il est fait mention des points critiques des milieux culturels, économiques et politiques, et de quelques réflexions théologiques sur la réconciliation, la justice et la paix. Ces thèmes constituent la priorité dans le deuxième chapitre qui souligne que la notion africaine de la réconciliation est liée aux concepts de justice et de paix pour lesquels l'Eglise doit s'engager dans l'évangélisation et dans la promotion humaine au service de tous à travers ses institutions éducatives, sanitaires et les programmes de développement.[566]

Mais comment œuvrer théologiquement pour que ces questions sociales prennent vraiment naissance ? Est-ce à partir d'une démarche d'en haut ou d'une démarche d'en bas ? Autrement dit est-ce que le discours doit partir d'en haut ou d'en bas ?

C. L'orientation théologique pour la fécondité du discours social de l'Eglise au Cameroun

Dans la perspective théologique d'Engelbert Mveng, il ressort que la quête de la libération en Afrique dépasse l'économie, le social et le politique, la traite des Nègres et la colonisation, pense-t-il, ayant privé les Noirs de leur identité, de tout ce qui constitue le fondement de leur être-au-monde, de leur histoire, de leur culture et de leur langue. Il s'agit donc d'une problématique de la dignité de l'homme noir, plus précisément de la reconnaissance de cette dignité non seulement par autrui, mais aussi par le Noir lui-même. Et cette dignité tient à la fois de l'avoir et de l'être et invite à articuler le binôme libération et inculturation.

La doctrine sociale de l'Eglise, ne le perdons pas de vue, part des principes : principe de la dignité de la personne humaine et de ses droits, principe du bien commun, de la destinée universelle des biens, principe de subsidiarité et de solidarité, et des valeurs fondamentales de la vie sociale et familiale. Mais s'agit-il d'appliquer ces principes dans la vie des personnes, ce qui appelle la démarche déductive ? La doctrine sociale de l'Eglise est-elle applicable ? Marcel Clément qui consacre toute une œuvre à la réponse de cette question souligne :

---

[565] Lire le compte rendu fait par *l'Effort Camerounais* du 29 septembre 2009 sur la présentation de *l'Instrumentum laboris* par Mgr Eterovic Nikola, secrétaire général de ce synode.
[566] *Ibid*.

> « La mise en œuvre de la doctrine sociale relève (…) non de la 'déduction' logique à partir des principes, mais de la 'composition ', ou si l'on préfère, de la synthèse prudente de moyens adéquats avec la fin poursuivie (respect de la dignité de humaine), en tenant compte du nécessaire et du possible ».[567]
>
> « Si l'on veut que la doctrine sociale soit appliquée, il faut avoir la force de montrer sa connexion nécessaire avec un devoir moral qui ne dépend ni du lieu ni du temps. Un simple enseignement qui ne serait que cela, ni un simple discours n'y suffisent ».[568]

Cette dernière explication de Marcel Clément laisse sous-entendre qu'il y a un modèle chrétien qu'il conviendrait d'appliquer ici et là, ce que refute Marie-Dominique Chenu lorsqu'il préconise la méthode inductive pour scruter les signes de temps et définir l'enseignement social de l'Eglise. Aussi peut-il affirmer :

> « Le christianisme est une économie, et le royaume de Dieu se réalise dans l'histoire, dans laquelle l'apport de l'événement n'est pas qu'un simple ajout à une vision de l'homme qui existerait en elle-même, indépendamment de l'espace et du temps. (…). Le rapport entre libération et salut n'a de sens que s'il est historiquement situé. Autrement dit, la libération totale, définitive du Christ se médiatise toujours dans des libérations historiques partielles ».[569]

L'histoire du salut ne passe-t-elle pas par le salut dans l'histoire, condition pour que le discours social rejoigne son destinataire ? Comme méthode pour la fécondité de la doctrine sociale au Cameroun, elle se veut inductive, et elle a à dialoguer avec les cultures, le droit naturel et la Révélation chrétienne, bref n'a-t-elle pas à prendre chair en offrant une grande et large cohérence entre ses différentes sources d'inspiration comme le souligne Jean-Yves Calvez ? :

> « L'Eglise qui dit avoir reçu de toutes les cultures, ne doit pas songer à élaborer sa doctrine sociale sans dialoguer avec elles : c'est-à-dire avec les coutumes et les pratiques des peuples, avec leur droit, avec leurs sciences humaines et la philosophie sociale…Il paraît donc qu'est requise une bien autre collaboration avec les instances de la réflexion humaine sur les divers problèmes sociaux, économiques, politiques, juridiques que les consultations occasionnelles qui ont déjà été pratiquées dans le passé ».[570]

Le discours social de l'Eglise doit être avant tout un fondement et une motivation à l'action car par elle, l'Eglise presse d'appliquer et cherche à promouvoir des changements structurels dans la société afin de procurer des conditions de vie dignes de la personne humaine. Mais dans le contexte camerounais, ce changement tarde à venir, l'appel au redressement de la nation sur tous les plans ne semble pas avoir porté beaucoup de fruit quant aux maux dénoncés dans le discours social. Il est à rappeler que l'efficacité, la fécondité de ce discours ne va pas dépendre

---

[567] CLEMENT Marcel, *La doctrine soiale de l'Eglise est-elle applicable ?*, Paris, L'Escalade, 1985, p. 36.
[568] *Ibid.*, p. 37.
[569] CHENU Marie-Dominique, *La doctrine sociale de l'Eglise comme idéologie*, *op. cit.*, p. 90-91.
[570] CALVEZ Jean-Yves, *Les silences de la doctrine sociale catholique*, *op. cit.*, p. 129.

de l'effort exclusif de l'homme, mais d'abord comme un don de Dieu, fruit de la conversion des mentalités et des cœurs dans la docilité à l'Esprit Saint comme le rappelle le Synode des évêques :

> « La situation économique, sociale et politique actuelle de l'Afrique est préoccupante à plusieurs égards. L'Evangile doit prouver son efficacité dans la transformation des sociétés humaines, en travaillant à la conversion du cœur de l'homme. Dans de nombreux pays, des baptisés ont de grandes responsabilités au plan économique et politique. Dans beaucoup de pays aussi, l'Eglise catholique représente une force potentielle considérable pour la promotion de l'homme, la justice et la paix. En ce moment précis, l'Afrique a besoin d'un nouvel engagement des chrétiens et de tous les hommes de bonne volonté… Beaucoup jugent de la crédibilité de l'Evangile à partir de la capacité des chrétiens à travailler pour la promotion de l'homme, la justice et la paix ».[571]

Cette prise de parole du synode invite à penser une Eglise et une théologie où la place les laïcs serait d'un grand apport pour que le message évangélique et social de l'Eglise puisse prendre racine, avec bien sûr, l'appui essentiel de l'Esprit Saint qui reste le maître d'œuvre. Le décret conciliaire *Apostolicam Actuositatem* sur la vocation des laïcs à l'apostolat rappelle la place des laïcs comme des membres d'un corps où aucune partie ne fonctionne de façon passive, mais participe à la vie et à l'activité générale du corps, le propre de l'état des laïcs étant de mener leur vie au milieu du monde et des affaires profanes où ils exerçent ainsi leur apostolat dans le monde à la manière d'un ferment. [572] La Constitution dogmatique *Lumen Gentium* traitant des devoirs des membres de l'Eglise non seulement redéfinit la notion de laïcs, mais aussi sa mission en ces termes :

> « Le temporel est un domaine propre aux laïcs et qui les caractérise… De par leur vocation propre, il revient aux laïcs de chercher le royaume de Dieu en administrant les choses temporelles et en les ordonnant selon Dieu. Ceux-ci vivent dans le siècle, engagés dans toutes et chacune des affaires du monde, plongés dans l'ambiance où se meuvent la vie de famille et la vie sociale dont leur existence est comme tissée. C'est là qu'ils sont appelés par Dieu, jouant ainsi le rôle qui leur est propre et guidés par l'esprit évangélique, à travailler comme de l'intérieur, à la manière d'un ferment, à la sanctification du monde et à manifester ainsi le Christ aux autres, principalement par le témoignage de leur propre vie…C'est à eux qu'il revient particulièrement d'illuminer et d'ordonner toutes choses temporelles, auxquelles ils sont étroitement liés, en sorte qu'elles soient toujours accomplies selon le Christ qu'elles croissent et soient à la louange du Créateur et rédempteur ».[573]

---

[571] Synode des Evêques. Assemblée spéciale pour l'Afrique, *l'Eglise en Afrique et sa mission évangélisatrice vers l'an 2000. « Vous serez mes témoins »* (Ac. 1, 8), Rome, 1990, n° 85.
[572] Cf. Décret *Apostolicam Actuositatem*, n° 2, promulgué le 18 novembre 1965.
[573] Constitution dogmatique *Lumen gentium*, n° 31, promulguée le 21 novembre 1964.

Dans cette perspective théologique et ecclésiologique, Mgr Thomas Nkuissi,[574] suite à la réorganisation pastorale effectuée dans le diocèse de Nkongsamba en 1988 disait dans son homélie de Noël 1988 à la Cathédrale :

> « Il nous reste à expliquer que l'Eglise n'est pas l'affaire des prêtres. Vous avez sans doute entendu parler des réformes qui sont intervenues dans le diocèse depuis les grandes vacances. Vous entendrez parler de celles qui ont été faites dans la paroisse-même de la Cathédrale. Les réformes se résument ainsi : l'évêque a créé de nouvelles paroisses. Certaines, parce que non encore équipées, sont appelées 'secteurs paroissiaux'. Mais pour simplifier, appelons-les toutes paroisses. Avant il y avait 35 paroisses, aujourd'hui il y en a 131. Avant il y avait 3 doyennés, maintenant il y en a 17…Comment en est-on arrivé là ? C'est que la paroisse n'est plus fondée sur les prêtres, mais sur les chrétiens. Il y a des chrétiens partout maintenant. Les chrétiens d'un même endroit s'organisent en communauté pour lire l'Evangile, la Bonne Nouvelle, et pour l'annoncer à leur voisin qui l'ignore. Mais pour remplir cette fonction, les chrétiens du diocèse ont besoin de l'assistance de prêtres plus nombreux et de sœurs plus nombreuses ».[575]

Il y a à développer et à encourager une théologie du laïcat ou une théologie qui laisse jouer à chaque catégorie du peuple de Dieu sa place et son rôle, autant dans la participation à l'élaboration qu'à la réception du message évangélique, d'où la structuration pastorale qui en découle. Le principe de subsidiarité que défend fermement l'Eglise ne peut-il pas prendre chair dans la vie même de l'Eglise ? La lettre pastorale des évêques du Cameroun en 1988 sur 'l'engagement des laïcs dans la vie de la nation', n'est-elle pas, non seulement un rappel profond de la place des laïcs dans la société, mais aussi dans l'Eglise locale qui à bien d'égards, reste trop cléricale ou pyramidale ?

Dans le contexte africain d'aujourd'hui, la mission de l'Eglise est d'abord prophétique, une mission prophétique se fondant sur ses convictions spirituelles, centrées sur la personne du Christ, sur son œuvre et son enseignement. C'est en son nom que les chrétiens prennent position et agissent. Inspirés par son exemple et son exigence d'amour, ils enseignent, proclament, guérissent et aident. Le Christ est le principe fondamental dans l'interprétation de la Bible, dans l'éthique personnelle et collective et dans la présence au monde. Et la vocation prophétique n'est pas d'abord perçue seulement comme une protestation verbale même, mais

[574] Mgr NKUISSI Thomas, évêque de Nkongsamba de 1973 à 1992 a fait de la place et de la mission des laïcs dans l'Eglise et de l'inculturation son cheval de bataille durant tout son épiscopat comme évêque diocésain. Son diocèse est le tout premier au Cameroun à disposer d'un conseil diocésain de laïcs créé en 1974, sa passion pour l'inculturation du message chrétien dont il est le père au Cameroun ayant contribué à sa démission du siège de Nkongsamaba en 1992. Tombé malade en février 2011, il décède le 16 mars à Nkongsamba où il est inhumé le 25 mars 2011. Il est considéré à juste titre comme le bâtisseur de ce diocèse.

[575] Extrait de l'homélie de Noël 1988 donnée par Mgr Thomas NKUISSI, *in Réorganisation Pastorale du diocèse de Nkongsamba*, Evêché de Nkongsamba, décembre 1989, p. 96-97.

aussi comme une manifestation première dans un mode de vie, dans un vécu communautaire. Aussi le chapitre quatre de *l'Instrumentum laboris* propose-t-il une réflexion sur le témoignage de vie de tous les membres du peuple de Dieu, en incluant l'entretien des structures ecclésiales et en mettant un accent particulier sur la mission des chrétiens engagés dans la société dans tous les domaines politique, économique, éducatif, sanitaire, culturel, médiatique et dans des organismes internationaux. C'est par eux qui sont dans le monde que la Bonne Nouvvelle prend racine et que la doctrine sociale peut le faire.

Aujourd'hui en Afrique où le défi est à la fois celui de l'identité culturelle et celui de la libération, où le champ de la rencontre avec Jésus Christ prend en compte les dimensions économiques et politiques, culturelles et religieuses, la théologie africaine est celle du salut mettant en lien la Révélation (Dieu) et la terre (Homme), surmontant l'écart entre le discours sur Dieu et la réalité d'ici bas. Cette démarche se fera par une réflexion théologique participative de tous les membres de l'Eglise, principalement par cette partie du corps qu'est le laïcat (théologie du laïcat ou théologie d'en bas), acteur principal des questions sociales et temporelles. Il s'agit de prendre en compte les défis des peuples africains et les horizons dans lesquels ils vivent, car la Bonne Nouvelle du salut concerne l'homme dans sa totalité et l'Eglise dans l'ensemble de sa vie organique où chaque membre est à l'œuvre et accomplissant sa mission propre. Aussi :

> « L'engagement de l'Eglise Catholique qui est au Cameroun dans la lutte contre la misère se caractérise par des actions de promotion humaine… avec cinq priorités : développement communautaire, éducation, santé, justice et paix… la création des services sociaux diocésains et nationaux sur la caritas, le développement, l'éducation, la santé ».[576]

[576] Lire l'article intitulé « L'Eglise dans la lutte contre la pauvreté », *in L'Effort Camerounais*, n° 259 du 16 au 29 août 2001, p. 3.

CONCLUSION GENERALE

L'étude sur le concept de réception telle qu'elle apparaît dans le débat théologique nous a amené à saisir le concept dans ses sens stricts et analogiques en nous appuyant sur les grands ténors de la question de réception que sont Aloys Grillmeier, Yves Congar et gilles Routhier. Et pour mieux éprouver les résonnances de ce concept en théologie, nous avons élargi son application à des champs disciplinaires plus larges. Il en a été question dans le domaine de la littérature avec des auteuts tels Hans Robert Jauss et Rita Schober, dans le domaine du théâtre avec Patrice Pavis, et enfin en droit canon avec des auteurs tels Geoffrey King et Jean Gerson. Dans l'une comme dans l'autre des displines sus évoquées, il y a réception lorsque le message atteint le destinataire qui n'est pas un objet, mais un sujet, la réception étant un processus par lequel un individu, un groupe, un peuple fait sien une parole ou une vérité qui lui est dite, ce qui suppose le dialogue, le jugement, le consentement et la communiopn. La réception, telle que la décrit Gilles Routhier, appelle des facteurs à prendre en compte que sont : l'objet, le lieu, l'espace, et le temps. Elle suppose des normes (écoute, échange, dialogue). Et ce qui est à transmettre et à recevoir en théologie, c'est le bien spirituel en un lieu, et à un moment donné. Le processus suppose le dialogue et l'écoute des partenaires, et met en relief le sens de la foi du peuple de Dieu (*sensus fidelium*).

Comment une telle théorie de la réception s'applique-t-telle à la doctrine sociale de l'Eglise dans le contexte du Cameroun de 1955 à 2000 ? Notre étude prend en compte les réalités socio-politiques, économiques, culturelles et sanitaires au Cameroun durant cette période, tout en saisissant d'abord l'évolution et le contenu de la notion de doctrine sociale de l'Eglise que développent des théologiens tels Jean-Yves Calvez et Marie-Dominique Chenu, et la façon dont le magistère la conçoit. Si ces théologiens expliquent comment s'opère le passage de l'expression « l'enseignement social » à celle de « doctrine sociale », avec les nuances que comportent les deux expressions, celle de « doctrine sociale » est préférée car cet enseignement par des principes permanents que sont : la dignité humaine inaliénable, le caractère sacré de la vie humaine et le rôle central de la famille, l'importance de la liberté de pensée et de religion, le bien commun et la destination universelle des biens. Si pour certains théologiens l'expression doctrine sociale renvoie aux documents officiels de Léon XIII à Pie XII, et dans lesquels l'Eglise proposait sa conception du monde, de l'homme, de la société, de l'histoire, l'ensemble constitué de propositions et de directives dont le contenu constitue « une doctrine » plus ou

moins organique dans les catégories sociales et religieuses,[577] le magistère quant à lui la définit comme une formulation précise des résultats d'une réflexion attentive sur les réalités complexes de l'existence de l'homme dans la société et dans le contexte international à la lumière de la foi et de la tradition ecclésiale. Le but principal est d'interpréter ces réalités, en examinant leur conformité ou leur divergence avec les orientations de l'enseignement de l'évangile sur l'homme et sur sa vocation à la fois terrestre et transcendantale, d'orienter le comportement chrétien. Aussi relève-t-elle du domaine de la théologie morale.[578] Pour le magistère, elle a valeur d'instrument d'évangélisation et annonce Dieu et le mystère du salut à tout homme et révèle l'homme à lui-même. Sous cet unique éclairage, elle s'occupe des droits humains, de la famille et de l'éducation, des devoirs de l'Etat, de l'organisation de la société nationale et internationale, de la vie économique, de la culture, de la guerre, de la paix du respect de la vie depuis le commencement de la conception jusqu'à la mort.[579]

Le lieu inspirateur de notre sujet a été l'expérience douloureuse faite par un évêque camerounais, Mgr Albert Ndongmo, évêque du diocèse de Nkongsamba, qui fit des questions sociales un cheval de bataille dans l'exercice de sa mission épiscopale, une bataille au bout de laquelle n'ont résulté que silence, isolement, tortures, exil et mort en exil, expérience qui nous a permis de nous interroger sur les tenants et les aboutissants d'une telle situation, bref sur la réception de son discours. Cette douloureuse expérience nous a ouvert de plus larges horizons de réflexion suite à un enseignement reçu sur le thème de la réception et que nous avons appliqué à la doctrine sociale de l'Eglise au Cameroun, le véritable problème étant celui du rapport entre ce qui est enseigné et ce qui est vécu, bref entre évangile et vie.

Les questions sociales constituent une priorité dans la mission d'enseignement des évêques du Cameroun. Cet enseignement est-t-il reçu au regard du processus que décrit Gilles Routhier, et jusqu'où, compte tenu du contexte camerounais ?

L'étude du contexte sociopolitique, religieux, économique, culturel et sanitaire nous permet d'examiner la réception de cette doctrine sociale, une étude du contexte marquée par quelques temps forts correspondant aux grandes mutations politiques et religieuses au Cameroun, notamment de 1955 à 1960, de 1960 à 1982, de 1982 à 1990, et de 1990 à 2000.

La première étape de 1955 à 1960 conduisant à l'indépendance en 1960 est marquée par des conflits iédologiques et armés, animés par les différents partisans des deux blocs idéologiques de l'Est dit communiste et de l'Ouest dit capitaliste. Dans ce contexte, l'Eglise du

[577] CHENU Marie-Dominique, *La doctrine sociale de l'Eglise comme idéologie*, *op. cit*., p. 96.
[578] Cf. JEAN-PAUL II, *in Sollicitudo rei socialis*, *op*., 41
[579] *Id*., *Centesimus annus*, 41

Cameroun fait entendre son message social dans lequel elle prend position contre le communisme, sur l'indépendance à venir, sur l'école, et sur la place de Dieu dans la Constitution, ceci par des lettres pastorales et des lettres adressées aux autorités politiques.

La seconde étape de 1960 à 1982 quant à elle est une période charnière, car il faut mettre sur pied les institutions et les bases d'un pays véritablement indépendant, tout en assayant l'autorité de l'Etat dans un contexte de contestations et de violences qui ont accompagné l'indépendance en 1960. La voix de l'Eglise se fait entendre tant au pouvoir politique en place qu'au parti UPC interdit en 1955 qui a choisi la lutte armée comme moyen le moyen pour s'exprimer. Par ailleurs, cette même Eglise s'évertue au moyen des œuvres sociales, caritatives, sanitaires, scolaires et des projets de développement à jouer un rôle dans le développement du Cameroun. Aussi lui attribue-t-on les premières écoles, les centres de santé, et toutes les premières initiatives de formation, d'animation et de développement à considérer les 250 projets de développement soutenus par le CCFD au Cameroun entre 1962 et 1975, projets dans lesquels il y a une place considérable accordée aux mouvements d'Action Catholique par lesquels la société devait renouvelée chrétiennement selon Pie XI.

La troisième étape de 1982 à 1990 est marquée par le changement politique au sommet de l'Etat et l'avènement de la crise économique. L'Eglise du Cameroun prend position face aux situations qui en résultent, notamment sur la crise économique dont les évêques font une analyse froide des causes endogènes et exogènes avant de donner un enseignement sur la responsabilité, la justice, le bien commun et sur la destination universelle des biens. Par ailleurs ils invitent toutes strustures ecclésiales du Cameroun à animer et à mettre sur pied des comités de gestion, des comités de développement pour la gestion transparente des biens de l'Eglise.

De 1990 à 2000, suite au vent de démocratie venu des pays de l'Est en 1989, c'est le pluralisme politique qui est au cœur du débat et de la vie politique, le parti politique unique et donc la pensée unique qui a toujours eu seul droit de cité jusque là ne voulant pas s'ouvrir à ce pluralisme politique. Face au douloureux accouchement du multipartisme qui engendre des troubles sociaux et politiques mortels, l'Eglise du Cameroun par la voix des évêques prend position et invite les Camerounais de tout bord à œuvrer dans la paix, le respect des personnes et de la vie, pour l'édification d'un Cameroun meilleur pour tous. La lettre pastorale contre la corruption dont elle dévoile le mécanisme est venu couronner leur initiative sociale en novembre 2000. Par ailleurs, par des œuvres socio-caritatives et de développement telles que les écoles, les hôpitaux, les centres d'animation et de formation au développement et avec l'appui des organismes d'aide au dévéloppement dont le CCFD est le prototype, l'Eglise du Cameroun a sû concilier évangélisation et promotion humaine ou encore foi et développement.

Ce message social de l'Eglise du Cameroun a-t-il été reçu ? A-t-il rencontré ses véritables destinataires ? A-t-il transformé la mentalité du Camerounais ? Il ne fait aucun doute qu'en matière de l'école, des œuvres sociales sanitaires et et culturelles et dans autres initives de développement l'Eglise du Cameroun a été en avant-garde et a joué les premiers rôles jusqu'à l'indépendance en 1960. Même si l'Etat dès lors a pris la relève, le rôle que joue l'Eglise jusqu'en 2000 en ces domaines reste indéniable à considérer les statistiques sur l'école catholique, les centres de santé (annexe 24 et 25) et bien d'autres œuvres sociales et de formation au développement qui font parti des moyens de l'évangélisation, d'où une forte relation entre questions sociales et évangélisation.

Le second baromètre pour vérifier la réception de son message ce sont les réponses aux questionnaires. Des différentes réponses venues des trois catégories de personnes à qui ils ont été adressés, il ressort que les destinataires du message le reçoivent, bien qu'il y ait des difficultés de réception, et compte tenu aussi de certaines particularités du milieu, la réception supposant, et c'est le troisème baromètre, un changement de mentalité qui malheureusement n'est pas encore effectif, signe que le processus exige du temps. Aussi la réception, appliquée à la doctrine sociale de l'Eglise au Cameroun, obéirait-t-elle à quelques particularités n'entrant pas dans le processus que décrit Gilles Routhier. Une des particularités de ce contexte camerounais réside dans la question de la scolarisation et de la culture. Le fait que l'école est payante pour la plus large majorité des enfants qui dès lors ne peuvent être alphabétisés et scolarisés est un obstacle majeur car sans savoir lire et écrire, il est difficile d'entrer dans le dialogue entre camerounais qui n'ont que, les langues officielles : le français et l'englais pour communiquer, ces langues ne s'apprennant qu'à l'école. Beaucoup de parents, par manque de moyens financiers, ne peuvent pas assurer les frais de scolarité à leurs enfants parce qu'ils ont un pouvoir d'achat trop faible suite à la mévente des produits de première nécessité comme le café et le cacao qui sont des produits d'exportation, le pays étant agricole à 80%. Ces situations sont favorables à l'analphabétisation au taux assez important. Par ailleurs, la structure socio-culturelle axée sur l'obéissance et le respect absolu du chef n'est pas encore celle du débat, de l'altérité et de l'échange, démarches incontournables d'après Gilles Routhier, pour qu'on parle d'une véritable réception.

Dans leur enseignement, les évêques mettent l'accent sur les questions sociales, et cet enseignement est relayé avec plus ou moins de succès dans les structures de vie, de fonctionnement et de gouvernement de l'Eglise au Cameroun. Il s'agit des conférences épiscopales provinciales ou régionales, des diocèses, des paroisses, des mouvements

d'apostolat, des lieux de formation, sans oublier une faible reprise de ce discours dans le débat politique.

Par ailleurs, les thèmes ou les questions abordées, nous le constatons, prennent en compte les problèmes qui sont concrets et d'actualité au Cameroun, lesquels sont par ailleurs communs d'une façon ou d'une autre à tous les hommes quelqu'en soient les cieux. C'est le cas des thèmes ou des questions de la politique, de l'économie, de l'accompagnement de la croissance de la société civile (la famille, l'enseignement catholique, la santé, la communication sociale, l'apostolat des laïcs). Si ces questions sont communes, elles ne se posent pas de la même façon, d'où la particularité dans l'approche des solutions ou des réponses. Aussi ne pourra-t-on jamais envisager la réception en faisant fi de la médiation culturelle, ni en perdant de vue qu'elle est évolutive et contextuelle car il en est de la réception de la doctrine sociale de l'Eglise comme de la théologie qui peut être africaine, américaine, asiatique ou occidentale. Les évêques ont enseigné, forts des réalités camerounaises, mais aussi en reprenant le discours du magistère universel sur les questions sociales.

Pour vérifier la réception du discours social des évêques du Cameroun, nous avons mené une enquête par des questionnaires (réponses en annexe 20 à 21) enquête limitée, pour des raisons matérielles, à quelques diocèses représentatifs des réalités humaines, socio-politiques et géographiques du Cameroun. Ces diocèses sont Yaoundé, Douala, Nkongsamba, Bafoussam, et dans une moindre mesure le diocèse de Bamenda. Il se dégage de l'enquête que l'enseignement social des évêques du Cameroun est repris ou relayé avec bien sûr des obstacles liés à cette société : analphabétisation, rapports sociaux trop accentués sur les tribus et les ethnies, manque du sens civique et communautaire, manque d'implication personnelle par ignorance, pauvreté des supports écrits. Le questionnaire réponse révèle qu'il y a très peu de personnes à avoir lu les lettres pastorales, ceci selon qu'on se trouve en milieu urbain ou rural.

A Yaoundé par exemple, le pourcentage des lecteurs de certaines lettres pastorales est plus élevé qu'à Nkongsamba, Yaoundé étant un milieu urbain, et Nkongsamba rural, le milieu urbain offrant plus de possibilité d'information, de formation et de culture. Par ailleurs, une majorité en milieu rural, n'a entendu parler que de l'une ou de l'autre lettre pastorale. Une catégorie, celle ne pratiquant pas, n'en a jamais entendu parler. D'autres disent avoir entendu dire que les évêques ont écrit sur la politique, l'économie, la famille, la corruption, le tribalisme et que c'est très bien. L'ensemble de ces situations peut s'expliquer par le fait qu'il y en a qui ne savent pas lire, d'autres qui n'ont pas le temps et la culture de la lecture, et d'autres encore qui n'ont pas pu disposer, faute de moyen, de ce discours ou qui sont indifférents.

Par ailleurs il apparaît aussi que les thèmes contenus dans cet enseignement n'ont peut-être pas été repris comme tels au sein de certains comités ou communautés chrétiennes qui fonctionnent pourtant dans la plupart des paroisses des diocèses du Cameroun. Une des explications pourrait provenir du fait que dans certains diocèses, il n'y aurait eu aucun relais de l'une initiative sur les questions sociales, ni aucun relais d'une ou de l'autre lettre, communiqué, ou déclaration par manque de moyens financiers, de support écrit ou tout simplement de volonté manifeste lorsque le souci du pasteur sous certains cieux est savoir d'abord comment et ce qu'il va manger.

Gilles Routhier, parlant de réception, met l'accent sur le dialogue, l'échange et l'écoute comme éléments déterminants. Mais peut-on dire à partir de ces difficultés affirmer que toutes les cultures, toutes les mentalités qui ne sont pas celles de l'écoute, du dialogue et de l'échange ne vivent pas la réalité de la réception, ou ne la vivent pas à leur manière ? Et dans le cas de la réception de la doctrine sociale de l'Eglise au Cameroun, compte tenu de sa particularité, ne peut-on pas parler de types de réception (de type africain ou selon les cieux) comme il en est de la théologie américaine, africaine ou asiatique ?

Les maux que dénoncent les évêques persistent toujours, à lire tout ce qui est écrit et dit au Cameroun après l'année 2000 sur l'existence de la corruption, du tribalisme, des détournements de fond public, de la mauvaise gouvernance et de la mauvaise gestion. Aussi peut-on affirmer, que compte tenu du fait que tous les efforts n'ont pas fini de modifier les comportements ou de transformer les mentalités, que soit, le processus n'est jamais atteint, soit le chemin pour y arriver demande du temps et comporte des niveaux, ce qui ferait parler aussi, non seulement des types, mais aussi des niveaux de réception, en fonction de l'espace et du temps.

Etant donné que la doctrine sociale de l'Eglise n'a pas assez d'universalité pour être reçue partout et de la même façon comme tout message bien que destiné à tous, étant donné l'influence des contextes culturels propres dans la transmission et de la réception de ces messages, la médiation culturelle aidant surtout dans le contexte de la mondialisation, quelles sont les perspectives ecclésiales, pastorales et théologiques à envisager pour que ce message social soit effectivement reçu dans le contexte camerounais ?

La première mesure pastorale c'est l'alphabétisation, la scolarisation et l'instruction. L'école est un lieu d'éducation et de formation à l'altérité, à la différence, mais aussi à la ressemblance. Elle favorise la sortie de la logique de l'ethnie et du clan ; et ouvre à d'autres relations, à d'autres idées et à d'autres réalités, bien que l'effet contraire puisse parfois surgir.

Elle est nécessaire au lien social tel que le souligne Marcus Ndongmo[580], d'où l'urgence de l'école catholique pour former et éduquer dans ces perspectives.

Par ailleurs la doctrine sociale de l'Eglise devra faire partie explicitement de l'évangélisation, du programme catéchétique et de formation des ouvriers apostoliques et du programme scolaire. Le fait que le synode africain d'octobre 2009 en fait un thème propre augure des aubes nouvelles sur ce thème qui n'était qu'un chapitre effleuré au précédent synode de 1994. Pourquoi ne pas en faire une priorité et pour une période donnée comme c'était le cas, pour l'étude au niveau de l'Eglise universelle et durant trois ans, d'autres thèmes tels que « l'Année de la parole » ou « l'Année de saint Paul » ?

Cela reviendrait à dire que pendant trois ans, c'est le thème de la doctrine sociale de l'Eglise sous ses différents aspects qui traverse toutes les initiatives pastorales et toutes les prédications et les homélies sans que les pouvoirs publics et politiques sous certains cieux y voient une ingérence de l'Eglise dans les questions politiques, économiques et sociales. Ces questions intéressent et interpellent aussi bien l'homme de foi que l'homme non croyant, tous deux vivant dans le même monde et partageant ses joies et ses peines. Le chrétien, bien que aspirant au ciel n'est-il pas citoyen de la terre ?

Comme attitudes ecclésiales, il est urgent que les responsables de l'Eglise et l'Eglise du Cameroun reçoivent eux-mêmes. Il faut que cette Eglise se reçoive elle-même ou qu'elle reçoive son enseignement social sur la justice, la charité, la solidarité qui doivent régner dans les relations entre diocèse du Cameroun dont les uns très riches et d'autres très pauvres, et même à l'intérieur ded diocèses où certaines paroisses sont très riches et de'autres pauvres. Une communion entre diocèses et entre paroisses est requise, la bonne gouvernance et la bonne gestion devant pour que la réception prennne moins de temps à pénétrer les mentalités. Ainsi, les dictons « médecin guéris-toi toi-même » et « l'exemple vaut mieux que la leçon » garderont toujours toute leur actualité.

Par ailleurs c'est sous la responsabilité de l'évêque que le peuple de Dieu vit la réception. Si dans beaucoup de diocèses les sources ont manqué pour vérifier la reprise de ce discours, on pourrait penser, et avec raison, que ce discours, sous certains cieux est absent parce que certains parmis les évêques n'y croient pas du tout, ou parce qu'ils pensent que leur milieu n'est pas concerné. Le silence ou le peu d'intérêt pour certains d'entre eux pouvant s'expliquer par le fait qu'ils pensent que beaucoup de ces discours sont de l'initiative de

[580] Père NDONGMO Marcus, enseignant à l'UCAC de Yaoundé au Cameroun, a soutenu une thèse en théologie morale en ce sens à L'Institut Catholique en 1998 sur *L'œuvre scolaire de l'Eglise catholique au service du lien social en Afrique, perspectives éthiques et théologiques de la mise en place de l'école*, 417 p. Voir à la bibliothèque de l'Inistitut Catholique de Paris, Côte 9099 Th 739.

certains leaders au sein de l'épiscopat comme cela a été dit du cas de la lettre pastorale sur le tribalisme en 1996. Aussi un des lieux des difficultés de la réception du discours social est-il le silence dont certains des évêques ont parfois fait preuve dans leur diocèse après une prise de position collective sur des questions précises, attitude qui met à nu la difficulté de cette Eglise à recevoir son propre discours.

Les évêques du Cameroun ont à faire leurs ces recommandations du pape Benoît XVI aux évêques ougandais à l'occasion de leur visite *Ad Limina Apostolorum* le 5 mars 2010, recommandations que rapporte et condense *Vatican information Service* (V.I.S.) un des organes d'information du Saint Siège en ces termes :

> « Premiers agents de l'évangélisation, les évêques doivent être des témoins exemplaires de la solidarité qui naît de la communion dans le Christ. Dans un esprit de charité chrétienne, les diocèses les plus riches, matériellement comme spirituellement, doivent aider les autres, tandis que les communautés doivent tendre à l'auto suffisance. Le peuple doit développer son sens de la responsabilité et d'appartenance à la communauté qu'est l'Eglise, dans un véritable esprit catholique ouvert aux besoins de l'Eglise universelle'. Vos prêtres, a ajouté le Saint Père, comme ministres d'évangélisation, doivent être les bénéficiaires de votre grande attention paternelle. En cette année sacerdotale… encouragez-les à prier et à être vigilants face à l'égocentrisme, aux ambitions mondaines ou politiques, à un excès de référence familiale ou au clan ».[581]

Si l'inculturation, telle que la définit Jean Paul II dans l'encyclique *Slavorum Apostoli* en 1985 à l'occasion des célébrations du bicentenaire de l'évangélisation des peuples slaves par les saints Cyrille et Méthode, est l'incarnation de l'Evangile dans les cultures autochtones, en même temps l'introduction de ces cultures dans la vie de l'Eglise, il n'en demeure pas moins vrai que l'Evangile doit purifier toutes les cultures. Aussi, la notion Eglise-Famille en Afrique doit-elle être bien purifiée pour ne pas tomber dans la conception négative « africaine » où le chef est chef, détient tous les pouvoirs qu'il exerce de façon absolue sur ses sujets. Cette conception du chef ne serait-elle pas une tentation pour certains pasteurs qui n'échappent pas aux maux dont souffrent l'Afrique et les Africains, (tribalisme, favoritisme, népotisme, mauvaise gouvernance et gestion) et qui seraient tentés de gérer l'Eglise locale comme une propriété personnelle ? Le droit canon ne fait-il pas de l'évêque à la fois l'exécutif, le législateur et le judiciaire[582] bien qu'il lui soit recommandé dans certains cas, de déléguer

[581] Lire dans *Vatican Information service*, 43 (05-03-2010) 2.
[582] Cf. *Code De Droit Canonique latin-français*, traduction française, Centurion-cerf-Tardy, 1984, C. 391§1-2§

certains pouvoirs qui ne sont que « délégués » avec des limites ». Augustin Ramazani Bishwende va en ce sens lorsqu'il fait l'étude métaphorique de la notion de l'Eglise Famille.[583]

A la lumière de cette étude, n'y a-t-il pas lieu que le droit canon dans l'Eglise, et même un droit canon africain,[584] encadre en Afrique la mission du gouvernement de l'évêque qui, dans ce continent, reste marqué par ce penchant à être chef à la manière des chefs traditionnels et chefs politiques africains ? Il en va ainsi de la réception de la Bonne Nouvelle qui appelle le dialogue et l'altérité avec les hommes et le monde étant donné que c'est tout le corps de l'Eglise qui reçoit, dans la diversité des personnes et des structures, dans la diversité des dons et des charismes, sous la présidence de l'évêque, et qui fait advenir la réception, et la réception dans le diocèse, de tout enseignement qu'il soit social, catéchétique ou doctrinal.

Par ailleurs, en plus de la théologie à développer qui serait une théologie de libération pas d'abord économique, mais anthropologique, la pauvreté en Afrique n'étant pas d'abord « qu'on n'a pas, mais qu'on n'est pas », il y a à mettre sur pied une théologie du laïcat dans cette Eglise du Cameroun où la « caste sacerdotale » s'est mise en route par rapport aux laïcs par qui peut s'opérer le vrai changement au niveau de la société et sur les plans. Ce combat pour la promotion du laïcat fut aussi un cheval de bataille pour Mgr Thomas Nkuissi évêque de Nkongsamba au Cameroun, et pour Yves Congar[585] dont les empreintes ont été manifestes dans le Décret concilaire sur l'Apostolat des laïcs (*Apostolicam Actuositatem*), ceux par qui peut s'opérer tout changement profond de mentalité dans la société et dans le monde.

---

[583] RAMAZANI BISHWENDE Augustin, *Eglise-Famille-de-Dieu, esquisse d'ecclésiologie africaine*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 62-63.

[584] Constantin YATALA NSOMWE plaide pour un droit canon africain, lire son intervention au colloque sur la théologie africaine organisé en novembre 2009 à l'université de Strasbourg et intitulé « Le droit ecclésial et la canonisation du droit coutumier en Afrique subsaharienne. Pour un droit canonique africain », *in Revue des Sciences religieuses*, n° 2, avril 2010, p. 245-262. Il le fait dans la perspective de l'inculturation qui consiste aussi à ce que les coutumes africaines soient éclairées par l'évangile. Dès lors, le pouvoir religieux, dans le contexte actuel africain (où certains responsables religieux n'échappent pas aussi aux élans tribaux ethniques et ne sont pas toujours gagnés à l'esprit du débat, de l'altérité et du dialogue), doit être encadré pour éviter de concentrer sur un seul les trois pouvoirs religieux, ce qui constitue une menace pour la réception du message chrétien et donc de la doctrine sociale de l'Eglise.

[585] Le Père Yves Congar, dominicain (né à Floin (Sedan) (1904-1995) a eu comme préoccupation théologique : celle de l'Eglise dans l'image qu'elle renvoie d'elle-même dans la société, et aussi l'œcuménisme. Expert au Concile du Vatican II (après une traversée de désert vers 1956 où il est suspecté de soutenir les Catholiques de gauche, tension qui en 1954 arrêta officiellement l'expéreince des prêtres ouvriers), Yves Congar nourrit ses réflexions théologiques à partir des grandes fratures vécues par l'Eglise au cours des siècles : la division des chrétiens et l'évolution dans l'Eglise vers une caste sacerdotale par rapport aux laïcs. Aussi publie-til en 1937 *Chrétiens désunis, principes d'un œcuménisme catholique* où il se tourne vers l'unité des chrétiens ; en 1953 paraît *Jalons pour une théologie du laïcat* où il invite à prendre congé d'une Eglise perçue comme une structure hiérarchique composée d'évêques et de prêtres découlant de la Contre Reforme qui met l'accent sur l'Eglise comme institution au détriment de la communauté, en rejet de la Reforme qui mettait l'accent sur la communauté en gommant la hiérarchie. Pour lui les deux réalités sont complémentaires. Lorsqu'il décède en 1995, il a a son actif, outre les deux oeuvrages déjà cités, *Vraie et fausse réforme dans l'Eglise*, *La foi et la théologie*, *La tradition et les traditions, sacerdoce et laïcat devant leurs tâches d'évangélisation et de civilisation*, *Le Christ, Marie et l'Eglise*, et la collection *Unam Sanctam* qu'il a fondée en 1937 et dans laquelle il a fait beaucoup de publication.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

A. Sources

A.1.Magistère ; Sources écrites et documents

A.1.1. Magistère de l'Eglise universelle

A.1.1.1. Les Papes

A.1.1.1.a. Léon XIII (1878-1903)

- Lettre-encyclique *Rerum novarum*, 15 mai 1891, sur la condition des ouvriers, *AAS* XXIII (1890-1891), pp. 641-670 ; traduction française dans *Les Actes de Léon XIII*, t.III, pp. 18-71.

A.1.1.1.b. Pie XI (1922-1939)

- Lettre-encyclique *Quadragesimo anno*, 15 mai 1931, *AAS* XXIII (1931) 177-228.
- Lettre-encyclique *Mit Brennender Sorge* (14 mars 1937) *extraits* sur " reconnaissance du Droit Naturel", *La D.C.*, 837-838 (10-4-1937) 901-922.
- Lettre-encyclique *Divini Redemptoris sur* "le communisme athée", 19 mars 1937, *La D.C.*, 837-838 (10-4-1937) 937-987.

A.1.1.1.c. Pie XII (1939-1958)

- *Radio-message pour le cinquantenaire de Rerum novarum* (de Pentecôte 1941), *in Encycliques, messages et discours de Léon XIII, Pie XI, Pie II sur les questions sociales, La Croix du Nord*, Lille 1954, pp 151-163.
- *Radio-message sur les conditions de la paix* (Noël 1941) (Extraits) *in Encycliques, messages et discours de Léon XIII, Pie XI, Pie XII sur les questions sociales, La Croix du Nord*, Lille 1954, pp.164-166.

- *Discours aux Travailleurs sur la Question sociale* (Pentecôte 1943), *in Encycliques, messages et discours de Léon XIII, Pie XI, Pie XII sur les questions sociales, La Croix du Nord*, Lille 1954, pp178-187.
- *Radio-message* (Noël 1944) (extraits) « Le problème de la démocratie », *in* Encycliques, messages et discours de Léon XIII, Pie XI, Pie XII sur les questions sociales, *La Croix du Nord*, Lille 1954, pp.198-203.
- *Discours de Pie XII au Congrès international de la presse catholique*, 16 février 1950, *La D.C.*, 1064 (1-4-1950) 321-328.
- *Discours de Pie XII aux membres du Congrès international des études sociales de l'université de Fribourg*, 3 juin 1950, *La D.C.*, 1072 (2-7-1950) 833-840.
- *Exhortation Apostolique Menti Nostrae* (23 septembre 1950) (Extraits "Droiture d'attitude des prêtres à l'égard des doctrines sociales") *La D.C.*, 1080 (22-10-1950) 1376-1379.
- *Allocution aux membres du Sacré Collège et aux archevêques et évêques réunis à Rome le 2 novembre 1950* (Extraits " le problème de la famille") *La D.C.*, 1082 (19-11-1950) 1500-1504.
- *Radio-message sur l'Eglise et la paix*, (Noël 1951) (Extraits)"Mission divine de l'Eglise », *La D.C.*, 1112, (13-1-1952) 1-13.
- *Radio-message sur les misères présentes de l'humanité*, (Noël 1952) *La D.C.*, 1112 (13-01-1952) 2-7.
- *Radio-message sur les misères présentes de l'humanité*, Noël 1952, *La D.C.*, 1138 (11-01-1953) 1-14.
- *Allocution aux membres des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture* (23 novembre 1953) (Extraits) *La D.C.*, 1160 (1953).
- *Radio-message de Noël 1953 aux fidèles du monde entier* « L'œuvre de la paix commence dans la plénitude de la vérité », *La D.C.*, 1164 (10-1-1954) 1-12.
- *Radio-message du Saint Père aux malades*, 14 février 1954, La *D.C.*, 1168 (7-4-1954) 257-262.
- *Lettre aux évêques d'Allemagne « les 1 200 000 Allemands disparus dans les pays ce l'Est, La D.C.*, 1197 (17-4-1955) 457.
- *Message de Noêl 1955 « le problème de la paix, les armes nucléaires et le contrôle des armements », La D.C.*, 1216 (8-1-1956) 5-19.

- *Consigne du souverain Pontife aux chefs d'entreprise privée* (20 janvier 1956), *La D.C.*, 1218 (5-2-1956)133-136.
- Lette-encyclique *Fidei donum*, 21 avril 1957, *La D.C.*, 1251 (12-5-1957) 581-596.

A.1.1.1.d. Jean XXIII (1958-1963)

- *Lettre pour la conférence générale des O.I.C., La D.C.*, 1304 (24-5-1959) 723-726.
- *Lettre de Jean XXIII à l'archevêque de Brazzaville (Mgr Michel Bernard), « L'indépendance du Congo (Ex Français), La D.C.,* 1343 (1-1-1960) 9-10.
- *Allocution de Jean XXIII aux membres de la X^{ème} conférence internationale organisée par la F.A.O.* (3 mai 1960), *La D.C.*, 1330 (19-6-1960) 734-736.
- *Radio-message de Jean XXIII aux fidèles d'Afrique* (5 juin 1960), *La D.C.*, 1330 (19-6-1960) 717-720.
- *Dernières directives du Saint Siège en matière d'émigration, La D.C.*, 1339 (6-11-1960)1341-1359.
- *Lettre Pontificale à la Conférence des O.I.C. « La promotion des pays sous développés », La D.C.*, 1345 (5-2-1961)171-172.
- *Le Saint Siège et l'essor des Organisations internationales (Raisons doctrinales et pratiques de la collaboration de l'Eglise avec les organisations internationales), La D.C.*, 1345 (5-2-1961)175-182.
- *Allocution « la coopération économique Europe – Afrique (26 janvier 1961), La D.C.*, 1346 (19-2-1961) 238-239.
- Lettre-encyclique *Mater et Magistra*, 15 mai 1961, *La D.C.*, 1357 (6-8-1961) 945-990.
- *Allocution aux travailleurs chrétiens, présentation de la nouvelle encyclique sociale, La D.C.*, 1353 (4-6-1961) 689-697.
- *Allocution au pèlerinage de Pax Christi* (26 juillet 1961) *« Rechercher ce qui unit dans le respect de la vérité et de la justice », La D.C.*, 1358 (20-8-1961)1009-1012.
- *Lettre apostolique à l'Episcopat du monde catholique sur «* Le rosaire pour la paix internationale dans la justice »*, La D.C.*, 1362 (15-10-1961)1265-1271.
- *Message au peuple d'Afrique* (6 novembre 1961), *La D.C.*, 1365 (3-12- 1961)1507-1508.

- *Allocution au corps diplomatique*, messe de minuit décembre 1961 *«* La paix dans la justice *», vœux du Saint Père au corps diplomatique, La D.C.*, 1368 (21-1- 1962) 110-114.
- *Message de paix du jour de Pâques, La D.C.*, 1376 (21-4-1962) 650-653.
- *Allocution à l'occasion du X*^{ème} *anniversaire de la Constitution apostolique. « L'Eglise et les problèmes humains », La D.C.*, 1383 (2-9-1962) 107-1111.
- Lettre-encyclique *Pacem in Terris*, 11 avril 1963, *La D.C.*, 1398 (21-4-1963) 513-544.

A.1.1.1.e. Paul VI (1963-1978)

- *Allocution à des techniciens des pays en voie de développement, La D.C.*, 1451 (4-7-1965) 1676-1677.
- *.Allocution à l'Assemblée générale de la* « Caritas internationale » *La D.C.*, 1456 (30-10-1965)1676-1677.
- Discours à l'ONU (4 octobre 1965), *La D.C.*, 1457 (17-10-1965) 1729-1738
- Lettre-encyclique *Populorum Progressio*, 26 mars 1967, *A.A.S.*, 59 (1967), traduction française *in La D.C.*, 1492 (1967).
- *Octogesima Adveniens*, 14 mai 1971, *A.A.S.*, 63 (1971), *in La D.C.*, 1587 (1971).
- *Evangelii Nuntiandi*, 1976, *A.A.S.*, 68 (1976), *La D.C.*, 1689 (1976).

A.1.1.1.f. Jean-Paul II (1978-2005)

A.1.1.1.f.a. Lettres encycliques

- *Redemptor hominis*, 4 mars 1979, *A.A.S.*, 71 (1979), *La D.C.* 1761 (1979).
- *Laborem exercens*, 14 septembre 1981, *La D.C.*, 1815 (14-9-1981) 835-855.
- *Sollicitudo rei socialis*, 30 décembre 1988, *A.A.S.*, 80 (1988) ; *La D.C.*, 1957 (1988).
- *Mulieris dignitatem*, 1988, *La D.C.*, 1972 (1988) 1063-1088.
- *Centesimus annus*, 1er mai 1991, *La D.C.*, 2029 (1-5-1991) 518-548.
- *Evangelium vitae*, avril 1995, *La D.C.*, 2114, 351- 402.

A.1.1.1.f.b. Lettres et exhortations apostoliques

- *Message aux familles chrétiennes*, 3 mai 1980, *La D.C.*, 1787 (1-6-1980) 508-510.

- *Message pour la journée mondiale de la paix*, *La D.C.*, 1777 (6-1-1980) 1-4.
- *Familiaris consortio*, 1981, *La D.C*. 1821 (1981)
- Chartes des droits de la famille, 30 mai 1983, *La D.C.*, 1856, 703-704.
- *Discours à la Cour Internationale des droits de l'homme*, 3 mars 1983, *La D.C.*, 1850, 396.
- *Message à la Conférence de l'ONU sur le commerce et le développement*, 25 mai 1983, *La D.C.*, 1859, 873-874.
- *Lettre au directeur de la FAO*, 12 octobre 1983, *La D.C.*, 1862, 1020.
- *Christifideles laïci*, 1988, *A.A.S.*, 81 (1989), *in La D.C.*, 1978 (1989).
- *Veritatis splendor*, 1993, *La D.C*. 2081 (1993).
- *Lettre de Jean-Paul II au directeur de l'OM.S. sur "La santé*", *La D.C.*, 1977 (2-1989).
- *Discours du pape Jean-Paul II sur "La paix*", *La D.C.*, 1975, janvier 1989.
- *Message pour la journée mondiale de la paix* (08-12-1994) *AAS* 87 (1995) 363.
- *Exhortation Apostolique post- synoda*l *Ecclesia in Africa du Saint Père Jean-Paul II aux évêques, aux prêtres et aux diacres, aux religieux et religieuses, et à tous les fidèles laïcs sur L'Eglise et sa mission évangélique vers l'an 2000*, (14-9-1994)1995, *AAS* 88, (1996) 69 ou AMA Yaoundé 1994, 155 p.
- *Catéchisme de l'Eglise Catholique***,** 1992 (N° 355-661, 1877-1948, 2401-2454, 2828-2837.

A.1.1.1.g. Benoît XVI (2005…)

- *Deus est caritas*, le 25 janvier 2006, *La D.C.*, 2352 (19-2-2006) 166-187.
- *Caritas in veritate*, le 7 juillet 2009, *La D.C.*, 2429 (2. 16-8-2009), 753-796.

A.1.1.2. Le Concile Vatican II

- *Constitution pastorale Gaudium et Spes*, 7 novembre 1967, *La D.C.*, 1458, 1847-1907.
- *Décret Christus Dominus* sur *La charge pastorale des évêques*, 28 octobre 1965, *La D.C.*, 1458.
- *Décret Apostolicam Actuositatem* sur *L'apostolat des laïcs*, 18 novembre 1965, *La D.C.*, 1460, 2017-2049.
- *Décret Inte rmirifica* sur *Les moyens de communication sociale*, 4 décembre 1963, *La D.C.*, 1414, 1661-1668.

- *Déclaration Gravissimun Educationis* sur *L'éducation chrétienne*, 28 octobre 1965, *La D.C.*, 1458, 1825-1831.
- *Déclaration Dignitatis Humanae* sur *La liberté religieuse*, 7 décembre 1965, *La D.C.*, 1458, 1831-1843.
- Schéma XIII sur les questions politiques et économiques, 18 novembre 1965, *La D.C.*, 1460, 2063-2101.

A.1.1.3. Les Congrégations pontificales

Congrégation pour l'Education Catholique

- *Orientations pour l'étude et l'enseignement de la doctrine sociale de l'Eglise dans la formation au sacerdoce*, Paris, Tequi, 1988, 100 p.
- *Code de Droit canonique Latin-Français 1983*. Traduction, 26 janvier 1984, Paris, Centurion-Cerf-Tardy, 1984.

Congrégation pour la Doctrine de la foi

- *Instruction sur quelques aspects de la "Théologie de la libération*", Rome, 6 août 1984, *La D.C.*, 1881 (1984).
- *Instruction Libertatis conscientia sur la liberté chrétienne et la libération*, 22 mars 1986, 72 *A.A.S.*, 79 (1987).
- *Instruction sur le respect de la vie humaine naissante et la dignité de la procréation*, 22 février 1987, *L'Osservatore Romano*, (11-3-1987).
- Instruction (*Dignitas personae*) sur certaines questions bioéthiques, *La D.C.*, 2415 (4-1-2009) 23-39.

Congrégation pour l'Education catholique

- *Aspects religieux de l'éducation dans l'école catholique*, *La D.C.*, 1967 (1988).

A.1.1.4. Le Saint-Siège

- *La lutte contre le racisme*, *La D.C.*, 1862, 1039-1040.
- *Charte des droits de la famille*, *La D.C.*, 1864, 1153-1157.
- *L'Eglise face au racisme*, *La D.C.*, 1979 (5-3-1989) 226-239.
- *Pour une pastorale de la culture*, *La D.C.*, 2207 (4-7-1999) 606-625.

A.1.1.5. Les Commission pontificales

Commission pontificale « Justice et Paix »

- *Document au service de la communauté humaine : une approche éthique de l'endettement internationale*, 27 décembre 1986, *L'Osservatore Romano*, (28-1- 1987).

- *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise,* Paris Bayard-Cerf-Fleurus-Mame, 2005.

A.1.2. *Acta* et *Acta Apostolicae Sedis*

Acta Leonis (1892**),** *AAS* 18 (1926), *AAS* 23 (1931), *AAS* 31 (1939)*; AAS* 80 (1939), *AAS* 33 (1941), *AAS* 35 (1943), *AAS* 37 (1945) *AAS* 53 (1961), *AAS* 55 (1961), *AAS* 55 (1963), *AAS* 58 (1966), *AAS* 59 (1967), *AAS* 63 (1971), *AAS* 71 (1979), *AAS* 72 (1980), *AAS* 73 (1981), *AAS* 74 (1982)**,** *AAS* 78 (1986), *AAS* 80 (1988) 571, *AAS* 81 (1989), *AAS* 51 (1991), *AAS* 90 (1998); *AAS* 51 (1999); *AAS* 75 (1999).

L'Obervatore Romano, 31 du 30/7/1985.
L'Obervatore Romano, 29, août 1985.

A.2. Le magistère de l'Eglise d'Afrique

Mgr Lefebvre, Délégué apostolique pour l'Afrique francophone**.**

- *Lettre pastorale sur Les obstacles à la vie sociale en Afrique, La D.C.,* 1199 (15-5- 1955) 675-680.
- *Déclaration commune des Ordinaires d'A.O.F. et du Togo**,** La D.C.,* 1200 (29-5- 1955) 665-666.

Conférence Plénière des Ordinaires des Missions de l'A.O.F. (Afrique Occidentale française), Dakar, 25 au 30 avril 1949.

- *Le rôle et la place des Catholiques dans l'évolution et progrès social de l'Union Française*", *La D.C* (28-5-1949).
- *Les enseignements sociaux de l'Episcopat d'Afrique noire***,** CIPA, (1958-1959**).**

- Cardinal Rugambwa, *L'avenir de l'Eglise en Afrique, La D.C.*, 1327 (1-5-1960) 539-542.
- *Déclaration des archevêques d'Afrique Occidentale Française sur l'encyclique, l'enseignement privé, la relation Eglise – Etat, La D.C,* 1365 (3-12-1961)1540-1542.

Conférence des évêques de l'Afrique Equatoriale - Cameroun du 11-15 juin 1965.

- *Message aux chrétiens et à tous les hommes qui préparent une Afrique meilleure*.

Conférence Episcopale de l'Afrique Equatoriale - Cameroun du 28 mai au 2 juin 1967.

- *La famille et le mariage*.

SCEAM (Symposium de La Conférence des Evêques d'Afrique et de Madagascar).

- *Le Discours socio-pastoral de l'Eglise d'Afrique*, documents du SCEAM (1969-1985), Présentation de Jan Vankrunkelsven, CESAO, janvier 1987, 133 p.

Synode Africain 1994.

- *Exhortation apostolique post-synodale, Ecclesia in Africa*, chapitre. IV.

ACERAC (Association de la Conférence Episcopale Régionale de l'Afrique Centrale).

- *L'Eglise et la pauvreté en Afrique Centrale, Le cas du pétrole*, Malabo, Guinée Equatoriale, juillet 2002, 16 p.

A.3. Le Magistère de l'Eglise du Cameroun

A.3.1. La Conférence plénière ou nationale

Conférence Plénière des Ordinaires des Missions du Cameroun Français, 30-4 juin 1949 à Yaoundé.

- Déclaration sur *"le rôle et la place des catholiques dans l'évolution et le progrès social*", *La D.C,* 1193 (1949) 307-310.
- Lettre commune des vicaires apostoliques**, «** L'activité anticatholique au Cameroun », avril 1955, *La D.C,* 1198 (1-5-1955) 546-550 ou *ESEC 1955-2005*, p. 29-34.
- Lettre des évêques du Cameroun à leurs fidèles, *L'Effort Camerounais*, 217 (13-12-1959) 12 ou *in ESEC 1955-2005*, p.35-37.

- Lettre de l'épiscopat : *du devoir des chrétiens en temps d'élections, L'Effort Camerounais*, 64 (16 au 22-12-1956) p.1.
- Lettre pastorale des évêques du Cameroun sur *La vraie nature de la mission de l'Eglise*, Yaoundé, 7-10 avril 1964, *L'Effort Camerounais*, semaine du 12-18 avril 1964, p. 7- 8.
- *Le Pape au Cameroun, discours, homélies***,** Yaoundé, AMA-Saint Paul, 1985, 167 p.
- NGUE (Etienne), Secrétaire et Porte parole de la Conférence Episcopale Nationale. *L'enseignement social des Evêques du Cameroun 1987-1997, Lettres pastorales, et Messages, Communiqués et Déclarations*, Yaoundé, C.E.N.C., 1997, 197 p.
- *Lettre pastorale des Evêques du Cameroun sur La corruption, Bamenda, 3 novembre 2000, La D.C., 2236, 19-11-2000*.
- *L'enseignement social des évêques du Cameroun 1955-2005*, CENEC, Yaoundé, Ama-Cenec 2005, 583 p.
- Dossier résumé : *La vie matérielle et spirituelle des ouvriers apostoliques*, étape I, Muntenguené, janvier 1981, 82 p.
- *La vie matérielle et spirituelle des ouvriers apostoliques, étape II, La vie spirituelle des prêtres*, Yaoundé, 10-18 janvier 1982, 90 p.
- *La vie matérielle et spirituelle des prêtres, étape III, Recherche Evêques-Prêtres*, Yaoundé, 8-14 janvier 1983, 73 p.
- *Former des prêtres pour l'Eglise du Cameroun***,** Nkolbisson, 1984, 38 p.
- Jubilé des Familles, Bamenda, 3 septembre 2000.

- *Annuaire des diocèse du Cameroun*, Yaoundé, 1962, 106 p.
- *Annuaires de l'Eglise catholique en Afrique Occidentale et Centrale*, éditions de 1970 à 1998.
- *Statuts et Règlement intérieur de la Conférence Episcopale nationale du Cameroun*, avril 1989, 30 p.

Rapports des Visites *Ad Limina apostolorum* des Evêques du Cameroun

- Rapport visite ad limina de 1992 et de 1999.

A.3.2. Le Conseil Permanent

- *Déclaration du Conseil Permanent de la Conférence Episcopale nationale du Cameroun sur l'action du commandement opérationnel*, Yaoundé, 12 décembre 2000.

A.3.3. Les Commissions épiscopales

A.3.3.1. La Commission développement et actions socio – caritatives

A.3.3.1.a. Le bureau

Le B.A.S.C., (Le Bureau des Actions Socio Caritatives)

- *Charte de l'Eglise du Cameroun sur l'engagement dans le développement*.
- *Rapport semestriel d'activités, juillet- décembre* 98, 8 p.
- *Rapport Annuel D'Activités, 1999- 2000*, 21 p.
- *BASC Caritas Cameroun, Plan stratégique 2003-2005, Identité- Mission- Vision- Axes stratégiques du BASC/Caritas Cameroun*, 23 p.

A.3.3.1.b. Le service

Le S.N.J.P., (Service National de Justice et Paix).

- *Une recommandation du Service National Justice et Paix de la Conférence Episcopale nationale du Cameroun*.
- *Description, origine, taille, Sources de financement du S.N.J.P*., 6 p.
- *Atelier sur l'évaluation de l'année électorale 2002 par le service national "Justice et Paix*, Yaoundé, janvier- février 2003, 66 p.
- *Assemblée Générale du Service National Justice et Paix*, Yaoundé, Centre Jean XXIII de Mvolyé, du 12 -15 juillet 2001, 25 p.

A.3.3.2. La Commission de l'apostolat des laïcs

- *Rapport 2004-2007*.

A.3.4. Les séminaires et Instituts de formation des ouvriers apostoliques

A.3.4.1. Les Grands séminaires de Nkolbission, Maroua et Bamenda.

- *les vingt cinq ans du grand séminaire Notre Dame de l'Immaculée Conception de Nkolbisson, 1969-1994*, Yaoundé Saint Paul, 1994.
- *Programme des cours de 1979-1986, programme des cours 1976, programme des cours 1986*.
- *Règlement du Grand séminaire inter Etat nkolbisson*, CENEC, Saint Paul, 1978.

A.3.4.2. UCAC (Université Catholique de l'Afrique Centrale)

- *Programme de cours 1992-1993.*
- *Programme cours de théologie et sciences sociales,* Yaoundé AMA, 1992**.**

A.3.5. Les Conférences régionales ou provinciales

Lettres pastorales, Messages, Communiqués des Conférences régionales ou provinciales.

A.3.5.1. Région Centre- Sud et (Est le 11 novembre 1994)

- *Instruction sur la visite du Pape au Cameroun,* 10 mars 1985.
- *Atelier Provincial de mise en oeuvre du programme national Justice et Paix,* Yaoundé, Centre Jean XXIII de Mvolyé, du 15 -16 octobre 2001, 21 p.

A.3.5.2. Région Littoral – Ouest

- *Statut du clergé diocésain camerounais,* Nkongsamba, 28 mars 1974, 5 p.
- *Les chrétiens dans le développement national,* Nkongsamba, 17-21-11-1980, 30 P.
- *Echo du centenaire, province ecclésiastique de Douala,* Nkongsamba 14-17 février 1991, chancellerie, 1991, 44 p.

A.3.5.3. Région Nord

- *Carême 1980,* 24 février 1980.
- *Lettre des Evêques de Garoua, MarouaMokolo, Yagoua à tous les Catholiques de la province du Nord Cameroun,* 1980, 15 p.
- *Instruction à l'occasion de la démission du Chef de l'Etat,* 19 janvier 1983.
- *Adresse aux jeunes chrétiens,* 7 mars 1985.

A.3.5.4. Région Nord West and Sud West

- *Bribery and corruption,* 27th February 1977.
- *Catholic Young and marriage,* 12th September 1982.
- *The Jubilee Year of the redemption,* 20th March 1983.
- *Preperation for christian marriage,* 9th June 1985.

- *Pope John Paul II on christian marriage in ecclesiastical Province of Bamenda*, 12th August 1985.

A.3.5.5. Est (depuis 11 novembre 1994)

A.3.6. Les diocèses et les évêques du Cameroun

A.3.6.1. L'archidiocèse de Yaoundé (1955)

A.3.6.1.a. Le diocèse de Yaoundé (1955)

GRAFFIN (René.), vicaire apostolique de Yaoundé (1943-1955), et archevêque de Yaoundé (1955-1961).

ZOA (Jean), archevêque de Yaoundé (1961-1998)

- *Pour un natinalisme chrétien au Cameroun*, Yaoundé, Imprimerie Saint-Paul, 1957, 15 p.
- *Pourquoi Mgr Zoa se préoccupe des problèmes du développement ?In Effort Camerounais* n° 627 du 4 février 1968, p.3 -10
- *Valeurs humaines du mariage africain, 27 janvier 1967*.
- *Etre fils de Dieu en faisant oeuvre de paix, 24 octobre 1983*.
- *Conseil épiscopal, Pastorale familiale et conjugale,* Yaoundé, septembre 1984, 14 p.
- *Homélie de Mgr Zoa le 4 janvier 1987 en la cathédrale de Yaoundé, in "Coude à Coude", laïcs et prêtres auscultent leur Eglise, compte rendu des tournées jubilaires de son Excellence Mgr Jean Zoa, 26 novembre 1986 au 4 janvier 1987, Service diocésain de l'apostolat des laïcs,* 1987, 123 p.

Réactions écrites à la Plaquette "Pour un nationalisme chrétien au Cameroun" *in* Archives de la C.D.O (centre diocésain des œuvres) voir lettre les trois lettres).

C.D.O. (Centre diocésain des œuvres), *Homélies prononcées par Mgr Jean Zoa, Archevêque de Yaoundé, de Noël 1976 Au 8 décembre 1991*.

Mgr WOUKING André (1999-2002).

- Homélie du 18 mars 2000 pour la préparation du jubilé 2000, *in Mgr André Wouking, pasteur selon le cœur de Dieu*, pp.64-66.

- Homélie de Mgr André Wouking aux jeunes le 15 avril 2000, *ibid*. p.67.
- Homélie de Mgr André Wouking aux forces de l'ordre, le 15 juillet 2000, *ibid*. p. 67-70.
- Lettre de Mgr André Wouking à ses prêtres, 2001, lettre non publiée.

Mgr TONYE BAKOT Simon (2003…).

Mgr AMA Jean-Baptiste, évêque auxiliaire de Yaoundé (1974-1983), évêque de Sangmelima (1983-1991), évêque d'Ebolowa- Kribi (1991-2001)

- *Lettre pastorale de carême1984*.

A.3.6.1.b. Le Diocèse de Mbalmayo (1961)

Mgr ETOGA (Paul), évêque auxiliaire de Yaoundé (1955-1961), évêque de Mbalmayo (1961-1987).

- *Repentez-vous, c'est à dire regrettez vos péchés*, 8 décembre 1976.
- *Carême temps de pénitence, ce qui signifie conversion du coeur à Dieu,* 18 février 1977.
- *Mariage et famille dans la culture des Beti du diocèse de Mbalmayo*, 10 mars 1981.
- *Fonction ou charge des parents chrétiens*, 27 novembre 1981.

Mgr DZANA (Adalbert) Coadjuteur en 1984, titulaire en 1987.

A.3.6.1.c.Le Diocèse de Sangmelima (1963)

Mgr NKOU Pierre Célestin (1963-1983)
Mgr AMA Jean Baptiste (1983-1991)
Mgr ZE Raphaël (1992-2007)

A.3.6.1.d. Le Diocèse de Bafia (1968)

Mgr LOUCHEUR André (1968-1977).

- *Le Cameroun, un beau pays*, Paris/Fribourg, 1991,150 p.
- *Ecole catholique dans un Etat démocratique*, Yaoundé, Saint Paul, 1987, 19 p.

Mgr BALA Athanase évêque coadjuteur, évêque de Bafia (1977-2003).

- *Nous n'avons jamais fini de nous convertir,* 3 mars 1981.

Mgr BALLA Jean-Marie évêque de Bafia (2003-)

- *Incarner notre foi dans une action révélatrice de Dieu et transformatrice du monde, in Les tâches de promotion humaine,* archidiocèse de Yaoundé, novembre 1994, 29 p.

A.3.6.1.e. Diocèse d'Obala (1987)

Mgr OWON MIMBOE Jérôme (1987…).

A.3.6.1.f. Le Diocèse d'Ebolowa-Kribi (1991)

Mgr AMA Jean Baptiste 1991-2002.
Mgr ZE Raphaël, administrateur 2002-2004.
Mgr MBARGA Jean (2004…)

A.3.6.1.g. Le Diocèse d'Ebolowa (2008)

Mgr Mbarga Jean

A.3.6.1.h. Le Diocèse de Kribi (2008)

Mgr BEFE ATEBA. Joseph

A.3.6.2. L'archidiocèse de Douala (1982)

A.3.6.2.a. Le Diocèse de Douala (1955)

Mgr BONNEAU Pierre (1955-1957)
MONGO Thomas, évêque auxiliaire de Douala (1955-1957), évêque de Douala (1957-1973)

- *Le Cameroun devant son ascension à l'indépendance, décembre 1959, in Les enseignements sociaux de l'Episcopat d'Afrique*, CIPA (1958-1959).
- *Le baptême des enfants illégitimes*, 22 février 1961.
- *Le danger de la dot,* 22 août 1961.
- *Appel à faire pénitence,* 22 février 1962.
- *Les pratiques qui élèvent une chrétienté à sa maturité,* 6 mars 1963.
- *Lettre pastorale pour le carême 1964,* 26 janvier 1964.
- *Nous mortifier corporellement et spirituellement*, 11 février 1968.
- *La paix doit être un résultat moral*, 23 décembre 1968.
- *Lettre pastorale à l'occasion de la journée mondiale de la paix,* 13 janvier 1970

- *Semaine nationale de la paix*, 12 janvier 1971.

Mgr TONYE (Simon), évêque de Douala (1973-1982), archevêque de Douala (1982-1991).

Mgr TONYE (Victor) Auxiliaire (1987-1992).

Mgr SIMO (Gabriel) Auxiliaire (1987-1991).

Mgr TUMI (Christian), évêque de Yagoua (1979-1982), archevêque coadjuteur de Garoua (1982-1984), archevêque de Garoua (1984-1991) archevêque de Douala (1991-).

- *Aux chrétiens de Yagoua,* 2 avril 1981.
- *Aux chrétiens du diocèse de Yagoua, Avent 1981*.
- *A l'intention de M. Le Gouverneur de la Province du Littoral,* Douala, 16 juin 2000, 7 p.
- *Lettre Ouverte au Ministre de l'Administration territorial à Yaoundé,* Douala, le 27 octobre 2000, 14 p.
- *Lettre Ouverte au Ministre de la Communication, Porte - Parole du gouvernement, Douala, septembre 2003, in L'Effort Camerounais n° 313 du 17-30 septembre 2003.*

A.3.6.2.b. Le Diocèse de Nkongsamba (1955)

Mgr BOUQUE Paul. Vicaire apostolique de Foumban (1931-1955), évêque de Nkongsamba (1955-1964).

Mgr NDONGMO Albert évêque de Nkongsamba (1964-1970).

- *Homélie du sacre in Lettre pastorale de Mgr Thomas Nkuissi à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'ordination épiscopale de Mgr Bouque*, Nkongsamba, novembre 1984, (36-43), 43 p.
- *Lettre pastorale de carême 1965 sur Les vocations sacerdotales et sur les vocations religieuses*, Nkongsamba, 26 février 1965, 5 p.
- *Lettre pastorale de carême 1966, Nkongsamba, 11 février 1966*.
- *Lettre pastorale de carême 1967 sur Le sens du carême et La prière personnelle médiative*, Nkongsamba, 6 février 1967, 5 p.
- *Lettre pastorale de carême 1968 sur La foi*, Nkongsamba, 22 février 1968, 8 p.
- *Lettre pastorale de carême 1969 sur La parole de Dieu*, Nkongsamba, 22 février 1969, 11 p.
- *Lettre pastorale de carême 1970 sur L'Eglise, levain du monde,* Nkongsamba, 10 février 1970, 8 p.

- *Action Catholique, dimension normative de la pastorale*, Paris, Ed. Ouvrières, 1968, 104 p.
- *Hiérarchie des tâches pastorales du clergé*, Paris, Ed. Ouvrières, 1970, 71 p.
- *Le salut de Dieu selon Saint-Paul*, Québec, 1978.
- *La pastorale à trois dimensions,* Québec, Ed. Paulines, 1981.

Mgr NKUISSI Thomas, évêque de Nkongsamba (1973-1992).

- *Lettre pastorale à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'ordination épiscopale de son Excellence Monseigneur Paul BOUQUE*, Nkongsamba, novembre 1984, 43 p.
- Ordonnance 0/04/88 portant création de la Commission Financière Diocésaine, Nkongsamba, 20 juin 1988.
- Décision D/01/88 portant nomination des membres de la Commission Financière Diocésaine, Nkongsamba, 20 juin 1988.
- Ordonnance 0/05/88 portant répartition du produit de denier de l'Eglise, Nkongsamba, 20 juin 1988.
- *Réorganisation pastorale du diocèse de Nkongsamba,* évêché de Nkongsamba, décembre 1989, 95 p.
- Décision D/01/90 portant lancement du travail pour l'édition complète de la Bible en langue féfé, Nkongsamba, 05 février 1990.
- Lettre L/76/92 *Au revoir au peuple de Dieu de Nkongsamba*, Nkongsamba, 04 janvier 1992.

Mgr WATIO Dieudonné évêque de Nkongsamba (1995-).

- Décret EV/22/97 portant sur la prise en charge de la vie matérielle des prêtres par les paroisses, Nkongsamba, 19 mars 1997.
- Décision D/07/97 portant création d'une commission diocésaine Justice et Paix, Nkongsamba, 29 juillet 1997.
- Décision D/09/97 portant nomination des membres de la commission diocésaine Justice et Paix, Nkongsamba, 29 juillet 1997.
- *Exhortation post-synodale, Construisons ensemble notre Eglise famille*, Nkongsamba, juin 1998.

- Directives relatives à la gestion des ressources financières et matérielles des paroisses du diocèse de Nkongsamba, Nkongsamba, 1998.
- *Exhortation post-synodale, Construisons ensemble notre Eglise-famille*, Nkongsamba, juin 1998, 50 p.
- *Lettre pastorale pour l'année C, place des fidèles laïcs dans la mission de l'Eglise*, Nkongsamba, Prêtres du sacré Cœur 2003, 19 p.

Evêché de Nkongsamba

- *Actes du synode de 1949, Premier synode du vicariat apostolique de Foumban, 29 décembre 1948 au 2 janvier 1949*, copie certifiée conforme par abbé Nicéphore Fankan, chancelier, évêché 1973.
- Diocèse de Nkongsamba, *Rencontres sacerdotales Nkongsamba- Bandjoun, 7 et 18 février 1957*, 14 p.
- Diocèse de Nkongsamba, *Rapport sur les pertes subies par le diocèse de Nkongsamba par le fait des raids terroristes sur les missions catholiques*, Nkongsamba, 1966.
- Diocèse de Nkongsamba, *Rapport quinquennal 1971-1975*, 36 p.
- Diocèse de Nkongsamba, *Rapport quinquennal 1976-1980*, 55 p.
- *Rapport du séminaire sur les chrétiens dans le développement national*, Nkongsamba, 1980.
- Diocèse de Nkongsamba, *Rapport quinquennal juin 1987*, 60 p.
- Diocèse de Nkongsamba, *Rapport quinquennal mai 1992*, 62 p.
- Diocèse de Nkongsamba, *Conseil pastoral Actes de la sixième session 4 avril 1987, la vie matérielle de notre Eglise*, évêché 1987, 60 p.
- Diocèse de Nkongsamba, *Conseil pastoral, Actes de la septième session 30 avril 1988, la mort 1*, évêché 1988, 75 p.
- Diocèse de Nkongsamba, *Echo du centenaire, célébration provinciale, Province ecclésiastique de Douala*, Nkongsamba 14-17 février 1991, 44 p.
- Diocèse de Nkongsamba, *Célébration des funérailles de son Excellence Monseigneur Albert NDONGMO, 2è évêque de Nkongsamba*, Nkongsamba 13 juin 1992, 12 p.
- Diocèse de Nkongsamba, *Hommage à son Excellence Monseigneur Albert NDONGMO*, 13 juillet 1992, 124 p.
- Diocèse de Nkongsamba, *Dernières paroles d'évêque diocésain*, février 1993, 67 p.

A.3.6.2.c. Le Diocèse de Bafoussam (1970)

Mgr NGANDE Denis (1970-1978).

- *Pastorale d'ensemble*, 7 avril 1976.

Mgr WOUKING André (1979-1999),
Évêque administrateur de Nkongsamba (1992-1995),
Archevêque de Yaoundé (1999-2002).

- *Lettre pastorale sur l'avortement provoqué, 26 novembre 1979.*
- *Message pour la journée mondiale de la paix, 27 décembre 1979*
- Diocèse de Bafoussam, *Conseil pastoral diocésain L'inculturation*, décembre 1988, 94 p.

Mgr ATANGA Joseph, administrateur de l'archidiocèse de Yaoundé (1998-199), évêque de Bafoussam (1999…).

A.3.6.2.d. Le Diocèse d'Edea (1993)

Mgr TONYE BAKOT Simon (1993-2003).
Mgr NTEP Jean Bosco (2003…).

A.3.6.2.e. Le Diocèse d'Eséka (1993)

Mgr NTEP Jean Bosco (1993-2004).
Mgr BOGMIS Dieudonné (2004)

A.3.6.3. L'archidiocèse de Bamenda (1982)

A.3.6.3.a. Le Diocèse de Buéa **(**1950)

Mgr ROGAN Petter, vicaire apostolique de Buéa (1939-1950), évêque de Buéa de 1950-1961.
Mgr PEETERS Julius évêque de Buéa (1962-1973).
Mgr AWA Pius (1973-2007).

A.3.6.3.b. Le Diocèse de Bamenda (1970)

Mgr VERDZEKOV Paul évêque de Bamenda (1970-1982), archevêque de Bamenda (1982-2006).

- *Preparation for marriage*, 10th June 1971.
- *Christian education for justice*, 13th October 1972.
- *The place of Reconciliation*, 2th March 1976.
- *Pastoral letter on Superstition*, 17th October 1980.
- *Sacramental Confession*, 14th September 1983.
- *Immediate Preparation Course for Marriage*, 24th May 1985.
- *Religious Sects in the Bamenda Urban Area*, 1st June 1985.
- *Education of Women on Marriage and Family Life*, 1st October 1985.
- *Message de l'archevêque de Bamenda à tous les chrétiens de son diocèse, Bamenda*, décembre 1992, 24 p.

A.3.6.3.c. Le Diocèse de Kumbo (1982)

Mgr ESSUA Cornélius (1982-2006).

A.3.6.3.d. Le diocèse de Mamfé (1999)

Mgr LYSINGE TEKE Françis (1999).

A.3.6.4. L'archidiocèse de Garoua (1982)

A.3.6.4.a. Le diocèse de Garoua (1955)

Mgr PLUMEY Yves, vicaire apostolique de Garoua (1953-1955), évêque de Garoua (1955-1982), archevêque de Garoua (1982-1984).

- *La force de notre foi*, Noël 1966.

Mission Tchad-Cameroun : documents- souvenirs -visages - L'annonce de l'Evangile au Nord - Cameroun et Mayo Kebbi, 1946-1986, Rome, éd. Oblates, 1990, 575 p.

- *L'initiation chrétienne*, 19 mai 1983.

Mgr TUMI Christian), coadjuteur (1982-1984) et titulaire de (1984-1991).

Mgr NTALOU Antoine (1991…).

A.3.6.4.b. Le Diocèse Maroua Mokolo (1973)

DE BERNON Jacques évêque de Maroua Mokolo (1973-1994).
Mgr STEVEN Philippe (1994…).

A.3.6.4.c. Le Diocèse de Yagoua (1973)

Mgr CHARPENNET Louis. (1973-1977).
Mgr TUMI Christian (1977-1982).
Mgr NTALOU Antoine évêque de Yagoua (1983-1991).
Mgr BUSHU Emmanuel (1992-2006).

A.3.6.4.d. Le Diocèse de Ngaoundéré (1982)

Mgr PASQUIER Jean (1982-2001).
Mgr DJIDA Joseph (2001…).

- *La catéchèse morale de l'épiscopat camerounais dans les lettres pastorales des années 1960 à 1985*, Thèse de Doctorat en Théologie morale, Rome, 1991, 347 P.

A.3.6.5. L'archidiocèse de Bertoua (1994)

A.3.6.5.a. Le Diocèse de Doumé (1955)

Mgr TEERENSTRA Jacques vicaire apostolique de Doumé (1949-1955), évêque de Doumé (1955-1961).
Mgr VAN HEYGEN (Lambret), évêque de Doumé (1962-1983), de Bertoua (1983-1994), archevêque de Bertoua (1994-2000).

- *Témoignages de la foi dans notre vie de tous les jours*, 29 juin 1967.
- *Le chrétien est appelé à la sainteté dans le Christ-Jésus*, 15 mars 1968.
- *Créer la paix dans notre vie personnelle et autour de nous*, 14 décembre 1973.
- *Le signe par excellence de la Rédemption, c'est la croix*, mars 1983.
- *Lettre pastorale pour le carême 1985*, 17 février 1985.

Mgr TCHOUANGA Pierre (1983-1995).
Mgr OZGA Jan (1997...).

A.3.6.5.b. Le Diocèse de Bertoua (1983)

Mgr VAN HEYGEN Lambert (1983-1999) évêque et archevêque de Bertoua.
Mgr PIRENNE Roger (1999…).

A.3.6.5.c. Le Diocèse de Yokadouma. (1991)

Mgr JURETZKO Eugène (1991…).

A.3.6.5.d. Le Diocèse de Batouri (1994)

Mgr PIRENNE Roger (1994-1999), de 1999 à 2000, administrateur apostolique.
Mgr KLEDA Samuel (2001- 2007).
Parmi les évêques du Cameroun de 1955 à 2000, un seul n'a pas été titulaire d'un diocèse. Il s'agit de Mgr SIMO Gabriel qui a été évêque auxiliaire à Douala de 1987 à 1994, et depuis 1994, il est évêque auxiliaire du diocèse de Bafoussam.

A.2. Sources imprimées

A.2.a. Archives Générales des Pères du Saint Esprit

L'Effort Camerounais, 213 (15-11-1955) ; *L'Effort Camerounais*, 64 (16 au 22-12-1956).
L'Effort Camerounais, 196 (05-7-1959) ; *L'Effort Camerounais*, 205 (20-9-1959).
L'Effort Camerounais, 217 (13-12-1959) ; *L'Effort Camerounais*, (24-01-1960).
L'Effort Camerounais, 315 (26-11-1961) ; *L'Effort Camerounais*, 322 (14-01-1962).
L'Effort Camerounais, 327 (18-02-1962) ; *L'Effort Camerounais*, 328 (25-02-1962).
L'Effort Camerounais, 332 (25-03-1962) ; *L'Effort Camerounais*, 335 (15-4-1962).
L'Effort Camerounais, 371 (6 au 12-01- 1963) ; *L'Effort Camerounais*, 377 (17 au 23-02-1963), *L'Effort Camerounais*, 405 (15 au 21-9-1963), *L'Effort Camerounais*, 514 (14 au 20-11-1963), *L'Effort Camerounais*, (12 au 18-4-1964) ; *L'Effort Camerounais*, (19 au 25-4-1964), *L'Effort* Camerounais, 425, (2 au 08-02-1964) : *L'Effort Camerounais*, 451 (16-8- 1964), *L'Effort Camerounais*, 482 (21 au 27-03-1965) ; *L'Effort Camerounais*, 514 (14 au 20-11-1965), *L'Effort Camerounais*, 538 (1 au 7-5-1966).
L'Effort Camerounais, 627 (28 janvier au 4 février 1968) ; *L'Effort* Camerounais, 213 (11 au 17-5-2000), *L'Effort Camerounais*, 243 (18 au 31-01-2001) ; *L'Effort Camerounais*, 249 (29-03- 2001), *L'Effort Camerounais*, 253 (24 mai au 6-6-2001) ; *L'Effort Camerounais*, 259 (16 au 29-8-2001), *L'Effort Camerounais*, 263 (11 au 24-10- 2001) ; *L'Effort Camerounais*, 330 (12 au 25-5-2004).

La D. C., 1193 (9-9-1949) 307-310 « Rôle et place des Catholiques dans l'évolution de l'Union Française » ; *La D. C.*, 1080 (22-10-1950) « Droiture d'attitude des prêtres à l'égard de la doctrine sociale » ; 1376-1379. ; *La D. C.*, 1082 (19-11-1950) 1500-1504 « Le problème de la famille » ; *La D. C.*, 1112 (13-01-1952) 2-7 « Radio-message sur la misère de l'humanité » ; *La D. C.*, 1138 (11-01-1953) 1-4 « Radio-message sur les misères de l'humanité » ; *La D. C.*, 1190 (09-01-1955). ; *La D.C.*, 1193 (02-1955) « But du Secrétariat d'Outre-Mer » ; *La D. C.*, 1194 (03-1955). ; *La D. C.*, 1197 (17-4-1955) 457 « lettre sur la disparition des Allemands » ; *La D. C.*, 1198 (01-5-1955) 546-550. ; *La D. C.*, 1199 (15-5-1955) 675-680 « Lettre pastorale de Mgr Lefebvre sur les obstacles à la vie sociale en Afrique » ; *La D. C.*, 1200 (29-5-1955) 665-666 « Déclaration des Ordinaires de l'AOF » ; *La D. C.*, 1216 (8-01-1956) 5-19 « Message sur le contrôle des Armements » *La D.C* 1218 (5-02-1956) 133-136 « Consignes du Souverain

Pontife aux chefs d'entreprises privées » ; *La D. C.*, 1304 (24-5-1959) 723-726 « Lettre pour la conférence des OIC »

La D. C., 1330 (19-6-1960) 734-736 ; 871-876. ; *La D. C.*, 1339 (6-11-1960) « Directives du Saint Siège sur l'émigration » 1341-1359 ; *La D. C.*, 1345 (5-02-1961) 171-172 ; 175-182 « Lettre pontificale à l'OCI » *La D. C.*, 1346 (19-02-1961) 238-239 « Allocution sur la coopération Europe-afrique » ; *La D. C.*, 1353 (04-6-1961) 689-697.

La D. C., 1357 (06-8-1961) 945-990 « Encyclique *Mater et magistra* » ; *La D. C.*, 1358 (20-8-1961) 1009-1012 « Recherche de ce qui unit dans le respect de la vérité et de la justice » ;

La D. C., 1362 (15-10-1961) 1265-1271 « Lettre apostolique sur le rosaire et la paix » *La D. C.*, 1365 (03-12-1961) 1540-1542 « Message au peuple d'Afrique », « L'enseignement privé et, relation Eglise-Etat » ; *La D. C.*, 1367 (07-01-1962) 35-36. ; *La D. C.*, 1368 (21-01-1962) 110-114 « Allocution sur la paix et la justice » ; *La D. C.*, 1383 (02-9-1962) 1107-1111 « L'Eglise et les problèmes humains » ; *La D. C.*, 1492 (1967) « *Encyclique Populorum progressio* » ; *La D.C.*, 1988 (1967) « Aspects religieux de l'éducation dans l'école catholique » ; *La D.C*, 1546 (1969) 763-765 ; *La D. C.*, 1587 (1971) « Lettre apostolique *octogesima adveniens*» ; *La D. C.*, 1599 (1971) 1113-1127 « La vie de l'Eglise après le concile » ; « Le concile n'a pas fini de pénétrer en profondeur » ; *La D. C.*, 1689 (1976) « Encyclique *Evangelii nuntiandi* » ; *La D. C.*, 1700 (1976) 556-559 « La nomination de vingt Cardinaux » ; *La D. C.*, 1704 (1976) 782 « Le concept de réception » ; *La D. C.*, 1705 (1976) 819-820. ; *La D. C*, 1707 (1976) 940-941 « Querelles autour du concept de réception » *La D. C.*, 1749 (1978) 80-805 ; *La D. C.*, 1751 (1978) 902-905 ; *La D. C.*, 1761(1-4-1979) « *Redemptor hominis* » ; *La D. C.*, 1815 (4-10-1981) « *Laborem exercens* » ; *La D. C.*, 1821 (3-01-1982) « *Familiaris consortio* » ; *La D. C.*, 1984 (21-5-1984) ; *La D. C.*, 1957 (6-5-1988) « *Sollicitudo rei socialis* » ;

La D.C., 1881 (1984) « Instruction sur la théologie de la libération »,*La D. C.*, 1972 (15-8-1988) ; *La D. C.*, 1968 (4-9-1988) ; *La D. C.*, 1972 (20-11-1988) « *Mulieris dignitatem* » ; *La D.C.*, (21-12-1988) « Le CCFD et le Secours catholique » ; *La D. C.*, 1975 (8-1-1989) « Discours sur la paix » ; *La D. C*, 1977 (4-2-1989) « Lettre au directeur de l'OMS » et sur « Les droits de l'homme » ; « La mission des laïcs dans l'Eglise et dans le monde » ; *La D. C.*, 1978 (5-3-1989) « *Christifideles laïci* » ; *La D.C.*, (4-2-1989) « Convocation du synode africain » ; *La D.C.*, 1979 (5-3-1989) 226-239 « L'Eglise face au racisme » ; *La D.C.*, 03 (1989) « Sur L'inculturation » *La D. C.*, 1980 (19-3-1989) « Justice et paix en Afrique Australe » ; *La D. C.*, 1983 (9-4-1989) « Situation de l'enseignement catholique au Cameroun » ; *La D. C.*, 2010 (15-7-1990) « La crise économique au Cameroun » ; *La D.C.*, 2029 (2-6-1991) « *Centesimus annus* » ; *La D. C.*, 2081, (7-11-1993) « *Veritais splendor* » ; *La*

D. C., 2114 (16-4 1995) « *Evangelium vitae* » ; *La D. C.*, 2179 (5-4-1998) ; La *D. C.*, 2236 (19-11-2000) « La corruption au Cameroun »

A.2.b. Les Archives des Prêtres du Sacré-Cœur de Saint Quentin

- Correspondance de Nkongsamba du 8 novembre 1954, côte n° R-05-006, PB/C5-3/0
- Correspondance de Paris du 16 octobre 1958, côte n° R-08-048, PB/C8a-4/10.
- *Nouvelle du Cameroun entre 1939 et 1949*, côtes n° R-03-001, 10 p.
- *Nouvelle du Cameroun du 5/9/1954*, côte n° R-03-001, PB/C2/01, 3 p.
- *Nouvelle du Cameroun d'octobre 1956*, n° R 03-012, PB/C1/11, 2 p.
- *Nouvelle du diocèse de Nkongsamba*, côte n° R-03-025, PB, 2 p.
- *Nouvelle du Cameroun, sacre de Mgr Albert Ndongmo* côte n° R 03-037 (2), PB/C, 35b, 3 p.
- *Rapport annuelle sur la Mission de Foumban, Camerounais Français Afrique, confiée aux prêtres du Sacré-Cœur de Saint Quentin, France*, 1930-30 juin 1931, 2 p.
- *Rapport sur le vicariat apostolique de Foumban durant la guerre 1939-1945*, côte n° R-01-011, PB/C1/12, 2 p.
- *Rapport sur l'activité apostolique 1955-1956*, côte R-01-016, PB/C1/10, 3 p.
- *Rapport Rencontres sacerdotales Nkongsamba-Bandjoun 7 et 18 février 1957*, côte n° R-02-018, PB/C1/12, 14 p.
- *Rapport sur les pertes subies par le diocèse de Nkongsamba par des raids terroristes sur les missions catholiques*, 1966, côte n° R-15-019, 3 p.
- *Statut Pour les Missions, 1ère Partie, Des Personnes*, 2ème Partie, Des biens, Archives Passage Doisy, 11-75017, côtes n° 2-14-055, 19 p.
- *Statut basé sur les coutumes dans les relations entre l'évêché et les religieux*

A.2.c. Les Archives de l'archevêché de Paris

- Les Fonds sur le CCFD, n° 1 à 45, archives du père Pierre Giraud reversées à l'archevêché de Paris en 1984. Cf. document annexe 27, archives gérées par le père Plois en 2003.

Témoignages oraux.

- Mgr Thomas Nkuissi.
- Abbé Bernrd Nkuissi.
- Abbé Nicéphore Fankan.
- Ngongang Robert.
- Père Pierre Feltin.

B. BIBLIOGRAPHIE

B.1. Instruments de travail

- DENZINGER (H.), *Symboles et Définitions de la foi catholique,* Paris, Cerf, 1996, 1286 p.
- *Dictionnaire de théâtre*, dir Patrice PAVIS, Paris Nathan 1996, p. 290-292.
- *Dictionnaire critique de la théologie*, dir Jean Yves LACOSTE, Paris, P.U.F., 1998.
- *Petit dictionnaire de Théologie de* K. Rahner et H. Vorgrimler, Paris, Seuil, 1970.
- *Dictionnaire de théologie fondamentale*, dir René LATOURELLE, Rimo FISICHELLA, Paris, Cerf, 1992, 1535 p.
- *Dictionnaire encyclopédique de la Bible*, sous la direction d'Alexandre Wesphal, 3ème éd., 1973.
- *Introduction à l'étude de la théologie t. 3*, Paris, Desclée, 1992.
- *La Bible de Jérusalem*, Paris, D.D.B., 1999, 2173 p.
- *Théo*, Droguet-Ardant/Fayard, Paris, 1989, 1235 p.
- *Vatican II, Les seize documents conciliaires,* 2ème éd. Montréal, /Paris, Fides, 1967, 672 p.
- *Code de Droit Canonique latin-français,* Paris, Centurion-Cerf-Tardy, 1984, 1752 C., 364 p.

B.2. Ouvrages généraux

- ALBERIGO, Giuseppe dir. *Histoire du concile Vatican II 1959-1965,* t 3, Paris, Cerf, 2000, 607 p.
- BOAHEN, André. *Histoire générale de l'Afrique,* Paris, Présence Africaine, 1989, 544 p.
- BOURDE, Guy, MARTIN, Hervé. *Les Ecoles historiques*, Paris, Seuil, 1997, 420 p.
- COMBY, Jean. *Pour lire l'histoire de l'Eglise*, t.1, *Des origines au XVème siècle*, Paris, Cerf, 1984, 202 p.
- CHRISTOPHE, Paul. *2000 ans d'histoire de l'Eglise,* Paris, Droguet-Ardant, 2000, 1211 p.

- HILAIRE, Yves Marie. *Histoire de la papauté, 2000 ans de mission et de tribulations,* Paris, Tallandier, 1996, 560 p.

B.3. Ouvrages spécialisés

B.3.1. Questions Sociales et Développement

- ANTONCICH, Ricardo, MUNARRIZ, José Miguel. *La Doctrine Sociale de l'Eglise,* Paris Cerf, 1992, 296 p.
- ARONDEL, Philippe. *Morale sociale chrétienne et discours libéral, une autre approche de l'économie,* Paris, Mame, 1991, 98 p.
- AURENCHE, Guy, *et alii*. *L'aujourd'hui des droits de l'homme*, Paris, Nouvelle cité, 1980, 266 p.
- AURENCHE, Guy. *La dynamique des droits de l'homme*, Paris, D.D.B., 1998, 244 p.
- BICHOT, Jean, LENCEL, David. *Les autoroutes du mal*, Paris, Presse de la Renaissance, 2001, 181 p.
- BIGO, Pierre. *La doctrine sociale de l'Eglise*, *Recherche et dialogue*, Paris, PUF, 1965, 540 p.
- BOËDEC, François, MADELIN, Henri. *L'évangile social*, Paris, Bayard, 1999, 154 p.
- BOISSONNAT, Joseph, GRANNEC, Christophe. *L'aventure du christianisme social*, Paris, Bayard/D.D.B., 1999, 156 p.
- CALVEZ, JeanYves. *Le discours social de l'Eglise de Léon XIII à Jean-Paul II*, Paris, Centurion, 1985, 689 p.
- CALVEZ, Jean-Yves. *Les silences de la doctrine sociale catholique*, Paris, Ed. L'Atelier/ Ouvrières, Paris, 1999, 160 p.
- CAPELLE de, Philippe. *La déclaration des droits de l'homme et le catholicisme*, Paris, Librairie générale des droits de l'homme et jurisprudence, 1967, 491 p.
- CHARENTENAY de, Pierre. *Le développement des hommes et des peuples*, Paris, Centurion, 1991, 156 p.
- CHENU, Marie-Dominique. *La doctrine sociale de l'Eglise comme idéologie*, Paris, Cerf, 1979, 100 P.
- CLEMENT, Marcel. *La doctrine sociale de l'Eglise est-elle applicable ?*, Paris, L'Escalade, 1985, 98 p.

- COSMAO, Vincent. *La question sociale, Lettre encyclique de Jean Paul II "Sollicitudo rei socialis", Introduction de Vincent Cosmao,* OP., Paris, Cerf, 1988, 93 p.
- DEBARGE, Jean. *La mission médicale au Cameroun*, Paris, Société des Missions Evangéliques, 1934, 115 p.
- DURIEZ Bruno, MABILLE François, ROUSSELET Kathy, *Les ONG confessionnelles, religions et action internationale*, Paris, 2007, 282 p.
- ELA, Jean Marc. *La ville en Afrique Noire*, Paris, Karthala, 1983, 286 p.
- ELA, Jean Marc. *Quand l'Etat pénètre en brousse : la rispote paysanne à la crise*, Paris, Karthala, 1990, 268 p.
- ELA, Jean Marc. *Afrique, l'irruption des pauvres : société contre ingérence, pouvoir et argent*, Paris, Karthala, 1994, 266 p.
- ELA, Jean Marc. *Guide pédagogique de formation à la recherche pour le développement en Afrique,* Paris, 2001, 79 p.
- EYINGA, Albert. *L'U.P.C., Une révolution manquée ?* Paris, Chaka, 1991, 191 p.
- GANDINI, Jean-Jacques. *Justice et paix, Droits de l'homme, quelles contributions des chrétiens,* Paris, Librio, 1998.
- GUITTON, Henri. *Encycliques et messages sociaux,* Paris, Dalloz, 1966, 441 p.
- JACOVLEV, Georges, PELLISSIER-TANON, Arnaud, *et Alii*. *La doctrine sociale, troisième voie ou anti - modèle, Revue politique, (16*), Printemps – Eté 2001, pp. 51-53.
- JOSEPH, Roland. *Le mouvement nationaliste au Cameroun,* Paris, 1982, 414 p.
- JUSTICE ET PAIX-FRANCE, *Maîtriser la mondialisation,* Paris, Bayard, 1999, 160 p.
- KENGNE POKAM. *Les Eglises chrétiennes face à la montée du nationalisme camerounais,* Paris, L'Harmattan, 1987, 202 p.
- LA CROIX DU NORD. *Encycliques, Messages, et Discours de Léon XIII, Pie XI, Pie XII, sur les questions sociales,* Lille, 1954, 404 p.
- LAURENT, Philippe. *Jean-Paul II parle des questions sociales ; Travail, développement, économie*, Paris, Librairie Générale Française, 1994, 318 p.
- LEBRET, Louis. *Dynamisme concret du développement, Economie et humanisme*, Paris, Centurion, 1961, 551 p.
- LE COULLON, Jean Dominique. *La famille, source de prospérité,* Paris, Regnier, 1995, 225 p.

- LEVILLAIN, Philippe. *Pour une société digne de l'homme, Présentation de l'Encyclique Centesimus annus à l'occasion du centenaire de Rerum novarum,* mai 1991, Paris, Centurion, 1991, 123 p.
- MABILLE, François, *Emergence et Histoire du CCFD*, Paris, CCFD, 1999, 103 p.
- MADIRAN, Jean, *La doctrine sociale, in* Revue Itinéraire, VII, Autonne 1991.
- MAILLARD, Bernard. *Pouvoir et religion. Les structures socio politiques de la chefferie Bandjoun (Cameroun),* Berme, Peter Lang, 1984, 276 p.
- MAUGENEST, Denis. *Vivre en société, l'enseignement de l'Eglise au seuil du XXIème siècle,* Yaoundé, Presse de l'UCAC, 2002, 215 p.
- MAUGENEST, Denis, CALVEZ, Jean-Yves. *Le discours social de l'Eglise Catholique de Léon XIII à Jean-Paul II, Les textes de l'enseignement social de l'Eglise,* Paris, Centurion, 1990, 806 p.
- MAYEUR, Jean-Marie. ROGARD, Vincent. *Les Catholiques et la question sociale,* Rennes, P.U., 1997, 488 p.
- MINNERATH, Roland. *Pour une éthique sociale universelle, la proposition catholique,* Paris, Cerf, 2004.
- MINNERATH, Roland. *Doctrine sociale de l'Eglise et bien commun*, Paris, Beauchesne, 2010.
- MUNCH, Roland. *Les encycliques sociales,* Paris, Bonne Presse, 1962, 447 p.
- PELLETIER, Denis. *Economie et Humanisme, de l'utopie communautaire au combat pour le Tiers monde, 1941-1966,* Paris, Cerf, 1996, 533 p.
- PERRIN Luc, « Les origines alsaciennes du CCFD, Jeûne et Carité, *in Carrefour d'Histoire Religieuse*, n° 15, p. 321-329, Strasbourg 2004, 349 p.
- POULAT, Emile. *Eglise contre bourgeoisie,* Paris, Casterman, 1977, 291 p.
- SAUVAGE, Pierre. *L'Eglise est-elle pour ou contre la guerre ?* Paris, Spes, 1936, 79 p.
- SCHOOYANS, Michel. *Démocratie et libération chrétienne, Principes pour l'action politique,* Paris, Lethellieux, 1986, 226 p.
- SCHOOYANS, Michel. *Initiation à l'enseignement social de l'Eglise,* Paris, L'Emmanuel, 1992, 325 p.
- SCHOOYANS, Michel. *Pour relever les défis du monde moderne, L'enseignement social de l'Eglise,* Paris, Presses de la Renaissance, 2004, 254 p.
- TALLA, Jean Baptiste. *Le développement intégral de l'homme, L'appel des Evêques du Cameroun*, Bafoussam, Justice et paix, 1998, 52 p.

- TOSCER Sylvie, *Les Catholiques allemands à la conquête du développement*, Paris, L'Harmattan, 2007, 267 p.
- VALLETTE, René. *Jean-Paul II, Lettre encyclique sollicitudo rei socialis, décembre 1987, "la question sociale"*, Paris, Centurion, 1988, 106 p.
- VERDOODT, Albert. *Naissance et signification des droits de l'homme,* Louvain/Paris, Nauwelaert, 1963, 398 p.
- VIDIL, François. *Pour une société humaine, Promouvoir la justice dans notre pays, aspects de l'enseignement social de l'Eglise,* Douala, avril 2002, 84 p.
- VILLAIN, Jean. *L'enseignement social de l'Eglise,* Paris, *Spes*, 1953, 235 p.

B.3.2. Théologie

- ALBERIGO, Giuseppe, JOSSUA, Jean Pierre, *et alii*. *La réception de Vatican II,* Paris, Cerf, 1985, 465 p.
- BIMWENYI-KWENSHI, *Discours théologique Négro-africain, problème des fondements*, Paris, Présence Africaine, 1981, 700 p.
- BIRMELE, André. *La communion ecclésiale, Cogitatio Fidei*, 218, Paris, Cerf, 2000, p.147-169.
- BOFF, Léonardo. *Jésus Christ libérateur*, Paris, Cerf, 1985, 272 p.
- CERTEAU de, Michel. *L'absent de l'histoire*, « La réception comme productrice de sens », Coll. Repères, Tour, Marne, pp 41-70.
- CHEZA, Maurice, DERROITTE, Henri, LUNEAU René. *Les évêques d'Afrique parlent 1969-1992, Document pour le synode africain,* Paris, Centurion, 1992, 447 p.
- CONGAR, Yves. « La réception comme réalité ecclésiologique », *Eglise et papauté, regards historiques, in Revue des sciences philosophiques et théologiques, n° 56 (1972), p. 369-404*
- DJIDA, Joseph. *La catéchèse morale de l'épiscopat camerounais dans les lettres pastorales de 1960 à 1980,* Thèse de Doctorat en théologie morale, Université pontificale de Rome, 1991, 353 p.
- DOUMENGE, Bénédicte, NIELLY François. « La théologie de libération », *in Un livre à lire*, n° 22, été 1987, 49 p.

- DORE Joseph, dir. *Le devenir de la théologie catholique mondiale depuis Vatican II 1965-1999*, Paris, Beauchesne, 2000, 206 p.
- ELA, Jean Marc. *Le cri de l'homme africain*, Paris, L'Harmattan, 1980, 180 p.
- ELA, Jean Marc.*Voici le temps des héritiers, Eglise d'Afrique et voies nouvelles, en collaboration avec R. Luneau*, Paris, Karthala, 1981, 269 p.
- ELA, Jean Marc. *L'assistance à la libération, les tâches actuelles de l'Eglise en milieu africain*, Paris, Centre Lebret, 1981, 196 p.
- ELA, Jean Marc. *L'Afrique des villages*, Paris, Karthala, 1982, 228 p.
- ELA, Jean Marc. *Ma foi d'Africain*, Paris, Karthala, 1985, 224 p.
- ELA, Jean Marc. *Repenser la théologie africaine*, Paris, L'Harmattan, 2003, 448 p.
- FRANSEN, Piet. *« La communion ecclésiale, principe de vie dans les Eglises après Vatican II », Les Eglises après Vatican II, dynamisme et perspectives*, Paris, Beauchesne, 1981, 360 p.
- GIBELLINI, Rosino, *Panorama de la théologie au XX^{eme} siècle*, Paris, Cerf, 1994, p. 528-529.
- GRILLMEIER, Aloys. "The reception of Church Council", *in* P. McShane (ed.), *Foundation of Theology*: *Papers from the international Lonergan Congress*, Dublin, Gill et Macmillan, 1971, p. 102-114.
- GRILLMEIER, Aloys."The reception of Chalcédoine in the Roman Catholic Church", *Ecumenical review* 22, (1970), p. 383-411.
- GROOTAERS, Jean. *Actes et acteurs à Vatican II*, Louvain, Peeters/Leuven, 1998, 602 p.
- GROUPE DES DOMBES. *Le ministère de communion dans l'Eglise universelle*, Paris, Centurion, 1986, 118 p.
- GUTIERREZ, Gustave. *La libération par la foi. Boire à son propre puits*, Paris, Cerf, 1985, 188 p.
- GUTIERREZ, Gustave. *Une théologie de la liberation*, Paris, Cerf, 1985, 130 p.
- HEBGA, Meinrad. *Emancipation des Eglises sous tutelle*, Paris, Présence Africaine, 1976, 175 p.
- HUBERTUS, Robert. DROBNER, *Les Pères de l'Eglise, sept siècles de littérature chrétienne*, Paris, Desclée, 1999, 637 p.
- KÄ MANA, *La nouvelle évangélisation*, Kartala/Clé, Paris, Yaoundé, 2000.
- LUNEAU, René. *Paroles et silences du synode africain*, Paris Karthala, 1997, 250 p.

- MAMY, Emile, *Les grandes encycliques missionnaires de Benoît XV à Jean XXIII*, Fribourg/Paris, St-Paul, 1964, 180 p.
- MINNERATH, Roland. *Pour une éthique sociale universelle*, Paris, Cerf, 173 p.
- MVENG, Engelbert. *L'Afrique dans l'Eglise, Parole d'un croyant*, Paris, Harmattan, 1985, 228 p.
- NDONGMO, *Marcus. L'œuvre scolaire de l'Eglise catholique au service du lien social en Afrique, perspectives éthiques et théologiques de la mise en place de l'école*, Thèse de Doctorat en théologie morale soutenue en 1998 à l'Institut Catholique de Paris, 417 p.
- NGUEZI YA KUISA, Hyacinthe. *Jésus-christ peut-il être africain ? La longue marche des chrétiens et théologiens africains dans leur rencontre avec Jésus-Christ*, Belgique, Hovine, 1993, 323 p.
- NSOKI, « Genèse de l'expression théologie africaine », Téléma, 4/79, oct.-dec., n° 20, p. 55.
- PARENT, René. *Communion et pluralité dans l'Eglise*, Paris, Centurion, Montréal, Fides, 1980, 262 p.
- RAMAZANI BISHWENDE, Augustin. *Eglise-famille-de-Dieu, Esquisse d'ecclésiologie africaine*, Paris, L'Harmattan, 2001, 215 p.
- RIGAL, Jean. *L'Eglise en quête d'avenir, réflexions et propositions pour les temps nouveaux*, Paris, Cerf, 2003, 279 p.
- ROUTHIER, Gilles. *La réception d'un concile*, Paris Cerf, 1993, 243 p.
- ROUTHIER, Gilles. *«* La réception, histoire du thème et usage du concept », *La réception d'un concile, Cogitatio Fidei*, 174, Paris, Cerf, 1993, 15-65, 158-180
- RUSCH, Geoffrey. *Reception and oecumenical opportunity*, Philadelphia Fortress Press, 1988, 331 p.
- SESBOUE, Bernard. *Le Magistère à l'épreuve*, Paris D.D.B., 2001, 320 p.
- TCHONANG, Gabriel, « Brève histoire de la théologie africaine, *in* Revue des sciences Religieuses, n ° 2, Strasbourg, avril 2010, p. 175-190.
- TSHIBANGU Tharcisse, *La théologie africaine, manifeste et programme pour le développement des activités théologiques en Afrique*, Kinshasa, St-Paul, 1987, 158 p.
- WINLING, Raymond. *La théologie contemporaine*, Paris, Centurion, 1983, 478 p.

B.3.3. Histoire

B.3.3.a. Histoire du Christianisme

- AUJOULAT, Louis Paul. *Aujourd'hui l'Afrique*, Paris, 1958, 400 p.
- AZEUFACK, Philippe. *Monseigneur André Wouking, Pasteur selon le coeur de Dieu. Evêque de Bafoussam, archevêque de Yaoundé, Yaoundé* P.U., 2004, 247 p.
- BETENE, Louis, MESSINA, Jean Paul. *L'enseignement catholique au Cameroun, 1890-1990,* éd. Grafiche Dehonionne, Bologna, 1992, 622 p.
- BOUDON, Jacques Olivier. Cours d'Histoire de l'Eglise contemporaine sur *l'Eglise face au nazisme et à la guerre*, et sur *Le concile Vatican II*, cycle A, Institut Catholique de Paris, année 2000-2001.
- CADOR, Grégoire. *On l'appelait Baba Simon*, Yaoundé, Ucac, Terre Africaine, 2000, 254 p.
- CHEZA, Maurice. *Le synode africain, histoire et textes*, Paris, Karthala, 1996, 432 p.
- CRIAUD, Jean. *Ils ont planté l'Eglise au Cameroun, les Pallotins 1890-1915*, Publication du centenaire, Yaoundé, 1989, 82 p.
- CRIAUD, Jean. *Les Premiers pas de l'Eglise au Cameroun,* Yaoundé, Saint Paul, 1989, 179 p.
- CRIAUD, Jean. *La geste des Spiritains, Histoire de l'Eglise au Cameroun, 1911-1990*, Publication du centenaire, Yaoundé, 1990, 339 p.
- COULON, Paul. Cours de T.D. d'Histoire de l'Eglise, *Léon XIII et la mission, bilan missionnaire, fin XIX^{ème} S.* (Cycle A, Institut Ctholique de Paris, 2002)
- EMOG, Paul Valentin. *Le porteur de cornes, Monseigneur Albert Ndongmo 1925-1992*, Yaoundé, Terre africaine, 2005, 188 p.
- FONDJO, Thomas. *Album des 75 ans de l'Eglise Catholique au Cameroun,* Yaoundé, Saint-Paul, 1966, 53 p.
- FONDJO, Thomas. *Les Ecoles des Missions*, Yaoundé, 1966, 204 p.
- HEBERLE, Gilles. *L'Eglise Catholique au Cameroun et les missions des prêtres du Sacré-Coeur de Saint Quentin*, Issy Les Moulineaux, Saint-Paul, 1960, 67 p.
- KOUAM, Louis. *Le vicariat apostolique de Foumban. L'implantation de la hiérarchie catholique au Cameroun*, Thèse de Doctorat 3ème cycle, Lyon III, 1988, 481 p.

- LAURENTIN, René. *Bilan du concile, Histoire, Texte et Commentaires,* Paris, Seuil, 1966, 450 p.
- Le BAYON, Gustan. *Les Prêtres du Sacré-Coeur et la naissance de l'Eglise au Cameroun*, Paris, Procure des Missions S.C.J., 1986, 157 p.
- MAUZAISE, Maurice. *Un apôtre de l'Afrique au XIX*^{ème} *siècle, Présence missionnaire de Daniele Comboni dans la France du second empire*, Bologne Emmi, 1861.
- MESSINA, Jean Paul. *Contribution de l'Eglise d'Afrique au concile Vatican II, (1959-1965), Le cas du Cameroun*, Thèse de Doctorat en histoire, Lille III, 1993, 653 p.
- MESSINA, Jean Paul. *Evêques africains au Concile Vatican II, (1959-1965),* Paris, Karthala, 2000, 200 p.
- MESSINA, Jean Paul. *Jean Zoa, prêtre, archevêque de Yaoundé,* Paris Karthala, 2000, 303 p.
- MESSINA, Jean Paul, SLAGEREN, Van Jaap, *Histoire du christianisme au Cameroun des origins à nos jours,* Paris, Karthala-Clé, 2005, 456 p.
- MOOSBRUGGER, Bernhard, VON GALLI, Mario. *Le concile et ses conséquences*, Lucerne/Francfort, 1966, 300 p.
- MERLE, Marcel. *Les Eglises chrétiennes et la décolonisation,* B.H.C., n° 151, Cahier de la fondation nationale des Sciences politiques, Paris, Colin, 1967, 519 p.
- MVENG, Engelbert, *et alii, L'Eglise catholique en Afrique, Cent ans d'évangélisation, Album du centenaire 1890 1990,* éd. Grafiche dehonione, Bologna 1990, 432 p.
- NGONGO, Louis. *Histoire des forces religieuses au Cameroun,* Paris, Karthala, 1982, 298 p.
- OSSAMA, Nicolas. *L'Eglise de Yaoundé, aperçu historique,* Yaoundé, Imprimerie Saint-Paul, 1977, 175 p.
- PALLA, Marc. *Création et evolution du territoire du diocèse de Nkongsamba*, Nkongsamba, Secrétariat à l'éducation, 10 p.
- REMOND, René. *Les grandes inventions du Christianisme,* Paris, Karthala, p. 201-226.

B.3.3.b. Histoire du Cameroun

- BAYART, Jean François. *L'Etat au Cameroun,* Paris, Presse de la FNSP, 2ème éd., 1985, 348 p.
- CRIAUD, Jean. *Histoire du Cameroun*, Yaoundé, Saint Paul, 1968, 128 p.

- CHAFFARD, Georges. *Les carnets secrets de la décolonisation,* 2 t. Paris, Calmann Levy, 1967, 440 p.
- FOMENKY, Raymond, GWANFOGBE, M.B, *Histoire du Cameroun,* Yaoundé, CEPER, 1989, 111 p.
- Le VINE, Vincent. *Le Cameroun du mandat à l'indépendance, Paris* Présence africaine, 1984, 285 p.
- MONGO BETI. *Remember Ruben*, Paris 2ème éd., Paris L'Harmattan, 1982, 221 p.
- MONGO BETI. *Main basse sur le Cameroun,* Rouen, Ed. Peuples Noirs, 1984, 270 p.
- MVENG, Engelbert. *Histoire du Cameroun,* Paris, Présence africaine, 1963, 535 p.
- RICHARD, Jean. *Les mouvemens nationalistes au Cameroun,* Paris, Karthala, 1986, 414 p.
- SLAGEREN, Jaap Van. *Histoire de l'Eglise en Afrique*, Yaoundé, 1969, 152 p.
- UM NYOBE, Ruben. *Unification immédiate du Cameroun, fascicule de l'intervention, au congrès du parti à Kumba, 14-17 septembre d'Um Nyobè, secrétaire général de l'U.P 1951*.
- UM NYOBE, *Ruben. Ce que veut le peuple camerounais, communication du comité directeur de l'U.P.C.*, Douala, 1952.
- UM NYOBE, Ruben. *Objectifs immédiats du mouvement national camerounais*, Cahiers internationaux n° 52, janvier 1954, p.75-80.
- UM NYOBE, Ruben. *Où est le nationalisme camerounais ?*, Cahiers internationaux n° 64, mars, 1955, p.81-88
- UM NYOBE, Ruben. *Les vraies solutions pour une détente politique et morale au Kamerun*, Paris, Intercompos Montmartre, 1957
- ZANG-ATANGANA, Joseph. *Les partis politiques camerounais,* recueil prenant n° 684, décembre 1960, p. 681-708.

B.3.4. Littérature

- JAUSS, Hans Robert. *Pour une esthétique de la réception*, Paris, Gallimard, 1990, 355 p.
- JAUSS, Hans. Robert. *Production et réception au théâtre*, Paris Gallimard, 1992, 239 p.
- MONGO BETI. *Ville cruelle*, Paris, Présence Africaine, 1954, 224 p.
- MONGO BETI. *Le pauvre Christ de Bomba*, Paris, Robert Laffont, 1956, 284 p.

- MONGO BETI. *Mission terminée*, Paris, Buchet-Chastel, 1957, 218 p.
- MONGO BETI. *Le roi miraculé,* Paris, Buchet-Chastel, 1958, 252 p.

Collectif

- *Des prêtres noirs s'interrogent*, Paris, Cerf, 1956, 282 p.
- L'AC.I.B., *Point de vue de l'AC.I.B. sur le memorandum des prêtres autochtones de l'archidiocèse de Douala, intitulé* "*un éclairage nouveau*", Bafoussam, 1986, 20 p.
- *L'Eglise des cinq continents, Principaux textes du synode des évêques,* Rome 1974, Paris, Centurion 1975, 250 p.
- *Pour un Concile Africain,* Paris, Présence Africaine, 1978, 157 p.
- *Le Pape au Cameroun du 10 au 14 août 1985 et après ?...,* A.I.P.I, 1985, 84 p.
- *Eglise et Histoire de l'Eglise en Afrique, Actes du Colloque de Bologne, 22-25 octobre 1988,* Giusepe Ruggien, Beauchesne, 393 p.
- Commission Internationale Catholique-Luthérien, *Face à l'unité, tous les texts officiels 1972-1985*, Paris, Cerf, 1986, 400 p.

- Dossier résumé : *L'argent de Dieu, Eglise africaines et contraintes économiques, "Politique africaine" n° 35,* Paris, Karthala, 1989
- Dossier résumé, *Il s'appelait Albert Ndongmo (Mgr), in Jeune Afrique Economique,* mensuel n° 157, Paris, juillet 1992, p. 88-151 (regroupe après sa mort en 1992, articles, témoignages sur sa *vie* d'homme, d'intellectuel, de pasteur, et d'exilé).

B.4. Cahiers

- *Cahiers Pour croire aujourd'hui, n°12, 1er mars 1988, Jean-Paul II, Pour un vrai développement, Encyclique Sollicitudo rei socialis sur la question sociale et le développement,* 81 p.
- *Cahiers Pour croire aujourd'hui, n° 24, 15 octobre 1988, Commission sociale de l'épiscopat français, Face au défi du chômage, Créer et partager*, 33 p.
- *Cahiers Pour croire aujourd'hui, n° spécial 1989 (32) Jean-Paul II, Les laïcs fidèles du Christ, Exhortation apostolique post – synodale Christifideles laïci,* 113 p.

- *Cahiers Pour croire aujourd'hui, n° spécial mai 1991 (80), Jean-Paul II Centesimus annus, Encyclique du centenaire de la doctrine sociale de l'Eglise*, 89 p.
- *Cahiers de Meylan, 1981/2, L'évangélisation, vie ou mort des cultures ? Passer la mer évangile et modèle familial l'envoi en mission,* 57 p.

B.5. Les Périodiques

- *Cameroon Tribune, n° spécial voyage du Pape au Cameroun, août 1985.*
- *Cameroon Tribune, n° 3209 du 24 février 1985*.
- *Cameroon Tribune*, n° 7187/3476 du lundi 18 septembre 2000.
- *Cameroon Tribune*, n° 7190/3479 du jeudi 21 septembre 2000 « Contre la corruption ».
- *Cameroon Tribune*, n° 7982/4271 du jeudi 27 novembre 2003 « Corruption »
- *Cameroon Tribune*, n° 7992/4281 du jeudi 11 décembre 2003 «

- *Ensemble* n° 169, 17 mars 1985, *Ensemble* n° 172, 28 avril 1985 « message des évêques ».
- *Ensemble*, janvier-février 1968, *Ensemble*, septembre 1970.

- *Faim et Développement, « Le Forum social mondial, Pour une autre mondialisation »*, n°176 avril 2002, 23 p.
- *Faim et développement, Mondialisation, L'éveil des citoyens*, n° 164, janvier 2001, 23 p.
- *Faim et développement, A Dieu Père Lebret*, n° 32, 15 septembre 1966, 8 p.

- *Jeune Afrique*, 15 (11-12-1989).
- *Jeune Afrique Economie*, 157, *Il s'appelait Albert Ndongmo*, juillet 1992.
- *Jeune Afrique Economie*, (2-15-10-2000).

- *La Croix* du 28 mars 1949.
- *La Croix* du jeudi 23 janvier 2003.
- *La Croix* du samedi 8, dimanche 9 novembre 2003.
- *L'Action*, n° 421 du mardi 13 janvier 2004.
- *Le Guide, spécial pèlerinage du 30 décembre 2000 à janvier 2001* (Nkongsamba).

- *Le Messager*, 1592(26-11-2003).
- *Le Messager*, 17 mars 2005.
- *Le messager*, 24 septembre 2008.
- *Le Messager*, 3 février 2009 du site Cameroon info.net.
- *L'Essor des Jeunes*, 225 (01-10-1973) *A son Excellence Mgr Paul BOUQUE, au R.P GONTHIER de pieuse mémoire, à nos chers aînés les abbés Gilbert NKWANOU, André TANKOU, à nos chers parents et prêtres*.
- *L'Essor des Jeunes*, 56 (16-8-1964), numéro spécial, *Nos évêques se succèdent, l'Eglise continue*.
- *Nleb Bekristen*, 321 (15-12-1959).
- *ICI*, Yaoundé 1963. (Paix sur la terre, dernière encyclique du pape Jean XXIII).
- *Vatican Information Service*, 43 (5-3-2010) 2.

B.6. Les revues

- *CONCILIUM*, 1977-126, *Les Eglises d'Afrique, Quel avenir ?*, 148 p.
- *CONCILIUM*, 1992-239, *Vers le synode Africain*, Paris Beauchesne, 207 p.
- *CONCILIUM*, 243, *Réception, consensus et droit ecclésiastique*, 1992 p. 49-63.
- « *Eglise d'Afrique* », 2 (10- 2001) 98 p.
- « *Eglise d'Afrique* », 3 (4- 2002) Cotonou/Benin, 101 p.
- *« Eglise et Mission », La montée de l'Eglise au Cameroun*, novembre -décembre 1973, Paris Prêtre du Sacré Coeur.
- « *Mission de l'Eglise* », 43 *; droits de l'homme et chrétiens*, (3-1979) 49 p.
- « *Mission de l'Eglise* », 141, *Société civile et Eglise prophétique* (10-12-2003).
- *Questions Actuelles, revue internationale de réflexion chrétienne,* n° 35, novembre Décembre 2003, 48 p.
- *« Unité des chrétiens, Les droits de l'homme,* n° 37, janvier 1980, 41 p.
- *« Sciences humaines »*, n° 17, juin juillet 1977 *(la mondialisation)*
- *« Sciences humaines », L'économie repensée* n° 22, septembre octobre 1997.
- *« Spiritus »*, n° 56, t.xv, mi-août 1974, 287 p.
- *Revue des sciences humaines*, Lille III, 189, 1983.
- *Revue des Sciences religieuses,* « Théologie africaine », n° 2, avril 2010, Strasbourg, 285 p.

DOCUMENTS ANNEXES

Annexe 1

Liste (pas exhaustive) des partis politiques au Cameroun en 1955

1- U.P.C. (Union des Populations Camerounaises).
2- B.D.C. (Bloc Démocratique Camerounais).
3- Union tribale Ntem-Kribi.
4- U.S.C. (Union Sociale Camerounaise).
5- Renaicam (Renaissance Camerounaise).
6- Parti des Radicaux modérés Camerounais.
7- Indecam (Coordination des Indépendants Camerounais.
8- R.P.C. (Rassemblement du Peuple Camerounais).
9- Médiation Franco-Camerounaise.
10- Front National Camerounais.
11- Ligue Progressiste des Intérêts économiques et Sociaux des Populations du Nord-Cameroun.
12- U.A.F.C. (Union d'Action France-Cameroun).
13- U.D.C. (Union Démocratique Camerounais).
14- Comité de Coordination du Cameroun.
15- M.A.N.C. (Mouvement d'Action nationale du Cameroun).
16- E.S.O.C.A.M. (Evolution Sociale Camerounaise).
17- Le Manjong (Association Traditionnelle Bamiléké).

Annexe 2

Liste des principales encycliques depuis Benoît XIV (1740-1758). N.B. Les encycliques sociales sont soulignées.

1- Benoît XIV (1740-1758)

- *Inter omnigenas,* le 2 février 1744 : sur le baptême
- *Vix pervenit*, le 1er novembre 1745 : sur l'usure

2- Léon XII (1823-1829)

- *Unbi primum,* le 5 mai 1824 : sur l'indifférentisme

3- Pie VIII (1829-1830) :

- *Traditi humilitati nostrae,* le 24 mai 1829 : contre les sociétés secrètes

4- Grégoire XVI (1831-1846).

- *Mirari vox,* le 15 août 1832 : sur l'indifférentisme et le rationalisme
- *Singulari vos,* le 25 juin 1834 : condamnation de Lamennais
- *Commissum divinitus*, le 17 mai 1835, sur Les empêchements au mariage
- *Dum acerbissimas,* le 26 septembre 1835 : contre l'herménianisme
- *Inter praecipuas,* le 8 mai 1844 : à propros des traductions de l'Ecriture sainte.
- *Probe nosti*, le 18 septembre 1844 : sur les Ecritures Saintes

5- Pie IX (1846-1878)

- *Qui pluribus*, le 9 novembre 1846 : sur le rationalisme et le l'infaillibilité
- *In suprema Petri Sede*, le 6 janvier 1484 : sur les orthodoxes et l'unité de l'Eglise
- *Ubi primum,* le 2 février 1849 : sur l'opportunité de l'immaculée conception
- *Inter multiplices*, le 21 mars 1853 : sur la liturgie, l'imposition du missel romain *Amantissimus,* le 8 avril 1862 : sur le catholicisme orientale
- *Quanto conficiamur*, le 10 août 1863 sur l'indifférentisme
- *Quanta cura*, le 8 décembre 1864 : sur le socialisme, et l'indépendance de l'Eglise face à l'Etat

- *Ubi nos*, le 15 mai 1871 : sur les possessions temporelles de l'Eglise
- *Vix dum a nobis*, le 7 mars 1874 : sur l'infaillibilité pontificale et l'Eglise d'Autriche.
- *Quod nuquam*, le 5 février 1875 : contre le Kulturkampf

6- Léon XIII (1878-1903).

- *Quod apostolici muneris*, le 28 décembre 1878 : sur les droits des hommes en société
- *Aeterni Patris*, le 4 1879 : sur la philosophie et le rappel de l'autorité de saint Thomas d'Aquin
- *Arcanum divinae*, le 10 février 1880 : sur le mariage chrétien
- *Grande munus*, le 30 septembre 1880 : sur le culte des saints Cyrille et Méthode
- *Diurturnum illud*, le 29 jin 1881 : à propos de la société civile
- *Nobilissima gallorum gens*, le 15 février 1884 : sur les catholiques français et la politique
- *Humanus genus*, le 20 avril 1884 : sur les sociétés secrètes
- *Immortale Dei*, le 1er novembre 1885 : sur les fins de la société civile, et sur la définition de l'Eglise société parfaite (societas perfecta)
- *Libertas praestantissimum*, le 20 juin 1888 : sur la loi naturelle et les rapports entre liberté religieuse et dignité humaine
- *Quamquam pluries*, le 15 août 1889 : sur saint Joseph
- *Sapientiae christianae*, le 10 janvier 1890 : sur les relations entre l'Eglise et les partis politiques
- *Rerum novarum*, le 15 mai 1891 : sur la condition des ouvriers et la présentation de la doctrine sociale de l'Eglise
- *Octobri mense*, le 22 septembre 1891 : sur la Vierge médiatrice
- *Au milieu des sollicitudes*, 1892 : suggestion aux catholiques français d'un ralliement à la République
- *Providentissimus Deus*, le 18 novembre 1893 : sur l'interprétation de la Bible
- *Satis cognitum*, le 29 juin 1896 : sur l'unité de l'Eglise
- *Apostolicae curae*, le 13 septembre 1896 : à propos des ordinations anglicanes
- *Fidentem piumque*, le 20 septembre 1896 : sur la médiation de Marie
- *Divinum illud*, le 9 mai 1897 : sur la Sainte Trinité et l'Esprit Saint
- *Annum sacrum*, le 25 mai 1899 : sur le Christ roi et la dévotion au Cœur de Jésus
- *Graves de communi*, le 18 janvier 1901 : sur la démocratie chrétienne

- *Mirae caritatis*, le 28 mai 1902 : sur l'Eucharistie

7- Pie X (1903-1914)

- *Ad diem illud*, le 2 février 1904 : sur la médiation de la Vierge
- *Il fermo proposito*, le 11 juin 1905 : sur les chrétiens et la politique
- *Vehementer nos*, le 11 février 1906 : condamnation de la séparation Eglise et Etat en France
- *Pieni l'anima*, 1906 : sur la formation du clergé et la place de saint Thomas d'Aquin
- *Gravissimi officio*, le 10 août 1906 : interdiction des associations
- *Pascendi domini*, le 8 septembre 1907 : sur le modernisme et la méthode des sciences religieuses
- *Jamdudum*, le 24 mai 1911 : contre la séparation au Portugal

8- Benoît XV (1914-1922)

- *Ad beatissimi Apostolorum*, le 1er novembre 1914 : sur les progrès de la théologie
- *Maximum illud*, le 30 novembre 1919 : sur les missions
- *Pacem Dei munus*, le 23 mai 1920 : sur les relations diplomatiques
- *Spiritus Paraclitus*, le 15 septembre 1920 : à propos des Ecritures Saintes

9- Pie XI (1922-1939)

- *Urbi arcano*, le 23 décembre 1922 : sur les rapports entre laïcs et hiérarchie
- *Studiorum ducem*, le 29 juin 1923 : sur le thomisme
- *Ecclesiam Dei*, le 12 novembre : sur le catholicisme en Orient Orthodoxe
- *Maximan gravissimanque*, le 18 janvier 1924 : à propos de concordats
- *Quas primas*, le 11 décembre 1925 : exaltation du Christ-Roi
- *Rerum ecclesiae*, le 28 février 1926 : sur les missions
- *Inquis afflictisque*, en 1926 : sur la situation du Mexique
- *Mortalium animos*, le 1er juin 1926 : sur le magistère eclésiastique
- *Rerum orientalum*, le 8 septembre 1928 : sur l'œcuménisme
- *Rappresantati in terra*, le 31 décembre 1929 : sur l'éducation chrétienne de la jeunesse
- *Divini illius*, le Magistri, le 31 décembre 1929 : sur l'éducation et la famille
- *Casti connubii*, le 31 décembre 1930 : sur le mariage
- *Quadragesimo anno*, le 15 mai 1931 : commémoration du 40ème anniversaire de l'encyclique *Rerum novarum* (15 mai 1891)

- *Non abbiamo bisogno*, le 29 juin 1931 : sur les dangers du fascisme
- *Ad catholic sacerdotii*, le 20 décembre 1935 : sur les ordinations sacerdotales et la prêtrise
- *Divini redemptoris*, le 10 mars 1937 : sur la justice sociale
- *Mit Brennender Sorge*, le 21 mars 1937 : réfutation du nationa-socialisme
- *Firmissimam constantiam*, le 28 mars 1937 : contre l'abus du pouvoir

10- Pie XII (1939-1958)

- *Summi pontificatus*, le 20 octobre 1939 : sur les rapports entre droit naturel et droit des gens
- *Mystici corporis*, le 29 juin 1943 : sur l'Eglise du Christ
- *Divini afflante*, le 30 septembre 1943 : sur l'Ecriture Sainte et son interprétation
- *Orientalis Ecclesiae decus*, le 9 avril 1944 : sur les Eglise orientales
- *Mediator Dei*, le 20 novembre 1947 : sur la liturgie et le sacerdoce
- *Humani generis*, le 12 août 1950 : sur les rapports entre philosophie et théologie
- *Evangelii praecones*, le 2 juin 1951 : sur les missions et les Eglises indigènes
- *Mediator Dei*, le 20 mars 1951 : sur la liturgie
- *Sempiternus rex*, le 8 septembre 1951 : sur l'humanité du Christ
- *Orientales Ecclesias*, le 15 décembre 1952 : sur les Eglises orientales
- *Fulgens corona*, le 8 septembre 1953 : sur la rédemption de la Vierge
- *Sacra Virginitas*, le 25 mars 1954 : sur le mariage et la virginité
- *Ad Caeli Reginam*, le 11 octobre 1954 : sur la dignité de la Vierge Marie
- *Musicae sacrae*, le 25 décembre 1955 : sur la liturgie et la musique sacrée
- *Haurietis aquas*, le 11 mai 1956 : sur le culte du Sacré-Cœur et la médiation de la Vierge
- *Fidei donum*, le 21 avril 1957 : sur les évêques diocésains et la mission

11- Jean XXIII (1958-1963)

- *Ad Petri cathedram*, le 29 juin 1959 : sur la vérité, l'unité, la paix
- *Sacerdotii nostri primordia*, le 31 juillet 1959 : sur le curé d'Ars
- *Grata recordatio*, le 26 septembre 1959 : sur le Rosaire
- *Princeps pastorum*, le 28 novembre 1959 : sur les missions
- *Mater et Magistra*, le 15 mai 1961 : pour le 70ème anniversaire de Rerum novarum

- *Aeterna Dei sapientia,* le 11 novembre 1961 : sur Léon le Grand et l'unité de l'Eglise
- *Paenitentiam agere,* le 1er juillet 1962 : sur la préparation du concile
- *Pacem in terris*, le 11 avril 1963 : sur la paix

12- Paul VI (1963-1978)

- *Ecclesiam suam,* le 6 août 1964 : sur les voies de l'Eglise
- *Mense maio*, le 29 avril 1965 : pour le concile et la paix
- *Mysrerium fidei,* le 3 septembre 1965 : sur l'Eucharistie
- *Christi matri,* le 15 septembre 1966 : pour la paix, précisement au Vietnam
- *Populorum progressio,* le 26 février 1967 : sur le développement
- *Sacerdotalis coelibatus,* le 24 juin 1967 : sur le célibat des prêtres
- *Humanae vitae,* le 25 juillet 1968 : sur la régulation des naissances

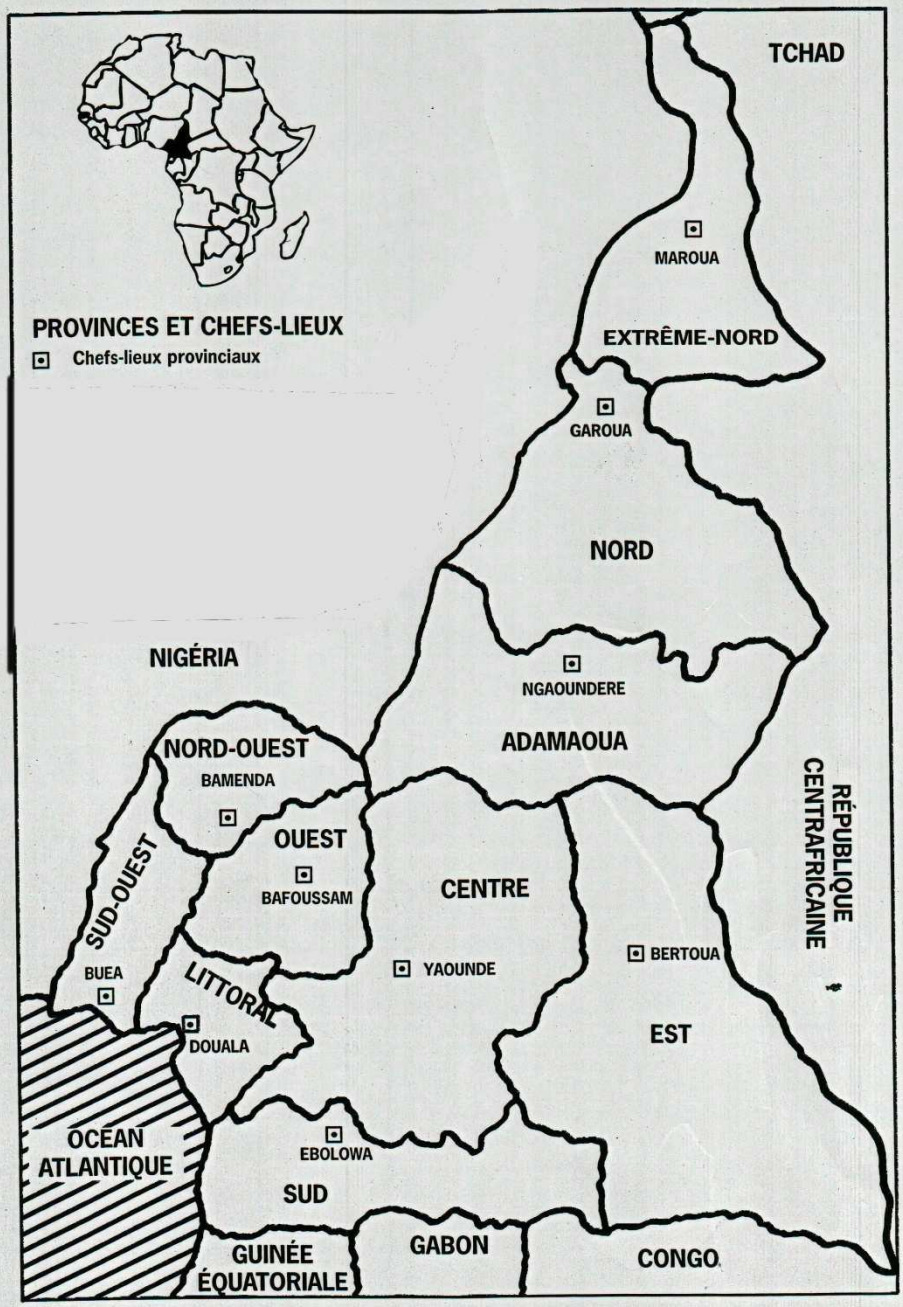
13- Jean Paul II (1978-2005)

- *Redemptor hominis,* le 4 mars 1979 : sur l'eschatologie
- *Dives in misericordia,* le 30 novembre 1980 : sur la charité
- *Laborem exercens*, le 14 septembre 1981 : sur le travail
- *Slavorum apostoli,* le 2 juin 1985 : à propos de Cyrille et Méthode
- *Dominum et vivificantem,* le 18 mai 1986 : sur les sacrements
- *Redemptoris Mater,* le 25 mars 1987 : sur la Vierge
- *Sollicitudo rei socialis,* le 30 décembre 1987 : sur la doctrine sociale
- *Redemptoris missio,* le 7 décembre 1990 : sur les missions
- *Centesimus annus,* le 1er mai 1991 : sur le 100ème anniversaire de *Rerum novarum* et son commentaire
- *Veritatis splendor,* le 5 octobre 1993 : sur la morale
- *Evangelium vitae*, sur la vie humaine, le 25 mars 1995

14- Benoît XVI (2005-)

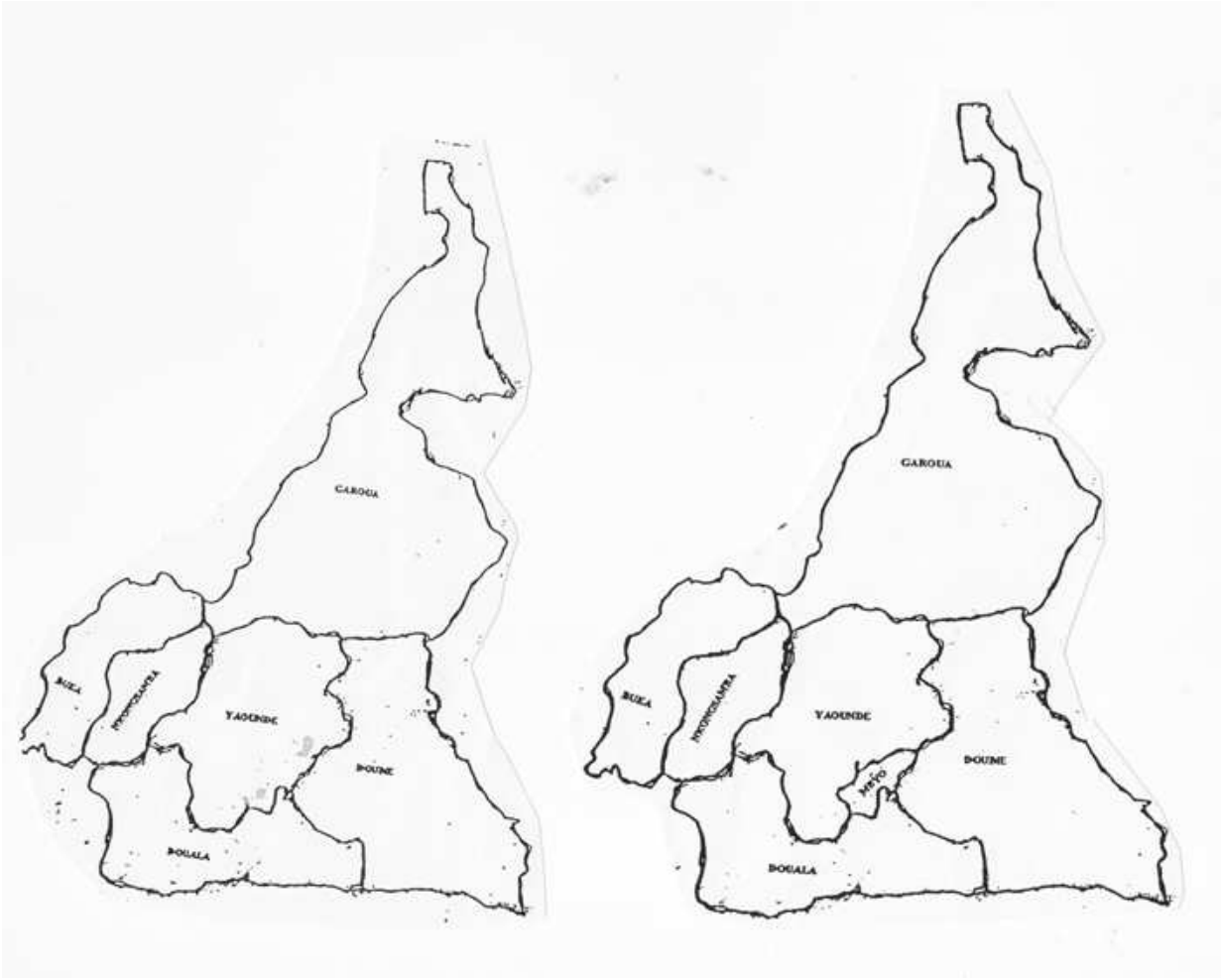
- *Deus est caritas*, Dieu est Amour, 2005, le 25 décembre 2005
- *Spe salvi,* (Sauvés par l'espérance), le 30 novembre 2007
- *Caritas in veritate*, le 29 juin 2009

Le Cameroun


TCHAD
MAROUA
PROVINCES ET CHEFS-LIEUX
Chefs-lieux provinciaux
EXTRÊME-NORD
GAROUA
NORD
NIGÉRIA
NGAOUNDERE
ADAMAOUA
NORD-OUEST
BAMENDA
OUEST
BAFOUSSAM
SUD-OUEST
BUEA
LITTORAL
DOUALA
CENTRE
YAOUNDE
BERTOUA
EST
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
OCÉAN ATLANTIQUE
EBOLOWA
SUD
GUINÉE ÉQUATORIALE
GABON
CONGO

Annexe 4

Carte des diocèses en 1955 Carte des diocèses en 1962



Annexe 5

Carte des diocèses en 2000



Annexe 6

Mgr Nkuissi au Père Supérieur Général des Prêtres du Sacré-Cœur

— Extrait d'une lettre —

Très Révérend Père,

C'est pour moi une très grande joie d'apprendre que votre grande famille religieuse qui est aussi la nôtre, est réunie à Rome pour son 16e Chapitre général. Je m'empresse de vous envoyer mes voeux les plus sincères et fraternels pour le succès de ces assises.

L'Église est aujourd'hui confrontée à un grand désarroi des esprits, et ce désarroi est d'autant plus cruellement ressenti qu'on s'est engagé à vivre plus intensément le mystère du Christ. Ceux que le Christ a mis à part se croient mis en marge de la société et pensent manquer à leur vocation d'homme en étant chrétiens. Alors que Dieu est dans le Christ, le Christ est dans l'Évangile et l'Évangile est dans l'Église. Je souhaite que le Chapitre soit guidé dans ses réflexions par l'Esprit de Celui qui a dit: „Cherchez, et vous trouverez . . ."

Mon message comprend quatre points précis:

1. *M'adressant à l'ensemble de votre famille religieuse, je rappelle que l'Église de Nkongsamba, même en ayant pour premier responsable un fils d'Afrique, reste toujours pour tous les membres de votre Institut l'une des „Églises qu'ils ont fondée par leur sueur, bien plus encore par leur sang" (Ad Gentes, 27). Par conséquent, comme l'a encore demandé le Concile, le diocèse de Nkongsamba comptera toujours sur eux.*
2. *La pénurie des vocations sévit dans toutes les régions, certes, mais à des degrés divers. Si, à l'intérieur de la Congrégation, la générosité missionnaire, pour des raisons pratiques, a été distribuée géographiquement, nous pensons qu'il n'y a ni exclusivité ni étanchéité. Nous pensons qu'il s'agit plutôt de vases communicants. De notre part, nous n'opposons aucune discrimination, connaissant la richesse de la diversité et du pluralisme.*
3. *Vous nous avez apporté le message de l'Évangile, comme le sang du Christ, dans un vase précieux. Nous avons reçu le contenu et le contenant. Faisant petit à petit la différence, nous sommes arrivés à la conviction qu'il est de notre devoir, pour que le message s'incarne dans notre peuple, de la transmettre dans les récipients bien de chez nous. L'opération n'est pas de tout repos. Il y aura des options à faire comportant des risques. Nous demandons que soit reconnu incontestable notre droit de prendre nos options à nos risques, et que soient acceptées les structures que nous mettons en place pour aider nos frères missionnaires à être Africains avec les Africains.*

   Les délais convenables seront prévus, avec des matières et un programme à déterminer par le diocèse, dans le but d'aider les missionnaires à connaître le peuple de Dieu de ce diocèse pour une pastorale en profondeur.
4. *Enfin le diocèse de Nkongsamba reconnaît et proclame solennellement les droits que se sont acquis les Pères et les Frères sur notre Église par leur labeur et leur sacrifice. Certains, même dans leur chair, sont devenus la propriété de notre sol où ils reposent dans l'attente de la résurrection. Les liens de la foi et de l'amour sont plus forts que ceux du sang. Forts de ces liens, nous espérons que les fils d'adoption seront assimilés aux fils de nature pour s'adapter ensemble aux prospectives que les conjonctures et la Congrégation pour l'Évangélisation des Peuples inspireront pour insuffler davantage l'Esprit du Christ dans les individus et les collectivités de cette portion du champ du Seigneur.*

Voilà, Très Révérend Père, le message que j'ai cru pouvoir vous adresser à l'occasion de ce Chapitre général qui, j'en suis sûr, sera d'une importance capitale non seulement pour votre chère Congrégation, mais aussi pour la vie de l'Église tout entière.

Espérant que vous transmettrez à tous les fils du Très Bon Père Dehon mes voeux les plus sincères, je vous donne l'assurance de mes prières et de mon affection fraternelle dans le Christ Notre Seigneur.

+ Thomas NKUISSI
Évêque de Nkongsamba

Annexe 7

EVECHE DE NKONGSAMBA
B. P. 333
Tél. : 49-11-60 - Fax 49-13-93
NKONGSAMBA
(CAMEROUN)

Nkongsamba, le _____

CATHEDRALE, le 13 juin 1992
Pour Monseigneur Albert NDONGMO

Monseigneur le Pro-Nonce Apostolique,
Monsieur le Représentant du Chef de l'Etat,
Excellences,
Chers frères et soeurs.

Six ans d'action, vingt-deux ans de passion, et maintenant la mort dans l'attente de la résurrection : tel est celui autour de qui nous sommes reunis : Monseigneur Albert NDONGMO, Evêque de Nkongsamba.

* * *

Il n'est pas aisé d'être Evêque de Nkongsamba : un peuple des plus travailleurs, et qui, depuis l'indépendance, ne reçoit pas sa part du fruit de son labeur. Comment un Pasteur, aimant ce peuple, pourrait-il lui parler de l'espérance divine sans dire un mot sur l'espoir humain ?

Mais en le disant Monseigneur a pu parfois utiliser certains termes, il a pu parfois posé certains actes, que des professionnels en la matière, exploitant à fond une naïve imprudence dans la sincérité, et pratiquant des opérations d'extrapolation, collectionnèrent pour se fabriquer les uns, un paravant, les autres, un moulin à vent. Résultat : la rupture du ministère, l'expérience de la torture, la mort en exil.

* * *

Lui-même se voyait mourir dans la quarantaine. Il le disait. Peut-être éprouvait-il de l'appréhension à la pensée d'un séjour plus long sur la terre ? Pressentait-il qu'après la quarantaine sa vie ne serait qu'un long martyre ?
Car il y avait du prophète dans Monseigneur NDONGMO. Par le baptême chaque chrétien devient membre de Jesus-Christ, Prêtre, Prophète et Roi. L'Evêque le devient de façon éminente par le sacrement. Mais

dans la pratique chacun est un peu plus ceci que cela, selon la distribution des dons de l'Esprit. Prêtre, Monseigneur NDONGMO l'est, mais plus prophète que roi.

Il fut un éveilleur des consciences. Il suscita l'enthousiasme. Il donna le goût du savoir. Il mena aux bords du rêve. Il poussa au dépassement. Peut-être finit-il par se sentir dépassé ?

Pourtant il ne manqua pas de réalisations : En six ans de ministère il réorganisa le Diocèse, il fonda des paroisses, il créa les premiers conseils paroissiaux, il fit entrer les laïcs dans les structures de l'Eglise. Il fit travailler des commissions pré-synodales en vue d'une assemblée qui n'a pas pu se tenir. Enfin il obtint du Pape l'érection du Diocèse de Bafoussam.

*
* *

Maintenant Monseigneur Albert NDONGMO est mort après tout ce que nous savons et tout ce que nous ne savons pas de lui. Les sentiments sont divers, et mêmes partagés. On sent le besoin de crier. Il y en a qui prennent l'histoire à temoin. Il y a ceux qui crient vers le ciel. Nous sommes rassemblés ici aujourd'hui pour crier vers le ciel.

Nous venons d'entendre deux innocents crier vers le ciel, Abel et Jésus. Pour leur sang versé, Abel a crié vengeance, Jésus a demandé pardon. Mais, dit l'Ecriture, le sang de Jésus-Christ parle mieux que celui d'Abel.
Or Albert est un ambitieux, cela, on le sait : ambitieux pour lui-même, mais ambitieux pour les autres, ambitieux pour son peuple.
Entre les deux sangs qui crient vers le ciel, Albert l'ambitieux ne peut choisir que le meilleur, le plus fort, celui qui parle mieux, lui qui savait parler.
" Père, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font."

Père, pardonne-nous, car nous ne savons pas ce que nous faisons.
Qui de nous savait qui était Albert ? Chacun a pris de lui ce qu'il a voulu pour fabriquer une idole de NDONGMO, idole à encencer ou à brûler.
Mais toi, Seigneur, tu le connais. Tu l'as créé. Tu l'as fait naître dans ton Eglise. Tu l'as revêtu de ta force pour être le Pasteur de ton peuple. Tu lui as donné une large part de la passion de ton Fils et des souffrances des hommes.
Il a rêvé des choses qu'il n'a pas pû réaliser. A nous aussi donne de ne jamais nous contenter de la médiocrité, ni pour notre Eglise, ni pour notre pays.
Il parlait bien, haut et fort, et beaucoup se plaisaient au son de sa parole. On l'appelait l'homme du tonnerre. Mais on oubliait que

la foudre lance d'abord des éclairs avant le grondement du tonnerre. Mais comme nous n'aimons pas ouvrir les yeux, nous entendons du bruit et ne voyons rien.

*
* *

Albert, par profession, est un chrétien, un prêtre, un Evêque catholique, voilà ce qu'il est par profession de foi. La lumière de sa foi et aussi de son intelligence lui permettait de répérer l'injustice et de la dénoncer pour ce qu'elle est.

Il demandait à son peuple d'apprendre à douter : de ne pas admettre tout de suite parce que cela nous plaît ; de ne pas rejetter tout de suite parce que cela nous déplaît.
Mais nous nous moquons de l'intelligence. Ca nous plait de refuser que les choses aient des causes. Ca nous plait de nier que les choses aient des conséquences. Nous nous plaisons dans le culte de l'ignorance péremptoire. Nous nous complaisons dans les facilités du comportement décousu. Albert enrageait devant la bêtise. En sa mémoire apprenons à douter. En sa mémoire cherchons à savoir. C'est vrai, c'était du tonnerre. Mais en réalité çà lanceit des éclairs. Le bruit est tombé maintenant pour toujours. Mais la lumière reste. A nous de la rechercher et de la trouver, la mission de Monseigneur Albert NDONGMO à Nkongsamba, au Cameroun et dans le monde.

*
* *

Père, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font.
Père, pardonne-nous, car nous ne savons pas ce que nous faisons.
Nous sommes nombreux à avoir collaboré à la mort de Monseigneur NDONGMO, mais nous n'en avons pas conscience, nous refusons d'en prendre conscience. Nous sommes coupables de la mort de tous ces hommes et de toutes ces femmes, mais nous ne savons pas ce que nous faisons pour qu'ils meurent.

Pitié Seigneur pour ceux qui meurent et pour ceux qui font mourir et qui vont mourir.
Si Abel est vengé une fois, Caïn sera vengé sept fois et Lamech soixante-dix-sept fois. S'il fallait venger tous les innocents, il n'y aurait pas assez d'hommes à tuer sur la terre. C'est pourquoi Dieu n'a pas exaucé la prière d'Abel assassiné. Mais il a écouté la prière de Jésus-Christ. C'est pourquoi nous allons célébrer le sacrifice de louange et de pardon pour les péchés d'Albert et pour les péchés de nous tous rassemblés ici.

*
* *

Après avoir obtenu de lui une triple protestation d'amitié, Jésus prédit à Pierre que celui-ci allait mourir en exil. Pierre fut peiné et en devint jaloux de Jean pour qui il n'y avait pas une telle annonce. Jean survécut et témoigna que par sa mort Pierre avait glorifié Dieu.

C'est à nous, à partir d'aujourd'hui, qu'il revient de témoigner de la manière dont, par sa mort, l'Evêque de Nkongsamba a glorifié son Seigneur. Amen.

+ Thomas NKUISSI
Evêque de Nkongsamba.

Annexe 8

EVECHE DE NKONGSAMBA
B.P. 333 - Tel. 49.11.60
- Fax. 49.13.93

N K O N G S A M B A

Nkongsamba, le 04 janvier 1993

L/76/92

A U R E V O I R
au peuple du Diocèse
de
N K O N G S A M B A

Chers frères et soeurs,

La veille de Noël le Pro-Nonce m'a averti au téléphone. Le lendemain de la fête il est venu à l'Evêché.

Il parla de démission. Je demandai s'il avait un formulaire. Il me tendit une feuille avec deux lignes imprimées.

Je signai.
Puis suivit un commentaire. En arrière-plan l'homélie du 17 février 1991. On causa, on mangea, il partit.

*
* *

Chers frères et soeurs, Jésus est le seul Sauveur. Il veut sauver chaque peuple, sans zigzag ni méandre. Et l'Esprit du Seigneur rempli tout l'univers. J'accepte de mourir pour cela.

Du moment que l'eau de pluie tomba du ciel, nous n'avons pas à devoir puiser dans des rigoles.

C'est Jésus le Bon Pasteur. Prions pour son nouveau représentant direct qu'il va nous envoyer. Avec lui et sous lui soyons prêts à continuer notre labeur pour la construction solide de notre Diocèse chéri.

Aurevoir et Bonne Année.

+ Thomas NKUISSI
Ancien Evêque de Nkongsamba

A lire en chaire
Nkongsamba, le 5 janvier 1993

Abbé François-Marie TCHAMDA
Doyen du Conseil Presbytéral

Annexe 9

Evolution du territoire diocésain de NKONGSAMBA

Année	Statut	Superficie	Espace
1912 - 1914 1914 - 1923	Mission de l'Adamaoua Préfecture Apostolique de l'Adamaoua	250 000 km2	ne prend en compte ni le pays Bamiléké ni le Mungo mais la région de Kumbo et Foumban
1923 - 1932	Préfecture Apostolique de Foumban	Presque même superficie	La région Bamiléké et le Mungo en font partie et Kumbo est cédé
1932 - 1940	Vicariat Apostolique	470 000 km2	Agrandissement vers le Tchad
1940 - 1946	Vicariat Apostolique	185 000 km2	Berbérati est cédé
1946 - 1955	Vicariat Apostolique	37 000 km2	Le Tchad est cédé aux Jésuits, Capucins et O.M.I. du Nord Cameroun
1955 - 1970	Diocèse	21 000 km2	espace perdu à retrouver
1970.... 1993	Diocèse Diocèse	8 000 km2 moins de 8 000 km2	Division du Diocèse qui donne naissance à celui de Bajoussam Bonabéri est cédé au nouveau Diocèse de Douala.

Annexe 10

OFFICIEL

■ Communiqué des Evêques camerounais

■ Circulaire de Mgr Zoa

Comme vous le savez, je me trouvais encore à Abidjan quand sont intervenues les arrestations de **M. Ouandié** et de **Mgr Ndongmo,** évêque de Nkongsamba.

A peine rentré, j'ai senti que tout le monde attendait que les évêques disent quelque chose sur cet événement. J'ai aussitôt entrepris des consultations avec tous mes collègues que je pouvais atteindre.

J'ai longuement rencontré Son Excellence Mgr MONGO à Douala, le samedi 9 août, avant qu'il ne vienne nous rejoindre à Yaoundé, mardi dernier. Ensuite sont venus à Yaoundé : Mgr Paul ETOGA, évêque de Mbalmayo ; Mgr Lambert Van HEYGEN, évêque de Doumé ; Mgr Pierre Célestin NKOU, évêque de Sangmélima ; Mgr Denis NGANDE, évêque de Bafoussam.

Nous avons associé à notre réflexion 8 prêtres dont 5 des deux diocèses de l'Ouest : Nkongsamba et Bafoussam.

Voici le communiqué :

A la suite de l'arrestation de Mgr NDONGMO, évêque de Nkongsamba, et devant la consternation générale, l'Episcopat du CAMEROUN a jugé opportun de délivrer le communiqué suivant.

L'EGLISE DU CAMEROUN traverse actuellement un des moments les plus difficiles de son histoire. Une situation pénible s'est créée que les efforts de la hiérarchie catholique n'ont pu empêcher.

Un évêque est mis en cause. Mais les chefs d'accusation ne sont pas d'ordre religieux.

L'affaire, à notre connaissance, est au stade des enquêtes de police. Nous espérons qu'elle suivra son cours selon le droit et la justice. Il appartiendra aux instances judiciaires de vérifier les faits et d'établir les responsabilités.

En tout état de cause, l'histoire de l'EGLISE fournit des exemples de scandales venus des autorités ecclésiastiques. Si ces scandales freinent la marche de l'Eglise, ils ne l'arrêtent jamais. Bien plus, ils devraient être, pour les témoins pas toujours fidèles que nous sommes, des occasions d'approfondir davantage notre foi en JESUS-CHRIST.

En même temps, notre prière se fera plus pressante et plus fervente pour l'EGLISE du CAMEROUN, pour la PAIX et la CONCORDE dans notre pays.

Fait à Yaoundé, le 3 septembre 1970.

Annexe 11

L' A. I. P. I.
Association Interdiocésaine
des Prêtres Indigènes)

NKONGSAMBA-BAFOUSSAM

A Nosseigneurs les Evêques du Cameroun
en réunion à Yaoundé.

Excellences,

C'est un groupe de prêtres indigènes des diocèses de Nkongsamba et de Bafoussam, qui vient s'adresser à vos Excellences. Ces prêtres, qui forment depuis peu l'Association Interdiocésaine des Prêtres Indigènes (A. I. P. I.) veulent vous exprimer leur profonde angoisse devant la situation actuelle de l'Eglise du Cameroun. Le 12-2-71, nous avons déjà eu l'occasion, à Yaoundé, de nous adresser oralement, sur le même sujet, au Pro-Nonce, Monseigneur Gallina et à l'Archevêque Monseigneur Zoa.

D'entrée, Excellences, nous vous prions de ne pas vous laisser rebuter par le ton et les mots. Si d'aventure vous les trouvez durs, c'est moins parce que nous les avons souhaités tels que voulus justes. Cela afin de ne trahir ni nos idées ni nos sentiments. Les couleurs chatoyantes traduisent mal les pensées sombres.

Excellences, nous avons que votre Assemblée annuelle se tiendra à partir du 20-4-71. Notre première inquiétude vient de l'ordre du jour de votre réunion, du moins des points sur lesquels il nous a été demandé notre avis :

1. L'apostolat des laïcs
2. La formation des Prêtres.

Dans la conjoncture actuelle de l'Eglise de notre pays, nous nous demandons à quoi cela peut servir, alors qu'une question angoissante pour nous reste sans réponse : "Où est l'affaire Ndongmo" ?

C'est à vous, Excellences, que nous posons la question. Pour les autorités civiles et militaires, c'est une affaire classée. Du moins apparemment. Et pour nos autorités religieuses ? Voilà plus de trois mois que nous scrutons vainement l'horizon, attendant de vous une parole, un acte, un signe. Mais vous êtes restés étonnamment et obstinément discrets, muets, absents, et cela n'a fait qu'épaissir

...

notre angoisse.

Ecoutez, Excellences, les Prêtres qui vous parlent aujourd'hui ne veulent pas du tout canoniser Mgr Ndongmo, loin s'en faut. Ils ont même été en violente opposition avec sa politique diocésaine. Vous le savez d'ailleurs. Et les raisons de cette opposition leur semblent toujours valables. Seulement, ils ne croient pas qu'il faille pour autant priver Mgr Ndongmo de ce à quoi il a droit (assistance, justice ...) ni l'accabler des crimes qu'il n'aurait pas commis.

Excellences, en nous ordonnant prêtres, vous nous avez appelés "cooperatores ordinis nostri". Cet "ordo" nous le cherchons vainement depuis l'affaire Ndongmo. Votre collégialité semble avoir volé aux éclats. A quoi pouvons-nous coopérer maintenant ? Nous avons la pénible impression d'avancer dans le vide, dans le brouillard. Notre Eglise a mal à la tête.

Alors les questions se pressent en nous :

1. Pourquoi, Excellences, depuis le début de l'affaire Ndongmo, avez-vous autant de prises de positions, et des positions aussi contradictoires ? Lequel des quatre communiqués émane-t-il réellement de notre épiscopat et l'exprime-t-il profondément : Yaoundé I (3 sept. 70) - Bamenda (11-11-70) - Yaoundé II (25-11-70) et le mutisme (pendant et après les Procès) ? Lequel des quatre porte-t-il la lumière et le salut de l'Evangile ? Lequel des quatre devons-nous expliquer aux fidèles que vous nous avez confiés ?

2. Est-il vrai, Excellences, que pendant la détention de Mgr Ndongmo à Yaoundé, vous, -ou certains parmi vous- n'avez pas rendu ou tenté de rendre visite à votre confrère qui était en prison?

3. Où étiez-vous, Excellences, pendant tous les deux procès ? Est-il vrai qu'en tant qu'"ordo", vous n'avez pas "assisté" votre confrère lors de son jugement, malgré la promesse que vous en aviez faite le 11-11-70 ?

4. Est-il vrai, Excellences, que seuls quelques-uns parmi vous ont supporté les frais des procès ?

5. Pourquoi ce silence qui entoure les déprédations causées contre les Eglises du Nord-Cameroun, l'arrestation et la détention de l'Abbé Simon Mpéké ? Vrai ou faux ?

6. Est-il vrai que le départ du Pro-Nonce serait lié à l'"affaire" et que vous auriez demandé ce départ à cause de sa prise de position non conforme à la vôtre ? Nous sera-t-il permis de suivre d'aventure votre exemple à votre égard ?

7. Est-il vrai qu'un de nos Pasteurs a demandé une permission officielle pour dire une messe à l'intention de Mgr Ndongmo ?

...

L'impression qui domine en nous -et nous vous prions de la dissiper- est que vous avez abandonné, livré, voire trahi votre confrère. Des deux choses l'une : ou les preuves de la culpabilité de Mgr Ndongmo ont été établies de manière irréfutable, ou elles ne l'ont pas été. Dans la première hypothèse, il noussemble que Mgr Ndongmo devrait bénéficier de la présence maternelle de cette Eglise qui n'abandonne pas les pécheurs. Dans la seconde hypothèse, la justice n'aurait pas été respectée et l'Eglise n'aurait le droit de se taire, à aucun prix.

Or, d'après des témoignages fort divers dont vous êtes certainement informés, il semble que la deuxième hypothèse paraît la plus vraisemblable : le droit et la justice n'ont pas été respectées. Alors pourquoi ce silence prolongé ? Quelle conviction personnelle vous faites-vous de la régularité des procès ? Seriez-vous gênés que votre confrère fût innocent ou pas aussi coupable qu'on l'a dit ?

Si déjà vous vous comportez ainsi à l'égard d"un prélat votre confrère, qu'en sera-t-il s'il s'agit d'un simple fidèle ou d'un prêtre obscur ? Comment prendre au sérieux votre préoccupation manifestée à Bamenda "au sujet des autres détenus et des souffrances de tant de familles éprouvées dans ces circonstances" ?

Nous nousdemandons, Excellences, à quel PRIX vous avez ainsi sacrifié votre confrère, et les valeurs fondamentales de l'Evangile. Nous excluons l'hypothèse que ce soit pour votre propre tranquillité ou pour une distinction officielle . Est-ce pour éviter les ennuis à notre jeune Eglise ? Mais ne voyez-vous pas que , ce faisant, nous la détruisons plutôt en reniant ses valeurs cpnstitutives ? Est-ce pour préserver la paix du pays ? Mais quelle paix peut-on bâtir valablement sur les crimes, les passe-droits et les injustices ? Est-ce pour cimenter cette union entre l'Eglise et l'Etat ? Si, Excellences, vous croyez que cette union doit se faire au mépris des droits et des valeurs de l'Église, même l'Etat n'en profitera pas; et ne comptez pas sur nous. Si cette union doit se limiter à une entente amicale et complice entre le Haut Clergé et la Haute Magistrature, ne comptez pas sur nous.

Ou bien, est-ce la PEUR ? Mais ub vous qui avez été plusieu fois oints par l'Esprit de la force afin d'être les "martyrs" de l'Evangile, si vous, Evêques, avez peur, que ferons-nous ? Ne croyez-vous pas que votre peur collective risque d'être le prélude à une débandade générale ?

De grâce, Excellences, veuillez reprendre courage !

Nous croyons savoir que le Président Ahidjo est sincèrement épris de la vérité et de la justice. Pourquoi ne pas profiter de ces bonnes dispositions ? S'il en était d'ailleurs autrement, l'opposition dans la vérité vaut mieux que l'"entente" dans la compromission.

...

Excellences, nous avons déjà beaucoup parlé, mais nous vous prions d'avoir patience pour lire ce qu'il nous reste à dire.

Vous nous avez étonnés, déçus, et scandalisés. Le Lafcat, les provinces écclésiastiques, la formation des prêtres, les moyens de communication... tout cela c'est bien. Mais rien de tout cela ne passera tant que nous aurons cet os dans la gorge et ce bourdonnement dans les oreilles . Et si ce n'est pas possible, si "ça" ne vaut plus la peine, dites-le nous pendant qu'il est encore temps.

Le 8-12-1970, une lettre vous a été envoyée de Bonépoupa, sous le couvert de M gr l'Archevêque, par un groupe de prêtres du Diocèse de Douala. Cette lettre nous l'approuvons entièrement et la faisons nôtre.

Un laïc disait l'autre jour : "Si les choses -l'affaire Ndongmo- en restent là, c'est que l'Eglise Catholique est foutue au Cameroun et que ses Chefs sont des incapables (sic)". Et ils sont nombreux à crier cela à voix basse.

Notre Eglise foutue ? Nos Evêques incapables ? Excellences, nous ne vous demandons pas des tapages qui ne feraient du bien à personne. Mais nous attendons de vous, avant qu'il ne soit trop tard, un démenti clair et ferme conforme à votre mission évangélique; un démenti qui mettrait fin à notre angoisse et à celle de tant de confrères, et qui nous redonnerait la joie et la fierté d'être des Camerounais chrétiens et prêtres.

Enfoumam, ce 19-4-1971.

1971

Annexe 12

Réflexions sur le Referendum

Le pays Bamiléké a eu 81.000 votants pour 430.000 h. En proportion des autr régions il y aurait du avoir au moins 240.000 votants. Soit 160.000 qui n'ont pas voté, pour les raisons que vous savez, et qui auraient voté "non" par pression sociale, comme en d'autres endroits on a voté oui par la même pression, par exemple dans le Mungo et même dans le Wouri (comment expliquer qu'à Douala, où il y a au moins 20.000 musulmans favorables au gouvernement il n'y a eu que 1.173 "oui".

En résumé, le Nord a voté "oui", le Sud a voté "non"

Les chiffres du referendum confirment les pronostics d'une sécession entre le Nord et le Sud à plus ou moins longue échéance, car ils sont le reflet d'une divergence de vue qui a ses fondements dans les divergences raciales, religieuses, sociales, économiques. Certains commencent à en parler. La radio de Yaoundé l'a elle-même avoué.

L'unité du Nord dans le "oui" s'axplique par la situation sociale : 862.000 non musulmans sont dominés administrativement par 383.000 musulmans. De plus l'instruction est très peu développée. En 1957 il n'y avait pas 3.000 élèves dans les écoles catholiques pour 1.226.000 h. dans le diocèse de Garoua.

L'unité du Sud dans le "non" s'est faite contre le gouvernement actuel. La même unanimité dans un "oui" à quelqu'un ne semble pas concevable actuellement, les raisons du "non" ayant été très diverses.

Car, quoiqu'on en dise, le referendum sur la Constitution a été en fait un referendum sur la personnalité du premier ministre.

Autres nouvelles

L'U.P.C. a été rétablie dans sa situation légale.

L'effort Camerounais qui avait été supprimé par le gouvernement à la suite d'un article sur la Constitution a été rétabli, avant le referendum.

Elections générales le 10 avril

Mbida arrive à Douala par bateau le 4 mars. On s'attend à ce qu'il soit reçu triomphalement à Yaoundé.

Moumié pose ses conditions : élections retardées en juillet (On sait que les accords provisoires avec la France, notamment pour la présence des troupes françaises au Cameroun, cessent en juin) ; autorisation accordée à tous journalistes - amnistie complète et inconditionnelle.

La radio de Yaoundé a annoncé par deux fois que le Sud avait voté "non" par coalition de l'U.P.C., de Mbida et des Missions Catholiques. En fait beaucoup de catholiques ont voté "non" mais pour des raisons tribales et non pour des raisons religieuses, les autorités religieuses (l'archevèque entre autres) ayant laissé les catholiques absolument libres de voter oui ou non Et si, par en dessous elles avaient conseillé une attitude, c'eut été pour le "oui". Pour les catholiques mieux vaut le gouvernement actuel que l'U.PC. ou d'autres.

Région	Capitale	OUI	NON	Populat.	Païens	Musulmans
Adamaoua	Ngaoundéré	79.664	1.317	180.000	100.000	80.000
Bénoué	Garoua	143.268	878	280.000	230.000	50.000
Diamaré	Maroua	152.103	1.840	450.000	300.000	150.000
Logone Chari	Fort Fouraut	8;193	979	70.000	7.000	63.000
Margui Wandala	Mokolo	115.513	798	265.000	225.000	40.000
Mayo Danaï		46.443	6.719			
				1.246.000	862.000	383.000
Bamoun	Foumban	34.888	1.336	92.000		
Total pour le Nord		580.072	13.867	1.338.000		
Bamiléké	Dschang	67.272	13.952	480.000		
Boumba Ngoko	Yokadouma	7.592	4.434	40.000		
Dja et Lobo	Sangmelima	9.485	23.467	97.000		
Haut Nyong	Abong Mbang	15.290	23.805	80.000		
Kribi	Kribi	3.701	19.008	51.000		
Lom et Kadei	Batouri	21.004	9.051	90.000		
Mbam	Bafia	15.200	29.685	130.000		
Mungo	Nkongsamba	5;106	55.051	120.000		
Nkam	Yabassi	33	9.085	36.000		
Ntem	Ebolowa	32.263	8.439	93.000		
Nyong Ekélé		715	26.891			
Nyong et Sanaga	Yaoundé	8.010	187.912	465.000		
Sanaga Marit.	Edéa	2.793	34.259	50.000		
Wouri	Douala	1.173	57.228	125.000		
Total pour le Sud		187.637	502.268	1.852.000		
Total général		767.709	516.135	3.190.000		
Chiffre définitif officiel		780.663	530.409			

Annexe 13

CONTENUS DES ENCYCLIQUES	1919 : Benoît XV Maximum Illud	1926 : Pie XI Rerum Ecclesiae	1951 : Pie XII Evangelii Praecones	1957 : Pie XII Fidei Donum
La mission est un devoir	✓	✓	✓	Mission est exigence et espoir.
C'est une tâche immense	✓	✓	✓	✓
Créer et soutenir un clergé indigène/ établir l'église locale	✓	✓	✓	
Interdiction de la politique	✓		✓	
Difficulté de la mission	✓		✓	✓
Priorité aux lieux non-évangélisés	✓	✓	✓	
Collaboration en mission.	✓			
Bonne formation (avant de partir)	✓		✓	
Obéir au Saint Siège	✓	✓	✓	
Sainteté de la vie du missionnaire	✓			
Appel aux fidèles		Prière, vocations, secours matériel, catéchisme	✓	Prière, vocations
Un égard aux classes dirigeantes		✓		
Formation et emploie des catéchistes	A faire avec prudence	Partie intégrante de la mission		
Respect de culture / apprentissage de langue	✓		✓	
Désintéressement personnel			✓	
Etre prêt à abandonner la mission		✓	✓	
Danger du matérialisme			✓	✓
Accueil des étudiants étrangers				✓
Evangéliser à partir des œuvres socio caritatives		✓	✓	

Annexe 14

Publications catholiques au Cameroun 1962

Titre	Origine	Périodicité	Mode d'impression	Adresse	CCP
1. D'intérêt national :					
« Effort Camerounais »	Information Catholique du Cameroun (I.C.C.)	Hebdomadaire	Imprimé-typo	B. P. 345 Ydé	0649 Dla
2. D'intérêt diocésain :					
« Nleb Bekristen »	Archidiocèse de Ydé	Bi-Mensuel	Imprimé-typo	B. P. 763 Ydé	
« La Vie Diocésaine »	Diocèse de Douala	Mensuel	Ronéotypé	B. P. 179 Dla	
« Nufi Nsieken Ngwe »	M.C. Bafang	Mensuel	Ronéotypé		
3. Action culturelle et sociale :					
« Nova et Vetera »	Dir. des Œuvres de Ydé	Mensuel	Ronéotypé	B. P. 345 Ydé	
« Lumina »	Grand Séminaire	Bi-Mestriel	Ronéotypé	Otélé	
« Essor des Jeunes »	Dir. des Œuvres Nkongsamba	Mensuel	Ronéotypé	B. P. 63 Nk.	3724 Dla
« Echanges »	Profession Médicale	Mensuel	Ronéotypé	B. P. 1110 Ydé	
« Construire l'Avenir »	Collège des Travailleurs	Trimestriel	Imprimé-typo	B. P. 5285 Dla	4933 Dla
4. Organes d'expression des Mouvements :					
« La Voix des Jeunes »	J.O.C.	Mensuel	Imprimé-typo	B. P. 5007 Dla	0999 Dla
« Belle Jeunesse »	J.O.C.F.	Mensuel	Ronéotypé	B. P. 42 Dla	1330 Dla
« Bulletin de Liaison »	A.C.F.	Mensuel	Ronéotypé	B. P. 5395 Dla	2285 Dla
« Au Large »	J.E.C.	Mensuel	Ronéotypé	B. P. 345 Ydé	
« Légion de Marie »	L.M. de Douala	Mensuel	Ronéotypé	B. P. 512 Dla	2956 Dla
« Le Chef du Cameroun »	Scoutisme	Bi-Mestriel	Ronéotypé		

Annexe 15

Les Fondations Médicales en 1962

« AD LUCEM » EN SECTEUR BAMILEKE

Hôpital de Bafang. Fondé en 1946.

Médecin-dir. : Dr Thérèse Strobel-Gasteau.
Assistant médical : M. Jean Fotzo.
Principaux dispensaires : Melong, La Moumée.

Hôpital de Bandjoun. Fondé en 1956.

Médecin-dir. : Dr Grutchard.
Principal dispensaire : Bayangam.

Hôpital de Mbouda. Fondé en 1959.

Médecin-dir. : Dr Claude Berthe.
Principal dispensaire : Bansoa.

« AD LUCEM » EN SECTEUR EWONDO-BOULOU

Hôpital d'Efok. Fondé en 1937.

Médecin-dir. : Dr Sébastien Abessolo.
Assistant médical : M. Robert Andzongo.
Principaux dispensaires : Tala, Saa, Mvaa, Bafia, Etok.

Hôpital d'Omvan. Fondé en 1936.

Médecin-dir. : Dr Jean-Paul Fantino.
Principaux dispensaires : Nanga-Eboko, Ngomedzap, Akono, Otélé, Mbalmayo.

Léproserie St-Michel de Nden, par Sangmélima. Fondé en 1938.

Directrice : Mlle Thérèse Prost.

AUTRES FONDATIONS MEDICALES

Hôpital St-André, par Edéa. Fondé en 1955.

Tenu par les Sœurs de Jésus-Réparateur de Lyon.
Médecin-dir. : Dr Ressicaud.
Principaux dispensaires : Eséka, Mom, Bodmakak.

Hôpital de Tokombéré, par Mora. Fondé en 1959.

Médecin-dir. : Dr Maggi.

Annexe 16

missio

Case postale 106
Grand'Rue 34
1700 Fribourg 2

Propagation de la Foi
Enfance missionnaire
Saint-Pierre Apôtre

Compte de chèques:
17-1220-9
Tél. 037 22 21 78

Œuvres Pontificales Missionnaires

ADRESSES POUR LES DEMANDES D'AIDE

1.	Oeuvres Pontificales Missionnaires OPM, Mgr Franck Palazzo di Propaganda Fide 48 Plaza di Spagna I - 00187 ROME ITALIE	Projets pastoraux, évangélisation, églises, catéchèse d'adultes, honoraires de messes.
2.	Oeuvre Saint-Pierre Apôtre (même adresse)	Formation du clergé, séminaires, bourses d'étude, recyclages, communautés religieuses, catéchistes.
3.	Sainte-Enfance (Même adresse, Mgr Bodet)	Catéchèse, mouvements d'enfants et jeunesse, animation.
4.	Misereor Mozarstrasse 9 Postfach 100152 D - 5100 AACHEN RFA	Projets de développement, constructions, équipement, animation en complément de l'Eglise locale.
5.	Adveniat Bernestrasse 5 D - 4300 ESSEN 1 RFA	Seulement pour Amérique latine, projets pastoraux en complément des institutions locales.
6.	MISSIO-Aachen Goethestrasse 43 Postfach 1110 D - 5100 AACHEN RFA	En plus du fonds commun, soutient des projets pastoraux, projets de développement et constructions, sauf Amérique latine.
7.	MISSIO-Münich Pettenkoferstrasse 26-28 D - 8000 MUENCHEN 2 RFA	Mêmes critères que MISSIO-Aachen.
8.	Action de Carême Habsburgerstrasse 44 CH - 6002 LUCERNE SUISSE	Projets de développement, constructions, équipement, avec dimension pastorale.
9.	C.I.D.S.E 1-2 Avenue des Arts 1040 BRUXELLES BELGIQUE	Coordination internationale
10.	MIVA Postfach 2933 Konstanzerstrasse 60 CH - 9500 WIL	Financement de moyens de transport (voiture...)

Rappel important

Toute demande d'aide doit se situer dans un projet de pastorale d'ensemble. La preuve du besoin sera donc apportée soit par l'évêque local, soit par la Conférence épiscopale régionale ou une autre instance reconnue, qui présentera votre demande ou au moins la recommandera par une lettre jointe au dossier.

Annexe 17

UNIVERSITÉ Marc Bloch

Faculté de Théologie Catholique

Le 30 octobre 2003

A Son Excellence
Monseigneur Esua Cornelius FONTEM
Président de la Conférence Episcopale Nationale du Cameroun
B.P. 1963
YAOUNDE
Cameroun

RECOMMANDATION

Excellence,

Le Père Lazarre TCHOUABOU, originaire du Cameroun, a entrepris sous ma direction, une thèse de doctorat en Théologie sur le sujet « La réception de la doctrine sociale de l'Eglise au Cameroun ».

Pour mener à bien son enquête, le Père Tchouabou devrait consulter la documentation disponible concernant les prises de position de la C.E.N.C. sur les thèmes de la doctrine sociale.

J'ai l'honneur, par la présente, de solliciter de votre bienveillance, que l'accès à cette documentation soit facilitée au Père Tchouabou.

Je saisis cette occasion pour assurer Votre Excellence de mes sentiments respectueux et dévoués.

Mgr Roland Minnerath
Professeur

9, place de l'Université - 67084 Strasbourg - Tél. 03 88 25 97 23

Annexe 18 (a)

SABAL-LECCO

DIRECTION
DE
L'ENSEIGNEMENT
AU CAMEROUN

20/9/57

Cher Monsieur l'Abbé,

C'est avec un réel plaisir que j'ai reçu ce matin, par Mlle BINDELLE, la plaquette "POUR UN NATIONALISME CHRÉTIEN AU CAMEROUN" - Je vous remercie sincèrement Monsieur l'Abbé, d'avoir encore pensé à Votre Vieil ami.

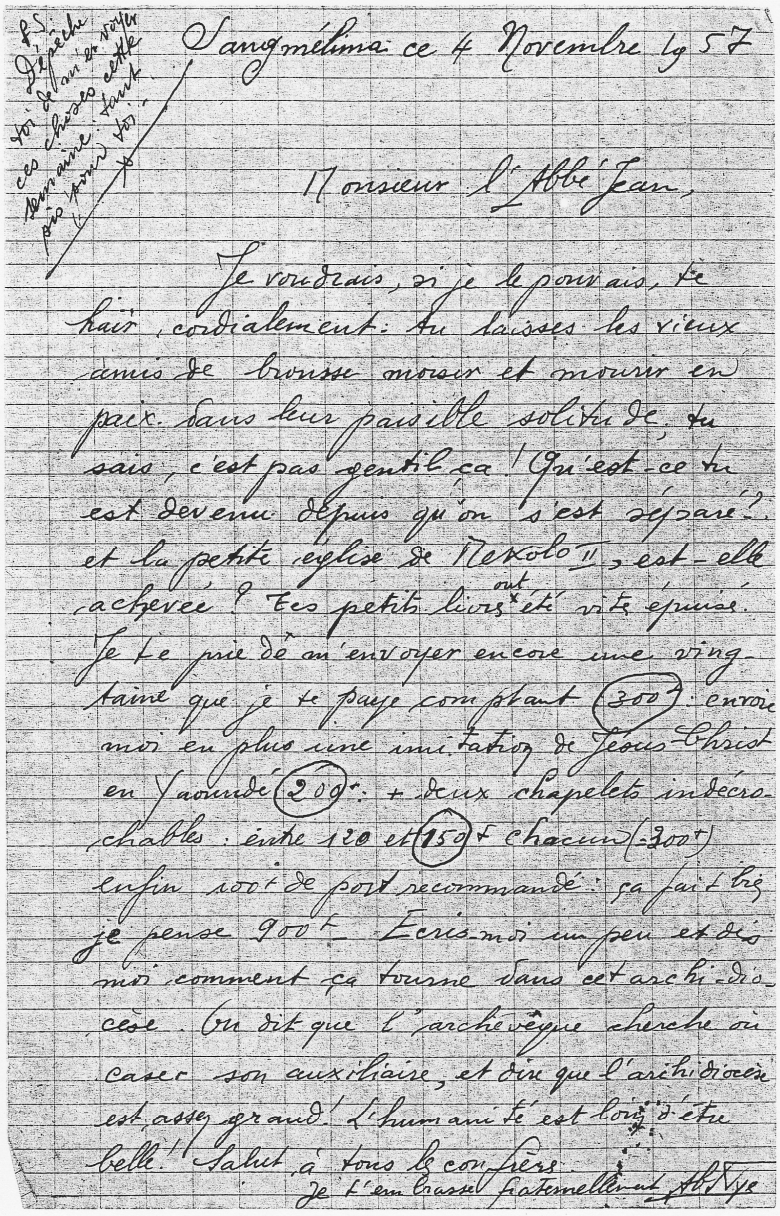
Comme j'ai des amis ou camarades que Votre très sérieuse étude peut intéresser, je vais vous demander une dizaine de' exemplaires à vendre -

En attendant, je vous prie de croire, Monsieur l'Abbé, à mes sentiments les plus sincères -

Yaoundé, le

Ahmadou

Annexe 18 (b)



P.S. J'espère bien avoir de vos nouvelles dans cette semaine. Tout pour vous.

Sangmélima ce 4 Novembre 19 57

Monsieur l'Abbé Jean,

Je voudrais, si je le pouvais, te haïr, cordialement: tu laisses les vieux amis de Brousse moisir et mourir en paix. Sans leur paisible solitude, tu sais, c'est pas gentil ça! Qu'est-ce tu est devenu depuis qu'on s'est séparé? et la petite église de Nkolo II, est-elle achevée? Tes petits livres ont été vite épuisés. Je te prie de m'envoyer encore une vingtaine que je te paye comptant (300 f): envoie moi en plus une imitation de Jésus-Christ en Yaoundé (200 f: + deux chapelets indécrochables: entre 120 et 150 f chacun (=300 f) enfin 100 f de port recommandé: ça fait bien je pense 900 f. Écris-moi un peu et dis moi comment ça tourne dans cet archi-diocèse. On dit que l'archevêque cherche où caser son auxiliaire, et dit que l'archidiocèse est assez grand! L'humanité est loin d'être belle!! Salut à tous les confrères. Je t'embrasse fraternellement Abbé Yves

Annexe 18 (c)

NDJOG Aloys-Marie
Nationaliste kamerunais
Exilé à l'étranger.
P.O. Box 107 Khartoum-North
S U D A N

Khartoum le20/3/58.

Monsieur l'Abbé Jean ZOA
Mission du Sacré-Coeur Yaoundé. B.P.52
Cameroun

Monsieur l'Abbé,

Je viens de parcourir avec une attention soutenue et une fierté toute kamerunaise votre humble et dynamique brochure intitulée " Pour un Nationalisme Chrétien ". Vous avez su mettre en relief contre les susceptibilités de certains de vos confrères acquis entièrement mais bêtement au colonialisme les deux éléments importants dont est composé en principe le type kamerunais : Dieu et la Patrie.

En votre qualité de Ministre de Dieu vous désirez ardemment voir briller sans jamais s'éteindre cette charité divine qui anime sans contredit tout kamerunais digne de ce nom. Mais hélas! sont peu nombreux et c'est triste à le constater, ceux de vos confrères de race qui,piétinant le saint évangile à l'instar de leurs maîtres,se sont déclarés ouvertement et de mauvaise foi ennemis du nationalisme kamerunais.L'abbé Pierre Ngindjèl.pour ne citer que cet exemple,avait osé quelques jours avant les évènements sanglants de mai 1955,du haut de sa chaire, ô Dieu! stigmatiser les nobles aspirations de tout un peuple.Il avait même poussé plus loin jusqu'à supprimer ce jour-là la communion aux fidèles.Comment interpréter dès lors les actes des prêtres de cet acabit devenus tristement apôtres de l'impérialisme français?.....

Monsieur l'Abbé,vraiment les fils du Père Liberman ont compromis sciemment l'Eglise et l'ont rendue suspecte à nos yeux.Ils se sont constitués dans notre pays des hérauts non de Jésus-Christ,mais de la France,cherchant par tous les moyens à assurer ses intérêts .....Que de fois on a vu des prêtres se lancer dans la brousse pour faire la campagne électorale en faveur de tel ou tel candidat proposé par l'administration et canonisé par l'Eglise.....Après cinq ans de service à la mission l'abbé Simon Mpackè,n'ayant pas pu me détourner de la lutte de libération de notre pays m'a finalement baptisé de communiste et comme tel m'a congédié sans procès et sans préavis.Mais tout philosophe et théologien qu'il est,il a été incapable de prouver mon appartenance au communisme.

Les nationalistes kamerunais ne sont contre aucune religion,mais ils sont drôlement édifiés des agissements de certains prêtres et des attaques gratuites que ceux-ci dirigent contre eux.

.....2/

La lettre des Ordinaires du Kamerun que vous avez citée à la page 8 de votre brochure est pleine d'hypocrisie et n'aurait pas dû figurer dans cette belle brochure.C'est révoltant d'entendre des évêques conditionner notre nationalisme au respect des grandes lois de l'évangile,quand eux-mêmes nous apprennent comment les fouler aux pieds.J'ai fini par comprendre que les pionniers du colonialisme français ont voulu compliquer la vie apostolique aux prêtres kamerunais pour ensuite conclure à l'incapacité de ceux-ci ou à l'athéisme des nationalistes kamerunais.Mais ces manoeuvres doivent subir un échec lamentable.Les nationalistes kamerunais savent distinguer le vrai du faux,le nationaliste du valet.....

Votre brochure,Monsieur l'Abbé, qui ne fait que confirmer la légitimité de nos aspirations et de notre lutte,est l'objet de l'appréciation des responsables des mouvements progressistes en général et ceux du Mouvement National en particulier.Cette brochure doit désormais réduire au silence tous ceux de vos confrères qui avaient assumé la responsabilité de contrécarrer bêtement nos aspirations.Je les conseillerais de commencer à battre leur coulpe....

Au nom du peuple kamerunais et de sa jeunesse,au nom de ceux qui sont morts pour que soit recréé le Kamerun un,uni,unifié indépendant et souverain,au nom de tous ceux qui sont torturés dans les geôles et les camps de concentration,au nom de nos frères qui sont réduits à vivre comme des animaux dans les forêts,au nom de ceux qui sont frappés d'ostracisme pour la cause de notre pays je vous félicite sincèrement pour votre patriotisme éclairé que vous avez manifesté dans votre brochure et vous encourage à garder cette position qui pourra contribuer unjour ou l'autre,j'en suis bien sûr,au règlement de pas mal de choses...

Tout en vous transmettant le salut fraternel de mes compagnons de lutte,je vous prie,Monsieur l'Abbé,de croire à mes sentiments de respect et de fraternité kamerunais.

Mes meilleurs souvenirs à l'Abbé Meinrad-Pierre HEBGA.

Annexe 19

Samedi 10/8/85 :

17h30 : Arrivée à Yaoundé. Cérémonie d'accueil.
19h00 : Rencontre avec le clergé, les religieux, les religieuses, séminaristes, catéchistes, réprésentants des mouvements d'Actions Catholiques, à la Cathédrale.

Dimanche 11/8/85 :

8h30 : Sainte Messe avec ordinations sacerdotales au Boulevard du 20 mai à Yaoundé.
17h00 : Sainte Messe avec baptêmes et confirmations à l'aéroport de Garoua.

Lundi 12/8/85 :

9h45 : Sainte Messe pour la famille avec bénédiction de mariage à l'aéroport de Bamenda.
16h00 : Rencontre à la Nonciature avec les Protestants et les Orthodoxes.
17h00 : Rencontre à la Nonciature avec les Musulmans.
18h00 : Visite au Président de la République. Rencontre avec les Corps constitués et le Corps diplomatique.

Mardi 13/8/85 :

10h00 : Sainte Messe et salut aux Jeunes à la Place de l'UDEAC à Douala.
17h00 : Rencontre avec les Intellectuels et les Universitaires au Palais des Congrès.
19h00 : Rencontre avec la Conférence Episcopale du Cameroun.
20h00 : Repas avec les Evêques.

Mercredi 14/8/85 :

7h30 : Cérémonie de congé du Cameroun à l'aéroport de Yaoundé.

Extrait du programme détaillé
de la Nonciature

Annexe 20

TABLE DES MATIERES

Préface par Mgr Christian Tumi, Archevêque de Garoua 5

Réponse du pape aux souhaits de bienvenue du Chef de l'Etat - Aéroport de Yaoundé, le 10 août 1985 9

Liturgie de la parole - Cathédrale de Yaoundé, le 10 août 1985 14

Sainte messe avec ordinations sacerdotales, homélie - Boulevard du 20 mai 1972 à Yaoundé, le 11 août 1985 28

Angelus - Boulevard du 20 mai 1972 à Yaoundé, le 11 août 1985 38

Homélie pendant la messe avec baptêmes, confirmations et premières communions - Aéroport de Garoua le 11 août 1985 42

Messe pour les familles, homélie - Aéroport de Bamenda, le 12 août 1985 56

Discours du pape - Palais de l'Unité à Yaoundé, le 12 août 1985 67

Rencontre œcuménique - Nonciature apostolique à Yaoundé le 12 août 1985 81

Sainte messe, homélie sur l'éducation catholique - Place de l'UDEAC à Douala, le 13 août 1985 89

Acte de consécration du Cameroun à la Vierge Marie (fin de l'homélie sur l'éducation catholique) - Place de l'UDEAC à Douala, le 13 août 1985 100

Bref salut aux jeunes - Place de l'UDEAC à Douala, le 13 août 1985 102

Discours du pape aux intellectuels et aux universitaires - Palais des Congrès à Yaoundé, le 13 août 1985 107

Réponse du Saint Père à la municipalité de Yaoundé - Boulevard de S.S. le pape Jean-Paul II à Yaoundé, le 13 août 1985 121

Discours aux évêques - Nonciature apostolique à Yaoundé, le 13 août 1985 123

L'Adieu du Pape - Aéroport de Yaoundé, le 13 août 1985 131

Discours de bienvenue du Chef de l'Etat - Aéroport de Yaoundé, le 10 août 1985 134

Adresse d'accueil de Mgr Jean Zoa, archevêque de Yaoundé - Cathédrale de Yaoundé, le 10 août 1985 135

Mot d'invitation de Mgr Jean Zoa, archevêque de Yaoundé, à S.S. le Pape Jean-Paul II - Boulevard du 20 mai 1972 à Yaoundé, le 11 août 1985 138

Adresse d'accueil de Mgr Christian Tumi archevêque de Garoua - Aéroport de Garoua, le 12 août 1985 140

Adresse d'accueil de Mgr Paul Verdzekov, archevêque de Bamenda - Aéroport de Bamenda, le 12 août 1985 143

Adresse du Rév. Dr Ambadiang, secrétaire administratif de la FEMEC - Nonciature apostolique à Yaoundé, le 12 août 1985 146

Adresse du porte-parole des musulmans du Cameroun au Pape - Nonciature apostolique à Yaoundé, le 12 août 1985 150

Discours de S.E. Paul Biya à l'occasion de la présentation des corps constitués à S.S. le Pape Jean-Paul II - Palais de l'Unité à Yaoundé, le 12 août 1985 148

Adresse d'accueil de Mgr Simon Tonye, archevêque de Douala - Place de l'UDEAC à Douala, le 13 août 1985 154

Adresse de la jeunesse du Cameroun à S.S. le pape Jean-Paul II - Place de l'UDEAC à Douala, le 13 août 1985 158

Baptême du « Boulevard de S.S. le Pape Jean- Paul II - Boulevard de S.S. le Pape Jean-Paul II à Yaoundé, le 13 août 1985 160

Adresse d'hommage à S.S. le Pape Jean-Paul II à l'occasion de sa rencontre avec les intellectuels du Cameroun - Palais des Congrès à Yaoundé, le 13 août 1985 162

Adresse de Mgr Christian Tumi, président de la conférence épiscopale nationale du Cameroun - Nonciature apostolique à Yaoundé, le 13 août 1985 164

Allocution d'adieu de S.E. Paul Biya, Président de la République du Cameroun - Aéroport de Yaoundé, le 14 août 1985 167

Annexe 20 (a).

Questionnaire ① prêtre

Diocèse de .....
NOM
Prénom
Lieu de formation*Année d'ordination
Responsabilité actuelle

Avez-vous reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur « la doctrine sociale de l'Eglise » En combien d'année ?
Fréquence du cours : annuel semestriel trimestriel autre

Avez-vous une idée du nombre de lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement :
Par les évêques du Cameroun ?
Par votre évêque ou les évêques qui se sont succedés dans votre diocèse ?
Si non pourquoi ?

Lesquelles des lettres avez-vous particulièrement expliqué à vos chrétiens ? Pourquoi ?

Quel impact de ces lettres sur la population dont vous avez charge ?

Lesquelles des structures ci-dessous, et depuis quand, existent dans votre paroisse ?

Pax Christi Justice et paix comité de développement Autres

Annexe 20(b).

(2) Chrétiens

Questionnaire

Etes-vous informé sur les lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur

La politique

Le tribalisme

La crise économique

La famille

L'avortement provoqué

L'enseignement catholique

La corruption

Quel écho ont l'une ou l'autre lettre pastorale ?

Dans votre diocèse existe-t-il et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?

Justice et paix

Pax Christi

Un comité de développement

Comment d'après vous, l'Eglise du Cameroun doit-elle agir pour que cessent la corruption, le tribalisme, la crise économique et toutes les injustices qui se vivent au Cameroun ?

Annexe 20 (c).

(3) Educateurs Enseignants Autres

Questionnaire

Etes-vous au courant des lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur les questions sociales et du développement ?
Pouvez-vous en énumérer certaines ?

Lesquelles vous ont marqué et pourquoi ?

Existent-ils dans votre paroisse et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?
Justice et Paix Comité de développement (sous quelle autre appellation) ?

Quelles sont les œuvres sociales et du développement mises en place dans votre diocèse ?

Pensez-vous que les lettres pastorales des évêques du Cameroun ont un impact sur la vie des Camerounais ? Lesquelles et comment ?

Annexe
21

Questionnaire (1) prêtre

Diocèse de ...YAOUNDÉ.....
NOM ESSOMBA KOUNGOU
Prénom Kisito
Lieu de formation*Année d'ordination Grand séminaire de Nkolbisson / UCAC
Responsabilité actuelle Curé de Bienheureuse ANUARITE de Biyem-Assi
ordonné le 12 janvier 1997

Avez-vous reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur « la doctrine sociale de l'Eglise » oui En combien d'année ? 3 ans
Fréquence du cours : annuel (semestriel) à l'UCAC trimestriel (autre) des séminaires de formation au grand séminaire

Avez-vous une idée du nombre de lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement :
Par les évêques du Cameroun ? Pas très exactement
Par votre évêque ou les évêques qui se sont succédés dans votre diocèse ?
Si non pourquoi ? Elle sont assez nombreuses

Lesquelles des lettres avez-vous particulièrement expliqué à vos chrétiens ? Pourquoi ? Lettre de la conférence épiscopale sur la CORRUPTION : je l'ai beaucoup expliquée. Je m'appuyais aussi (des références) sur la lettre contre l'avortement.

Quel impact de ces lettres sur la population dont vous avez charge ? - la conscientisation morale du chrétien, - la crainte de Dieu, - le respect de la vie, - la sacralisation du bien commun, - le développement du pays, - le respect du prochain

Lesquelles des structures ci-dessous, et depuis quand, existent dans votre paroisse ?

Pax Christi (Justice et paix) comité de développement Autres
1 an

Questionnaire aux prêtres

Diocèse de..... Yokadouma
NOM
Prénom
Lieu de formation
Année d'ordination
Fonction actuelle

I-Avez reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur "la doctrine sociale de l'Eglise" ? oui En combien d'année ? 2
Fréquence du cours : annuel semestriel ✓ trimestriel autre

Avez-vous une idée du nombre des lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement :
par les évêques du Cameroun ? non
par votre évêque ? rien
si non pourquoi ? ~~non~~

Avez-vous toujours expliqué à vos paroissiens le contenu de l'une ou l'autre des lettres ? oui
Lesquelles ? L.G

Lesquelles des structures ci-dessous existent dans votre paroisse :
Pax Christi O Justice et paix O Comité de développement O

Autres (lesquelles) : L G
S C

Quel impact de ces lettres sur la vie de votre population ? O

- Comment théoriquement et concrètement s'organise la vie matérielle du clergé. (Santé, nutrition, argent de poche)

Vie matériel surtout, il est prévu les intentions de messe qui doivent faire fonctionner la paroisse, reparer la voiture s'il y en a, nourrir le prêtre (à signaler que le prêtre n'attend beaucoup des chrétiens), assurer la santé du prêtre; c'est son argent de poche...
A Raison de 3000/intention x 25

Total 75.000 F.

B33
25

Questionnaire ① prêtre

Diocèse de ... NKONGSAMBA .....
NOM TOKO
Prénom Théodore
Lieu de formation* Année d'ordination Séminaire de Nkolong - grand séminaire d'Etalé et de Kolbe - Bikom - Rome. 1972.
Responsabilité actuelle Curé doyen de Bafang.

Avez-vous reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur « la doctrine sociale de l'Eglise » NON ! En combien d'année ?
Fréquence du cours : annuel semestriel trimestriel autre

Avez-vous une idée du nombre de lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement :
Par les évêques du Cameroun ? oui J'en ai une idée, pour avoir travaillé à la CENC.
Par votre évêque ou les évêques qui se sont succédés dans votre diocèse ? Non !
Si non pourquoi ? Parce que ces lettres étaient en général remises au curé ou vendues et que personne ne voulait engager de sous pour s'en procurer.

Lesquelles des lettres avez-vous particulièrement expliqué à vos chrétiens ? Pourquoi ?
La lettre des évêques du Cameroun sur la corruption. J'ai en a en parlé dans le bulletin NKENG-SHALOM.

Quel impact de ces lettres sur la population dont vous avez charge ?
L'impact est presque nul là où elles ne sont pas expliquées aux chrétiens, mais fait là où elles ont été distribuées et expliquées aux chrétiens.

Lesquelles des structures ci-dessous, et depuis quand, existent dans votre paroisse ?

Pax Christi Justice et paix comité de développement Autres
depuis 10 ans 15 ans

B/9

Questionnaire ① prêtre

Diocèse de ..... NKONGSAMBA
NOM TCHAPE
Prénom Jean-Bosco
Lieu de formation*Année d'ordination NKOL-Bisson (G.S) 1979 (21 Avril)
Responsabilité actuelle Enseignant à l'université Catholique.

Avez-vous reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur « la doctrine sociale de l'Eglise » oui En combien d'année ? 3
Fréquence du cours : annuel (semestriel) trimestriel autre

Avez-vous une idée du nombre de lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement : oui
Par les évêques du Cameroun ? Au moins 2 (deux) Sur la crise et sur la Corruption
Par votre évêque ou les évêques qui se sont succédés dans votre diocèse ? non.
Si non pourquoi ?
- Pas de bonne diffusion ou inexistence de ce type de lettre.

Lesquelles des lettres avez-vous particulièrement expliqué à vos chrétiens ? Pourquoi ?
La lettre sur la Corruption. La corruption étant un fléau qui mine la société Camerounaise. Et avec elle son lot d'implication : détournement de deniers publiques, dégradation des valeurs sociales, enrichissement rapide et illicite, impunité.

Quel impact de ces lettres sur la population dont vous avez charge ?
L'impact est très difficile à jauger, compte tenu de la disparité de la composition de la population dans les paroisses dont nous avons eu la charge.
Par contre, la population ressent le contrecoup de la Corruption, dans le domaine de l'éducation (dévaluation des diplômes) Santé (non approvisionnement des unités de soins), projets non réalisés ou à moitié (Infrastructures routières par ex).

Lesquelles des structures ci-dessous, et depuis quand, existent dans votre paroisse ?

Pax Christi
Justice et paix
comité de développement
Autres : Conseil économique de paroisse

Paroisses Souza - 1996-1999 → déjà existant.
Pongo - 1999-2000 →

ou Conseil Pastoral de paroisse

Questionnaire aux prêtres

Diocèse de..NKongsamba
NOM Abbé Tyabe
Prénom Michel
Lieu de formation Grand sem. de NKolbisson
Année d'ordination 2 juillet 1988
Fonction actuelle Curé Doyen de Bafoussam - NKoudjock

1-Avez reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur "la doctrine sociale de l'Eglise" ? En combien d'année ?
Fréquence du cours : annuel semestriel trimestriel X autre

Avez-vous une idée du nombre des lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement :
par les évêques du Cameroun ? oui
par votre évêque ? oui
si non pourquoi ?

Avez-vous toujours expliqué à vos paroissiens le contenu de l'une ou l'autre des lettres ? quelques fois.
Lesquelles ? sur la politique, le tribalisme, la corruption, la crise économique, l'enseignement Catholique. et par les Sermons : sur la famille, l'avortement provoqué.

Lesquelles des structures ci-dessous existent dans votre paroisse :
Pax Christi Justice et paix oui Comité de développement - COPASC

Autres (lesquelles) :

Quel impact de ces lettres sur la vie de votre population ?

Ces lettres provoquent des prises de consciences à certains chrétiens de bonne volonté, sur certains, encore on remarque une indifférence totale, il est à noter que les structures paroissiales mises sur pied pour rassembler ces souvent les chrétiens ne fonctionnent pas selon les attentes.

Ab Tyabe Michel.

Suite =>

Questionnaire ① prêtre

Diocèse de ...NKONGSAMBA.....
NOM NJIECHE
Prénom Amede
Lieu de formation*Année d'ordination Grand Seminaire regional Paul VI de Soualaba - 1998
Responsabilité actuelle Curé de Bafoaté - BAFANG

Avez-vous reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur « la doctrine sociale de l'Eglise » NON En combien d'année ?
Fréquence du cours ~~annuel~~ ~~semestriel~~ ~~trimestriel~~ ~~autre~~

Avez-vous une idée du nombre de lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement : Non
Par les évêques du Cameroun ? Je Connais quelques-un
Par votre évêque ou les évêques qui se sont succédés dans votre diocèse ? Non
Si non pourquoi ?
A Cause de la non Vulgarisation. Ces lettres restent très souvent dans les tiroirs

Lesquelles des lettres avez-vous particulièrement expliqué à vos chrétiens ? Pourquoi ?
- lettre sur la Crise économique : parce que tout le Cameroun en était Concerné

Quel impact de ces lettres sur la population dont vous avez charge ?
L'impact est particulièrement nul.

Lesquelles des structures ci-dessous, et depuis quand, existent dans votre paroisse ?

~~Pax Christi~~ Justice et paix comité de développement ~~Autres~~

Je n'ai pas de précision sur leur date d'existence

Questionnaire ① prêtre

Diocèse de ...Mbongsamba.....
NOM TEGANG
Prénom Firmin Poliquin
Lieu de formation*Année d'ordination Grand Séminaire Paul VI DIA_ ordonné 2000
Responsabilité actuelle Curé Doyen de la Zone Pastorale de Yabassi

Avez-vous reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur « la doctrine sociale de l'Eglise » Oui En combien d'année ? 3 années
Fréquence du cours : annuel 2années semestriel 1an trimestriel autre

Avez-vous une idée du nombre de lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement : Non
Par les évêques du Cameroun ?
Par votre évêque ou les évêques qui se sont succédés dans votre diocèse ?
Si non pourquoi ?_ Sur la Corruption en l'an 2000 à Bamenda
- Sur l'Avortement
- Le développement

Lesquelles des lettres avez-vous particulièrement expliqué à vos chrétiens ? Pourquoi ?
La lettre sur la Corruption.
Parce que le chrétien convaincu et travailleur doit témoigner le Christ partout où il exerce en respectant les Commandements de Dieu « tu ne voleras point ». Le chrétien doit être sel de la Terre et Lumière du Monde.

Quel impact de ces lettres sur la population dont vous avez charge ?
Prise de conscience et réjouissement du vieil homme, recherche de la justice et respect du bien commun.

Lesquelles des structures ci-dessous, et depuis quand, existent dans votre paroisse ?

Pax Christi Justice et paix 1an comité de développement 1an Autres Caritas

(1) prêtre

Questionnaire

Diocèse de Nkongsamba
NOM AMBEKAM
prenom Jean Paul
Lieu de formation Année d'ordination BAMBUI . 10 Juin 2006.
Responsabilité actuelle Préfet de discipline et vicaire

eçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur « la doctrine sociale
OUI En combien d'année ? 2 années
cours : annuel semestriel trimestriel autre

ne idée du nombre de lettres pastorales écrites sur la question sociale et du
t . OUI
s du Cameroun ?
que ou les évêques qui se sont succédés dans votre diocèse ?
oi ?

s lettres avez-vous particulièrement expliqué vos chrétiens ? Pourquoi ?
- Sur le développement.
- Justice et Paix.

Q x de ces lettres sur la population dont vous avez charge ?
- Beaucoup ont compris que l'Eglise est une famille des enfants de Dieu.
- Beaucoup participent aux œuvres sociales de l'Eglise

Lesquelles des structures ci-dessous, et depuis quand, existent dans votre paroisse ?

Pax Christi Justice et paix comité de développement Autres

- Près de 10 ans.

Fax émis par : 0524 0768 PAROISSE2EDEN 04-JAN Pg: 1

Questionnaire ① prêtre VI

Diocèse de ... Douala .....
NOM Essomé
Prénom Emmanuel
Lieu de formation*Année d'ordination N'Gollbisson (Yde), Lyon - Paris et Dla 1992
Responsabilité actuelle /

Avez-vous reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur « la doctrine sociale de l'Eglise » non En combien d'année ?
Fréquence du cours : annuel / semestriel / trimestriel / autre /

Avez-vous une idée du nombre de lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement :
Par les évêques du Cameroun ? oui
Par votre évêque ou les évêques qui se sont succédés dans votre diocèse ? non
Si non pourquoi ?

Lesquelles des lettres avez-vous particulièrement expliqué à vos chrétiens ? Pourquoi ?

- Lettre Pastorale sur l'Avortement provoqué Déc. 1979
- Lettre Pastorale des évêques du cameroun sur la corruption. —

Quel impact de ces lettres sur la population dont vous avez charge ?

— En ce qui concerne la première lettre sur l'avortement provoqué, la population est divisée, les jeunes garçons et filles surtout, ne l'ont pas appréciée. pour eux l'Eglise exagère, il faut qu'elle se conforme aux réalités présentes, qui diffèrent de celles d'hier et d'aujourd'hui. Pour eux, l'église doit s'adapter.

- une autre partie de la population, surtout les catholiques de la vieille génération, sont d'accords avec les Evêques du cameroun, autour de cette lettre. cette partie raffinée de cette population, sont aussi opposés au point de vue préventif. - - -

Lesquelles des structures ci-dessous, et depuis quand, existent dans votre paroisse ?

Pax Christi Justice et paix comité de développement Autres

ces structures, si différentes soient-elles n'existent pas ou ne fonctionnent pas dans les paroisses au même moment, ça dépend de l'évolution de chaque paroisse et de son évolution. Dans certaines paroisses, les plus reculées de la Ville

en particulier, essaient tant bien que mal d'exister. Le Comité de développement peut par exemple engager tantôt les vieilles gens, les femmes, parfois entourés des déficients, si elles existent dans cette paroisse. celles-ci apprennent aux membres comment fabriquer le savon - - - - -

Il faut bien que de telles expériences s'implantent pour essayer de développer ces cadres, ou paroisses élargies. /-

Questionnaire ① prêtre

Diocèse de ... DOUALA
NOM NBOUTA
Prénom Richard
Lieu de formation* Année d'ordination : Grand Séminaire Paul VI de Dla - 1997.
Responsabilité actuelle : Curé de la Paroisse St-Roi Cité-Sic - Aumônier diocésain du Renouveau charismatique - Vicaire Épiscopal de la Zone Wouri III.

Avez-vous reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur « la doctrine sociale de l'Eglise » OUI En combien d'année ?
Fréquence du cours : annuel semestriel trimestriel X autre : Pendant la formation permanente

Avez-vous une idée du nombre de lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement :
Par les évêques du Cameroun ? Non
Par votre évêque ou les évêques qui se sont succédés dans votre diocèse ? NON.
Si non pourquoi ? — J'ai une idée sur les lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement par les Évêques du CAM et mon Évêque, toutefois, je ne puis pas dire avec exactitude le nombre, à cause de leur caractère à jet continu. (Ex de large écho)

Lesquelles des lettres avez-vous particulièrement expliqué vos chrétiens ? Pourquoi ?
- La Crise économique : La lettre relative à la Crise économique a été largement diffusée à cause de la situation de Crise dans laquelle était plongé le Cameroun et de l'urgence du moment.
- La Corruption : Pour les mêmes raisons.

Quel impact de ces lettres sur la population dont vous avez charge ?
Comme tous les Dimanches, les fidèles sont attentifs aux explications de tel ou tel Lettre, mais dans la pratique on a l'impression que les efforts sont des coups d'épée dans l'eau. Autrement dit, je n'ai pas ~~Hide~~ le sentiment que ces lettres ont changé la vie des fidèles.

Lesquelles des structures ci-dessous, et depuis quand, existent dans votre paroisse ?

Pax Christi Justice et paix X comité de développement Autres

Depuis 7 ans que je suis Curé, la commission justice et paix existe dans la Paroisse.
Je ne connais avec exactitude son année de Création.

Questionnaire ① prêtre

Diocèse de ..DOUALA.....
NOM Abbé AMASSOLA DOUALLA
Prénom Alain Désiré
Lieu de formation*Année d'ordination Grand Séminaire de Douala
Responsabilité actuelle ETUDIANT

Avez-vous reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur « la doctrine sociale de l'Eglise » ~~de~~NON En combien d'année ?
Fréquence du cours : ~~annuel~~ ~~semestriel~~ ~~trimestriel~~ autre: en parcourant les encycliques, pendant les sessions et les formations permanentes.
Avez-vous une idée du nombre de lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement : NON
Par les évêques du Cameroun ? NON
Par votre évêque ou les évêques qui se sont succédés dans votre diocèse ? Seulement sur la Corruption.
Si non pourquoi ?
Se referer aux évêques.

Lesquelles des lettres avez-vous particulièrement expliqué à vos chrétiens ? Pourquoi ?

La Corruption : à la demande de mon évêque.

Quel impact de ces lettres sur la population dont vous avez charge ?

fruits pas encore visible.

Lesquelles des structures ci-dessous, et depuis quand, existent dans votre paroisse ?

Pax Christi ~~Justice et paix~~ comité de développement Autres : COJASC

Questionnaire aux prêtres

Diocèse de....Douala.....
NOM TIAKO
Prénom Michel Olivier
Lieu de formation MBANGA - MBOUDA - DOUALA (cf. Grand Séminaire Provincial Paul VI)
Année d'ordination 2007
Fonction actuelle Etudiant

1-Avez reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur "la doctrine sociale de l'Eglise" ? oui En combien d'année ? 3 ans
Fréquence du cours : annuel (semestriel) trimestriel autre

Avez-vous une idée du nombre des lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement :
par les évêques du Cameroun ? Non
par votre évêque ? Non
si non pourquoi ?
Pour les évêques, tout comme pour Notre Archevêque, je ne peux dire avec exactitude le nombre ; mais j'ai connaissance de quelques lettres comme le "directoire pastorale de l'archidiocèse", le "Guide pastoral pour le mariage catholique"

Avez-vous toujours expliqué à vos paroissiens le contenu de l'une ou l'autre des lettres ? oui très souvent
Lesquelles ?
- Humanae Vitae
- Sollicitudo Rei socialis
- Familiaris Consortio
- la Souffrance humaine
- Pacem in terris
* la lettre des évêques contre la corruption
* La lettre de notre évêque sur la nécessité de voter

Lesquelles des structures ci-dessous existent dans votre paroisse :
Pax Christi (Justice et paix) Comité de développement

Autres (lesquelles) :

Quel impact de ces lettres sur la vie de votre population ?

Les fidèles sont ouverts quand l'enseignement cadre avec les réalités qu'ils vivent ; le comportement de certains fidèles est revisé, amendé ou rassuré au fil du temps (cf. constats).

- Comment théoriquement et concrètement s'organise la [illegible] matérielle du clergé. (Santé, nutrition, argent de poche)

- Théoriquement, la vie matérielle des prêtres est assurée par l'Archidiocese :
  * Assurance Maladie (cf. ONG - SOPRED) supportée par l'Archevêque
  * Nutrition + Argent de poche (50.000) (35.000) supportés par la paroisse d'affectation
- Concrètement,
  * La Santé : En ce domaine, lorsque les frais de soins ne peuvent être reglés par le patient, la prise en charge est délivrée par l'Archevêque sur demande
  * La Nutrition + Argent de poche sont supportés quelquefois par le diocèse, quand la paroisse ne peut pas subvenir à la subsistance du prêtre ;

Questionnaire aux prêtres

Diocèse de Bafoussam
NOM TEGOMO - MOUETSE
Prénom Mathias
Lieu de formation Grand Séminaire Nkol-Bisson
Année d'ordination 1973
Fonction actuelle Curé-Doyen de Mbouda

1-Avez reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur "la doctrine sociale de l'Eglise" ? Oui En combien d'année ? 4 ans
Fréquence du cours : annuel semestriel trimestriel autre
- 2 Heures par semaine pendant 4 ans

Avez-vous une idée du nombre des lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement :
par les évêques du Cameroun ? Une trentaine de 1955 à 2001
par votre évêque ? Encore rien du nouvel Evêque de Bafoussam en place depuis 1999
si non pourquoi ?

Avez-vous toujours expliqué à vos paroissiens le contenu de l'une ou l'autre des lettres ? Souvent
Lesquelles ? Lettre sur la corruption
Lettre sur les élections et l'engagement politique du Chrétien
Lettre sur la famille

Lesquelles des structures ci-dessous existent dans votre paroisse :
Pax Christi (Justice et paix) (Comité de développement)

Autres (lesquelles) :
- Comité de défense et de mise en valeur des terrains des postes de mission
- Caritas

Quel impact de ces lettres sur la vie de votre population ?
Beaucoup parmi ces lettres ont modifié le comportement social des populations.

Questionnaire ① prêtre

Diocèse de ~~Bafoussam~~
NOM Nouchelmi
Prénom Georges
Lieu de formation*Année d'ordination Kolbisson ; 1977
Responsabilité actuelle curé de la Paroisse de Bamessingui (Mbouda)

Avez-vous reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur « la doctrine sociale de l'Eglise »
Fréquence du cours : annuel En combien d'année ? √semestriel trimestriel autre

Avez-vous une idée du nombre de lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement : 5
Par les évêques du Cameroun ? Oui
Par votre évêque ou les évêques qui se sont succédés dans votre diocèse ? non.
Si non pourquoi ?

Lesquelles des lettres avez-vous particulièrement expliqué à vos chrétiens ? Pourquoi ?
Lettre pastorale sur la crise économique - Lettre pastorale sur la corruption, lettre sur la bonne gouvernance lettre pastorale sur la justice et paix — Parce que ces sujets touchent directement le peuple de Dieu - L'Eglise est la conscience de la société

Quel impact de ces lettres sur la population dont vous avez charge ?
Les chrétiens dont la charge sont contents de savoir que les évêques ont réagi face aux problèmes qui minent leur pays ; mais ces lettres pastorales n'ont pas beaucoup d'impact sur les chrétiens - Beaucoup de chrétiens n'ont pas accès à elles —

Lesquelles des structures ci-dessous, et depuis quand, existent dans votre paroisse ?

Pax Christi Justice et paix comité de développement Autres, comité de gestion

Questionnaire aux prêtres

Diocèse de... Bafoussam.....
NOM Ngassi Nguemaleu
Prénom Bernard
Lieu de formation Grand Sem. de Nkol-Bisson
Année d'ordination 12 juillet 1986 à Bafoussam
Fonction actuelle Vicaire Paroissial à N'Bouda Ste Anne.

1-Avez reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur "la doctrine sociale de l'Eglise" ? Oui En combien d'année ? 2 ans
Fréquence du cours : annuel semestriel 3h par semaine trimestriel autre ✓

Avez-vous une idée du nombre des lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement : 13
par les évêques du Cameroun ? ~~Non~~ 7 par la Conf. ép. du Cameroun
par votre évêque ? 6 par l'Evêque de Bafoussam
si non pourquoi ?

Avez-vous toujours expliqué à vos paroissiens le contenu de l'une ou l'autre des lettres ? Oui
Lesquelles ? - Place du développement de l'Eglise : Intellectuel, Pastoral, Secteur socio-Pastoral, Socio-économique, Politique (La gestion et le partage du bien-Commun).

Lesquelles des structures ci-dessous existent dans votre paroisse :
Pax Christi oui Justice et paix oui Comité de développement oui

Autres (lesquelles) :
CARITAS, COPASC,

Quel impact de ces lettres sur la vie de votre population ?

L'impact est positif : Pour améliorer le niveau de vie à l'ère de la crise économique où la pauvreté devient criarde, les petits groupes sont formés aux petits métiers qui sont des sources de revenu pour subsister à la vie. A Bafoussam par exemple il y a le CEPAP qui a plusieurs filières de formation : Deca Auto, Agro-industrie, Maconnerie, Petit élevage ect... Le ~~CEPAP~~ CEPAP est financé par les Allemand à près de 70%.

Argent de Poche des prêtres séculiers.

Chaque prêtre a 30000 Frs pour A.P.

- Les prêtres qui sont en ministère dans des paroisses viables sont renumérés par ces paroisses et nourris par ces paroisses. (Au moins 35000 Fs pour la nutrition.

- Ceux qui sont dans des paroisses non-viables ~~se~~ reçoivent leur A.P. de l'Evêché (Procure diocésaine) mais sont nourris par la paroisse. Ils ont droit au moins de 35000 Fs pour leur nutrition.

- Chaque prêtre séculier bénéficie d'une assurance maladie au niveau de la province eccl.

1

Questionnaire

Diocèse de Bafoussam.
NOM Manfono
Prénom Emmanuel.
Lieu de formation*Année d'ordination G.S.R.D. 1998.
Responsabilité actuelle Curé de Fokwé-Dschang.

Avez-vous reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur « la doctrine sociale de l'Eglise » Oui En combien d'année ?
Fréquence du cours : annuel semestriel trimestriel ✓ autre

Avez-vous une idée du nombre de lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement :
Par les évêques du Cameroun ? Crise économique – Corruption – Enseignement catholique
Par votre évêque ou les évêques qui se sont succédés dans votre diocèse ? Enseignement catholique
Si non pourquoi ? je crois que l'église n'insiste pas sur l'enseignement social de l'Eglise pendant la formation des prêtres.

Lesquelles des lettres avez-vous particulièrement expliqué vos chrétiens ? Pourquoi ?
à
Enseignement catholiques X Les Evêques étaient en large dans le laïcat et clergé voulait former ceux qui ne pouvaient pas assumer les charges sur eux. Ceci a crée une large campagne

Quel impact de ces lettres sur la population dont vous avez charge ?
je n'avais pas que l'impact soit profond.

Lesquelles des structures ci-dessous, et depuis quand, existent dans votre paroisse ?

Pax Christi Justice et paix ✓ comité de développement Autres
je les ai rencontrés dans la paroisse.

Questionnaire aux prêtres

Diocèse de..Bafoussam.
NOM POUOKAM.
Prénom Jean Baptiste
Lieu de formation Théologat de Douala
Année d'ordination 2003
Fonction actuelle Vicaire à Saint Augustin de Dschang.

1-Avez reçu un enseignement durant votre formation au sacerdoce sur "la doctrine sociale de l'Eglise" ? oui En combien d'année ? ~~6 mois~~ 1ans
Fréquence du cours : annuel non semestriel oui trimestriel non autre

Avez-vous une idée du nombre des lettres pastorales écrites sur la question sociale et du développement :
par les évêques du Cameroun ? ~~non~~ ~~oui~~ non
par votre évêque ? non
si non pourquoi ? Je sais que les évêques ne cessent de travailler pour la promotion de la doctrine sociale de l'église Mais je ne connais pas le nombre exact des lettres pastorales écrites sur ce sujet.

Avez-vous toujours expliqué à vos paroissiens le contenu de l'une ou l'autre des lettres ?
Lesquelles ?
Une structure qui existe depuis 1981 CODIDASC, (comité diocésain de développement et d'activités socio caritatives.

Lesquelles des structures ci-dessous existent dans votre paroisse :
Pax Christi Justice et paix ✓ Comité de développement

Autres (lesquelles) :

Quel impact de ces lettres sur la vie de votre population ?

Annexe 21
(b)

Questionnaire

(3) Educateurs Enseignants autres

Etes-vous au courant des lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur les questions sociales et du développement ?
Pouvez-vous en énumérer certaines ?
- Sur l'engagement des laïcs sur la vie politique, engagement de la politique ;
- Sur la corruption

Lesquelles vous ont marqué et pourquoi ?
Les deux lettres nous ont marqués. Elles prônent le bien commun et l'engagement de tous les citoyens à la vie de la nation.

Existent-ils dans votre paroisse et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?
Justice et Paix Comité de développement (sous quelle autre appellation) ? A la cathédrale, il existe une commission qui ne joue pas son rôle. On parle du Copase et fait des preuves.

Quelles sont les œuvres sociales et du développement mises en place dans votre diocèse ?
Œuvres sociales : éducation, santé, justice et paix, Codase

Pensez-vous que les lettres pastorales des évêques du Cameroun ont un impact sur la vie des Camerounais ? Lesquelles et comment ?
Pour moi, les lettres des évêques sont connues au sommet mais ignorées par la base. Il se pose un problème de vulgarisation, de communication

André Ndonga-

Questionnaire

(3) Educateurs
Enseignants
autres

Etes-vous au courant des lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur les questions sociales et du développement ?
Pouvez-vous en énumérer certaines ?

Non je ne suis pas au Courant

Lesquelles vous ont marqué et pourquoi ?

Existent-ils dans votre paroisse et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?
Justice et Paix — Comité de développement (sous quelle autre appellation) ?

Paraît-il qu'elle a été installé en 2001-2002
Mais aujourd'hui, on ne pose la question de savoir ce qu'elle est devenue

Quelles sont les œuvres sociales et du développement mises en place dans votre diocèse ?

CARITAS, ARC de la Miséricorde, Copas,
CODASS,

Pensez-vous que les lettres pastorales des évêques du Cameroun ont un impact sur la vie des Camerounais ? Lesquelles et comment ?

Il est d'abord à noté qu'il existe des camerounais (es) qui lisent et qui ne le font pas.
Pour ceux qui lisent, il y a ceux qui lisent par plaisir et ceux qui lisent pour saisir un message secret si en confiée
Parlant ~~pour~~ du dernier cas, l'impact est clair - on constate un changement de comportement et la naissance de l'esprit critique - tel est par exemple la réaction peut-être du Gouvernement camerounais face à la lettre "Ramenez l'argent au pays" la réaction est quand même positive
d'autre part, il y a la corruption qui prend du recul, la sécurité qui se renforce de plus en plus et les camerounais qui comprennent qu'il faut se battre pour avoir -

Questionnaire

(3) Educateurs
Enseignants
autres

Etes-vous au courant des lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur les questions sociales et du développement ? oui.
Pouvez-vous en énumérer certaines ?
- celle concernant la lutte contre la corruption
- la vie du chrétien, l'homosexualité, l'avortement
- la dépravation des mœurs, le respect des valeurs morales.

Lesquelles vous ont marqué et pourquoi ?
Presque toutes, car elles touchent les problèmes dont souffre notre société à l'heure actuelle

Existent-ils dans votre paroisse et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?
Justice et Paix Comité de développement (sous quelle autre appellation) ? oui. Mais j'ignore vraiment la date.
il existe aussi commission économique de la paroisse

Quelles sont les œuvres sociales et du développement mises en place dans votre diocèse ?
Il existe des dispensaires, œuvres charismatiques

Pensez-vous que les lettres pastorales des évêques du Cameroun ont un impact sur la vie des Camerounais ? Lesquelles et comment ?
Ces lettres ont un impact sur la vie des Camerounais surtout les chrétiens, car elles ramènent tout un chacun à une prise de conscience de la vie individuelle de celle de la communauté, et surtout de notre Pays. Nous constatons une certaine amélioration au niveau des services publiques.
Il faudra que ce travail de moralisation à travers le commentaire de ces lettres soit continu. Car cela pourrait revaloriser notre société qui avait tendance à sombrer dans ce désordre.
Notre souhait c'est l'église ne cesse de toucher ces fléaux qui minent notre pays dès que l'occasion se présente.

Mbonda

(3) Educateurs
Enseignants
autres

Questionnaire

Etes-vous au courant des lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur les questions sociales et du développement ? Oui
Pouvez-vous en énumérer certaines ?
Impossible pour moi de les ennumérer car je n'en ai suivi que des commentaires.

Lesquelles vous ont marqué et pourquoi ?
1- Prise de position contre la corruption.
2- la proposition au gouvernement d'un autre code électoral.
3- la dénonciation de la pédérastie et de l'homosexualité en général.

Existent-ils dans votre paroisse et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?
Justice et Paix Comité de développement (sous quelle autre appellation) ?
Non

Quelles sont les œuvres sociales et du développement mises en place dans votre diocèse ?
Il existe dans notre diocèse des œuvres sociales et des œuvres du développement comme << CHARITAS >> mais que je ne connais que vaguement.

Pensez-vous que les lettres pastorales des évêques du Cameroun ont un impact sur la vie des Camerounais ? Lesquelles et comment ?
Toutes ces lettres ont le mérite d'inquiéter les consciences, de pousser à la réflexion. Mais les changements de comportement attendus ne sont pas très visibles.

N'Gaoundéré

(3) Educations
Enseignants
autres

Questionnaire

Etes-vous au courant des lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur les questions sociales et du développement ? oui
Pouvez-vous en énumérer certaines ?
- Lettre pastorale sur les avortements provoqués.
- — / — sur la corruption au Cameroun
- sur le code électoral au Cameroun
sur le droit de l'homme. ...

Lesquelles vous ont marqué et pourquoi ?
Celles sur le domaine politique, la corruption, l'avortement provoqué, la crise économique. Parce que Toutes constituent une sonnette d'alarme et une peinture réelle du pays.

Existent-ils dans votre paroisse et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?
* Justice et Paix plus de 10 ans. Comité de développement (sous quelle autre appellation) ? (CEB) Communauté ecclésiale de base.

Quelles sont les œuvres sociales et du développement mises en place dans votre diocèse ?
Les œuvres realisées sont essentiellement orientées à la consolidation, à l'extension de l'église et à l'épanouissement du clergé: construction du presbytère, achat véhicule pour la paroisse, construction de l'église étalée sur plusieurs année... par les chrétiens.

Pensez-vous que les lettres pastorales des évêques du Cameroun ont un impact sur la vie des Camerounais ? Lesquelles et comment ? oui et non.
1°/ oui car elles sont très souvent des seules opportunités pour l'immensité des chrétiens de savoir comment va la cité.
2°/ Non car la dénonciation de ces enormités vise un changement de comportement dans les actions gouvernementales en matière de politique sociale.

Questionnaire

(3) Educations Enseignants autres

Etes-vous au courant des lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur les questions sociales et du développement ?
Pouvez-vous en énumérer certaines ?

Lettre sur la corruption au Cameroun
Lettre sur la crise économique
Lettre sur la participation politique et la Démocratie

Lesquelles vous ont marqué et pourquoi ?

Celles sus-citées à cause de la pertinence des analyses et le courage des positions affichées

Existent-ils dans votre paroisse et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?
Justice et Paix oui Comité de développement (sous quelle autre appellation) ?

Quelles sont les œuvres sociales et du développement mises en place dans votre diocèse ?

- caritas
- justice et paix

Pensez-vous que les lettres pastorales des évêques du Cameroun ont un impact sur la vie des Camerounais ? Lesquelles et comment ?

oui les évêques constituent des repères moraux. L'Eglise catholique est une force dans le pays et ses positions comptent. Elles ont un impact sur les populations même non chrétiennes et sur les décideurs.

Questionnaire

(3) Educateurs Enseignants autres

Etes-vous au courant des lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur les questions sociales et du développement ?
Pouvez-vous en énumérer certaines ?

- L'église famille de Dieu,
- L'homosexualité
- Le développement et création des activités génératrices de revenus
- Lettre contre la corruption

Lesquelles vous ont marqué et pourquoi ?

- église famille
- Lutte contre la pauvreté
- Lutte contre la corruption

Existent-ils dans votre paroisse et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?
Justice et Paix ou Comité de développement (sous quelle autre appellation) ? Caritas
Environ 5ans

Quelles sont les œuvres sociales et du développement mises en place dans votre diocèse ?

- Caritas

Pensez-vous que les lettres pastorales des évêques du Cameroun ont un impact sur la vie des Camerounais ? Lesquelles et comment ?

Oui les lettres pastorales ont un grand impact sur la vie des Camerounais.

1°- le changement de comportement des uns et des autres
2°- Il y a de plus en plus de chrétiens qui assistent à la Messe et par rapport aux années précédentes

Questionnaire

(3) Educateurs
Enseignants
autres

Etes-vous au courant des lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur les questions sociales et du développement ? Oui
Pouvez-vous en énumérer certaines ?

1- Corruption
2- Dépenses (Sexe et autres
3- Eglise Famille de Dieu
4-

Lesquelles vous ont marqué et pourquoi ? Lettres avec : la corruption, l'avortement, la délinquance, l'homo-sexualité, prolifération des Eglises

Existent-ils dans votre paroisse et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?
Justice et Paix
Comité de développement (sous quelle autre appellation) ? CARITAS - Développement

Quelles sont les œuvres sociales et du développement mises en place dans votre diocèse ?
Encadrement des jeunes (Orphelins, handicapés en général des jeunes à problèmes)

Pensez-vous que les lettres pastorales des évêques du Cameroun ont un impact sur la vie des Camerounais ? Lesquelles et comment ?

- Prise de conscience des Chrétiens.
- Retour dans des Eglises (Paroisses) des chrétiens.
- Prolifération des Educateurs, des oreilles attentives
- Changement de mentalités.
- Parents et enfants retrouvent leur chaque catégorie sa place.
- L'humilité refait surface
- Retour aux sources (comme il était maintenant et pour les siècles des siècles Amen

Annexe 21
(c)

② Chrétiens

Questionnaire

Etes-vous informé sur les lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur

La politique un peu par celles qui paraissent dans l'effort catholique

Le tribalisme très peu parce qu'ils sont très divisés les évêques.

La crise économique très peu parce que ce la touche au pouvoir politique en place.

La famille oui par ecclesia in Africa.

L'avortement provoqué très peu.

L'enseignement catholique oui parce que c'est un sujet neutre.

La corruption un peu alors qu'il en devait être plus que ça.

Quel écho ont l'une ou l'autre lettre pastorale ? l'écho est insignifiant par rapport à l'attente des fidèles et en rapport à l'ampleur de la gangrène sociale.

Dans votre diocèse existe-t-il et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?

Justice et paix bien longtemps.

Pax Christi –

Un comité de développement –

Comment d'après vous, l'Eglise du Cameroun doit-elle agir pour que cessent la corruption, le tribalisme, la crise économique et toutes les injustices qui se vivent au Cameroun ?

les évêques doivent avoir leur place dans la défense de la condition humaine. Ils sont très loin des réalités du peuple et pourtant ils sont dans le peuple ! Ils refusent d'assumer collectivement à l'exception de quelques évêques qui se démarquent à titre individuel à l'instar des dernières élections présidentielles. Où est donc l'union qui fait la force ! Non il faut être une force de dénonciation dans l'amour et être aussi une force de construction avec le peuple qui ne demande qu'à être éduquer, diriger et gouverner. les chapelles sont parfois des cavaux de corruption, de tribalisme et tout le monde voit. Est ce qu'un marigot peut déverser son eau dans la pleine sans déborder de son lit ! Non l'église locale doit faire le vrai ménage chez elle d'abord ensuite elle aura assez d'autorité "de hors". Ne soyons pas complice ! Il faut que nous ayons nos organes de communication (Radio Veritas - Télé Veritas - ...) ; que nous encouragions les chrétiens dans la gestion des affaires de la

cité (politique ---.) au lieu d'attacher les mains de nos fidèles par une forme d'évangélisation qui privilégie à parler ~~de~~ du péché alors qu'il faut libérer l'homme - C'est même une complicité de mentir - c'est la colonisation à ciel ouvert aujourd'hui et l'Eglise ne dit rien au risque de perdre ses subsides! la pauvreté de l'afrique est elle à l'image de l'aridité créative de ses evêques?

Non! que l'Eglise locale qui a vocation d'éduquer (école) et de guerir (santé, Hopitaux) doit se lancer dans les autres activités economiques qui bâtonche indépendante économique donc libre et c'est alors que la dignité de ses hommes aura un sens car nous avons mission de soumettre le monde!

ce n'est pas dans les mots et les discours que cesseront ces fléaux (corruption, tribalisme, ...) mais par des actes créatifs tout azimuth - Pourquoi nommer des evêques en fonction de leur ethnicité dans circonscription diocesaine. NON il faut bannir cela et cela bannira le tribalisme à une moindre mesure.

Ydé

② Chrétiens

Questionnaire

Etes-vous informé sur les lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur

La politique oui
Le tribalisme oui
La crise économique oui
La famille oui
L'avortement provoqué oui
L'enseignement catholique oui
La corruption oui

J'ai suivi des commentaires mais je n'ai pas lu

Quel écho ont l'une ou l'autre lettre pastorale ?

Elles ont crée des remous, des commentaires

Dans votre diocèse existe-t-il et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?

Justice et paix oui environ 5 ans.

Pax Christi —

Un comité de développement —

Comment d'après vous, l'Eglise du Cameroun doit-elle agir pour que cessent la corruption, le tribalisme, la crise économique et toutes les injustices qui se vivent au Cameroun ?

L'Eglise doit continuer à prêcher en son sein tout en organisant les séminaires, des conférences ou en écrivant à travers leur journal qu'est l'effort Camerounais

(2) Chrétiens

Questionnaire

Etes-vous informé sur les lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur

La politique non

Le tribalisme non

La crise économique non.

La famille non.

L'avortement provoqué non.

L'enseignement catholique non.

La corruption non.

Quel écho ont l'une ou l'autre lettre pastorale ?

A mon humble avis Rien.

Dans votre diocèse existe-t-il et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?

Justice et paix oui

Pax Christi non.

Un comité de développement non.

Comment d'après vous, l'Eglise du Cameroun doit-elle agir pour que cessent la corruption, le tribalisme, la crise économique et toutes les injustices qui se vivent au Cameroun ?

Elle doit par parler à temps et à cautre temps. Denoncer toutes ces choses. en chair pendant l'homelie. et Bien entendu prier avec les chretiens. organiser des journées de Prieres des marches penitentielles.

(2) Chrétiens

Questionnaire

Etes-vous informé sur les lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur

La politique oui, d'une façon très brève.

Le tribalisme non

La crise économique oui très brièvement

La famille non

L'avortement provoqué oui lors d'une homélie.

L'enseignement catholique non

La corruption mon curé en a fait un bref commentaire lors d'une célébration eucharistique.

Quel écho ont l'une ou l'autre lettre pastorale ?

aucun que je sache-

Dans votre diocèse existe-t-il et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?

Justice et paix Elle existe mais j'ignore depuis quand-

Pax Christi j'ignore son existence

Un comité de développement j'ignore son existence.

Comment d'après vous, l'Eglise du Cameroun doit-elle agir pour que cessent la corruption, le tribalisme, la crise économique et toutes les injustices qui se vivent au Cameroun ?

l'Eglise doit s'engager et éviter de se compromettre. créer des commissions dans les paroisses, mettre à la disposition des chrétiens ces différentes lettres pastorales afin que l'on puisse lire, prendre connaissance et travailler en conséquence-

② Chrétiens

Questionnaire

Etes-vous informé sur les lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur

La politique ✓

Le tribalisme

La crise économique ✓

La famille ✓

L'avortement provoqué ✓

L'enseignement catholique

La corruption ✓

Quel écho ont l'une ou l'autre lettre pastorale ?

Toutes ces lettres sont bien écoutées par les concernés. Mais malheureusement ne sont pas toujours prises en compte, même pour les familles.

Dans votre diocèse existe-t-il et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?

Justice et paix ✓

Pax Christi

Un comité de développement

Comment d'après vous, l'Eglise du Cameroun doit-elle agir pour que cessent la corruption, le tribalisme, la crise économique et toutes les injustices qui se vivent au Cameroun ?

Parlant de la corruption, ~~Et~~ nos pasteurs doivent tout d'abord penser à éviter les favoritismes, ~~penser~~ ne plus penser à se faire privilégier là où ils passent, vue leur situation de prêtre, évêque ou autre.

Parlant de la crise économique, les pasteurs doivent penser à faires des dons aux nécessiteux des quartiers et diminuer les aides aux orphelinats qui en reçoivent presque toujours des particuliers et de l'église aussi.

Parlant de l'avortement provoqué, l'église devrait organiser une pastorale qui mettrait en évidence tous les hauts et les bas que rencontre la jeunesse du moment, et leur éviter de se faire

arnaquer par les personnes adultes qu'elle rencontre, mais surtout par nos prêtres qui se permettent de vouloir fleurter et qui reconnaissent ne pas pouvoir se marier avec les victimes de leurs relations.

Parlant de la ~~[illegible]~~ politique, l'Eglise doit penser à s'approcher un peu plus des personnes impliquées pour les bousculer un peu et leur montrer le vrai chemin à suivre. Également, ceux des prêtres qui occupent des responsabilités doivent penser à être des exemples non seulement dans leurs paroisses mais aussi au niveau civil où ils exercent.

(2) Chrétiens

Questionnaire

Etes-vous informé sur les lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur

La politique oui

Le tribalisme oui

La crise économique oui

La famille oui

L'avortement provoqué oui

L'enseignement catholique oui

La corruption oui

Quel écho ont l'une ou l'autre lettre pastorale ? Nous vivons sous un régime qui fait peur, qui étouffe! Alors, réactions, manifestations restent également étouffées dans la peur.

Dans votre diocèse existe-t-il et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?

Justice et paix depuis quelques années.

Pax Christi

Un comité de développement depuis plusieurs années

Comment d'après vous, l'Eglise du Cameroun doit-elle agir pour que cessent la corruption, le tribalisme, la crise économique et toutes les injustices qui se vivent au Cameroun ?

- Organiser le vrai développement en formant les jeunes à s'auto-financer pour combattre la pauvreté, la crise économique.
- Développer nos paroisses là où c'est possible : location, plantation, commerce, ateliers ...
- Créer des relations entre nos paroisses et les paroisses étrangères.
- Former nos chrétiens à la politique.
- Instituer une caisse de l'Enseignement qui sera financée par chaque parent, chaque chrétien, chaque enseignant, nos bienfaiteurs ....

DLa

(2) Chrétien

Questionnaire

Etes-vous informé sur les lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur

La politique NON

Le tribalisme NON

La crise économique NON

La famille Oui

L'avortement provoqué oui

L'enseignement catholique oui

La corruption NON

Quel écho ont l'une ou l'autre lettre pastorale ?

Dans votre diocèse existe-t-il et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?

Justice et paix huit au moins.

Pax Christi

Un comité de développement trois ans environs.

Comment d'après vous, l'Eglise du Cameroun doit-elle agir pour que cessent la corruption, le tribalisme, la crise économique et toutes les injustices qui se vivent au Cameroun ?

Je dirai: tous ces differents maux commence à partir de nos tous-couches sociales avant de prendre de l'empleur au haut Niveau. de ce fait, l'église multiplier des enseignements à ces sujets dès les bases; à savoir CEV et mouvements, des Conferences au niveau paroissial. Les prêtres dans leur homelie doivent de temps en temps dire quelque chose à ces sujets.

Samuel Nonato Archidiocese de Douala
P.S-C Tel: 586.50.23.

Fax émis par : 0342986768 PAROISSIEN A4-Xh4 Pg

(2) Chrétiens DLA

Questionnaire

Etes-vous informé sur les lettres pastorales que les évêques du Cameroun ont écrit sur

La politique Non

Le tribalisme Non

La crise économique Non

La famille Non

L'avortement provoqué Non

L'enseignement catholique Non

La Corruption Non

Quel écho ont l'une ou l'autre lettre pastorale ?

Dans votre diocèse existe-t-il et depuis quand, une des commissions ci-dessous ?

Justice et paix Oui

Pax Christi Non

Un comité de développement Oui

Comment d'après vous, l'Eglise du Cameroun doit-elle agir pour que cessent la corruption, le tribalisme, la crise économique et toutes les injustices qui se vivent au Cameroun ?

L'église doit évangéliser et instruire d'abord les chrétiens sur ces fléaux et leur explique le comment pratique de Lutte contre cela.

Romeo Alain S.

78-74-33

Fax émis par : 0324290100

Question ~~three~~ two

Questionnaire

Lay faithful

1. Are you aware about the pastoral letters written by the bishops of Cameroon concerning:

   * Politics? yes.
   * Tribalism? yes.
   * Economics? yes.
   * Family? yes.
   * Provoked abortion? yes.
   * Catholic education? yes.
   * Corruption? yes.

2. Which are the effects of these pastoral letters? The pastoral letters has not change any thing in Cameroon, because of poverty and sufferings.

3. In your diocese, do the commissions mentioned below exist? And for how long have they been established? These commission do exist in our Diocese.

   * ~~Justice and Peace~~
   * Pax Christi
   * Development committee

4. According to you, what can the church of Cameroon do to put an end to the evils of Corruption, Economic Crisis and all the Injustices going on in Cameroon?

As concern the evil of corruption, economic crisis and all the injustice going on in Cameroon, the church have to continue teaching people to turn away from these bad practises.
Since these bad practises are not only done by the church goers, the Government of Cameroon can be well place to stop these practises.
First of all we have to identify the cause of these bad practises.

Raphael

Réponses :

1 - * Politics : yes
* Tribalism : yes
* Economics = yes
* Family - non
* Provoked abortion: no
* catholic educato = no
* corruption = yes.

2. The effects of these letters are almost insignificant because majority of people are not aware.

3- Justice and Peace
Development Committee.

4- People should be made conscious of the existence of these evils.

1

1)

Politics – Yes

Tribalism — Yes

Economics

Family – Yes

Provoked Abortion

Catholic Education – Yes

Corruption —— Yes

2)– These letters have created an awareness of the social ills in our midst, and they have equally helped many Cameroonians to identify the structures of Sin among them.

– The fact that prayer against bribery and Corruption is said in at least 85% of the Catholic Church in Cameroon shows that the letter on Corruption has an effect.

– Existence of "FACTS" in some Catholic schools already.

– Based on the Bishops plea for good governance

and transparency in elections, the church now participate in the National Election Observatory commission. formation of Justice and Peace commission in most dioceses. The Episcopal Conference itself has a well worked out programme for this comaission.

- Sensitisation of Christians on HIPC initiative and the involvement of Christians in it.
- More children (pupils & students) in Catholic schools now than before, despite the increase in school fees.
- Generally, more Catholic schools have been opened than closed.
- Administration of Catholic schools is highly in the hands of Clergymen (priests).
- More Inter-tribal marriages registered in my area than before, although there are more broken homes and cases of marriage tribunal than we used to have them.
- Family life commission exicts (in Bamenda Ecclesiastical Province, in all the 4 dioceses). It takes care of family affairs and the orphans and street children.
- Because of family life sensitisation, many children are now send to school.

(3) Justice and Peace Commission Exists in my Diocese (Kumbo), since 1999 after the 7th Catholic Convention in Bamenda.

x Development committee exists under the umbrella of Social Welfare Commission since 1999; before then it existed in a less organised and insignificant way.

4) * The Church, especially her leaders must show unity and the importance of it. Her leaders must be unanimous in matters of Corruption, Economic crisis and other forms of injustices.

* More Emphasis on the faithful participating in the political life of the state especially in elections.

* The pulpit should always be used for the identification of the structures of social sin.

* Lunch, more programmes like FIACTS [Fight against Corruption Through Schools] that will help to nip corruption and encourage christians to aliviate poverty.

* It is high time the Church should turns more on technical education.

* The church should make an effort to be always fair with her workers - especially teachers.

* Set up Radio & TV. stations, and (they) the message will go faster and wider.

ERNEST KERNYUY MAILIY
STAMS BAMBUI
P.O. BOX 56, BAMENDA.

Re: ANSWERS TO A QUESTIONAIRE.

1. Yes.

2. - Pastoral Letter of the Bishops of Cameroon to Christians and all people of goodwill on Corruption (03-09-2000).

(B) - Pastoral Letter of the Bishops of Cameroon to Christians and all people of goodwill on Catholic Education.

3 - Pastoral Letter ~~of the~~ on Corruption stroke me. Because it help me to appreciate or be aware of the depth of corruption in Cameroon. It help me to see my own part, that I ~~that~~ have played in the corruption practice, maybe without being aware of the gravity of what I was doing. Above all "Prayer Against Bribery and Corruption in Cameroon" is a precious opportunity for all People of Goodwill to invoke God against this evil practice.

4. - Justice and Peace Commission exists in my Parish (Mbve in Kumbo Diocese).

- Pax Christi does not exist in my Parish

- Development Committee, that is, Social Welfare Commission exists in my Parish.

5 - Diocesan Youth Centre (well-constructed in the Diocese of Kumbo)

- Well constructed Parish halls in a number

of Parishes.
- A project to help the orphans
- A project to help single mothers employ and engage themselves in one way ~~way~~ or the other.

6- Yes I think that pastoral letters of the bishops of Cameroon have an impact on the life of the Cameroonians.

7- ~~(Camerod)~~ Many (most) Catholic Christians Of my ecclesiastical province pray against bribery and corruption on daily basis (They pray the prayer proposed to the bishops against bribery and corruption).
- Many parents try to send their children to Catholic schools in spite of the high cost.

Answer to Questionnaire Question three

1. Am aware of some pastoral letters such as the pastoral letter written on Corruption, and on elections.
2. - Pastoral letter on Corruption
   - pastoral letter on election.
3. The pastoral letter on Corruption. I am spoke by the fact that the Bishops of Cameroon ask us to fight Corruption not by pointing hands on others but begin with ourselves. This then call for self-examination on the issue of Corruption. which can lead us to pure life rather than a Corrupt one. With Socrates we underscore that an unexamined life on Corruption is not worth living.
4. Justice and Peace is in my parish, that is St Mathias parish Widikum in the Archdiocese of Bamenda
5. In the Arch diocese of Bamenda there are sound and development achievements such as
   - Justice and peace
   - Family apostolate

(6) Yes. For instance the pastoral letter of Bishops have an impact on Cameroonian in the domain of corruption which led to the prayer for bribery and corruption in almost all churches in the Archdiocese of Bamenda.

(7) Led to prayer against Social ills such as corruption. It is being said that the prayer of corruption the president took a drastic decision to punish some culprits, to reduce the level of corruption.

1. Yes, I am aware of some.

2. + Cameroon Bishops' Declaration On Aids (1999)

- Pastoral Letter of the Episkopal Conference of Cameroon concerning the Economic Crisis which the Country is undergoing.

- Pastoral Letter of the Bishops of Cameroon to Christians and all people of Good will on Corruption (2000).

3. The One written in 2000 on corruption. Because this one was highly publicised and spoken us in such a way that it touches the Lives of many Cameroonians.

4 NO

5 The structures I know of are only in terms of educational institutions that prepare students for the future.

6 Yes

7 In Cameroon now, the President and the entire nation have seen the destructive nature of of corruption and ~~eater~~ good number of persons

are now involved actively in the fight against corruption.

Also in a good number of parishes there exist justice and peace commission dioceses is involved in the fight against corruption.

All these have been influenced by the pastoral letter on corruption.

LAY FAITHFUL

1) I am aware about the pastoral letters written by the bishops of Cameroon Concerning Provoked abortion, Tribalism and Corruption.

2) About abortion, a lot of effort has been made in the area of sensitization, raising an awareness among people, especially among the youths, of the ills and consequencies of abortion. First it is not only a crime, it is a sin. As a result of the pastoral letter on abortion, more talks against abortion have been and are being given. However, I must say that it is definitely difficult to say how far the purposes and intents of the pastoral letter have been internalised. Perhaps one may have to consult a record of the statistics on abortion made over the years to be able to decide on a judgement. But the said view is that the letter might have been read in Churches and certainly was not circulated especially in schools and other areas where many more young people even non Catholic Christians could have read it given that the youth group is the most vulnerable and most concerned on the issue at stake. I am aware that many youths even adults never heard about this letter let alone read it.

The letter on Tribalism, I would say, has produced marvellous effects both in particular and wider contexts, same with the letter on Corruption. Many priests have been faithful to preaching against Corruption which in its extensive nature includes tribalism. It will be a glaring mistake, however, at this particular moment of time to assume that tribalism ~~will be wiped out.~~ has been wiped out. I realise that people are becoming increasingly conscious of the value of justice which also demands fair treatment of all whether of my tribe or not. Cases of tribalism continue to drop over the years but it still remain a fact that this evil still surfaces in many areas from time to time. I think it is not in the nature of man to switch like a machine ~~as~~ but I pray that more effort would be made as I believe much is still needed in terms of effort and conviction to put ~~the~~ more the demands of the letter ~~out~~ a part of us. I ~~l~~and the effects of the letter on Corruption. At least either out of fear or out of conviction, people are declining from many corrupt practices and I won't doubt that the prayer against bribery and Corruption ~~and~~ has earned much grace to make this point a living truth. With these letters, people are becoming ever more conscious of their dignity as persons.

3) The Justice and Peace commission and the Developement committe exist in my diocese. The justice and peace commission has been for more than five years but I do not know for how long the developement committee has been.

4) To Combat Corruption:
- The Church should not relent in praying for its eradication
- The Church should not relent in performing her duty as conscience of society by condemning Corruption in season and out of season.
- The Church should not only preach against it but should let people know why it is wrong and what it's consequences are on individuals and on society at large.
- The Church should reinforce the authentic teaching of authentic morality both in Catholic institutes and secular institutes of learning both elementary and post elementary.
- The Church should start by fighting corruption from within because no one can give what he or she does not have. Hence the Church should be transparent. It is most important.

To Combat Economic Crisis:
- The Church should never cease to speak out against capital flight and embezzlement.
- The Church should fight for transparency and accountability in all structures of the social fabric not excluding governmental structures.
- The Church should encourage citizens to see the importance of consuming home made goods as an appreciation of God's gifts.
- The Church should encourage the State to develope natural resources to ~~fac~~ create employment for citizens.
- The Church should press for State concern for the well being of workers to avoid laxity, inefficiency and unproductivity.
- The Church should pay her workers fairly and not encourage situations where more work is demanded for meagre earnings.

Finally the Church must try to be sensitive, concerned and alert in all areas of everyday life, ~~PA~~ so that she may make it her duty never to fail in the endeavour ~~to change~~ and so leave unchanged what could be changed through her witnessed to the truth and the dignity of the human person. There is no dimension of the human person to which the Church has no moral obligation to defend when it is assaulted and abused.

Diocese of Buea

ANSWERS TO QUESTIONNAIRE (Muyuka - Parish)

1. Yes, I am fully aware of two Pastoral Letters written by the Bishops of Cameroon on Corruption.

The first was written on 27th of February 1977 by the Bishops of the Dioceses of Buea and Bamenda. This was a Joint Lenten Pastoral Letter 1977: "Bribery and Corruption."

The second was given at Bamenda, 3rd September 2000. It was titled: "Pastoral Letters of the Bishops of Cameroon To Christians and All People of Goodwill on Corruption."

2. There is an increase of awareness of this social ill and before the final blessing for each Mass; most parishes in the Ecclesiastical province of Bamenda pray against Bribery and Corruption.

3. Justice and Peace. It was instituted after the 7th Catholic Convention in Bamenda.

4. The Church should not relent in her efforts to pray against bribery and corruption. Moreover, structures have to be put in place in all churches, parishes and dioceses to address this social ill and eliminate it ~~(illegible)~~ at their initial state e.g: Justice and Peace; Finance, Education and so on.

Annexe 22

LES PUPILLES DE MONSEIGNEUR ALBERT NDONGMO

	Noms	Prénoms	Province d'origine	Groupe	Religion	Fonction
1	Choupo (feu)	Michel	Ouest	Bamiléké	Catholique	Prêtre Enseignant
2	Fomekong	Michel	Ouest	Bamiléké (Bafou)	Catholique	Médecin (France)
4	Foyen	Bruno	Centre	Banen	Catholique	Cadre d'entreprise
5	Kamga-Che	Lucienne	Ouest	Bamiléké (Bandja)	Catholique	Cadre d'entreprise
6	Lingo	Célestin	Nord-Ouest	Banso	Catholique	Journaliste
7	Lingo	Bibianne	Nord-Ouest	Banso	Catholique	Haut-fonctionnaire
8	Mbowa	Marcel	Ouest	Bamiléké	Catholique	Médecin
9	Mbuetang	Raphaël	Ouest	Bamiléké (Foutouni)	Catholique	Prêtre
10	Mezazou	Marthe	Ouest	Bamiléké (Dschang)	Catholique	Enseignante de lycée
11	Monkam	Pierre	Ouest	Bamiléké (Bafang)	Catholique	Économiste (Italie)
12	Moyo (feue)	Marie Lugarde	Ouest	Bamiléké (Bandjoun)	Catholique	Infirmière
13	Ndemo	Marie-Noëlle	Ouest	Bamiléké (Bandja)	Catholique	Magistrat
14	Ndongmo	Marcus	Ouest	Bamiléké (Dschang)	Catholique	Prêtre Enseignant
15	Nguewou	Simon	Ouest	Bamiléké (Bangwa)	Catholique	Commissaire divisionnaire
16	Njesse	Suzanne	Ouest	Bamiléké (Bafoussam)	Catholique	----------
17	Nkodjob (feue)	Thérèse	Ouest	Bamiléké (Bafang)	Catholique	Hôtesse de l'air
18	Sipa	Jean-Baptiste	Ouest	Bamiléké (Bamboutos)	Catholique	Journaliste
19	Sœur Élodie		Ouest	----------	Catholique	Chercheur Ex-religieuse
20	Sœur Georgette Belace		Ouest	----------	Catholique	Infirmière
21	Sœur Marie Paule		Ouest	----------	Catholique	Religieuse (Canada)
22	Talla	Blaise-Pascal	Ouest	Bamiléké (Bandjoun)	Catholique	Journaliste
23	Tchatchoua Ngonyo ép. Youmbi	Julienne	Ouest	Bamiléké (Bangoua)	Catholique	Infirmière (France)
24	Tcheumago	Catherine	Ouest	Bamiléké (Banka)	Catholique	Cadre d'entreprise (ex-religieuse)
25	Tchuente	Madeleine	Ouest	Bamiléké (Bayangam)	Catholique	Pharmacienne
26	Tonfack (feu)	Janvier	Ouest	Bamiléké (Bayangam)	Catholique	Prêtre
27	Youaleu	Marie-Thérèse	Ouest	Bamiléké (Bafang)	Catholique	Chercheur Ex-religieuse
28	Youmbi	J. René	----------	Bamiléké (Bangoua)	Protestant	Informaticien (France)

Annexe 23

UN ECLAIRAGE NOUVEAU

MEMORANDUM POUR INFORMATION

A l'attention de leurs Eminences :

- Le Cardinal, Préfet de la Sacrée Congrégation pour l'Evangélisation des Peuples.
- Le Cardinal, Préfet de la Sacrée Congrégation des Evêques.

Objet : Un éclairage nouveau sur la situation qui prévaut actuellement dans l'Archidiocèse De Douala.

Eminences,

Très humblement et très religieusement, nous venons vous donner notre point de vue, qui voudrait être un éclairage nouveau, sur la situation qui prévaut actuellement dans l'Archidiocèse de Douala.

En effet, pour bien comprendre et situer avec exactitude la signification profonde d'un événement qui fait date, il importe de l'intégrer dans son contexte global.

A partir de multiples éclairages, il devient plus facile d'en dégager une vision plus objective et réaliste.

Depuis le 21 février 1987, nous vivons à Douala un événement sans précédent : la nomination à la fois de deux

.../...

Evêques Auxiliaires dans notre Archidiocèse.

Que signifie cette nomination ? Qu'est ce qui la motive ? Quelles en sont les implications ? Quelles sont les réactions des Prêtres, des Religieux, des Religieuses et des fidèles de l'Archidiocèse de Douala face à cette situation ? Comment se présente l'avenir ? Autant de questions auxquelles ce memorandum intitulé : "Un Eclairage Nouveau", veut répondre.

I - HISTORIQUE D'UN EVENEMENT

I. 1 - Préhistoire : UN REVE DEVENU REALITE

En 1970, à l'occasion de la Conférence Episcopale Nationale annuelle, son Excellence Mgr Albert NDONGMO, Evêque de Nkongsamba, émet l'idée de la division de l'Eglise du Cameroun en quatre régions apostoliques.

Mgr NDONGMO s'exprimait alors en substance dans les termes suivants : "Je rêve d'une grande région apostolique pour le Littoral, comprenant les Diocèses de Douala, Nkongsamba et Bafoussam. Il sera alors possible, à n'importe quel Evêque des diocèses suffragants, de devenir Archevêque métropolitain. Douala est peuplé à 40 % de Bamiléké, ce serait normal que l'Evêque de Nkongsamba par exemple, devienne Archevêque de Douala".

En 1982, l'Eglise du Cameroun est divisée en quatre Provinces ecclésiastiques. Quatre Archevêques ont été nommés. Un Evêque auxiliaire, venant de Bafoussam, un Bamiléké, vient d'être nommé à Douala. Le rêve de Mgr NDONGMO est devenu réalité en 1987.

.../...

I. 2 - UNE THEORIE A L'ESSAI

En 1975, Mgr NDONGMO sort de prison. Il est reccueilli par Rome. Les difficultés qu'il a rencontrées au Cameroun dans l'exercice de ses fonctions pastorales, le poussent à réfléchir. C'est alors que naît l'idée de la "mutabilité des Evêques" d'un diocèse à une autre, sans qu'il soit nécessaire que ceux-ci soient originaires de leur Diocèse.

La théorie de Mgr NDONGMO, qui fait suite à l'idée émise en 1970, de la création des régions apostoliques, avec à leur tête un Archevêque, pouvant provenir de n'importe lequel des diocèses suffragants, sera la suivante :"il importe que les Evêques camerounais soient interchangeables. Qu'ils puissent devenir pasteur de n'importe quel diocèse du Cameroun, en dehors de leur diocèse d'origine. Car à ce moment-là, il sera facile de solutionner des problèmes de personne. De sorte que si un Evêque a des problèmes dans son propre diocèse, il soit possible de le transférer ailleurs. En effet, les problèmes que je peux rencontrer à Nkongsamba, parce que liés à ma personne, n'auront plus de raison d'être, si on met un autre à ma place".

En 1978, Mgr NDONGMO est nommé Consulteur à la Propagande, qui accueille favorablement cette théorie que nous appelons la "théorie de Mgr NDONGMO" : celle de la mutabilité des Evêques au Cameroun. Il est alors demandé à l'ancien Evêque de Nkongsamba, de mettre en forme cette théorie, en montrant les implications ssocio-politiques et pastorales qui en découleraient.

Le travail est terminé en 1980. Il s'est agi alors d'en tester la crédibilité.

.../...

La première mise en application de cette théorie commence avec Mgr TUMI, appelé à succéder à Mgr CHARPENET, à Yagoua. Puis celle de Mgr NTALOU, appelé à succéder à Mgr TUMI devenu Archevêque de Garoua ; celle de Mgr TCHOUANGA, appelé à succéder Mgr VAN HEYGEN à Doumé, Mgr Van Heygen devenant, quant à lui, Evêque de Bertoua.

Aujourd'hui, c'est Mgr SIMO Gabriel qui est appelé probablement à succéder à Mgr TONYE, comme Archevêque de Douala.

II. - EXAMEN GLOBAL DE LA THEORIE DE LA MUTABILITE DANS SA MISE EN APPLICATION.

II.1 - Des données statistiques.

a) Camerounisation de la hiérarchie

Sur les seize Diocèses du Cameroun, treize ont à leur tête des Evêques camerounais. L'Eglise est donc "camerounisée" à 81 %.

b) Répartition des Evêques par Province Ecclesiastiques avec leur origine Ethnique.

a) Province Ecclesiastique de YAOUNDE :

Tribu dominante : Beti (Ewondo-Eton-Boulou)

- Mgr JEAN ZOA, Archevêque de Yaoundé (BETI)
- Mgr PAUL ETOGA, evêque de Mbalmayo (BETI)
- Mgr Adalbert NDZANA, Evêque coadjuteur de Mbalmayo (BETI)
- Mgr ATHANASE BALLA, Evêque de Bafia (BETI)
- Mgr JEAN-BAPTISTE AMA, Evêque de Sangmelima (BETI)
- Mgr PIERRE TCHUANGA, Evêque de Doumé Abong-Bang (Bamiléké francophone)
- Mgr VAN HEYGEN (Hollandais)

.../...

e) La h[illegible]n chiffres sur les vingt (20) Evêques en fonction.

Sur les vingt (20) Evêques de l'Eglise du Cameroun en fonction :

10 sont Bamiléké (anglophone & francophone. 50 %)
5 sont Béti..... 25 %
2 sont Bassa..... 10 %
2 sont Français..... 10 %
1 est Hollandais..... 5 %

Conclusions :

a) Sur les quatre (4) Evêques camerounais ayant fait l'expérience de la théorie de la mutabilité, de leur zone culturelle à une autre, tous sont Bamiléké 4/4 = 100 % :

Mgr TUMI (Garoua)
Mgr A. NTALOU (Yagoua)
Mgr P. TCHUANGA (Doumé)
Mgr G. SIMO (Douala).

b) On constate que les Evêques Bamiléké sont aussi et de loin majoritaires,

a) par le nombre des Evêques : 50 % (10/20)
b) par le nombre des diocèses administrés 50 % (8/16).

Si on ne considère que les Evêques camerounais et les Diocèses administrés, nous aurons les proportions suivantes :

- Evêques camerounais : 10/17 ..... 58,8 %
- Diocèses administrés : 8/13 ..... 61,5 %

Nous assistons par conséquent à une savante "Bamilékisation" de la hiérarchie de l'Eglise au Cameroun.

II.2. La Bamilékisation de la hiérarchie de l'Eglise au Cameroun : Examen des raisons avancées.

L'Ethnie Bamiléké est une Ethnie dynamique et travailleuse. Habitués à la vie dure, les Bamiléké sont plus à l'abri de la concupiscence. Ethnie très religieuse ils sont plus à même de comprendre l'Evangile et d'en vivre. Peuple

.../...

b) Province ecclesiastique de Douala.

Archidiocèse de Douala : tribus dominantes : BASSA, MPOO
Diocèses de Nkongsamba et Bafoussam : tibus dominantes : BAMILEKE.

- Mgr SIMON TONYE, Archevêque de Douala (Bassa)
- Mgr THOMAS NKUISSI, Evêque de Nkongsamba (Bamiléké)
- Mgr ANDRE WOUKING, Evêque de Bafoussam (Bamiléké)
- Mgr ALBERT NDONGMO, ancien Evêque de Nkongsamba (Bamiléké)
- Mgr GABRIEL SIMO, Evêque auxiliaire nommé de Douala (Bamiléké).
- Mgr SIMON VICTOR TONYE, Evêque auxiliaire nommé de Douala (Bassa).

c) Province ecclésiastique de GAROUA

Tribus dominantes : FOULBE-KIRDI-TOUPOURI

Evêques

- Mgr CHRISTIAN TUMI, Archevêque de Garoua (Banso, Bamiléké Anglophone).
- Mgr ANTOINE NTALOU, Evêque de Yagoua (Bamiléké francophone)
- Mgr JACQUES DE BERNON, Evêque de Maroua (Français).
- Mgr PASQUIER, Evêque de Ngaoundéré (Français).

d) Province ecclesiastique de BAMENDA (zone anglophone)

Signalons que géographiquement et culturellement, il n'y a aucune différence entre les Bamiléké francophones et les populations des diocèses de BAMENDA, de KUMBO ainsi qu'une partie du Diocèse de BUEA.

- Mgr PAUL VERDZEKOV, Archevêque de BAMENDA (Banso, Bamiléké anglophone).
- Mgr PIUS SUH AWA, Evêque de BUEA, (Bafut, Bamiléké anglophone).
- Mgr CORNELIUS FONTEM ESUA, Evêque de KUMBO (MBOO, Bamiléké anglophone)

.../...

aux traditions ancestrales très solides, l'obéissance à l'autorité est pour eux quelque chose de sacré. Habitués à obéir, ils savent, mieux que quiconque, commander.

Voilà en substance, les arguments qu'on nous avance dans les milieux de décision ecclésiastique, tant chez les missionnaires européens, qu'à la Nonciature de Yaoundé.

Qu'en est-il en fait de la vérité de ces arguments?

1°) Ethnie travailleuse et dynamique : l'homme Bamiléké est travailleur, dynamique. C'est vrai, mais il ne faut pas oublier les gros avantages dont il bénéficie de la nature:
- un sol supérieurement fertile où tout pousse pratiquement sans effort,
- un climat de montagne, très sain et tempéré qui permet de travailler sans trop de fatigue et sans trop ruiner la santé
- région de savane relativement facile à labourer.

2°) Ethnie habituée à la vie dure, qui la met à l'abri de la concupiscence ?

Une question : quel est le but de la polygamie qui est de règle chez ce peuple, au point que des membres de leur clergé sont obligés de se prononcer en sa faveur :

Cf. thèse de l'Abbé Justin FOTSO : polygamie et Religion chrétienne chez les Bamiléké de l'Ouest-Cameroun, Strabourg 1978-Fichier Central de thèse (Paris), n° 7606092.

Ces nombreuses femmes dans les harems, comment s'en occuper, si on n'a pas une forte dose de concupiscence ? Ces nombreux enfants, comment sont-ils produits ? pourquoi des prêtres Bamiléké défendent-ils la polygamie ? pour favoriser ou

.../...

défavoriser la concupiscence ? Que l'on ne nous raconte pas des histoires ! L'enfant est fils de son peuple, avec ses qualités et ses défauts. Nous sommes tous des prêtres ; nous nous connaissons à partir du séminaire. Une forme d'hypocrisie peut cacher la nature sans la supprimer.

3°) Ethnie très religieuse, prête à accueillir l'Evangile et à en vivre.

Oui, l'homme Bamiléké est religieux. Mais les Musulmans sont religieux ; les païens aussi.

Il y a une différence entre être chrétien et être religieux. L'homme Bamiléké est religieux ; il est d'une religiosité ancestrale, c'est-à-dire, "un adorateur" des crânes des ancêtres ; il n'est pas forcément un chrétien. Il est tellement ancré dans ses croyances ancestrales, qu'il lui est difficile d'être totalement converti au Christ, même lorsqu'il est chrétien.

Accueillir l'Evangile, c'est avoir pour tout homme au moins un peu d'estime et de charité. Or, la devise de l'homme Bamiléké est la suivante : d'abord le Bamiléké, ensuite le Bamiléké, enfin le Bamiléké et les autres s'il en reste.

La preuve : faites un tour dans l'Ouest. Vous ne trouverez presque pas d'espace cédé à un étranger non Bamiléké ; ce qui est infiniment loin d'être le cas dans les autres parties du pays. Si un étranger non Bamiléké ouvre un commerce de M Banga à Dschang, de Nkongsamba à Bafoussam, il finira par consommer lui-même sa marchandise !...

Cette sorte d'égoïsme et ce genre de tribalisme sont si forts et si puissants qu'ils constituent un des grands dangers pour l'avenir de la nation camerounaise. Avec de tels

.../...

principes de base, on peut être "religieux", Jamais chrétien.

Comment se fait-il que ce n'est que le Pro-Nonce actuel qui leur découvre subitement une sainteté si éclatante que ses prédécesseurs n'avaient jamais perçue ? Cinq Evêques en six ans, de la même région (Ouest), c'est la preuve que le Pro-Nonce actuel leur est manifestement favorable, pour ne pas dire qu'il s'est scandaleusement compromis...

4°) Une Ethnie habituée à obéir, donc bon pour commander.

Il faut éviter des simplifications de ce genre, quand il s'agit de graves problèmes. Le Président de la République a dit dans son interview télévisé du 19/02/1987, que la "tribu est une mini-nation".

Partons de là. Les Allemands en Europe sont un peuple auquel tout le monde reconnaît de solides qualités de discipline, de rigueur et de travail. A-t-on jamais pensé soigner le fare-niente italien, en proposant aux Italiens soit des Evêques, soit des hommes politiques allemands comme chefs religieux ou politiques ?

On ne commande à la nature qu'en lui obéissant. Ce principe est vrai au niveau social, si la nature est considérée comme milieu de vie. Alors l'obéissance devient connaissance et le commandement, une adaptation. Toute transposition de ce principe en dehors de la relation de l'homme avec son milieu devient un sophisme dangereux et une cynique simplification.

Vouloir imposer un allemand comme empereur du Japon, c'est chercher à détruire la nature.

.../...

En fait d'obéissance du clergé Bamiléké, référons-nous, entre autre, au document rédigé par eux, critiquant et mettant en cause les autorités romaines et même le Saint Père, après son passage au Cameroun en 1985 : unique !

Si tous les arguments avancés peuvent si facilement être détruits, pourquoi chercher tout de même à imposer les Evêques Bamiléké à l'Eglise du Cameroun ?

II. 3. Les raisons profondes

1. Raison d'ordre économique.

Partant des intérêts d'ordre économique, il est opportun pour un homme d'affaires européen, de s'entendre avec les puissances financières Bamiléké. Le mariage européen Bamiléké est un mariage non d'amour, mais d'intérêt. Pour mieux exploiter, donc dominer les faibles et les pauvres du Cameroun, il faut faire une alliance avec la puissance d'argent que sont les Bamiléké.

2. Raison d'ordre politique

Pour une plus grande maîtrise de la puissance financière, il faut maîtriser le pouvoir politique. L'alliance des puissances d'argent avec l'homme Bamiléké est donc orientée, penson-nous, vers la conquête du pouvoir politique au Cameroun, et par conséquent des points stratégiques du territoire national.1)

La main-mise sur le siège archi-épiscopal de Douala fait partie du processus de Bamilékisation de la hiérarchie. Cette Bamilékisation de la hiérarchie tend naturellement vers la prise du pouvoir politique. Le Nord est pratiquement conquis l'Est aussi ; l'Ouest déjà. Il ne restait que le Littoral, c'est-à-dire Douala, et la boucle est bouclée.

.../...

L'argument à faire valoir est désormais le suivant: si les Bamiléké sont bons dans la gestion du domaine spriri-tuel, pourquoi ne seraient-ils pas bons dans la gestion du domaine temporel ? Il ne faudrait pas que l'Eglise soit en retard !

En effet, voici ce qu'une personnalité ecclésiastique a dit dans une conversation : "des Pères de la Congréga-ti( ) du Saint-Esprit m'ont dit clairement que les Bamiléké, un peuple industrieux, entreprenant et nombreux, auront ce pays tôt ou tard. Ils ont déjà le pouvoir économique, ils vont bientôt avoir le pouvoir politique ; il ne faut pas que l'E-glise soit en retard".

La Nonciature de Yaoundé est donc en train de donner une caution morale d'une importance incalculable à un dessein politique d'un peuple qui pourrait faire le drame du Cameroun demain.

Le Pro-Nonce, en découvrant à l'ethnie Bamiléké les vertus de la race aryenne, n'est-il pas en train de ressuciter une histoire ? Le Pro-Nonce est diplomate, est-il encore pas-teur ? Un diplomate peut préparer une guerre ; un pasteur doit éteindre les incendies

3. Raison d'ordre humain :

Tout commence en 1970, avec la nomination de Mgr TONYE, Evêque coadjuteur de Mgr MONGO. Sur la demande du cler-gé en retraite à Bonépoupa en 1970, Mgr MONGO entreprend de construire à Douala un séminaire de second cycle, qui est le séminaire St-Paul de Nylon.

.../...

Pour avoir de l'argent, les deux Evêques lancent une quête de 1000 FCFA par chrétien et par an. Le projet ne plaît ni aux Pères Spiritains, ni au Pères-Jésuites, ni aux Pères-Dominicains.

Leur argument : En Europe, on ferme les séminaires. Pourquoi jeter de l'argent par la fenêtre, pour réaliser une oeuvre qui ne peut survivre.

Est-on mécontent de l'éclosion des vocations chez nous ?

En tout cas, les Evêques sont accusés à Rome et Mgr MONGO devra frapper du poing sur la table, pour obliger le Procureur à sortir de l'argent pour commencer les constructions.

En 1972, les Evêques répondent à Rome qui leur donne raison. Le conflit est ouvert entre Mgr TONYE et les missionnaires étrangers, car c'est lui, Mgr TONYE qui est le plus passionné pour la réalisation de cette oeuvre. Voyant que les missionnaires, par leur opposition à la construction du séminaire, sont décidés à boycotter la relève du clergé indigène, Mgr TONYE se voit obligé de prendre les distances.

L'histoire malheureusement, va donner raison à l'Archevêque de Douala. Dix-sept ans après l'ouverture du séminaire Saint-Paul de Nylon, non seulement l'oeuvre n'est pas morte, mais encore, le clergé de Douala s'est agrandi de plus de trente nouveaux prêtres, grâce au séminaire Saint-paul de Nylon, sans oublier les cinquante (50) grands séminaristes en formation.

Maintenant que la relève sacerdotale est assurée dans l'Archidiocèse de Douala, les prêtres missionnaires pren-

.../...

nent peur...

Depuis 1981, l'Archevêque de Douala demande un Evêque coadjuteur, on veut profiter de sa mésentente avec des Pères missionnaires, pour lui imposer un coadjuteur qui arrange la situation dans le sens qu'on veut. Et l'issue du conflit ? ou bien Mgr TONYE nous fait partir, ou bien nous le faisons partir.

Pour l'Archevêque de Douala, le problème ne réside pas dans l'opposition aux missionnaires européens. L'Archidiocèse de Douala est le plus ouvert à toutes les ethnies et aux prêtres venant de tous les horizons. Dans la ville de Douala, on célèbre soixante (60) messes par dimanche : en - Bamiléké-Béti-Banen-Bassa-Mpoo-Douala-Lemande-Batanga-Français-Anglais, etc...

Chaque année, l'Archevêque de Douala en dialogue avec les congrégations missionnaires, installées dans le diocèse, cherche à accroître le nombre des missionnaires. Il lui est même arrivé de faire appel au Pro-Nonce, pour l'aider à trouver des missionnaires dans d'autres pays européens.

Tout récemment, il a écrit en Pologne et même au Saint-Père pour demander des missionnaires polonais. Cette correspondance a été accueillie avec bienveillance. L'essentiel pour l'Archevêque de Douala, c'est que les missionnaires acceptent de s'intégrer dans son action pastorale, avec esprit de foi.

III - POUR UNE RECONSIDERATION PASTORALE OBJECTIVE DE LA SITUATION

III - 1. Procédure de nomination de deux Evêques Auxiliaires à Douala.

Selon la procédure canonique normale, Mgr l'Archevêque de Douala doit avoir présenté à Rome une liste de 3 candi-

.../...

dats pour solliciter la nomination d'un Evêque Coadjuteur.

Mais au lieu d'un coadjuteur, ce sont plutôt deux Evêques Auxiliaires qui ont été nommés à Douala. D'après le droit Canonique (cf. Canon 377 § 4) il est dit ce qui suit : Pour les Evêques auxiliaires, c'est à chaque Evêque diocésain qui en réclame un, de proposer lui-même à Rome, par l'intermédiaire du représentant pontifical, une liste de trois (3) noms."

Or, dans le cas des présentes nominations, la liste que doit avoir présentée l'Archevêque de Douala, non seulement ne prévoyait pas la nomination d'un Auxiliaire, mais encore n'envisageait aucun candidat venant d'un diocèse autre que celui de Douala.

Il y a lieu de se demander s'il n'y a pas un vice de procédure dans les présentes nominations.

III - 2. <u>Que vise la nomination d'un Evêque Auxiliaire, étranger à Douala ?</u>

On aime à répéter que Douala est peuplée à 40 % de Bamiléké. Il faut donc à Douala, un Evêque Bamiléké pour évangéliser ses frères.

Que disent les statistiques ? Tout l'Ouest qui couvre cinq (5) Diocèses (Bamenda-Buéa-Kumbo-Bafoussam-Nkongsamba) compte au total :

- 122 prêtres (soit 24 prêtres par diocèse en moyenne)
- 692 190 chrétiens (soit 138 438 par diocèse en moyenne)
- 2 484 557 païns (soit 524 599 par diocèse en moyenne)

.../...

Comme le montrent les statistiques, le clergé des Diocèses de l'Ouest en nombre réduit (24 Prêtres par diocèse) et face à une tâche d'évangélisation immense, n'arrive apparemment pas à s'en sortir. En quoi se revèle sa compétence pastorale pour que l'on sollicite son concours ailleurs ?

Si le milieu naturel dans lequel il travaille lui semble si difficilement perméable à l'Evangile, que fera-t-il de plus en de milieux qu'il connaît si mal ?

D'autre part, si l'apôtre ne peut annoncer efficacement l'Evangile qu'à sès frères de sang, à quoi sert le missionnaire ?

Le problème n'est ni pastoral ni missionnaire c'est un problème économique, politique et humain, comme on l'a déjà fait observer.

Et puisque c'est un problème humain qui n'a rien à faire avec les motivations de foi, on peut s'attendre à des réactions humaines qui n'ont rien à voir avec la foi.

III - 3. Et le nouvel Evêque Bamiléké qu'on nous envoie ?

Mgr SIMO est un inconnu dans le Diocèse. Il ne connaît ni le clergé, ni les religieux, ni les religieuses, ni le peuple chrétien. Il ne connaît ni les coutumes, ni les mentalités, ni les langues parlées dans le diocèse, en dehors du Français utilisé uniquement dans certaines paroisses de la ville de Douala.

Il y a quatre (4) paroisses en majorité Bamiléké : Bépanda, Makèpè, New-Bell Bamiléké et Oyack, sur les 16, que

.../...

compte la ville de Douala et sur cinquante (50) que compte le Diocèse.

Ces Bamiléké sont divisés en trois grands groupes linguistiques : le Fefe, le Nufi et le Bangante ; et un prêtre Bamiléké ne peut utiliser aucune de ces trois langues pour s'adresser à tous, sans créer des susceptibilités et des tensions au sein de la population Bamiléké. Et dans les autres villes du Cameroun où il y a des minorités non Bamiléké, faudra-t-il nommer des Evêques de leurs ethnies pour les évangéliser ?

La situation étant telle, est-il nécessaire d'avoir à Douala tout un Evêque incapable de s'adresser à ses propres frères dans leur propre langue et plus incapable encore de s'adresser aux autres ethnies dont il ne connaît ni les langues, ni les mentalités, ni les coutumes ?

Chaque homme est fils de son milieu et en partage les défauts et les qualités. Le nouveau collaborateur de Mgr TONYE est un prêtre issu de l'A.I.P.I : (Association des prêtres indigènes des Diocèses de Nkongsamba et Bafoussam). Et nous connaissons tous la mentalité et la philosophie que véhicule cette association sacerdotale.

Cette mentalité et cette philosophie transparaissent dans un certain nombre de documents récents :

1°) - Le Pape au Cameroun (du 10 au 14 Août 85)
Et après ?... (Collection AIPI n°2 décembre 85

2°) - Lettre aux Evêques de la Province Ecclésiastique de Douala du 27 octobre 1985, par l'Association du Clergé indigène de Bafoussam.

.../...

Par ailleurs, le nouveau collaborateur de Mgr TONYE n'a pas hésité à l'agresser verbalement lors de la Conférence Episcopale Régionale de 1985 et 1986 allant même jusqu'à accuser publiquement l'Archevêque de Douala d'avoir cherché à voler de l'argent à Rome, en présentant aux OPM, deux dossiers sur le même projet : la construction du Grand Séminaire Régional. Ce qui était naturellement faux.

Pas besoin de parler des attaques contre le presbytérium de Douala, attestées par la "lettre aux Evêques de la Province", dont Mgr SIMO Gabriel est cosignataire.

Compte tenu des faits ci-dessus énumérés, le nouvel Evêque est-il encore moralement apte à collaborer avec l'Archevêque et le presbytérium, et surtout à travailler sereinement, pour le peuple de Dieu, dont il a publiquement méprisé le Pasteur ? Cf. Canon 407 § 3. "l'Evêque coadjuteur et l'Evêque auxiliaire, parce qu'ils ont été appelés à partager la charge de l'Evêque diocésain, exerceront leurs fonctions de façon à travailler en union de coeur et d'esprit avec lui". (Canon 407 § 3)

III - 4. L'Eglise de l'Archidiocèse de Douala : une Eglise missionnaire.

Très tôt, le Diocèse de Douala a compris son rôle d'apôtre en devenant le Diocèse le plus ouvert du Cameroun. Toutes les ethnies dans notre Diocèse se sentent chez elles et peuvent prier et louer Dieu chacune en sa langue. Ceci se vérifie, non seulement à Douala, mais encore à Edéa-Eséka-Kribi,. toutes les villes où l'on peut trouver des étrangers. Que l'on nous cite l'exemple d'un autre Diocèse du Cameroun où l'étranger est si respecté.

Le Diocèse de Douala est aussi le premier à avoir compris, bien avant l'appel de Kampala de sa Sainteté le Pape PAUL VI en 1965, le rôle missionnaire des Eglises africaines.

.../...

En effet, en 1959, un de ces premiers prêtres ordonné le 8/12/1935, Mr l'Abbé SIMON MPEKE dit "Baba Simon", fut envoyé par Mgr MONGO au Nord Cameroun comme apôtre des KIRDIS. Il y créa la paroisse de TOKOMBERE que les prêtres et religieuses de Douala continuent de desservir jusqu'à ce jour.

Douala, Diocèse d'accueil et diocèse missionnaire, le prouve aussi en acceptant sans distinction de langues ni d'éthnies, les séminaristes venus d'autres diocèses qui veulent s'incardiner en son sein.

C'est précisement en vertu de ces vertus qui nous caractérisent que le nouvel Evêque qui ne nous connaît pas et que nous ne connaissons pas, n'aura pas de peine à se faire accepter. Mais pourquoi si peu d'égard à notre clergé ?

III - 5. Douala : Eglise primatiale du Cameroun.

Berceau de l'Evangélisation, Douala est fière d'être l'Eglise primatiale du Cameroun. Parmi les huit (8) premiers prêtres camerounais ordonnés le 8 décembre 1935, quatre (4) étaient des nôtres. Et depuis cette date, notre chrétienneté et notre clergé n'ont cessé de grandir.

Voici la vérité des chiffres.

DIOCESE	PRETRES AUTOCHTONES	RELIGIEUSES	CHRET. CATH.	PAI[illegible]
UALA	86	122	755 000	590 [illegible]
OUNDE	74	115	698 917	60 [illegible]
s les 5 diocèses l'Ouest confondus (Bada, Buéa, Kumbo, Bassam, Nkongssamba	122 soit 24 en moy./diocèse;	136 soit 27 en moy./diocès-	692 190 soit 138 438 en moy./Diocèse.	2 48[illegible] soit [illegible] en moy. [illegible] se.

.../...

"Prima sedes a nemine judicatur". Cet adage romain souligne le devoir de respect au premier siège qui est le siège apostolique. Mais il souligne aussi à l'intérieur d'un pays, le devoir de respect à l'Eglise primatiale.

En tout cas le peuple chrétien a ressenti comme, une gifle, la nomination d'un auxiliaire à Douala étranger à son clergé. Pourtant, ce clergé est en nombre suffisant, quantitativement, pour assumer la responsabilité de pasteur de son peuple.

Que lui reproche-t-on ? De se replier sur lui-même qu'on se rappelle le cas de Mgr J. DUVAL, nommé Evêque Auxiliaire à Rennes en 1974, contrairement aux traditions de l'Eglise Bretonne ! ... qu'on se rappelle les traditions des Eglises corse et alsacienne. etc...

En outre, on nous a habitués à des nominations d'Evêques diocésains issus de leur diocèse, quelle pédagogie a-t-on adoptée pour amener le Peuple chrétien au changement de cette tradition ?

EN CONCLUSION.

Ce document veut être une franche explication, pour éclairer les autorités compétentes sur la situation qui prévaut à Douala et dont les conséquences sont imprévisibles et incalculables.

Nous sommes de l'Eglise et nous restons dans l'Eglise. Point n'est besoin de s'opposer aux décisions du Saint-Père ni de nous substituer à son action pastorale. Cependant, nous avons jugé utile de donner ces éclaircissements pour aider les autorités romaines locales à saisir de mieux en mieux les réalités de notre Eglise locale.

.../...

.../20

Depuis les temps coloniaux, l'Administration a toujours tenu compte des groupements éthniques et a porté son action sur ces groupes déjà constitués, parce que formant un tout.

L'Eglise, de son coté, a appliqué la même politique sur le plan de l'Evangélisation. Avec les bouleversements que nous connaissons depuis six (6) ans, l'on semble vouloir, sans préparation, méconnaître cette ancienne et vénérable tradition qui a fait ses preuves.

Eminences,

Nous tenons à préciser que n'importe quel observateur impartial de votre choix, peut éventuellement contrôler sur place, la vérité de nos affirmations.

Nous réaffirmons que remettre le pouvoir économique, politique et religieux entre les mains d'une éthnie, risque de conduire le Cameroun vers un régime totalitaire.

.../...

Quel sera le rôle de l'Eglise dans un régime politique de ce genre ?

Veuillez croire, Eminences, à l'expression de nos sentiments de respect et de fidélité à notre Sainte Mère l'Eglise.

Fait à Douala, le 16 Mars 1987.

Suivent les listes des signataires des Prêtres Autochtones de l'Archidiocèse DE DOUALA

PJ. Ann. :

- Listes des signataires
- Lettre au Saint-Père du groupe diocésain de Jesu Caritas.
- Le Pape au Cameroun (du 10 au 14 Aôut 85) et après ? ... (Collection AIPI n° 2 décembre 85)
- Lettre aux Evêques de la Province Ecclésiastique de Douala du 27 Octobre 1985, par l'Association du Clergé indigène de Bafoussam.

N.B. : Nous vous faisons remarquer qu'il y a :

1°) 4 Prêtres religieux de l'Archidiocèse de Douala (2 Jésuites et 2 Spiritains).

2°) 86 Prêtres séculiers de l'Archidiocèse de Douala.

3°) 11/86 sont aux études à l'étranger

4°) /86/ ont pu être atteints pour signature.

Ampliations :

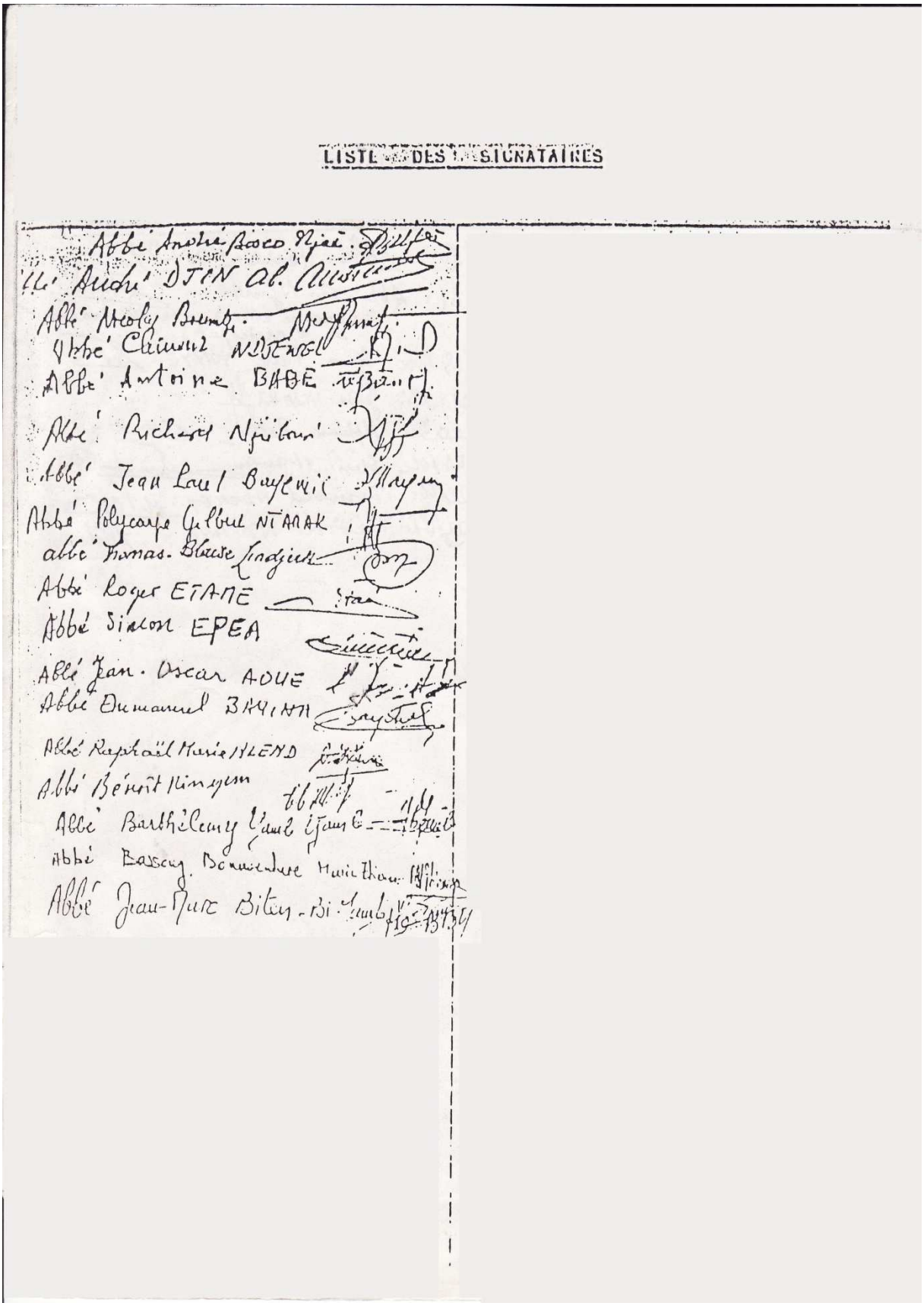
. A sa Sainteté le Pape Jean-Paul II
. Son Eminence le Cardinal CASAROLI, Secrétaire d'Etat.
. Son Eminence le Cardinal Préfet de la Sacrée Congrégation pour le Clergé.
. Le Pro-Nonce Apostolique du CAMEROUN.

LISTE DES SIGNATAIRES

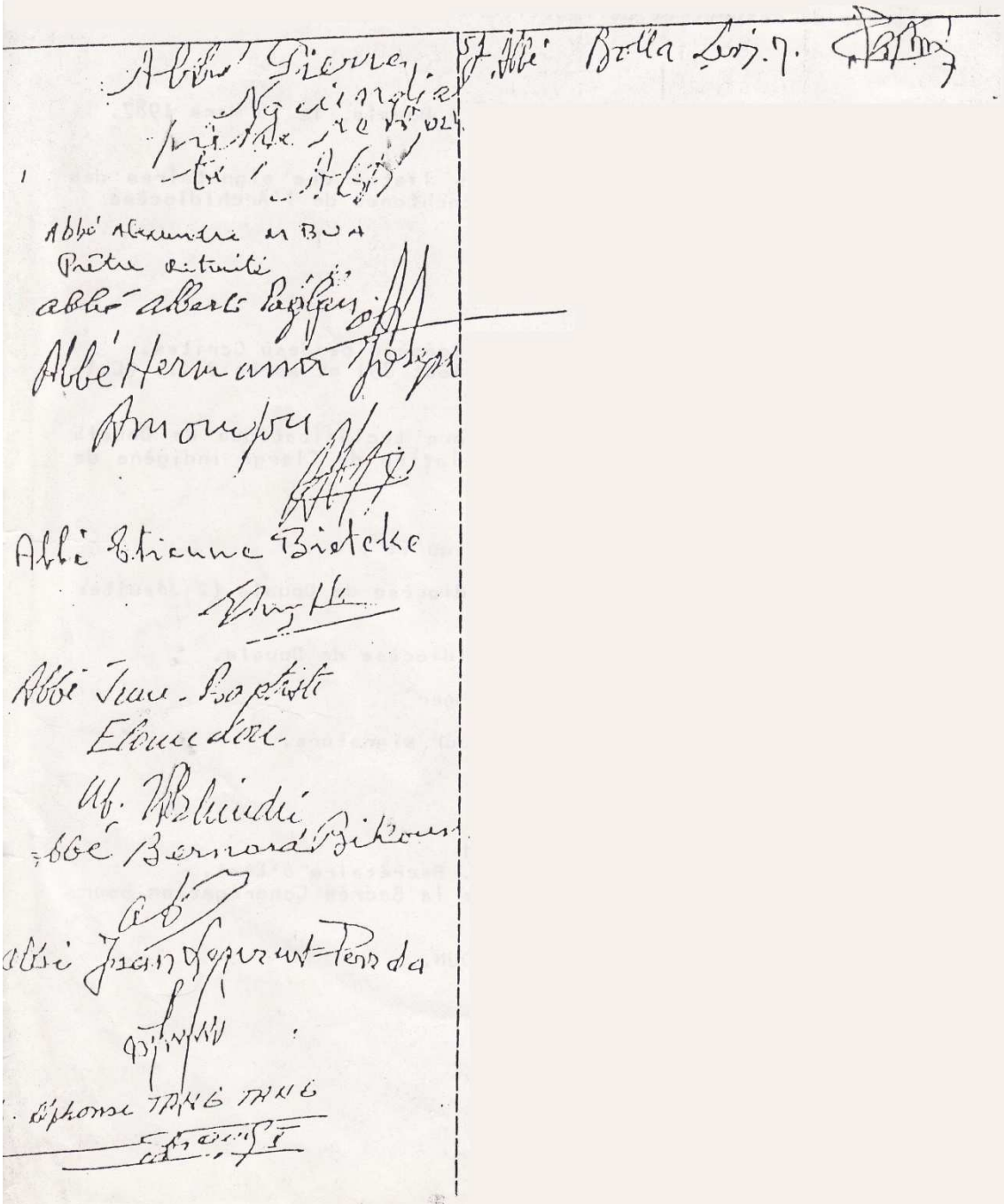
1 - Abbé Paul Nyobé
2 - Abbé Gervais Tonyé Mb. G. Tonyé
3 - abbé Benoît Bell.
4 - Mgr Paul Mbadi
5 - Mgr Pierre NGOTE
Prélat de Sa Sainteté
6 - Mgr Nicolas Ntanag
Prélat de Sa Sainteté
7 - Abbé Jean BAYAMACK
8 - abbé Mali Kingue Pascal
9 - Abbé NDEBI Bitya Robert
Professeur à l'université
10 - Abbé
- Abbé Benoît PAGLAIN
Prêtre retraité
- Abbé Honoré Mayon, Vicaire de la
Abbé Pierre Nlep
Paroisse Sacré-Cœur de Marie de Nkongsamba
- Abbé Valentin MIMONG
Paroisse N.D.
- Abbé OSCAR CONE EDIMO
Curé de la Cathédrale

16. Abbé Pierre PONDY
17. Abbé Ch. Ndandé
(aucune ethnie n'a le monopole de l'épiscopat)
18 Abbé Simon Pierre TONYÉ
19 Abbé Jean Yebe Ki
20 Abbé Stephane Bella
21 Abbé Clément Mpondo
22 Abbé Bernard NDONGO
23 Abbé Théotime NDPANA

LISTE DES SIGNATAIRES



LISTE DES SIGNATAIRES



Mortalité[9]

Tableau 1.5 Taux de mortalité[10] Annexe 24

Indicateurs	Causes	2002
Taux de mortalité par cause, ajusté sur l'âge dans les deux sexes (pour 100 000 hab)	Maladies non transmissibles	848
	Maladies cardiovasculaires	436
	Cancers	150
	Traumatismes	118
Causes spécifiques de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans (en %) , dans les deux sexes.	Causes néonatales	24.8
	VIH/SIDA	7.2
	Maladies diarrhéiques	17.3
	Rougeole	4.1
	Paludisme	22.8
	Pneumonie	21.5
	Traumatismes	2.2
	Autre	0.0

Sources http://www.cm-minsante-drh.com

Tableau 1.6 Evolution de la mortalité maternelle et infantile (en %)

Indicateurs	1991	1998	2004
Taux brut de mortalité (TBM) en ‰	12,8	10,1	-
Espérance de vie à la naissance (en années)	54,3	59	53.3
Taux brut de mortalité infantile (TMI) en ‰	65	77	74
Taux de mortalité juvénile (TMJ) en ‰	65,6	79,9	75
Taux de mortalité maternelle (TMM) pour 100 000 naissances vivantes	430	430	669

Tableau 1.7 Indicateurs de santé

Indicateurs	Deux sexes	Homme	Femme	Source et année
Espérance de vie à la naissance	53 ,3 ans	52, 54 ans	54, 08 ans	CIA world factbook, 2008
Taux brut de mortalité	15.3%			
Taux de mortalité infantile	74 %			
Rapport de mortalité maternelle			669/ 100 000	EDS, 2004
Taux de prévalence du VIH/ SIDA (15-49 ans)	5.5 %	4.1 %	6.8 %	EDS, 2004
% de la population ayant accès à l'eau potable	69.4 %			Mics, 2006

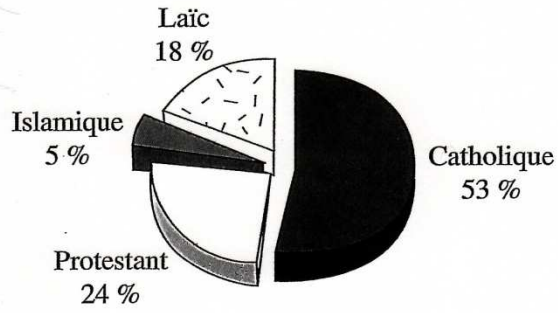
Tableau 1.4 Principales causes de morbidité

Principales causes de morbidité	Valeur (%)
1. Paludisme	41%
2. Tuberculose	192 cas/ 100 000 ha
3. VIH et SIDA	5,5%
4. Hépatite B et C	13% (C), 10% (B)
Les MAPE	
- Méningite cérébro-spinale	4583 †
- Fièvre jaune	1/859 ♂
- Rougeole	134
-Poliomyélite/Paralysie flasque aigue	134/709
- Rage humaine	77
Cancer	12 000 cas/an
Epilepsie	15.78 %
Drépanocytose	60.5/1000
Hypertension artérielle	24%
Diabète sucré	6%
Morbidité globale	23% [7]

† en 1998 ; ♂ en 2006

Annexe 25

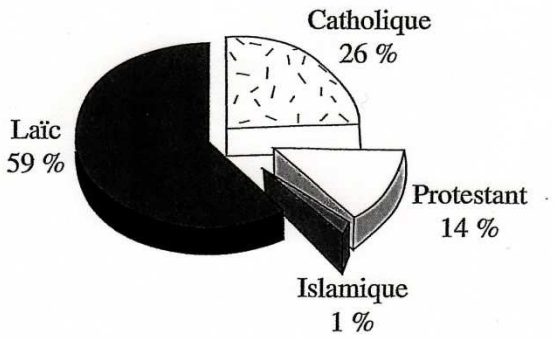
Graphique 6. Élèves des écoles primaires privées (1998-1999)



Institut international de planification de l'éducation http://www.unesco.org/iiep

Les écoles privées au Cameroun

Graphique 7. Élèves du secondaire privé (1998-1999)



Source : d'après Tableau de bord statistique, MINEDUC-DPRD

Annexe 26

C. C. F. D.

1	-	Relations avec l'épiscopat Secrétariat général Délégation générale Présidence Documents officiels Avenir de la campagne Principes d'attribution du projet
2	-	Comité National 1960-1965
3	-	Comité National 1966-1967
4	-	Comité National 1968-1969
5	-	Comité National 1970-1971
6	-	Comité National 1972-1974
7	-	Comité National 1975-1979
8	-	Bureau National 1964-1972
9	-	Bureau National 1973-1977
10	-	Bureau National 1978-1979
11	-	Finances
12	-	Circulaires et Lettre du 47 1961-1979
13	-	Dossiers campagnes 1961-1964
14	-	Dossiers campagnes 1964-1971
15	-	Dossiers campagnes 1971-1979
16	-	Commission AOP 1961-1967
17	-	Commission AOP 1968-1973
18	-	Commission AOP 1974-1979
19	-	Animation de Carême et relations avec la presse
20	-	Matériel d'animation - disques, diapositives, conférences
21	-	Commission technique, projets 1963-1970
22	-	Commission technique, projets 1971-1977
23/24	-	Catalogues projets 1962-1965
25	-	Catalogues projets 1965-1967
26	-	Catalogues projets 1968-1973

C. C. F. D. (Suite)

27 - Catalogues projets 1974-1977

28 - Chargés de mission
Commissions Enfance et Jeunesse

29 - Relations avec les aumôniers 1968-1978

30 - Journées Nationales 1963-1967

31 - Journées Nationales 1968-1973

32 - Faim et Développement (Bulletin)

33 - Relations avec les mouvements membres du C.C.F.D.

34 - Relations avec SSOM, FAO, Semaines Sociales et autres mouvements

35 - Relations avec la CIMADE, Justice et Paix, AJIO, et le Comité Français pour la Campagne contre la Faim

36 - Relations internationales

2/1 37/38 - Documents Tiers-Monde

39 - Documents divers : Publicité et marketing, développement

40 - CIDEV
Groupe de recherches théologiques
Tables reondes CCCF

41 - Documentation Commission doctrinale
Populorum Progressio

1 42 - Historique du C.C.F.D.

43 - Comptabilité
Réunions RP (Région parisienne) 1961-1967

44 - Comptabilité et réunions RP 1968-1975

45 - Réunions RP 1976-1979, rapports avec l'Archevêché
Animation de la campagne
Problêmes locaux (7ème arrondissement)

Annexe 27

Les Mouvements et Services d'Église de la collégialité du CCFD

En 1961, plusieurs Mouvements et Services d'Église (MSE) organisés en réseaux en France et à l'échelle internationale se sont constitués en association pour fonder le CCFD. Ils en sont les adhérents et en constituent la "collégialité" composée à ce jour de 29 MSE.
Au cœur de l'engagement spécifique de chacun, quatre points forts les rassemblent.

- **La dynamique collégiale :** tous ont la volonté de vivre ensemble un projet commun à égalité de droit. Cette structure originale fait du CCFD un "Comité" et lui confère parallèlement une dynamique particulière fruit de cette organisation collégiale.
- **La dimension d'Église :** le CCFD est un organisme reconnu par l'Église de France qui lui a confié la mission de sensibiliser les chrétiens à la solidarité internationale. Le CCFD met ainsi en œuvre la parole de l'Évangile qui invite tous les chrétiens à être solidaires de tous, en particulier des plus pauvres.
- **L'unité dans la diversité :** les 29 MSE constituent une photographie vivante des peuples des croyants dans la diversité. Diversité de genre, hommes et femmes réunis au sein d'une même action. Diversité de générations : enfants, jeunes, adultes, retraités. Diversité de culture : artisans, représentants du monde rural, ouvriers, enseignants, professions libérales… Diversité de mission : alphabétisation, évangélisation, promotion de la paix, éducation civique, développement de liens sociaux et du tissu associatif.
- **La promotion de valeurs communes :** cette diversité est une richesse. Elle favorise l'échange, le partage et permet de promouvoir quelques-unes des valeurs communes qui constituent le socle sur lequel s'est bâti le CCFD : respect et défense de la dignité de l'homme, foi en ses capacités et en son avenir, volonté de construire une communauté humaine plus juste et fraternelle.

Liste des Mouvements et Services d'Église (MSE) constituant le CCFD

- ACE (Action catholique des enfants)
- ACGF (Action catholique générale féminine)
- ACI (Action catholique des milieux indépendants)
- ACMEC (Action catholique des membres de l'enseignement chrétien)
- ACO (Action catholique ouvrière)
- CMR (Chrétiens dans le monde rural)
- Coopération missionnaire
- Equipes enseignantes
- Guides de France
- JEC (Jeunesse étudiante chrétienne)
- JIC (Jeunesse indépendante chrétienne)
- JICF (Jeunesse indépendante chrétienne féminine)
- JM (Jeunesse mariale)
- JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne)
- MCC (Mouvement chrétien des cadres et dirigeants)
- MCR (Mouvement chrétien des retraités)
- MECF (Mission étudiante catholique de France)
- MEJ (Mouvement eucharistique des jeunes)
- Mission de la Mer
- Mouvement du Nid
- MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne)
- Pax Christi
- Scouts de France
- SGEC (Secrétariat général de l'enseignement catholique)
- SNAEP (Secrétariat national des aumôneries de l'Enseignement public)
- Société de Saint-Vincent de Paul
- UNCEAS (Union nationale des centres d'études et d'actions sociales)
- VEA (Vivre ensemble l'Évangile aujourd'hui)
- Voir ensemble.

Annexe 28

L'AN MIL NEUF CENT SOIXANTE HUIT
Le 6 MAI
Les Membres composant le Conseil d'Administration dénommée "COMITE CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DEVELOPPEMENT" en abrégé C.C.F.D.
se sont réunis à Paris, 27 rue Guénégaud, sur la convocation faite par le Président.

SONT PRESENTS :
M. BOTTAZZI - Action Catholique Ouvrière
M. CORDIER - OEUVRES Pontificales Missionnaires
J. FABRE - Coeurs Vaillants-Ames Vaillantes
G. FALC'HUN - Chrétiens dans le Monde Rural
P. HIBOUT - Action Catholique Générale des Hommes
Ch. LEBEAU - Jeunesse Ouvrière Catholique Féminine
A. LEBRUN - Union Nationale de Centre d'Etude et d'Action Sociale
G. LEFEBVRE - Scouts de France
A. PONCIN - Mouvement Rural de Jeunesse Catholique
Cl. RIOCROS - Guides de France
N. RIVET - Secours Catholique
L. SALLE - Jeunesse Indépendante Catholique Féminine
A. TARRAZI - Société de Saint Vincent de Paul

ABSENTS EXCUSES :
M. ANGLADE - Jeunesse Ouvrière Catholique
M. ARBELETCHE - Action Catholique des Maîtres de l'Enseignement Chrétien
Mgr. CUMINAL - Enseignement Catholique
P. DEMOLIS - Coeurs Vaillants
S. des GACHONS - Action Catholique Générale Féminine
Ch. GALINOTTI - Comité Diocésain d'Information
P. PALISSE - Action Catholique Indépendante

Le Président rappelle les pourparlers engagés par l'Association en vue d'acquérir des locaux au rez de chaussée, premier étage, deuxième étage, d'un immeuble à Paris, 47 Quai des Grands Augustins.

Il donne connaissance de la promesse de vente S.S.P. en date du 20 Mars 1968, enregistrée à Paris S.S.B. le 27 Mars 1968, volume D, numéro 169, qu'il a signée en vertu de la délégation de pouvoirs qui lui avait été consentie par le Conseil d'Administration le 4 Mars 1968.

Le Bureau examine les modalités de l'opération et après échange d'observations plus personne ne prenant la parole, le Conseil d'Administration donne tous pouvoirs à Monsieur FARINE, Président ou à son défaut à Monsieur Alfred MARTINACHE, et à défaut de ce dernier à Monsieur Pierre PALISSE, à l'effet de :

Acquérir des Consorts TRONQUOY divers locaux situés au rez-de-chaussée, premier et deuxième étage, d'un immeuble à Paris, 47 Quai des Grands Augustins , moyennant le prix principal de 950 000 francs payable comptant le jour de la signature de l'acte authentique de réalisation, à concurrence de 600 000 francs, à concurrence de 200 000 francs le 15 Septembre 1968, et à concurrence de 150 000 francs le 15 Décembre 1968, et ce moyennant les charges et conditions que le mandataire avisera.

Payer le prix comptant, obliger l'Association à le payer avec tous intérêts aux époques et de la manière qui seront convenues, le tout conformément à la promesse de vente du 20 Mars 1968.

Obliger l'Association à l'exécution de toutes les charges qui seront stipulées ; exiger toutes justifications, se faire remettre tous titres et pièces, en donner décharge ; signer tous contrats de vente ; faire toutes affirmations relativement à la sincérité du prix.

Faire opérer toutes publications, pruges, dénonciations, notifications et offres de paiement ; provoquer tous ordres, y produire, payer le prix d'acquisition avec tous accessoires, soit aux vendeurs, soit aux créanciers délégataires ou colloqués ; faire toutes consignations ; former toutes demandes en mainlevée ; exercer toutes actions en garantie ou autres ; constituer avoués, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, le présent procès verbal est demeuré clos et arrêté après avoir été signé par le Président et les Membres du Conseil d'Administration.

C.C.F.D.
Comité Catholique contre la Faim
et pour le Développement
47, quai des Grands Augustins
75006 - PARIS

Annexe 29

L'ACTION 1978 du C.C.F.D. en CHIFFRES

BILAN et AFFECTATION des SOMMES RECUEILLIES du 1.10.77 au 30.9.78

- Sommes recueillies -		
Collecte de Carême 1978.....	29.179.510	(81,6 %)
Imposition volontaire et dons.....	3.841.500	(10,8 %)
Produits divers.....	1.610.930	(4,5 %)
Opération Jeunes "U".....	185.580	(0,5 %)
Opération Jeunes "Arc-en-Ciel".....	921.720	(2,6 %)
Total	35.739.240	100 %
- Affectation des sommes recueillies -		
Programmes et projets de développement.....	27.016.990	(75,6 %)
Animation de l'opinion publique.....	7.399.300	(20,7 %)
Frais de gestion.....	1.322.950	(3,7 %)
Total	35.739.240	100 %

- Ventilation des programmes et projets de développement (400 projets au total) par continent		
Afrique.....	7.626.100	(28,2 %)
Amérique latine.....	5.166.860	(19,1 %)
Asie et Océanie.....	4.967.940	(18,4 %)
Europe.....	1.826.400	(6,7 %)
Plan international.....	3.929.690	(14,6 %)
Fonds de développement.....	3.500.000	(13 %)
Total	27.016.990	100 %

VENTILATION DES PROGRAMMES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT PAR SECTEURS D'INTERVENTION

Programme de lutte à moyen et long terme contre la sécheresse au Sahel.....	2.400.000	(8,9 %)
Programme de reconstruction et d'action éducative et sociale en Indochine	1.300.000	(4,8 %)
Développement agricole et rural et promotion paysanne (*).....	3.310.150	(12,2 %)
Animation rurale, développement des communautés villageoises, formation de formateurs et formation professionnelle (*).....	4.441.040	(16,4 %)
Promotion populaire en milieu urbain (*).....	1.756.300	(6,5 %)
Droits de l'homme et des peuples : formation sociale et professionnelle, aide médico sociale aux réfugiés et aux personnes déplacées.....	2.195.590	(8,1 %)
Bourses pour les stagiaires, actions menées par les Instituts de formation.....	800.000	(3 %)
Fonds d'urgence, Afrique du Sud, Sri Lanka, Inde, Thaïlande, Gabon, Liban, Haïti, Chili, Brésil, Vietnam, Bolivie, Rhodésie, Philippines, Indonésie, Mozambique, Nicaragua, réfugiés du Sud-est Asie...)	630.000	(2,3 %)
Promotion des travailleurs immigrés.....	800.000	(3 %)
Participation à des actions concertées pour la prise en charge de projets de développement en Asie.....	800.000	(3 %)
Etudes, recherche et documentation sur les modèles et actions de développement (*).....	570.000	(2,1 %)
Actions concertées de développement menées par les OIC (Organisations internationales catholiques).....	1.630.600	(6 %)
Action sanitaire et sociale (*).....	1.965.910	(7,3 %)
Fonds de Développement.....	3.500.000	(13 %)
Opérations Jeunes.....	917.400	(3,4 %)
Total	27.016.990	100 %

(*) D'autres projets de ce secteur sont compris dans plusieurs des programmes suivants : Sahel, Indochine, Actions concertées de développement en Asie, Actions des OIC, Opérations Jeunes.

Janvier 1979.

SIGLES ET ABREVIATIONS

AAS : *Acta Apostolicae Sedis*

ACE : Action Catholique de l'Enfance

ACCMEC : Action Catholique des Maîtres de l'Enseignement Chrétien

ACERAC : Association des Conférences Episcopales Régionales de l'Afrique Centrale

ACF : Action Catholique des Familles

ACI : Action Catholique indépendante

ACIB : Assemblée du Clergé Indigène de Bafoussam

ACM : Action Catholique Missionnaire

ALCAM : Assemblée Législative du Cameroun

AIPI : Association Interdiocésain des Prêtres Indigènes

ANC : African National Council

APELCAM : Association des Parents d'Elève du Cameroun

API : Association des Prêtres Indigènes

AOF : Afrique Occidentale Française

AOTA : Association Oucuménique des Théologiens Africains

ARCAM : Assemblée Régionale du Cameroun.

ATCAM : Assemblée Territoriale du Cameroun

AV : Ames Vaillantes

BASC : Bureau des Activités Socio Caritatives

BCD : Banque Camerounaise de Développement

BDC : Bloc Démocrate Chrétien

BM : Banque Mondiale

BIT : Bureau International du Travail

CAC : Crédit Agricole du Cameroun

CAP : Certificat d'Aptitude Professionelle

CDSE : Compendium de la Doctrine Sociale de l'Eglise

CCCF : Comité Catholique Contre la Faim

CCFD : Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement

CDAE : Conseil Diocésain pour les Affaires Economiques

CDI ; Centre Diocésain d'Information

CDO : Centre Diocésain des Œuvres

CDTPB : Commission Diocésaine Justice et Paix de Bafoussam

CENC : Conférence Episcopale Nationale du Cameroun

CESAO : Centre d'Etudes Economiques et Sociales d'Afrique Occidentale

CFD : Commission Financière Diocésaine

CGT : Confédération Générale des Travailleurs

CICM : Congrégation du Cœur de Marie Immaculée

CMR : Chrétiens dans le Monde Rural

CNDHL : Comité National des Droits de l'Homme et de Liberté

CODAS : Comité des Actions Sociales

CSTC : Confédération Syndicale des Travailleurs du Cameroun

CTIC : Centre Technique d'Information Catholique

CV : Cœurs Vaillants

CVAV : Cœurs Vaillants Ames Vaillantes

DC : Documentation Catholique.

DSRP : Document de Stratégique de Réduction de la Pauvreté

EC : Enseignement Catholique

ELECAM : Elections Cameroun

ESEC : Enseignement Social des Evêques du Cameroun

FAC : Force Armée Congolaise

FAO : Fond des Nations Unies pour l'Alimentation.

FMI : Fond Monétaire Internationale

FONADER : Fond National du Développement Rural

GF : Guide de France

ICI : Informations Catholiques Internationales

IPCRE : Cercle Internationale pour la Promotion de la Création

IPPTE : Initiatve des Pays Pauvres Trop Endettés

IRFED : Institut de Recherche de Formation et de'Etudes pour le Développement

JCC : Jeunesse Chrétienne Catholique

JDC : Jeunesse Démocratique Camerounaise

JED : Jeune en Difficulté

JICF : Jeunesse Indépendante Catholique Féminine

JOC : Jeunesse Ouvrière Chrétienne

JPSC : Justice et Paix sauvegarde de la Création

LV : Levitique

MIJARC : Mouvement International pour la Jeunesse et l'Action Rurale au Cameroun.

MMC : Multi Média Center

MPLA : Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola

OCASC : Organisation Catholique de la Santé au Cameroun.

OIC : Organisation Internationale Catholique

OMI : Oblat de Marie Immaculée

OP: Ordre Prêcheur

PAC: Party African Council

PTT : Poste Télégraphe Téléphonique

PU : Presses Universitaires

RDA : Rassemblement Démocratique Africain

RDPC : Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais

ONU : Organisation des Nations Unies

PAS : Programme d'Ajustement Structurel.

PNLS : Programme Nationale de Lutte contre le Sida.

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés

SCEAM : Symposium de la Conférence Episcopale d'Afrique et de Madagascar

SDF : Social Democratic Front

SDN : Société Des Nations

SENECA : Secrétariat National de l'Enseignement Catholique

SIDA : Syndrome Immuno Déficitaire Acquis

SNJP : Service National Justice et Paix

SSOM : Secrétariat Sciaux d'Outre-mer

SSVP : Société de Saint Vincent de Paul

SYNAES : Syndicat Nationale des Agents et Enseignants du Secondaire

SYNES : Syndical National des Enseignants du Supérieur

UCAC : Université Catholique d'Afrique Centrale

UFDC : Union des Forces démocratiques du Cameroun

UNC : Union Nationale Camerounaise

UNCEAS : Union Nationale du Centre d'Etudes et d'Action Sociale

UNSS : Union Nationale des Secrétariats Sociaux

UPC : Union des Populations du Cameroun.

USCC : Union des Syndicats confédérés du Cameroun

USTC : Union Syndicale des Travailleurs du Cameroun

VIS : Vatican Information service

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS….....2

SOMMAIRE……..4

INTRODUCTION GENERALE……....9
Le projet et son histoire……...9
La méthode……17
Les sources……18
Les limites des sources……...21
Les grandes articulations.....22

PREMIERE PARTIE :
LE CONCEPT DE RECEPTION, LA NOTION DE DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE ET LE CONTEXTE CAMEROUNAIS……...25

CHAPITRE 1 : APPROCHE DU CONCEPT DE RECEPTION……26

A.Approche générale…….26
A.1. Définition.....26
A.2. Définition en littérature 27
A.3. Définition au théâtre.....27
A.4. Définition dans l'histoire du droit canon 30

B. Approche du concept dans le débat théologique……..33
B.1. Le cadre œcuménique.....34
B.2. Le cadre confessionnel 35

C. Historicité et développement du concept de réception.....37

D. Les facteurs déterminants du processus de réception……...41

CHAPITRE 2: LA NOTION DE DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE…….... 43

A. Définition de la notion de doctrine sociale.....43
B. Eclairage théologique de la notion 43
C. Champ d'action 47

CHAPITRE 3 : L'EGLISE ET LE CONTEXTE POLITIQUE AU CAMEROUN DE 1955 à 2000... ……..49
A. Le contexte politique……49
A.1. L'itinéraire politique d'après guerre de 1945 à 2000 50
A.2. La marche vers l'indépendance de 1945 à 1960.....50
A.3. Le quinquennat de 1955 à 1960 53
A.4. Le contexte politique de 1960 à 2000.....56
A.4.1. La phase de 1960 à 1982 57

A.4.2. La deuxième République de 1982 à 2000 61
A.4.2.1. La première phase de 1982 à 1990.....61
A.4.2.2. Le processus démocratique de 1990 à 2000.....63
B. Le contexte ecclésial……64
B.1. L'implantation de l'Eglise au Cameroun……64
B.2. La physionomie ecclésiale 1955-2000 69
B.2.1. Le visage ecclésial 1955-1960……...69
B.2.2. Le visage ecclésial de 1960-1982……..71
B.2.3. Le visage ecclésial de 1982-2000……..78
C. Le contexte sociéconomique, culturel et sanitaire de 1955 à 2000……...82
C.1. La géographie humaine et sociale……...82
C.2. L'évolution socioéconomique et culturelle de 1955 à 1960……...84
C.3. L'évolution socioéconomique et culturelle de 1960 à 2000……...86
C.3.1. L'évolution de 1960 à 1982……....86
C.3.2. L'évolution de 1982 à 2000……....89
C.3.3. Les syndicats et associations……..93
C.4. Les acteurs socioéconomiques et culturels de 1955 à 2000……..94
C.4.1. Les acteurs jusqu'en 1960……...94
C.4.2. Les acteurs socioéconomiques de 1960 à 2000……..94
C.4.3.1. L'Etat et ses ramifications……...94
C.4.3.2. Des entreprises privées et organismes non gouvernemental……...95
C.4.3.3. L'Eglise catholique au Cameroun……94

DEUXIEME PARTIE :
LE CORPUS DES TEXTES DU MAGISTERE SUR LA DOCTRINE SOCIALE
DE L'EGLISE DE 1955 à 2000.....98

CHAPITRE 1 : LE CORPUS DU MAGISTERE DE L'EGLISE UNIVERSELLE ET DE
L'EGLISE D'AFRIQUE……..99

A. Le corpus des papes……100
A.1. Le corpus sous Pie XII (1939-1958)……100
A.2. Le corpus sous Jean XIII (1958-1963) ……100
A.2.1. Les allocutions……100
A.2.2. Les lettres et les lettres encycliques 101
A.2.3. Les messages 101
A.3. Le corpus sous Paul VI (1963-1978) 101
A.3.1. Lettres encycliques 101
A.3.2. Messages, allocutions, déclarations et discours 102
A.4. Le corpus sous Jean Paul II (1978-2005) 103
A.4.1. Les encycliques 103
A.4.2. Lettres, messages et exhortations apostoliques 103
A.5. Le Saint Siège.....103

B. Le Concile et le synode……104
B.1. Le concile Vatican II 104
B.2. Le synode de 1971.....104

C. Le corpus des Congrégations ou Commissions pontificales……104
C.1. Des congrégations.....104

C.1.1. Congrégations pour les religieux 104
C.1.2. Congrégation pour la doctrine de la foi 104
C.1.3. Congrégation pour l'éducation catholique 105
C.2. Commissions pontificales 105
C.2.1. Commission pontificale justice et paix 105
C.2.2. Conseil pontifical justice et paix 105

D. Le corpus du Magistère de l'Eglise d'Afrique……. 106

D.1. Du Délégué apostolique……106
D.2. Des Assemblée Plénières……106
D.3. Des Assemblées régionales……...106
D.4. Le synode africain de 1994……...106

CHAPITRE 2 : LE CORPUS DU MAGISTERE DE L'EGLISE DU CAMEROUN……107

A. Le corpus de la conférence épiscopale nationale de 1955 à 2000 ……..108
A.1. Les lettres pastorales de 1955 à 2000……...108
A.2. Les communiqués des assemblées plénières, du conseil permanent des commissions épiscopales 110
A.2.1. Communiqués des assemblées 110
A.2.1.1. Communiqués des assemblées plénières 110
A.2.1.2. Communiqués des séminaires 111
A.2.1.3. Déclarations, directoires, appels, *memorandum* 111
A.2.1.4. Déclarations des séminaires 112
A.2.1.5. Rapports des visites *ad limina apostolorum* 112
A.2.2. Du Conseil permanent 112
A.2.3. Des Commissions épiscopales 113
A.2.3.1. Des services de la Conférence épiscopale nationale 113

B- Le corpus des conférences épiscopales provinciales ou régionales……115
B.1. Conférence régionale du Littoral-Ouest 115
B.2. Conférence régionale du Centre-Sud 116
B.3. Conférence régionale du Nord 116
B.4. Conférence régionale du Nord West et Sud Ouest 117
B.5. Conférence régionale de l'Est 117

C- Le corpus des Séminaires et des Instituts de formation des ouvriers apostoliques…..118
C.1. Des séminaires 117
C.2. De l'Institut catholique de l'Afrique centrale (UCAC) …… 120

D- Le corpus des diocèses du Cameroun 122
D.1. De l'archidiocèse de Yaoundé (1955) ……...123
D.1.1. Du diocèse de Yaoundé (1955).. 123
D.1.1.2. Du diocèse de Mbalmayo (1961) 130
D.1.1.3. Du diocèse de Bafia (1968) 131
D.1.1.4. Du diocèse d'Obala (1987) 133
D.2. De l'archidiocèse de Douala (1982) 133
D.2.1. Du diocèse de Nkongsamba (1955) 133

D.2.2. Du diocèse de Bafoussam (1970) 169
D.2.3. Du diocèse de Douala (1955) 175
D.2.4. Du diocèse de Sangmelima (1963) 183
D.2.5. Du diocèse d'Ebolowa-Kribi (1991) 183
D.2.6. Du diocèse d'Edéa (1993) 184
D.2.7. Du dioèse d'Eséka (1993) 184
D.3. De l'archidiocèse de Garoua (1982) 185
D.3.1. Du diocèse de Garoua (1955) 185
D.3.2. Du diocèse de Maroua-Mokolo (1973) 187
D.3.3. Du diocèse de Yagoua (1973) 187
D.3.4. Du diocèse de Ngaoundéré (1982) 188
D.4. De l'archidiocèse de Bertoua (1994) 189
D.4.1. Du diocèse de Doumé (1955) 189
D.4.2. Du diocèse de Bertoua (1983) 191
D.4.3. Du diocèse de Yokadouma (1991) 192
D.4.4. Du diocèse de Batouri (1994) 192
D.5. De l'archidiocèse de Bamenda (1982) 192
D.5.1 Du diocèse de Buéa (1950) 193
D.5.2. Du diocèse de Bamenda (1970)..... 193
D.5.3. Du diocèse de Kumbo (1982) 194
D.5.4. Du diocèse de Mamfé (1999) 194

CHAPITRE 3 : LE CONTENU THEMATIQUE DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE DE 1955 A 2000……195
A- Du magistère de l'Eglise universelle 195
A.1. La dignité de l'homme et ses droits 195
A.1.1. Le droit à la vie..... 199
A.1.2. Droit à la vie sociale : le mariage et la famille..... 201
A.1.2.1. Le mariage..... 201
A.1.2.2. La famille 202
A.2. La vie économique 202
A.3. Le travail..... 206
A.4. La vie politique..... 211
A.4.1. L'autorité politique 212
A.4.2. La démocratie..... 213
A.5. La communauté internationale 215
A.6. La question de l'environnement..... 218

B. Du magistère de l'Eglise d'Afrique 220
B.1. Du Délégué apostolique..... 220
B.2. Des assemblées plénières..... 220
B.3. Le synode africain de 1994..... 223

C. Du magistère de l'Eglise du Cameroun……..225
C.1. Le thème de la politique ou de l'engagement politique 225
C.1.1. Dans les textes 225
C.1.2. Dans les lettres pastorales..... 225
C.1.3. Dans les déclarations, communiqués, messages..... 226
C.1.4. Les réunions nationales 226

C.1.5. Le service national Justice et paix 226
C.2. Le thème de l'économie ou de l'engagement économique..... 227
C.2.1. Dans les textes 227
C.2.2. Les réunions nationales 228
C.2.3. Les services..... 228
C.3. L'engagement civil..... 230
C.3.1. La famille..... 230
C.3.1.1. Dans les textes 230
C.3.1.1.a. Les lettres pastorales……..230
C.3.1.1.b. Les réunions nationales 231
C.3.1.1.c. Les Assemblées plénières 231
C.3.1.1.d. Les séminaires 231
C.3.2. L'école catholique..... 232
C.3.2.1. Dans les textes 232
C.3.2.1.a. Les lettres pastorales..... 232
C.3.2.1.b. Les déclarations…….232
C.3.2.2. Les réunions épiscopales 233
C.3.2.3. Le SENECA (secrétariat national de l'enseignement catholique) 233
C.3.3. La santé..... 234
C.3.3.1. Dans les textes 234
C.3.3.2. Les réunions nationales 234
C.3.3.2.a. Les Assemblées Plénières 234
C.3.3.2.b. Les séminaires 234
C.3.3.3. Dans le cadre de l'Organisation catholique de la santé au Cameroun..... 235
C.3.4. Les moyens de communication sociale 235
C.3.5. L'apostolat des laïcs..... 236
C.3.5.1 Dans les textes 237
C.3.5.2. Les Assemblées plénières..... 237
C.3.5.3. Le service de l'apostolat général des laïcs 237

CHAPITRE 4 : CONTENU CHRONOLOGIQUE DES TEXTES DU MAGISTERE CAMEROUNAIS DE 1955 - 2000..... 239

A. Le contenu des lettrespastorales……239
A.1. De 1955 à 1960..... 239
A.2. De 1960 à 1982..... 242
A.3. De 1982 à 1990..... 249
A.4. De 1990 à 2000..... 254
B. Les thèmes des séminaires..... 261
C. Les rapports des visites *Ad limina apostolorum*..... 264

TROISIEME PARTIE : ETUDE ANALYTIQUE : 267

CHAPITRE 1 : L' INTERPENETRATION DES DISCOURS..... 268
A. La période de 1955 à 1960… 268
B. La période de 1960 à 1992…….270
B.1. La période de 1960 à 1970 270
B.2. La période de 1970 à 1992 272
C. La période de 1992 à 2000 274

CHAPITRE 2 : LIEN ENTRE LES DISCOURS SOCIAUX..... 275
A. Lien entre discours social national et le discours social provincial ou régional 275
B. Lien entre le discours social national et le discours social diocésain 276
C. Lien entre le discours social du magistère de l'Eglise universelle et le discours social du magistère de l'Eglise particulière du Cameroun..... 280

CHAPITRE 3 : LES REDACTEURS DES DISCOURS..... 288

CHAPITRE 4 : QUEL ACCUEIL DU DISCOURS SOCIAL DE L'EGLISE AU CAMEROUN DE 1955 à 2000 ? 292
A. Les réactions négatives..... 292
B. Les réactions positives..... 294
C. Quel accueil du discours social de l'Eglise au Cameroun……..296
C.1. Au niveau des prêtres……..297
C.2. Au niveau des chrétiens pratiquants……...299
C.3. Au niveau des éducateurs, enseignants et autres……300
C.4. au niveau du politique et de la société civile……..301

CHAPITRE 5: L'APPORT DES ORGANISMES CATHOLIQUES D'AIDE AU DEVELOPPEMENT : LE CAS DU CCFD……..304
A. Présentation historique générale du CCFD……....307
A.1. Le cheminement organisationnel et institutionnel du CCFD……..;…...307
A.2. La fondation du Comité……...308
A.2.1. Premières initiatives : 1959-1960…….308
A.2.2. La naissance du Comité……310
B. Méthode et fonctionnement du Comité……...311
B.1. Les objectifs du Comité de 1961 à 1966……..311
B.2. Les objectifs du Comité en 1966 et après…….311
C. Analyse des projets……..317
C.1. Les projets financés……..317.
C.2. Les projets rejetés…….321
C.3. Les tableaux des projets……325

CHAPITRE 6 : QUELLE THEOLOGIE POUR LA FECONDITE DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE AU CAMEROUN 339
A. Lien entre théologie et discours social de l'Eglise……...339
B. Les grands courants de la théologie africaine……..341
B.1. La théologie du salut des âmes……342
B.2. La théologie de l'adaptation……342
B.3. La théologie de l'incarnation ou de l'inculturation……..343
B.4. La théologie de libération……...344
B.4.1. Les problèmes économiques et politiques……345
B.4.2. Le renouveau du Concile Vatican II……347
B. 4.3. La théologie de libération en Afrique……..349
C. L'orientation théologique pour la fécondité du discours social de l'Eglise au Cameroun……...352

CONCLUSION GENERALE 357

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE 366

A. Sources 366
A.1. Magistère, Sources écrits et documents……..366
A.2. Sources imprimées……...387
A.3. Témoins oraux…….390

B. BIBLIOGRAPHIE..... 391
B.1. Instruments de travail..... 391
B.2. Ouvrages généraux 391
B.3. Ouvrages spécialisés..... 392
B.4. Cahiers 401
B.5. Les périodiques..... 402
B.6. Les revues 403

DOCUMENTS ANNEXES 404
Annexe 1 401
Annexe 2 405
Annexe 3 410
Annexe 4 411
Annexe 5 412
Annexe 6 413
Annexe 7 414
Annexe 8 418
Annexe 9 419
Annexe 10……...420
Annexe 11 421
Annexe 12……...425
Annexe 13……...427
Annexe 14……...428
Annexe 15……...429
Annexe 16……...430
Annexe 17.....…...431
Annexe 18 (a)……..…...432
Annexe 18 (b)..... 433
Annexe 18 (c)……..434
Annexe 19……...436
Annexe 20 (a)…….438
Annexe 20(b)……...439
Annexe 20 (c)……..440
Annexe 21……...441
Annexe 21 (b)…….462
Annexe 21 (c)..... 470
Annexe 22 494
Annexe 23 495
Annaxe 24……...519
Annexe 25……...520
Annexe 26……...521
Annexe 27……...523
Annexe 28……...524
Annexe 29…….....526

SIGLES ET ABREVIATIONS 528

TABLE DES MATIERES 531